695
AG

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

695

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

ANNÉE 1860.

CONSULTATION PER PLACE SUR PLACE
BIBLIOTHÈQUE ALEXANDRE FRANCONIE
J. 695 AG

CAYENNE,
Imprimerie du Gouvernement.

1861.

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1811. 22 novemb.	Décret portant que les ventes publiques de marchandises pourront être faites, dans tous les cas, par les courtiers de commerce.....	408
1812. 17 avril....	Décret qui détermine le mode d'exécution de celui du 22 novembre 1811, relatif aux ventes publiques de marchandises par les courtiers de commerce.....	408
1819. 9 avril....	Ordonnance du roi concernant les ventes publiques de marchandises par le ministère des courtiers.....	411
1841. 25 juin...	Loi sur les ventes aux enchères de marchandises neuves.....	412
1851. 28 novemb.	Décret du président de la République sur l'institution des courtiers agents de change à la Martinique.....	406
1859. 10 octobre.	Décret impérial concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français dans l'Inde, par la voie des services britanniques.....	2
1859. 25 octobre.	Décision portant que les dispositions de la décision ministérielle du 15 septembre 1859, qui nomme à l'état-major de leur arme MM. Césari, capitaine, et Disnematin, lieutenant d'infanterie de la marine, auront leur effet à compter du 1er novembre 1859.	150
1859. 5 novemb.	Dépêche ministérielle nº 155 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Instructions relatives à l'envoi en France de boursiers coloniaux et autres dans les écoles du gouvernement.....	61
1859. 8 novemb.	Dépêche ministérielle nº 172 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau).	

MANIOC.org
Bibliothèque Alexandre Franconie
Conseil général de la Guyane

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Avis de la radiation de M. l'abbé de Kgariou du cadre du clergé de la Guyane et de son remplacement par M. l'abbé Schaal.....	94
1859. 10 novemb.	Arrêté qui remet en vigueur les dispositions de l'article 4 du chapitre Ier, titre Ier de l'ordonnance du 31 décembre 1828, sur l'enregistrement.....	67
1859. 13 novemb.	Décret impérial concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce.....	6
1859. 13 novemb.	Règlement pour l'exécution du décret impérial du 13 novembre 1859, concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce.....	8
1859. 13 novemb.	Décret qui accorde une pension annuelle sur les fonds de la caisse des invalides de la marine au sieur Vouland (François-Régis), soldat d'infanterie de la marine.....	95
1859. 30 novemb.	Dépêche ministérielle n° 91 *bis* (Algérie et colonies : direction des finances, 2e bureau). Notification du décret du 10 octobre 1859, relatif aux dépêches échangées, par la voie des paquebots britanniques, entre la France et les établissements français dans l'Inde.....	1
1859. 30 novemb.	Dépêche ministérielle n° 327 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Dispositions relatives à la remonte des officiers attachés à l'état-major du gouverneur.....	3
1859. 3 décemb..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies :	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la marine, du 3 décembre 1859, qui nomme M. le capitaine Danos, du 3e régiment d'infanterie de la marine, à Cayenne, à l'emploi d'adjudant-major vacant dans le 2e régiment de l'arme.....	51
1859. 6 décemb..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Au sujet d'une erreur qui s'est glissée dans la dépêche du 27 octobre 1859, concernant l'envoi des notes confidentielles.	62
1859. 7 décemb..	Dépêche ministérielle n° 94 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Notification du décret du 13 novembre 1859, qui étend à nos établissements de l'Océanie les dispositions des décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859, concernant l'échange des correspondances et des imprimés de toute nature.....	5
1859. 13 décemb.	Dépêche ministérielle n° 2089 (Algérie et colonies : cabinet). Affaires en retard. — Recommandations d'adresser à la fin de chaque trimestre un relevé des affaires soumises au département, et qui n'auraient pas encore reçu de solution.....	105
1859. 15 décemb.	Dépêche ministérielle n° 101 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Banques coloniales. — Remplacement du directeur en cas d'absence.....	9
1859. 15 décemb.	Dépêche ministérielle n° 102 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Banques coloniales. — Au sujet de l'état mensuel des prêts sur cession de récoltes.....	10

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1859. 15 décemb.	Dépêche ministérielle n° 334 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Anquetil, commis de la marine, est destiné pour la Guyane française, en remplacement de M. Joyau, employé du même grade, qui passe dans le cadre de la Martinique.....	51
1859. 16 décemb.	Règlement sur le régime des transportés employés hors pénitenciers, modifié conformément aux prescriptions de la dépêche ministérielle du 11 janvier 1860, n° 25...	81
1859. 17 décemb.	Dépêche ministérielle n° 359 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la nomination à bourse entière des jeunes Nessler et Chapuis, de la Guyane, aux lycées de Colmar et de Rennes.....	94
1859. 19 décemb.	Dépêche ministérielle n° 108 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Envoi du budget du service colonial pour l'exercice 1860. — Nouvelle classification à suivre dans les relevés mensuels de comptabilité.....	11
1859. 22 décemb.	Dépêche ministérielle n° 5258 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Avis du décret du 16 décembre 1859, qui nomme M. Pain, juge de paix au deuxième arrondissement de Brest, second substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne, en remplacement de M. Fraissynaud, démissionnaire.	51
1859. 27 décemb.	Décision portant qu'une ration de vingt-cinq centilitres de vin de campagne sera accordée aux infirmiers et cuisiniers des hôpitaux, aux boulangers et aux ouvriers forgerons sur les établissements pénitentiaires, en remplacement de six centilitres de tafia.	250
1859. 28 décemb.	Dépêche ministérielle n° 340 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 10 décembre 1859, qui élève M. Masset (Antoine-Alphonse), lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine, au grade de colonel, pour exercer, hors cadre, les fonctions de commandant militaire à la Guyane française.....	51
1859. 28 décemb.	Dépêche ministérielle n° 341 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Venturini (Pierre-François), pharmacien du 3e classe de la marine, est destiné à servir à la Guyane française, en remplacement de M. Daube, officier de santé du même grade, rattaché au service des ports.....	51
1859. 30 décemb.	Dépêche ministérielle n° 119 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Instructions relatives à la rédaction du Bulletin agricole, commercial et industriel de la colonie.....	12
1859. 30 décemb.	Dépêche ministérielle n° 346 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis des décrets du 28 décembre 1859, portant diverses nominations dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur et conférant la médaille militaire à un surveillant de 1re classe.....	52
1859. 30 décemb.	Arrêté constitutif de l'exposition permanente de l'Algérie et des colonies.....	429
1859. 31 décemb.	Tarif d'importation pour le premier semestre 1860.....	16
1860.....	Renseignement sur les conditions de passage à bord des packets de la compagnie des Indes occidentales, Amérique centrale, Panama et le Pacifique.....	159
1860. 1er janvier.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	13
1860. 1er janvier.	Décision qui supprime l'indemnité journa-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lière accordée à l'officier commandant les troupes à Saint-Louis (Maroni).....	13
1860. 1er janvier.	Ordre qui augmente la solde de M. Météran (Pierre-Félix-Athénodore), écrivain temporaire de la marine.....	52
1860. 1er janvier.	Décision qui nomme le sieur Vial (Jacques-Eugène-Alexis-César) pilote au port de Cayenne, en remplacement du sieur Vernier, décédé.....	52
1860. 1er janvier.	Ordre qui nomme le sieur Lhuerre (Charles-Adrien), écrivain temporaire de la marine, distributeur du matériel.....	52
1860. 1er janvier.	Ordre qui porte le sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 2e classe des vivres, à la 1re classe de son emploi.....	52
1860. 1er janvier.	Décision qui augmente la solde du sieur Silvain (Louis-Auguste-Léonidas), écrivain à la direction des ponts et chaussées.....	53
1860. 1er janvier.	Ordre qui charge M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Nieger (Jules), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine.	53
1860. 1er janvier.	Décision qui abroge celle du 28 septembre 1859, qui alloue une indemnité journalière, à titre de traitement de table, au chirurgien chargé de la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni).....	53
1860. 1er janvier.	Décision qui augmente la solde du sieur Magdeleine (François-Félix), régisseur de l'habitation domaniale la Gabrielle.....	53
1860. 1er janvier.	Décision qui augmente les appointements de M. Louvrier-Saint-Mary (Pierre-Auguste), arpenteur juré du gouvernement.....	53

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er janvier.	Décision qui nomme le sieur Abraham conducteur de travaux agricoles à Saint-Georges...	93
1860. 2 janvier..	Décision rendant applicable à Saint-Louis (Maroni) la décision du 21 septembre 1854, portant allocation d'un supplément annuel au chef du service de santé de Saint-Georges, chargé cumulativement des fonctions de pharmacien comptable.....	14
1860. 2 janvier..	Ordre qui appelle M. Eyrolles (Barthélemy-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Cerf-Mayer, officier de santé entretenu de la même classe, rentrant en France.	53
1860. 2 janvier..	Ordre qui appelle M. Kühuel (Jean-Baptiste-Félix), chirurgien de 1re classe de la marine, à prendre la direction du service de santé à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Lozach (Jean-Baptiste), officier de santé du même grade, rentrant en France.....	54
1860. 2 janvier..	Ordre qui appelle M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical de Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Prouteaux (Georges), officier de santé entretenu de 3e classe, rentrant en France.....	54
1860. 3 janvier..	Ordre qui rappelle au chef-lieu le sieur Boivin (Jean-Eugène), distributeur de 2e classe des vivres à la Montagne-d'Argent.....	54
1860. 4 janvier..	Décision qui nomme M. l'abbé Puech aumônier du pénitencier de Saint-Georges et desservant de la paroisse du quartier d'Oyapock.....	54
1860. 5 janvier..	Décision qui pourvoit au remplacement de deux membres de la commission instituée, par l'arrêté du 7 décembre 1830, pour vé-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	rifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française.....	15
1860. 5 janvier..	Ordre qui met à la disposition du garde-magasin du matériel M. Augier (Alphonse-Marius), écrivain de la marine, attaché au bureau des fonds.....	53
1860. 5 janvier..	Ordre qui nomme le sieur Riamé (Paul) distributeur de 2e classe des vivres.....	54
1860. 5 janvier..	Décision portant acceptation de la démission offerte par le sieur Azémia (Ernest) de son emploi de second commis aux vivres de 1re classe.....	54
1860. 7 janvier..	Décision qui remet à la 3e classe de son emploi le sieur Roger (Michel), surveillant rural de 2e classe.....	55
1860. 7 janvier..	Décisions qui nomment les sieurs Samba et Moussa surveillants ruraux de 3e classe...	55
1860. 8 janvier..	Décision qui appelle M. Vachon (Louis-Marie-Ernest), lieutenant en premier du génie, à prendre le commandement du détachement du 3e régiment du génie à la Guyane française.....	55
1860. 9 janvier..	Ordre qui rappelle au chef-lieu M. Bon (Théophile), chirurgien de 3e classe de la marine, détaché à Sainte-Marie de la Comté.....	55
1860. 10 janvier.	Arrêté portant que les dépenses coloniales de la Guyane à la charge de l'État seront provisoirement faites, en 1860, conformément au budget de 1859.....	23
1860. 10 janvier.	Arrêté portant tarif des retenues à exercer sur la solde des fonctionnaires, employés ou agents divers du service colonial, et fixant leur classement dans les salles des hôpitaux de la colonie.....	24
1860. 10 janvier.	Tableau de classement par salle, dans les	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	hôpitaux de la colonie, des fonctionnaires et agents non assimilés aux corps militaires traités aux frais de l'État et de la colonie.....	26
1860. 10 janvier.	Arrêté portant ouverture d'un crédit de 3,065 fr. 57 cent. pour payement de diverses créances sur exercices clos.....	29
1860. 10 janvier.	Décision qui met à la charge du budget métropolitain les indemnités et prestations accordées aux plantons militaires employés chez les principaux fonctionnaires.....	30
1860. 10 janvier.	Ordre qui destine le sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres, rappelé de la Montagne-d'Argent, à continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne.....	55
1860. 10 janvier.	Décision qui met le traitement du sieur Pluvier (Alexandre), commis de comptabilité à la direction du port, à la charge du budget métropolitain, et en fixe l'imputation.....	55
1860. 10 janvier.	Décision qui appelle M. Dugat, chef d'escadron de gendarmerie, à remplir intérimairement les fonctions de commandant militaire à la Guyane, en remplacement de M. le lieutenant-colonel Masset, titulaire de l'emploi, partant pour France.....	56
1860. 10 janvier.	Décision qui nomme M. Rousseau-Saint-Philippe (Charles-Amédée) écrivain temporaire de la marine.....	56
1860. 12 janvier.	Décision qui alloue une indemnité mensuelle à M. Carat, garde du génie.....	31
1860. 12 janvier.	Ordre qui appelle M. Ollet (Joseph), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à servir à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Blanchon (Joseph-Sainte-Marie-Tony), officier de santé entretenu	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du même grade, appelé à servir à la Martinique.....	56
1860. 12 janvier.	Décision portant acceptation de la démission offerte par M. Pain (Th.) de ses fonctions de commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande.....	56
1860. 12 janvier.	Décision qui révoque de leur emploi les surveillants de 3e classe des pénitenciers Bouveret (Alexandre) et Souchet (François-Amédée).....	56
1860. 12 janvier.	Décision qui nomme le sieur Bassières (Jean-Alexandre-Louis), surveillant rural de 1re classe à Tonnégrande, porteur de contraintes au même quartier.....	56
1860. 14 janvier.	Dépêche ministérielle n° 8 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). Approbation de l'arrêté portant augmention de l'impôt personnel.....	63
1860. 14 janvier.	Dépêche ministérielle n° 9 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Communications relatives aux décisions gracieuses intervenues en faveur des nommés Delpeuch, Bourgeois, Martine et Besson. — Interprétation de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854, en ce qui touche l'obligation de résidence des condamnés libérés par suite de grâce, réduction ou commutation de peine.....	64
1860. 14 janvier.	Décision portant nomination d'une commission chargée de procéder au récolement de tous les objets de matériel, des vivres et des ustensiles existant à bord des avisos à vapeur *le Surveillant* et *l'Oyapock*, entrant en désarmement administratif.....	32
1860. 14 janvier.	Ordre qui nomme le sieur Jail (Étienne)	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	portier de l'hôpital militaire de Cayenne..	57
1860. 14 janvier.	Ordre portant que le service de la marine, par suite de la maladie de M. le capitaine de frégate Quoniam, sera dirigé par M. le lieutenant de vaisseau Maudet, capitaine de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, et que, en cas d'absence, cet officier sera provisoirement remplacé par M. Sibour, lieutenant de vaisseau, capitaine de *l'Oyapock*, agissant sous les ordres directs du gouverneur.....	57
1860. 15 janvier.	Annexe au règlement du 16 décembre 1859, sur le régime des transportés hors pénitenciers.....	93
1860. 15 janvier.	Décision qui nomme le sieur Verdal (Édouard) garde de police à Cayenne, en remplacement du sieur René (Émilien), démissionnaire.....	57
1860. 16 janvier.	Dépêche ministérielle n° 15 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). Approbation de l'arrêté qui donne décharge au trésorier et aux percepteurs de la colonie de la somme de 104,450 fr. 53 cent., par suite de l'apurement des rôles.....	65
1860. 16 janvier.	Décision qui annule celle du 1er juillet 1859, relative au supplément annuel accordé au receveur-curateur, pour frais d'écrivain à la curatelle des successions des transportés.	33
1860. 16 janvier.	Ordre qui appelle M. Dolley (Louis-Victor), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. l'Helgoualc'h (Adolphe-Auguste), officier de santé entretenu de la même classe.....	57
1860. 16 janvier.	Décision qui charge M. Lozach, chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Kihuel, officier de santé du même grade.....	57

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 16 janvier.	Ordre qui charge M. Royre (Pierre-Gabriel), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire.....	57
1860. 17 janvier.	Ordre qui charge le sieur Bayonne (Urbain), distributeur de 2e classe des vivres, de la comptabilité des vivres à Saint-Louis (Maroni).....	58
1860. 17 janvier.	Ordre qui enjoint au sieur Gravier (Jean-Laurent-Marius), deuxième maître de manœuvre de 1re classe, second à bord de la goëlette *la Vigilante*, de débarquer de ce bâtiment et de prendre le commandement de la goëlette *l'Ile-Madame*.....	58
1860. 17 janvier.	Décision portant acceptation de la démission du sieur Jail (Étienne), archer de police urbaine.....	58
1860. 18 janvier.	Dépêche ministérielle n° 3 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis est donné qu'une prolongation de congé est accordée à M. Tartara, sous-commissaire de la marine, à l'expiration duquel il cessera de faire partie du cadre de la Guyane française.	94
1860. 18 janvier.	Décision qui confirme le sieur Stanis (Philibert), archer de police, dans ses fonctions provisoires de caporal de police.....	58
1860. 19 janvier.	Décision portant nomination d'un quartier-maître de manœuvre à l'emploi provisoire d'adjoint au lieutenant de port à Cayenne.	34
1860. 19 janvier.	Décision qui nomme M. Charrière, chef de bataillon d'infanterie de la marine, président du conseil de révision, en remplacement de M. Masset, commandant militaire, parti pour France.....	58
1860. 20 janvier.	Dépêche ministérielle n° 4 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	maritimes, 2e bureau). M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Chauvelot, chirurgien auxiliaire, décédé.....	94
1860. 20 janvier.	Dépêche ministérielle n° 5 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Guérin (Jules), écrivain de la marine à Bordeaux, est destiné pour la Guyane française.....	123
1860. 20 janvier.	Décision qui met M. Maugey (Nicolas-Philippe), commis de la marine, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur....	58
1860. 20 janvier.	Décision qui nomme M. Maugey (Nicolas-Philippe) commissaire spécial de l'immigration.....	35
1860. 20 janvier.	Décision qui accorde un secours annuel à Mme Devez, veuve d'un piqueur des ponts et chaussées.....	58
1860. 21 janvier.	Ordre qui appelle M. Weissenthanner (Alphonse), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Caillard, officier de santé auxiliaire de la même classe.....	59
1860. 22 janvier.	Décision qui nomme M. Hélène (Frédéric), secrétaire de mairie à Tonnégrande, lieutenant-commissaire-commandant de ce quartier.....	59
1860. 23 janvier.	Dépêche ministérielle n° 10 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Colomb, lieutenant-colonel à la portion centrale du 3e régiment d'infanterie de la marine, à Rochefort, est appelé à prendre le commandement des compagnies dudit régiment en station à Cayenne.....	95
1860. 23 janvier.	Décision qui licencie le sieur Talmond (Ra-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	phaël), surveillant rural de 3e classe au quartier de Tonnégrande.....	59
1860. 23 janvier.	Ordre qui appelle M. Petit (Louis-Henri), agent de culture à Sainte-Marie de la Comté, à continuer ses services à l'ilet la Mère.....	59
1860. 23 janvier.	Décision portant acceptation de la démission de M. Rousseau-Saint-Philippe (Charles-Amédée), écrivain temporaire de la marine.	59
1860. 24 janvier.	Extrait d'un rapport adressé au ministre par M. le directeur des dépôts des fortifications des colonies, au sujet des dépenses des réparations faites aux paratonnerres des magasins à poudre.....	180
1860. 24 janvier.	Décision qui nomme M. Lalanne (Célestin) directeur intérimaire de la banque de la Guyane.....	36
1860. 24 janvier.	Décision qui nomme le sieur Véronique (Marius-Sextius-Antoine-Léonard) aspirant pilote au port de Cayenne.....	59
1860. 24 janvier.	Ordre qui prescrit au sieur Bayonne (Urbain-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres, de se rendre à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement du sieur Rosemanne, distributeur du même grade, envoyé à Saint-Louis (Maroni).....	60
1860. 25 janvier.	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Notes confidentielles. — Instructions concernant l'envoi de ces pièces au département de l'Algérie et des colonies...	108
1860. 25 janvier.	Ordre qui appelle M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, attaché au bureau du garde-magasin du matériel, à continuer ses services au détail des subsistances.....	60
1860. 26 janvier.	Dépêche ministérielle n° 16 (Algérie et colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	nies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de S. Exc. le ministre de la marine, du 5 janvier 1860, qui autorise le passage de M. le lieutenant d'infanterie de marine Ronmy à l'état-major de l'arme et son maintien à la Guyane, pour être employé dans les pénitenciers.....	123
1860. 26 janvier.	Arrêté portant approbation des comptes présentés par l'administration de la banque de la Guyane et autorisant la distribution du dividende.....	36
1860. 26 janvier.	Arrêté qui nomme M. de Saint-Michel-Dunezat notaire à Cayenne, en remplacement de M. Dechamp, décédé.....	37
1860. 26 janvier.	Arrêté portant tarif pour le remboursement de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane française, pendant l'année 1860.....	39
1860. 26 janvier.	Arrêté qui rend exécutoires dans la colonie les budgets des recettes et des dépenses du service local, exercice 1860.....	41
1860. 26 janvier.	Budget des recettes ordinaires du service local pour l'exercice 1860.....	42
1860. 26 janvier.	Budget des dépenses ordinaires du service local pour l'exercice 1860.....	43
1860. 26 janvier.	Arrêté portant virement d'un crédit de 10,000 francs du chapitre Ier au chapitre II du budget du service local, exercice 1859.	251
1860. 26 janvier.	Arrêté qui nomme provisoirement M. de Saint-Michel-Dunezat (Jean-Baptiste-François), notaire à Cayenne, conseiller privé suppléant, en remplacement de M. J. Dechamp, décédé.....	60
1860. 28 janvier.	Décision qui substitue le tafia au vinaigre pour l'acidulage de l'eau distribuée aux	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	transportés, tant à Cayenne que sur les établissements pénitentiaires.....	46
1860. 30 janvier.	Circulaire ministérielle n° 28 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Notification d'une décision ministérielle portant admission en franchise dans nos colonies, et sous les conditions déterminées, des produits de la pêche du hareng à Terre-Neuve.....	66
1860. 30 janvier.	Ordre qui désigne M. Rech (Georges-Louis), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, pour aller remplacer momentanément à Saint-Laurent (Maroni) M. Eyrolles, officier de santé du même grade, appelé à Cayenne, en témoignage.....	60
1860. 31 janvier.	Circulaire ministérielle n° 5660 (Algérie et colonies : secrétariat général). Notes confidentielles concernant la magistrature.....	108
1860. 31 janvier.	Décision qui détermine les pièces périodiques à fournir aux différents détails de l'administration du chef-lieu par les chefs du service administratif des établissements pénitentiaires.....	47
1860. 1er février..	Instructions relatives aux dépôts faits par des officiers à la caisse de la dotation de l'armée.	140
1860. 1er février..	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	68
1860. 1er février..	Décision qui autorise l'emploi à Baduel des nommés Blaise (Eugène) et Saint-Plice (Azor), ouvriers charpentiers, pour la confection d'un entourage pour le bétail de cet établissement, et fixe leurs salaires...	95
1860. 1er février..	Ordre qui enjoint à M. Guibert (Alexandre), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et de prendre le commandement de l'aviso à vapeur *l'Économe*, en remplacement de M. Brice, lieutenant	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	de vaisseau, arrivé au terme de son commandement, et qui embarque sur *l'Abeille*.	95
1860. 1er février..	Décision qui augmente la solde du sieur Brissard (Pierre-Louis), contre-maître boulanger aux îles du salut.....	95
1860. 1er février..	Décision qui nomme M. Hersilie (Étienne-Édouard) écrivain temporaire de la marine.	96
1860. 1er février..	Décision qui accorde une indemnité mensuelle au sieur Imbert (Joseph-Léon-Pierre), contre-maître charpentier à la direction du port.....	96
1860. 1er février..	Décision qui accorde un congé pour affaires de famille au sieur Espirac (Charles-Laurent), surveillant de 2e classe des pénitenciers.....	96
1860. 1er février..	Décision qui nomme le sieur Ponnet (Désiré-Claude) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Talmond, révoqué.	96
1860. 2 février..	Ordre qui appelle M. Bardon (Étienne-Édouard), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Reybaud (Marius), officier de santé entretenu du même grade.....	96
1860. 3 février...	Décision qui supprime la brigade de gendarmerie établie au quartier de Kaw.....	69
1860. 3 février...	Décision portant nomination de juges aux premier et deuxième conseils de guerre permanents de la colonie.....	69
1860. 4 février...	Dépêche ministérielle n° 23 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de S. Exc. le ministre de la marine, du 26 janvier 1860, qui admet M. le capitaine Ligier et M. le lieutenant Derbès, du 3e régiment d'infanterie de marine, dans l'état-major de l'arme, pour être employés dans	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	les établissements pénitentiaires de la Guyane.....	123
1860. 4 février...	Dépêche ministérielle n° 6906 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Avis d'une décision de S. Exc. le ministre de la marine, en date du 28 octobre 1859, qui décerne deux médailles d'honneur en argent à la dame Bagot et au sieur Elfort..	148
1860. 4 février...	Décision qui révoque le sieur Démont (Claude), distributeur de 2e classe des vivres.....	96
1860. 4 février...	Ordre qui nomme le sieur Duffez (Antoine) distributeur de 2e classse des vivres, en remplacement du sieur Barbot, révoqué..	96
1860. 4 février...	Décision qui nomme le sieur Dranem (Placide) conducteur de la machine à vapeur de Saint-Georges.....	97
1860. 4 février...	Décision qui accorde une indemnité journalière aux deux transportés mis à la disposition de M. le médecin en chef, comme écrivain et garçon d'amphithéâtre.....	97
1860. 6 février...	Ordre qui fixe l'imputation du supplément et des frais de bureau accordés à M. Douillard, directeur des établissements de Bourda et de Montjoly.....	97
1860. 7 février...	Ordre qui charge le sieur Blanchard (Louis), second commis de 2e classe des vivres, de retour de congé, de la comptabilité des vivres à Saint-Louis (Maroni).....	97
1860. 7 février...	Ordre qui fixe l'imputation du traitement des gardiens de batteries.....	97
1860. 7 février...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Bertille (Joseph-Elphège-Pascal), distributeur de 2e classe des vivres.....	98
1860. 8 février...	Dépêche ministérielle n° 45 (Algérie et colonies : direction de l'administration colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	niale et des services financiers, 3e bureau). M. de Saint-Quantin (Émile-Édouard) est nommé à l'emploi de commis receveur de l'enregistrement et des domaines à Cayenne.....	123
1860. 8 février...	Décision qui met M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.....	98
1860. 8 février...	Ordre qui charge le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, de la comptabilié du matériel à Saint-Laurent (Maroni).....	98
1860. 8 février...	Ordre qui charge le sieur Drapet (Guillaume-Marie), magasinier de 1re classe, de la comptabilité du *Gardien* et de *la Proserpine*, en remplacement du sieur Corre (François-Prosper), premier commis de 2e classe des vivres, rentrant en France, en convalescence.....	98
1860. 8 février...	Ordre qui appelle le sieur Zéphirin (Gustave), distributeur de 2e classe des vivres, à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Démont, révoqué.....	98
1860. 8 février...	Ordre qui enjoint à M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, agent comptable provisoire à Kourou, de remettre le service à M. Guérin (Just-Aimé), titulaire de l'emploi, de retour de congé, et d'opérer sa rentré au chef-lieu.....	98
1860. 9 février...	Dépêche ministérielle n° 32 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Passages à bord des bâtiments de l'État chargés du service postal entre la Guyane, Surinam et Démérary.....	109
1860. 9 février...	Décision concernant la régularisation des dépenses d'entretien du collége de Cayenne.	70

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 9 février...	Décision qui nomme le sieur Calvel (Jean-Baptiste) garde de police urbaine.....	99
1860. 9 février...	Décision qui autorise une permutation entre MM. Kühuel (Jean-Baptiste-Félix) et Lozach (Jean-Baptiste), chirurgiens de 1re classe de la marine.....	99
1860. 9 février...	Décision qui autorise M. Blanchon (José-Sainte-Marie-Tony), chirurgien de 3e classe de la marine, à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour se rendre à la Martinique, où il est appelé à servir.....	99
1860. 9 février...	Décisions qui autorisent quatre chirurgiens de la marine à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour rentrer en France....	99
1860. 10 février..	Circulaire ministérielle (marine : cabinet du ministre; 2e section, direction de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). Les marins condamnés à un emprisonnement d'un an au moins par les tribunaux maritimes commerciaux subiront désormais leurs peines dans le pénitencier maritime établi à Brest.	161
1860. 10 février..	Arrêté relatif au payement de dépenses des exercices clos de 1855, 1856 et 1857, sur les fonds du service local, exercice 1860.....	70
1860. 10 février..	Décision qui fixe, pour le personnel libre et pour celui de la transportation, le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine.....	71
1860. 10 février..	Arrêté portant autorisation à Mme veuve Nony de construire un pont sur la route de la Magdeleine.....	72
1860. 10 février..	Arrêté concernant le mode à suivre pour l'exécution, par la voie de réquisition, des travaux de réparations et d'entretien de divers canaux et routes dans les quartiers de la colonie.....	73

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 10 février..	Décision portant fixation de la somme mensuelle à payer à M. le supérieur des frères de Ploërmel par la caisse de l'agent spécial des services régis par économie, pour faire face aux dépenses qu'exigent au collége l'exercice du culte, l'emploi d'un homme de peine et l'achat de balais.....	99
1860. 10 février..	Décision qui accorde une subvention mensuelle à Mme veuve Gustave, entrepreneuse des vidanges de la ville.....	99
1860. 10 février.	Ordre qui enjoint à M. Masson (Émile), enseigne de vaisseau, d'embarquer sur *l'Abeille*, pour y remplir les fonctions de second.....	100
1860. 10 février..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Moulan (Marius), boulanger de 1re classe, et qui l'autorise à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour rentrer en France.....	100
1860. 11 février..	Circulaire ministérielle no 34 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Dispositions relatives à la conservation des ouvrages périodiques envoyés pour la bibliothèque du service de santé.....	133
1860. 11 février..	Décision qui charge M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Lozach, officier de santé du même grade, partant pour France.....	100
1860. 11 février..	Ordre qui rappelle de Saint-Laurent (Maroni) le sieur Lincey (Joseph), distributeur de 2e classe des vivres, et le destine à continuer ses services à Montjoly, en remplacement du sieur Épesar (Antoine), appelé à le remplacer.....	100
1860. 12 février..	Décision qui nomme M. Letoulat, lieutenant	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	d'infanterie de la marine, commandant particulier de Saint-Louis (Maroni).....	75
1860. 12 février..	Décision qui nomme M. Césari, capitaine d'infanterie de la marine, commandant supérieur des îles du Salut et de Kourou..	75
1860. 13 février..	Décisions qui licencient les sieurs Schœck (François-Joseph) et Zéphirin (Gustave), distributeurs de 2e classe des vivres.....	100
1860. 14 février..	Circulaire ministérielle n° 49 (Algérie et colonie : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Rappel des prescriptions relatives aux rapports à fournir par les chirurgiens des navires de l'immigration.....	110
1860. 14 février..	Circulaire ministérielle n° 39 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Au sujet du recrutement des écrivains du commissariat de la marine aux colonies.....	109
1860. 14 février..	Décision qui accorde un congé provisoire de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à huit surveillants des pénitenciers.....	101
1860. 14 février..	Ordres qui enjoignent à MM. Couy (Émile-Joseph) et Lormier, enseignes de vaisseau, de débarquer du ponton flottant *le Gardien* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*.....	101
1860. 14 février..	Décisions qui accordent un congé provisoire de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à un frère coadjuteur de la compagnie de Jésus, à deux agents des vivres et à un ouvrier ajusteur, chef de l'atelier d'outillage aux îles du Salut.....	101
1860. 14 février..	Décision qui accorde un congé de convales-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cence pour France à M. Albert, lieutenant au 30e régiment d'infanterie de ligne, officier d'ordonnance du gouverneur.....	101
1860. 14 février..	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à un sous-commissaire, à un écrivain et à deux chirurgiens de la marine.....	101
1860. 14 février..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. de Guilhemanson, procureur impérial à Cayenne.....	101
1860. 15 février..	Dépêche ministérielle n° 53 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Dispositions relatives à l'imputation, sur les budgets locaux des colonies, du traitement du secrétaire du comité consultatif des colonies.....	111
1860. 16 février..	Ordre qui enjoint à M. Brice (François-Didier), lieutenant de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur la frégate *l'Amazone*, pour rentrer en France.....	102
1860. 17 février..	Ordre qui nomme le sieur Flotte (Jules) distributeur de 2e classe des vivres et le destine à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Bertille, démissionnaire.....	102
1860. 17 février..	Décision qui nomme le sieur Zéphirin (Benoît-Anésippe-Eugène) distributeur de 1re classe du matériel.....	102
1860. 17 février..	Ordre qui prescrit à M. l'Helgouale'h (Adolphe-Auguste), chirurgien de 3e classe de la marine, d'embarquer sur *le Flambeau*, en qualité de chirurgien-major, pendant la maladie de M. Godefroy.....	102
1860. 18 février..	Décision qui augmente la solde annuelle de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tous les garçons de bureau au service du commissariat de la marine et du contrôle colonial.....	76
1860. 18 février..	Ordre qui destine le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, pour l'îlet la Mère, où il sera chargé de la comptabilité des vivres et du matériel, en remplacement du sieur Banzet, magasinier de la même classe, rappelé au chef-lieu...	102
1860. 19 février..	Décision qui détache provisoirement à l'état-major particulier du gouverneur, avec les fonctions d'officier d'ordonnance, M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau.....	103
1860. 20 février..	Dépêche ministérielle n° 45 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Desmazes, commis de la marine à la Guyane, est destiné pour la Martinique et est remplacé par M. Bladou, commis de la marine des Antilles...	123
1860. 20 février..	Arrêté portant nouvelles dispositions relatives à l'envoi en France des produits des successions des militaires des détachements des corps de troupe de l'armée de terre décédés aux colonies.....	174
1860. 20 février..	Arrêté portant diverses nominations provisoires dans l'ordre judiciaire de la colonie.	77
1860. 20 février..	Décision concernant les appointements de M. Maugey, commissaire spécial de l'immigration, et les fournitures de bureau à accorder pour le service de l'immigration.	103
1860. 22 février..	Dépêche ministérielle n° 46 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Meifredy (Adrien), lieutenant en premier à la 1re section de la 24e compagnie d'artillerie de marine, à Cayenne, est nommé au grade de capitaine, avec destination pour Roche-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	fort, et est remplacé par M. Morel, lieutenant en premier.....	124
1860. 22 février..	Décision réglant à nouveau la composition de la commission chargée de la recette du bétail de boucherie.....	78
1860. 22 février..	Décision qui fixe le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine au personnel libre et à celui des transportés.....	79
1860. 23 février..	Dépêche ministérielle n° 48 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Répartition de la place à bord du bâtiment hôpital pour le matériel à renvoyer.....	112
1860. 23 février..	Décision portant révocation du sieur Caly, surveillant rural de 3e classe.....	103
1860. 24 février..	Décision qui comprend M. l'aumônier du pénitencier *le Gardien* au nombre des rationnaires du gouvernement.....	104
1860. 24 février..	Décisions portant nominations dans la police urbaine, à Cayenne.....	103
1860. 24 février..	Décision qui nomme le sieur Magloire porte-clefs à la grande geôle de Cayenne, en remplacement du sieur Michaud, révoqué.	103
1860. 27 février..	Décision qui autorise divers ouvriers de la ville de Cayenne à se constituer en société d'assistance mutuelle.....	80
1860. 27 février..	Ordre qui nomme le sieur Backar (Gustave) distributeur de 2e classe des vivres, en remplacement du sieur Zéphirin, révoqué.	104
1860. 28 février..	Circulaire ministérielle n° 62 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Marche à suivre pour l'envoi des états et documents périodiques...	113
1860. 28 février..	Décision portant que les dispositions de la	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	dépêche ministérielle du 26 janvier 1860, qui attache à l'état-major de son arme M. Ronmy, lieutenant d'infanterie de la marine, auront leur effet à compter du 1er mars 1860.....	151
1860. 28 février..	Décision portant qu'une somme de 2,000 fr. sera mise à la disposition de l'agent spécial des services régis par économie, à la direction de l'intérieur, pour payer au fur et à mesure les achats d'objets demandés par le département de l'Algérie et des colonies, et qui doivent figurer à l'exposition des produits coloniaux.....	104
1860. 29 février..	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers). Exposition. — Palais de l'industrie, porte Sud, n° 16. — Comités locaux à organiser pour l'exposition.	427
1860. 29 février..	Dépêche ministérielle n° 63 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). M. Bénard, chef de l'imprimerie du gouvernement de la Guyane française, est nommé chef de celle de la Martinique et est remplacé à la Guyane par M. Carron, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à la Guadeloupe.....	124
1860. 1er mars...	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	111
1860. 1er mars...	Ordre qui charge le sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe des vivres, de la comptabilité des vivres et du matériel des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, en remplacement du sieur Drapet (Guillaume-Marie), magasinier de 1re classe, appelé à continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne.....	124
1860. 1er mars...	Ordre qui appelle M. Jaquolot (Jules-Pierre-Marie), chirurgien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service de santé	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade	124
1860. 1er mars...	Décision qui augmente les appointements de M. Voisin (Gustave), écrivain provisoire de la marine	124
1860. 1er mars...	Décision qui nomme M. Pathos (Auguste-Eugène) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur	124
1860. 1er mars...	Ordre qui appelle M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, de retour de Kourou, où il était provisoirement chargé de la comptabilité du pénitencier flottant *le Castor*, à continuer ses services au bureau du garde-magasin des subsistances	125
1860. 2 mars....	Dépêche ministérielle n° 52 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Cros, officier de santé du même grade	148
1860. 2 mars....	Décision qui prescrit à M. Deparis, commissaire de police à Cayenne, de retour de congé, de reprendre ses fonctions	125
1860. 2 mars....	Décision qui nomme M. Mandel commissaire adjoint de police à Cayenne	125
1860. 5 mars....	Dépêche ministérielle n° 691 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la décision du 29 février 1860, qui attache M. l'abbé Caminade, du clergé de la Guyane, au clergé de la Guadeloupe	224
1860. 5 mars....	Ordre qui charge M. Soligniac (Gustave), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, du service médical de Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de M. Bisch (Louis-Gustave), officier de santé entretenu de 2e classe	125

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 5 mars....	Décision portant acceptation de la démission du sieur Lhuerre (Charles-Adrien), distributeur du matériel.....	125
1860. 5 mars....	Décision qui nomme le sieur Hersilie (Jean-Édouard), écrivain temporaire de la marine, distributeur du matériel, en remplacement du sieur Lhuerre, démissionnaire.	126
1860. 5 mars....	Décision portant acceptation de la démission de M. Dédons, écrivain à la direction des établissements pénitentiaires.....	226
1860. 6 mars....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Pièces dont doivent être accompagnés les marins dirigés sur le pénitencier maritime de Brest.....	163
1860. 6 mars....	Ordre qui appelle M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut.....	126
1860. 6 mars....	Décision qui nomme M. Céide (Désiré-Amélius-Irénée) commis receveur provisoire de l'enregistrement, en remplacement de M. Lagrandeur, démissionnaire.....	126
1860. 7 mars....	Circulaire ministérielle n° 79 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). Instructions au sujet de l'affranchissement des journaux à destination de la métropole.....	134
1860. 7 mars....	Règlement sur le salaire et les autres conditions du traitement des ouvriers des arsenaux de France envoyés dans les colonies.	165
1860. 7 mars....	Circulaire ministérielle (marine : direction du matériel, bureau des constructions navales). Envoi d'un règlement sur le traitement des ouvriers des ports de France envoyés dans les colonies.....	164

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 7 mars....	Décision qui met M. Vernier (Gabriel-Victor), conducteur des ponts et chaussées, à la disposition de la compagnie des mines d'or de l'Approuague.....	126
1860. 8 mars....	Décision qui accorde un congé de convalescence de deux mois, pour la Guadeloupe, à M. Bontemps, aide-commissaire de la marine.....	126
1860. 8 mars....	Décision qui nomme M. Leborgne (Léon) écrivain provisoire à la direction des pénitenciers, en remplacement de M. Dédons, démissionnaire.....	126
1860. 9 mars....	Circulaire ministérielle n° 56 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Nominations et mutations dans le commissariat de la marine aux colonies. — Envoi d'une liste de classement.....	135
1860.....	Liste de classement, par ordre de mérite, des candidats qui se sont présentés au concours d'aide-commissaire en 1858.....	139
1860. 9 mars....	Dépêche ministérielle n° 60 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Avis du décret impérial du 8 février 1860, par lequel MM. Aubry et Rochet, gardes du génie de 2e classe, ont été promus à la 1re classe de leur grade.	148
1860. 12 mars...	Dépêche ministérielle n° 63 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). MM. Buffet (Jean-Baptiste), garde d'artillerie de 1re classe (section des comptables), et Bernard (Eugène), ouvrier d'état, sont destinés pour la Guyane, en remplacement de MM. Peuget, garde d'artillerie de 2e classe, et Equilbec, ouvrier d'état.....	149
1860. 12 mars...	Dépêche ministérielle n° 83 (Algérie et colonies : direction de l'administration colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	niale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Caisse de la dotation de l'armée. — Envoi d'une circulaire du ministre de la guerre relative au remboursement des sommes versées par les officiers.....	139
1860. 13 mars...	Arrêté relatif au payement sur les fonds du service local, exercice 1860, d'une somme de 2,136 fr. 48 cent. pour solde dû, pendant le premier trimestre 1858, à l'administration des postes.....	252
1860. 14 mars...	Dépêche ministérielle n° 64 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Pierron, garde de 2e classe du génie, est désigné pour servir à la Guyane, en remplacement de M. Bournot.....	149
1860. 14 mars...	Dépêche ministérielle n° 253 (marine : direction du matériel, bureau des approvisionnements généraux). Il est expressément recommandé de toujours faire revêtir de l'attache du commandant de la marine les demandes à adresser en France pour le service des bâtiments de la flotte ou de la marine locale.....	149
1860. 14 mars...	Ordre qui charge M. Chauvin (Jean-Pierre-Élie), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, du service pharmaceutique à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Marion (Amédée-Ernest-Louis), officier de santé entretenu de la même classe..	127
1860. 14 mars...	Décision qui appelle M. Maugey, commissaire spécial de l'immigration, à remplir cumulativement les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement pendant la durée du congé de convalescence accordé à M. Bontemps.....	127
1860. 14 mars...	Ordre qui prescrit à M. Maudet, lieutenant de vaisseau, de remettre le commandement	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	de l'aviso à vapeur *l'Abeille* à M. Masson, enseigne de vaisseau, qui l'exercera à titre provisoire pendant le temps que M. Maudet remplira par intérim les fonctions de commandant de la marine.....	127
1860. 14 mars...	Ordre qui appelle M. Foll (Gustave-Louis), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Antoine (Ferdinand), officier de santé du même grade.	127
1860. 15 mars...	Décision qui augmente les appointements de M. Viriot (Eugène), écrivain de la marine.	127
1860. 15 mars...	Ordre qui met à la disposition de l'ordonnateur M. l'Helgoualc'h, chirurgien de 3e classe de la marine, débarqué de l'aviso à vapeur *le Flambeau*.....	128
1860. 15 mars...	Décision qui autorise M. l'abbé Brunetti (Jules-Marie), aumônier du collége de Cayenne, à s'absenter pendant un mois, pour se rendre en mission au Para.....	128
1860. 15 mars...	Décision portant que les dispositions de la dépêche ministérielle du 25 janvier 1860, qui attache à l'état-major de leur arme MM. Ligier, capitaine, et Derbès, lieutenant d'infanterie de la marine, auront leur effet à compter du 16 mars 1860.....	151
1860. 16 mars...	Dépêche ministérielle n° 66 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Gay, officier de santé du même grade.....	149
1860. 16 mars...	Ordre qui appelle M. Rech (Georges-Louis), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Thérond (Isidore-Julie), officier de santé entretenu de la même classe.....	128

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 16 mars...	Décision en vertu de laquelle le sieur Gillet, employé comme conducteur des travaux de la machine à Saint-Laurent du Maroni, passe provisoirement, en qualité de chef de l'atelier des machines, sur le pénitencier des îles du Salut.....	128
1860. 17 mars...	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Sur le renvoi en France des marins de l'État condamnés à l'emprisonnement.... :	167
1860. 19 mars...	Décision qui licencie de ses fonctions le sieur Octave (Jean-Baptiste), archer de police urbaine, et le met à la disposition du commissaire de l'inscription maritime.....	128
1860. 19 mars...	Décision qui autorise le R. P. Bertrand et le frère Bonat, de la compagnie de Jésus, à prendre passage à bord du navire du commerce *l'Hermance-et-Jenny*, pour rentrer en France, en congé de convalescence....	128
1860. 20 mars...	Décision qui accorde un supplément mensuel au sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe, comptable des vivres et du matériel des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*.....	129
1860. 20 mars...	Ordre qui appelle le sieur Backar (Gustave), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut, à continuer ses services sur les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, en remplacement du sieur Le Doux (Julien-François), appelé à servir aux îles du Salut.....	129
1860. 20 mars...	Décision qui accorde à M. Vérand (André-César), commissaire de la marine, ordonnateur à la Guyane, un congé de convalescence pour France, avec autorisation de prendre la voie des packets.....	129
1860. 21 mars...	Décision qui nomme le sieur Amab (François)	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Caly, révoqué.....	129
1860. 21 mars...	Ordre qui appelle M. Dutrey (Antoine), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Cros (Marcel), chirurgien auxiliaire de la même classe.....	129
1860. 22 mars...	Dépêche ministérielle (marine: direction du personnel, bureau du personnel militaire et civil). M. le capitaine de frégate Féréol de Leyritz est désigné pour remplir les fonctions de commandant de la marine à la Guyane française, en remplacement de M. Quoniam.....	149
1860. 23 mars...	Dépêche ministérielle n° 89 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). M. Douillard, vérificateur de 3e classe des douanes à la Guadeloupe, est nommé au même emploi à la Guyane.....	150
1860. 24 mars...	Ordre qui appelle M. Candolle (Ernest), écrivain de la marine, provenant de la direction de l'intérieur, où il était détaché, à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements.....	129
1860. 25 mars...	Décision qui fixe le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine, à Cayenne, au personnel libre et à celui de la transportation.....	115
1860. 26 mars...	Dépêche ministérielle n° 76 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Virgile, aide-commissaire de la marine, à Cayenne, est admis, par décret impérial du 10 mars 1860, à faire valoir ses droits à la pension de retraite, et M. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice), aide-commissaire de la marine, à la Guadeloupe, est destiné pour la Guyane, en son remplacement.....	150

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 26 mars...	Dépêche ministérielle n° 90 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). Le ministre approuve l'arrêté du 28 décembre 1859, portant tarif des droits de patente à la Guyane.....	111
1860. 26 mars...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Ducoing (Louis-René), commissaire adjoint de la marine.	130
1860. 27 mars...	Arrêté pour l'organisation des écoles primaires gratuites dans les quartiers de la colonie.....	115
1860. 27 mars...	Décision qui autorise l'ouverture d'une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles au bourg de Roura.....	117
1860. 27 mars...	Décision qui autorise l'ouverture d'une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles au bourg de Kourou.....	118
1860. 27 mars...	Arrêté portant ouverture au compte du service local, exercice courant, d'un crédit de 22 fr. 81 cent. pour le payement de diverses créances appartenant à des exercices clos.....	119
1860. 27 mars...	Ordre en vertu duquel M. Mouttet, commis de la marine, chargé du service administratif à la Montagne-d'Argent, passe en la même qualité à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Saint-Père (Laurent-Henry), employé du même grade.....	130
1860. 27 mars...	Décision qui accorde, jusqu'à son départ pour France, une ration journalière, telle que la reçoivent les surveillants employés au chef-lieu, à la jeune Aubert (Régina), fille d'un surveillant de 2e classe, restée orpheline et sans ressources dans la colonie, par suite du décès de ses père et mère.....	130
1860. 27 mars...	Décision en vertu de laquelle l'indemnité	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	mensuelle qui était payée, au compte du service local, à la dame veuve Gravier, à titre d'indigente, est continuée à son fils, âgé de huit ans et devenu orphelin par la mort de sa mère.....	130
1860. 27 mars...	Ordre qui nomme M. Thérond (Isidore-Julie), chirurgien de 2e classe de la marine, prévôt de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Vidal (Émile-Léon), officier de santé de la même classe.....	130
1860. 27 mars...	Ordre qui charge M. Lidin (Eugène-Alexandre), écrivain de la marine, du service administratif à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Mouttet, commis de la marine.	130
1860. 28 mars...	Décision qui accorde, à titre exceptionnel, une solde de 1 fr. 25 cent. par jour au sieur Ainard, transporté, 4e catégorie, 2e section, employé à Montjoly comme forgeron et maréchal ferrant.....	131
1860. 28 mars...	Ordres portant nominations de deux chefs du service administratif des pénitenciers de Saint-Louis (Maroni) et de Sainte-Marie de la Comté.....	131
1860. 29 mars...	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Indication à porter sur les ordres d'embarquement.....	239
1860. 29 mars...	Décision concernant la surveillance sur les travaux des transportés mis à la disposition des directions.....	120
1860. 29 mars...	Ordre qui nomme le sieur Ernest (Laurent-Marie-Godefroy-Alexandre) distributeur de 2e classe des vivres.....	131
1860. 29 mars...	Ordre qui enjoint au sieur Gravier (Jean-Marius-Laurent), second maître de manœuvre, commandant de *l'Ile-Madame*, d'en remettre le commandement au sieur Bigoin	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	(Aimé-François), quartier-maître de manœuvre de 1re classe, et de prendre celui de la goëlette *l'Ile-d'Énet*, en remplacement du sieur Chassériau, premier maître de timonerie, appelé à commander provisoirement la goëlette *l'Aurore*.....	131
1860. 29 mars...	Ordre qui appelle M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, employé au bureau du garde-magasin des subsistances, à servir au secrétariat de l'ordonnateur.....	131
1860. 30 mars...	Décision qui nomme le sieur Guérin-Dumartrait, adjudant sous-officier au 3e régiment d'infanterie de la marine, greffier au deuxième conseil de guerre permanent de la Guyane, en remplacement du sergent-major Guélaud, promu au grade de sous-lieutenant.....	226
1860. 30 mars...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Pawlosky (Raphaël), surveillant rural de 3e classe.....	132
1860. 30 mars...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Debrand (Pierre), garde de police urbaine.....	151
1860. 31 mars...	Dépêche ministérielle n° 104 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Le R. P. Beigner est remplacé par le R. P. Girre, en qualité de supérieur de la mission religieuse des pénitenciers de la Guyane française...	150
1860. 31 mars...	Circulaire ministérielle n° 109 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Au sujet des chirurgiens délégués pour l'immigration..	169
1860. 31 mars...	Décision qui nomme M. Saint-Gès, garde du génie de 2e classe, chef du pénitencier de Sainte-Marie, jusqu'à son entière évacuation.....	122

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 31 mars...	Ordre qui charge M. Marion (Amédée-Louis-Ernest), pharmacien de 3e classe de la marine, du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Doué (Marius), officier de santé de 2e classe...	132
1860. 31 mars...	Ordre qui appelle M. l'Helgoualc'h (Adolphe-Auguste), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Catel (Jules), officier de santé de la même classe.....	132
1860. 1er avril...	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	142
1860. 1er avril...	Décision relative au remboursement de la valeur des effets reçus par les surveillants ruraux révoqués après quelques mois de service.....	509
1860. 2 avril....	Dépêche ministérielle n° 88 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décès à l'hôpital de Dijon (Côte-d'Or) du sieur Crévoisier (François), surveillant de 2e classe à la Guyane française, en convalescence en France.....	224
1860. 2 avril....	Décision qui attache, jusqu'à nouvel ordre, le sieur Antoinette (Jean-Charles), en qualité d'ouvrier maçon, à l'établissement de Saint-Laurent du Maroni.....	151
1860. 2 avril....	Décision portant acceptation de la démission du sieur Bassières (Jean), surveillant rural de 1re classe.....	151
1860. 2 avril....	Décision qui approuve le remplacement des travailleurs qui ont été retirés du domaine de Baduel, autorise la dépense à laquelle donnera lieu la cession de trois travailleurs immigrants et en fixe l'imputation.....	152
1860. 3 avril....	Circulaire ministérielle n° 93 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e et 3e bureaux). Au sujet des in-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	dications à donner dans les déclarations de délégations sur la résidence des délégataires.....	170
1860. 4 avril....	Décision portant modification dans la composition du pain des transportés.....	143
1860. 4 avril....	Décision qui appelle M. Guérin (Jules), écrivain de la marine, arrivé de France, à continuer ses services au bureau de la comptabilité centrale des fonds.....	152
1860. 4 avril....	Décision qui nomme la nommée Adélaïde Caroli, veuve Makadé (Philippe), employée au palais de justice pour le service du greffe de la Cour impériale, en remplacement de son mari, décédé.....	282
1860. 7 avril....	Décret sur le repatriement et les conduites de retour des gens de mer.....	298
1860. 7 avril....	Décision qui nomme M. Stahl, enseigne de vaisseau, commandant particulier par intérim des pénitenciers 8 et 8 *bis*, en remplacement de M. Lamendour, partant en congé.....	143
1860. 7 avril....	Décision qui casse de son grade le sieur Cosson (Nicolas-François), surveillant de 2e classe, et le remet surveillant de 3e classe.	152
1860. 7 avril....	Décision qui autorise M. Ducoing, commissaire adjoint de la marine, porteur d'un congé de convalescence, à se rendre, à défaut de bâtiment de l'État et de marine de commerce relevant directement pour la métropole, par la voie du commerce, aux Antilles, où il sera pourvu à son passage en France.....	152
1860. 7 avril....	Décision qui porte à la 1re classe de son emploi le sieur Pierre-Maxime (Virginie), surveillant rural de 2e classe.....	152
1860. 8 avril....	Décision qui nomme le sieur Samba no 3 ar-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cher de la police urbaine, en remplacement du sieur Octave (Jean-Baptiste), licencié..	153
1860. 9 avril....	Décision qui autorise M. Lamendour, lieutenant de vaisseau, commandant les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, porteur d'un congé de convalescence, à prendre, à défaut de bâtiment de l'État, la voie des paquebots à vapeur anglais pour se rendre en France.....	153
1860. 10 avril...	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Examen de questions sur l'exercice du recours en révision.	240
1860. 10 avril...	Circulaire ministérielle (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). Notification d'un décret sur le rapatriement et les conduites de retour des gens de mer.....	291
1860. 10 avril...	Décision qui augmente les appointements de M. Zulima (Louis), écrivain de la marine.	153
1860. 12 avril...	Arrêté qui nomme provisoirement M. Poupon (Charles-Laurent-Théophile) avoué près la Cour et le tribunal civil de la colonie, en remplacement de M. de Saint-Michel Dunezat, nommé notaire.....	153
1860. 12 avril...	Ordre qui suspend de son emploi le sieur Reboul (Jacques-Honoré), boulanger de 1re classe, et le met en subsistance à bord du *Gardien*, en attendant une occasion pour être renvoyé en France.....	153
1860. 12 avril...	Ordre qui nomme le sieur Nara (Jérémie), distributeur de 2e classe des vivres, détaché à Sainte-Marie de la Comté, distributeur de 1re classe, et le rappelle au chef-lieu...	153
1860. 12 avril...	Ordre qui enjoint à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de débar-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	quer du *Gardien* et d'embarquer en subsistance sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*....	153
1860. 12 avril...	Décision qui accorde un congé de six mois sans solde, pour affaires personnelles, au sieur Harmois (André-Hippolyte), relieur à l'imprimerie du gouvernement, à Cayenne.	226
1860. 13 avril...	Décision qui nomme le sieur Amédée-Armand aspirant pilote au port de Cayenne.	154
1860. 14 avril...	Dépêche ministérielle n° 98 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Geoffroy (Emmanuel), lieutenant en premier d'artillerie de la marine à la 12e compagnie, à Cherbourg, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Morel (Joseph-Esprit), promu au grade de capitaine en second..	225
1860. 14 avril...	Décisions en vertu desquelles MM. Le Doulx de Glatigny, commissaire de la marine, contrôleur colonial, et Noyer, commissaire adjoint de 1re classe, sont appelés, le premier aux fonctions d'ordonnateur par intérim, en remplacement de M. Vérand, qui a obtenu un congé de convalescence, et le second à celles de contrôleur colonial par intérim, en remplacement du titulaire ci-dessus dénommé.....	154
1860. 14 avril...	Décision qui augmente la solde du sieur Dédel (Alexandre), tonnelier au magasin des subsistances.....	154
1860. 14 avril...	Décision qui augmente les appointements de M. de Saint-Quantin (Narcisse), écrivain de la marine.....	154
1860. 15 avril...	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Instructions relatives au dépôt légal des publications coloniales.....	171
1860. 15 avril...	Décision portant acceptation de la démission de M. Viriot (Ernest), commissaire-commandant du quartier d'Oyapock.	154

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 13 avril...	Décision portant révocation du sieur Jomère (Théodore), archer de la police urbaine..	155
1860. 13 avril...	Décision qui appelle M. Décret (Léon), sous-chef à l'imprimerie du gouvernement à la Guyane, à remplacer provisoirement M. Bénard (Auguste-François), nommé chef de l'imprimerie du gouvernement à la Martinique.....	155
1860. 13 avril...	Décision qui nomme M. Stahl (Frédéric), enseigne de vaisseau, second du transport flottant *le Gardien*, commandant par intérim de ce bâtiment, en remplacement de M. Lamendour, lieutenant de vaisseau, commandant titulaire, partant pour France, en congé de convalescence.....	155
1860. 16 avril...	Circulaire ministérielle n° 99 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de nominations et de destinations dans le commissariat de la marine.....	225
1860. 16 avril...	Décision qui nomme M. Brun (Mathias-Jules-Élisée-Louis-Jean-Jacques) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	155
1860. 16 avril...	Décision qui nomme le sieur Guisoulphe (Gustave-Paul-Auguste) surveillant rural de 2e classe.....	155
1860. 16 avril...	Décision qui autorise M. Bénard (Auguste-François), nommé chef de l'imprimerie du gouvernement à la Martinique, à prendre passage avec sa famille, à défaut de bâtiment de l'État, sur le navire du commerce *le Jeune-Édouard*, pour se rendre à sa destination.....	155
1860. 16 avril...	Ordre qui met M. Convents (Sosthènes-Alexandre), aide-commissaire de la marine, ex-chef du service administratif à Sainte-Marie, à la disposition du contrôleur colonial.....	156

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 16 avril...	Ordre qui destine M. Saint-Père (Laurent-Henry), commis de la marine, ex-chef du service administratif à l'îlet la Mère, à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements.....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui destine M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, employé au détail des subsistances, à continuer ses services à celui des hôpitaux, en remplacement de M. Cacaret, officier du commissariat du même grade....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui charge M. Devilly (Auguste-Armand), sous-commissaire de la marine, de la direction du bureau de la comptabilité centrale des fonds, en remplacement de M. Cuinier, officier du commissariat du même grade.....	156
1860. 16 avril...	Ordres qui chargent M. Cuinier (Étienne), sous-commissaire de la marine, chef du bureau de la comptabilité centrale des fonds, de la direction du détail des revues, armements et inscription maritime, en remplacement de M. le commissaire adjoint de la marine Noyer, nommé contrôleur colonial par intérim, et, cumulativement et à titre provisoire, de celle du détail des hôpitaux, en remplacement de M. le commissaire adjoint Ducoing, qui a obtenu un congé de convalescence pour France.....	156
1860. 16 avril...	Décision qui appelle M. Subran (Jean-Benoît-Amédée), sous-commissaire de la marine, employé au détail des revues, armements et inscription maritime, mis à la disposition du contrôleur colonial, à remplir les fonctions de chef du bureau central du contrôle colonial, en remplacement de M. Devilly (Auguste-Armand), officier du commissariat du même grade.....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui appelle M. Cacaret (Victor-Bertrand), aide-commissaire de la marine au	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	détail des hôpitaux, à continuer ses services à celui des subsistances.....	226
1860. 17 avril...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Jean-Louis (Léopold), secrétaire de mairie.....	157
1860. 19 avril...	Circulaire ministérielle n° 9 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Demande de l'envoi des rapports mensuels des commandants de gendarmerie.....	242
1860. 19 avril...	Ordre qui appelle M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de la marine, ex-chef du service administratif à Saint-Louis (Maroni), à continuer ses services au détail des subsistances.....	157
1860. 19 avril...	Décision portant acceptation de la démission de M. Bally (Jean-Marais), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	157
1860. 20 avril...	Circulaire ministérielle n° 114 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Nouvelles dispositions relatives à l'envoi en France des produits des successions des militaires des détachements des corps de troupe de l'armée de terre décédés aux colonies.....	172
1860. 20 avril...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Ernest (Laurent-Marie-Godefroy-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres.....	157
1860. 20 avril...	Décision qui autorise le sieur Huchet (Armand-Louis), distributeur de 1re classe du matériel, à contracter mariage avec la demoiselle Rose-Laurentine Pierre.....	157
1860. 21 avril...	Circulaire ministérielle n° 125 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Les administrations colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	niales sont invitées à ne pas transmettre par la voie des paquebots anglais des caisses contenant des lettres, et susceptibles, par cette raison, d'être taxées comme correspondances.....	175
1860. 21 avril...	Circulaire ministérielle n° 126 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Au sujet de versements faits à la caisse de la dotation de l'armée dans les colonies, en vue de se procurer des moyens de remise.....	177
1860. 21 avril...	Dépêche ministérielle n° 124 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). M. Houllier, vérificateur des douanes à la Guyane, est nommé à un emploi de commis de 1re classe, au traitement de 2,400 francs, à la Basse-Terre (Guadeloupe).....	225
1860. 21 avril...	Décret impérial portant nomination des membres du collége des assesseurs.....	242
1860. 21 avril...	Décision qui nomme le sieur Debrand (Pierre) garde de police urbaine.....	157
1860. 21 avril...	Décision qui nomme le Yolof Fara N'Diaye archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Jomère (Théodore), révoqué.....	157
1860. 25 avril...	Décret impérial portant nominations dans la magistrature coloniale.....	279
1860. 25 avril...	Décision qui accorde à l'officier et à la brigade de gendarmerie de Kourou la ration journalière allouée aux troupes de la garnison et aux agents divers du service pénitentiaire.....	144
1860. 26 avril...	Ordre qui appelle M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	prendre la direction du service médical à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Kühuel (Jean-Baptiste-Élie), officier de santé du même grade.....	158
1860. 27 avril...	Décision portant réintégration, maintien et nominations provisoires de membres dans le collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises de la colonie....	145
1860. 27 avril...	Arrêté conférant au sieur Philippe le nom patronymique de Philibert.....	146
1860. 27 avril...	Décision portant que l'allocation de 360 francs par an attribuée, par l'arrêté du 1er avril 1854, au supérieur de la mission de la transportation, pour le service de la geôle, sera payée, à l'avenir, au président du conseil de fabrique de la paroisse de Cayenne, qui a, jusqu'à présent, pourvu à la fourniture des objets nécessaires.....	158
1860. 27 avril...	Décision portant maintien du salaire journalier de 1 fr. 62 cent. alloué aux deux immigrants indien et africain employés au camp Saint-Denis, l'un comme infirmier et l'autre comme cuisinier.....	226
1860. 27 avril...	Arrêté réglant la prime à accorder aux immigrants de toute origine qui contracteront des rengagements dans la colonie.....	313
1860. 28 avril...	Dépêche ministérielle n° 118 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Buffet, garde de 1re classe d'artillerie de la marine (section des comptables), destiné pour la Guyane, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.....	225
1860. 28 avril...	Décision qui prescrit à M. Bontemps, sous-commissaire de la marine, de retour de congé, de reprendre ses fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement.....	158

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 28 avril...	Décision qui autorise M. Joyau (Victor-Marie-Henry), aide-commissaire de la marine, détaché à la direction de l'intérieur, appelé à continuer ses services à l'île de la Réunion, à partir pour la Martinique, où il attendra des ordres relativement à sa nouvelle destination.....	158
1860. 28 avril...	Décision qui nomme le sieur Cyrille (Philis-Joseph-Sigismond), ex-sergent au 2e régiment d'infanterie de marine, à un emploi de surveillant de 3e classe.....	158
1860. 30 avril...	Circulaire ministérielle n° 119 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Au sujet de la transmission en France des revues de liquidation.	179
1860. 30 avril...	Circulaire ministérielle n° 120 (Algérie et colonies : direction des affaire militaires et maritimes, 3e bureau). Les dépenses des réparations faites aux paratonnerres des magasins à poudre sont supportées par le service de l'artillerie.....	179
1860. 30 avril...	Dépêche ministérielle n° 123 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Guieu, maître voilier à la direction du port de Cayenne, est nommé maître entretenu de 3e classe.....	280
1860. 30 avril...	Dépêche ministérielle n° 142 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniple et des service financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Invitation d'envoyer les projets de budget en double exemplaire, l'un en cahier, l'autre en extraits séparés.....	178
1860. 30 avril...	Décision qui nomme une commission chargée de recueillir les souscriptions de la Guyane française pour l'érection du monument destiné à perpétuer le souvenir de M. l'amiral Bruat.....	147

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 30 avril...	Décision portant acceptation de la démission de M. Sy (Henry), régisseur de la ferme-pépinière de Baduel.....	159
1860. 1er mai....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	181
1860. 1er mai....	Décision qui charge M. Archambault (Pierre-Hippolyte) de la direction de l'école primaire gratuite de garçons et de filles créée au bourg de Kourou.....	182
1860. 1er mai....	Arrêté qui règle le traitement de M. Bontemps (Albert), sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du gouvernement et secrétaire-archiviste du conseil privé.....	182
1860. 1er mai....	Décision qui charge provisoirement M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Chéron, chirurgien de 1re classe de la marine.....	227
1860. 1er mai....	Décision qui nomme M. Voisin (Paul-Philibert) gérant de la ferme-pépinière de Baduel, en remplacement de M. Sy (Henry), démissionnaire.....	227
1860. 1er mai....	Décision qui nomme M. Brissot (Pierre-Bazile), secrétaire-greffier du quartier de Kaw, commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, en remplacement de M. Pain (Théophile), démissionnaire.....	227
1860. 1er mai....	Décision relative à l'imputation de la solde de M. Cochet-Dubelle, écrivain de la marine au secrétariat du gouvernement.....	227
1860. 1er mai....	Ordre qui charge M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Royre (Pierre-Gabriel), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	227
1860. 1er mai....	Ordre qui destine le sieur Nara (Jérémie),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	distributeur de 1re classe des vivres à Cayenne, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 3e classe.....	227
1860. 1er mai....	Décision qui suspend de son emploi le sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 3e classe des vivres.....	228
1860. 2 mai.....	Dépêche ministérielle n° 145 (Algérie et colonies: direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Le frère coadjuteur Pineau (René) est désigné pour faire partie de la mission religieuse affectée aux pénitenciers de la Guyane française.....	280
1860. 2 mai.....	Extrait d'un rapport de M. le premier médecin en chef de la Martinique, relatif à l'envoi des convalescents à la Martinique et à la Guadeloupe.....	385
1860. 2 mai.....	Décision qui nomme une commission chargée d'examiner les dispositions qui réglementent à la Martinique le service de la boulangerie, et d'en proposer l'application à la Guyane, avec les modifications dont elles paraîtraient susceptibles.....	183
1860. 2 mai.....	Décision qui nomme le sieur Tabel (Toussaint) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Samba n° 3.....	228
1860. 4 mai.....	Décision qui accorde un congé de deux mois à moitié de solde, pour cause de maladie, à M. Rique, écrivain à la direction de l'intérieur.....	228
1860. 4 mai.....	Décision qui nomme M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Étienne), secrétaire de mairie au quartier de Roura, commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Viriot (Ernest), démissionnaire.....	228

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 5 mai.....	Circulaire ministérielle n° 147 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Mode de payement du supplément de 1,800 francs accordé aux chirurgiens délégués pour l'immigration par le règlement du 19 mars 1859.	244
1860. 5 mai.....	Circulaire ministérielle n° 174 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Recommandations nouvelles au sujet des réserves à observer dans la concession des passages de retour aux familles de fonctionnaires voyageant sans eux.....	245
1860. 5 mai.....	Décision qui alloue une indemnité annuelle à M. Décret, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à Cayenne, chargé provisoirement de la direction dudit établissement, pour tout le temps que durera l'intérim.....	228
1860. 5 mai.....	Décision qui nomme M. Lesage (Jean-Louis-Nicolas-Edouard) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Bally (Jean-Marais), démissionnaire.	229
1860. 7 mai.....	Arrêté qui assujettit les contribuables du quartier de Mana à une réquisition de six journées de travail par an, pour assurer les besoins des services publics.....	184
1860. 7 mai.....	Arrêté relatif au payement d'une somme de 1,840 fr. 03 cent. sur les fonds du service local, exercice 1860, au titre des exercices clos 1857 et 1858.....	183
1860. 7 mai.....	Décision qui fixe la solde et le supplément à allouer au sieur Coadelot, deuxième maître armurier à la direction d'artillerie à Cayenne, et autorise en sa faveur la délivrance, par les magasins de l'État, d'une ration journalière de vivres, à titre de cession remboursable.....	229

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 8 mai.....	Dépêche ministérielle n° 151 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Instructions relatives à l'envoi distinct pour chaque bureau des états de délégations provenant des officiers, fonctionnaires et agents du service local.....	246
1860. 8 mai.....	Décision portant acceptation de la démission du sieur Nemouté (Félix), surveillant rural de 3e classe du quartier d'Iracoubo.....	229
1860. 9 mai.....	Décision portant modification de la disposition du 25 mai 1857, qui règle l'habillement du conducteur et de l'aide-conducteur du char funèbre de l'hôpital militaire de Cayenne.....	186
1860. 10 mai....	Dépêche ministérielle n° 136 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision, du 5 mai 1860, de M. le ministre de la marine, qui autorise M. Doué, pharmacien de 2e classe à la Guyane française, à contracter mariage avec Mlle Lalanne (Anne-Joséphine).....	284
1860. 10 mai....	Décision qui nomme M. Robert (Bernard-Joseph-François-Yves), capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, commandant supérieur par intérim des établissements pénitentiaires du Maroni, pendant la durée de l'absence de M. Mélinon, commandant titulaire.....	187
1860. 10 mai....	Ordres qui mettent à la disposition de M. le médecin en chef MM. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, et Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de la même classe, arrivés de France.....	229
1860. 10 mai....	Ordre qui nomme M. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	marine, prévôt de pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Gay (Jules), officier de santé du même grade.....	230
1860. 10 mai....	Décision portant augmentation du traitement de MM. Janeau (Antoine) et Vital (Antoine), agents de culture et de colonisation.....	230
1860. 11 mai....	Décision portant révocation du sieur Germain (Joseph-Godefroy), archer de police urbaine.	230
1860. 14 mai....	Dépêche ministérielle, n° 164, qui notifie la décision de S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, en date du 5 mai 1860, portant nominations dans le service de la direction de l'intérieur à la Guyane.....	281
1860. 15 mai....	Décision portant nomination d'une commission chargée de procéder au récolement de tous les objets de matériel et des ustensiles existant à bord des navires composant la station navale de la Guyane, et qui se trouvent dans la colonie depuis plus de quatre ans.....	253
1860. 18 mai....	Circulaire ministérielle (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). Perte de navire et avaries. — Enquête approfondie à laquelle il y a lieu de procéder pour en découvrir les causes.....	304
1860. 18 mai....	Ordre qui prescrit à M. Douillard (Alfred), vérificateur de 3e classe des douanes, arrivé dans la colonie, de prendre son service...	230
1860. 19 mai....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Les avances en effets d'habillement constituent, en cas de désertion, la circonstance aggravante prévue aux numéros 2 des articles 310 et 314 du Code de justice maritime.....	307

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 19 mai....	Ordres qui autorisent MM. Dupeyrat (Pierre-Joseph-Henry), aide-commissaire de la marine, Gay (Jules), pharmacien de 3e classe de la marine, et Cros (Marcel), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à prendre passage sur le transport mixte *la Cérès*, pour se rendre à leur destination..	230
1860. 19 mai....	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France à M. Mélinon (Nicolas-Joseph), commandant supérieur des établissements pénitentiaires du Maroni, au R. P. Leroy, de la compagnie de Jésus, et à trois surveillants des pénitenciers.....	231
1860. 19 mai....	Ordre qui envoie à la disposition de l'autorité maritime, à Toulon, les sieurs Reboul (Jacques-Honoré), boulanger de 1re classe, et Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 3e classe des vivres.....	231
1860. 20 mai....	Décision qui nomme provisoirement agent comptable de la transportation M. Granger, sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine.....	189
1860. 21 mai....	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France à deux religieuses de la congrégation de Saint-Paul de Chartres, au sieur Chabus (François-Auguste), infirmier-major à l'hôpital militaire de Cayenne, et au sieur Couteau (Louis), deuxième commis de 2e classe des vivres.....	231
1860. 21 mai....	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France à MM. Brunetti (Jules), aumônier du collége de Cayenne, Ménard (Pierre-Gabriel-Frédéric), commis à la direction de l'intérieur, et au sieur Cruon (Louis), préposé des douanes.....	231
1860. 21 mai....	Décision qui charge M. Khuel (Jean-Baptiste), chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Chéron, officier de santé du même grade.....	232

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 21 mai.....	Décision qui prescrit à M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, chargé provisoirement du service civil, de cesser ses fonctions.....	232
1860. 22 mai.....	Circulaire ministérielle n° 179 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e et 4e bureaux). Au sujet de la transmission des dépêches par la voie des paquebots anglais. — Invitation de veiller à ce qu'il n'y ait pas abus dans ces envois.....	247
1860. 22 mai.....	Ordre qui prescrit à M. Desvieux, greffier du tribunal de première instance de Cayenne, de retour de congé de France, de reprendre ses fonctions, et à M. Lagrandeur, chargé de l'intérim, de reprendre ses fonctions de commis greffier.....	232
1860. 23 mai.....	Loi concernant le tarif des sucres, des cafés, du cacao et du thé.....	235
1860. 23 mai.....	Décision qui accorde un supplément mensuel au sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 1re classe des vivres, appelé à remplir cumulativement les fonctions de commis aux vivres à la Montagne-d'Argent.....	232
1860. 23 mai.....	Ordre qui charge le sieur Banzet (Louis-Adolphe), magasinier de 3e classe, de la comptabilité du matériel et des vivres à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Olivier.....	232
1860. 23 mai.....	Ordre qui destine le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, chargé de la comptabilité du matériel et des vivres à l'îlet la Mère, à servir, en la même qualité, à la Montagne-d'Argent...	232
1860. 25 mai.....	Dépêche ministérielle n° 152 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis des décrets des	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	25 avril et 16 mai 1860, portant nominations et mutations dans le commissariat de la marine aux colonies.....	281
1860. 25 mai....	Dépêche ministérielle n° 154 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Rappel à l'exécution de la circulaire du 8 juin 1859, concernant l'envoi des états de mutations trimestriels des états-majors de l'artillerie et du génie employés aux colonies.....	282
1860. 25 mai....	Décision qui nomme le sieur Stévenot (Jean-Baptiste), surveillant de 1re classe, vaguemestre par intérim du corps militaire des surveillants, pendant la durée du congé accordé au surveillant Costy.....	233
1860. 25 mai....	Décision qui charge provisoirement le surveillant de 1re classe Stévenot (Jean-Baptiste) de la tenue des écritures relatives au corps militaire des surveillants, pendant la durée du congé accordé au surveillant de 1re classe Costy, et lui alloue l'indemnité annuelle pour frais de bureau prévue par la décision du 28 septembre 1858....	233
1860. 26 mai....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Pièces à transmettre au ministre dans le cas de condamnation prononcée contre un membre de la Légion d'honneur, un décoré de la médaille militaire ou un titulaire de médailles commémoratives.....	339
1860. 27 mai....	Décision qui accorde, à titre de gratifications, trois rations supplémentaires de pain par semaine et par individu aux transportés employés dans les chantiers d'exploitation de bois à Kourou, et à ceux affectés aux transports des bois en rivière.....	283
1860. 28 mai....	Arrêté rapportant le règlement du 14 février 1859, relatif aux poursuites en matière de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	contributions directes et assimilées de la Guyane française, et édictant sur cette matière un nouveau règlement et un nouveau tarif	190
1860. 28 mai....	Règlement relatif aux poursuites en matière de contributions directes et assimilées de la Guyane française	191
1860. 28 mai....	Tarif des frais de poursuites pour le recouvrement des contributions directes et assimilées de la Guyane française	218
1860. 28 mai....	Ordre qui prescrit à M. Rateau, enseigne de vaisseau, mis à la disposition du service pénitentiaire pour une mission spéciale, de remettre le commandement de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix* à M. Masson, officier du même grade	233
1860. 29 mai....	Dépêche ministérielle n° 485 (marine: direction du matériel, bureau des approvisionnements généraux). Au sujet des cessions de charbon qui seront faites à des services étrangers à la marine	248
1860. 29 mai....	Décision réglant à nouveau les délivrances de viande fraîche aux divers rationnaires de l'État	223
1860. 29 mai....	Ordre qui prescrit à M. Masson, enseigne de vaisseau, capitaine provisoire de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de ce bâtiment et de prendre le commandement de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix*, en remplacement de M. Rateau, officier du même grade.	233
1860. 29 mai....	Ordre qui enjoint à M. Maudet, lieutenant de vaisseau, commandant de la marine par intérim, de débarquer de la goëlette *l'Ile-d'Enet*, en cessant ses fonctions de commandant de la marine, et de reprendre le commandement de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, qui était provisoirement exercé par M. l'enseigne de vaisseau Masson	233

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 29 mai....	Décision qui nomme le sieur Dominique surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Nemouté (Philibert), démissionnaire.....	234
1860. 30 mai....	Décret relatif à l'affectation de terrains pour le service de la transportation.....	396
1860. 30 mai....	Décision qui autorise le transporté Gourdon (Joseph) et la femme Monier (Flavie-Félicité-Henriette), tous deux internés au Maroni et appartenant à la 1re catégorie, à contracter mariage.....	223
1860. 30 mai....	Ordre qui rappelle au chef-lieu, pour y continuer ses services, le sieur Demazure (François-Eugène), magasinier de 3e classe, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à la Montagne-d'Argent.....	234
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 163 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Avis du décret du 19 mai 1860, par lequel M. Merlin, capitaine de 1re classe du génie et directeur des ponts et chaussées à la Guyane française, est promu au grade de chef de bataillon du génie et maintenu à sa position dans la colonie...	282
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 164 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Au sujet des frais de bureau des officiers du génie du service colonial.....	249
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 165 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de l'approbation par M. le ministre de la marine d'une permutation autorisée provisoirement entre deux chirurgiens de 1re classe.....	282
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 166 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Approbation de la nomination de cinq écrivains de la marine.	329

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 168 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination donnée à quatre aides-commissaires de la marine.	329
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 185 (Algérie et colonies : direction de l'administration colonial et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Avis de la décision du 8 mai 1860, qui nomme M. Décret, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à Cayenne, à l'emploi de chef de cet établissement, en remplacement de M. Carron, démissionnaire.....	282
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 1060 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Au sujet de l'envoi en France des boursiers coloniaux ou autres destinés aux lycées de la métropole.....	340
1860. 31 mai....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	254
1860. 31 mai....	Ordre qui rappelle au chef-lieu, pour y continuer ses services, le sieur Flotte (Jules-Auguste), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut.....	234
1860. 31 mai....	Décision qui nomme le sieur Samba n° 1 archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Germain (Joseph-Godefroy), révoqué.....	234
1860. 31 mai....	Ordre qui destine le sieur Bourquin, distributeur du matériel, à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Flotte (Jules-Auguste), distributeur de 2e classe des vivres.....	234
1860. 1er juin....	Décision qui ordonne à M. l'enseigne de vaisseau Rateau de se rendre à Saint-Georges, pour y diriger les réparations de la machine à vapeur et y monter un appareil distillatoire, et règle la fixation et l'imputation de sa solde.....	283

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er juin....	Décision qui augmente la solde de quatre employés de la direction de l'intérieur...	283
1860. 1er juin....	Décision qui nomme M. Pain (Jean-Théophile) secrétaire de mairie au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Bertille.....	283
1860. 1er juin....	Décision qui appelle M. Bertille (Herménégilde-Joseph-André), secrétaire de mairie au quartier d'Oyapock, à continuer ses services au quartier de Macouria, en remplacement de M. Sophie (Éléodore), destiné pour un autre quartier.....	283
1860. 1er juin....	Décision qui conserve à M. Viriot (Joseph-Amédée), écrivain à la direction de l'intérieur, son supplément annuel de 150 francs, et accorde le même supplément à MM. Arnoult, commis, et Millelot, écrivain de 1re classe à ladite direction.....	284
1860. 1er juin....	Décision qui nomme M. Giraud (Charles-Adolphe) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	284
1860. 2 juin.....	Dépêche ministérielle n° 171 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination donnée à six chirurgiens de la marine.....	329
1860. 4 juin.....	Décision qui nomme le sieur Soret (Antoine-Léon) surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Roger (Michel), passé à la 3e classe.....	284
1860. 4 juin.....	Décision qui nomme le sieur Batra (Cyprien) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Pawlosky (Cyprien), démissionnaire.....	284
1860. 4 juin.....	Décision qui nomme M. Gadoulet (Isidore-Atilius) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	284
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 197 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Les trésoriers et percepteurs ne peuvent être assujettis à la peine des arrêts prononcés par le décret du 21 juin 1858.....	308
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 198 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Attributions des ordonnateurs et des gouverneurs ou commandants sur les trésoriers payeurs et autres comptables.....	308
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 648 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Demande d'envoi des signatures types dont la légalisation peut être demandée au ministère.....	341
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 6995 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Avis de la nomination définitive de M. Poupon (Charles-Laurent-Théophile) comme avoué près la Cour impériale et le tribunal civil de la colonie, en remplacement de M. Dunezat, nommé notaire au même lieu.....	370
1860. 6 juin.....	Décision qui nomme provisoirement le sieur Laurent (Jean), matelot de 1re classe de la goëlette *la Pourvoyeuse*, adjoint au lieutenant de port, en remplacement du sieur Foucou, démissionnaire.....	284
1860. 6 juin.....	Décision qui accorde à M. Gaumont, commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, la ration journalière de vivres, sauf remboursement.....	285
1860. 7 juin.....	Ordre qui appelle M. Bisch (Louis-Gustave), chirurgien de 2e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Castillon, officier de santé du même grade.....	285

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 7 juin.....	Ordres qui nomment les sieurs Magdelaine (Léopold) et Romain (Similien) distributeurs de 2e classe des vivres.....	285
1860. 7 juin.....	Décision qui licencie le sieur Césaire (Jean-Pierre-Irénée), distributeur de 2e classe des vivres.....	285
1860. 8 juin.....	Décision qui révoque le sieur Bibert (Charles-Tauride), archer de police urbaine.....	285
1860. 9 juin.....	Ordre qui met M. Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de 2e classe de la marine, provenant de la Guadeloupe, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.....	285
1860. 9 juin.....	Décision qui autorise M. Borde, juge auditeur au tribunal de première instance de Cayenne, nommé juge au tribunal de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à sa destination.....	286
1860. 9 juin.....	Décision qui autorise le sieur Duffez (Antoine), distributeur des vivres démissionnaire, à prendre passage sur *le Fulton*, se rendant à la Martinique.....	286
1860. 9 juin.....	Décision qui porte à 20 francs le secours mensuel de 10 francs accordé à la veuve Abezou.	286
1860. 9 juin.....	Décision qui met M. Derussat (Vincent), commissaire adjoint de 2e classe de la marine, détaché à la direction de l'intérieur, à la disposition de l'ordonnateur.....	286
1860. 11 juin ...	Décision qui nomme M. Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de 2e classe de la marine, chef du bureau de l'administration et du contentieux à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Derussat (Vincent), commissaire adjoint de 2e classe, appelé à servir à la Guadeloupe...	286
1860. 11 juin....	Ordre qui autorise M. Derussat (Vincent),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	commissaire adjoint de 2e classe de la marine, à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à la Guadeloupe, sa nouvelle destination.....	286
1860. 12 juin....	Arrêté qui règle le mode à suivre pour exécuter les travaux publics dans le bourg de Tonnégrande.....	255
1860. 12 juin....	Arrêté ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises, portant condamnation à huit ans de reclusion contre le nommé Persinet.....	256
1860. 12 juin....	Ordre qui enjoint à M. Couy, enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et d'embarquer, en qualité de second, sur l'aviso à vapeur *l'Oyapock*....	286
1860. 13 juin....	Ordre qui autorise M. Houllier (Auguste-Rosalie), vérificateur de 3e classe des douanes, appelé à continuer ses services à la Guadeloupe, en qualité de commis de 1re classe, à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à sa nouvelle destination.....	287
1860. 14 juin....	Décision qui autorise le transport par l'administration aux sieurs Fabens et Franchi, chargés du service de la boucherie du gouvernement, des contrats d'engagement de douze immigrants.....	257
1860. 14 juin....	Ordre qui appelle M. Nieger (Jules), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Rech (Georges), officier de santé auxiliaire du même grade...	287
1860. 15 juin....	Décision qui nomme une commission chargée de visiter les hangar, bâtiments, habitations et parcs à mettre à la disposition des sieurs Fabens et Franchi, entrepreneurs de la boucherie.....	259
1860. 15 juin....	Décision portant suppression de la ration de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	vinaigre allouée aux transportés pour acidulage.....	260
1860. 15 juin....	Décision qui nomme le sieur Nelvil (Émilien) distributeur de 2e classe des vivres, en remplacement du sieur Duffez, démissionnaire.....	287
1860. 16 juin....	Décision portant que remise sera faite par l'administration de l'ordonnateur à la direction des établissements pénitentiaires de l'habitation de Montjoly et de cinq immigrants qui étaient employés à la garde du bétail sur l'habitation de Bourda.....	261
1860. 17 juin....	Ordre qui prescrit à M. Guidobono-Visconti (Lionel-Richard-Lovell), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*.....	287
1860. 18 juin....	Circulaire ministérielle n° 212 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Au sujet des concessions de passages de rapatriement aux individus d'origine étrangère.....	310
1860. 18 juin....	Ordre qui enjoint à M. Guidobono-Visconti (Lionel-Richard-Lovell), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et de prendre le commandement de la goëlette *l'Aurore*, en remplacement de M. Chassériau, premier maître de timonerie de 1re classe, qui passe sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*, en qualité d'officier..	287
1860. 19 juin....	Décision qui nomme provisoirement M. l'abbé Schaal (Charles-François) aumônier du collége de Cayenne, en remplacement de M. l'abbé Brunetti (Jules), parti pour France.....	288
1860. 20 juin....	Dépêche ministérielle n° 214 (Algérie et colonies : direction de l'administration colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	niale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Au sujet du mode de payement des créances individuelles des surveillants éloignés du chef-lieu de la colonie.....	311
1860. 20 juin....	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de la révision du tarif d'importation.....	262
1860. 20 juin....	Arrêté modifiant la répartition par articles des crédits alloués aux chapitres I et II de la section 2, service local, exercice 1859..	263
1860. 21 juin....	Décision qui nomme M. l'enseigne de vaisseau Rateau commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, pendant la durée de l'absence de M. Babeau.	315
1860. 21 juin....	Décision qui charge M. Rateau, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, d'y remplir les fonctions de chef du service administratif et d'officier de l'état civil.....	316
1860. 21 juin....	Décision qui porte de 1,700 à 2,500 francs le maximum des fonds d'avances à maintenir sur les établissements pénitentiaires des îles du Salut.....	264
1860. 21 juin....	Décision qui autorise M. Marville (Félix-Martin), commis à la direction de l'intérieur, à contracter mariage avec la demoiselle Niotte (Marie-Louise-Rosine-Aimée).	288
1860. 26 juin....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Rappel à l'exécution des articles 162, 163 et 170 du Code de justice maritime.....	432
1860. 26 juin....	Décision qui autorise dix transportés de la 1re catégorie, concessionnaires à Saint-Laurent du Maroni, à contracter mariage avec des femmes transportées de la même	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	catégorie, internées sur le même établissement.....	265
1860. 27 juin....	Ordre qui prescrit à M. Quinton (Ernest-Georges-Émile-Joseph), secrétaire particulier du commandant de la marine, de débarquer de la goëlette *l'Ile-d'Énet* et d'embarquer sur la goëlette *l'Ile-d'Aix*.	288
1860. 27 juin....	Décision qui appelle M. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice), sous-commissaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du détail des hôpitaux, en remplacement de M. Cuinier (Pierre-Étienne), officier du commissariat du même grade.....	288
1860. 27 juin....	Ordre qui appelle le sieur Quillivic (Jean-Germain), boulanger de 1re classe à Saint-Laurent (Maroni), à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement du sieur Chavry (Jean-Hervé), appelé à passer sur le pénitencier flottant *le Castor*.....	288
1860. 28 juin....	Dépêche ministérielle n° 230 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Au sujet de la rédaction des projets de budgets du matériel de l'artillerie et du génie.....	342
1860. 28 juin....	Arrêté portant que les enfants des deux sexes dans la colonie, âgés de quatre à six ans, seront admis gratuitement dans les écoles primaires du chef-lieu.....	267
1860. 28 juin....	Arrêté portant création d'un cimetière public à Iracoubo.....	268
1860. 28 juin....	Tarif d'importation pour le deuxième semestre 1860.....	270
1860. 28 juin....	Décision qui nomme M. Isnard (Henry), négociant, membre de la commission chargée de la révision du tarif d'importation, en remplacement de M. Delmozé.....	289
1860. 28 juin....	Décision qui autorise le transporté Yvon,	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	n° 937, concessionnaire à Saint-Laurent du Maroni, à contracter mariage avec la femme Guidicelli (Catherine), n° 30, transportée internée sur le même pénitencier.....	289
1860. 29 juin....	Circulaire ministérielle n° 227 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Au sujet des crédits inscrits au budget du service local pour l'entretien en France des boursiers créoles.....	312
1860. 29 juin....	Ordre qui enjoint à M. Chassériau (Philippe-Louis-Auguste), premier maître de timonerie de 1re classe, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et de prendre le commandement de la goëlette *l'Ile-d'Énet*, en remplacement du sieur Gravier, deuxième maître de manœuvre.....	289
1860. 29 juin....	Ordre qui rappelle au chef-lieu le sieur Gleize (Jean-Fortuné), distributeur du matériel, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à Montjoly et le met à la disposition du commandant des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*.....	289
1860. 29 juin....	Décision qui accorde un congé provisoire de convalescence pour France à M. Babeau (Pélage-Adolphe), commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges.....	289
1860. 29 juin....	Ordre qui nomme M. Trillet (Antoine), régisseur de l'habitation de Bourda, distributeur du matériel, pour être employé à Montjoly, et chargé de la comptabilité des vivres et du matériel de cet établissement.	289
1860. 30 juin....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Daube, pharmacien de 3e classe de la marine, ayant terminé son temps de service colonial, est autorisé à rentrer en France, par la première occa-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	sion, pour subir les épreuves du concours de 2e classe.....	370
1860. 30 juin....	Circulaire de M. le grand chancelier de la Légion d'honneur, relative à une décision impériale du 12 juin 1860, pour un nouveau mode de payement du traitement de la médaille militaire.....	470
1860. 30 juin....	Décret impérial sur les courtiers agents de change à la Guyane française.....	401
1860. 30 juin....	Règlement concernant le service de la boucherie du gouvernement à Cayenne.....	277
1860. 30 juin....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	317
1860. 30 juin....	Ordre qui appelle M. Legrand (Jean-François), chirurgien de 3e classe de la marine, à servir à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Ollet (Joseph), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	290
1860. 30 juin....	Décision qui appelle M. Colomb, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, commandant la portion de corps du 3e régiment en station dans la colonie, à remplir les fonctions intérimaires de commandant militaire, en remplacement de M. Dugat, chef d'escadron de gendarmerie.....	290
1860. 1er juillet..	Ordre qui met M. Douillard (Edmond), aide-commissaire de la marine, directeur de l'habitation domaniale de Montjoly, à la disposition de M. le directeur des pénitenciers.....	329
1860. 1er juillet..	Décision qui nomme le sieur Germain (Antoine) surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Romain (Similien-Louis-Marie), démissionnaire.....	330
1860. 2 juillet...	Décision portant augmentation du traitement d'un piqueur et d'un écrivain de la direction du génie.....	330

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 2 juillet...	Décisions qui accordent des congés de convalescence pour France à trois religieuses de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny.	330
1860. 2 juillet...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Denis (Mathurin), frère de Ploërmel.....	330
1860. 3 juillet...	Ordre qui met M. Rech (Georges), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur, pour être chargé de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Pupier, chirurgien auxiliaire de 3e classe.....	330
1860. 3 juillet...	Ordre qui désigne le sieur Dessources de Quatrebœufs (Charles), deuxième commis aux vivres de 1re classe, pour être chargé de la comptabilité des vivres à Saint-Laurent du Maroni, en remplacement du sieur Guitard (Bertrand), premier commis aux vivres de 2e classe.....	330
1860. 3 juillet...	Décision qui nomme M. Garret (Bernard-Eugène) secrétaire-greffier et percepteur des contributions du quartier de Kaw, en remplacement de M. Brissot (Pierre-Bazile)...	331
1860. 4 juillet...	Décision qui nomme M. Colomb, lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine, président du conseil de révision..	317
1860. 5 juillet...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au frère laïque Gross, de la congrégation de Jésus.....	331
1860. 6 juillet...	Circulaire ministérielle n° 1792 (marine; direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime). États de mutations des marins inscrits dans les quartiers de la métropole. — Renseignements à consigner sur ces états.....	343
1860. 7 juillet...	Décision portant révocation de M. Couy (Fé-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lix), commissaire-commandant du quartier d'Approuague	331
1860. 9 juillet...	Décision portant nominations et mutations dans le personnel des commissaires-commandants, secrétaires-greffiers et percepteurs des divers quartiers de la colonie...	331
1860. 10 juillet..	Décision portant acceptation de la démission de M. Rique (Louis), écrivain à la direction de l'intérieur	332
1860. 10 juillet..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Plane, chef de bataillon au 3e régiment d'infanterie de la marine	332
1860. 11 juillet..	Dépêche ministérielle n° 7438 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Il est accordé à M. Habasque, conseiller à la Cour impériale de la Guyane, un congé de six mois, avec deux tiers du traitement d'Europe	370
1860. 12 juillet..	Arrêté réduisant à 5 francs par tête les droits d'abattage du gros bétail destiné au public	318
1860. 12 juillet..	Arrêté prescrivant qu'un bourg sera fondé dans le quartier de Montsinéry	319
1860. 12 juillet..	Ordre qui enjoint à M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau*, de prendre le commandement de la goëlette *la Pourvoyeuse*, en remplacement de M. Rouault-Coligny (Adolphe-Marie), officier du même grade, et de cesser d'être détaché à l'état-major particulier du gouverneur..	333
1860. 12 juillet..	Ordre qui prescrit à M. Rouault-Coligny, enseigne de vaisseau, de remettre le commandement de la goëlette *la Pourvoyeuse* à M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), officier du même grade	333

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 12 juillet..	Décision qui nomme le sieur Rosette (Hippolyte), distributeur de 1re classe des vivres, deuxième commis aux vivres de 2e classe..	333
1860. 12 juillet..	Décision qui accorde à Mme Huchet, femme du distributeur comptable de Sainte-Marie de la Comté, la cession d'une ration journalière de vivres, sauf remboursement....	332
1860. 12 juillet..	Décision qui supprime l'indemnité annuelle accordée au trésorier de la colonie pour le comptage et le cachetage des sous marqués.	332
1860. 12 juillet..	Ordre qui appelle M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, à prendre la direction du service administratif à Saint-Laurent du Maroni, en remplacement de M. Joubert (Charles-Henry-Alfred), officier du commissariat du même grade.....	332
1860. 13 juillet..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. l'abbé Mahé (Pierre), curé de Cayenne.....	333
1860. 13 juillet..	Décision portant acceptation de la démission de M. Couy (Alexandre), commissaire-commandant et percepteur des contributions du quartier de l'Ile-de-Cayenne.....	333
1860. 14 juillet..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 5e bureau). Avis du décret impérial du 25 juin 1860, qui nomme M. Chardon (Augustin) garde d'artillerie de 2e classe, avec destination pour la Guyane, en remplacement de M. Peuget.....	370
1860. 14 juillet..	Circulaire ministérielle n° 214 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Documents périodiques à fournir par les compagnies de gendarmerie coloniale.....	344
1860. 14 juillet..	Circulaire ministérielle n° 262 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers). Demande d'envoi d'un exemplaire du journal et du bulletin officiels de la colonie à destination de la Nouvelle-Calédonie.....	344
1860. 14 juillet..	Ordre qui appelle M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	334
1860. 14 juillet..	Décision qui autorise la sœur Chassie (Eudoxie), de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, à prendre la voie du packet pour se rendre à la Martinique, où elle est appelée à servir.....	334
1860. 14 juillet..	Ordre qui charge M. Castillon (Jean-Baptiste-Henry), chirurgien de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade.....	334
1860. 14 juillet..	Ordre qui appelle M. Garnier, chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Dolley (Louis-Victor), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	334
1860. 14 juillet..	Ordre qui appelle M. Royre (Pierre-Gabriel), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Eyrolles (Barthélemy-Joseph-Eugène), officier de santé du même grade.....	334
1860. 15 juillet..	Décision qui accorde un congé de six mois pour France, pour affaires personnelles, à M. Virgile, conseiller privé suppléant.....	335
1860. 15 juillet..	Décision qui accorde au sieur Bourquin, distributeur du matériel aux îles du Salut,	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	une ration supplémentaire de vivres, pour les besoins de sa famille, à charge de remboursement de la valeur.....	334
1860. 16 juillet..	Décision qui autorise le transporté de la 1re catégorie Regnier (François), n° 849, concessionnaire à Saint-Laurent (Maroni), et la femme Nourissier (Marie), veuve Audonnet, n° 11, transportée de la même catégorie, à contracter mariage.....	335
1860. 18 juillet..	Décision qui licencie, par suppression d'emploi, le sieur Taupiac (Michel), second commis de la boucherie.....	335
1860. 19 juillet..	Décision qui nomme M. le lieutenant d'état-major d'infanterie de marine Ronmy commandant particulier du pénitencier de Saint-Louis du Maroni, en remplacement de M. le lieutenant Letoulat, appelé à d'autres fonctions.....	320
1860. 19 juillet..	Décision qui accorde une indemnité journalière, à titre de traitement de table, à l'employé d'administration et à l'officier de santé détachés à Sainte-Marie de la Comté.	335
1860. 20 juillet..	Décision prescrivant le recensement général de la population de la ville de Cayenne...	321
1860. 20 juillet..	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de dresser le cadastre pour les années 1861, 1862 et 1863.....	322
1860. 21 juillet..	Dépêche ministérielle n° 219 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décès à Paris du surveillant de 3e classe Lévesque (Alphonse-Auguste).....	370
1860. 21 juillet..	Décision relative à l'armement du canot de la douane par quatre transportés de la direction du port et à l'imputation du supplément à eux alloué.....	335
1860. 23 juillet..	Décision qui accorde, par continuation, à la	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	dame Ursule (Henriette), veuve Duchâteau (Joseph), le secours mensuel que recevait son mari.....	336
1860. 24 juillet..	Dépêche ministérielle n° 224 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 12 juillet 1860, qui nomme M. Henry (Paul-Henry), écrivain de la marine à la Guyane, à l'emploi de commis entretenu de la marine, avec destination pour les établissements de la Côte-d'Or et du Gabon..	371
1860. 24 juillet..	Dépêche ministérielle n° 229 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 5 juillet 1860, par laquelle M. le ministre de la guerre approuve le passage de M. Gonnot, lieutenant de la garde de Paris, à la résidence de Kourou (Guyane française), en remplacement de M. Coste, sous-lieutenant dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane, décédé à Blois (Loir-et-Cher)..	371
1860. 25 juillet..	Décision qui nomme M. Bertille (Elphège-Joseph-Pascal) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	336
1860. 26 juillet..	Dépêche ministérielle n° 232 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 29 juin 1860, par laquelle M. le ministre de la marine a décerné au sieur Gustave Élisabeth, patron de la goëlette *la Jeune-Adélie*, une médaille de 2e classe en argent.	371
1860. 26 juillet..	Ordre fixant le programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1860.....	323
1860. 26 juillet..	Ordre qui appelle M. Joubert (Charles-Henry-Alfred), aide-commissaire de la marine, ex-chef du service administratif à Saint-Laurent (Maroni), à continuer ses services au secrétariat de l'ordonnateur.....	336
1860. 27 juillet..	Arrêté qui pourvoit au service du pilotage à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Cayenne, à toute heure du jour et de la nuit.....	325
1860. 27 juillet..	Arrêté portant approbation des comptes présentés par l'administration de la banque et autorisation de procéder au payement du dividende.....	326
1860. 27 juillet..	Ordre qui appelle M. Antoine (Ferdinand), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Weissenthanner (Alphonse), officier de santé du même grade.	336
1860. 27 juillet..	Ordre qui charge M. Léchelle (Honoré-Henry), sous-commissaire de la marine, de la direction du détail des travaux et approvisionnements, en remplacement de M. Girard (Hippolyte-Auguste), officier du commissariat du même grade.....	336
1860. 27 juillet..	Décision qui augmente la solde du sieur Sulluy (Alexis), portier du collége de Cayenne.	337
1860. 27 juillet..	Décisions portant nominations du commissaire-commandant et du percepteur des contributions du quartier de l'Ile-de-Cayenne.....	337
1860. 27 juillet..	Décision qui autorise M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de la marine, à contracter mariage avec Mlle Martial (Laure-Léontine-Adèle).....	372
1860. 28 juillet..	Loi relative aux grandes pêches maritimes..	467
1860. 28 juillet..	Circulaire ministérielle n° 236 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau), prescrivant d'apostiller, pour les hommes mariés, sur les contrôles des compagnies de gendarmerie, la date de la célébration du mariage.....	345
1860. 28 juillet..	Ordre qui appelle M. Cochet-Dubelle (Antony-Scipion-Marie), écrivain de la marine au	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	secrétariat du gouvernement, à continuer ses services au bureau des fonds.....	337
1860. 29 juillet..	Décision qui nomme provisoirement le sieur Vaumoron (René), agent comptable à la direction des ponts et chaussées, garde des matières, en remplacement de M. Joffroy, démissionnaire.....	337
1860. 29 juillet..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Joffroy, garde des matières à la direction des ponts et chaussées.....	337
1860. 30 juillet..	Dépêche ministérielle n° 284 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). M. Emler (Nicolas-Georges), commis de marine, détaché à la direction de l'intérieur de la Guyane, est destiné, sur sa demande, à servir à l'île de la Réunion.....	371
1860. 30 juillet..	Dépêche ministérielle n° 286 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). Au sujet du payement des mandats d'articles d'argent.....	346
1860. 30 juillet..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. de la Tranchade (Charles-Pierre Normand), trésorier payeur de la colonie.....	337
1860. 30 juillet..	Décision qui autorise le transporté de la 1re catégorie Thésard (Louis), n° 3641, concessionnaire à Saint-Laurent (Maroni), et la femme Parcheminal (Marie-Louise), n° 16, transportée de la même catégorie, à contracter mariage.....	338
1860. 30 juillet..	Ordre qui appelle M. Catel (Jules), chirurgien de 3e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de M. Soligniac (Gustave), officier de santé auxiliaire du même grade.....	338

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 30 juillet..	Ordre qui appelle M. Ollet (Joseph), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Bardon, officier de santé du même grade.....	338
1860. 31 juillet..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination pour la Guyane du sieur Picon (Fortuné), ancien chef d'équipe de l'armée d'Italie, en qualité de distributeur du matériel, en remplacement du sieur Boivin, révoqué.....	371
1860. 31 juillet..	Dépêche ministérielle n° 238 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Approbation de la nomination du sieur Cyrille (Philis-Joseph-Sigismond) à un emploi de surveillant de 3e classe.....	372
1860. 31 juillet..	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Suppression des duplicata et triplicata dans la correspondance coloniale..	379
1860. 31 juillet..	Arrêté portant recommandation à la clémence impériale en faveur du transporté Marchet (François), condamné à la peine de mort par jugement du deuxième conseil de guerre.....	327
1860. 31 juillet..	Ordre qui prescrit à M. Bonnet (Amédée-Désiré), commis à la direction de l'intérieur, de prendre passage sur le navire du commerce *la Jeune-Pauline*, pour se rendre à la Martinique, à l'effet de recevoir les immigrants chinois que cette colonie doit céder à celle de la Guyane.....	338
1860. 1er août...	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	347
1860. 1er août...	Décision portant modification dans les distributions de vin faites sur les établissements pénitentiaires, en ration au personnel libre et en gratification aux transportés.....	348

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er août...	Décision qui nomme M. le lieutenant d'infanterie de marine Letoulat commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. le capitaine Châtelain.....	347
1860. 1er août...	Décision qui augmente la solde du sieur Claude (Nicolas), conducteur de travaux agricoles à Saint-Laurent (Maroni).....	372
1860. 1er août...	Décision qui nomme le sieur Véroti (Moïse) archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Bibert (Charles-Tancrède), révoqué.....	372
1860. 1er août...	Décision portant commission du sieur Martin (Thomas-Alfred), en qualité de préposé matelot des douanes.....	372
1860. 1er août...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour la Martinique à M. Brandt, commis greffier à la Cour impériale de la Guyane.....	373
1860. 3 août.....	Dépêche ministérielle n° 298 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 4e bureau). Dispositions prises pour que les administrations de la Martinique, de la Guadeloupe et du Sénégal puissent payer des dépenses relatives aux services pénitentiaires.....	381
1860. 3 août.....	Décision portant augmentation de l'indemnité de gestion et de responsabilité accordée au chef du service administratif de Saint-Laurent (Maroni).....	509
1860. 4 août.....	Arrêté ordonnant l'exécution d'un jugement du deuxième conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne à la peine de mort le nommé Seyvet (Joseph), transporté de la 3e catégorie.....	349
1860. 4 août.....	Arrêté qui nomme M. Mourié conseiller pro-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	visoire à la Cour impériale et qui prescrit à M. de Ligonier de reprendre ses fonctions de juge impérial.....	351
1860. 4 août.....	Ordre qui appelle le sieur Démazure (Eugène-François), magasinier de 3e classe, à continuer ses services à Saint-Louis (Maroni), en qualité de centralisateur de la comptabilité du matériel et des vivres, en remplacement du sieur Blanchard, deuxième commis aux vivres de 1re classe, appelé, sous ses ordres, à être chargé de la cambuse et de la surveillance de la distribution des vivres.....	373
1860. 4 août.....	Ordre qui charge M. Rech (Georges), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe.....	373
1860. 6 août.....	Décision qui nomme M. Douillard, aide-commissaire de la marine, directeur de la propriété de Montjoly.....	352
1860. 6 août.....	Décision qui détache le nommé Suzon (Gustave), ouvrier d'art, sur l'habitation domaniale la Gabrielle, pour y effectuer divers travaux de réparations, et fixe sa solde pour tout le temps de sa mission...	373
1860. 7 août.....	Circulaire ministérielle n° 248 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Communication concernant le service de la dotation de l'armée aux colonies.....	383
1860. 7 août.....	Dépêche ministérielle n° 1134 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Préséances. — Rang individuel dans les cérémonies publiques. — Communication d'un avis du Conseil d'État en date du 11 août 1859.....	382
1860. 8 août.....	Décision qui autorise M. d'Heureux, sous-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	commissaire de la marine, nommé contrôleur colonial aux îles Saint-Pierre et Miquelon, à se rendre en France par la voie du packet.....	374
1860. 9 août.....	Dépêche ministérielle n° 254 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Au sujet de la liquidation des pensions des militaires de la gendarmerie coloniale.....	384
1860. 9 août.....	Dépêche ministérielle n° 255 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Envoi des convalescents à la Martinique et à la Guadeloupe..	384
1860. 9 août.....	Décision qui nomme M. Brissot (Pierre-Bazile), commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, aux mêmes fonctions au quartier de Kaw, en remplacement de M. Fayard (Jacques), décédé.....	374
1860. 10 août....	Décision réglant les courses d'embarcations annoncées pour le jour de la fête nationale du 15 août et les prix à accorder.....	353
1860. 10 août....	Décision qui nomme provisoirement le sieur Duvergé (Pierre) surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	374
1860. 10 août....	Décision qui prescrit l'envoi à la paroisse de Rémire de six hommes d'infanterie de marine, commandés par un caporal, pour y tenir garnison.....	374
1860. 10 août....	Décision qui alloue au sieur Félix Pascal, piqueur des ponts et chaussées, chargé de la direction et de la surveillance des travaux à exécuter par les transportés sur la route de Kourou à Karouabo, un supplément de 3 francs par jour pendant la durée de ce service.....	374
1860. 10 août....	Décision qui nomme le sieur Berho (Jean) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Moussa-Karta, licencié...	474

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1859. 11 août (*).	Avis du Conseil d'État sur les préséances et le rang individuel dans les cérémonies publiques	382
1860. 11 août...	Ordre qui appelle M. Berteau (Gabriel), aide-commissaire de la marine, à remplir les fonctions de chef du bureau central du contrôle, en remplacement de M. le sous-commissaire Subran, décédé	375
1860. 11 août...	Décision qui nomme M. Garret (Bernard-Eugène), secrétaire greffier au quartier d'Approuague, lieutenant-commissaire-commandant dudit quartier, en remplacement de M. Bassigny (Eugène-André-René)	375
1860. 12 août...	Décret portant nomination de M. Néraudeau, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, comme chevalier de la Légion d'honneur	415
1860. 13 août...	Ordre qui nomme M. Joubert (Charles-Henry-Alfred), aide-commissaire de la marine, chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. d'Heureux (Ernest), sous-commissaire, partant pour France	375
1860. 13 août...	Ordre qui appelle M. Girard (Hippolyte-Auguste), sous-commissaire de la marine, chef du détail des subsistances, à prendre cumulativement la direction du détail des travaux et approvisionnements, en remplacement de M. le sous-commissaire Léchelle.	375
1860. 13 août...	Ordre qui appelle M. Léchelle (Honoré-Henry), sous-commissaire de la marine, à prendre la direction du détail des revues, armements et inscription maritime, en remplacement de M. Cuinier, officier du commissariat du même grade	375
1860. 13 août...	Décision qui autorise M. Cuinier (Pierre-Étienne), sous-commissaire de la marine, à remplir les fonctions de trésorier payeur	

(*) Cet arrêté a été ici placé par erreur; il aurait dû figurer, à sa date, dans les années antérieures à 1860.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	à la Guyane, en qualité de fondé de pouvoir de M. de la Tranchade, titulaire de cette charge, qui a obtenu un congé de convalescence pour France.....	375
1860. 13 août....	Décision qui appelle M. Pontillon, enseigne de vaisseau, capitaine de la goëlette *la Pourvoyeuse*, à remplir les fonctions d'officier d'ordonnance auprès du gouverneur, pendant le séjour de son bâtiment à Cayenne.....	376
1860. 14 août....	Circulaire ministérielle (marine : directions de l'administration et de la comptabilité générale, bureaux des subsistances, hôpitaux et chiourmes, du service intérieur et des archives). Envoi du décret du 21 juillet 1860, fixant la composition des rations à délivrer dans le département de la marine.	583
1860. 14 août....	Décret portant promotion de M. Tardy de Montravel, gouverneur de la Guyane française, au grade de commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur.....	415
1860. 14 août....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Reichert (Jean), surveillant de 1re classe des pénitenciers, est autorisé à s'embarquer pour la Guyane, où il a fixé sa résidence; il y attendra la remise de son brevet de pension, et, jusque là, continuera à toucher sa demi-solde d'Europe.....	416
1860. 14 août....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la nomination du sieur Le Drant à un emploi de surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	416
1860. 14 août....	Décret portant nominations dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur.....	415
1860. 14 août....	Décret conférant la médaille militaire à deux surveillants des pénitenciers.....	415

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 14 août....	Décision qui rapporte certaines dispositions contenues dans celle du 1er août 1860, relative aux distributions de vin sur les pénitenciers.....	355
1860. 14 août....	Décision portant nominations et promotions dans le corps militaire des surveillants des établissements pénitentiaires de la Guyane.	356
1860. 14 août....	Décision accordant, à l'occasion de la fête nationale du 15 août 1860, aux transportés internés sur les établissements pénitentiaires, une ration extraordinaire de vingt-trois centilitres de vin.....	359
1860. 14 août....	Décision qui autorise M. Daube, pharmacien de 3e classe de la marine, à prendre passage sur le packet pour se rendre en France.	376
1860. 15 août....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Les sous-officiers d'artillerie de la marine candidats au grade de sous-lieutenant sont admis, dans la colonie, à justifier des connaissances exigées.	386
1860. 16 août....	Dépêche ministérielle n° 273 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la guerre, qui nomme le sieur Moyse (Achille), surveillant de 2e classe des pénitenciers, à un emploi de surveillant de 2e classe à l'atelier des travaux publics à Mers-el-Kébir (Algérie)....	416
1860. 16 août....	Décision qui nomme le sieur Raucourt (Jean) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Clérim (Gabriel-Charlotte), licencié.....	376
1860. 16 août....	Ordre qui appelle M. Féningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), par permutation avec M. Chauvin, officier de santé du même grade.....	376

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 17 août....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Au sujet de l'application des dispositions pénales édictées contre l'abandon du poste.....	433
1860. 17 août....	Dépêche ministérielle n° 274 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la marine, en date du 9 août 1860, qui admet M. Brache, commissaire adjoint de 2e classe de la marine, à faire valoir ses droits à la retraite.....	416
1860. 17 août....	Décision qui révoque le sieur Roch (Rodibert) de son emploi de contre-maître sur l'habitation domaniale la Gabrielle.....	376
1860. 17 août....	Décision qui appelle M. de Saint-Quantin (Édouard-Émile), commis receveur de l'enregistrement et des domaines, employé au 1er bureau, à continuer ses services au 2e bureau.....	376
1860. 18 août....	Dépêche ministérielle n° 7963 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). États des décès d'Européens. — Instructions.....	434
1860. 18 août....	Dépêche ministérielle n° 299 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Dispositions relatives aux gratifications qui peuvent être accordées aux employés de l'artillerie.....	388
1860. 18 août....	Ordre qui fixe les jours et heures de l'abatage des animaux de boucherie destinés aux divers services.....	359
1860. 18 août....	Ordre qui rappelle au chef-lieu M. Dutrey (Clair-Marie-Antoine), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, détaché aux îles du Salut.....	377
1860. 20 août....	Dépêche ministérielle n° 281 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la guerre, en date du 7 août 1860, qui autorise le sieur Deschamps (Nicolas), brigadier à pied de la compagnie de gendarmerie de la Guyane, à passer dans l'arme à pied de la garde de Paris	416
1860. 20 août...	Décision réglant le nombre des porteurs de contraintes dans les quartiers de la colonie.	360
1860. 21 août...	Arrêté établissant la proportion dans laquelle la caisse de l'immigration et les colons devront contribuer au payement de la prime pour l'introduction dans la colonie d'un convoi de cent immigrants chinois	361
1860. 21 août...	Arrêté portant création d'une prime à allouer pour les plantations de caféiers et de cacaoyers	362
1860. 21 août...	Arrêté portant ouverture d'un crédit de 9,798 fr. 60 cent. sur l'exercice 1860, pour payement de dépenses de l'exercice clos 1859	365
1860. 21 août...	Décision qui nomme le sieur Océany (Félix) archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Michotte-Brice, démissionnaire	377
1860. 22 août...	Décision qui nomme le sieur Oubre (François), sergent-major au 3e régiment d'infanterie de la marine, greffier près le premier conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement du sieur Sorel (Alexandre), sous-officier du même grade, passé brigadier à pied dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane	377
1860. 23 août...	Dépêche ministérielle n° 285 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Au sujet de la liquidation des successions des gendarmes.	389

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 23 août...	Décision portant acceptation de la démission de M. Léopold Léger, lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Kaw...	377
1860. 24 août....	Dépêche ministérielle n° 286 (Algérie et colonies, direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination pour la Guyane du sieur Bouisson, deuxième commis aux vivres de 1re classe.....	417
1860. 24 août....	Dépêche ministérielle n° 289 (Algérie et colonies: direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 17 août 1860, qui nomme M. Caillard (Albert) employé auxiliaire de la marine à la Guyane.....	417
1860. 24 août....	Décision qui ouvre un concours pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.....	367
1860. 24 août....	Décision qui révoque le sieur Calvel (Jean-Baptiste), garde de police urbaine.....	377
1860. 25 août....	Circulaire ministérielle n° 325 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). Décomposition de la solde fixe attribuée aux chirurgiens délégués de l'immigration.	390
1860. 25 août....	Circulaire de M. le ministre de la marine, portant notification d'une décision impériale du 22 août 1860, qui applique dans le corps de l'artillerie de la marine les appellations en usage dans l'artillerie de terre..	436
1860. 27 août....	Dépêche ministérielle n° 1397 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Le jeune Chatelier (Philippe-Marie-Émile) est désigné pour occuper la bourse devenue vacante au titre de la Guyane, par suite de la terminaison des études du jeune de Saint-Quantin (Narcisse).....	417
1860. 29 août...	Décision qui nomme M. Trillet (Antoine) agent comptable du pénitencier flottant	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	le Castor, à Kourou, en remplacement de M. Guérin (Just-Aimé), rappelé au chef-lieu.	378
1860. 31 août....	Décret impérial qui nomme M. de Saint-Michel-Dunezat conseiller privé suppléant à la Guyane française, en remplacement de M. Dechamp, décédé.....	457
1860. 1er sept....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	391
1860. 1er sept....	Décision qui nomme le sieur Marie (Albert-Jules) apprenti relieur à l'imprimerie du gouvernement.....	417
1860. 1er sept....	Décision qui nomme le sieur Byzance (Adolphe) contre-maître chargé de la direction des travaux sur le domaine la Gabrielle, en remplacement du sieur Roch (Rodibert), révoqué.....	417
1860. 3 sept.....	Dépêche ministérielle n° 4897 (marine; administration de l'établissement des Invalides, bureau des invalides et des pensions). Avis du décret du 22 août 1860, qui règle la pension de Mme Fessard, née Malin (Marie-Charlotte-Élisabeth), veuve d'un ancien procureur impérial à Gorée.....	457
1860. 3 sept.....	Arrêté portant prélèvement d'une somme de 87,216 fr. 50 cent. sur la caisse de l'immigration, pour être expédiée à la Martinique par l'aviso à vapeur *l'Achéron*, en remboursement des avances faites par cette colonie à l'occasion de la cession à la Guyane de cent immigrants chinois.....	418
1860. 3 sept.....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à deux sœurs hospitalières de Saint-Paul de Chartres, avec passage sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, se rendant à la Martinique, où il sera pourvu à leur passage pour France sur les packets.....	418
1860. 3 sept.....	Ordre qui appelle M. Eyrolles (Barthélemy-Joseph-Eugène), chirurgien auxiliaire de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Jaquolot (Jules-Pierre-Marie), officier de santé entretenu du même grade.....	418
1860. 4 sept.....	Décision qui prescrit à M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, de s'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, pour y remplir, à titre provisoire, les fonctions de chirurgien-major, en remplacement de M. Thomas, officier de santé du même grade, décédé.....	418
1860. 5 sept.. ..	Décision qui nomme provisoirement M. Romieu, habitant propriétaire, commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges, en remplacement de M. Bateau, partant pour France.....	391
1860. 5 sept. ...	Décision qui nomme M. Azémia (Jean-Ernest) agent-comptable du pénitencier de Saint-Georges.....	392
1860. 5 sept.....	Décision qui appelle M. Azémia (Jean-Ernest), agent comptable du pénitencier de Saint-Georges, à y remplir les fonctions d'officier de l'état civil.....	393
1860. 5 sept.....	Décision qui nomme le sieur Moussa surveilveillant rural au quartier de Kourou, en remplacement du sieur Xaveiro, démissionnaire.....	458
1860. 6 sept.....	Décision qui licencie le nommé Richard (Michel), surveillant rural.....	419
1860. 7 sept.....	Ordre qui désigne le sieur Lhuerre (Pierre-Louis), distributeur de 1re classe des vivres, pour aller remplacer sur l'établissement de Montjoly le sieur Lincey, malade à l'hôpital.	419
1860. 8 sept.....	Dépêche ministérielle n° 293 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du 31 août 1860, par laquelle M. le ministre de la guerre désigne pour passer à Villefranche (Haute-Garonne) M. Gonnot, lieutenant de gendarmerie, précédemment destiné pour la Guyane.....	457
1860. 8 sept.....	Décision qui fixe l'époque des examens dans les différents établissements d'instruction publique de la ville de Cayenne.....	394
1860. 8 sept.....	Ordre qui appelle M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Livrand (Jean-Thomas), officier de santé du même grade.	419
1860. 10 sept....	Dépêche ministérille n° 295 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Broye, chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Caillard, officier de santé du même grade.....	457
1860. 10 sept....	Décision qui nomme le sieur Calvel (Jean-Baptiste) surveillant rural de 2e classe et concierge de la prison de Kourou, en remplacement du sieur Baudil, démissionnaire.	419
1860. 12 sept....	Décision qui prescrit à la direction de l'intérieur de livrer au caporal chef du poste d'infanterie de marine créé dans la paroisse de Rémire les fournitures de bureau nécessaires au service de ce poste.....	419
1860. 13 sept....	Arrêté portant promulgation du décret du 30 mai 1860, relatif à l'affectation de terrains pour le service de la transportation.....	395
1860. 13 sept....	Décision qui appelle M. Rouault-Coligny (Adolphe-Marie), enseigne de vaisseau, second de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, à en prendre provisoirement le commandement, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Maudet, capitaine titulaire, malade..	420

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 14 sept.....	Dépêche ministérielle n° 298 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 15 août 1860, qui confère la médaille militaire au brigadier de gendarmerie Collin (Jean-Baptiste-Joseph) et au gendarme Marcoz (François).....	457
1860. 14 sept.....	Ordres qui appellent les sieurs Castel (Henry), distributeur de 2e classe des vivres à la Montagne-d'Argent, et Lavy (Constant), distributeur de 3e classe du matériel à l'îlet la Mère, à servir, le premier à l'îlet la Mère, et le second sur le pénitencier flottant *le Gardien*.....	420
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle le sieur Romain (Maximilien), distributeur de 2e classe des vivres sur le pénitencier flottant *le Gardien*, à continuer ses services à la Montagne-d'Argent.	420
1860. 14 sept.....	Ordre qui maintient sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, pour y remplir les fonctions de son nouveau grade, M. Carron (Charles-André), premier maître de timonerie, promu au grade d'enseigne de vaisseau.....	420
1860. 14 sept.....	Décison qui révoque le sieur Normand (Augustin), archer de la police urbaine.....	420
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle M. Bisch (Louis-Gustave), chirurgien de 2e classe de la marine aux îles du Salut, à prendre la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade.....	420
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Bisch (Louis-Gustave), officier de santé entretenu du même grade.....	421
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme M. Dechamp (Jean-Marie-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Philippe-Victor), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, secrétaire de mairie et percepteur des contributions au quartier du Tour-de-l'Ile.....	421
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme le sieur Bonté (Jean-Baptiste) archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Normand (Augustin), révoqué.....	421
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme M. Bayssié (Amédée-Joseph-Célestin) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	421
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme le sieur Bourgeais (René-Julien), surveillant des condamnés sur les travaux.....	421
1860. 17 sept.....	Décision qui nomme M. Bassigny (Eugène-André-René), secrétaire greffier du quartier de Roura, lieutenant-commissaire-commandant dudit quartier.....	421
1860. 17 sept.....	Décision qui appelle M. Guérin (Just-Aimé) à continuer ses services sur l'établissement de Montjoly, en qualité d'agent comptable.	422
1860. 18 sept.....	Circulaire ministérielle n° 301 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Un certificat constatant ses services coloniaux doit être délivré, avant son embarquement, à tout officier de santé de la marine rappelé en France.....	435
1860. 19 sept.....	Dépêche ministérielle n° 10441 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Instructions pour la rédaction des notices individuelles.....	469
1860. 19 sept.....	Décision qui révoque le sieur Tousseux (Alphonse) de son emploi de surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	422
1860. 20 sept.....	Dépêche ministérielle n° 302 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies; direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Envoi d'une circulaire du ministre de la marine, portant notification d'une décision impériale du 22 août 1860, qui applique dans le corps de l'artillerie de la marine les appellations en usage dans l'artillerie de terre.....	436
1860. 20 sept....	Décision ordonnant l'exécution d'un jugement du premier conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne le nommé Brouchier (François-Justinien), transporté de la 1re catégorie, à cinq années de travaux forcés.....	398
1860. 20 sept....	Arrêté qui autorise le bureau de bienfaisance de la ville de Cayenne à accepter le legs de la somme de 500 francs qui lui a été fait par M. Ferjus (Alexandre).....	399
1860. 20 sept....	Décision ordonnant l'exécution d'un jugement du premier conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne le nommé Fléchais (Frédéric), transporté de la 1re catégorie, à deux années de travaux forcés.....	397
1860. 20 sept....	Arrêté concernant les danses au tambour ou au tambourin dans les campagnes.....	400
1860. 22 sept....	Arrêté portant modification dans les jours de délivrance de viande fraîche. — Autorisation provisoire d'abattre des taureaux et d'en délivrer la chair aux rationnaires de l'État.	401
1860. 24 sept....	Décision qui accorde un congé provisoire pour France, pour affaires de famille, au sieur Julhe (Pierre-Roméo), surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	422
1860. 24 sept....	Décision qui nomme le sieur Élisabeth, dit *Covis* (Louis-Auguste-Vincent), garde de police urbaine.....	422
1860. 25 sept....	Circulaire ministérielle n° 361 (Algérie et colonies: direction de l'administration colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	niale et des services financiers, 4e bureau). Les dispositions de la loi du 19 pluviôse an III et du 29 ventôse an IX, reproduites dans le règlement du 31 octobre 1840, continueront à être en vigueur aux colonies; elles consacrent deux sortes de retenues, une sur la solde des employés militaires, l'autre sur le traitement des employés civils.....	437
1860. 25 sept....	Ordre qui prescrit à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de retour de congé de France, de débarquer de la frégate mixte *l'Amazone* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*.....	422
1860. 26 sept....	Dépêche ministérielle n° 308 (Algérie et colonies: direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination pour la Guyane de M. Labarbe, aide-commissaire de la marine.....	458
1860. 26 sept....	Dépêche ministérielle n° 363 (Algérie et colonies: direction de l'administration coloniale et des service financiers, 2e bureau). Approbation d'un arrêté du 27 juillet 1860, sur le service du pilotage à Cayenne.....	458
1860. 26 sept....	Arrêté promulguant à la Guyane le décret impérial du 30 juin 1860, sur les agents de change et courtiers, ensemble divers autres actes législatifs antérieurs s'y rattachant..	402
1860. 26 sept....	Décision portant acceptation de la démission de Mme Petit, porte-clefs à la maison de correction des femmes à Cayenne.....	423
1860. 26 sept....	Décision qui prescrit à M. le colonel Masset, arrivant de France, de reprendre les fonctions de commandant militaire, dont était intérimairement chargé M. le lieutenant-colonel Colomb.....	423
1860. 26 sept....	Décision qui prescrit à M. Albert, lieutenant d'infanterie de ligne, officier d'ordonnance du gouverneur, de retour de congé, de reprendre ses fonctions.....	423

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 27 sept....	Circulaire ministérielle n° 365 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). Au sujet du remboursement de la valeur des timbres-postes coloniaux inutilement employés par les envoyeurs.....	438
1860. 27 sept....	Dépêche ministérielle (marine : direction du personnel, bureau de la solde, des revues et de l'habillement). Interdiction d'imputer sur la solde des marins des dépenses non prévues ou interdites par les règlements..	585
1860. 27 sept....	Décision relative aux passages accordés, à titre de remboursement, sur les bâtiments de l'État qui se rendent en France.....	423
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 309 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 18 septembre 1860, qui nomme M. Landois (François), surveillant de 2e classe des pénitenciers, au grade de chevalier de la Légion d'honneur, et confère la médaille militaire à MM. Dedieu (François) et Mégny (Nicolas), surveillants de 2e classe.....	458
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 310 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Blaise (Eugène-Victor) est nommé à un emploi de distributeur de 2e classe des vivres pour la Guyane, en remplacement du sieur Blachère, décédé.....	458
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 369 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Mesure d'ordre pour l'envoi distinct des états nominatifs de décès.....	439
1860. 28 sept....	Décision qui charge M. Laflèche, capitaine du génie, de remplir intérimairement les fonctions de sous-directeur des fortifications et de directeur des ponts et chaussées,	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	pendant la durée du congé de M. le chef de bataillon Merlin.....	414
1860. 28 sept....	Décisions qui accordent des congés de convalescence pour France à différentes personnes.....	423
1860. 28 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au sieur Potaire (François-Léonard), premier commis de 1re classe des vivres.....	424
1860. 28 sept....	Décision qui autorise M. Bardon (Étienne-Édouard), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, démissionnaire, à rentrer en France sur la frégate mixte *l'Amazone*.....	424
1860. 28 sept....	Décision qui autorise M. Michaux (François-Charles), aide-commissaire de la marine, appelé à continuer ses services à la Martinique, à prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*, pour se rendre à sa destination.....	424
1860. 28 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence à M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de la marine.....	424
1860. 28 sept....	Décisions qui autorisent deux chirurgiens de 2e classe et un chirurgien de 3e classe de la marine, ayant terminé leur temps de service colonial, à rentrer en France.....	424
1860. 29 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Giraud (Philippe), commissaire-commandant du quartier de Roura.....	424
1860. 29 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Vital (Antoine), agent de colonisation.....	425
1860. 29 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Merlin, chef de bataillon du génie.....	425

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er octobre.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	440
1860. 1er octobre.	Décision qui nomme le sieur Guisoulphe (Jules-Paul-Auguste), surveillant rural de 2e classe à Roura, secrétaire greffier par intérim audit quartier, en remplacement de M. Bassigny (Eugène-André-René), appelé à d'autres fonctions.....	459
1860. 1er octobre.	Ordre qui appelle M. Thérond (Isidore-Julie), chirurgien de 2e classe de la marine, à continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Castor*, à Kourou, en remplacement de M. l'Helgouale'h, officier de santé de 3e classe.....	459
1860. 1er octobre.	Décision qui nomme M. Bassigny (Eugène-André-René), secrétaire greffier et lieutenant-commissaire-commandant à Roura, commissaire-commandant par intérim audit quartier, en remplacement de M. Giraud (Philippe), parti pour France.....	459
1860. 1er octobre.	Ordre qui appelle M. Mussard-Duchaudy (Jean-Louis-Aristide), aide-commissaire de la marine, arrivant de la Guadeloupe, à prendre les fonctions de garde-magasin des subsistances, en remplacement de M. Gilbert-Desvallons, officier du commissariat du même grade.....	459
1860. 1er octobre.	Ordre qui enjoint à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur *le Gardien*, dont il reprendra le commandement, qu'exerçait provisoirement M. Stahl, enseigne de vaisseau.....	460
1860. 1er octobre.	Ordre qui enjoint à M. Stahl, enseigne de vaisseau de reprendre ses fonctions de second sur *le Gardien*.....	460
1860. 1er octobre.	Ordre qui charge M. Jaquolot, chirurgien de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en rem-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	placement de M. Castillon, officier de santé du même grade, rentrant en France.....	460
1860. 2 octobre..	Ordre qui nomme M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, prévôt de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Thérond (Isidore-Julie), officier de santé du même grade.....	460
1860. 3 octobre..	Décision qui nomme une commission chargée de réviser les arrêtés relatifs au quartier de Mana.....	441
1860. 3 octobre..	Décision portant nominations de membres des conseils de guerre et de révision.....	442
1860. 3 octobre..	Décision qui charge provisoirement M. Varlet, écrivain de la marine, de la tenue des écritures de l'imprimerie du gouvernement, en remplacement de M. Delafon, commis de la marine, parti pour France.....	460
1860. 4 octobre..	Décision qui révoque le sieur Lhuerre (Jules-Émilien-Elvidius) de son emploi d'apprenti typographe à l'imprimerie du gouvernement.....	460
1860. 5 octobre..	Circulaire ministérielle n° 317 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Exécution d'une décision impériale, du 12 juin 1860, pour un nouveau mode de payement du traitement de la médaille militaire.....	469
1860. 8 octobre..	Décision qui accorde des gratifications de vin et de pain aux hommes employés au chantier de l'Oyapock, et une ration supplémentaire de vin au surveillant chargé en chef du chantier.....	509
1860. 10 octobre.	Décisions portant nominations de porteurs de contraintes dans les divers quartiers de la colonie.....	461
1860. 11 octobre.	Décision portant nomination des membres	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du jury d'examen pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.	443
1860. 11 octobre.	Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,495 fr. 60 cent. pour payement de diverses créances sur exercice clos.	444
1860. 11 octobre.	Arrêté portant organisation du service de la perception des contributions de la ville de Cayenne.....	445
1860. 11 octobre.	Décision portant acceptation de la démission de M. Chauvin (Joseph-Adolphe-Victor) de ses fonctions de percepteur des contributions au quartier de Montsinéry, et nommant, en son remplacement, M. Sophie (Marie-Théophile-Jean-Pierre-Eléodore)...	461
1860. 11 octobre.	Décision qui nomme le sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), deuxième commis de 1re classe des vivres, premier commis de 2e classe, pour continuer ses services aux îles du Salut.....	462
1860. 11 octobre.	Ordre qui appelle le sieur Bayonne (Alexandre-Urbain), distributeur de 2e classe des vivres à Sainte-Marie de la Comté, à continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Gardien*, en remplacement du sieur Magdeleine (Léopold), agent des vivres de la même classe, qui passe à Sainte-Marie de la Comté.....	462
1860. 11 octobre.	Décision qui porte à la 1re classe de son grade le sieur Halmus (François), distributeur de 2e classe des vivres.....	462
1860. 11 octobre.	Ordre qui charge M. le lieutenant d'artillerie de marine Geoffroy, assisté de M. Cuny, contrôleur d'armes, de la visite des armes des corps de troupe en garnison dans la colonie, tant au chef-lieu que sur les pénitenciers.....	462
1860. 12 octobre.	Dépêche ministérielle n° 319 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 24 septembre 1860, qui nomme le sieur Fargette (Charles-Auguste) à un emploi de magasinier de 3e classe du matériel, en remplacement du sieur Cablat, décédé...	507
1860. 12 octobre.	Circulaire ministérielle n° 381 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Demande d'un état nominatif des fonctionnaires de la marine qui cumulent la jouissance de leur pension avec le traitement d'emplois civils.....	471
1860. 12 octobre.	Décision qui nomme le sieur Maurras (Charles) piqueur à la direction du génie, en remplacement du sieur Bassières (Gustave), parti pour France.....	462
1860. 12 octobre.	Décision qui autorise M. Lalanne (Gustave), sur la demande de M. Chaton, consul du Vénézuéla à Cayenne, à gérer le consulat pendant l'absence du titulaire.....	462
1860. 13 octobre.	Ordre qui enjoint à M. Larrouy (Antoine-Désiré), écrivain de la marine, chargé de la comptabilité des bâtiments légers de la station, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Oyapock* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Casabianca*, en qualité d'officier d'administration, en remplacement de M. Sablier, commis de marine.....	463
1860. 15 octobre.	Décision qui enjoint à M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, d'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, pour y remplir, à titre provisoire, l'emploi de chirurgien-major, pendant la maladie de M. Ponty.....	463
1860. 15 octobre.	Ordre qui appelle M. Caillard (Albert), envoyé de France comme écrivain temporaire de la marine, à servir au bureau des travaux et approvisionnements.....	463

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 15 octobre.	Décision qui autorise M. Gilbert-Desvallons (Pierre-François-Amilcar), aide-commissaire de la marine, à prendre passage sur le packet pour se rendre à la Guadeloupe, où il est appelé à servir.....	463
1860. 15 octobre.	Décision qui fixe la solde journalière des transportés employés sur la route du dégrad des Cannes et sur celle de Kourou à Iracoubo.....	463
1860. 16 octobre.	Décision qui charge M. le sous-lieutenant d'infanterie de marine Brousmiche (Jean-Marie-Auguste) du commandement du pénitencier de Saint-Louis (Maroni) pendant la durée de l'absence de M. Ronmy, commandant titulaire.....	448
1860. 17 octobre.	Décision réglant le concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine dans le service colonial à ouvrir à la Guyane, en 1860.....	449
1860. 17 octobre.	Arrêté qui règle les distributions de viande fraîche à Cayenne et dans les établissements pénitentiaires.....	450
1860. 17 octobre.	Décision qui pourvoit au remplacement de plusieurs membres des conseils de guerre et de révision.....	451
1860. 18 octobre.	Décret impérial portant promulgation de la convention d'extradition entre les colonies françaises et les colonies néerlandaises des Indes occidentales conclue, le 3 août 1860, entre la France et les Pays-Bas.....	472
1860. 19 octobre.	Ordre qui nomme le sieur Godefroy (Joseph) distributeur de 2e classe des vivres, pour servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Lebrun (Alexandre-Pierre-Vigor), distributeur du matériel, rappelé à Cayenne pour y continuer ses services, en remplacement du sieur Stanis, distributeur de 1re classe des vivres, décédé.....	463

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 19 octobre.	Décision qui appelle le sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), premier commis de 2e classe des vivres, employé aux îles du Salut, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement du sieur Dessources de Quatrebœufs, deuxième commis de 1re classe.....	464
1860. 20 octobre.	Dépêche ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés). Avis du décret du 1er octobre 1860, qui nomme M. Brousmiche (Jean-Marie-Auguste), sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de la marine, à Cayenne, au grade de lieutenant au 2e régiment. — Remplacement de cet officier à Cayenne par M. le sous-lieutenant Bourzac (Louis-Ernest), élève sortant de l'école impériale de Saint-Cyr.....	508
1860. 20 octobre.	Dépêche ministérielle n° 391 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). M. Tardy de Montravel, capitaine de vaisseau, gouverneur de la Guyane française, est nommé commandeur de l'ordre du Chêne, et M. Bontemps, sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du gouvernement, officier du même ordre.....	507
1860. 20 octobre.	Dépêche ministérielle n° 392 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Avis de l'approbation de l'arrêté du 21 août 1860, portant création d'une prime à allouer pour les plantations de caféiers et de cacaoyers.....	507
1860. 20 octobre.	Circulaire ministérielle n° 394 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Envoi d'exemplaires de documents relatifs aux formules arrêtées pour la préparation et la vente des substances vénéneuses....	586
1860. 20 octobre.	Décision qui accorde la ration journalière de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	vivres aux sieurs Calvel et Vouland, employés, le premier comme adjoint au piqueur des ponts et chaussées pour les travaux de la route de Kourou à Iracoubo, le second aux îles du Salut.....	464
1860. 20 octobre.	Décision qui autorise l'envoi de trois ouvriers d'art sur l'habitation domaniale la Gabrielle et fixe les différentes prestations à leur allouer pendant leur séjour sur ce domaine..	464
1860. 20 octobre.	Décision qui appelle le sieur Dessources de Quatrebœufs (Charles), second commis de 1re classe de vivres, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement du sieur Pomérol (Charles-François-Siderin).	464
1860. 22 octobre.	Décision portant création pour la Guyane française d'un comité d'exposition chargé de faire connaître les ressources naturelles du pays et de préparer les envois pour l'exposition des colonies.....	452
1860. 22 octobre.	Décision qui porte à la 1re classe de son grade le sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe des vivres.....	465
1860. 24 octobre.	Décret impérial qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société de crédit colonial.....	503
1860. 26 octobre.	Dépêche ministérielle n° 328 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la radiation provisoire du sieur Dupin, surveillant de 3e classe, des contrôles du corps militaire des surveillants.....	508
1860. 26 octobre.	Dépêche ministérielle n° 330 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Séverin, magasinier de 3e classe, est nommé magasinier de 1re classe, au titre colonial.....	508
1860. 26 octobre.	Arrêté portant ouverture d'un crédit sup-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	plémentaire de 14,484 fr. 33 cent. pour payement de diverses créances sur exercices clos.....	453
1860. 26 octobre.	Décision qui fixe l'époque de la rentrée des classes dans les divers établissements d'instruction publique à Cayenne.....	455
1860. 26 octobre.	Décision concernant le versement à la caisse de réserve de l'excédant des recettes sur les dépenses de l'exercice 1859.....	456
1860. 27 octobre.	Décision qui nomme le sieur Dauphine (Jacques-Victor-Auguste), concierge de la prison des femmes à Cayenne, concierge de la grande geôle.....	465
1860. 27 octobre.	Décision qui nomme le sieur Valette (Benoît-Joseph), concierge de la grande geôle à Cayenne, concierge de la prison des femmes.	465
1860. 27 octobre.	Ordre qui appelle M. Khuel (Jean-Baptiste-Élie), chirurgien de 1re classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Chéron (Jules-François), officier de santé du même grade.....	465
1860. 27 octobre.	Décision qui nomme la dame Valette, née Bureau (Félicité), porte-clefs à la prison des femmes.....	465
1860. 29 octobre.	Décision qui charge le sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 1re classe des vivres à la Montagne-d'Argent, de centraliser la comptabilité des vivres et du matériel sur ce pénitencier.....	465
1860. 29 octobre.	Ordre qui nomme les sieurs Clotilde (Alphonse) et Philippe-Philibert distributeurs de 2e classe des vivres, pour servir, le premier à Saint-Louis (Maroni) et le second à la Montagne-d'Argent.....	465
1860. 30 octobre.	Dépêche ministérielle n° 1674 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la décision du 25 octobre 1860, qui attache M. l'abbé Le Strat au clergé de la Guyane, en remplacement de M. l'abbé Caminade, passé à la Guadeloupe.....	631
1860. 30 octobre.	Instructions relatives au mode à suivre pour réaliser, près de la compagnie de crédit colonial, l'ouverture de crédits destinés à la construction ou à l'amélioration des usines à sucre.....	504
1860. 30 octobre.	Ordre qui suspend de son emploi le sieur Olivier (Louis-Pierre-Amable), magasinier de 3e classe, et le met en subsistance à bord du *Gardien*, en attendant une occasion pour son renvoi en France.....	466
1860. 30 octobre.	Décision portant acceptation de la démission du sieur Rosette (Hippolyte) de son emploi de second commis de 2e classe des vivres..	466
1860. 30 octobre.	Décisions qui appellent les sieurs Lincey (Joseph), distributeur de 2e classe des vivres à Montjoly, et le sieur Blanchard (Louis), second commis de 2e classe des vivres à Saint-Louis (Maroni), à servir, le premier au magasin des subsistances à Cayenne et le second aux îles du Salut...	466
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 406 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). Avis de la promulgation de la convention d'extradition conclue, le 3 août 1860, entre la France et les Pays-Bas.....	472
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 337 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 29 septembre 1860, qui nomme M. Ragon, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Guyane, au grade de sous-lieutenant, pour occuper un emploi de son grade dans la même compagnie.....	508

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 338 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 27 septembre 1860, qui nomme M. Aubry (Michel-Charles), garde de 1re classe du génie à la Guyane française, sous-lieutenant dans la compagnie indigène d'ouvriers du génie à l'île de la Réunion.....	509
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 401 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Avis de la décision du 29 octobre 1860, qui nomme M. Sailer à l'emploi de sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à la Guyane française.....	509
1860. 31 octobre.	Décision qui appelle le sieur Dessources de Quatrebœufs (Charles), second commis de 1re classe des vivres, à continuer ses services au pénitencier de Kourou, en remplacement du sieur Rosette (Hippolyte), démissionnaire.....	466
1860. 1er novemb.	Décision qui charge provisoirement M. Thaly (Jacques-Henry-Flamet), chirurgien de 2e classe de la marine, du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Kluel, officier de santé de 1re classe.....	510
1860. 2 novemb..	Décision portant que le deuxième maître de manœuvre Gravier sera détaché à l'établissement pénitentiaire de la Comté, pour l'installation des radeaux destinés à amener au chef-lieu une partie du matériel.....	475
1860. 2 novemb..	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	475
1860. 2 novemb..	Décision portant que le maréchal des logis de gendarmerie Ragon sera détaché à Saint-Georges, pour y être chargé, sous les ordres du commandant de l'établissement, de tous les détails du service et de la discipline..	476
1860. 2 novemb..	Ordre qui appelle le sieur Épesar (Antoine),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	distributeur de 2e classe des vivres à Saint-Laurent (Maroni), à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Nara, distributeur de 1re classe, qui passe à Saint-Laurent.....	510
1860. 2 novemb..	Décision qui nomme M. Lesage (Jean-Louis-Nicolas-Édouard), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, pourvu du diplôme de bachelier ès lettres, écrivain de 2e classe à la même direction.....	510
1860. 3 novemb..	Arrêté relatif à l'examen d'écrivain de la marine à faire passer à M. Caillard, écrivain auxiliaire.....	477
1860. 6 novemb..	Ordre qui appelle M. Martin (Joseph-François), pharmacien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Marion (Amédée-Louis-Ernest), pharmacien de 3e classe.....	510
1860. 9 novemb..	Ordre qui prescrit à M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, embarqué provisoirement sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de ce bâtiment, pour être mis à la disposition de M. le chef du service de santé.....	632
1860. 9 novemb..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Cyrille (Barthélemy) de son emploi de porte-clefs à la geôle de Cayenne..	511
1860. 11 novemb.	Décision qui nomme le sieur Sicard (Pierre) porte-clefs à la geôle de Cayenne, en remplacement du sieur Cyrille (Barthélemy), démissionnaire.....	511
1850. 12 novemb.	Arrêté établissant la proportion dans laquelle la caisse de l'immigration et les colons devront concourir au payement de la prime d'introduction des coolies indiens introduits par le *Réaumur*.....	478
1860. 12 novemb.	Arrêté concernant l'expédition d'un convoi de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	retour pour les immigrants africains provenant du navire *les Cinq-Frères*, et qui, à l'expiration de leur temps de travail convenu, ont déclaré opter pour le rapatriement.....	480
1860. 12 novemb.	Arrêté portant ouverture, sur les fonds du service local, d'un crédit de la somme de 477 fr. 93 cent., pour payement d'une créance au profit du sieur Bayssié, huissier, sur exercice clos.....	483
1860. 12 novemb.	Arrêté portant organisation du service de la vérification des poids et mesures à la Guyane française.....	484
1860. 12 novemb.	Tarif des droits à percevoir pour la vérification des poids et mesures et instruments de pesage et de mesurage.....	495
1860. 12 novemb.	Tableau des professions assujetties à la vérification, et assortiment des poids et mesures dont les industriels de chaque profession sont tenus de se pourvoir.....	496
1860. 12 novemb.	Décision qui supprime l'article 9 du règlement du 16 décembre 1859, sur le régime des transportés employés hors pénitenciers, inséré aux pages 81 et suivantes du Bulletin officiel de l'année 1860.....	511
1860. 14 novemb.	Arrêté qui nomme un membre et le secrétaire du jury pour le concours d'aide-commissaire et l'examen d'écrivain de la marine..	500
1860. 14 novemb.	Décision relative à diverses dispositions concernant les immigrants chinois employés par l'administration.....	511
1860. 14 novemb.	Décision qui accorde au nommé Cossard, transporté de la 4e catégorie, 2e section, remplissant l'emploi de contre-maître à l'atelier des constructions et réparations des embarcations des pénitenciers 8 et 8 *bis*, la solde de 1 franc par journée de travail.	632

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 15 novemb.	Ordre qui nomme M. Venturini (Pierre-François), pharmacien de 3e classe de la marine, prévôt de pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Oui, officier de santé du même grade.....	512
1860. 16 novemb.	Décision qui charge M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Thaly (Jacques-Henry-Flamet), chirurgien de 2e classe de la marine.....	512
1860. 16 novemb.	Décision qui nomme le sieur Guitard (Bertrand), premier commis de 2e classe des vivres, premier commis de 1re classe, et supprime le supplément de 15 francs par mois qui lui avait été accordé.....	512
1860. 19 novemb.	Décision qui fixe la rentrée des classes au collége de Cayenne.....	500
1860. 20 novemb	Décision portant acceptation de la démission du sieur Bertille jeune de son emploi d'écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	512
1860. 21 novemb.	Décision portant concessions de bourses dans le collége de Cayenne, pour l'année scolaire 1860-1861.....	501
1860. 21 novemb.	Décisions portant nominations d'écrivains à à la direction de l'intérieur.....	512
1860. 21 novemb.	Décision qui augmente le traitement de M. Décret (Louis-Léon), écrivain de la marine détaché à la direction de l'intérieur..	512
1860. 23 novemb.	Décision qui autorise M. Dieudonné (Saint-Amand-Frédéric-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à contracter mariage avec Mlle Rose-Ernestine Claude.	513
1860. 26 novemb.	Décision qui nomme le sieur Élisabeth (Gustave) maître au petit cabotage.....	513

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 28 novemb.	Décision qui désigne MM. Poupon (Charles-Laurent-Théophile), avoué, et de Saint-Michel-Dunezat, notaire, pour faire partie, pendant un an, du bureau de l'assistance judiciaire.....	513
1860. 28 novemb.	Arrêté portant promulgation du décret impérial en date du 24 octobre 1860, qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société de crédit colonial.....	502
1860. 29 novemb.	Décision portant que le maréchal des logis Bouchard (Jean-François) sera détaché à Saint-Georges, en remplacement de M. Ragon, nommé sous-lieutenant.....	506
1860. 30 novemb.	Décision qui accorde, à titre gratuit, à M. l'abbé Le Basque, curé de Roura, la ration des vivres allouée au personnel libre des pénitenciers, pendant tout le temps qu'il fera le service sur le pénitencier de Sainte-Marie, à la Comté.....	513
1860. 1er décemb.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	587
1860. 1er décemb.	Décision qui nomme M. Bayssié (Alexandre-Antoine) écrivain provisoire à la direction des pénitenciers, en remplacement de M. Leborgne, démissionnaire.....	632
1860. 3 décemb..	Décision qui autorise le navire commandant la rade à arrêter les embarcations qui lui paraîtront suspectes.....	588
1860. 3 décemb..	Décision qui révoque de son emploi le sieur Godefroy (Ernest), distributeur de 2e classe des vivres.....	632
1860. 4 décemb..	Décision qui nomme le sieur Démont (Claude) distributeur de 2e classe des vivres.....	632
1860. 5 décemb..	Décision qui appelle M. Audouit (Paul-Edmond-Volcy), chirurgien de 2e classe de la marine, à continuer ses services aux îles	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du Salut, en remplacement de M. Pietri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de la même classe.....	633
1860. 6 décemb..	Décision qui institue une commission chargée d'étudier les causes stationnaires des ménageries à la Guyane, et de proposer les moyens d'y remédier.....	588
1860. 6 décemb..	Décisions qui nomment trois surveillants ruraux de 3e classe.....	633
1860. 6 décemb..	Décision qui appelle M. Vendôme (Frédéric), écrivain de la marine, de retour de congé de France, à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements...	633
1860. 6 décemb..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Sicard (Pierre), porte-clefs à la grande geôle de Cayenne.....	633
1860. 7 décemb..	Décision qui nomme le sieur Jomère (Théodore) porte-clefs à la grande geôle de Cayenne.....	633
1860. 10 décemb.	Arrêté portant tarif pour la perception des contributions de toute nature à la Guyane française, pendant l'année 1861.....	589
1860. 10 décemb.	Arrêté portant fixation du prix des poudres pendant l'année 1861.....	596
1860. 10 décemb.	Arrêté portant tarif pour le remboursement de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane française, pendant l'année 1861.....	597
1850. 10 décemb.	Décision qui nomme les membres de la commission pour procéder à la visite du navire américain *le Laurence*, chargé de transporter à la côte d'Afrique des immigrants africains à repatrier.....	599
1860. 10 décemb.	Arrêté portant virement de crédit d'une somme de 45,000 francs de l'article 2 du	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	chapitre XIV à l'article Ier du même chapitre, exercice 1860.....	600
1860. 10 décemb.	Arrêté portant ouverture d'un crédit de la somme de 2,734 fr. 88 cent. sur l'exercice courant, pour payement de créances de l'exercice clos 1859.....	601
1860. 10 décemb.	Décision portant rappel au chef-lieu, pour être remis à la disposition du directeur du génie, de M. Saint-Gès, garde du génie, commandant particulier de Sainte-Marie, et concernant l'exercice du commandement particulier de ce pénitencier.....	634
1860. 10 décemb.	Décision qui appelle M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Étienne), commissaire-commandant d'Oyapock, aux mêmes fonctions au quartier de Tonnégrande.....	634
1860. 10 décemb.	Décision qui appelle M. Bourny (Pierre), commissaire-commandant d'Iracoubo, aux mêmes fonctions au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Etienne).....	634
1860. 10 décemb.	Décision qui nomme M. Marin (Henry) commissaire-commandant du quartier d'Iracoubo, en remplacement de M. Bourny (Pierre).....	634
1860. 11 décemb.	Décision concernant la comptabilité relative aux produits réalisés dans les établissements pénitentiaires.....	602
1860. 14 décemb.	Décision qui fixe l'indemnité de gestion et de responsabilité accordée aux chefs du service administratif des établissements pénitentiaires.....	606
1860. 14 décemb.	Décision qui nomme le sieur Taupiac (Michel) gardien de la ménagerie du gouvernement à Organabo.....	634
1860. 16 décemb.	Décision qui nomme le sieur Charlotte (Charles-Léon) surveillant rural de 2e classe.	635

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 24 décemb.	Décision portant nomination des membres de la commission instituée par l'article 7 du décret colonial du 11 juillet 1837, pour l'examen et la vérification des rôles de contributions.....	607
1860. 24 décemb.	Décision relative à l'association dite *des Mères de famille*, fondée par le supérieur des prêtres de la congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, à Cayenne....	608
1860. 26 décemb.	Décision qui augmente l'indemnité de frais de bureau allouée à M. Rochet, commandant particulier du pénitencier de Kourou.	635
1860. 27 décemb.	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de la révision du tarif d'importation.....	611
1860. 27 décemb.	Décision qui place M. Chalot à la tête des hattes du gouvernement à Organabo.....	635
1860. 27 décemb.	Décision qui nomme le sieur Équilbec (Alexandre), ouvrier d'état à la direction d'artillerie, chef de l'atelier d'outillage des îles du Salut.....	635
1860. 28 décemb.	Décision portant nominations et promotions dans le corps militaire des surveillants...	611
1860. 28 décemb.	Arrêté sur la répartition des immigrants à leur arrivée et le régime de leur protection à la Guyane française.....	613
1860. 28 décemb.	Arrêté portant que les dépenses à faire dans la colonie, pour le compte des services coloniaux, en 1861, continueront, jusqu'à l'arrivée des états trimestriels, à être effectuées conformément au budget de l'exercice 1860.....	627
1860. 28 décemb.	Arrêté ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises de Cayenne, portant condamnation à dix ans de reclusion contre le nommé Portes (Antoine-Maurice).....	628

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 28 décemb.	Arrêté ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises de Cayenne, portant condamnation aux travaux forcés contre les nommés Ramassamy et Bora, immigrants indiens.....	630
1860. 28 décemb.	Décision qui désigne M. Lalanne, conseiller privé, pour remplir les fonctions de vice-président du comité d'immigration.....	635
1860. 28 décemb.	Décisions qui augmentent les appointements de cinq écrivains de la marine.....	636
1860. 28 décemb.	Décisions qui augmentent les appointements de deux écrivains provisoires de la marine.	636
1860. 28 décemb.	Ordre qui met M. Cuinier (Pierre-Étienne), sous-commissaire de la marine, chargé de la gestion du trésor en qualité de fondé de pouvoirs de M. de la Tranchade, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur, et le maintient dans ses fonctions au trésor jusqu'au retour du titulaire.....	636
1860. 29 décemb.	Décision qui autorise deux transportés libérés, concessionnaires au Maroni, à contracter mariage avec deux femmes transportées de la 1re catégorie, également internées à Saint-Laurent (Maroni).....	536
1860. 30 décemb.	Décision portant nomination du commissaire impérial près le conseil de révision et d'un membre du même conseil.....	634
1860. 30 décemb.	Décision qui appelle M. Mesmin (Jules-André-Jérémie), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Legrand (Jean-François), officier de santé du même grade.....	636
1860. 30 décemb.	Décision qui nomme le sieur Toussaint (Eugène-Antoine) brigadier de la police urbaine.	637
1860. 30 décemb.	Décision qui nomme le sieur Philibert (Stanislas) archer caporal de la police urbaine.	637

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 31 décemb.	Décision qui appelle M. Thaly (Jacques-Henry), chirurgien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical de l'îlet la Mère, en remplacement de M. Nieger (Jules), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	637
1860. 31 décemb.	Décision qui porte à la 1re classe de son emploi M. Dupeyrou (Jacques-Augustin), écrivain de 2e classe à la direction de l'intérieur.....	637
1860. 31 décemb.	Décision qui porte à la 2e classe de son emploi M. Ribeiro (Joseph-René-César-Hippolyte), écrivain de la marine détaché à la direction de l'intérieur.....	637
1860. 31 décemb.	Décision qui augmente la solde de M. Pathos (Auguste-Eugène), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	638
1860. 31 décemb.	Décision qui augmente la solde du sieur Millelot, magasinier à la direction de l'intérieur.....	638

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 1.

JANVIER 1860.

N° 1. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 91 *bis* (Algérie et colonies : direction des finances, 2e bureau). *Notification du décret du 10 octobre 1859 relatif aux dépêches échangées par la voie des paquebots britanniques entre la France et les établissements français dans l'Inde.*

Paris, le 30 novembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, je vous informe que sur le rapport du département de l'Algérie et des colonies et du département des finances, S. M. l'Empereur a signé le 10 octobre dernier un décret qui étend à partir du 1er janvier 1860, aux établissements français dans l'Inde, les dispositions des décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859 relatives aux imprimés de toute nature compris dans les dépêches originaires ou à destination de nos colonies d'outre-mer.

Toutefois, aux termes de l'article 2 dudit acte, les imprimés originaires ou à destination de nos établissements dans l'Inde supporteront, à raison de leur parcours sur le territoire britannique dans cette contrée, indépendamment des taxes déterminées par lesdits décrets, une taxe de 6 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, ladite taxe devant être perçue au profit ou pour le compte de l'administration des postes de la métropole.

Vous trouverez ci-joint, Monsieur le gouverneur, un exemplaire autographié de ce décret.

Vous voudrez bien lui donner toute la publicité qu'il comporte, après l'avoir notifié aux services compétents, et m'en accuser réception.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction des finances,

DE ROUJOUX.

DÉCRET IMPÉRIAL concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français dans l'Inde, par la voie des services britanniques.

Du 10 octobre 1859.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856, entre la France et la Grande-Bretagne;

Vu l'article 4 de la loi du 3 mai 1853;

Vu nos décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859, portant dispositions sur le mode de correspondance entre la France et la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française, les îles Saint-Pierre et Miquelon, le Sénégal, l'île de Gorée, l'île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar et les établissements français dans l'Inde, par la voie des paquebots anglais;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de l'Algérie et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1er. A partir du 1er janvier 1860, les dépêches échangées, par la voie des services britanniques, entre la France, d'une part, et les établissements français dans l'Inde, d'autre part, pourront contenir, indépendamment des objets désignés dans nos décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des papiers de musi-

que, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers, imprimés, lithographiés ou autographiés.

Art. 2. Les dispositions de nos décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859, relatives aux imprimés de toute nature compris dans les dépêches originaires ou à destination de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française, des îles Saint-Pierre et Miquelon, du Sénégal, de l'île de Gorée, de l'île de la Réunion, de Mayotte et de Sainte-Marie de Madagascar, seront applicables aux objets de même espèce contenus dans les dépêches originaires ou à destination des établissements français dans l'Inde, sauf que les imprimés originaires ou à destination de ces établissements supporteront, à raison de leur parcours sur le territoire britannique dans l'Inde, indépendamment des taxes déterminées par lesdits décrets, une taxe de 6 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

La taxe ci-dessus fixée sera perçue au profit ou pour le compte de l'administration des postes de la Métropole.

Art. 3. Nos ministres secrétaires d'État aux départements des finances et de l'Algérie et des colonies sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Biarritz, le 10 octobre 1859.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'Algérie et des Colonies,

C^te P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Le Ministre Secrétaire d'État au département des finances,

P. MAGNE.

N° 2. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 327 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2^e bureau). *Dispositions relatives à la remonte des officiers attachés à l'état-major du gouverneur.*

Paris, le 30 novembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, mon attention a été appelée, à diverses reprises, sur la position des officiers attachés aux états-majors des gouverneurs, que la nature de leurs fonctions oblige à être pourvus d'un cheval, et qui ne reçoivent aucune allocation à titre d'indemnité de remonte.

Le budget colonial prévoit, il est vrai, pour les officiers dont il s'agit, l'allocation de l'indemnité de fourrages, mais il ne comprend aucune prévision pour l'achat de chevaux.

Les officiers placés dans cette position sont, en conséquence, forcés, lorsqu'ils entrent en possession de leur emploi, de se pourvoir à leurs frais d'un cheval, dont le prix est fort élevé; et, comme leurs fonctions d'officiers d'état-major ne durent généralement que peu de temps, ils se trouvent, plus tard, l'indemnité de fourrages cessant de leur être payée, dans l'obligation de revendre leur cheval, en supportant une perte souvent considérable sur le prix d'achat.

Cette situation est anormale, et il ne m'a pas paru équitable de laisser plus longtemps à la charge des officiers des dépenses occasionnées par la nature spéciale de leurs fonctions.

Je me suis préoccupé, en conséquence, des mesures à prendre pour faire cesser cet état de choses, tout en sauvegardant les intérêts du trésor.

Aucune difficulté ne se serait présentée pour pourvoir, d'une manière conforme aux règlements, à la remonte, à titre temporaire, des officiers dont il s'agit, s'il se trouvait dans la colonie un corps de troupe à cheval. Mais le seul corps monté à la Guyane est la gendarmerie, corps qui s'administre séparément, et dont le conseil d'administration est responsable de l'emploi des fonds spéciaux alloués pour la remonte des militaires de la compagnie. Il ne peut donc, dans l'état actuel des choses, fournir des chevaux, à titre gratuit ou temporaire, à aucun officier étranger à la gendarmerie.

Je crois devoir, dans l'intérêt du service, autoriser une exception à cette règle générale, en ce qui concerne les officiers attachés à l'état-major du gouverneur, et voici les mesures qui seront prises, à l'avenir, à ce sujet, et dont vous aurez à prescrire l'exécution.

Le conseil d'administration de la compagnie de gendarmerie fournira à chacun des officiers dont il s'agit un cheval, qui leur sera remis, après accomplissement des formalités prescrites par les arrêtés de M. le ministre de la guerre, au moment où ils prendront leurs fonctions dans la colonie, et qui sera reversé au corps lorsqu'ils viendront à les cesser.

La dépense qu'occasionnera cette augmentation de l'effectif de chevaux pour la compagnie sera couverte au moyen d'un accroissement de la masse de remonte, calculé sur le pied de 260 francs par cheval, base adoptée pour la fixation de l'indemnité

de remonte allouée aux officiers de gendarmerie employés dans les colonies.

La dépense sera payée provisoirement, sauf inscription ultérieure au budget, au moyen des économies réalisées sur l'ensemble des crédits du chapitre XVI, *Personnel militaire*. L'achat du cheval de première monture devra être fait immédiatement sur les mêmes fonds.

Je vous invite à donner des ordres en conséquence.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 3. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 94* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). *Notification du décret du 13 novembre 1859 qui étend à nos établissements de l'Océanie les dispositions des décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859 concernant l'échange des correspondances et des imprimés de toute nature.*

Paris, le 7 décembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, je vous informe que sur le rapport du département de l'Algérie et des colonies et du département des finances, S. M. l'Empereur a signé le 13 novembre courant un décret qui étend à nos établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce, le mode de correspondance édicté par les dispositions des décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859 relatives aux lettres ordinaires, aux lettres chargées et aux imprimés de toute nature contenus dans les dépêches originaires ou à destination de nos autres colonies d'outre-mer.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire autographié de ce décret avec annexe, et le nouveau modèle de feuilles d'avis et d'accusés de réception à l'usage du service postal de nos colonies, dont le texte a dû être modifié par suite des présentes dispositions et de celles du décret du 10 octobre dernier, que je vous notifie également par dépêche du 30 novembre dernier. Vous veillerez à ce que ce modèle soit seul employé dorénavant dans les rapports de la colonie avec l'administration générale des postes.

Vous voudrez bien donner au décret dont il s'agit toute la pu-

blicité qu'il comporte après l'avoir notifié aux services compétents et m'en accuser réception.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies,

DE ROUJOUX.

DÉCRET IMPÉRIAL concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce.

Du 15 novembre 1859.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la convention de poste conclue, le 24 septembre 1856, entre la France et la Grande-Bretagne ;

Vu les conventions qui règlent l'échange des correspondances entre l'administration des postes de France et les administrateurs des postes des Pays-Bas, de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, de Prusse, de la Tour et Taxis, de Bavière, du Grand-Duché de Bade, d'Autriche, de Suisse, de Sardaigne, du Grand-Duché de Toscane, des États-Pontificaux, des Deux-Siciles, de Grèce, d'Espagne, de Suède et de Norwége ;

Vu les lois des 14 floréal an x et 30 mai 1838 ;

Vu l'article 4 de la loi du 3 mai 1853 ;

Vu nos décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859 portant disposition sur le mode de correspondance entre la France, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française, les îles Saint-Pierre et Miquelon, le Sénégal, l'île de Gorée, l'île de la Réunion, Mayotte et dépendances, Sainte-Marie de Madagascar et les établissements français dans l'Inde, par la voie des paquebots anglais ;

Sur le rapport de notre ministre des finances et de notre ministre de l'Algérie et des colonies,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1^er^. Il y aura un échange périodique et régulier de dépêches entre la France et les établissements français des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société, par la voie des services étrangers au moyen desquels sont acheminées les correspondances que la Grande-Bretagne échange avec les côtes occidentales de l'Amérique du Sud, et par la voie des bâtiments de la marine impériale ou du commerce, naviguant entre les côtes occidentales de l'Amérique du Sud et les établissements français précités.

Il y aura pareillement un échange périodique et régulier de dépêches entre la France et les établissements français de la Nouvelle-Calédonie, de l'île des Pins et des îles Loyalty, par voie des services étrangers au moyen desquels sont acheminées les correspondances que la France échange avec l'Australie méridionale et par la voie des bâtiments de la marine impériale ou du commerce, naviguant entre ces établissements et l'Australie méridionale.

Art. 2. Les dépêches désignées dans l'article précédent pourront contenir des lettres ordinaires, des lettres chargées, des journaux, des gazettes, des ouvrages périodiques, des livres brochés, des livres reliés, des brochures, des papiers de musique, des catalogues, des prospectus, des annonces et des avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés.

Art. 3. Les dispositions de nos décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859 relatives aux lettres ordinaires, aux lettres chargées et aux imprimés de toute nature contenus dans les dépêches originaires ou à destination de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française, des îles Saint-Pierre et Miquelon, du Sénégal, de l'île de Gorée, de l'île de la Réunion, de Mayotte et de Sainte-Marie de Madagascar, seront applicables aux objets de même espèce à comprendre dans les dépêches dont la transmission est réglée par le présent décret.

Toutefois les lettres ordinaires, les lettres chargées et les imprimés de toute nature échangés entre la Métropole et les établissements français des îles Marquises, des îles Basses et des îles de la Société supporteront, à raison de leur parcours à travers l'isthme de Darien, indépendamment des taxes déterminées par le décret du 26 novembre 1856, savoir :

1° Les lettres ordinaires, une taxe de 30 centimes par 7 grammes et demi ou fraction de 7 grammes et demi ;

2° Les lettres chargées, une taxe de 60 centimes par 7 grammes et demi ou fraction de 7 grammes et demi.

3° Les imprimés de toute nature, une taxe de 10 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.

Les taxes ci-dessus fixées seront perçues au profit ou pour le compte de l'administration des postes de la Métropole.

Art. 4. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1er janvier 1860.

Art. 5. Notre Ministre Secrétaire d'État au département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Compiègne, le 13 novembre 1859.

Signé NAPOLÉON

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'Algérie et des Colonies,

Cte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Le Ministre Secrétaire d'État au département des finances,

P. MAGNE.

RÈGLEMENT pour l'exécution du décret impérial du 13 novembre 1859 concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce.

Du 15 novembre 1859.

Article 1er. L'échange des correspondances mentionnées dans le décret impérial du 13 novembre 1859 aura lieu par les bureaux de poste suivants :

Du côté de la Métropole :

1° Le bureau ambulant de Paris à Calais ;
2° Le bureau du Havre ;
3° Le bureau ambulant de Lyon à Marseille ;
4° Le bureau de Marseille.

Du côté des établissements français de l'Océanie :

1° Papéïti (îles de la Société) ;
2° Port-de-France (Nouvelle-Calédonie) ;

Art. 2. Les relations entre les bureaux désignés dans l'article précédent seront établies de la manière suivante, savoir :

1° Le bureau ambulant de Paris à Calais et le bureau du Havre correspondant avec le bureau de Papéïti ;

2° Le bureau ambulant de Lyon à Marseille et le bureau de Marseille correspondront avec le bureau de Port-de-France.

Art. 3. Les lettres non affranchies expédiées, soit de la France et de l'Algérie pour les établissements français désignés dans le décret du 13 novembre 1859, soit de ces établissements pour la France et l'Algérie, devront, à moins d'indication contraire apposée sur l'adresse par les envoyeurs, être transmises par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale toutes les fois que, par cette voie, elles pourront parvenir à destination plus promptement que par la voie directe des bâtiments naviguant entre la Métropole et les établissements précités.

Quant aux correspondances affranchies, elles seront transmises par la voie que comportera la taxe d'affranchissement acquittée par les envoyeurs.

Art. 4. Les correspondances qui devront être acheminées par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale, en exécution du décret impérial du 13 novembre 1859 et de l'article 3 précédent, seront dirigées conformément au tableau A annexé au présent règlement.

Art. 5. Seront applicables aux relations que l'administration des postes de la Métropole entretiendra avec les bureaux de Papéïti et de Port-de-France, en vertu du décret impérial du 13 novembre 1859, les dispositions des articles 5 à 13 et 15 à 28 du règlement de détail pour l'exécution du décret impérial du 26 novembre 1856.

Art. 6. A dater du 1er janvier 1860, les feuilles d'avis des bureaux d'échange métropolitains pour les bureaux d'échange coloniaux seront conformes au modèle B annexé au présent règlement.

A dater de la même époque les feuilles d'avis et les accusés de réception des bureaux d'échange coloniaux pour les bureaux d'échange métropolitains seront conformes au modèle C également annexé au présent règlement.

N° 4. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 101 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). *Banques coloniales. — Remplacement du directeur en cas d'absence.*

Paris, le 15 décembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, le conseil d'administration de l'une des banques coloniales a exprimé le vœu que la commission de

surveillance fût saisie de la question de savoir si, en cas d'absence du directeur et pour éviter toute interruption dans les comptes, celui-ci peut être remplacé par l'un des administrateurs.

L'article 51 des statuts des banques coloniales, donnant aux gouverneurs le droit de désigner un directeur intérimaire, en cas d'empêchement ou de cessation des fonctions du directeur titulaire, je vous autorise, conformément à l'avis de la commission de surveillance, à désigner à l'avance l'un des membres du conseil d'administration pour remplacer le directeur dans le cas d'absence de courte durée.

Vous voudrez bien notifier cette décision à M. le directeur de la banque de la Guyane.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 5. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 102 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). *Banques coloniales. — Au sujet de l'état mensuel des prêts sur cession de récoltes.*

Paris, le 15 décembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, les banques coloniales ont été invitées, par une dépêche du 23 juillet dernier, à fournir chaque mois à mon département un état nominatif des colons ayant obtenu des prêts sur cession de récoltes. Vous voudrez bien, en tant que de besoin, rappeler à M. le directeur de la banque de la Guyane que ce document ne doit pas contenir seulement les noms des emprunteurs et la somme due par chacun d'eux, mais qu'il doit présenter, en outre, l'indication de l'objet du prêt, la quotité des à-compte reçus, l'époque à laquelle ces à-compte ont été donnés et enfin le total de l'engagement contracté envers la banque par chaque emprunteur. Vous voudrez bien tenir la main à ce que ces indications, que la commission de surveillance regarde comme essentielles, figurent à l'avenir dans les états qui seront adressés à mon département.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 6. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 108 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Envoi du budget du service colonial pour l'exercice* 1860. — *Nouvelle classification à suivre dans les relevés mensuels de comptabilité.*

Paris, le 19 décembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint *en épreuve*, et en attendant que je puisse vous faire l'envoi d'un certain nombre d'exemplaires complets, le budget du service colonial pour l'exercice 1860, tel qu'il résulte de la loi du 11 juin 1859 et du décret de répartition du 19 novembre dernier.

Vous voudrez bien prescrire à l'administration placée sous vos ordres de se conformer à ce document pour l'autorisation et la classification de ces dépenses. Il ne lui échappera pas que la nomenclature par articles du budget du chapitre 14, *Personnel civil et militaire*, a été modifiée : au lieu de l'ancienne division en articles, *Solde, Accessoires de solde, Hôpitaux et vivres*, la loi de finances consacre la division en deux articles seulement, savoir : Article 1er, *Services civils.* — Article 2, *Services militaires et maritimes.* Chacun de ces articles se subdivise en paragraphes qui correspondent aux différents détails du service. L'administration locale devra tenir ses écritures auxiliaires de manière à suivre les dépenses de chaque paragraphe. Ses contrôles avec le service du trésor auront lieu par chapitres et par articles seulement.

Vous devrez considérer les crédits qui vous ont été précédemment délégués et qui s'élèvent à 3,423,000 francs comme ayant été ouverts ainsi qu'il suit :

Chapitre 14..	Article 1er.....	184,000f
	Article 2.....	616,000
Chapitre 15..	Article 1er.....	8,000
	Article 2.....	59,000
	Article 5.....	55,000
Chapitre 16..	Article 1er.....	1,660,000
	Article 2	540,000
Chapitre 17..	Article 1er.....	525,000
		3,423,000

Vous prescrirez à l'administration d'établir, comme je viens de l'indiquer, ses relevés mensuels d'opérations, en prenant le soin

de répartir entre les divers articles de chaque chapitre les crédits, les droits constatés, les mandats délivrés et les payements effectués, pour les opérations antérieures à la date à laquelle vous parviendra la présente dépêche.

Vous ferez faire les mêmes modifications sur les mandats et les pièces justificatives qui seraient encore en votre possession; quant à celles déjà envoyées il y sera pourvu à Paris.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 7. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 119 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). *Instructions relatives à la rédaction du bulletin agricole, commercial et industriel de la colonie.*

Paris, le 30 décembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, une circulaire ministérielle du 19 mars dernier a prescrit l'envoi, à mon département, d'un bulletin de quizaine concernant l'agriculture, le commerce et l'industrie dans chacune de nos colonies.

D'après la nouvelle répartition des services de la direction de l'administration coloniale, telle qu'elle est établie par l'arrêté ministériel du 12 novembre dernier, il conviendra de faire dresser dorénavant ce document d'une manière distincte pour les objets qui ressortissent aux 1er et 2e bureaux de cette direction, de façon que le bulletin, ainsi scindé, aboutisse isolément à chacun de ces deux bureaux. Les pages du bulletin qui portent les nos 5, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 concernent le 1er bureau, et les autres le deuxième.

Je vous prie de vouloir bien donner des instructions en ce sens à qui de droit, et de pourvoir, d'ailleurs, à ce que le document dont il s'agit me parvienne le plus exactement possible.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction des finances,

DE ROUJOUX.

N° 8. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er janvier 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
—— brut.....	*Idem.*	0 50c		
Café { marchand....	*Idem.*	2 40		
Café { en parchemin.	*Idem.*	1 80		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 20		
Roucou.....	*Idem.*	1f à 1 20c		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	//		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 40		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er janvier 1860.

Les Membres de la commission,
DAUBRIAC fils, GEORGE EMLER.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 57.

N° 9. — *DÉCISION qui supprime à compter du 1er janvier 1860, l'indemnité de 3 francs par jour accordée à l'officier commandant les troupes à Saint-Louis (Maroni).*

Cayenne, le 1er janvier 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 7 décembre 1859 portant nomination d'un chef du service administratif à Saint-Louis du Maroni;

Attendu que cette nomination porte à trois le nombre des officiers détachés sur ce point, et que dès lors il peut être formé une table dite de l'état-major;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires p. i.,

Décide :

L'indemnité accordée à M. Ronmy, officier commandant les troupes à Saint-Louis du Maroni, par la décision du 28 décembre 1859, cessera d'être payée à compter de ce jour.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 1er janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 8.

N° 10. — *DÉCISION rendant applicable à Saint-Louis (Maroni) la décision du 21 septembre 1854 portant allocation d'un supplément de 480 francs au chef du service de santé de Saint-Georges, chargé cumulativement des fonctions de pharmacien comptable.*

Cayenne, le 2 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 21 septembre 1854 qui alloue un supplément de 480 francs par an à l'officier de santé chef du service médical à Saint-Georges, y remplissant cumulativement les fonctions de pharmacien comptable ;

Attendu que l'officier de santé chef du service médical à Saint-Louis se trouve dans une position identique et qu'il y a justice à lui attribuer la même indemnité ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons ce qui suit :

Article 1er. Un supplément de 480 francs par an est alloué au chef du service de santé qui remplit cumulativement les fonctions de chef du service de santé et de pharmacien comptable à l'établissement pénitentiaire de Saint-Louis au Maroni ;

Cette allocation sera payée à M. Piétri, chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, du jour où il prendra le service sur ce pénitencier et à ses successeurs, jusqu'à l'envoi d'un pharmacien dans cette localité.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
L'Ordonnateur,
VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 10.

N° 11. — *DÉCISION qui pourvoit au remplacement de deux membres de la commission instituée, par l'arrêté du 7 décembre 1830, pour vérifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française.*

Cayenne, le 5 janvier 1860.

LE GOUVERNEUR DE LA GUYANE FRANÇAISE,

Vu l'arrêté du 7 décembre 1830 qui nomme une seule commission pour vérifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française ;

Ayant à pourvoir au remplacement de deux membres de ladite commission, par suite de décès ou d'empêchement pour cause d'absence du chef-lieu ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1er. MM. WACONGNE, négociant,
CHAPELLE DE JULEVILLE, courtier de commerce,
sont nommés membres de la commission instituée par l'arrêté de 1830 susvisé, en remplacement de MM. BESSE (Eugène) et QUINTON-DUPIN.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin et à la Feuille officiels de la Guyane.

Cayenne, le 5 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 49.

N° 12. — *TARIF D'IMPORTATION dressé, aux termes de l'article 1^er^ de l'arrêté local du 21 février 1838, pour servir à la liquidation des droits d'entrée sur les munitions et marchandises de toute origine introduites dans la colonie, depuis le 1^er^ janvier jusqu'au 30 juin 1860 inclusivement.*

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.				UNITÉS.	PRIX.
Produits et dépouilles d'animaux.					
Viandes..	salées.....	de porc (1).	Jambons.....	Kilogr.	2f 00
			autres.....	»	1 50
		de bœuf...	Cœurs.....	»	0 35
			autres.....	»	1 00
	apprêtées.....			»	4 00
Laines en masse.....				»	4 00
Crins préparés, soit frisés, soit en bottes, de longueurs assorties.....				»	4 00
Plumes...	à écrire, apprêtées.....			»	30 00
	de lit.....	Duvet de cygne, d'oie, de canard et de flamant.....		»	7 00
		autres.....		»	6 50
Cire non ouvrée..	brune ou jaune.....			»	4 00
	blanche.....			»	4 00
Graisse de mouton. — Suif brut.....				»	2 00
Saindoux.....				»	2 40
Colle forte.....				»	1 80
Fromages.....				»	1 80
Beurre...	frais ou fondu.....			»	3 00
	salé.....			»	2 40
Miel.....				»	2 00
Engrais (2).....				»	0 15
Pêche.					
Graisses de poisson.....				Kilogr.	1 60
Poissons de mer.	salés, autres que la morue (3).....			»	0 50
	Harengs dits *pucelles* (3).....			»	0 25
	secs ou fumés (3).....			»	0 40
	Morue (3).....			»	0 60
	Bacaliau.....			»	0 50
	marinés ou à l'huile.....			»	4 00

(1) Le porc salé, en baril ou demi-baril, de fabrication française, est exempt de droits à l'importation. (Arrêté du 28 décembre 1833.)
Cette disposition s'applique également au bœuf salé.

(2) Exempts de droits, par tous pavillons. (Arrêté du 9 mai 1833.)

(3) Exempts de droits, venant de France. (Arrêté du 28 décembre 1833.)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Substances propres à la médecine et à la parfumerie.		
Sangsues	Pièce.	0f 15
Cantharides	Kilogr.	15 00
Vessies de cerf et de snack, en morceaux ou râpures	»	9 00
Éponges : communes	»	10 00
Éponges : fines	»	20 00
Farineux alimentaires.		
Froment. — Farine pure (1) : française	Baril.	50 00
Froment. — Farine pure (1) : étrangère	»	40 00
Maïs (1) : Grains	Kilogr.	0 30
Maïs (1) : Farine	»	0 40
Orge (grains)	»	0 30
Avoine (grains)	»	0 30
Autres céréales (grains)	»	0 25
Riz (1) : d'Afrique et de l'Inde	»	0 35
Riz (1) : d'ailleurs	»	0 50
Marrons, châtaignes et leurs farines	»	0 50
Pommes de terre (1)	»	0 20
Légumes secs et leurs farines (1)	»	0 40
Gruaux et fécules	»	0 60
Grains perlés ou mondés	»	1 00
Alpiste et millet	»	0 25
Salep	»	12 00
Sagou	»	2 50
Pain et biscuit de mer (1)	»	0 80
Biscuits sucrés	»	4 00
Pâtes d'Italie et autres pâtes granulées	»	1 00
Fruits.		
Fruits — de table : secs ou tapés	Kilogr.	2 00
Fruits — de table : confits au sucre ou au sirop	»	5 00
Fruits — de table : confits à l'eau-de-vie	Caisse.	16 00
Fruits — de table : confits au vinaigre et au sel	Kilogr.	2 00
Fruits — oléagineux : Amandes	»	1 00
Fruits — oléagineux : Noix toucas	»	0 40
Fruits — oléagineux : Noix, noisettes, avelines et faînes	»	1 00
Fruits — oléagineux : Graines de lin	»	1 80
Fruits — oléagineux : non dénommés	»	1 50
Fruits — à distiller. — Anis vert	»	1 20
Fruits — à ensemencer. — Graines de jardin et de fleurs	»	7 00

(1) Exempts de droits, venant de France. (Arrêté du 28 décembre 1833.)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Denrées coloniales.		
Sirops divers	Caisse.	25f 00
Confitures et bonbons	Kilogr.	3 60
Thé	»	10 00
Tabac en feuilles ou en côtes	»	2 20
Cigares... de la Havane	Millier.	75 00
Cigares... autres	»	40 00
Sucs végétaux.		
Gommes pures. d'Europe	Kilogr.	1 20
Gommes pures. exotiques	»	1 80
Poix ou galipot	»	0 30
Brai gras et goudron	»	0 20
Térébenthine (essence de)	»	1 50
Brai sec, colophane et résine d'huile	»	0 20
Résineux exotiques. Scammonée	»	80 00
Résineux exotiques. autres	»	4 80
Baumes... Benjoin	»	6 40
Baumes... Storax préparé. liquide	»	3 20
Baumes... Storax préparé. en pains	»	2 00
Baumes... Copahu	»	4 00
Baumes... autres	»	24 00
Sucs d'espèces particulières. Aloès	»	4 40
Sucs d'espèces particulières. Opium	»	64 00
Sucs d'espèces particulières. Camphre raffiné	»	6 00
Sucs d'espèces particulières. Manne	»	3 60
Sucs d'espèces particulières. Caoutchouc (gomme élastique)	»	2 50
Sucs d'espèces particulières. Jus de réglisse	»	2 00
Huile... d'amandes	»	4 50
Huile... de graines grasses	»	1 60
Huile... d'olive... fine, en paniers ou caisses	P. ou C.	20 00
Huile... d'olive... commune, en caves	Cave.	8 00
Huile... d'olive... fine, en barils ou dames-jeannes	Kilogr.	2 50
Espèces médicinales.		
Racines... Ipécacuanha	Kilogr.	26 00
Racines... Rhubarbe et méchoacan	»	10 00
Racines... Salsepareille	»	4 00
Racines... Jalap	»	6 40
Racines... Iris de Florence	»	3 60
Racines... Réglisse	»	1 50
Racines... autres	»	6 00
Feuilles... de séné, entières ou en grabeaux	»	7 00
Feuilles... autres	»	2 00

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.		UNITÉS.	PRIX.
Espèces médicinales. *(Suite.)*			
Fleurs	de lavande	Kilogr.	4f 00
	autres que de lavande	»	2 00
Fruits	Graines de moutarde	»	1 50
	Follicules de séné	»	5 50
	autres	»	2 00
Lichens médicinaux		»	60 00
Bois communs.			
Bois à construire, de pin et sapin sciés, ayant d'épaisseur de 3 à 8 centimètres		Mètre.	0 75
Bois feuillards, de 2 à 4 mètres		Pièce.	0 09
Merrains de chêne		»	0 20
Osier en bottes, pelé ou fendu		»	0 20
Fruits, tiges et filaments à ouvrer.			
Étoupes		Kilogr.	0 80
Produits et déchets divers.			
Légumes	verts (1)	Kilogr.	0 25
	salés ou confits	»	2 00
Fourrages	Foin, paille, herbes de pâturage, etc	»	0 15
	Son de toute sorte de grains	»	0 15
Bulbes ou oignons (excepté les oignons communs)		»	1 00
Champignons, morilles et mousserons secs ou marinés		»	6 00
Pierres, terres et autres fossiles.			
Marbre sculpté, moulé ou poli		Kilogr.	1 00
Meules à aiguiser	de 43 centimètres et au-dessous	Pièce.	9 00
	au-dessus de 43 centimètres	»	20 00
Matériaux	Carreaux de terre de 31 centimètres	»	0 08
	Carreaux de terre de 16 centimètres	»	0 05
	Briques simples	»	0 04
	Briques doubles	»	0 07
	Pierre à chaux proprement dite	Kilogr.	0 06
	Chaux	Barriq.	18 00
Pierres et terres servant aux arts et métiers	Pierres à feu	Kilogr.	0 75
	Pierres à aiguiser	»	0 75
	Pierres ponce	»	0 30
	Émeri en pierres brutes	»	0 20
	Émeri en grains ou en poudre	»	0 25
	Ocres ou argiles chargées d'oxydes, soit rouges, jaunes ou vertes	»	0 15
	Craie (chaux carbonatée)	»	0 15
	autres	»	1 50

(1) Exempts de droits, venant de France. (Arrêté du 28 décembre 1833.)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Pierres, terres et autres fossiles. *(Suite.)*		
Soufre : fondu en canons ou autrement épuré	Kilogr.	1f 00
Soufre : sublimé, en poudre, ou fleur de soufre	»	1 00
Bitume (houille)	»	0 06
Métaux.		
Fer : Fonte brute	Kilogr.	0 40
Fer : étiré en barres	»	0 50
Fer : platiné ou laminé. Tôle	»	1 00
Fer : platiné ou laminé. Fer-blanc	»	2 25
Fer : de tréfilerie, fil de fer, même étamé	»	2 00
Acier : carburé. — naturel et cémenté, en barres ou tôles	»	2 50
Acier : fondu en barres	»	3 00
Cuivre : pur, battu ou laminé	»	4 00
Cuivre : allié de zinc, laiton. battu ou laminé	»	4 00
Cuivre : allié de zinc, laiton. pour cordes d'instruments	»	15 00
Cuivre : allié de zinc, laiton. autres	»	4 50
Plomb : battu ou laminé	»	1 00
Plomb : à giboyer	»	1 00
Zinc laminé	»	1 20
Mercure natif ou vif-argent	»	9 00
Manganèse	»	0 05
Produits chimiques.		
Acides : sulfurique	Kilogr.	1 40
Acides : nitrique	»	3 70
Acides : muriatique	»	1 24
Acides : nitro-muriatique	»	1 00
Acides : phosphorique	»	1 00
Acides : arsénieux	»	2 00
Acides : tartrique, oxalique	»	15 00
Alcalis : Potasse	»	1 30
Alcalis : Soude	»	0 25
Sels : de marais ou de salines	»	0 07
Sels : ammoniacaux	»	3 00
Sels : Nitrate de potasse	»	1 60
Sels : Sulfates : de soude	»	0 80
Sels : Sulfates : de magnésie	»	1 70
Sels : Sulfates : d'alumine, alun. brûlé ou calciné	»	2 50
Sels : Sulfates : d'alumine, alun. autres	»	0 45
Sels : Sulfates : de cuivre	»	1 80
Sels : Sulfates : de zinc	»	2 25
Chlorure de chaux	»	2 40
Tartrate, acide de potasse pur (crême de tartre)	»	3 50
Carbonate de plomb pur ou mélangé (céruse)	»	2 00
Oxyde de plomb rouge (minium)	»	1 30

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Couleurs.		
Vernis de toute sorte	Kilogr.	6f 00
Noir : à souliers	»	2 00
Noir : animal : d'ivoire	»	1 50
Noir : animal : d'os de cerf et autres	»	0 15
Noir : de fumée	»	0 70
Autres couleurs : sèches ou liquides	»	1 40
Autres couleurs : en pâtes humides	»	1 40
Compositions diverses.		
Moutarde préparée	Kilogr.	2 00
Cire ouvrée, blanche ou jaune	»	6 00
Savons ordinaires : blancs, marbrés ou noirs	»	1 00
Savons ordinaires : rouges	»	1 00
Poudre à tirer	»	8 00
Bougies : de blanc de baleine ou de cachalot	»	3 80
Bougies : d'acide stéarique	»	3 00
Chandelles	Caisse.	20 00
Tabac : en poudre	Kilogr.	8 00
Tabac : préparé, à chiquer	»	2 80
Sucre raffiné en pains, en poudre ou candi	»	1 10
Boissons.		
Vins : ordinaires : en futailles : de la Gironde	Barriq.	150 00
Vins : ordinaires : en futailles : d'ailleurs	»	120 00
Vins : ordinaires : en bouteille : de la Gironde	Caisse.	25 00
Vins : ordinaires : en bouteille : d'ailleurs	»	15 00
Vins : de liqueur : Vermout : en futailles	Litre.	1 40
Vins : de liqueur : Vermout : en bouteilles	Caisse.	20 00
Vins : de liqueur : autres	Litre.	2 50
Vins : de Champagne	»	4 00
Vinaigres : de vin : en futailles	»	0 50
Vinaigres : de vin : en bouteilles	»	1 00
Vinaigres : de bière, cidre et poiré	»	0 30
Cidre, poiré et verjus	»	0 30
Bière	Panier.	8 00
Eau-de-vie : de vin : en bouteilles	Caisse.	18 00
Eau-de-vie : de vin : en futailles	Litre.	1 20
Eau-de-vie : de grains et de pommes de terre	»	0 50
Eau-de-vie : de genièvre : en futailles	»	1 20
Eau-de-vie : de genièvre : en bouteilles	Caisse.	16 00
Eau-de-vie : de cerises : Kirschwasser	Litre.	2 50
Eau-de-vie : de cerises : Guignolet	Panier.	16 00
Absinthe	Caisse.	30 00
Liqueurs	»	20 00
Eaux minérales : gazeuses, en cruchons	Litre.	1 00
Eaux minérales : autres	»	1 00

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.
Fils.				
Fil	de chanvre ou de lin retors	écru à voiles.	Kilogr.	2f 50
		autre	»	2 00
	de coton		»	9 00
Ouvrages en matières diverses.				
Cordages	de chanvre		Kilogr.	1 50
	de sparte		»	0 50
Limes et râpes	à grosses tailles		»	4 50
	à polir, de 17 centimètres de longueur et au-dessus		»	7 50
Scies	ayant 146 centimètres de longueur ou plus.		»	4 50
	ayant moins de 146 centimètres		»	6 75
Outils	de pur fer		»	3 00
	de fer rechargé d'acier		»	4 00
	aratoires		»	2 00
Ouvrages	en plomb		»	1 80
	en fonte		»	0 60
	en fer	Clous	»	1 10
		autres	»	2 00
	en tôle		»	2 00
	en acier		»	4 50
	en zinc		»	4 50
	en étain		»	4 50
Dames-jeannes clissées			Pièce.	2 50
Ancres			Kilogr.	1 50
Câbles en fer			»	1 50
Parapluies et parasols	en soie		Pièce.	15 00
	en toile cirée ou autres		»	4 00
Ouvrages en bois, futailles vides démontées (boucauts en bottes à mélasse et à sucre)			»	10 00

Cayenne, le 31 décembre 1859.

Les Membres de la commission,

P. BUJA et CHAPELLE DE JULLEVILLE.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,

MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur*,

M. FAVARD.

Approuvé pour être mis à exécution à compter du 1er janvier au 30 juin 1860 inclusivement.

En séance du conseil privé, à Cayenne, le 10 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

N° 13. — *ARRÊTÉ portant que les dépenses coloniales de la Guyane, à la charge de l'État, seront provisoirement faites en* 1860 *conformément au budget de* 1859.

Cayenne, le 10 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 17 septembre 1859 n° 74, annonçant qu'il est ouvert à l'ordonnateur un crédit de 3,423,000 francs pour pourvoir aux dépenses du 1er semestre de l'exercice 1860, et la lettre d'avis du directeur des finances du 3 novembre suivant, faisant connaître la répartition de ce crédit entre les chapitre 14, 15, 16 et 17 du budget du département de l'Algérie et des colonies;

Considérant que l'état détaillé des dépenses à faire à la Guyane, au moyen du crédit susmentionné, n'est point encore parvenu dans la colonie, et qu'il y a lieu d'y suppléer, conformément aux règlements, pour assurer la marche du service;

Vu les articles 1er (section des dépenses) et 261 du décret financier du 26 septembre 1855;

Vu l'article 21 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, portant règlement sur la comptabilité des colonies;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

De l'avis du conseil privé,

Avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dépenses coloniales de la Guyane à la charge de l'État seront provisoirement faites, en 1860, conformément au budget de l'exercice 1859.

Leur classification, par chapitre, sera toutefois modifiée dans le sens de la dépêche ministérielle du 17 septembre 1859 et de la lettre d'avis d'ouverture de crédits du 3 novembre suivant, à savoir :

Chapitre 14. — *Personnel civil et militaire.*
——— 15. — *Matériel civil et militaire.*
——— 16. — *Établissements pénitentiaires.*
——— 17. — *Subvention au service local.*

Art. 2. Les présentes dispositions cesseront d'avoir leur effet aussitôt l'arrivée dans la colonie de l'état détaillé des dépenses de l'exercice 1860.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent

arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 11.

N° 14. — *ARRÊTÉ portant tarif des retenues à exercer sur la solde des fonctionnaires, employés ou agents divers du service colonial, et fixant leur classement dans les salles des hôpitaux de la colonie.*

Cayenne, le 10 janvier 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du conseil privé en date du 23 novembre 1840, portant tarif des retenues à exercer sur le traitement des officiers, fonctionnaires et agents divers pendant leur séjour à l'hôpital ;

Vu la circulaire ministérielle du 17 août 1854 n° 476 *bis*, portant envoi d'un tarif de même nature, en ce qui concerne les fonctionnaires, employés et agents du service colonial traités dans les hôpitaux de la métropole ;

Vu l'état n° 36 annexé à la circulaire ministérielle du 15 août 1856 remplaçant celui annexé au décret du 19 octobre 1851 et relatif aux retenues pour journées d'hôpital des officiers, aspirants, employés et agents divers du département de la marine ;

Considérant que ce dernier tarif a abrogé en partie celui susvisé du 23 novembre 1840, dont la nomenclature n'est plus du reste en rapport avec les modifications apportées depuis cette époque au personnel de la colonie ;

Considérant, d'autre part, que le mode de retenues pour journées d'hôpital basé sur la quotité de la solde sans acception des fonctions, et consacré d'ailleurs par le tarif précité du 17 août 1854, est à la fois plus rationnel, d'une application plus facile et d'une nature moins variable que la classification du tarif du 23 novembre 1840 ;

Considérant qu'il convient, en outre, de déterminer le classement, dans les salles des hôpitaux de la colonie, des fonctionnaires et autres salariés malades ;

Sur le rapport de l'ordonnateur,

De l'avis du conseil privé,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Article 1er. A partir du 1er janvier 1860, les retenues à exercer sur la solde des fonctionnaires, employés ou agents du service colonial (non compris sur l'état n° 36 précité), à raison de leur admission dans les hôpitaux de la colonie, sont fixées par jour suivant la quotité du traitement ou de la solde dégagée de tous accessoires, savoir :

Au-dessous de 720 francs, moitié de la solde.	
De 720 à 1,000 francs	1f 00
De 1,001 à 1,400	1 25
De 1,401 à 1,800	1 50
De 1,801 à 2,500	2 00
De 2,501 à 3,000	2 50
De 3,001 à 3,500	3 00
De 3,501 à 4,500	3 50
De 4,501 à 5,500	4 00
De 5,501 et au-dessus	4 50

Art. 2. Le classement dans les différentes salles des hôpitaux des fonctionnaires, employés ou agents non assimilés aux corps militaires, demeure fixé conformément au tableau ci-annexé.

Art. 3. Le tarif du 23 novembre 1840 est et demeure rapporté.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 10 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 17.

TABLEAU de classement par salle, dans les hôpitaux de la colonie, des fonctionnaires et agents non assimilés aux corps militaires, traités aux frais de l'Etat et de la colonie.

DÉSIGNATION des services.	GRADES OU EMPLOIS.	SALLES.
Gouvernement colonial.	Secrétaire archiviste	Officiers.
	Commis et écrivain commissionnés au secrétariat du conseil privé	Aspirants.
	Concierge	Soldats.
Commissariat de la marine.	Commis de marine	Aspirants.
	Écrivains titulaires et temporaires commissionnés	
	Syndics des gens de mer	Sous-officiers.
Service des ports.	Capitaine de port	Officiers.
	Lieutenant de port	Aspirants.
	Maître de port	Sous-officiers.
	Pilote	
	Apprenti pilote	
	Agent de vigie	Soldats.
Direction de l'intérieur.	Directeur de l'intérieur	Officiers supᵉˢ.
	Chef de bureau de 1ʳᵉ classe	
	Chef de bureau de 2ᵉ classe	Officiers.
	Sous-chefs de bureau	
	Commis	Aspirants.
	Écrivains commissionnés	
Trésor.	Trésorier payeur	Officiers supᵉˢ.
Enregistrement.	Receveurs	Officiers.
	Commis receveurs	Aspirants.
	Surnuméraire soldé	
Douanes.	Sous-inspecteur	Officiers.
	Vérificateur	
	Commis	Aspirants.
	Surnuméraire soldé	
	Commis auxiliaire commissionné	
	Brigadier	Sous-officiers.
	Sous-brigadier	
	Patron	
	Sous-patron	
	Préposé	Soldats.
	Matelot	
	Canotier	
Administration des communes.	Commissaire-commandant de quartier et lieutenant-commissaire-commandant	Officiers.

DÉSIGNATION des services.	GRADES OU EMPLOIS.	SALLES.
Administration des communes.	Secrétaire	Aspirants.
	Surveillant rural de 1re classe	Sous-officiers.
	Surveillant rural de 2e et 3e classe	Soldats.
Justice.	Président de cour impériale	Officiers suprs.
	Conseiller	
	Procureur impérial	
	Président de première instance	
	Substitut du procureur impérial	
	Conseiller auditeur	Officiers.
	Juge de première instance	
	Juge auditeur	
	Juge de paix	
	Greffier de la cour	
	Greffier du tribunal	
	Greffier de la justice de paix	
	Sécrétaire ou employé au parquet commissionné	Aspirants.
	Commis greffier soldé	
	Commis commissionné	
	Concierge	Soldats.
Culte.	Préfet apostolique	Officiers suprs.
	Supérieur des RR. PP. de Jésus	
	Prêtre	Officiers.
	R. P. de Jésus	
	Frère de Jésus	Sous-officiers.
Instruction publique.	Supérieur des frères ou des sœurs	Officiers.
	Instituteur ou institutrice	
Génie et ponts et chaussées.	Sous-ingénieur colonial	Officiers.
	Conducteur	Aspirants.
	Dessinateur	
	Comptable	
	Commis expéditionnaire commissionné	
	Piqueur	Sous-officiers.
	Autre agent subalterne	Soldats.
Police.	Commissaire de police	Officiers.
	Brigadier	Sous-officiers.
	Garde	
	Archer	Soldats.
	Surveillant des détenus	
Agents divers.	Chef de l'imprimerie	Officiers.
	Médecin vétérinaire	
	Vérificateur arpenteur	

DÉSIGNATION des services.	GRADES OU EMPLOIS.	SALLES.
Agents divers.	Vérificateur étalonneur	Aspirants.
	Régisseur d'habitations domaniales.	
	Sous-chef de l'imprimerie	
	Ouvrier de l'imprimerie	Sous-officiers.
	Concierge des prisons	
	Porte-clefs	Soldats.
	Plantons et garçons de bureau des divers services	
Fonctionnaires, agents divers du service pénitentiaire.	Directeur	Officiers supᵉˢ.
	Directeur-adjoint	Officiers.
	Commandant des pénitenciers	
	Agent général de culture	
	Agent comptable de la transportation	
	Commis	Aspirants.
	Écrivain	
	Agent de culture	
	Agent comptable de Kourou	
	Magasinier et distributeur du matériel	Sous-officiers.
	1ᵉʳ et 2ᵉ commis aux vivres	
	Conducteur de travaux de cultures.	Soldats.
	Surveillant des bois et forêts	
	Distributeur des vivres	
Agents de perception.	Percepteur à Cayenne	Officiers.
	Percepteur des autres communes	Aspirants.
	Porteur de contraintes	Soldats.

Approuvé, pour être annexé à l'arrêté en conseil privé du 10 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 19.

N° 15. — *ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit de 3,065 fr. 57 cent. pour payement de diverses créances sur exercices clos.*

Cayenne, le 10 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que diverses sommes n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice 1858, par suite de retards dans la production des titres;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848 concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies;

Considérant que l'arrêté pris le 19 décembre 1859 pour payement de diverses sommes sur exercices clos n'a pu recevoir son exécution par le fait de la clôture de l'année 1859;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. La somme de *trois mille soixante-cinq francs cinquante-sept centimes* sera mandatée sur les fonds du service local, exercice 1860, suivant le détail ci-après aux chapitres respectifs que ces dépenses concernent, savoir :

1° Au trésorier de la colonie, pour remboursement d'avances faites par le service des finances pour fournitures de rations, à bord du transport mixte *l'Adour*, à divers passagers du service local de la Guyane.....	12f 01
2° Au même, pour remboursement de somme payée à M. Faure-Beaulieu, pour transports effectués pendant le 1er trimestre 1858.....	165 00
3° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Faure-Beaulieu, pour transports pendant le 2e trimestre 1858.....	29 10
4° Au même, pour remboursement de somme payée à M. Faure-Beaulieu, pour les mêmes motifs, pendant l'année 1858.....	17 50
A reporter.....	223 61

Report.....	223f 61
5° Au même, pour remboursement de somme payée au caissier payeur central du trésor public, pour frais d'hôpital d'un agent du service local de la Guyane....	216 20
6° Au même, pour remboursement de somme payée au directeur des caisses du trésor public, pour frais des journées de traitement d'hôpital du sieur Mériguet, concierge de la maison d'arrêt de Cayenne, pendant les trois premiers trimestres 1858.....	354 35
7° Au même, pour remboursement de somme payée à M. Babeau, chef du bureau de la caisse à l'administration générale des postes, pour solde due à la métropole dans le règlement de compte des correspondances échangées entre la France et la colonie, par la voie des packets, pendant le 2e trimestre 1858.....	2,271 41
Total.....	3,065 57

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 13.

N° 16. — *DÉCISION portant que les indemnités et prestations accordées aux plantons militaires employés chez les principaux fonctionnaires sont mises à la charge du budget métropolitain.*

Cayenne, le 10 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu notre décision en conseil privé du 14 décembre dernier, qui met à la charge du budget métropolitain la dépense occasionnée par les plantons militaires au service des principaux fonctionnaires de la colonie, qui était précédemment supportée par le budget du service local;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Il est accordé, au compte du budget de l'Algérie et des colonies, une indemnité de 10 francs par mois aux plantons militaires au service des principaux fonctionnaires de la colonie.

Il sera délivré à ces mêmes plantons comme par le passé, savoir;

Par an :

Une veste en drap bleu,
Un chapeau de paille,
Un parapluie en coton,

Par trimestre :

Une paire de souliers.

La dépense à laquelle ces prestations donneront lieu sera imputée au chapitre 14, article 1er (Personnel, dépenses accessoires. — Services civils).

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 45.

N° 17. — *DÉCISION qui alloue une indemnité de 25 francs par mois, à compter du 1er janvier 1860, à M.* Carat, *garde du génie.*

Cayenne, le 12 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 13 décembre 1856;

Considérant que M. Carat, garde du génie, est chargé, en ce moment, de diriger les travaux des trois îles du Salut;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

Article 1er. M. Carat, garde du génie, détaché sur l'île Saint-Joseph, recevra une indemnité de 25 francs par mois, comme

chargé de la direction des travaux sur les trois établissements des îles du Salut ;

Le rappel de cette indemnité sera fait à M. CARAT à compter du 1er janvier 1860.

Art. 2. Cette dépense sera imputée au chapitre 17 (Matériel, article 1er, paragraphe 3, Service pénitentiaire : Construction d'établissements).

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 24.

N° 18. — *DÉCISION portant nomination d'une commission chargée de procéder au récolement de tous les objets de matériel, des vivres et des ustensiles existant à bord des avisos à vapeur* le Surveillant *et* l'Oyapock, *entrant en désarmement administratif.*

Cayenne, le 14 janvier 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la demande du commandant de la marine, tendant à ce qu'il soit procédé à la vérification et à l'apurement des comptes des avisos à vapeur *le Surveillant* et *l'Oyapock*, qui se trouvent dans la colonie depuis plus de quatre ans ;

Vu l'article 617 du décret du 11 août 1856, portant règlement sur la solde, les revues, l'administration et la comptabilité des équipages de la flotte, ensemble l'instruction générale du 1er octobre 1854 sur la comptabilité du matériel dans les arsenaux maritimes, et celle du 11 août 1838 relative à la comptabilité des vivres ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

AVONS DÉCIDÉ et DÉCIDONS :

Une commission composée de

MM. Bellaize (Jules-Victor-Ferdinand), lieutenant de vaisseau, capitaine de port à Cayenne, président;

K/marec (François-Marie), lieutenant d'artillerie de marine;

Et Quémener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine,

est chargée de procéder au récolement de tous les objets du matériel, des vivres et des ustensiles à bord des avisos à vapeur *le Surveillant* et *l'Oyapock*, entrant, à compter de ce jour, en désarmement administratif. Elle constatera les existants réels et ceux résultant des écritures, et en fera ressortir les différences.

La commission opèrera avec le concours du contrôle colonial, en présence du capitaine comptable et de l'officier d'administration du bâtiment.

L'ordonnateur et le commandant de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée partout où besoin sera, et enregistrée au contrôle colonial.

Cayenne, le 14 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 12.

N° 19. — *DÉCISION qui annule la décision locale du 1er juillet 1859 relative au supplément de 1,200 francs accordé au receveur curateur, pour frais d'écrivain à la curatelle des successions des transportés.*

Cayenne, le 16 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 13 décembre 1859 n° 96, qui porte de 3 à 5 p. 0/0 la remise qui doit être faite au curateur pour la gestion des successions des transportés,

Décide :

La décision locale du 1er juillet 1859 qui alloue au receveur curateur une somme de *douze cents francs* par an, pour frais

d'écrivain à la curatelle des successions vacantes de transportés, est annulée.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 16 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 25.

N° 20. — *DÉCISION portant nomination d'un quartier-maître de manœuvre à l'emploi provisoire d'adjoint au lieutenant de port à Cayenne.*

Cayenne, le 19 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 18 août 1859 relative à l'emploi provisoire à la direction du port du quartier-maître Rolland, comme adjoint au lieutenant de port ;

Attendu que ce marin a été remis, le 19 du courant, à la disposition du commandant de la marine ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Décidons :

Le sieur Foucou (Pierre), quartier-maître de manœuvre au service, ex-maître d'équipage provenant du navire du commerce de Marseille *l'Atalaya*, sera, à compter du 19 du courant, employé provisoirement à la direction du port, comme adjoint au lieutenant de port, en remplacement du sieur Rolland.

Il recevra à ce titre une solde annuelle de 1,440 francs, imputable au chapitre 16, article 2, paragraphe 2, Service pénitentiaire.

Dans cette position le sieur Foucou jouira de la ration de vivres en nature.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente déci-

sion, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 19 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
L'Ordonnateur,
VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 37.

N° 21. — *DÉCISION qui nomme M.* MAUGEY (Nicolas-Philippe) *commissaire spécial de l'immigration.*

Cayenne, le 20 janvier 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les décrets des 13 février et 27 mars 1852 relatifs à l'immigration de travailleurs dans les colonies ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1854 qui règle les attributions du commissaire spécial de l'immigration ;

Attendu qu'il y a nécessité de pourvoir à la nomination d'un nouveau titulaire à ces fonctions ;

Vu l'article 61, paragraphe 3, de l'ordonnance du 27 août 1828 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1^er^. M. MAUGEY (Nicolas-Philippe), commis de la marine, est nommé commissaire spécial de l'immigration et chargé de tout ce qui concerne cette partie du service.

Il travaillera directement, en cette qualité, avec le directeur de l'intérieur.

Art. 2. Il recevra les allocations de son grade et un supplément annuel de *deux mille francs* pour frais de tournée.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée au contrôle et publiée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 20 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 27.

N° 22. — *DÉCISION qui nomme* M. LALANNE (Célestin) *directeur intérimaire de la banque de la Guyane.*

Cayenne, le 24 janvier 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 51 des statuts de la banque de la Guyane française ;

Vu la dépêche ministérielle du 15 décembre 1859, numéro 101 ;

Ayant à pourvoir à la nomination d'un directeur intérimaire de la banque de la Guyane, pour suppléer le directeur titulaire en cas d'empêchement ou de cessation de fonctions ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1er. M. LALANNE (Célestin), administrateur de la banque de la Guyane, est nommé directeur intérimaire de cet établissement.

Art. 2. Il exerce ses fonctions, sous sa responsabilité personnelle, en cas d'absence temporaire ou d'empêchement du directeur titulaire.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 24 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 50.

N° 23. — *ARRÊTÉ portant approbation des comptes présentés par l'administration de la banque de la Guyane, et autorisant la distribution du dividende.*

Cayenne, le 26 janvier 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 28 et 30 des statuts de la banque de la Guyane ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 10 janvier 1860 ;

Vu le résumé sommaire des opérations de la banque pendant le 2e semestre de 1859;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Les comptes présentés par le directeur de la banque, arrêtés au 31 décembre 1859, sont approuvés.

Art. 2. Le dividende revenant aux actionnaires, pour le 2e semestre de l'année 1859, est fixé à *quatre francs soixante-dix centimes* pour cent ou *vingt-trois francs cinquante centimes* par action de *cinq cents francs*.

Art. 3. L'administration de la banque est autorisée à payer ce dividende à partir du 1er février prochain.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 32.

N° 24. — *ARRÊTÉ qui nomme* M. DE SAINT-MICHEL-DUNEZAT *notaire à Cayenne, en remplacement de* M. DECHAMP, *décédé.*

Cayenne, le 26 janvier 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803) sur l'organisation du notariat, telle qu'elle a été modifiée et promulguée à la Guyane française par l'ordonnance coloniale du 24 février 1820;

Vu notamment les articles 4, 5, 6, 31, 33, 34, 35, 36, 38 et 39 de ladite ordonnance coloniale;

Vu en outre la loi financière du 28 avril 1816, article 91; la loi du 25 juin 1841, articles 6, 7 et 10; la loi du 19 mai 1849, article 9; ainsi que l'arrêté local du 19 juillet 1849 portant promulgation des articles précités, tous relatifs à la transmission des offices publics et ministériels;

Attendu que M. Dechamp (Joseph), notaire à la résidence de Cayenne, est décédé en ladite ville le 13 janvier 1860;

Attendu que dans l'intérêt public comme dans l'intérêt privé des héritiers, il convient de pourvoir promptement cette étude importante d'un nouveau titulaire;

Vu la requête par laquelle M. de Saint-Michel-Dunezat (Jean-Baptiste-François), avocat-avoué, demeurant à Cayenne, sollicite l'investiture de l'office vacant;

Vu le traité de cession passé le 23 de ce mois entre l'aspirant et les héritiers Dechamp, ledit traité précédé d'une autorisation régulière du conseil de famille, et fixant à *cinq mille francs* le prix de l'acquisition;

Vu la déclaration écrite par laquelle, en exécution du traité susénoncé, le tuteur des mineurs Dechamp présente le cessionnaire-aspirant à l'agrément de l'autorité;

Vu le diplôme de licencié en droit délivré au postulant, le 31 mai 1847, par M. le doyen de la Faculté de droit de Paris;

Vu le certificat dressé le 10 novembre 1849 par le greffier en chef de la cour d'appel, constatant que M. de Saint-Michel-Dunezat a prêté serment par-devant ladite cour en sa qualité de licencié en droit;

Vu la décision ministérielle en date du 18 juillet 1851, par laquelle M. de Saint-Michel-Dunezat a été nommé définitivement aux fonctions d'avoué près la cour et le tribunal civil de la Guyane française;

Attendu qu'au point de vue de l'aptitude, de la capacité, de la moralité, l'aspirant, ainsi que l'établissent les certificats, pièces et documents du dossier, satisfait complétement aux conditions exigées par la loi;

Attendu que M. Dechamp, titulaire décédé, exerçait à Cayenne les fonctions de notaire de la curatelle; qu'il est juste de maintenir son successeur dans la même attribution;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er. M. de Saint-Michel-Dunezat (Jean-Baptiste-François), avocat-avoué, est nommé notaire à Cayenne, en remplacement de M. Dechamp (Joseph), décédé.

Art. 2. Le nouveau titulaire exercera dans sa circonscription les fonctions de notaire de la curatelle.

Art. 3. Avant d'entrer en fonctions, et dans les deux mois au plus tard à partir du présent arrêté, il prêtera devant le tribunal

de première instance le serment politique et spécial exigé tant par la constitution que par l'article 38 de l'ordonnance coloniale du 24 février 1820.

Art. 4. Après son entrée en exercice, il fournira en la forme et dans le délai prescrit un cautionnement de *trois mille francs* destiné à la garantie de sa gestion ; ledit cautionnement pouvant être remplacé par une caution personnelle, aux termes de l'article 33 de l'ordonnance coloniale précitée.

Art. 5. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui tiendra lieu de commission au notaire désigné, et sera, en outre, publié et enregistré partout où il en sera besoin.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Président, Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 47.

N° 25. — *ARRÊTÉ portant tarif pour le remboursement de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane française, pendant l'année* 1860.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dépêches ministérielles des 8 octobre 1841 n° 347 et 15 février 1850 ;

Vu l'arrêté du 18 avril 1859 qui a fixé pour ladite année le prix des différentes catégories de journées de traitement dans les hôpitaux de la Guyane ;

Vu le compte des dépenses desdits hôpitaux pour l'exercice 1858 et les prix moyens qui en sont le résultat ;

Vu le tableau des prix des cinq derniers exercices liquidés dont la moyenne, s'élevant à 5 fr. 82 cent. pour l'hôpital de Cayenne et 3 fr. 23 cent. pour les hôpitaux des pénitenciers, doit, aux termes des dispositions susvisées, servir de base au tarif des remboursements à effectuer en 1860 ;

Voulant ramener à une juste proportion entre elles les journées

de traitement, en raison des frais plus ou moins élevés qu'elles occasionnent suivant les différentes catégories de malades;

Sur le rapport de l'ordonnateur,

De l'avis du conseil privé,

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS ce qui suit :

Article 1er. Le prix de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane est fixé ainsi qu'il suit, pour servir au remboursement de la valeur par les divers services publics cessionnaires, par les marins des navires du commerce et les habitants traités à leurs frais, savoir :

	HÔPITAL de Cayenne.	HÔPITAUX des pénitenciers.
1re PARTIE. — *Journées à la charge des divers services publics, à titre de cessions.*		
Officiers, aspirants et assimilés	7f68	//
Sous-officiers, soldats, marins et agents assimilés	5 76	3f25
Immigrants, indigents, détenus au compte du service local (2/3 du prix ordinaire)	3 84	3 25
2e PARTIE. — *Malades traités à leurs frais.*		
Marins du commerce. — Traités comme officiers	6 00	//
Marins du commerce. — comme sous-officiers, etc.	3 00	3 00
Habitants. — Traités comme officiers	6 00	//
Habitants. — comme sous-officiers, etc.	3 00	3 00
Habitants. — comme immigrants, indigents	1 60	1 60

Art. 2. Les frais de sépulture et de funérailles sont indépendants des prix ci-dessus; ils seront remboursés en raison de la dépense réellement faite.

Art. 3. L'admission à l'hôpital de Cayenne des personnes étrangères au service reste subordonnée à l'autorisation de l'ordonnateur, de même que leur placement dans les diverses salles d'officiers, d'aspirants, de sous-officiers, de soldats et d'immigrants. Les demandes d'admission devront être accompagnées d'un certificat du médecin constatant l'état du malade.

L'admission des habitants à leurs frais, dans les hôpitaux des pénitenciers, n'a lieu que dans les cas d'urgence, et pour des individus se trouvant malades sur les lieux; elle est subordonnée à l'autorisation spéciale du commandant de l'établissement.

Il peut être exigé, dans l'un et l'autre cas, avant l'entrée, le dépôt de la somme supposée des frais de leur maladie.

Art. 4. Le tarif établi à l'article 1er aura son effet à dater du 1er janvier 1860, en ce qui concerne la 1re partie, et du jour de la notification pour la 2e partie.

Art. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 44.

N° 26. — *ARRÊTÉ qui rend exécutoires dans la colonie les budgets des recettes et des dépenses du service local, exercice* 1860.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 16 du sénatus-consulte organique de la constitution coloniale ;

Vu le décret du 31 juillet 1855, fixant la nomenclature des dépenses obligatoires ;

Vu les articles 33, 34, 35, 38 et 44 du règlement financier du 26 septembre 1855 ;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur,

Le conseil privé entendu,

Arrête :

Article 1er. Le budget des recettes du service local, exercice 1860, approuvé en séance du conseil privé du 13 décembre 1859, et celui des dépenses dudit service approuvé dans la séance du 14, sont rendus exécutoires dans la colonie, savoir :

Recettes.....	960,208f
Dépenses.....	960,208

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution

du présent arrêté, qui sera inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

RECETTES ORDINAIRES DU SERVICE LOCAL
POUR L'EXERCICE 1860.

NATURE DES RECETTES.		ÉVALUATION des recettes.	TOTAL.
ARTICLE PREMIER.			
Contributions { directes..... 105,000 / indirectes..... 58,000 }		145,000	
ARTICLE 2.			
Droits liquidés (douanes).....		138,090	
ARTICLE 3.			
Divers produits et revenus. { Enregistrement... 28,190 / Domaine..... 26,628 / Recettes diverses.. 104,300 }		156,118	
		———	437,208
Subvention métropolitaine.....		.....	523,000
Total.....		.....	960,208

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.
Cayenne, le 26 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,
L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

DÉPENSES ORDINAIRES DU SERVICE LOCAL

POUR L'EXERCICE 1860.

NATURE DES DÉPENSES.			ÉVALUATION des dépenses.
SECTION Ire. — DÉPENSES OBLIGATOIRES.			
CHAPITRE Ier. — PERSONNEL.			
Article 1er.			
Bureaux de l'intérieur			61,695
Administrations financières.	Enregistrement	19,200	41,100
	Douanes	21,900	
Administrations des communes.	Mairie de Cayenne	11,600	65,320
	Quartiers	53,720	
Police	Police urbaine	57,000	76,200
	Police des quartiers	59,200	
Ponts et chaussées			20,900
Instruction publique.	Frères de Ploërmel	27,400	60,300
	Sœurs de St-Joseph	28,100	
	Sœurs de St-Paul de Chartres	4,800	
Divers agents.	Deux vérificateurs, un étalonneur et un arpenteur	5,200	75,945
	Un commissaire d'immigration	5,000	
	Imprimerie du gouvernemt	57,550	
	Concierges des prisons	15,000	
	Surveillants des condamnés sur les travaux	5,500	
	Léproserie	5,295	
	Agents des habitations domaniales	4,400	
Service des ports			14,600
Dépenses assimilées à la solde			5,000
TOTAL			419,060
A déduire 1/35e pour les incomplets et retenues d'hôpital, en somme ronde			14,600
Total de l'article 1er			407,460
Article 2. — *Hôpitaux.*			
Traitement de 220 agents, donnant la somme ronde de		21,625	23,625
Traitement des condamnés et des détenus dans les ateliers disciplinaires et prisons		2,000	
A reporter			431,085

NATURE DES RECETTES.		ÉVALUATION des dépenses.
Report.....		451,085
Article 3. — *Vivres.*		
Nourriture des travailleurs de la Gabrielle, de Baduel, etc.....	6,000	
Nourriture des prisonniers civils et condamnés	25,500	
Nourriture des détenus dans les ateliers disciplinaires de Cayenne et des quartiers.....	9,500	43,000
Distributions extraordinaires de tafia et dépenses accidentelles.....	1,000	
Vivres pour le pilotage extérieur..... ...	5,000	
Article 4.		
Exercices clos.....	Mémoire	//
Total du chapitre 1er.....		474,085
CHAPITRE II. — MATÉRIEL.		
Article 1er. — *Travaux et Approvisionnements.*		
Travaux à l'entreprise et en régie.....	147,800	
Loyers d'établissements et de maisons, ameublements, etc.....	33,500	181,300
Article 2. — *Dépenses diverses.*		
Frais de perception de l'impôt.....	20,000	
Dépenses des prisons (entretien du matériel).	5,000	
Subvention en faveur d'établissements d'utilité publique (entretien des lépreux).....	25,000	48,000
Article 3.		
Exercices clos.....	Mémoire	//
Total de la section 1re.....		703,385
SECTION II. — DÉPENSES FACULTATIVES.		
CHAPITRE 1er. — PERSONNEL.		
Article 1er. — *Solde et accessoires de la solde.*		
Instruction publique.....	9,000	
Divers agents.....	15,000	
Dépenses assimilées à la solde.....	1,500	
Reporter.....	25,500	

NATURE DES DÉPENSES.		ÉVALUATION des dépenses.
Report.....	25,500	
A déduire 1/55e pour incomplets et retenues d'hôpital, en somme ronde.....	450	25,050
Hôpitaux : Traitement de vingt-cinq agents donnant en somme ronde.....		1,500
Exercices clos.....	Mémoire	//
Total du chapitre 1er.....		24,550
CHAPITRE II. — MATÉRIEL.		
Article 1er. — *Travaux et approvisionnements.*		
Routes, canaux et ponts (constructions neuves et grosses réparations, etc.).....	10,200	
Bâtiments civils (constructions neuves et grosses réparations, etc.).....	10,000	20,200
Approvisionnements autres que ceux destinés pour les travaux.....		10,000
Frais de transport.....		1,200
Article 2. — *Dépenses diverses.*		
Abonnements aux journaux périodiques, achat de livres pour la distribution des prix.....	1,500	
Secours et indemnités à divers.....	5,500	
Traitement des aliénés à la maison de santé de Saint-Pierre.....	2,000	
Bourses dans les lycées de France.....	2,700	
Vingt demi-bourses au pensionnat des Dames de Saint-Joseph.....	6,000	
Exploitation d'établissements agricoles (ferme modèle).....	20,600	
Encouragement à la culture et à l'industrie...	25,000	
Éclairage des établissemts publics, des postes, des phares, de la ville, des casernes de gendarmerie.....	16,175	
Subvention aux communes pour l'entretien des vieillards, des infirmes, salles d'asile, etc.	40,000	
Dégrèvements, frais relatifs au recouvrement de l'impôt, etc.....	12,000	
Directeur général des postes pour échange de correspondance entre la France et les colonies.....	2,400	
A reporter.....	131,875	55,950

NATURE DES DÉPENSES,		ÉVALUATION des dépenses.
Report.....	151,875	55,950
Dépenses diverses, extraordinaires et imprévues.....	19,000	200,875
Immigration.....	50,000	
Exercices clos.....	Mémoire	//
Total de la section 2....		256,825
RÉCAPITULATION.		
DÉPENSES OBLIGATOIRES.		
Chapitre 1er. — Personnel.....	474,085	
Chapitre 2. — Matériel.....	229,500	
		705,585
DÉPENSES FACULTATIVES.		
Chapitre 1er. — Personnel.....	24,550	
Chapitre 2. — Matériel.....	232,275	
		256,825
Total du budget des dépenses.....		960,208

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.
Cayenne, le 26 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre nº 55 des ordres et décisions, fº 50.

Nº 27. — *DÉCISION qui substitue le tafia au vinaigre, pour l'acidulage de l'eau distribuée aux transportés, tant à Cayenne que sur les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 28 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'approvisionnement assez considérable de tafia qui existe

dans les magasins des subsistances provenant tant des marchés passés sur les lieux que des produits du pénitencier de Saint-Georges ;

Attendu au contraire que l'approvisionnement de vinaigre va devenir insuffisant pour faire face à tous les besoins du service ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Le tafia est substitué au vinaigre pour l'acidulage de l'eau distribuée aux transportés, tant à Cayenne que sur les établissements pénitentiaires. La quantité reste la même, *vingt-cinq millilitres* par ration.

Cette disposition recevra son application à Cayenne à compter du 1er février prochain, et sur les établissements pénitentiaires du lendemain du jour où la présente décision leur parviendra.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
L'Ordonnateur,
VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 34.

N° 28. — *DÉCISION qui détermine les pièces périodiques à fournir, aux différents détails de l'administration du chef-lieu, par les chefs du service administratif des établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 31 janvier 1860.

Le Commissaire de la marine Ordonnateur,

Vu le règlement de l'ordonnateur du 3 décembre 1856 sur le service des recettes et des dépenses dans les établissements pénitentiaires ;

Attendu que ce règlement est spécial à la partie financière des établissements et qu'aucun autre acte que des prescriptions partielles n'ont déterminé les pièces à produire par les chefs du

service administratif, en ce qui concerne les vivres, approvisionnements et hôpitaux ;

Ayant reconnu la nécessité d'établir un mode uniforme pour les productions de l'espèce,

DÉCIDE :

A partir du 1er janvier 1860, les chefs du service administratif sur les établissements pénitentiaires se conformeront pour les productions de pièces au chef-lieu aux indications qui suivent, savoir :

SECRÉTARIAT DE L'ORDONNATEUR.

Par mois.

Situation numérique du personnel de l'établissement.

REVUES, ARMEMENTS ET INSCRIPTION MARITIME.

Par mois.

État de mutations du personnel civil ;
État de mutations du personnel militaire (troupes de toutes armes) ;
Billets de sortie de l'hôpital, s'il y a lieu (troupes de toutes armes) ;
Situation numérique des troupes de toutes armes ;
État des rations délivrées aux officiers, sous-officiers et soldats (troupes de toutes armes).

Par trimestre.

Feuille nominale des militaires de toutes armes traités dans les hôpitaux des pénitenciers.

Éventuellement.

Déclaration de délégation ;
Procès-verbaux d'inventaire des effets délaissés par les officiers et employés décédés ;
Procès-verbaux de vente desdits effets.

HÔPITAUX.

Par mois.

Situation des vivres, modèle n° (remplace le relevé des recettes et des dépenses) ;
État de cession de matériel du magasin général du pénitencier ;
État des décès du personnel libre avec extraits mortuaires à l'appui (le tout en double expédition) ;
État du mouvement journalier des malades.

Par trimestre.

État récapitulatif par nature de service du nombre des malades et des journées de traitement ;
Feuille nominative des malades traités à leurs frais ou au compte d'un service cessionnaire (service local et service marine) ;
Procès-verbal de condamnation d'objets du matériel.
Certificats comptables en double expédition d'avances au service marine, au service local et à des particuliers, en journées d'hôpital.

Par an:

État récapitulatif par nature de service du nombre de malades et de journées de traitement pendant l'année;

Feuille nominative des militaires et autres des services civils et militaires traités à l'hôpital pendant l'année;

Procès-verbal de recensement des médicaments, vivres et objets du matériel existant en magasin ou en service au 1er janvier.

Éventuellement.

Procès-verbaux de recette, de condamnation ou de perte.

SUBSISTANCES.

Par quinzaine.

Situation. — Demande des vivres nécessaires pour l'approvisionnement de l'établissement;

Situation des vivres existant en magasin.

Par mois.

État des mouvements faisant connaître le nombre de rations consommées pendant le mois par tous les rationnaires;

État récapitulatif des denrées consommées pendant le mois;

Relevé des délivrances de vivres aux différents services autres que le service marine;

Relevé en double expédition des délivrances faites au service marine (bâtiments de l'État). — Demandes à l'appui;

Relevé des délivrances faites aux particuliers;

État des bœufs abattus pendant le mois faisant connaître, par service, les quantités de viande fraîche consommée ainsi que les cessions faites aux particuliers.

Par an.

Procès-verbal de recensement des denrées et ustensiles existant en magasin ou en service.

Éventuellement.

Procès-verbaux de perte, de condamnation ou de recette.

APPROVISIONNEMENTS.

Par mois.

État des recettes de matériel effectuées pendant le mois, envois de Cayenne et produits des pénitenciers;

État des dépenses effectuées pendant le mois, faisant connaître sommairement l'emploi des matières aux travaux ou la destination qu'elles ont reçue;

Situation de l'approvisionnement;

Demandes de matières et objets nécessaires pour le mois suivant;

État de cessions faites par le service pénitentiaire aux différents services;

État des cessions faites aux particuliers.

Par semestre.

Situation des lits militaires.

Par an.

Procès-verbal de recensement du matériel en magasin ou en service.

Éventuellement.

Procès-verbaux de recette, de perte ou de condamnation.

TRAVAUX.

Par mois.

État des mutations survenues dans le personnel des ouvriers dont la solde ou les salaires sont liquidés par le détail des travaux;

État des travaux exécutés pour le service, autre que le service pénitentiaire, avec indication des matières et des journées employées pour ces travaux;

État des travaux exécutés pour le compte des particuliers.

État de mutations des immigrants.

FONDS.

Par mois.

Bordereaux des pièces de dépenses et de mandats acquittés;

Copie du livre journal;

Copie de la balance des comptes au 1er de chaque mois;

Bordereaux des recouvrements effectués au profit des divers comptes de recettes;

Récépissés collectifs du montant des recouvrements et des dépôts pour l'obtention de traites.

Par trimestre.

État des cessions de denrées, de rations, de matériaux ou d'objets du matériel faites entre les magasins des divers services budgétaires ou aux particuliers.

Par an.

Compte des opérations financières.

Éventuellement.

Récépissés des envois de fonds effectués par le trésor. (Ces récépissés sont transmis directement à M. le Trésorier.)

Ces pièces, réunies dans des bordereaux d'envoi, par détail, seront adressées à l'ordonnateur.

Toutes les pièces qui ont été fournies jusqu'à présent et qui ne sont pas comprises dans la présente nomenclature sont supprimées.

Cayenne, le 31 janvier 1860.

VÉRAND.

Approuvé :

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 75.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 29. — Par dépêche ministérielle du 3 décembre 1859 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que par décision de l'amiral Hamelin, du même jour, M. le capitaine Danos, du 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé à l'emploi d'adjudant-major vacant dans le 2e régiment de l'arme.

N° 30. — Par dépêche ministérielle du 15 décembre 1859 n° 334 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est donné avis de la destination de M. Joyau, commis de la marine, pour la Martinique, en remplacement de M. Anquetil, employé du même grade, appelé à continuer ses services à la Guyane.

N° 31. — Par dépêche ministérielle du 22 décembre 1859 n° 5258 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau*), avis est donné que par décret du 16 décembre courant M. Pain, juge de paix au 2e arrondissement de Brest, a été nommé 2e substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne, en remplacement de M. Fraissynaud, démissionnaire.

N° 32. — Par dépêche ministérielle du 28 décembre 1859 n° 340 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que par décret du 10 décembre courant, M. Masset (Antoine-Alphonse), lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de marine, a été élevé au grade de colonel pour exercer (hors cadre) les fonctions de commandant militaire à la Guyane française. Il jouira dans cette position du traitement de 12,000 francs qui est inscrit au budget.

N° 33. — Par dépêche ministérielle du même jour n° 341 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est donné avis que M. Venturini (Pierre-François), pharmacien de 3e classe de la marine, est destiné à continuer ses services à la Guyane, en remplacement de M. Daube, officier

de santé du même grade, rappelé en France et rattaché au service des ports.

N° 34. — Par dépêche ministérielle du 30 décembre 1859 n° 346 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est donné avis que, 1° par décret du 28 décembre courant ont été nommés chevaliers dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur : MM. Chaudière, capitaine d'infanterie de la marine, directeur-adjoint des établissements pénitentiaires, Kerhuel, chirurgien de 1re classe de la marine et Trignac, surveillant de 2e classe ; 2° que par décret du même jour, la médaille militaire a été conférée au sieur Stévenot, surveillant de 1re classe.

N° 35. — Par ordre du 1er janvier 1860, le sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 2e classe des vivres, employé à la Montagne-d'Argent, a été porté à la 1re classe de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 5.

N° 36. — Par ordre du même jour, la solde de M. Météran (Pierre-Félix-Athénodore), écrivain temporaire de la marine, a été portée de 500 à 1,000 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 5.

N° 37. — Par décision du même jour, le sieur Vial (Jacques-Eugène-Alexis-César) a été nommé pilote au port de Cayenne, par suite de la vacance survenue par le décès du sieur Vernier.

Il jouira d'un traitement annuel de 1,800 francs, dont 1,600 francs de solde et 200 francs d'indemnité représentative de vivres, à défaut de la ration en nature, avec imputation de la dépense au compte du service local, section 1re, Dépenses obligatoires, chapitre 1er, Personnel, article 2, paragraphe 8, Service des ports.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 6.

N° 38. — Par ordre du même jour, le sieur Lhuerre (Charles-Adrien), écrivain temporaire de la marine, a été nommé distributeur du matériel, à Cayenne, à la solde de 1,200 francs par

an, avec imputation de la dépense au chapitre 14, article 1er, paragraphe 7, Divers agents.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 9.

N° 39. — Par décision du même jour, la solde du sieur Silvain (Louis-Auguste-Léonidas), écrivain à la direction des ponts et chaussées, a été portée de 1,200 à 1,600 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 24.

N° 40. — Par décision du même jour, les appointements de M. Louvrier-Saint-Mary (Pierre-Auguste,) arpenteur juré du gouvernement, ont été portés de 2,000 à 2,200 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 25.

N° 41. — Par décision du même jour, la solde du sieur Madelaine (François-Félix), régisseur de l'habitation domaniale *la Gabrielle*, a été portée de 2,000 à 2,400 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 25.

N° 42. — Par ordres du même jour, M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été chargé de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Niéger (Jules), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 6.

N° 43. — Par décision du même jour, est abrogée la décision du 28 septembre 1859 qui alloue une indemnité de trois francs par jour, à titre de traitement de table, au chirurgien chargé de la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 6.

N° 44. — Par ordres du 2 janvier 1860, M. Eyrolles (Barthélemy-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Cerf-Mayer, officier de santé de la même classe, rappelé au chef-lieu pour cause de départ pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 1.

N° 45. — Par ordres du même jour, M. Kerhuel (Jean-Baptiste-Félix), chirurgien de 1re classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service de santé à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Lozach (Jean-Baptiste), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu pour cause de départ pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 2.

N° 46. — Par ordres du même jour, M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical de Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Prouteaux (Georges), officier de santé de 3e classe, rappelé au chef-lieu pour cause de départ pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 2.

N° 47. — Par ordre du 3 janvier 1860, le sieur Boivin (Jean-Eugène), distributeur de 2e classe des vivres à la Montagne-d'Argent, a été rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 3.

N° 48. — Par décision du 4 janvier 1860, M. l'abbé Puech a été nommé aumônier du pénitencier de Saint-Georges. Il jouira en cette qualité d'un traitement annuel de 3,000 francs imputable au chapitre 1er, article 1er, Service du culte, Service pénitentiaire, pendant son séjour sur ledit établissement.

Il desservira en même temps la paroisse du quartier d'Oyapock.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 5.

N° 49. — Par ordre du 5 janvier 1860, le sieur Riamé (Paul) est nommé distributeur de 2e classe des vivres, pour être employé au magasin des subsistances à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 5.

N° 50. Par décision du même jour, la démission offerte par le sieur Azémia (Ernest), de son emploi de deuxième commis aux vivres de 1re classe, est acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 6.

N° 51. — Par ordre du même jour, M. Augier (Alphonse-Marius), écrivain de la marine, attaché au bureau des fonds, a été mis à la disposition du garde-magasin du matériel.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 5.

N° 52. — Par décisions du 7 janvier 1860, les nommés Samba et Moussa ont été nommés surveillants ruraux de 3e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 8 et 9.

N° 53. — Par décision du même jour, le sieur Roger (Michel), surveillant rural de 2e classe, est remis à la 3e classe de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 9.

N° 54. — Par décision du 8 janvier 1860, M. Vachon (Louis-Marie-Ernest), lieutenant en 1er du génie, a été appelé à prendre le commandement du détachement du 3e régiment du génie à la Guyane française.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 26.

N° 55. — Par ordre du 9 janvier 1860, M. Bon (Théophile), chirurgien de 3e classe de la marine, détaché à Sainte-Marie de la Comté, a été rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 5.

N° 56. — Par ordre du 10 janvier 1860, le sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres, rappelé de la Montagne-d'Argent, est destiné à continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 25.

N° 57. — Par décision du même jour, le traitement du sieur Pluvier (Alexandre), commis de comptabilité à la direction du port à Cayenne, montant à 2,200 francs, est mis à la charge du budget métropolitain et sera imputé, à compter du 1er janvier

1860, au chapitre 16, Service pénitentiaire, Personnel : Divers agents.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 15.

N° 58. — Par décision du même jour, M. Rousseau-Saint-Philippe (Charles-Amédée) est nommé écrivain temporaire de la marine aux appointements de 600 francs par an, pour être employé au détail des subsistances.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 1.

N° 59. — Par décision du même jour, M. Dugat, chef d'escadron de gendarmerie, a été appelé à remplir intérimairement les fonctions de commandant militaire à la Guyane, à partir du 17 de ce mois, en remplacement de M. le lieutenant-colonel Masset, titulaire de l'emploi, partant pour France en congé de convalescence.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 7.

N° 60. — Par ordres du 12 janvier 1860, M. Ollet (Joseph), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, arrivant de France, a été destiné à continuer ses services à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Blanchon (Joseph-Sainte-Marie-Tony), officier du santé du même grade, appelé à servir à la Martinique.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 38 et 39.

N° 61. — Par décision du même jour, est acceptée la démission offerte par M. Pain (Th.) de ses fonctions de commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 33.

N° 62. — Par décision du même jour, les surveillants de 3e classe Bouveret (Alexandre), n° matricule 303, et Souchet (François-Amédée), n° matricule 325, sont révoqués de leur emploi pour inconduite habituelle.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 16.

N° 63. — Par décision du même jour, le sieur Bassières (Jean-Alexandre-Louis), surveillant rural de 1re classe à Tonnégrande, y est nommé porteur de contraintes.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 26.

N° 64. — Par ordre de service du gouverneur en date du 14 janvier 1860, il a été décidé que le service de la marine, par suite de l'état de maladie de M. le capitaine de frégate QUONIAM, sera dirigé par M. le lieutenant de vaisseau MAUDET, capitaine de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, et, qu'en cas d'absence, cet officier sera provisoirement remplacé par M. SIBOUR, lieutenant de vaisseau, capitaine de *l'Oyapock*, agissant sous les ordres directs du gouverneur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 14.

N° 65. — Par ordre du 14 janvier 1860, le sieur JAIL (Étienne) a été nommé portier de l'hôpital militaire de Cayenne, à la solde de 1,000 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 14.

N° 66. — Par décision du 15 janvier 1860, le sieur VERDAL (Édouard) a été nommé garde de police à Cayenne, en remplacement du sieur RENÉ (Émilien), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 22.

N° 67. — Par ordres du 16 janvier 1860, M. DOLLEY (Louis-Victor), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. L'HELGOUALC'H (Adolphe-Auguste), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 15.

N° 68. — Par décision du même jour, M. LOZACH, chirurgien de 1re classe de la marine, a été chargé du service civil à Cayenne, à compter dudit jour, en remplacement de M. KERHUEL, officier de santé du même grade, appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 22.

N° 69. — Par ordre du même jour, M. ROYRE (Pierre-Gabriel), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été chargé du service extérieur de l'hôpital militaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 62.

N° 70. — Par ordres du 17 janvier 1860, il est enjoint au sieur Gravier (Jean-Laurent-Marius), deuxième maître de manœuvre de 1re classe, second à bord de la goëlette *la Vigilante*, de débarquer de ce bâtiment et d'embarquer sur la goëlette *l'Ile-Madame*, pour en prendre le commandement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 15.

N° 71. — Par ordre du même jour, le sieur Bayonne (Urbain), distributeur de 2e classe des vivres, a été chargé de la comptabilité des vivres à Saint-Louis (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 17.

N° 72. — Par décision du même jour, a été acceptée, à compter du 15 courant, la démission offerte par le sieur Jail (Étienne) de son emploi d'archer de police.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 36.

N° 73. — Par décision du 18 janvier 1860, le sieur Stanis Philibert, archer de police, a été confirmé dans les fonctions de caporal de police, dont il avait été provisoirement chargé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 27.

N° 74. — Par décision du 19 janvier 1860, M. Charrière, chef de bataillon d'infanterie de marine, a été nommé président du conseil de révision, en remplacement de M. Masset, commandant militaire, parti pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 24.

N° 75. — Par décision du 20 janvier 1860, M. Maugey (Nicolas-Philippe), commis de la marine, a été mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 27.

N° 76. — Par décision du même jour, un secours annuel de 300 francs a été accordé à Mme veuve Devez, mère de sept enfants en bas âge et veuve d'un piqueur des ponts et chaussées.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 30.

N° 77. — Par ordre du 21 janvier 1860, M. Weissenthanner (Alphonse), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Caillard, officier de santé auxiliaire de la même classe, rappelé au chef-lieu pour cause de maladie.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 29.

N° 78. — Par décision du 22 janvier 1860, M. Hélène (Frédéric), secrétaire de mairie à Tonnégrande, a été nommé lieutenant-commissaire-commandant de ce quartier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 26.

N° 79. — Par décision du 23 janvier 1860, le sieur Talmond (Raphaël), surveillant rural de 3e classe au quartier de Tonnégrande, a été licencié.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 36.

N° 80. — Par ordre du même jour, M. Petit (Louis-Henri), agent de culture à Sainte-Marie de la Comté, a été appelé à continuer ses services à l'îlet la Mère.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 28.

N° 81. — Par décision du même jour, la démission offerte par M. Rousseau-Saint-Philippe (Charles-Amédée) de son emploi temporaire d'écrivain de la marine est acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 41.

N° 82. — Par décision du 24 janvier 1860, le sieur Véronique (Marius-Sextius-Antoine-Léonard), a été nommé aspirant pilote au port de Cayenne.

Il jouira d'un traitement annuel de 1,000 francs, dont 800 francs de solde et 200 francs d'indemnité représentative de vivres à défaut de la ration en nature.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 31.

N° 83. — Par ordres du même jour, il a été prescrit au sieur Bayonne (Urbain-Alexandre), distributeur de 1re classe des vivres, de se rendre à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement du sieur Rosemanne, distributeur du même grade, envoyé à Saint-Louis (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 25.

N° 84. — Par ordre du 25 janvier 1860, M. Quémener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, attaché au bureau du garde-magasin du matériel, a été appelé à continuer ses services au détail des subsistances.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 41.

N° 85. — Par arrêté du 26 janvier 1860, M. de Saint-Michel-Dunezat (Jean-Baptiste-François), notaire à Cayenne, est nommé provisoirement conseiller privé suppléant, en remplacement de M. J. Dechamp, décédé.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 28.

N° 86. — Par ordre du 30 janvier 1860, M. Rech (Georges-Louis), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été désigné pour aller remplacer momentanément à Saint-Laurent (Maroni) M. Eyrolles, officier de santé du même grade, appelé à Cayenne pour une affaire de conseil de guerre.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 56.

Certifié conforme.

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 2.

FÉVRIER 1860.

N° 87. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 155 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). *Instructions relatives à l'envoi en France de boursiers coloniaux et autres dans les écoles du gouvernement.*

Paris, le 5 novembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, il est arrivé récemment qu'un jeune créole envoyé en France par une administration coloniale pour y jouir d'une bourse dans une école du gouvernement, a été reconnu, lors de l'examen préalable d'admission à Paris, avoir dépassé l'extrême limite d'âge fixée par le règlement spécial de cet établissement.

Les règles posées pour l'admission aux écoles du gouvernement, ayant toutes leur raison d'être, doivent être rigoureusement observées. L'administration coloniale, en cas d'infraction ou d'oubli, compterait à tort sur des dispenses dont il ne me serait pas toujours possible d'appuyer la demande auprès de MM. les ministres compétents, dispenses qu'ils seraient fort rarement disposés à accorder ; et je me verrais le plus souvent dans la pénible nécessité d'avoir à prescrire le rapatriement immédiat des jeunes gens indûment envoyés en France, ce qui serait un fâcheux mécompte pour eux et une cause d'inutile dépense pour la colonie.

Je vous prie donc, Monsieur le gouverneur, de vouloir bien veiller à ce que les commissions locales appelées à apprécier les titres des aspirants à des bourses coloniales ou autres dans les écoles du gouvernement, ne manquent jamais de s'assurer d'abord si ces jeunes gens rempliraient, à l'époque des examens d'admission à Paris, toutes les conditions déterminées par les programmes desdites écoles.

Il importe, en outre, que le départ des jeunes créoles désignés pour des bourses soit calculé de manière à ce que leur arrivée à Paris coïncide, autant que possible, avec l'ouverture des concours; ou que, si des circonstances exceptionnelles justifient une dérogation à ce principe, il soit du moins pourvu d'avance à tous les détails de l'entretien du boursier prématurément embarqué pour la France. C'est un point qui devra faire aussi l'objet de nouvelles recommandations de votre part.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 88.—*DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies: cabinet). *Au sujet d'une erreur qui s'est glissée dans la dépêche du 27 octobre dernier concernant l'envoi des notes confidentielles.*

Paris, le 6 décembre 1859.

Monsieur le Gouverneur, c'est par erreur que, dans la dépêche du 27 octobre dernier, concernant les notes confidentielles, il a été indiqué qu'elles devront être transmises par *semestre*.

Aux termes de la circulaire du 14 mai 1850, l'envoi de ces notes doit être *annuel* et avoir lieu de manière à ce qu'elles arrivent à Paris dans le courant du mois d'octobre de chaque année.

L'objet unique de ma circulaire précitée a été de vous recommander d'adresser le *primata* sous le timbre du service compétent, et le *duplicata* sous le timbre de mon cabinet.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Chef du cabinet,

Jules DELARBRE.

N° 89. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 8 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). *Approbation de l'arrêté portant augmentation de l'impôt personnel.*

Paris, le 14 janvier 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai pris connaissance de l'arrêté rendu par vous en conseil privé à la date du 16 octobre dernier concernant l'impôt personnel à Cayenne, ainsi que la dépêche du 18 novembre suivant par laquelle vous demandez mon approbation en faveur de cette mesure.

Aux termes dudit arrêté, l'impôt personnel fixé depuis l'émancipation, uniformément pour toute la colonie, à la somme de 6 francs, serait à l'avenir porté à 9 francs pour les habitants de Cayenne et de la banlieue.

Vous pensez que non-seulement cette disposition contribuera à l'accroissement du revenu du budget, mais aussi qu'elle rétablira l'équité dans la répartition proportionnelle de la taxe et qu'elle pourra en outre exercer une salutaire influence sur la réorganisation du travail.

Au point de vue de l'équité la surtaxe imposée aux habitants de Cayenne et de la banlieue est motivée sur ce que les ressources dont ces habitants jouissent leur créent une situation meilleure que celle des habitants de quartiers, et que cette différence dans le bien-être commande une différence analogue dans la répartition des charges de l'impôt.

La base de l'impôt personnel étant l'évaluation du prix des journées de travail, et le prix devant nécessairement varier suivant les conditions économiques des localités, la variété dans la taxe est à la fois une règle d'équité et une conséquence naturelle du principe de l'impôt; sous ce rapport, donc, la disposition dont il s'agit ne peut que recevoir mon approbation.

En ce qui concerne l'influence de la mesure sur la réorganisation du travail dans la colonie, j'espère avec vous que l'accroissement des charges fiscales contribuera à éloigner de la ville cette population vagabonde que la paresse pousse à déserter la campagne.

Je donne donc mon adhésion aux dispositions consacrées par l'arrêté dont il s'agit, et je vous autorise à en prescrire l'exécution. Vous aurez soin de me tenir informé des conséquences produites tant par cette mesure spéciale que par toutes celles

qui auraient pour objet l'amélioration des revenus du budget et du recouvrement des taxes.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 90. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 9 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). *Communications relatives aux décisions gracieuses intervenues en faveur des nommés* DELPEUCH, BOURGEOIS, MARTINE et BESSON. — *Interprétation de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854 en ce qui touche l'obligation de résidence des condamnés libérés par suite de grâce, réduction ou commutation de peine.*

Paris, le 14 janvier 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, vous m'avez demandé, par votre lettre du 15 octobre dernier n° 814, si ce ne serait pas par erreur que, dans le travail des grâces collectives accordées à l'occasion de la fête du 15 août dernier, l'obligation de résider à la Guyane a été réservée à l'égard des nommés Delpeuch, Bourgeois, Besson et Martine, qui ont obtenu la remise du reste de leur peine, et dont les crimes étaient antérieurs à la loi du 30 mai 1854.

M. le garde des sceaux, à qui j'ai fait part de vos observations, m'informe que la réserve dont il s'agit n'aurait point dû être exprimée, puisque les crimes qui ont motivé les condamnations prononcées contre les quatre individus ci-dessus désignés sont antérieurs à la promulgation de la loi du 30 mai 1854 relative à l'exécution de la peine des travaux forcés. Cette réserve, contraire dès lors aux dispositions de l'article 15 de ladite loi, doit être considérée comme non avenue.

Vous voudrez bien, en conséquence, faire rectifier d'après ces indications les annotations qui ont dû être faites sur les feuilles matriculaires des nommés Delpeuch, Bourgeois, Besson et Martine, et pourvoir d'ailleurs à ce que ces quatre individus soient renvoyés en France par le premier bâtiment de l'État qui reviendra de Cayenne. Vous me donnerez, dès qu'il y aura lieu, avis de leur embarquement, en vue des dispositions que comportera la surveillance dont ils ne doivent pas cesser d'être l'objet.

A cette occasion, vous avez exprimé le désir d'être fixé sur l'interprétation à donner à l'article 6 de la loi du 30 mai 1854, en ce qui touche la durée de la résidence dans la colonie pénitentiaire des individus qui, condamnés depuis ladite loi et pour des crimes postérieurs, viennent à obtenir soit leur grâce, soit des commutations ou réductions de peine.

M. le garde des sceaux, partageant l'avis que je lui avais exprimé à cet égard, pense qu'à défaut d'une disposition spéciale de la décision de l'Empereur, modifiant la durée de la résidence légalement obligatoire, les forçats graciés ou dont la peine est abrégée restent astreints à cette résidence pendant un temps égal à la durée, non de la peine qu'ils ont effectivement subie, mais de la *condamnation* prononcée (ce sont les termes mêmes de la loi), sauf la distinction relative aux condamnations de huit ans et plus.

Quant aux forçats détenus à la Guyane dont la peine est commuée en réclusion ou en simple emprisonnement correctionnel, ils se trouvent dispensés définitivement de la résidence, sans qu'il soit nécessaire de formuler cette dispense dans les lettres de commutation.

On ne comprendrait pas, ajoute M. Delangle, que, ramenés en France pour y subir leur nouvelle peine, ces individus dussent en sortant de prison être réintégrés à Cayenne, en vertu d'une disposition légale qui n'est pas même appliquée aux forçats qui subissent intégralement leur peine au bagne de Toulon.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 91 — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 15 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). *Approbation de l'arrêté qui donne décharge au trésorier et aux percepteurs de la colonie de la somme de 104,450 fr. 53 cent. par suite de l'apurement des rôles.*

Paris, le 16 janvier 1860.

Monsieur le Gouverneur, vous m'avez adressé le 18 novembre dernier, pour être soumis à mon approbation, l'arrêté pris par vous en séance du conseil privé le 25 octobre précédent, et qui donne décharge au trésorier payeur et aux percepteurs des quar-

tiers de la somme 104.450 fr. 53 cent., montant des cotes irrécouvrables des exercices compris de 1847 à 1852 pour la ville de Cayenne, et de 1848 à 1854 pour les quartiers.

Les considérations qui ont motivé cet arrêté m'ayant paru fondées, j'y donne mon adhésion et je vous invite en conséquence à le rendre exécutoire dans la colonie.

Toutefois, je vous invite à donner au trésorier payeur et aux percepteurs des instructions pour qu'à l'avenir aucune négligence ne soit apportée dans le recouvrement des impôts arriérés. Ces agents devront être avertis que si des retards provenant de leur fait étaient signalés à l'autorité supérieure dans la perception des impôts, ils s'exposeraient à voir mettre à leur charge les sommes que leur négligence les aurait empêchés d'encaisser.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 92. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 28 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). *Notification d'une décision ministérielle portant admission en franchise dans nos colonies, et sous les conditions déterminées, des produits de la pêche du hareng à Terre-Neuve.*

Paris, le 30 janvier 1860.

Monsieur le Gouverneur, des considérations de divers ordres font désirer que la pêche du hareng à Terre-Neuve reçoive quelques encouragements. L'admission en franchise dans nos colonies ne peut que venir en aide au développement de cette industrie. Mon département, de concert avec ceux de la marine, de l'agriculture et du commerce et des finances, a donc adopté les dispositions suivantes :

A titre d'extension du régime établi en faveur des morues de pêche française, le marché de nos colonies sera ouvert, à l'avenir, à l'importation en franchise des harengs pêchés par nos nationaux sur la côte de Terre-Neuve, lorsque ce poisson se présentera sous pavillon français, accompagné d'un certificat d'origine émané du commandant ou de l'un des officiers de la station navale de Terre-Neuve.

Vous voudrez bien faire insérer la présente décision au Journal

officiel de la colonie et pourvoir à ce que, le cas échéant, l'application en soit faite par la douane locale.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,
Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 93. — *ARRÊTÉ qui remet en vigueur les dispositions de l'article 4 du chapitre 1^er^, titre 1^er^, de l'ordonnance du 31 décembre 1828 sur l'enregistrement* (1).

Cayenne, le 10 novembre 1859.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'ordonnance du 31 décembre 1828 sur l'enregistrement;

Vu le décret du 27 décembre 1854, qui autorise le gouverneur de la Guyane à statuer sur l'assiette, le tarif, la perception et les poursuites relatives aux contributions publiques par des arrêtés qui seront exécutoires, sauf l'approbation du ministre de la marine et des colonies;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1856, modifiant l'article 4 du chapitre 1^er^, titre 1^er^, de l'ordonnance du 31 décembre 1828, portant établissement de l'enregistrement à Cayenne;

Attendu que ledit arrêté, contraire aux principes reconnus en matière de contributions, n'a été autorisé que pour être exécuté provisoirement et à titre d'essai;

Attendu que, si cet arrêté a apporté des entraves au morcellement de la grande propriété, il n'a cependant pas eu pour résultat de la soutenir, en y faisant rentrer les travailleurs qui l'ont abandonnée, et qu'il tend dès lors à favoriser le vagabondage, en mettant obstacle à la création des petites propriétés,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1^er^. L'arrêté du 3 octobre 1856 est abrogé, et ses dispositions cesseront de recevoir leur exécution.

Art. 2. Sont rétablies dans leur forme et teneur, pour être exécutées à dater de ce jour, les dispositions de l'article 4, titre 1^er^, chapitre 1^er^, de l'ordonnance du 31 décembre 1828 portant établissement de l'enregistrement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane.

---

(1) La dépêche ministérielle du 14 janvier 1860 n° 7, portant approbation de l'arrêté ci-dessus, est parvenue dans la colonie le 14 février 1860.

Art. 3. Est également abrogé l'arrêté du 25 janvier 1858, qui soumet à l'obligation de l'enregistrement tout titre définitif de concession rurale accordée par le gouvernement.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au contrôle et inséré au Bulletin et à la Feuille officiels de la Guyane.

Cayenne, le 10 novembre 1859.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 52 des ordres et décisions, f° 597.

N° 94. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er février 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
—— brut.....	*Idem.*	0f 50		
Café { marchand....	*Idem.*	2 40		
Café { en parchemin.	*Idem.*	1 80		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	0 95		
Roucou.....	*Idem.*	95c à 1f 05		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	//		
Tafia.....	Les 100 l.	110 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 30		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er février 1860.

Les Membres de la commission,

POUGET, WACONGNE, GEORGE EMLER, CHAPELLE DE JULLEVILLE.

Le Sous-Inspecteur Chef du service des douanes,

MANGO.

Pour le Directeur de l'intérieur :

Le Chef du bureau de l'administration et du contentieux,

DERUSSAT.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 69.

N° 95. — *DÉCISION portant nomination de juges aux 1er et 2e conseils de guerre permanents de la colonie.*

Cayenne, le 3 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1859;

Vu l'article 10 du code susvisé;

Décide :

Article 1er. M. Delamarre, sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé juge au 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Coste, sous-lieutenant de gendarmerie, entré à l'hôpital du chef-lieu.

Art. 2. M. Vachon, lieutenant en 1er au génie, est nommé juge au 2e conseil de guerre, en remplacement de M. Vagnair, lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, parti pour les îles du Salut.

Art. 3. Le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 3 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 42.

N° 96. — *DÉCISION qui supprime la brigade de gendarmerie établie au quartier de Kaw.*

Cayenne, le 3 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Décide :

Article 1er. La brigade de gendarmerie de Kaw est supprimée et rentrera au chef-lieu.

Art. 2. Le commandant militaire et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 3 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 42.

N° 97 — *DÉCISION concernant la régularisation des dépenses d'entretien du collége de Cayenne.*

Cayenne, le 9 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision prise en conseil privé, dans la séance du 13 décembre 1859, laquelle attribue à la caisse du service local la rétribution collégiale, qui était précédemment versée à un compte spécial pour faire face aux dépenses d'entretien du collége;

Considérant qu'il doit être pourvu à ces dépenses par les moyens les plus prompts;

Vu la décision du 8 juin 1850, qui charge un employé du bureau central de l'intérieur de la comptabilité du collége de Cayenne,

Décide :

Les dépenses d'entretien du collége seront faites, à l'avenir, sauf régularisation en fin de mois, sur les fonds de la caisse de l'agent spécial des services régis par économie.

Ces dépenses seront supportées par la section 2e, Dépenses facultatives, chapitre 2, Matériel, article 2, Dépenses diverses, paragraphe 10, Dépenses diverses extraordinaires et imprévues.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 9 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 39.

N° 98. — *ARRÊTÉ relatif au payement de dépenses des exercices clos de* 1855, 1856 *et* 1857, *sur les fonds du service local, exercice* 1860.

Cayenne, le 10 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que diverses sommes n'ont pu être mandatées avant la clôture des exercices 1858 et antérieurs par suite de retards dans la production des titres;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, en-

semble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Et de l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. La somme de *quatre vingt-dix francs* sera mandatée sur les fonds du service local, exercice 1860, section 2, chapitre 2, article 3 ; SAVOIR :

Pour remboursement au supérieur des RR. PP. jésuites, pour le montant de la cote personnelle de quelques membres de la congrégation, qu'il a indûment payée pour eux en 1856, 1857 et 1858, la somme de..... 30f 00

Au supérieur des frères de Ploërmel, pour le montant de la cote personnelle de plusieurs frères, qu'il a indûment payée pour eux en 1855, 1856 et 1857..... 60 00

90 00

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 72.

N° 99. — *DÉCISION qui fixe à trois fois par semaine, pour le personnel libre, et à deux fois pour le personnel de la transportation, le nombre de repas de viande fraîche.*

Cayenne, le 10 février 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le retard que nous éprouvons dans l'arrivage des convois de bœufs destinés au service de la boucherie ;

Attendu qu'il ne reste plus que quelques bœufs en approvisionnement ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Le nombre de repas de viande fraîche est fixé à trois fois par semaine pour le personnel libre tant à Cayenne que sur les établissements pénitentiaires, le dimanche, le mardi et le jeudi; et à deux repas, également par semaine, pour le persnonel de la transportation, le dimanche et le jeudi.

Les repas de viande fraîche supprimés seront remplacés par du lard salé.

Ces dispositions recevront leur exécution à Cayenne à compter de demain 11 du courant, et, sur les établissements pénitentiaires, du lendemain de l'arrivée de la présente décision.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
L'Ordonnateur,
VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 59.

N° 100. — *ARRÊTÉ du Gouverneur en conseil portant autorisation à M^me^ veuve* Nony *de construire un pont sur la route de la Magdelaine.*

Cayenne, le 10 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833;

Vu la demande formée par la dame veuve Nony, tendant à obtenir l'autorisation de construire un pont sur la route de la Magdelaine, utile au desséchement d'une partie de sa propriété;

Vu l'avis favorable de M. le directeur des ponts et chaussées;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1^er^. M^me^ veuve Nony est autorisée à construire sur la route de la Magdelaine un pont pour servir au desséchement d'une partie de sa propriété.

Art. 2. Cette construction sera exécutée sous la surveillance de la direction des ponts et chaussées.

En cas d'inexécution des travaux ou de leur non-achèvement dans le délai utile, l'autorisation de construire sera retirée.

L'entretien du pont est exclusivement à la charge de l'impétrante.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré dans la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 10 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 88.

N° 101. — *ARRÊTÉ concernant le mode à suivre pour l'exécution, par la voie de réquisition, des travaux de réparations et d'entretien de divers canaux et routes dans les quartiers de la colonie.*

Cayenne, le 10 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu qu'il y a nécessité de maintenir en constant état d'entretien les principales voies de communication de la colonie ;

Attendu qu'il est opportun de pourvoir à la restauration de celles qui desservent les quartiers sous le vent et les quartiers de l'île de Cayenne, du Tour-de-l'Ile, de Montsinéry, de Roura, de Kaw et d'Approuague, de même qu'il est nécessaire de remettre en état les criques Fouillée et Racamont, et les canaux de *la Gabrielle* et de Kaw ;

Attendu que les travaux à faire dans ce but ne sauraient être exécutés que sous la surveillance de la direction des ponts et chaussées, et qu'il convient de recourir au système des réquisitions par commune, pour mettre à la disposition de ce service les ouvriers à employer ;

Vu l'article 26 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu l'article 475, paragraphe 12, du code pénal colonial ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il sera exécuté les travaux nécessaires pour rétablir en bon état de circulation les routes de Cayenne à Iracoubo, à Approuague, au dégrad des Cannes, celle de Montsinéry et celle de Cabassou à la Montagne-Tigre, et pour assurer la navigation dans les criques Fouillée et Racamont et dans les canaux de *la Gabrielle* et de Kaw.

Art. 2. Des ateliers de travailleurs seront affectés à ces tra-

vaux aux différentes époques qui seront indiquées par les arrêtés municipaux, lesquels devront être publiés et affichés dans chacun des quartiers susdésignés.

Art. 3. Ces ateliers seront placés sous les ordres du directeur des ponts et chaussées, qui proposera les différents termes d'exécution desdits travaux.

Art. 4. Pourra être requis, à dater de la publication du présent arrêté, pour être employé en vue des nécessités dont il s'agit, tout individu du sexe masculin inscrit sur les rôles de la contribution personnelle pour les quartiers intéressés.

Toutefois, chaque réquisitionnaire ne devra fournir que six journées de travail pour l'année, et il lui sera facultatif de se faire remplacer sur les travaux.

Art. 5. Il sera établi, par les soins de la direction de l'intérieur, un état de tous ces contribuables, pour être adressé dans le plus bref délai possible aux commissaires-commandants. Ces fonctionnaires remettront à chaque individu inscrit, et huit jours au moins à l'avance, la réquisition d'avoir à se trouver, à jour indiqué, au lieu choisi dans chaque quartier pour la réunion des travailleurs.

Art. 6. Les travailleurs seront employés, suivant leurs aptitudes et capacités, à tous les travaux de réparations, d'entretien et de fouille des routes ou canaux traversant les territoires où ils sont domiciliés.

Art. 7. Il sera alloué, par tâche ou par journée de travail, à chaque individu requis, une rétribution de 1 franc 30 centimes passible de la retenue de 3 p. 0/0 en faveur de la caisse des invalides de la marine; le réquisitionnaire devra se présenter sur les travaux avec ses vivres pour la journée.

Art. 8. Toute infraction aux présentes dispositions sera punie d'une amende de 21 à 40 francs, conformément au paragraphe 12 de l'article 475 du code pénal colonial.

Art. 9. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et publié dans la Feuille et dans le Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 10 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 89.

N° 102. — *DÉCISION qui nomme* M. Césari, *capitaine d'infanterie de la marine, commandant supérieur des îles du Salut et de Kourou.*

Cayenne, le 12 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche du 3 décembre n° 329, qui donne avis de la nomination de M. le capitaine Danos, commandant supérieur des îles du Salut, à un emploi d'adjudant-major à Brest;

Vu l'article 32 du règlement du 10 mai 1855;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

Article 1er. M. Césari (César-Antoine), capitaine d'infanterie de marine, commandant le pénitencier de Saint-Louis dans le Maroni, est nommé commandant supérieur des îles du Salut et Kourou, en remplacement de M. Danos (Jean), officier du même grade, rappelé en France.

Art. 2. A compter du jour de son entrée en fonctions, M. Césari jouira, comme ses prédécesseurs, d'un traitement annuel de 8,000 francs et d'une indemnité de 400 francs pour frais de bureau.

Art. 3. Cette dépense sera imputée au chapitre XVI : Établissements pénitentiaires, article 1er, § 1er (Commandement et direction des pénitenciers).

Art. 4. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 63.

N° 103. — *DÉCISION qui nomme* M. Letoulat, *lieutenant d'infanterie de marine, commandant de l'établissement pénitentiaire de Saint-Louis (Maroni).*

Cayenne, le 12 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la nomination de M. Césari, commandant le pénitencier de

Saint-Louis, comme commandant supérieur des îles du Salut;

Vu l'article 32 du règlement du 10 mai 1855;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. M. LETOULAT (Eugène), lieutenant d'infanterie, commandant le pénitencier de Saint-Marie, est nommé commandant de l'établissement de Saint-Louis du Maroni, en remplacement de M. CÉSARI, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. Le supplément de fonctions à attribuer dans cette position à M. LETOULAT reste le même que celui qui lui était alloué comme commandant de Sainte-Marie.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 68.

N° 104. — *DÉCISION portant à 480 francs par an la solde de tous les garçons de bureau au service du commissariat de la marine et du contrôle colonial.*

Cayenne, le 18 février 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordre de l'ordonnateur du 20 février 1858 portant répartition du cadre et de la dépense des garçons de bureau du service du commissariat de la marine;

Attendu que la solde qui est faite à ces agents est insuffisante pour assurer leur subsistance; de là des difficultés incessantes pour leur recrutement;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

AVONS DÉCIDÉ et DÉCIDONS :

La solde des garçons de bureau du service du commissariat de la marine et du contrôle est fixée à *quatre cent quatre-vingts francs* par an.

Cette disposition recevra son application à compter du 1er du présent mois de février.

L'excédant de dépense qui résultera de cette augmentation de solde sera couvert par les incomplets jusqu'à ce que le budget comprenne la solde et le nombre de ces agents nécessaires pour assurer le service.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 18 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:
L'Ordonnateur,
VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 75.

N° 105. — *ARRÊTÉ portant diverses nominations provisoires dans l'ordre judiciaire de la colonie.*

Cayenne, le 20 février 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que trois magistrats de ce ressort, M. Duplaquet, conseiller, M. de Guilhemanson, procureur impérial, et M. Pain, second substitut, sont en ce moment, pour cause légale, absents de la colonie ;

Attendu que par suite de ces vides le personnel magistral de la Guyane française n'est plus en nombre suffisant pour faire face aux besoins du service; qu'il devient indispensable d'assurer, par des nominations provisoires, l'expédition régulière des affaires;

Vu les articles 61, 126 et 161 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, tels qu'ils ont été modifiés par l'ordonnance du 22 août 1833 ;

Vu les articles 7, 9 et 11 du décret du 16 août 1854 ;

Vu également les articles 109 et 110 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828 ;

Vu enfin l'article 3 de l'arrêté ministériel du 4 février 1849 ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1er. M. de Ligonier (Michel-Joseph), juge impérial, est nommé provisoirement procureur impérial au siége de Cayenne, en remplacement de M. de Guilhemanson.

M. Mourié (Hilaire), conseiller auditeur titulaire et présentement conseiller intérimaire à la cour impériale, est nommé provisoirement juge impérial au tribunal de première instance, en remplacement de M. de Ligonier.

M. Borde (Blaise-Jules-Hippolyte), juge auditeur titulaire au tribunal de première instance et présentement conseiller auditeur intérimaire à la cour impériale, est nommé provisoirement conseiller à la même cour, en remplacement de M. Mourié.

M. Candolle (Pierre-Antoine-Polycarpe), avocat à Cayenne, est nommé provisoirement conseiller auditeur à la cour impériale, en remplacement de M. Borde.

Art. 2. Pendant la durée de son intérim, M. Candolle recevra la moitié du traitement affecté à ses fonctions.

Art. 3. L'ordonnateur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la Guyane.

Cayenne, le 20 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Président de la cour impériale, Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 86.

N° 106. — *DÉCISION réglant à nouveau la composition de la commission chargée de la recette du bétail de boucherie.*

Cayenne, le 22 février 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision locale du 16 avril 1859, qui règle la commission chargée de la recette du bétail de boucherie;

Ayant reconnu la nécessité d'apporter des modifications dans la composition de ladite commission,

Sur la proposition du l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

La commission chargée de la recette du bétail de boucherie sera désormais composée ainsi qu'il suit :

Le commissaire aux subsistances, président,

Un enseigne de vaisseau désigné par le commandant de la marine,

Un lieutenant ou sous-lieutenant de la direction des pénitenciers,

Un lieutenant ou sous-lieutenant d'infanterie ou d'artillerie, désigné par le commandant militaire,

Le médecin vétérinaire.

La commission opèrera en présence du contrôleur colonial ou de son délégué.

L'ordonnateur, le commandant militaire, le directeur des établissements pénitentiaires et le commandant de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 74.

N° 107. — *DÉCISION portant que le nombre de repas de viande fraîche est de nouveau fixé à cinq par semaine pour le personnel libre, et à deux pour le personnel des transportés.*

Cayenne, le 22 février 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu notre arrêté du 10 de ce mois qui a réduit à trois le nombre de repas de viande fraîche, par semaine, pour le personnel des transportés;

Attendu que l'approvisionnement du bétail de boucherie est reconstitué;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Notre arrêté du 10 de ce mois est rapporté.

Le nombre de repas de viande fraîche est de nouveau fixé à cinq par semaine pour le personnel libre, et à deux pour le per-

sonnel des transportés, tant à Cayenne que sur les établissements pénitentiaires.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 83.

N° 108. — *DÉCISION qui autorise divers ouvriers de la ville de Cayenne à se constituer en société d'assistance mutuelle.*

Cayenne, le 27 février 1860

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la demande en date du 26 juin présentée par divers ouvriers de la ville de Cayenne, à l'effet d'être autorisés à se constituer en société d'assistance mutuelle ;

Vu le projet de statuts joint à ladite demande ;

Vu l'avis favorable du maire ;

Attendu qu'il convient d'encourager, dans l'intérêt de la classe nécessiteuse de la population, la formation d'associations de ce genre, dont le but éminemment utile se recommande à toute protection,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1er. La société de secours mutuels, dont la constitution est sollicitée par divers ouvriers domiciliés à Cayenne et signataires de la demande adressée à cet effet, le 26 juin dernier, au maire de cette ville, est autorisée, sous l'accomplissement des conditions d'ordre et de police déterminées par les règlements. Ses statuts sont approuvés selon leur forme et teneur.

Art. 2. La société sera tenue de faire connaître le lieu de ses délibérations à l'autorité municipale.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de

la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 février 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 89.

N° 109. — *RÈGLEMENT sur le régime des transportés employés hors pénitenciers modifié conformément aux prescriptions de la dépêche ministérielle du 11 janvier 1860 n° 25* (1).

16 décembre 1859.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les décrets des 8 décembre 1851 et 20 août 1853 et la loi du 30 mai 1854 ;

Vu les règlements locaux des 10 mai et 7 août 1855 sur le service intérieur des pénitenciers et le régime des libérés ;

Vu la dépêche ministérielle du 31 août 1859 n° 140 ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Arrête :

TITRE PREMIER.

DES TRANSPORTÉS DES TROIS PREMIÈRES CATÉGORIES.

Article 1er.

Les transportés placés dans les trois premières catégories, qui se seront rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite et leur travail, pourront être autorisés à travailler hors pénitenciers pour les habitants qui voudront les employer hors de la ville et de l'île de Cayenne.

Par exception, et dans certains cas d'urgence et d'utilité publique dont il demeurera juge, le gouverneur pourra autoriser des transportés à travailler dans l'île et la ville de Cayenne.

---

(1) L'approbation de ce règlement a été notifiée par une dépêche ministérielle du 11 janvier 1860 n° 25, parvenue dans la colonie le 28 février suivant.

Art. 2

Les demandes des habitants seront adressées par écrit au directeur des établissements pénitentiaires, qui, après avoir pris l'avis du directeur de l'intérieur sur les garanties que présente l'engagiste et sur l'opportunité de placer des transportés dans tel ou tel quartier, délivrera, s'il y a lieu, un permis temporaire de travail au transporté demandé.

Art. 3.

La durée des permis de l'espèce sera au moins de deux années.

Art. 4.

Ces permis pourront être renouvelés sur la demande de l'habitant qui emploie le transporté ; mais cette demande devra être adressée au directeur des établissements pénitentiaires, au moins un mois avant l'expiration du permis à renouveler.

Art. 5.

Le directeur de l'intérieur devra être informé de la prolongation de tout permis, dans les cinq jours qui précèderont l'expiration de celui dont le renouvellement est demandé.

Art. 6.

Tout transporté employé hors pénitencier par un habitant de la colonie devra être nourri, vêtu, logé et traité à l'hôpital, en cas de maladie, au compte de celui qui l'emploie.

Art. 7.

Si cependant un habitant a plus de cinq transportés à son service, et qu'il les emploie à l'exploitation des bois, à l'agriculture ou à l'élève du bétail, il recevra pour eux les vivres gratuitement pendant six mois, et la moitié de ces mêmes vivres pendant six autres mois.

Art. 8.

Le gouverneur pourra, sous sa responsabilité, accorder la même faveur à des habitants qui se livrent à d'autres industries que celles précitées, lorsque ces industries lui présenteront des garanties suffisantes d'utilité générale.

Art. 9.

Dans le cas où un habitant qui aurait des transportés à son

compte viendrait à cesser, avant le terme de l'engagement contracté avec l'administration, l'exploitation en raison de laquelle les vivres lui auraient été accordés à titre gratuit, cet habitant serait tenu au remboursement complet des vivres qui lui auraient été fournis par l'État.

Art. 10.

Les vivres accordés par le gouvernement à titre gratuit seront délivrés par les soins de l'ordonnateur, d'avance et par mois, à moins de circonstances exceptionnelles.

Art. 11.

Si l'engagiste désire que les vivres lui soient délivrés à Cayenne, il adressera sa demande à l'ordonnateur, en y joignant un état de l'effectif de ses travailleurs indiquant les mutations qui sont survenues depuis la dernière délivrance. Cet état devra être vérifié dans les bureaux de la direction des pénitenciers avant d'être soumis à l'ordonnateur.

Art. 12.

Si l'engagiste se trouve dans un quartier où il existe un pénitencier, sa demande de vivres sera adressée au chef du service administratif du pénitencier, après avoir été visée par le commandant particulier, qui sera chargé de remplacer le directeur dans la vérification de l'état de mutation.

Art. 13.

L'employeur, quel qu'il soit, sera tenu de prévenir la direction des établissements pénitentiaires, et, s'il ne peut le faire, la gendarmerie de la localité qu'il habite, des cas d'évasion, de décès ou de toute autre circonstance grave intéressant la position de son employé.

Art. 14.

En cas d'entrée à l'hôpital, le billet d'admission du transporté placé hors pénitencier sera soumis au visa du directeur des établissements pénitentiaires par les soins de l'engagiste, bien que les frais du traitement doivent rester au compte de ce dernier.

Art. 15.

Si un transporté placé chez un habitant entre à l'hôpital d'un pénitencier, le visa du directeur est remplacé par celui du commandant du pénitencier.

Art. 16.

En cas de contestation entre l'employeur et le transporté employé, le cas en litige sera déféré à l'arbitrage du directeur des pénitenciers qui pourra, soit réintégrer le transporté dans un pénitencier de la catégorie dont il fait partie, soit faire poursuivre, s'il y a lieu, l'employeur pour inexécution des conventions souscrites envers l'administration pénitentiaire.

Art. 17.

L'employeur s'engagera par écrit, au moment où le transporté lui sera accordé, à l'acceptation des diverses conditions énumérées dans les articles 6, 9, 13, 14 et 16.

TITRE II.

TRANSPORTÉS DE LA 4e CATÉGORIE.

Art. 18.

Les transportés de la 4e catégorie, 2e section (libérés non astreints à la résidence) devront, s'ils veulent continuer de résider à la Guyane, en faire la déclaration à la direction des pénitenciers (bureau du personnel).

Art. 19.

La déclaration sera signée du libéré qui demande à rester, ou faite en présence de deux témoins qui signeront pour lui; elle devra énoncer le temps pendant lequel le déclarant s'engage à résider dans la colonie.

Art. 20.

Aucune déclaration de l'espèce ne sera reçue à la direction des pénitenciers, si elle n'est faite au moins pour deux années.

Art. 21.

A l'expiration de la période fixée par la déclaration, le transporté entrera de nouveau en jouissance de son droit au rapatriement aux frais de l'État.

Art. 22.

Pendant la durée de sa résidence dans la colonie, en vertu de la déclaration mentionnée à l'article 18, le transporté de la

2e section sera assimilé à ceux de la 1re (libérés astreints à la résidence) et soumis aux mêmes règlements; mais il ne sera justiciable que des tribunaux civils ordinaires.

Art. 23.

Les transportés de la 4e catégorie (libérés de la 1re et 2e section) pourront être employés dans les différents quartiers de la colonie, à l'exception de l'île et de la ville de Cayenne:

1° Par l'administration ;

2° Par les habitants de la colonie;

3° A leur propre compte, quand ils seront en mesure de s'établir avec livret spécial.

Le gouverneur se réserve, toutefois, comme cela a été expliqué au 2e paragraphe de l'article 1er, d'accorder, dans des cas exceptionnels et d'urgence, l'internement dans la ville ou l'île de Cayenne de certains transportés de la 4e catégorie.

Art. 24.

Les libérés employés par les habitants en vertu d'actes d'engagements légalement contractés seront internés dans la localité où leur engagiste aura son domicile.

Art. 25.

Ceux qui étant en mesure de s'établir voudront travailler pour leur propre compte seront internés dans la localité où ils demanderont à exercer leur industrie, ou sur les concessions particulières de terrain qui pourront leur être faites en vertu de l'article 13 de la loi du 30 mai 1854.

Art. 26.

Aucun transporté de la 4e catégorie ne sera admis à contracter un engagement avec un habitant de la colonie sans avoir obtenu un permis spécial de la direction des pénitenciers.

Art. 27.

Les permis de l'espèce ne seront délivrés par la direction des pénitenciers qu'après en avoir donné avis à la direction de l'intérieur.

Art. 28.

Les permis d'engagement porteront assignation de résidence, en vertu du droit d'internement auquel tous les transportés hors pénitenciers sont soumis. Ils tiendront lieu de passe-port.

Art. 29.

Tout transporté libéré, muni du permis désigné à l'article 26, pourra contracter un engagement légal, en se conformant d'ailleurs à toutes les prescriptions du décret du 13 février 1852 et des arrêtés locaux qui régissent la condition des travailleurs dans la colonie.

Art. 30.

Le livret dont le transporté libéré légalement engagé devra se pourvoir, aux termes de l'article 16 du décret du 13 février 1852 et de l'article 1er de l'arrêté du 28 juillet même année, ne le dispensera d'aucune des obligations résultant pour lui de sa mise en surveillance.

Art. 31.

Le transporté libéré engagé chez un habitant n'a plus droit à aucune délivrance ou prestation en nature aux frais de l'État : il est nourri, vêtu, logé, salarié et traité à l'hôpital, en cas de maladie, aux frais de son engagiste.

Art. 32.

En cas de résiliation d'engagement, le transporté engagé devra se mettre immédiatement à la disposition de la direction des pénitenciers, pour être employé sur une des propriétés domaniales ou sur tout autre point que le gouvernement désignera.

Art. 33.

Le transporté libéré contrevenant aux dispositions de l'article qui précède pourra être déclaré vagabond, en vertu de l'article 270 du code pénal, par analogie avec les prescriptions de l'article 10 de l'arrêté local du 4 août 1852, et poursuivi comme tel, sans préjudice des peines qu'il aura encourues pour rupture de ban (art. 45 du code pénal).

Art. 34.

Les transportés de la 4e catégorie ne pourront être réintégrés dans un pénitencier qu'en vertu de condamnations judiciaires prononcées par les tribunaux dont ils relèvent ; mais l'administration pénitentiaire peut ordonner d'office un changement du lieu de l'internement par mesure disciplinaire et dans un intérêt d'ordre public.

Art. 35.

Les transportés de la 4e catégorie qui justifieront de ressources suffisantes pour exercer une profession industrielle à leur propre compte recevront de la direction des pénitenciers, après avis préalable à la direction de l'intérieur, un permis d'exploitation industrielle, valable pour un an, qui tiendra lieu de passe-port.

Art. 36.

Le permis d'exploitation industrielle ne sera délivré que sous la caution d'un habitant qui s'engagera à pourvoir à la nourriture, au logement et aux frais de maladie du transporté qui désire s'établir, par analogie avec les dispositions de l'arrêté local du 13 janvier 1829 (art. 5 et 6).

Art. 37.

Les transportés libérés qui auront obtenu des permis d'exploitation industrielle ou agricole seront tenus de se conformer aux dispositions des arrêtés locaux sur la matière, et soumis à toutes les obligations qui régissent les ouvriers en livret spécial.

Art. 38.

Les transportés libérés en livret spécial, qui ne pourront continuer l'exploitation agricole ou industrielle pour laquelle ils auraient obtenu des permis, seront tenus de se conformer aux dispositions de l'article 32 du présent arrêté, sans préjudice du recours à exercer par les tiers lésés contre l'habitant qui aurait servi de caution.

Art. 39.

Dans tous les cas où les transportés libérés, régulièrement autorisés à s'engager chez un habitant ou à s'établir pour leur propre compte, auront à se pourvoir du livret de travail, conformément aux prescriptions des arrêtés locaux, l'autorité municipale ne pourra refuser le livret sans en expliquer par écrit les motifs au directeur des pénitenciers, qui pourra, s'il y a lieu, provoquer une décision du gouverneur.

Art. 40.

Les diverses obligations auxquelles les transportés de la 4e catégorie restent soumis envers la direction des pénitenciers, qui conserve sur eux un droit général de tutelle et de surveillance,

inhérent à la spécialité de son institution, ne les dispensent de l'accomplissement d'aucune des formalités prescrites en vertu du droit commun aux autres travailleurs de la Guyane.

TITRE III.

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES CATÉGORIES DE TRANSPORTÉS.

Art. 41.

Les transportés de toutes catégories employés hors pénitenciers sont tous placés sous la surveillance de la haute police, et soumis à ce titre à l'internement et aux mesures spéciales d'ordre et de répression édictées par l'administration, en vertu de l'article 3 du décret du 8 décembre 1851.

Art. 42.

Les transportés des trois premières catégories étant, d'après le régime pénitentiaire auquel ils sont soumis, astreints au travail gratuit envers l'État, reçoivent, pour être employés hors pénitenciers, un permis temporaire de travail qui les laisse sous l'autorité directe de l'administration, toujours maîtresse de les réintégrer dans un pénitencier de la catégorie dont ils font partie.

Art. 43.

Les transportés de la 4e catégorie étant, par la libération, affranchis du travail gratuit pour l'État, reçoivent, pour être employés hors des dépôts d'internement, des permis d'engagement ou des permis d'exploitation agricole ou industrielle qui les rendent au droit commun, sauf les obligations résultant de leur envoi sous la surveillance de la haute police.

Art. 44.

La notification qui est faite par l'administration pénitentiaire au directeur de l'intérieur, en vertu de l'article 2 du présent arrêté, devra contenir un extrait de la matricule du transporté et l'indication du lieu qui lui est assigné pour résidence.

Art. 45.

Une ampliation de la notification prescrite par les articles 2 et 44 sera également adressée par la direction des pénitenciers au commandant de la gendarmerie, au moins dans les cinq jours qui suivront la délivrance des permis.

Art. 46.

Les extraits des notices matriculaires des transportés de toutes catégories employés hors pénitenciers seront transcrits sur le registre spécial que la gendarmerie doit tenir, en exécution de l'article 233 du décret du 1er mars 1854.

Art. 47.

Tout transporté employé hors pénitencier devra, en arrivant dans la localité qui lui est assignée pour résidence, se présenter au commandant de la gendarmerie pour faire viser son permis.

Art. 48.

Indépendamment de cette première formalité prescrite par l'article précédent, les transportés hors pénitenciers devront faire viser périodiquement leur permis par la gendarmerie du lieu où ils sont internés, en se conformant aux règles suivantes, savoir :

Les transportés des trois premières catégories, tous les mois, du 1er au 5 ;

Les transportés de la 4e catégorie, tous les trimestres, du 1er au 5 de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

Ars. 49.

Les transportés contrevenant aux dispositions de l'article qui précède encourront les punitions suivantes, savoir :

S'ils appartiennent à l'une des trois premières catégories, ils pourront être réintégrés dans un pénitencier ;

S'ils appartiennent à la 4e catégorie, ils pourront être internés dans un autre lieu, et notamment sur une des propriétés domaniales formant le dépôt d'internement des libérés.

Art. 50.

L'application des mesures d'ordre prescrites par l'article qui précède ne donnera lieu à aucun recours de la part des engagistes contre l'engagé qui en aura été l'objet, ou contre l'administration qui l'aura ordonnée.

Art. 51.

Les transportés de la 4e catégorie hors pénitenciers qui, par exception, seront autorisés à résider dans la ville de Cayenne,

seront tenus, en faisant viser pour la première fois leur permis, de déclarer le nom de la rue et le numéro de la maison où ils logent, et tout changement de logement devra ensuite être déclaré vingt-quatre heures à l'avance.

Cette déclaration sera faite à la gendarmerie et à la direction de l'intérieur, bureau de police.

Art. 52.

Le domicile de tout transporté hors pénitencier est soumis en tout temps aux visites et aux recherches de la gendarmerie, de la police et des agents de l'administration pénitentiaire.

Art. 53.

Les transportés hors pénitenciers sont tenus d'exhiber leur permis, toutes les fois qu'ils en sont requis par un agent de la force publique ; si le permis n'a pas été visé par qui de droit, aux époques déterminées, ils seront de suite arrêtés et déposés à la geôle, à la disposition de la direction des pénitenciers.

Art. 54.

Dans la ville de Cayenne, les transportés doivent, au coup de canon de retraite, être rentrés dans leur logement.

Art. 55.

Les contrevenants seront déposés à la geôle, où ils pourront être retenus par la direction des pénitenciers de un à cinq jours s'ils appartiennent à la 4e catégorie, et de un jour à quinze jours s'ils font partie de l'une des trois autres, sans préjudice des peines de police auxquelles ils pourront être condamnés en cas de désordre, tapage, rixe, en vertu des règlements locaux, suivant la juridiction dont ils relèvent.

Art. 56.

Tout transporté de la 4e catégorie, absent illégalement du lieu où il est interné, pourra être poursuivi comme vagabond après trois jours.

Art. 57.

Si l'absence s'est prolongée au delà de cinq jours, il pourra être poursuivi pour rupture de ban.

Art. 58.

Si le transporté absent illégalement appartient à l'une des trois premières catégories, il pourra, dans le cas où l'absence ne serait que de trois jours, être réintégré dans un pénitencier pour être puni suivant la rigueur du régime pénitentiaire auquel il est soumis. Dans le cas où l'absence serait de cinq jours, il pourra être poursuivi pour évasion.

Art. 59.

Toute poursuite judiciaire de l'espèce entrainera, pour le transporté qui en sera l'objet, l'emprisonnement préventif à la geôle jusqu'au jour du prononcé du jugement.

Art. 60.

La gendarmerie, dans ses tournées, devra s'assurer de la présence continue des transportés sur le lieu de l'internement, et prendre des renseignements sur leur moralité et en rendre compte, en exécution de l'article 286 du décret du 1er mars 1854.

Art. 61.

Les transportés internés dans les quartiers ne pourront se rendre à Cayenne sans une permission spéciale de la direction des pénitenciers, visée à la direction de l'intérieur, bureau de police.

Art. 62.

Les permissions de l'espèce seront demandées par l'intermédiaire du commandant de la gendarmerie du lieu où le transporté est interné. La réponse de la direction des pénitenciers sera transmise au transporté par le même intermédiaire.

TITRE IV.

DE L'INSPECTION DES TRANSPORTÉS PLACÉS HORS PÉNITENCIERS.

Art. 63.

Une inspection est établie pour s'assurer que les transportés de toutes catégories placés chez les habitants sont convenablement traités et que les conditions de l'engagement sont religieusement observées de part et d'autre.

Art. 64.

L'attention de l'inspecteur devra surtout se porter vers les exploitations où les vivres sont donnés gratuitement; il devra

veiller d'une manière toute particulière à ce que ces vivres soient bien distribués aux transportés et qu'ils ne soient l'objet d'aucun commerce.

Art. 65.

Dans les quartiers où se trouvent des pénitenciers comme dans la Comté, l'Oyapock, le Maroni, Kourou, l'inspection est dévolue aux commandants de ces pénitenciers, chacun pour le quartier où se trouve son établissement. Pour les autres localités de la colonie, l'inspection sera confiée à un officier désigné par le directeur des établissements pénitentiaires.

Art. 66.

Les inspections auront lieu au moins une fois par mois, et après chacune d'elles, l'inspecteur adressera au directeur des pénitenciers un rapport détaillé sur les faits qui auront attiré son attention.

Art. 67.

Ce rapport sera soumis au gouverneur qui statuera, le cas échéant, sur la réintégration des transportés accordés aux habitants et sur les poursuites à exercer à l'égard de ces derniers, pour contravention aux engagements consentis par eux.

Art. 68 et dernier.

Sont et demeurent abrogées toutes dispositions de l'autorité locale contraires au présent arrêté, qui sera soumis à l'approbation de Son Excellence le ministre de l'Algérie et des colonies, et mis provisoirement à exécution, à compter du 1er janvier 1860.

Chaque chef d'administration de la colonie est chargé d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent arrêté.

Cayenne, le 16 décembre 1859.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

ANNEXE au règlement du 16 décembre 1859.

Cayenne, le 15 janvier 1860.

Article 1er.

Les habitants qui ont des chantiers dans les rivières se jetant dans la rade de Cayenne, et qui emploient des transportés, sont autorisés à faire conduire leurs barques à Cayenne par ces transportés.

Art. 2.

Lorsqu'un habitant voudra jouir de la latitude qui lui est donnée par l'article 1er, il devra en donner avis à la direction des pénitenciers en indiquant combien d'hommes lui sont nécessaires pour l'armement de ses embarcations, et combien de voyages il compte faire faire par mois. La direction des pénitenciers délivrera alors un permis qui sera soumis au visa du directeur de l'intérieur au moment où il sera délivré, et qui, à chaque voyage, devra être visé au départ par le commandant de la brigade de gendarmerie du quartier.

Art. 3.

A l'arrivée à Cayenne, le patron de l'embarcation, qui devra toujours être une personne libre, se présentera à la direction des pénitenciers avec le permis, et fera placer les transportés à bord du *Gardien* ou de *la Proserpine*.

Art. 4.

Pendant tout le temps du séjour de la barque à Cayenne, les hommes qui en forment l'équipage seront envoyés en corvée à terre, aux heures fixées pour le travail, et seront employés sur le bord du canal Laussat par leur engagiste.

Art. 5.

Un surveillant du pénitencier n° 8 sera chargé de la surveillance de ces hommes.

Art. 6.

Lorsque la barque devra remonter au chantier, le patron se présentera à la direction des pénitenciers, et donnera avis de l'heure présumée du départ.

Art. 7.

Le permis sera alors visé par la direction, et il sera enjoint au patron de le présenter au commandant de la brigade de gendarmerie, à son arrivée au chantier.

Cayenne, le 15 janvier 1860.

Le Gouverneur de la Guyane,
L. TARDY DE MONTRAVEL.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 110. — Par dépêche ministérielle du 8 novembre 1859 n° 172 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau*), il est donné avis de la radiation de M. l'abbé de KERGARIOU du cadre du clergé de la Guyane et de son remplacement par M. l'abbé SCHAAL.

N° 111. — Par dépêche ministérielle du 17 décembre 1859 n° 359 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau*), avis est donné de la nomination à bourse entière des jeunes NESSLER et CHAPUIS, de la Guyane, aux lycées de Colmar et de Rennes.

N° 112. — Par dépêche ministérielle du 18 janvier 1860 n° 3 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné qu'une prolongation de congé de trois mois, qui expirera le 17 avril prochain, a été accordée à M. TARTARA, sous-commissaire de la marine, rentré en France pour cause de maladie, et qu'à l'expiration de son congé il cessera de faire partie du personnel de la Guyane française.

N° 113. — Par dépêche ministérielle du 20 janvier 1860 n° 4 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est donné avis que M. LIVRAND (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe, est destiné à servir à la Guyane en remplacement de M. CHAUVELOT, chirurgien auxiliaire, décédé.

N° 114. — Par dépêche ministérielle du 23 janvier 1860 n° 10 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que M. Colomb, lieutenant-colonel à la portion centrale du 3e régiment d'infanterie de marine à Rochefort, est appelé à prendre le commandement des compagnies dudit régiment en station à la Guyane.

N° 115. — Par décret du 13 novembre 1859, il a été accordé au sieur Vouland (François-Régis), soldat d'infanterie de marine, une pension de 456 francs par an, réglée sur le grade de soldat et payable sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 56.

N° 116. — Par décision du 1er janvier 1860, le sieur Abraham a été nommé conducteur de travaux agricoles à Saint-Georges, à raison de 50 francs par mois, pour compter dudit jour.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 72.

N° 117. — Sur la proposition du directeur de l'intérieur du 1er février 1860, M. le gouverneur a autorisé l'emploi à Baduel des nommés Eugène Blaise et Azor Saint-Plice, ouvriers charpentiers, chargés de la confection d'un entourage pour le bétail de cet établissement, à raison de 4 et 3 francs par journée de travail jusqu'à l'achèvement de ces travaux.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 58.

N° 118. — Par ordres du même jour, il est enjoint à M. Guibert (Alexandre), enseigne de vaisseau de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de ce bâtiment à la date du 2 février et d'embarquer sur *l'Économe*, pour en prendre le commandement en remplacement de M. Brice, lieutenant de vaisseau, dont le temps de commandement est expiré et qui embarquera sur *l'Abeille*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 41 et 57.

N° 119. — Par décision du même jour, la solde du sieur Brissard (Pierre-Louis), contre-maître boulanger aux îles du Salut, a été portée de 6 francs à 6 fr. 50 cent. par jour.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 45.

N° 120. — Par décision du même jour, M. Hersilie (Étienne-Édouard) a été nommé écrivain temporaire de la marine aux appointements de 600 francs par an, et destiné à servir au bureau du garde-magasin du matériel.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 40.

N° 121. — Par décision du même jour, il a été accordé au sieur Imbert (Joseph-Léon-Pierre), contre-maître charpentier à la direction du port, une indemnité mensuelle de 25 francs.

Cette dépense sera imputée au chapitre 16, article 2, paragraphe 2, Contructions et réparations de chalans.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 46.

N° 122. — Par décision du même jour, il a été accordé au sieur Espirac (Charles-Laurent), surveillant de 2e classe, un congé provisoire pour aller en France y régler des affaires de famille.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 65.

N° 123. — Par décision du même jour, le sieur Ponnet (Désiré-Claude) a été nommé surveillant rural de 3e classe en remplacement du sieur Talmond, révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 79.

N° 124. — Par ordres du 2 février 1860, M. Bardon (Étienne-Édouard), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Reybaud (Marius), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 39.

N° 125. — Par ordre du 4 février 1860, le sieur Duffez (Antoine) a été nommé distributeur des vivres de 2e classe, pour être employé aux îles du Salut, en remplacement du sieur Barbot, distributeur de la même classe, révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 40.

N° 126. — Par décision du même jour, le sieur Démont

(Claude), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut, est révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 45.

N° 127. — Par décision du même jour, une indemnité de 25 centimes par jour a été accordée aux deux transportés mis à la disposition de M. le médecin en chef, comme écrivain et garçon d'amphithéâtre.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 46.

N° 128. — Par décision du même jour, le sieur Dranem (Placide) a été nommé à l'emploi de conducteur de la machine à vapeur de Saint-Georges.

Pendant toute la durée de son séjour sur l'établissement, il recevra la ration de vivres et jouira d'une solde de 6 fr. 60 cent. par jour.

Cette dépense sera imputée au compte du chapitre 16, art. 2, § 5, Essais de culture.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 61.

N° 129. — Par ordre de l'ordonnateur en date du 6 février 1860, le supplément et les frais de bureau accordés à M. Douillard, directeur des établissements de Bourda et de Montjoly, cesseront, à compter du 1er janvier 1860, d'être imputés au compte des vivres et seront payés au chapitre 16, art. 1er, Commandement des pénitenciers.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 48.

N° 130. — Par ordre de l'ordonnateur du 7 février 1860, la dépense pour traitement des gardiens de batteries a été reportée, à partir du 1er janvier, au compte du chapitre 14, art. 2, § 7, Accessoires de la solde.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 54.

N° 131. — Par ordre du même jour, le sieur Blanchard (Louis), deuxième commis de 2e classe des vivres, de retour de

France, a été destiné pour Saint-Louis (Maroni), où il sera chargé de la comptabilité des vivres.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 69.

N° 132. — Par décision du même jour est acceptée la démission du sieur Bertille (Joseph-Elphége-Pascal) de son emploi de distributeur de 2e classe des vivres.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 45.

N° 133. — Par ordre du 8 février 1860, il a été enjoint à M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, chargé provisoirement des fonctions d'agent comptable à Kourou, de remettre le service à M. Guérin (Just-Aimé), titulaire de l'emploi, de retour de congé, et d'opérer sa rentrée au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 54.

N° 134. — Par ordre du même jour, le sieur Zéphirin (Gustave), distributeur de 2e classe des vivres, a été appelé à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Démont, distributeur de la même classe, révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 56.

N° 135. — Par ordre du même jour, le sieur Drapet (Guillaume-Marie), magasinier de 1re classe, arrivé de France, a été chargé de la comptabilité du *Gardien* et de *la Proserpine*, en remplacement du sieur Corre (François-Prosper), premier commis de 2e classe des vivres, rentrant en France en convalescence.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 55.

N° 136. — Par ordre du même jour, le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, arrivé de France, a été destiné pour Saint-Laurant (Maroni), où il sera chargé de la comptabilité du matériel.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 58.

N° 137. — Par décision du 8 février 1860, M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, a été mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 59.

N° 138. — Par décision du 9 février 1860, le sieur Calvel (Jean-Baptiste) a été nommé garde de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 60.

N° 139. — Par décision du même jour, M. Kerhuel (Jean-Baptiste-Félix), chirurgien de 1re classe de la marine, dont le temps de colonie est expiré, a été autorisé à permuter avec M. Lozach (Jean-Baptiste), officier de santé du même grade, rentrant en France à sa place.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 54.

N° 140. — Par décisions du même jour, MM. Le Guillou (Élie-Jean-Baptiste), chirurgien de 1re classe admis à la retraite, Lozach (Jean-Baptiste), chirurgien de 1re classe, Cerf-Mayer (Jules), chirurgien de 2e classe, et Prouteaux (Georges-Pierre), chirurgien de 3e classe, rattachés au service des ports, sont autorisés à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour se rendre en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 54 et 55.

N° 141. — Par décision du même jour, M. Blanchon (José-Sainte-Marie-Tony), chirurgien de 3e classe de la marine, appelé à continuer ses services à la Martinique, est autorisé à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour rejoindre sa nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 55.

N° 142. — Par décision prise en conseil privé, le 10 février 1860, il a été accordé à Mme veuve Gustave, entrepreneur des vidanges de la ville, une subvention mensuelle de 100 francs imputable au budget du service local, section 2, Dépenses facultatives, paragraphe 5, Encouragements à la culture et à l'industrie, avec effet rétroactif du 1er janvier 1860.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 87.

N° 143. — Par décision du même jour, il sera payé mensuellement à M. le supérieur des frères de Ploërmel, par la caisse de l'agent spécial des services régis par économie, une

somme de 48 fr. 35 cent. pour faire face aux dépenses qu'exigent au collége l'exercice du culte, l'emploi d'un homme de peine et l'achat de balais.

Cette dépense sera imputée à la section 2, Dépenses facultatives, chapitre 2, Matériel, article 2, Dépenses diverses, paragraphe 10, Dépenses diverses extraordinaires et imprévues.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 85.

N° 144. — Par décision du même jour, la démission offerte par le sieur Moulan (Marius) de son emploi de boulanger de 1re classe est acceptée. Il est autorisé à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour effectuer son retour en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 62.

N° 145. — Par décision du 11 février 1860, M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, a été chargé du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Lozach, officier de santé du même grade, partant pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 60.

N° 146. — Par ordres du 11 février 1860, le sieur Lincey (Joseph), distributeur de 2e classe des vivres à Saint-Laurent (Maroni), est rappelé de ce pénitencier et destiné à continuer ses services à Mont-Joly, en remplacement du sieur Epesar (Antoine), distributeur du même grade, appelé à le remplacer.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, fos 68 et 60.

N° 147. — Par ordre du 10 février 1860, il est enjoint à M. Masson (Émile), enseigne de vaisseau, d'embarquer le 11 dudit sur *l'Abeille*, pour y remplir les fonctions de second.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 57.

N° 148. — Par décisions du 13 février 1860, les sieurs Schlæck (François-Joseph) et Zéphirin (Gustave), distributeurs de 2e classe des vivres, ont été licenciés.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, fos 61 et 66.

N° 149. — Par décisions du 14 février 1860, un congé de convalescence a été accordé à MM. Le Bègue (Louis-Raoul), sous-commissaire de la marine, Vendôme (Jean-Antoine-Frédéric), écrivain de la marine, Reybaud (Marius) et Caillard (Henry-Thomas), chirurgiens de 3e classe de la marine, avec autorisation de prendre passage sur *l'Amazone* pour rentrer en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 64, 65 et 66.

N° 150. — Par décision du même jour, il a été accordé à M. de Guilhemanson, procureur impérial à Cayenne, un congé de convalescence pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 67.

N° 151. — Par décisions du même jour, un congé provisoire de convalescence pour France a été accordé à chacune des personnes dénommées ci-après :

Aman (Jean-Baptiste), frère coadjuteur de la compagnie de Jésus,
Corre (François-Prosper), 1er commis de 2e classe des vivres,
Bosseur (Vincent), distributeur de 2e classe des vivres,
Bonvalot (Pierre), ouvrier ajusteur, chef de l'atelier d'outillage aux îles du Salut, avec autorisation de s'embarquer sur *l'Amazone* pour opérer leur rentrée en France.

Enregistré au controle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 65 et 68.

N° 152. Par décision du même jour, un congé de convalescence a été accordé à M. Albert, lieutenant au 30e régiment d'infanterie de ligne, officier d'ordonnance du gouverneur, pour se rendre en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 62.

N° 153. — Par ordres du même jour, il est enjoint à MM. Couy (Émile-Joseph) et Lormier, enseignes de vaisseau, de débarquer le 15 du courant du ponton flottant *le Gardien* et d'embarquer le même jour sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 81 et 82.

N° 154. — Par décision du même jour, un congé provisoire de convalescence a été accordé à chacun des surveillants dénommés ci-après :

Conam (Louis-Marie), surveillant de 1re classe,
Ceccaldi (Ventura), surveillant de 1re classe,
Pellegrin (Louis), surveillant de 2e classe,
Starck (Jean-Georges), surveillant de 2e classe,
Jobic (Jean-Marie), surveillant de 2e classe,
Lardry (Antoine), surveillant de 2e classe,
Levesque (Alphonse-Auguste), surveillant de 3e classe,
Bussière (Antoine), surveillant de 3e classe.

Ces sous-officiers sont autorisés à prendre passage sur le transport *l'Amazone* pour se rendre en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 67.

N° 155. — Par ordre du 16 février 1860, il est enjoint à M. Brice (François-Didier), lieutenant de vaisseau, de débarquer le 17 dudit de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, et d'embarquer le même jour sur la frégate *l'Amazone* pour effectuer son retour en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 71.

N° 156. — Par ordre du 17 février 1860, M. L'helgoualc'h (Adolphe-Auguste), chirurgien de 3e classe de la marine, a été embarqué sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*, où il remplira les fonctions de chirurgien-major pendant la maladie de M. Godefroy.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 71.

N° 157. — Par décision du même jour, le sieur Zéphirin (Benoît-Anésippe-Eugène) a été nommé distributeur de 1re classe du matériel aux appointements de 1,600 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 75.

N° 158. — Par ordre du même jour, le sieur Flotte (Jules) a été nommé distributeur de 2e classe des vivres, et destiné à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Bertille, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 45 et 72.

N° 159. — Par ordre du 18 février 1860, le sieur Olivier

(Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, a été destiné pour l'îlet la Mère, où il sera chargé de la comptabilité des vivres et du matériel, en remplacement du sieur Banzet, magasinier de la même classe, rappelé au chef-lieu pour continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 75 et 85.

N° 160. — Par décision du 19 février 1860, M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau, est détaché provisoirement à l'état-major particulier du gouverneur, avec les fonctions d'officier d'ordonnance.

M. Pontillon continuera à compter à bord du *Flambeau*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 81.

N° 161. — Par décision du 20 février 1860, 1° les appointements de M. Maugey, commissaire spécial de l'immigration, ont été portés, à partir du 1er février 1860, à 3,000 francs fixés par le budget du service local.

2° Les fournitures de bureau nécessaires au service de l'immigration lui seront fournies en nature sur demandes établies dans les formes ordinaires.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 75.

N° 162. — Par décision du 23 février 1860, le sieur Caly est révoqué de ses fonctions de surveillant rural de 3e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 79.

N° 163. — Par décision du 24 février 1860, le sieur Magloire a été nommé porte-clefs à la grande geôle de Cayenne, à la solde de 1,200 francs par an, en remplacement du sieur Michaud, révoqué le 23 du courant.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 79 et 80.

N° 164. — Par décision du 24 février 1860, les sieurs Borical (Patrice), Octave (Jean-Baptiste) et Bibert (Charles-Tauride)

ont été nommés archers de la police urbaine, en remplacement des sieurs JAIL, démissionnaire, EUGÈNE (Étienne) et AMAR, révoqués.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 83 et 84.

N° 165. — Par décision du même jour, M. l'aumônier du pénitencier *le Gardien* sera compris, à compter du 1er mars 1860, au nombre des rationnaires du gouvernement.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 91.

N° 166. — Par ordre du 27 février 1860, le sieur BACKAR (Gustave) a été nommé distributeur de 2e classe des vivres, pour être employé aux îles du Salut, en remplacement du sieur ZÉPHYRIN, distributeur du même grade, révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 85.

N° 167. — Par décision du 28 février 1860, une somme de 2,000 francs a été mise à la disposition de l'agent spécial des services régis par économie à la direction de l'intérieur, pour payer au fur et à mesure les achats d'objets demandés par le département de l'Algérie et des colonies et qui doivent figurer à l'exposition des produits coloniaux.

Cette dépense sera imputée au compte du service local, section 2, chapitre 2, Matériel, article 2, paragraphe 5.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 88.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 3.

MARS 1860.

N° 168. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 2089 (Algérie et colonies : cabinet). *Affaires en retard. — Recommandations d'adresser à la fin de chaque trimestre un relevé des affaires soumises au département, et qui n'auraient pas encore reçu de solution.*

Paris, le 15 décembre 1859.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, j'ai l'honneur de vous inviter à m'adresser à l'avenir sous le présent timbre, à la fin de chaque trimestre et par l'occasion la plus favorable, un relevé conforme au modèle ci-joint, et indiquant les affaires dont vous auriez saisi mon département et qui n'auraient pas encore reçu de solution.

Vous aurez soin d'indiquer sommairement dans la colonne *Observations* les motifs qui vous paraissent de nature à rendre particulièrement urgentes les décisions attendues.

Je recommande à votre vigilance l'exécution de cette mesure qui me mettra à même de ne laisser en souffrance aucun des détails de mon administration.

Recevez, etc

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Chef du cabinet,

JULES DELABRE.

MINISTÈRE
DE L'ALGÉRIE
ET DES COLONIES.

ÉTAT des affaires en relat

— 815-970 —

DIRECTI

DATE DE LA LETTRE qui a saisi le département de l'affaire.	ANALYSE DE LA LETTRE.

au

186 .

NOTA. Faire un état séparé pour chaque direction.

d

OBSERVATIONS. Indication sommaire de l'urgence et des conséquences du retard.	845-970

N° 169. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies : cabinet). *Notes confidentielles. — Instructions concernant l'envoi de ces pièces au département de l'Algérie et colonies.*

Paris, le 25 janvier 1860.

Monsieur le Gouverneur, il vous a été adressé, au sujet de l'envoi au département des notes confidentielles sur le personnel des fonctionnaires, magistrats et agents des divers services des colonies, une dépêche à la date du 18 septembre dernier, sous le timbre *secrétariat général;* une seconde sous le timbre de mon cabinet à la date du 27 octobre, et une dernière aussi sous le timbre de mon cabinet sous la date du 6 décembre.

Pour que les instructions contenues dans ces dépêches ne soulèvent aucune difficulté, je crois utile d'en résumer les dispositions.

Ces dépêches ont pour but de prescrire :

1° L'envoi à mon département des notes confidentielles en triple expédition pour la magistrature et en double expédition pour les autres services;

2° La substitution, pour la magistrature, des notices individuelles aux cahiers de notes précédemment usités.

Ces diverses expéditions seront adressées, savoir : la première sous le timbre de mon cabinet, et la seconde (ou les deux autres pour la magistrature), sous le timbre de la direction compétente.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Chef du cabinet,

JULES DELARBRE.

N° 170. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 5660 (Algérie et colonies : secrétariat général). *Notes confidentielles concernant la magistrature.*

Paris, le 31 janvier 1860.

Monsieur le Gouverneur, la circulaire en date du 27 octobre 1859, qui vous a été transmise sous le timbre *cabinet*, ne modifie en rien les instructions qui vous ont été précédemment adressées sous le timbre *secrétariat général, 2e bureau*, relatives à l'envoi des notes confidentielles sur le personnel de la magistrature.

Vous devez vous conformer en tout point à ma circulaire du 28 septembre 1859; seulement, au lieu de transmettre ces notes

en primata et duplicata, vous aurez à me les adresser en triple expédition, dont l'une est destinée au service compétent, l'autre au cabinet, la troisième enfin à la chancellerie.

L'envoi de ces notes devra être fait sous le timbre du service compétent : *secrétariat général, 2e bureau.*

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 171. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 32 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Passages à bord des bâtiments de l'État chargés du service postal entre la Guyane, Surinam et Démérary.*

Paris, le 9 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, vous avez sollicité l'autorisation d'accorder des passages à la table des officiers sur les bâtiments qui font le service postal entre la Guyane, Surinam et Démérary aux habitants notables de la colonie qui seront jugés dignes de cette faveur.

J'ai dû m'entendre à cet égard avec M. le ministre de la marine ; M. l'amiral Hamelin ayant consenti à l'adoption de cette mesure, je vous accorde l'autorisation que vous avez demandée.

Il est entendu que le règlement des frais occasionnés par ces passages, lesquels doivent rester à la charge de ceux qui les auront obtenus, seront réglés par l'administration coloniale et remboursés par ses soins au budget de la marine de la même manière que les autres avances faites par le service *marine* au service *colonial*.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 172. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 39 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Au sujet du recrutement des écrivains du commissariat de la marine aux colonies.*

Paris, le 14 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, M. le ministre de la marine m'ayant fait connaître qu'il ne pouvait plus me prêter son concours pour

faire subir dans les ports de la métropole l'examen d'écrivain de la marine aux candidats qui se présentent pour être envoyés de France dans nos établissements d'outre-mer, j'ai pris des mesures pour que l'administration de ceux de ces établissements où les éléments de recrutement sont nuls ou insuffisants, pût faire face à ses obligations.

J'ai donc décidé que les candidats qui seront désignés comme pouvant remplir les conditions exigées pour subir aux colonies l'examen d'écrivain de la marine seront nommés par moi employés auxiliaires du service colonial.

A ce titre ils recevront une indemnité mensuelle égale à la solde d'un écrivain de la marine et les frais de route déterminés par le décret du 1er octobre 1851.

Une fois rendus dans la colonie pour laquelle ils auront été destinés, ils seront appelés à subir l'examen exigé par les règlements et commissionnés en qualité d'écrivains de la marine par l'autorité locale.

Par suite de ces dispositions, j'ai nommé employé auxiliaire du commissariat de la marine, à la Guyane française, M. D'On, bachelier ès sciences.

J'ai fixé à 900 francs par an l'indemnité qui lui sera payée mensuellement jusqu'au jour où, après avoir subi dans la colonie l'examen réglementaire, il aura pu être commissionné par l'autorité locale.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

N° 173. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 49 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). *Rappel des prescriptions relatives aux rapports à fournir par les chirurgiens des navires de l'immigration.*

Paris, le 14 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, par une dépêche circulaire en date du 23 juillet 1859, j'ai fait connaître aux administrations colo-

niales que les chirurgiens délégués sur les bâtiments de l'immigration devaient, à leur arrivée dans la colonie, remettre au gouverneur, pour être conservé par lui, un rapport sommaire contenant leurs observations sur les diverses circonstances du voyage, et adresser *directement* à mon département un second rapport plus détaillé, établi conformément aux instructions générales qui leur sont remises à leur départ de France.

J'ai eu occasion de constater que ces recommandations ne sont pas observées. Les rapports des chirurgiens me sont encore généralement transmis par l'intermédiaire des administrations locales, qui n'en ont même quelquefois envoyé que des copies défectueuses et incomplètes. Il en résulte que le but que se proposait mon département en réclamant cette transmission directe n'est pas atteint.

Je vous prie de donner des ordres pour que les prescriptions de la dépêche précitée du 23 juillet soient à l'avenir strictement exécutées, et qu'à l'arrivée de chaque convoi le chirurgien délégué soit instruit de la manière dont il doit effectuer la transmission de son rapport d'ensemble. Je ne dois pas douter du soin que l'administration locale apportera toujours à me le faire parvenir par le packet qui suivra le jour où le dépôt aura pu en être fait entre ses mains. Il lui appartiendra de réclamer directement du chirurgien délégué le rapport spécial et sommaire dont il est question dans ma dépêche du 23 juillet 1859 n° 57.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 174. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 53 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). *Dispositions relatives à l'imputation, sur les budgets locaux des colonies, du traitement du secrétaire du comité consultatif des colonies.*

Paris, le 15 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, le décret du 26 juillet 1854 concernant l'organisation du comité consultatif des colonies a prévu l'adjonction à ce comité d'un secrétaire pris, soit dans les bureaux de l'administration centrale, soit au dehors.

Il a été promptement reconnu que ces fonctions ne pouvaient être convenablement remplies que par un fonctionnaire spécial, dont le traitement avait été, jusqu'à présent, supporté par le budget de l'État.

Cette imputation a donné lieu à de justes observations de la part du conseil d'État et du corps législatif.

Par suite des nouvelles dispositions adoptées, la dépense, portée à 4,200 francs à partir du 1er janvier 1860, doit désormais être payée par les colonies, au prorata de leur importance respective.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai fixé à 400 francs la part pour laquelle le budget du service local de la Guyane française devra contribuer, dès le présent exercice, à cette dépense.

Je vous invite d'ailleurs, Monsieur le Gouverneur, à comprendre une prévision spéciale pour cet objet dans les budgets des exercices ultérieurs.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 175. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 48 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Répartition de la place à bord du bâtiment-hôpital pour le matériel à renvoyer.*

Paris, le 25 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, les colonies ne peuvent pas toujours profiter des occasions des bâtiments de l'État pour renvoyer du matériel en France, toute la place disponible étant prise quelquefois par une seule colonie.

Pour obvier à cet inconvénient, M. le ministre de la marine a pensé qu'il y avait lieu de prendre une mesure analogue à celle qui a été adoptée déjà pour la répartition du personnel à rapatrier de nos colonies à bord des bâtiments-hôpitaux *la Cérès* et *l'Amazone*.

En conséquence, ces deux bâtiments pouvant recevoir, avec une moyenne de 200 passagers valides, un chargement de 250 tonneaux de matériel environ, la répartition en a été faite ainsi que suit, savoir :

Dans le cas où le bâtiment toucherait au Sénégal :

Sénégal, 50 mètres cubes;
Guyane, 75 mètres cubes;
Martinique, 75 mètres cubes;
Guadeloupe, 50 mètres cubes,

Et dans le cas où il se rendrait directement aux Antilles et à la Guyane :

Guyane, 95 mètres cubes;
Martinique, 95 mètres cubes;
Guadeloupe, 60 mètres cubes.

Si le nombre des passagers valides était considérablement augmenté par suite de congédiement ou de changement de garnison, la quantité de matériel que pourrait recevoir le bâtiment serait naturellement réduite, et chacune des colonies devrait supporter cette réduction proportionnellement.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :
Le Général Directeur,
DE CISSEY.

N° 176. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 62 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). *Marche à suivre pour l'envoi des états et documents périodiques.*

Paris, le 28 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, par suite de l'organisation actuelle de mon département, chaque bureau est chargé du personnel et de la comptabilité des services qu'il administre.

Cette disposition générale nécessite une modification dans l'envoi des documents périodiques qui doivent désormais être scindés par direction et par bureau, suivant la répartition des attributions telle qu'elle ressort du décret du 10 novembre 1859, inséré au Bulletin officiel de mon département, n° 48, page 585.

Je vous prie de vouloir bien vous reporter à cet acte pour diriger désormais en autant d'envois séparés, et dans une lettre spéciale par direction, les extraits des procès-verbaux du conseil privé, lesquels devront être transcrits sur feuille détachée par

matière. Il en sera de même des notes confidentielles et des déclarations de délégation que vous aurez à faire établir sur autant d'états qu'il y a de services intéressés, et que vous ferez diriger sur les bureaux compétents par autant de lettres d'envoi.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,
Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 177. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er mars 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
—— brut.....	*Idem.*	0f 50c		
Café { marchand....	*Idem.*	2 80		
Café { en parchemin.	*Idem.*	2 00		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 00		
Roucou.....	*Idem.*	80c à 1 00		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 60		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	//		
Tafia.....	Les 100 l.	100 à 110		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 50		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er mars 1860.

Les Membres de la commission,
POUGET, WACONGNE, C. LALANNE, DAUBRIAC fils, GEORGE EMLER et CHAPELLE DE JULLEVILLE.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 97.

N° 178. — *DÉCISION qui fixe le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine, à Cayenne, au personnel libre et à celui de la transportation.*

Cayenne, le 25 mars 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu le retard que nous éprouvons dans l'arrivage du bétail destiné au service de la boucherie ;

Attendu qu'il ne reste plus que quelques bœufs en approvisionnement ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Le nombre de repas de viande fraîche à Cayenne est fixé à trois par semaine pour le personnel libre, le dimanche, le mardi et le jeudi, et à un repas, également par semaine, pour le personnel de la transportation, le dimanche.

Les repas de viande fraîche supprimée seront remplacés par du lard salé.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 25 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
L'Ordonnateur,
VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 109.

N° 179. — *ARRÊTÉ pour l'organisation des écoles primaires gratuites dans les quartiers de la colonie.*

Cayenne, le 27 mars 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 35 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu les arrêtés en date du 3 novembre 1854 portant organisation des écoles primaires gratuites de garçons et de filles dans la colonie ;

Attendu qu'il importe de reviser ces actes et d'y introduire

certaines modifications reconnues nécessaires à l'égard de ce qui est prescrit pour les écoles des quartiers ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Et de l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Les écoles primaires gratuites dont on demanderait la création dans les quartiers pourront être mixtes, c'est-à-dire des deux sexes pour les enfants de quatre à douze ans.

Art. 2. Lorsque la demande d'une école émanera des habitants d'un quartier par l'organe du commissaire-commandant, il n'y sera fait droit qu'autant qu'il aura été constaté qu'il existe au bourg dudit quartier un local pouvant être affecté à cette destination, et qu'il aura été déclaré par les pétitionnaires qu'ils entendent faire les dépenses de location, d'entretien et de mobilier ; lorsque ce sera l'administration qui voudra l'établir, ces dépenses seront à sa charge.

Art. 3. La direction des écoles dont il s'agit sera confiée indifféremment à des instituteurs ou institutrices laïques ou non laïques.

Art. 4. Il leur sera alloué, sur le trésor, une rémunération qui sera de cinq cents francs pour les écoles qui réuniront six à douze enfants, et de huit cents francs pour celles qui en compteront treize et plus. Il n'y aura pas d'école ouverte et reconnue avant qu'il y ait au moins six enfants d'inscrits.

L'enseignement sera gratuit : toutefois il sera loisible aux parents et aux maîtres et maîtresses d'école de prendre entre eux, de gré à gré, tous autres arrangements particuliers pour assurer le bien-être des élèves ou pour quelque motif ou besoin que ce soit.

Art. 5. Les articles classiques tels que livres, papier, plumes, encre, etc. ne seront, dans aucun cas, fournis par l'État.

Art. 6. Les écoles primaires gratuites des quartiers sont placées sous la surveillance du commissaire-commandant assisté du curé.

Art. 7. Le programme de l'enseignement est maintenu tel qu'il est déterminé pour la ville de Cayenne par les arrêtés du 3 novembre 1854 précités.

L'instruction religieuse est dévolue à l'ecclésiastique sur les lieux.

Art. 8. Tous les trimestres, les instituteurs ou institutrices établiront un bulletin faisant connaître la situation de leurs écoles

en ce qui a trait à la tenue, à la conduite et au progrès des élèves ; ce bulletin sera remis au chef de la commune qui l'apostillera de telles observations qu'il croira convenables, en l'adressant à la direction de l'intérieur.

Ils produiront, en outre, en usant du même intermédiaire, et à la même époque et sous le même visa, un certificat constatant le nombre de leurs élèves pour le trimestre expiré, et devant servir au payement de leur rémunération acquise.

Art. 9. Il sera mis à la disposition de toute école primaire, dans les quartiers, un terrain d'une étendue suffisante pour pouvoir y occuper les enfants, pendant certaines heures de la journée, à de légers travaux de culture en rapport avec leur âge.

Dans le cas où il n'en existerait pas pouvant être affecté par la commune à cet usage, l'administration interviendrait pour en fournir un dans les conditions voulues.

Art. 10. Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 11. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin et dans la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 126.

N° 180. — *DÉCISION qui autorise l'ouverture d'une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles au bourg de Roura.*

Cayenne, le 27 mars 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 35 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Vu les arrêtés en date du 3 novembre 1854, en ce qui a trait aux créations d'écoles de garçons et de filles dans la colonie ;

Vu les lettres en dates des 23 septembre 1859 et 27 janvier 1860 du commissaire-commandant du quartier de Roura,

par lesquelles ce fonctionnaire réclame la fondation d'une école primaire mixte de garçons et de filles dans ledit bourg;

Considérant que l'institution de cette école, dans le quartier dont il s'agit, répondrait à un besoin depuis longtemps exprimé;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. Il est ouvert au bourg de Roura, dans les conditions de principes déterminés, une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles, où pourront être reçus les enfants du quartier, de l'âge de 4 à 12 ans.

Art. 2. Les dépenses de loyer de l'école, d'achat et d'entretien du mobilier, sont à la charge du budget du service local.

Art. 3. Il sera pourvu par le chef d'administration compétent à la nomination de l'instituteur.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin et dans la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 152.

N° 181. — *DÉCISION qui autorise l'ouverture d'une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles au bourg de Kourou.*

Cayenne, le 27 mars 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 35 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 concernant le gouvernement de la Guyane française;

Vu les arrêtés en date du 3 novembre 1854, en ce qui a trait aux créations d'écoles de garçons et de filles dans la colonie;

Vu l'arrêté en date de ce jour, modificatif de ceux susvisés;

Attendu que le quartier de Kourou, par son importance, se trouve dans les conditions voulues pour être doté d'une école;

Considérant qu'il importe de répandre l'instruction élémentaire et d'en faire profiter surtout la classe des cultivateurs,

Sur la proposition du directeur l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. Il est ouvert au bourg de Kourou, dans les conditions de principes déterminés, une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles, où seront reçus les enfants du quartier, de l'âge de 4 à 12 ans.

Art. 2. Les dépenses de loyer de l'école, d'achat et d'entretien du mobilier, sont à la charge du budget du service local.

Art. 3. Il sera pourvu par le chef d'administration compétent à la nomination de l'instituteur.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin et dans la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 129.

N° 182. — *ARRÊTÉ portant ouverture, au compte du service local, exercice courant, d'un crédit de 22 fr. 81 cent. pour le payement de diverses créances appartenant à des exercices clos.*

Cayenne, le 27 mars 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que diverses sommes n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice 1858, par suite de retards dans la production des titres;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848,

concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. La somme de vingt-deux francs quatre-vingt-un centimes sera mandatée sur les fonds du service local, exercice 1860, suivant le détail ci-après, aux chapitres respectifs que ces dépenses concernent, savoir :

1° Au trésorier de la colonie, pour remboursement au chapitre VIII de la valeur des cessions opérées par la direction des mouvements du port pendant le 2e trimestre 1858..... 6f 11

2° A M. Brissot, secrétaire de mairie et greffier au quartier de Kaw, pour citations faites à la requête du ministère public, pendant le 1er semestre 1858..... 4 33

3° Au même, et pour le même motif, pendant le 2e semestre..... 12 37

Total..... 22 81

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 152.

N° 183. — *DÉCISION concernant la surveillance sur les travaux des transportés mis à la disposition des directions.*

Cayenne, le 29 mars 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Considérant que les vides nombreux qui se produisent successivement dans le corps militaire des surveillants ne permettent plus à ces sous-officiers de suffire à toutes les exigences du service qu'ils sont appelés à remplir;

Considérant en outre que le but principal des pontons *le Gardien* et *la Proserpine* est de fournir aux divers services du chef-lieu les corvées dont ils ont besoin, et que dès lors il est juste d'attribuer la surveillance de ces corvées aux agents des directions qui les emploient;

Attendu qu'il est dans les attributions de la gendarmerie et de la police de veiller à ce que la tranquillité de la ville ni celle des particuliers ne soient troublées en aucune manière;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. A l'avenir, toutes les fois qu'une direction quelconque demandera une corvée, les hommes qui la composeront seront conduits par un surveillant à l'endroit où ils devront être employés, et à partir de ce moment jusqu'à la cessation du travail ils resteront sous la surveillance et la responsabilité des agents du service qui les utilise.

Art. 2. Au moment où les travaux devront cesser, des surveillants viendront chercher les différentes corvées dispersées dans la ville et les conduiront en ordre et en silence au débarcadère pour les faire rentrer à bord.

Art. 3. Dans le but de rendre la surveillance plus efficace, il sera remis tous les jours, par les soins du commandant du pénitencier n° 8, à la gendarmerie et à la police, un état des corvées fournies pour la journée.

Art. 4. Les gendarmes et les agents de police devront faire des rondes fréquentes dans tous les lieux où les transportés travailleront et s'assurer que tout le monde est présent sur les travaux et qu'aucun désordre ne s'est produit.

Art. 5. En dehors des rondes faites par la gendarmerie et la police, les surveillants du pénitencier n° 8 seront tenus de visiter au moins deux fois par séance chacune des corvées, et ils devront s'enquérir auprès des employeurs de quelle manière les contremaîtres et aides-contre-maîtres préposés à la conduite des corvées s'acquittent de leur mission, et demander des rapports par écrit contre ceux qui auraient manqué à leur consigne de quelque manière que ce soit. Ces rapports seront remis au commandant du *Gardien*, qui ordonnera le changement du contre-maître inculpé ou qui au besoin rendra compte à la direction.

Art. 6. L'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le directeur des pénitenciers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée par-

tout où besoin sera et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 29 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 118.

N° 184. — *DÉCISION qui nomme* M. SAINT-GÈS, *garde du génie de 2e classe, chef du pénitencier de Sainte-Marie jusqu'à son entière évacuation.*

Cayenne, le 31 mars 1860.

Le GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 32 du règlement du 10 mai 1855 ;

Vu le retour au chef-lieu de M. CONVENTS, aide-commissaire, nommé commandant provisoire de cet établissement ;

Vu la lettre de M. l'ordonnateur qui met M. le garde du génie SAINT-GÈS à la disposition du service pénitentiaire ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. M. SAINT-GÈS, garde du génie de 2e classe, est nommé chef du pénitencier de Sainte-Marie jusqu'à son entière évacuation.

Art. 2. A compter du jour de son entrée en fonctions, M. SAINT-GÈS jouira d'un supplément annuel de 1,200 francs et d'une indemnité de 120 francs pour frais de bureau.

Cette dépense sera imputée au chapitre XVI, art. 1er, § 1er, Service pénitentiaire (Commandement et direction).

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui devra être communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 31 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 122.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 185. — Par dépêche ministérielle du 20 janvier 1860 n° 5 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de la destination pour la Guyane française de M. Guérin (Jules), écrivain de la marine à Bordeaux.

N° 186. — Par dépêche ministérielle du 26 janvier 1860 n° 16 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 5 janvier 1860, Son Exc. le ministre de la marine a autorisé le passage de M. le lieutenant d'infanterie de marine Ronmy à l'état-major de l'arme et son maintien à la Guyane, pour être employé dans les pénitenciers.

N° 187. — Par dépêche ministérielle du 4 février 1860 n° 23 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 26 janvier 1860, Son Exc. le ministre de la marine a admis M. le capitaine Ligier et M. le lieutenant Derbès, du 3e régiment d'infanterie de marine, dans l'état-major de l'arme, pour être employés dans les établissements pénitentiaires à la Guyane.

N° 188. — Par dépêche ministérielle du 8 février 1860 n° 45 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau*), avis est donné de la nomination de M de Saint-Quantin (Emile-Édouard) à l'emploi de commis receveur de l'enregistrement et des domaines à Cayenne, au traitement annuel de 2,000 francs.

N° 189. — Par dépêche ministérielle du 20 février 1860 n° 45 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de la destination pour la Martinique de M. Desmazes, commis de marine à la Guyane, actuellement en congé à la Martinique, et de son remplacement par M. Bladou, commis de marine des Antilles.

N° 190. — Par dépêche ministérielle du 22 février 1860 n° 46 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), avis est donné de la nomination de M. Meifredy (Adrien), lieutenant en 1er à la 1re section de la 24e compagnie d'artillerie de marine stationnée à Cayenne, au grade de capitaine pour continuer ses services à la 18e compagnie du régiment à Rochefort, et de son remplacement à la 24e compagnie par M. Morel, lieutenant d'artillerie.

N° 191. — Par dépêche ministérielle du 29 février 1860 n° 63 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau*), avis est donné de la nomination de M. Bénard, chef de l'imprimerie du gouvernement de la Guyane française, à celle de la Martinique, et de son remplacement par M. Carron, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à la Guadeloupe.

M. Carron jouira comme son prédécesseur du traitement fixé à 5,000 francs sur le pied colonial à partir du jour où le service lui sera remis par M. Bénard.

N° 192. — Par décision du 1er mars 1860, M. Pathos (Auguste-Eugène) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur aux appointements annuels de 300 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 111.

N° 193. — Par décision du même jour, les appointements de M. Voisin (Gustave), écrivain temporaire de la marine, ont été portés de 700 à 1,000 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 93.

N° 194. — Par ordre du même jour, M. Jaquolot (Jules-Pierre-Marie), chirurgien de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 86.

N° 195. — Par ordres du même jour, le sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe des vivres, a été chargé de la comp-

tabilité des vivres et du matériel des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, en remplacement du sieur Drapet (Guillaume-Marie), magasinier de 1re classe, appelé à continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne.

Dans cette position, il recevra une indemnité de 150 francs par an pour frais de bureau.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 92 et 93.

N° 196. — Par ordre du même jour, M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, de retour de Kourou, où il était provisoirement chargé de la comptabilité du pénitencier flottant *le Castor*, a été appelé à continuer ses services au bureau du garde-magasin des subsistances.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 105.

N° 197. — Par décision du 2 mars 1860, M. Deparis, commissaire de police à Cayenne, revenant de congé, reprend ses fonctions à compter dudit.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 96.

N° 198. — Par décision du même jour, M. Mandel, chargé des fonctions de commissaire de police pendant l'absence du titulaire, a été nommé commissaire-adjoint de police à Cayenne, aux appointements de 3,000 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 96.

N° 199. — Par ordres du 5 mars 1860, M. Soligniac (Gustave), chirurgien de 3e classe de la marine, a été chargé du service médical de Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de M. Bisch (Louis-Gustave), officier de santé de 2e classe, rappelé au chef-lieu ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 92 et 93.

N° 200. — Par décision du même jour, a été acceptée la démission offerte par le sieur Lhuerre (Charles-Adrien) de son emploi de distributeur du matériel.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 93.

N° 201. — Par décision du même jour, le sieur Hersilie (Jean-Édouard), écrivain temporaire de la marine, a été nommé distributeur du matériel, pour être employé au magasin du matériel à Cayenne, en remplacement du sieur Lhuerre, démissionnaire.

Sa solde, fixée à 1,000 francs par an, sera imputée au chapitre XVI, article 1er, § 6, Divers agents.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 99.

N° 202. — Par ordre du 6 mars 1860, M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 94.

N° 203. — Par décision du même jour, M. Céide (Désiré-Amélius-Irénée), a été nommé commis receveur provisoire de l'enregistrement, aux appointements annuels de 1,300 francs par an, pour compter du 1er mars, en remplacement de M. Lagrandeur, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 96.

N° 204. — Par décision du 7 mars 1860, M. Vernier (Gabriel-Victor), conducteur des ponts et chaussées, a été mis à la disposition de la compagnie des mines d'or de l'Approuague.

A partir de ce jour, M. Vernier a cessé de recevoir la solde attribuée à son grade.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 99.

N° 205. — Par décision du 8 mars 1860, un congé de convalescence de deux mois pour la Guadeloupe a été accordé à M. Bontemps, aide-commissaire de la marine, secrétaire-archiviste du gouvernement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 98.

N° 206. — Par décision du même jour, M. Leborgne (Léon) a été nommé écrivain provisoire à la direction des pénitenciers, en remplacement de M. Dédon, démissionnaire.

Sa solde, fixée à 65 francs par mois, sera imputée au chapitre XVI, article 1er, § 1er.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 100.

Nº 207. — Par ordres du 14 mars 1860, M. Foll (Gustave-Louis), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Antoine (Ferdinand), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 103.

Nº 208. — Par ordres du même jour, M. Chauvin (Jean-Pierre-Élie), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été chargé du service pharmaceutique à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Marion (Amédée-Ernest-Louis), officier de santé de la même classe, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 102.

Nº 209. — Par décision du même jour, M. Maugey, commissaire spécial de l'immigration, a été appelé à remplir cumulativement les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement pendant la durée du congé de convalescence accordé à M. Bontemps, titulaire desdites fonctions.

Il recevra à ce titre un supplément mensuel de 100 francs au compte du service colonial, chapitre XIV, article 1er, § 2.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 104.

Nº 210. — Par ordres du même jour, il est prescrit à M. Maudet, lieutenant de vaisseau, de remettre le commandement de l'aviso à vapeur *l'Abeille* à M. Masson, enseigne de vaisseau, qui l'exercera à titre provisoire pendant le temps que M. Maudet remplira par intérim les fonctions de commandant de la marine.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 104.

Nº 211. — Par décision du 15 mars 1860, les appointements de M. Viriot (Eugène), écrivain de la marine, ont été portés de 1,500 à 1,700 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 106.

N° 212. — Par décision du même jour, M. Brunetti (Jules-Marie), prêtre, aumônier du collége de Cayenne, a été autorisé à s'absenter pendant un mois pour se rendre en mission au Para.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 104.

N° 213. — Par ordre du même jour, M. L'helgoualc'h, chirurgien de 3e classe de la marine, débarqué de l'aviso à vapeur *le Flambeau*, a été mis à la disposition de l'ordonnateur.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 118.

N° 214. — Par ordres du 16 mars 1860, M. Rech (Georges-Louis), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Thérond (Isidore-Julie), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 105.

N° 215. — Par décision du même jour, le sieur Gillet, employé comme conducteur des travaux de la machine à Saint-Laurent du Maroni, passe provisoirement en qualité de chef de l'atelier des machines sur le pénitencier des îles du Salut.

Sa solde reste fixée à 6 fr. 60 cent. par journée de travail, conformément à la décision du 24 novembre 1859.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 110.

N° 216. — Par décision du 19 mars 1860, le sieur Octave (Jean-Baptiste), archer de police urbaine, a été licencié de ses fonctions et mis à la disposition du commissaire de l'inscription maritime.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 126.

N° 217. — Par décision du même jour, Le Révérend Père Bertrand et le frère Bonat, de la compagnie de Jésus, ont été autorisés à prendre passage à bord du navire du commerce *l'Hermance-et-Jenny*, partant pour France, pour cause de santé.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 108.

N° 218. — Par décision du 20 mars 1860, il a été accordé à M. Vérand (André-César), commissaire de la marine, ordonnateur à la Guyane, un congé de convalescence pour France, avec autorisation de prendre la voie des packets anglais.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 108.

N° 219. — Par ordre du même jour, le sieur Backar (Gustave), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut, est appelé à continuer ses services sur les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, en remplacement du sieur Le Doux (Julien-François), distributeur de la même classe, qui se rendra aux îles du Salut.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 107.

N° 220. — Par décision du même jour, et conformément à la décision du 27 avril 1859 qui règle la solde des agents des vivres à la Guyane, un supplément de 15 francs par mois a été accordé au sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe, comptable des vivres et du matériel des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 111.

N° 221. — Par ordres du 21 mars 1860, M. Dutrey (Antoine), pharmacien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Cros (Marcel), chirurgien auxiliaire de la même classe, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 107 et 108.

N° 222. — Par décision du même jour, le sieur Amab (François) a été nommé surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Caly, révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 125.

N° 223. — Par ordre du 24 mars 1860, M. Candolle (Ernest), écrivain de la marine, provenant de la direction de l'intérieur où

il était détaché, a été appelé à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements; sa solde, fixée à 1,200 francs par an, sera imputée au chapitre XVI, article 1er, § 2.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 111.

N° 224. — Par décision du 26 mars 1860, il a été accordé à M. Ducoing (Louis-René) un congé de convalescence pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 118.

N° 225. — Par ordre du 27 mars 1860, M. Lidin (Eugène-Alexandre), écrivain de la marine, a été chargé du service administratif à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Mouttet, commis de marine, appelé à une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 115.

N° 226. — Par ordre du même jour, M. Mouttet, commis de marine, chargé du service administratif à la Montagne-d'Argent, passe en la même qualité à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Saint-Père (Laurent-Henry), employé du même grade, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 112.

N° 227. — Par ordre du même jour, M. Thérond (Isidore-Julie), chirurgien de 2e classe de la marine, a été nommé prévôt de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Vidal (Émile-Léon), officier de santé de la même classe, qui a terminé son temps de prévôté.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 116.

N° 228. — Par décision du même jour, l'indemnité de 15 francs par mois, qui était payée au compte du budget du service local à la dame veuve Gravier, à titre d'indigente, a été continuée à son fils âgé de 8 ans et devenu orphelin par la mort de sa mère.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 115.

N° 229. — Par décision du même jour, il a été accordé, jusqu'à son départ pour France, une ration journalière telle que la re-

çoivent les surveillants employés au chef-lieu, à la jeune Régina Aubert, fille d'un surveillant de 2e classe, restée orpheline et sans ressources dans la colonie, par suite du décès de ses père et mère.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 112.

N° 230. — Par ordres du 28 mars 1860, MM. Viriot (Gustave) et Augier (Alphonse-Marius), écrivains de la marine, ont été chargés du service administratif, le premier à Saint-Louis (Maroni), et le second à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de MM. Delafon (Mathieu-Émile), commis de marine, et Convents (Sosthènes-Alexandre), aide-commissaire de la marine, rappelés au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 114 et 116.

N° 231. — Par décision du même jour, il a été accordé à titre exceptionnel, à partir du 1er avril 1860, une solde de 1 fr. 25 cent. par jour au sieur Ainard, transporté, 4e catégorie, 2e section, employé à Montjoly comme forgeron et maréchal ferrant.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 125.

N° 232. — Par ordre du 29 mars 1860, M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, employé au bureau du garde-magasin des subsistances, passe au secrétariat de M. l'ordonnateur.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 116.

N° 233. — Par ordres du même jour, il est enjoint au sieur Gravier (Jean-Marius-Laurent), deuxième maître de manœuvre, commandant de *l'Ile-Madame*, de remettre ce commandement au sieur Bigoin (Aimé-François), quartier-maître de manœuvre de 1re classe, et de prendre, à compter du 1er avril prochain, celui de la goëlette *l'Ile-d'Énet*, en remplacement du sieur Chassériau, premier maître de timonerie, qui est appelé à commander provisoirement la goëlette *l'Aurore*.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 113 et 114.

N° 234. — Par ordre du même jour, le sieur Ernest (Laurent-Marie-Godefroy-Alexandre) a été nommé distributeur de 2e classe des vivres, pour être employé sur les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 115.

N° 235. — Par décision du 30 mars 1860, la démission offerte par le sieur Pawlosky (Raphaël) de ses fonctions de surveillant rural de 3e classe a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 155.

N° 236. — Par ordres du 31 mars 1860, M. Marion (Amédée-Ernest-Louis), pharmacien de 3e classe de la marine, a été chargé du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Doué (Marius), officier de santé de 2e classe, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 117.

N° 237. — Par ordre du même jour, M. L'helgoualc'h (Adolphe-Auguste), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Catel (Jules), officier de santé de la même classe, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 121.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial,

F. DE GLATIGNY.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 4.

AVRIL 1860.

N° 238. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 34 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Dispositions relatives à la conservation des ouvrages périodiques envoyés pour la bibliothèque du service de santé.*

Paris, le 11 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, vous trouverez ci-contre la nomenclature des ouvrages périodiques qui seront envoyés à Cayenne pour le service de santé de la colonie.

Je vous invite à donner des ordres pour que les exemplaires de ces ouvrages qui vous parviendront soient, à leur arrivée, revêtus d'un timbre indiquant leur destination et remis à M. le chef du service de santé, qui devra en prendre charge et veiller à ce que les collections soient conservées complètes et reliées à la fin de chaque année.

Les ouvrages dont il s'agit seront réunis à la bibliothèque du service de santé, sous la responsabilité personnelle du chef de ce service, qui devra, lorsqu'il sera appelé à d'autres fonctions, en faire la remise à son successeur, en présence du commissaire

chargé des hôpitaux, sur un inventaire établi avec soin. Cet inventaire sera ensuite soumis au visa de l'ordonnateur.

.....

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le ministre et par son ordre :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

N° 239. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 79 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). *Instructions au sujet de l'affranchissement des journaux à destination de la métropole.*

Paris, le 7 mars 1860.

Monsieur le Gouverneur, des journaux adressés de l'île de la Réunion à mon département ont été, par suite de l'absence de l'apposition du timbre P D, considérés comme passibles de la taxe applicable aux correspondances officielles en vertu de l'article 7 du décret du 26 novembre 1856, bien qu'ils eussent été compris parmi les imprimés des colonies pour la France affranchis jusqu'à destination.

Afin de prévenir toute erreur de la nature de celle qui a été commise, j'ai pensé, avec M. le directeur général des postes, qu'il convenait de rappeler aux agents chargés de l'exécution de ce service dans nos colonies que : « l'expédition des imprimés « transmis pour le service public ne pouvant être faite aux mêmes « conditions que la correspondance officielle, sans donner lieu « au payement d'un port étranger bien supérieur au port dont « sont passibles les objets de même nature, expédiés aux condi- « tions du tarif des imprimés, il importe que, sur les feuilles « d'avis et dans les comptes, les envois d'imprimés expédiés « pour le service de l'État figurent toujours au nombre de ceux « transmis avec modération de taxe pour le compte des simples « particuliers, et soient frappés par conséquent des mêmes tim- « bres d'affranchissement que ces derniers. »

L'observation de cette règle aura pour effet d'exonérer dans un grand nombre de cas le département de l'Algérie et des colonies de prix de ports élevés payés à l'office britannique.

Je vous prie de m'accuser réception des présentes instructions.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 240. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 56 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Nominations et mutations dans le commissariat de la marine aux colonies. — Envoi d'une liste de classement.*

Paris, le 9 mars 1860.

Monsieur le Gouverneur, je vous adresse sous ce pli la liste des candidats du service colonial qui ont été déclarés admissibles au grade d'aide-commissaire de la marine par suite du concours de 1858.....

.....

.....

Par un décret impérial en date du 11 février, rendu sur le rapport de M. le ministre de la marine, ont été nommés dans le commissariat de la marine aux colonies, savoir :

Au grade de commissaire :

M. Stéphan (Léopold-François), commissaire-adjoint de la marine, ordonnateur au Sénégal ;

M. Marbot (François), commissaire-adjoint, contrôleur à la Guadeloupe ;

M. Gaudin de Lagrange (Charles-Fortuné-Frédéric), commissaire-adjoint, secrétaire général à la direction de l'intérieur à l'île de la Réunion (hors cadre).

Au grade de commissaire-adjoint :

(Au choix, 3e tour.)

M. Lhoumeau (Alexis-Antoine), sous-commissaire de la marine, contrôleur au Sénégal.

Au grade de sous-commissaire :

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Rolland (Jean-Marie), aide-commissaire à la Réunion.

(Choix, 2e et 3e tour.)

M. Saint-Michel-Rivet (Auguste-Joseph-Benjamin), aide-commissaire, attaché à la direction de l'intérieur à la Martinique (hors cadre);

M. Lacouture (Charles-Alexandre), aide-commissaire à la Martinique.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Fontaine (Claude-Michel-Jacques-Louis-Frédéric), aide-commissaire, attaché à la direction de l'intérieur à l'île de la Réunion (hors cadre).

(Choix, 2e et 3e tour.)

M. Gaudinot (Jean-Pierre-Henry), aide-commissaire au Sénégal;

M. Léchelle (Honoré-Henry), aide-commissaire à la Martinique.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Deville de Périère (Marie-Auguste), aide-commissaire à la Guadeloupe.

(Choix, 2e et 3e tour.)

M. Leclos (Marie-Alexandre), aide-commissaire à la Réunion;

M. Boyer (Pierre-Émile-Léopold), aide-commissaire à la Martinique.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Castelno (Émile-Charles-Marie), aide-commissaire à Saint-Pierre et Miquelon.

(Choix, 2e et 3e tour.)

M. Delasalle (Hippolyte-Jules), aide-commissaire à Gorée;

M. Foucher (Émile-Isidore-Hyacinthe), aide-commissaire à la Nouvelle-Calédonie.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Chicourt (Louis-Antoine-Richard-Sébastien-Octave), aide-commissaire à la Guadeloupe.

(Choix, 2e tour.)

M. Bontemps (Albert-Guillaume), aide-commissaire à la Guyane.

Au grade d'aide-commissaire :

(Concours, 2e tour.)

M. La Barbe (Jean-François), écrivain de la marine à la Guadeloupe.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Dupuy (Jean-Nicolas-François), commis de la marine à Gorée.

(Concours, 2e et 3e tour.)

M. Ferriez (François-Aimé-Marie-Edmond), écrivain de la marine à la Martinique;

M. Maugey (Nicolas-Philippe), commis de marine à la Guyane française.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Déproge (Jules-Jean-Marie), commis de marine, attaché à la direction de l'intérieur à la Martinique (hors cadre).

(Concours, 2e et 3e tour.)

M. Cléret (Henry-Raphaël-Armand), écrivain de la marine à la Guadeloupe;

M. Fournier de l'Étang (Jacques-Marie-Julien), écrivain de la marine à la Martinique.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Achard (Jacques-Frédéric), commis de marine à la Martinique.

(Concours, 2e et 3e tour.)

M. Chazaren (Émile), écrivain de la marine, provenant de l'Océanie;

M. Littayé (Édouard-William-Marie), commis de marine à Saint-Pierre et Miquelon.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Volmar (Marie-Joseph), commis de marine à la Guyane française.

(Concours, 2e et 3e tour.)

M. Le Roux (Louis-Charles-Édouard), commis de marine dans les établissements de la Côte-d'Or et du Gabon;

M. Goby (Étienne-Alphonse), commis de marine à la Réunion.

(Ancienneté, 1er tour.)

M. Convents (Sosthènes-Alexandre), commis de marine à la Guyane française.

(Concours, 2e et 3e tour.)

M. Giral (Louis-Alfred), commis de marine en Océanie;

M. Joyau (Victor-Marie-Henri), commis de marine à la Martinique.

Ces nominations et ces vacances existant dans plusieurs colonies ont nécessité diverses mutations; j'ai destiné en conséquence, savoir :

Pour la Martinique :

MM. Gaudinot et Castelno, sous-commissaires, et M. Cléret, aide-commissaire.

Pour la Guadeloupe :

MM. Pageot-Desnoutières et Cariot, aides-commissaires.

Pour la Réunion :

MM. La Barbe, Fournier de l'Étang et Joyau, aides-commissaires.

Pour la Guyane française :

MM. Sévené, Léchelle et Delasalle, sous-commissaires.

Pour le Sénégal :

M Chazaren, aide-commissaire.

Pour la Nouvelle-Calédonie :

MM. Ferriez et Giral, aides-commissaires.

Pour Mayotte :

M. Goby, aide-commissaire.

Pour les établissements de l'Inde :

MM. Rolland et Lacouture, sous-commissaires.

Je vous invite à donner des ordres pour faire exécuter sans retard les mutations prescrites par la présente circulaire.

Quant à MM. Stéphan, Marbot, de Lagrange, Lhoumeau, ainsi que MM. Saint-Michel-Rivet, Boyer, Chicourt, Deville de Périère, Leclos, Bontemps, Achard, Volmar, Convents, Maugey, Dupuy, Leroux, Littayé et Déproge, ils resteront dans la colonie à laquelle ils sont actuellement attachés.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Liste de classement, par ordre de mérite, des candidats qui se sont présentés au concours.

NUMÉROS de classement.	NOMS ET PRÉNOMS.	GRADES.	TOTAL DES points.	COLONIES auxquelles appartiennent LES CANDIDATS.
	CANDIDATS ADMISSIBLES.			
1	La Barbe (Jean-François).....	Écrivain.	535	Guadeloupe.
2	Ferriez (François-Aimé-Marie-Edmond).	*Idem.*	494 3	Martinique.
3	Maugey (Nicolas-Philippe).....	Commis.	440 6	Guyane.
4	Cléret (Henri-Raphaël-Armand)	Écrivain.	435 2	Guadeloupe.
5	Fournier-L'Étang (Jacques-Marie-Julien).	*Idem.*	430 5	Martinique.
6	Chazaren (Émile).....	*Idem.*	415 5	Océanie.
7	Littayé (Édouard-William-Marie)	Commis.	402 4	St-Pierre et M.
8	Leroux (Louis-Charles-Édouard)	*Idem.*	392 4	Gorée.
9	Goby (Étienne-Alphonse).....	*Idem.*	376 6	Réunion.
10	Giral (Louis-Alfred).....	*Idem.*	367 5	Océanie.
11	Joyau (Victor-Marie-Henri).....	*Idem.*	364	Guyane.
12	Lecourtois (Pierre-François), rayé comme n'appartenant pas au cadre colonial.	*Idem.*	362 9	*Idem.*
13	Grilhault-Desfontaines (Jean-Baptiste-Jules).	*Idem.*	361	Martinique.
14	Bonnnefoy (Pierre-Paul-Armand).	*Idem.*	360 9	Gorée.
15	Vassal (Charles-Honoré).	Écrivain.	360 1	Réunion.

N° 241. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 83 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Caisse de la dotation de l'armée. — Envoi d'une circulaire du ministre de la guerre relative au remboursement des sommes versées par les officiers.*

Paris, le 12 mars 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un exemplaire imprimé des instructions émanées du ministère de la guerre, à la date du 1er février dernier, pour l'exécution de la décision impériale du 13 novembre 1859 qui autorise les officiers à opérer directement, sans l'intervention des conseils d'administration, le retrait des sommes versées par eux à la caisse de la dotation de l'armée.

Vous ferez insérer cette circulaire au Bulletin officiel. Mais l'administration de la colonie ne perdra pas de vue qu'il n'est rien changé aux formes particulières qui ont été tracées pour la constatation des recettes et des dépenses effectuées dans les colonies par les trésoriers, comme suppléant les préposés de la caisse des dépôts et consignations, et qui ont été l'objet des restrictions indiquées dans les circulaires imprimées des 29 mai 1856 (finances) et 5 juin suivant (marine).

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction des finances,

DE ROUJOUX.

INSTRUCTIONS relatives aux dépôts faits par des officiers à la caisse de la dotation de l'armée.

Paris, le 1er février 1860.

MM. les maréchaux commandant les corps d'armée,

les généraux commandant les divisions et les subdivisions territoriales et actives;

les intendants et sous-intendants militaires;

les chefs de corps de toutes armes;

les chefs de légion et les commandants de compagnie de gendarmerie;

les commandants des dépôts de recrutement et de réserve.

Messieurs, aux termes de l'article 32 du décret du 9 janvier 1856, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 26 avril 1855, les versements volontaires faits, à titre de dépôts, à la caisse de la dotation de l'armée, par des militaires de tous grades, dans le cours de leur service, ne peuvent être retirés que sur l'avis des conseils d'administration des corps.

Adoptées dans le but d'assurer le maintien de la discipline et de protéger les militaires contre de funestes entraînements, ces dispositions ne devaient pas évidemment être appliquées aux officiers.

De concert avec M. le ministre des finances et de l'avis de la commission supérieure de la dotation de l'armée, j'ai soumis cette observation à l'Empereur, et, par décision du 13 novembre dernier, Sa Majesté a bien voulu autoriser les officiers à opérer directement, sans l'intervention des conseils d'administration des corps, le retrait des sommes versées par eux à la caisse de la dotation, comme ils opèrent déjà leurs versements.

Ces officiers n'auront, en conséquence, qu'à faire parvenir

une demande de retrait, par lettre non affranchie, à M. le directeur général de la caisse des dépôts et consignations, sur l'ordre duquel les préposés de la caisse (receveurs généraux et particuliers des finances) payeront les sommes dont le remboursement aura été réclamé. Dans le cas où il s'agirait du remboursement de la totalité des sommes versées, les officiers seront tenus de joindre à leurs demandes le livret de versement.

Conformément à la décision précitée, et pour assurer aux versements volontaires faits par les officiers à la caisse de la dotation les mêmes avantages qu'aux versements effectués dans les caisses d'épargne, les officiers déposants auront, à l'avenir, la faculté de faire acheter de la rente *sans frais*. Ils adresseront, à cet effet, à M. le directeur général de la caisse des dépôts et consignations une demande, également par lettre non affranchie, accompagnée de leur livret et indiquant :

1° La somme à convertir en rente ;

2° La nature de la rente à acheter, soit 4 1/2 nouveau, soit 3 p. 0/0 (les autres fonds étant souvent absents de la cote officielle, il ne serait pas toujours possible de satisfaire aux demandes qui en seraient faites) ;

3° Enfin, si l'inscription doit être départementale ou directe, et, dans ce dernier cas, dans quelle localité les arrérages devront être payés.

Les achats ne pouvant avoir lieu qu'au cours de la bourse du jour, les demandes qui indiqueraient des cours fixés d'avance ne recevraient aucune suite.

Je vous invite à donner aux dispositions contenues dans la présente circulaire la plus grande publicité.

Recevez, etc.

Le Maréchal de France, Secrétaire d'État de la guerre,

RANDON.

N° 242. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 90 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). *Le ministre approuve l'arrêté du 28 décembre 1859 portant tarif des droits de patente à la Guyane.*

Paris, le 26 mars 1860.

Monsieur le Gouverneur, par votre lettre du 30 janvier dernier, vous avez soumis à ma sanction l'arrêté que vous avez pris en conseil privé, sous la date du 28 décembre 1859, et portant

tarif pour la perception des contributions dans la colonie pendant l'année 1860.

J'approuve cet arrêté et les principes qu'il consacre tant en ce qui concerne l'augmentation du nombre des classes de patentes, porté de trois à quatre, et l'application du droit de patente à certains industriels qui jusqu'ici n'y étaient point soumis, qu'en ce qui touche les augmentations de taxes et diminutions de droits à la sortie des marchandises de la colonie.

.....

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 243. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er avril 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
—— brut..... ...	*Idem.*	0f 50		
Café { marchand....	*Idem.*	2 80		
Café { en parchemin.	*Idem.*	2 00		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 00		
Roucou.....	*Idem.*	0 90		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 50		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	0 10		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 25		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er avril 1860.

Les Membres de la commission,

C. LALANNE, GEORGE EMLER, CHAPELLE DE JULLEVILLE.

Le Sous-Inspecteur Chef du service des douanes,

MANGO.

Vu :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 148.

N° 244. — *DÉCISION portant modification dans la composition du pain des transportés.*

Cayenne, le 4 avril 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu notre décision du 10 septembre 1859, portant suppression de la farine 10 p. 0/0 dans la fabrication du pain des transportés sur les établissements pénitentiaires,

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Le pain des transportés sur les établissements pénitentiaires sera fabriqué avec deux tiers de farine 20 p. 0/0 et un tiers de farine de seigle.

Cette disposition recevra son exécution au fur et à mesure de l'épuisement des farines 10 p. 0/0.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 4 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 124.

N° 245. — *DÉCISION qui nomme* M. Stahl, *enseigne de vaisseau, commandant particulier par intérim des pénitenciers* 8 *et* 8 bis, *en remplacement de* M. Lamendour, *partant en congé.*

Cayenne, le 7 avril 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les articles 31 et 32 du règlement du 10 mai 1855;

Vu la décision de ce jour accordant un congé provisoire de convalescence pour France à M. le lieutenant de vaisseau Lamendour (Yves-Marie), commandant particulier des pénitenciers 8 et 8 *bis;*

Vu la décision du 13 août 1859 portant nomination de M. l'enseigne de vaisseau Stahl aux fonctions de commandant en second des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine;*

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Art. 1er. M. STAHL (Frédéric), enseigne de vaisseau, commandant en second des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, est nommé commandant particulier par intérim de ces mêmes pénitenciers, pendant la durée du congé de convalescence accordé à M. LAMENDOUR, commandant titulaire.

Art. 2. M. STAHL prendra le service à compter du lundi 16 avril 1860, jour où la remise lui en sera faite dans les formes réglementaires par M. LAMENDOUR.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision, qui devra être communiquée et enregistrée partout ou besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 7 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,
CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 137.

N° 246. — *DÉCISION qui accorde à l'officier et à la brigade de gendarmerie de Kourou la ration journalière allouée aux troupes de la garnison et aux agents divers du service pénitentiaire.*

Cayenne, le 25 avril 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la lettre de M. le commandant de la gendarmerie tendant à obtenir la ration journalière de vivres pour la brigade du quartier de Kourou, à raison du service de surveillance qu'elle est appelée à exercer journellement en dehors de ses autres obligations de service, tant sur les condamnés appartenant à l'établissement pénitentiaire *le Castor*, que par suite du voisinage de ceux placés aux îles du Salut ;

Considérant qu'à ce double titre, l'officier et les gendarmes de la brigade de Kourou peuvent être assimilés aux détachements militaires placés sur les établissements pénitentiaires et doivent être traités de la même manière ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1854 portant fixation de la ration de vivres des troupes de la garnison, etc. ;

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

Avons décidé et décidons :

La ration journalière allouée aux troupes de la garnison et aux agents divers du service pénitentiaire par l'arrêté du 16 novembre 1854 susvisé est accordée à l'officier et à la brigade de gendarmerie de Kourou.

Cette disposition aura son effet à compter 1er mai prochain.

Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera,

Cayenne, le 25 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim.

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 152.

N° 247. — *DÉCISION portant réintégration, maintien et nominations provisoires de membres dans le collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises de la colonie.*

Cayenne, le 27 avril 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 170 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828;

Vu le décret impérial en date du 1er avril 1857, portant nomination des membres du collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises à la Guyane française;

Attendu qu'il y a nécessité de pourvoir au remplacement de deux de ses membres, MM. Chaumier (Théodore), marchand, parti pour France, et Dieudonné (Saint-Amand), chirurgien auxiliaire de la marine, éloigné du chef-lieu pour le service;

Vu le retour dans la colonie de M. Postel (Pierre-Auguste), négociant;

Vu l'arrêté du 21 juillet 1859 qui pourvoit provisoirement à la nomination de M. Rifer (Joseph), commerçant, aux lieu et place de M. Postel, absent alors de la colonie, mais qui vient d'y rentrer;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. M. Postel (Pierre-Auguste), négociant, de retour de France, est réintégré sur la liste des membres du collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises à la Guyane française;

M. Rifer (Joseph), susdésigné, est maintenu provisoirement au nombre des membres dudit collége, en remplacement de M. Chaumier;

M. Mittre (Sigismond-Joseph-Alexandre), pharmacien civil, est nommé provisoirement membre du même collége et remplacera, à ce titre, M. Dieudonné (Saint-Amand), susdésigné.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 158.

N° 248. — *ARRÊTÉ conférant au sieur* Philippe *le nom patronymique de* Philibert.

Cayenne, le 27 avril 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la requête par laquelle le sieur Philippe, âgé de 19 ans, né à Approuague, tonnelier, demeurant à Cayenne, demande à être autorisé à porter le nom patronymique de Philibert;

Vu l'adhésion donnée à ladite demande par le sieur Philibert,

également tonnelier à Cayenne, parrain et protecteur du pétitionnaire, depuis longtemps orphelin.

Vu l'arrêté local du 23 janvier 1851, ainsi que la dépêche ministérielle du 29 janvier 1858, n° 52;

Attendu que toutes les formalités légales ont été exactement observées, que la demande insérée dans le journal officiel de la colonie n'a soulevé aucune opposition, qu'enfin M. le procureur impérial émet au sujet de cette demande un avis favorable;

Sur le rapport du chef du service judiciaire,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article. 1er. Le sieur PHILIPPE ci-dessus dénommé est autorisé à porter le nom patronymique de PHILIBERT.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie

Cayenne, le 27 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Président de la Cour impériale, Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 158.

N° 249. — *DÉCISION qui nomme une commission chargée de recueillir les souscriptions de la Guyane française pour l'érection du monument destiné à perpétuer le souvenir de M. l'amiral* BRUAT.

Cayenne, le 30 avril 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret impérial autorisant la ville de Colmar à ériger un monument à la mémoire de l'amiral BRUAT;

Vu l'appel fait à la colonie par le comité de souscription formé à Paris sous la présidence de M. le contre-amiral JURIEN DE LA GRAVIÈRE,

DÉCIDE :

Article 1er. Un comité local est chargé de recueillir les sous-

criptions de la Guyane française pour l'érection du monument destiné à perpétuer le souvenir de M. l'amiral Bruat.

Art. 2. Cette commission est composée de :

MM. Merlet, conseiller privé, maire de la ville Cayenne, président,
Desnous, chef de bataillon d'infanterie de marine,
Sibour, lieutenant de vaisseau, chef d'état-major,
Cuinier, sous-commissaire de marine.

Elle se réunira sur la convocation de son président.

Art. 3. Les listes de souscription seront publiées à la Feuille officielle de la colonie.

Cayenne, le 30 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 250. — Par dépêche ministérielle du 4 février 1860 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau, n° 6906*), avis est donné que, par décision du 28 octobre 1859, Son Exc. le ministre de la marine a décerné deux médailles d'honneur en argent, l'une de 1re classe et l'autre de 2e classe, à la dame Bagot, passagère à bord de la goëlette *l'Étoile*, et au sieur Elfort, chef d'atelier à la Guyane, en récompense de leur belle conduite dans le naufrage de cette goëlette.

N° 251. — Par dépêche ministérielle du 2 mars 1860 n° 52 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de la destination de M. Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de 3e classe, pour la Guyane, en remplacement de M. Cros, officier de santé du même grade, qui a demandé à rentrer en France.

N° 252. — Par dépêche ministérielle du 9 mars 1860 n° 60 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et mari-*

times, 3e bureau), il est donné avis que, par décret impérial du 8 février dernier, MM. Aubry et Rochet, gardes du génie de 2e classe à la Guyane, ont été promus à la 1re classe de leur grade.

N° 253. — Par dépêche ministérielle du 12 mars 1860 n° 63 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), MM. Buffet (Jean-Baptiste), garde d'artillerie de 1re classe (section des comptables), et Bernard (Eugène), ouvrier d'État, ont été destinés pour la Guyane, en remplacement de MM. Peuget, garde d'artillerie de 2e classe, et Equilbec, ouvrier d'État, qui ont accompli leur temps de service colonial et sont désignés pour servir à la direction d'artillerie de Toulon.

N° 254. — Par dépêche ministérielle du 14 mars 1860 n° 253 (*marine : direction du matériel, bureau des approvisionnements généraux*), il est expressément recommandé de toujours faire revêtir de l'attache du commandant de la marine les demandes à adresser en France pour le service des bâtiments de la flotte ou de la marine locale.

N° 255. — Par dépêche ministérielle du 14 mars 1860 n° 64 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), avis est donné que M. Pierron, garde de 2e classe du génie, a été désigné pour passer à la Guyane, en remplacement de M. Bournot, placé aux îles d'Hièyres.

N° 256. — Par dépêche ministérielle du 16 mars 1860 n° 66 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), avis est donné que M. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, est destiné à servir à la Guyane, en remplacement de M. Gay, officier de santé du même grade, rappelé en France et rattaché au cadre métropolitain.

N° 257. — Par dépêche ministérielle du 22 mars 1860 (*marine : direction du personnel, bureau du personnel militaire et*

civil), il est donné avis de la désignation de M. le capitaine de frégate Féréol de Leyritz, pour remplir les fonctions de commandant de la marine à la Guyane, en remplacement de M. Quoniam que sa santé oblige à rentrer en France.

Les allocations de M. Féréol de Leyritz seront les mêmes que celles que recevait M. Quoniam et déterminées par une dépêche du 16 avril 1859 (bureau de la solde).

N° 258. — Par dépêche ministérielle du 23 mars 1860 n° 89 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau*), avis est donné de la nomination à l'emploi de vérificateur de 3e classe des douanes, à la Guyane, de M. Douillard, qui occupait la même position à la Guadeloupe.

Son traitement a été fixé à 3,200 francs, supplément colonial compris.

N° 259. — Par dépêche ministérielle du 26 mars 1860 n° 76 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décret impérial du 10 mars 1860, M. Virgile, aide-commissaire de la marine dans la colonie, a été admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite, par application de la limite d'âge et pour ancienneté de service, et que M. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice), aide-commissaire de la marine, actuellement à la Guadeloupe, a été destiné pour la Guyane en son remplacement.

N° 260. — Par dépêche du 31 mars 1860 n° 104 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau*), avis est donné du remplacement du R. P. Beigner par le R. P. Girre, en qualité de supérieur de la mission religieuse des pénitenciers de la Guyane française.

OMISSION DE 1859.

N° 261. — D'après décision du 25 octobre 1859, les dispositions de la décision ministérielle du 15 septembre précédent, qui nomme à l'état-major de leur arme MM. Cérari, capitaine,

et Disnematin, lieutenant d'infanterie de marine, auront leur effet à compter du 1er novembre de la même année.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 129.

OMISSION DU MOIS DE FÉVRIER 1860.

N° 262. — D'après décision du 28 février, les dispositions de la dépêche ministérielle du 26 janvier précédent, qui attache à l'état-major de son arme M. Ronmy, lieutenant d'infanterie de marine, auront leur effet à compter du 1er mars de la même année.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 130.

OMISSION DU MOIS DE MARS 1860.

N° 263. — D'après décision du 15 mars 1860, les dispositions de la dépêche du 25 janvier précédent, qui met à l'état-major de leur arme MM. Ligier, capitaine d'infanterie de marine, et Derbès, lieutenant, auront leur effet à compter du 16 mars de la même année.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 130.

N° 264. — Par décision du 30 mars 1860, a été acceptée la démission offerte par le sieur Debrand (Pierre) de son emploi de garde de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 147.

N° 265. — Par décision du 2 avril 1860, la démission offerte par le sieur Bassières (Jean) de son emploi de surveillant rural de 1re classe a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 165.

N° 266. — Par décision du même jour, le sieur Antoinette (Jean-Charles), ouvrier maçon, a été attaché, jusqu'à nouvel ordre, à l'établissement de Saint-Laurent du Maroni.

Il recevra, pendant la durée de son séjour sur ce pénitencier, une solde de 4 fr. 50 cent. par journée de travail, ainsi que la

ration de vivres de campagne, avec imputation de la dépense au chapitre XVI, article 2, paragrahe 5, Essais de culture.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 123.

N° 267. — Par décision du même jour est approuvé le remplacement des travailleurs qui ont été retirés du domaine de Baduel et autorisée la dépense à laquelle donnera lieu la cession de trois travailleurs immigrants, avec imputation sur les fonds du service local, section 2, Dépenses facultatives, chapitre 2, Matériel, article 2, Dépenses diverses, paragraphe 4, Exploitation d'établissements agricoles.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 125.

N° 268. — Par décision du 4 avril 1860, M. Guérin (Jules), écrivain de la marine, arrivé de France, a été appelé à continuer ses services au bureau de la comptabilité centrale des fonds.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 121.

N° 269. — Par décision du 7 avril 1860, le sieur Pierre-Maxime (Virginie), surveillant rural de 2e classe, a été porté à la 1re classe à partir dudit jour.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 133.

N° 270. — Par décision du même jour, le surveillant de 2e classe Cosson (Nicolas-François), inscrit au corps sous le numéro matricule 36, a été cassé de son grade et remis surveillant de 3e classe à compter du 12 avril 1860.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 131.

N° 271. — Par décision du même jour, M. Ducoing, commissaire-adjoint de la marine, porteur d'un congé de convalescence, a été autorisé, à défaut de bâtiment de l'État et de navire de commerce relevant directement pour la métropole, à se rendre par la voie du commerce aux Antilles, où il sera pourvu à son passage en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 140.

N° 272. — Par décision du 8 avril 1860, le sieur Samba n° 3 a été nommé archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Octave (Jean-Baptiste), licencié.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 134.

N° 273. — Par décision du 9 avril 1860, M. Lamendour, lieutenant de vaisseau, commandant les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, porteur d'un congé de convalescence, a été autorisé, à défaut de bâtiment de l'État, à prendre la voie des paquebots à vapeur anglais pour se rendre en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 128.

N° 274. — Par décision du 10 avril 1860, les appointements de M. Zulima (Louis), écrivain de la marine, ont été portés de 1,400 à 1,500 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 131.

N° 275. — Par arrêté du 12 avril 1860, M. Poupon (Charles-Laurent-Théophile) a été provisoirement nommé avoué près la cour et le tribunal civil de la colonie, en remplacement de M. de Saint-Michel-Dunezat, récemment nommé notaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 137.

N° 276. — Par ordre du même jour, le sieur Reboul (Jacques-Honoré), boulanger de 1re classse sur l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, a été suspendu de son emploi et mis en subsistance à bord du *Gardien*, en attendant une occasion pour être renvoyé en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 139.

N° 277. — Par ordre du même jour, le sieur Nara (Jérémie), distributeur de 2e classe des vivres, détaché à Sainte-Marie de la Comté, a été nommé distributeur de 1re classe et rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 149.

N° 278. — Par ordre du même jour, il est enjoint à M. La-

MENDOUR (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de débarquer du *Gardien* à compter du 16 avril, et d'embarquer en subsistance sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 133.

N° 279. — Par décision du 13 avril 1860, le sieur AMÉDÉE-ARMAND a été nommé aspirant pilote au port de Cayenne pour compter du 4 dudit.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 139.

N° 280. — Par décisions de M. le gouverneur du 14 avril 1860, et en conformité des dispositions contenues dans les articles 106 et 142 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 sur le gouvernement de la Guyane, MM. LEDOULX DE GLATIGNY, commissaire de la marine, contrôleur colonial, et NOYER, commissaire-adjoint de 1re classe, ont été appelés, le premier aux fonctions d'ordonnateur par intérim, en remplacemend de M. VÉRAND, qui a obtenu un congé de convalescence pour France, et le second à celles de contrôleur colonial par intérim, en remplacement du titulaire ci-dessus dénommé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 137.

N° 281. — Par décision du même jour, la solde du sieur DÉDEL (Alexandre), tonnelier au magasin des subsistances, a été portée de 960 à 1,080 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 141.

N° 282. — Par décision du même jour, les appointements de M. DE SAINT-QUANTIN (Narcisse), écrivain de la marine, ont été portés de 1,200 à 1,500 francs par an, à compter du 15 courant.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 140.

N° 283. — Par décision du 15 avril 1860, la démission offerte par M. VIRIOT (Ernest) de ses fonctions de commissaire-commandant du quartier d'Oyapock a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 142.

N° 284. — Par décision du même jour, le sieur Jomère (Théodore), archer de la police urbaine, a été révoqué de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 145.

N° 285. — Par décision du même jour, M. Décret (Léon), sous-chef à l'imprimerie du gouvernement à la Guyane, a été appelé à remplacer provisoirement M. Bénard (Auguste-François), nommé chef de l'imprimerie du gouvernement à la Martinique, et partant pour son nouveau poste.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f°s 146 et 147.

N° 286. — Par décision du même jour, M. Stahl (Frédéric), enseigne de vaisseau, second du transport flottant *le Gardien*, a été nommé commandant par intérim de ce bâtiment pendant la durée du congé de convalescence accordé à M. Lamendour, lieutenant de vaisseau, commandant titulaire.

Pendant la durée de son intérim, il jouira de la solde et des accessoires accordés aux enseignes pourvus d'un commandement

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 138.

N° 287. — Par décision du 16 avril 1860, M. Brun (Mathias-Jules-Élisée-Louis-Jean-Jacques) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur aux appointements de 900 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 135.

N° 288. — Par décision du même jour, le sieur Guisoulphe (Gustave-Paul-Auguste) a été nommé surveillant rural de 2e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 145.

N° 289, — Par décision du même jour, M. Bénard (Auguste-François), nommé chef de l'imprimerie du gouvernement à la Martinique, a été autorisé, à défaut de bâtiment de l'État, à prendre passage avec sa famille sur le navire du commerce *le Jeune-Édouard*, pour se rendre à sa destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 144.

N° 290. — Par décision du même jour, M. Subran (Jean-Benoît-Amédée), sous-commissaire de la marine, employé au détail des revues, armements et inscription maritime, mis à la disposition du contrôleur colonial par ordre dudit jour, a été appelé à remplir les fonctions de chef du bureau central du contrôle colonial, en remplacement de M. Devilly (Auguste Armand), officier du commissariat du même grade, passé à la disposition de M. l'ordonnateur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 140.

N° 291. — Par ordres du même jour, M. Cuinier (Etienne), sous-commissaire de la marine, chef du bureau de la comptabilité centrale des fonds, a été chargé de la direction du détail des revues, armements et inscription maritime, en remplacement de M. le commissaire-adjoint de la marine Noyer, nommé contrôleur colonial par intérim, et cumulativement et à titre provisoire, de celle du détail des hôpitaux, en remplacement de M. Ducoing, commissaire-adjoint, qui a obtenu un congé de convalescence pour la France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 141.

N° 292. — Par ordre du même jour, M. Devilly (Auguste-Armand), sous-commissaire de la marine, a été chargé de la direction du bureau de la comptabilité centrale des fonds, en remplacement de M. Cuinier, officier du commissariat du même grade, qui a reçu une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 157.

N° 293. — Par ordre du même jour, M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, employé au détail des subsistances, passe à celui des hôpitaux, en remplacement de M. Cacaret, officier du commissariat du même grade, appelé à le remplacer aux subsistances.

N° 294. — Par ordre du même jour, M. Saint-Père (Laurent-Henry), commis de la marine, de retour de l'îlet la Mère, où il était chargé du service administratif, a été destiné à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 142.

N° 295. — Par ordre du même jour, M. Convents (Sosthènes-Alexandre), aide-commissaire de la marine, de retour de Sainte-

Marie, où il était chargé du service administratif, a été mis à la disposition du contrôleur colonial.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 144.

N° 296. — Par décision du 17 avril 1860, la démission du sieur Jean-Louis (Léopold) de son emploi de secrétaire de mairie a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 163.

N° 297. — Par décision du 19 avril 1860, la démission offerte par M. Bally (Jean-Marais) de son emploi d'écrivain provisoire à la direction de l'intérieur a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 145.

N° 298. — Par ordre du même jour, M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de marine, de retour de Saint-Louis (Maroni), où il remplissait les fonctions de chef du service administratif, a été appelé à continuer ses services au détail des subsistances.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 144.

N° 299. — Par décision du 20 avril 1860, le sieur Huchet (Armand-Louis), distributeur de 1re classe du matériel, a été autorisé à contracter mariage avec Dlle Rose-Laurentine Pierre.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 145.

N° 300. — Par décision du même jour, la démission offerte par le sieur Ernest (Laurent-Marie-Godefroy-Alexandre) de son emploi de distributeur des vivres de 2e classe a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 144.

N° 301. — Par décision du 21 avril 1860, le sieur Debrand (Pierre) a été nommé garde de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 147.

N° 302. — Par décision du même jour, le Yolof Fara N'Diaye a été nommé archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Jomère (Théodore), révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 150.

N° 303. — Par ordre du 26 avril 1860, M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Kuhuel (Jean-Baptiste-Élie), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 148.

N° 304. — Par décision du 27 avril 1860, l'allocation de 360 francs par an, attribuée par l'arrêté local du 1er avril 1854 au supérieur de la mission de la transportation pour le service de la chapelle de la geôle, sera payée à l'avenir au président du conseil de la fabrique de la paroisse de Cayenne, qui a jusqu'à présent pourvu à la fourniture des objets nécessaires.

Ladite allocation sera imputée au chapitre XVI, art. 2, § 4.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 149.

N° 305. — Par décision du 28 avril 1860, M. Bontemps, sous-commissaire de la marine, revenant de congé, reprend, à partir de ce jour, les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement, dont il est titulaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 150.

N° 306. — Par décision du même jour, M. Joyau (Victor-Marie-Henry), aide-commissaire de la marine, détaché à la direction de l'intérieur, appelé à continuer ses services à l'île de la Réunion, est autorisé à partir pour la Martinique, où il attendra des ordres relativement à sa nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 148.

N° 307. — Par décision du même jour, le sieur Cyrille (Philis-Joseph-Sigismond), ex-sergent au 2e régiment d'infanterie de marine, employé comme piqueur à la direction du génie, a été nommé, à compter du 1er mai prochain, à un emploi de surveillant de 3e classe dans le corps militaire des surveillants à la Guyane.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 152.

N° 308. — Par décision du 30 avril 1860, la démission offerte par M. Sy (Henry) de son emploi de régisseur de la ferme-pépinière de Baduel est acceptée à compter du 1er mai 1860.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 155.

N° 309. — *RENSEIGNEMENTS sur les conditions de passage à bord des packets de la compagnie des Indes occidentales, Amérique centrale, Panama et le Pacifique.*

.....

CHANGEMENTS OPÉRÉS.

A l'avenir, les prix du passage seront réglés comme suit :

Il n'y aura pas de différence entre les cabines de l'avant du premier pont et celles de l'arrière du premier et second pont.

Ce changement aura lieu pour l'étranger à dater du jour de la réception de l'avis.

Prix des passages de la Guadeloupe à :

	Dolards.	fr.	c.		dolards.	fr.	c.
Antigues	8	41	60	Vera-Crux	115	598	00
Carriacou	25	130	00	Saint-Vincent	25	130	00
Demerari	40	208	00	Trinidad	30	156	00
Greytown	80	416	00	Barbade	25	130	00
Jacmel	45	234	00	Carthagène	60	312	00
Nassau	60	312	00	Martinique	8	41	60
Sainte-Lucie	12	62	40	Saint-Kitts	12	62	40
Dominique	8	41	60	Bwelfields	90	468	00
Havane	70	364	00	Colon	70	364	00
Jamaïque	55	286	00	Grenade	25	130	00
Porto-Rico	30	156	00	Honduras	85	442	00
Santa Martha	55	286	00	Saint-Thomas	20	104	00
Tampico	120	624	00	Tabago	35	182	00

(Extrait de la *Gazette officielle de la Guadeloupe*, n° 5, du 18 janvier 1859.)

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 5.

MAI 1860.

N° 310. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : cabinet du ministre, 2e section, direction de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). *Les marins condamnés à un emprisonnement d'un an au moins par les tribunaux maritimes commerciaux subiront désormais leur peine dans le pénitencier maritime établi à Brest.*

Paris, le 10 février 1860.

Messieurs, le n° 42 du *Bulletin officiel de la marine* de 1859 contient (page 489) un décret impérial portant création d'un pénitencier maritime, qui doit être établi à bord d'un vaisseau désarmé mouillé dans le port de Brest.

D'après l'article 1er de ce décret, le nouveau pénitencier recevra les marins condamnés à l'emprisonnement, *pour une année au moins*, par les divers tribunaux de la marine, au nombre desquels se trouvent naturellement compris les tribunaux maritimes commerciaux. Ainsi désormais, et conformément à l'article 2 du décret précité, les marins condamnés par cette dernière juridiction qui, en raison de la nature et de la durée de leur peine, devront être envoyés au pénitencier, seront dirigés sur Brest, soit par la voie des bâtiments de l'État ayant cette destination, soit par les soins de la gendarmerie. Je dois vous faire remarquer, d'ailleurs, que les justiciables des tribunaux maritimes commerciaux,

qui appartiennent à l'inscription, sont seuls susceptibles d'être admis au pénitencier. Conséquemment, les étrangers et tous autres individus non inscrits, condamnés à l'emprisonnement par ces tribunaux, continueront à subir leur peine dans les prisons civiles, quelle qu'en soit la durée.

Le décret du 5 décembre 1859 n'a pas d'effet rétroactif, et, par suite, les marins actuellement détenus dans les prisons départementales ou dans les maisons centrales n'en seront pas extraits pour être envoyés à Brest.

L'article 3 de ce décret prescrit de ne remettre les condamnés à la gendarmerie qu'après qu'ils auront été visités et contre-visités. L'application littérale de cette disposition n'est évidemment possible que dans les ports militaires. Dans les chefs-lieux de sous-arrondissements et dans les autres quartiers, il suffira de s'assurer, par les moyens en usage pour la visite des marins, que le condamné est en état de supporter les fatigues du voyage.

En présence des dispositions de l'article 4 (2e paragraphe) et de l'article 73, aucun condamné destiné pour le pénitencier maritime ne devra être remis à la gendarmerie sans une expédition ou un extrait du jugement rendu contre lui. La délivrance de cette pièce ne pourra soulever de difficultés chaque fois que la condamnation aura été prononcée en France. Mais malheureusement, et malgré des recommandations réitérées, il arrive quelquefois que des hommes condamnés par les tribunaux maritimes commerciaux réunis dans les colonies françaises, dans les consulats ou à bord des bâtiments de l'État, sont renvoyés en France sans être accompagnés d'une expédition ou d'un extrait de leur jugement. Je ne saurais trop insister pour que de pareilles négligences ne se renouvellent pas. Si cependant des cas de l'espèce venaient encore à se produire, l'autorité maritime compétente du port où le condamné sera débarqué devra me rendre compte du fait, *par urgence*, en me transmettant tous les renseignements qu'il aura été possible d'obtenir, tant du condamné lui-même que du capitaine du bâtiment qui l'aura rapatrié. Si le jugement de l'homme m'est parvenu, en exécution de l'article 44 du décret-loi du 24 mars 1852, j'en adresserai un extrait à qui de droit, de sorte que la translation au pénitencier puisse être régulièrement opérée. S'il en était autrement, je prescrirais les mesures qu'il y aurait lieu.

Telles sont, Messieurs, les instructions spéciales que m'a semblé exiger l'application du décret du 5 décembre 1859 aux marins condamnés par les tribunaux maritimes commerciaux. Ce

décret contient, d'ailleurs, des dispositions précises et détaillées qui me dispensent de plus longues explications, et je me borne à vous recommander de vous y conformer, chacun en ce qui vous concerne.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,
Signé HAMELIN.

N° 311. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Pièces dont doivent être accompagnés les marins dirigés sur le pénitencier maritime de Brest.*

Paris, le 6 mars 1860.

Messieurs, aux termes des articles 4 et 73 du décret du 5 décembre dernier, portant création d'un pénitencier maritime (*Bulletin officiel* n° 42, page 489), aucun marin ne peut être écroué dans cet établissement que sur la production :

1° D'une expédition ou d'un extrait du jugement par suite duquel il doit subir la peine de l'emprisonnement ;

2° De l'ordre régulier de translation.

Il m'est rendu compte que des marins condamnés, auxquels cette destination avait été donnée, sont arrivés à Brest avec des extraits de jugement établis sommairement et ne présentant presque aucun des renseignements que ces pièces comportent, selon la disposition même de l'imprimé et des renvois indicatifs destinés à guider dans la confection de ces documents (formule 22 et 23 *bis* de la série A faisant suite au Code de justice maritime).

Il appartient à MM. les présidents des conseils de justice et aux commissaires impériaux près les conseils de guerre, qui visent les expéditions et extraits de jugement délivrés pour l'exécution des peines, de veiller à ce que ces pièces, outre la filiation et l'âge du marin condamné, fassent connaître :

1° Le bâtiment d'où il provient, s'il était embarqué au moment de sa condamnation ;

2° Le titre en vertu duquel il est au service (*jeune soldat, engagé volontaire dans les conditions de la loi du* 21 *mars* 1832 *ou de la loi du* 25 *avril* 1855, *rengagé ou remplaçant*), la division des équipages de la flotte à laquelle il appartient, avec le numéro d'immatriculation ;

S'il s'agit d'un inscrit maritime, les quartier, folio et numéro d'inscription, la date de la dernière levée;

3° Le temps de service qui lui restait à faire au jour du jugement, en tenant compte des interruptions résultant des condamnations antérieures.

En vue d'assurer subsidiairement l'accomplissement de ces prescriptions, je recommande de joindre à l'extrait du jugement:

1° Le livret individuel du marin;

2° Le feuillet mobile de la compagnie le concernant;

3° Les brevets pour fonctions spéciales dont il pourrait être titulaire;

4° Et enfin le relevé des punitions annexé jusqu'ici au dossier de la procédure.

Dans le cas où, nonobstant ces recommandations, des hommes condamnés par des juridictions militaires de bord ou séant dans les colonies auraient été renvoyés en France sans être accompagnés des pièces exigées, spécialement d'une expédition ou d'un extrait du jugement, l'autorité maritime du port où le condamné serait débarqué aurait à me rendre compte du fait, *par urgence*, en me transmettant tous les renseignements qu'il aurait été possible d'obtenir, tant du condamné lui-même que du capitaine du bâtiment qui l'aurait rapatrié, sans que ce soit un obstacle à ce qu'il soit dirigé sur le port de Brest. Toutefois, ceux qui seraient débarqués dans les chefs-lieux des sous-arrondissements maritimes seront immédiatement dirigés sur le chef-lieu de l'arrondissement, pour y être provisoirement détenus dans la maison d'arrêt de la marine.

Je vous prie de tenir la main, chacun en ce qui vous concerne, à la stricte exécution de ces prescriptions.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,
HAMELIN.

N° 312. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine: direction du matériel, bureau des constructions navales). *Envoi d'un règlement sur le traitement des ouvriers des ports de France envoyés dans les colonies.*

Paris, le 7 mars 1860.

Messieurs, je vous adresse ci-joint le règlement que j'ai adopté pour fixer le salaire et les autres conditions du traitement

des ouvriers des ports militaires envoyés dans les colonies françaises.

Les nouvelles allocations présentent une amélioration sur celles qui résultent des tarifs et usages actuellement en vigueur. Moyennant cette amélioration, j'ai lieu d'espérer que le recrutement des agents précités sera désormais plus facile qu'il ne l'a été jusqu'à ce jour.

On devra profiter de cette facilité plus grande pour choisir les ouvriers dont il s'agit parmi les hommes éprouvés, tant sous le rapport de la capacité professionnelle que sous celui de la conduite et de la santé. Ces diverses conditions sont d'autant plus nécessaires aux colonies que les travaux s'y exécutent dans des conditions exceptionnelles, que les hommes y sont isolés, et que leur remplacement ne peut s'opérer qu'après de longs délais, très-préjudiciables au service.

Je vous invite à donner les ordres nécessaires pour assurer l'exécution du présent règlement, qui devra être porté, en temps utile, à la connaissance des intéressés.

Recevez, etc

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

ANNEXE.

RÈGLEMENT sur le salaire et les autres conditions du traitement des ouvriers des arsenaux de France envoyés dans les colonies.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État au département de la marine,

Vu les articles 21 et suivants du décret du 22 décembre 1855, portant fixation du salaire des ouvriers employés dans les arsenaux de la marine;

Vu l'article 84 du décret du 19 octobre 1851, portant allocation d'un supplément de solde aux fonctionnaires et employés des corps organisés du département envoyés dans les colonies;

Considérant que les bases de ces allocations, appliquées aux ouvriers des ports de France, ne suffisent plus pour assurer le recrutement de ces agents dans un service qui n'est pas obligatoire pour eux;

Le conseil d'amirauté entendu,

Arrête ce qui suit :

Article 1er. Les salaires des contre-maîtres, aides-contre-maîtres et ouvriers des arsenaux de France envoyés dans les colonies sont réglés ainsi qu'il suit, suivant la colonie :

DÉSIGNATION DE LA COLONIE.	SALAIRE COLONIAL.
Mayotte, Nossi-Bé, Sainte-Marie de Madagascar, le Sénégal et la côte occidentale d'Afrique.	Trois fois le salaire de France.
La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane	Deux fois et demie le salaire de France.
La Réunion, les établissements français de l'Inde et de l'Océanie, les îles Saint-Pierre et Miquelon.	Deux fois le salaire de France.

Est réputée *salaire de France* la solde matriculaire augmentée du supplément individuel. N'en font pas partie la prime et les autres allocations définies aux articles 23, 24 et 26 du décret du 22 décembre 1855.

Art. 2. Le salaire colonial est dû pendant toute la durée du séjour dans la colonie, depuis le jour de l'arrivée jusqu'à celui du départ, à la seule exception des dimanches et jours de fête reconnus par le concordat.

Pendant ces dimanches et jours fériés, les ouvriers reçoivent la moitié de leur salaire colonial.

Art. 3. Indépendamment des salaires précités, les ouvriers envoyés aux colonies y ont droit à la ration tous les jours sans exception.

Cette ration leur sera délivrée en argent, et elle ne pourra l'être en nature que lorsque l'administration locale en reconnaîtra la nécessité.

Art. 4. Les contre-maîtres, aides et ouvriers envoyés aux colonies ont droit au passage gratuit pour eux et leurs familles. A bord des bâtiments de l'État, les contre-maîtres sont reçus à la table des maîtres, les aides-contre-maîtres et les ouvriers sont traités comme passagers à la ration.

Sauf le cas de congédiement ou de maladie dûment constatée, les uns et les autres ne pourront jouir des mêmes avantages pendant la traversée de retour qu'après avoir accompli au moins quatre années consécutives dans la colonie.

Art. 5. Pendant les traversées d'aller et de retour, les ouvriers reçoivent pour traitement le salaire de France, augmenté d'un cinquième. Moyennant cette allocation, ils sont tenus d'exécuter à bord, et quand il y a lieu, les travaux de leur profession.

Avant leur départ, ils reçoivent des avances réglées à raison de trois mois de salaire pour les traversées au delà des caps, et de un mois pour les autres destinations.

Pendant leur absence de France, ils peuvent déléguer à leurs familles une partie de leur salaire. Le maximum de ces délégations est fixé à la moitié dudit salaire.

Art. 6. Les allocations de solde spécifiées au tarif fixé par l'article 1er du présent règlement ne seront applicables aux ouvriers envoyés dans les colonies antérieurement à la promulgation dudit règlement que d'une manière graduelle et par voie d'avancement.

Il n'est rien changé pour ces ouvriers aux dispositions déjà en vigueur dans les colonies.

Paris, le 7 mars 1860.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

N° 313. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Sur le renvoi en France des marins de l'État condamnés à l'emprisonnement.*

Paris, le 17 mars 1860.

Messieurs, aux termes des articles 1 et 2 du décret du 5 décembre 1859, portant création d'un pénitencier maritime à Brest, les marins *au service de l'État*, condamnés à un emprisonnement *d'une année au moins*, doivent être dirigés sur cet établissement pour y subir leur peine, par quelque juridiction qu'elle ait été prononcée. Si cette prescription ne présente aucune difficulté d'exécution pour les hommes condamnés en France ou à proximité des côtes de France, il n'en est pas de même à l'égard de ceux qui sont embarqués sur des bâtiments faisant partie de stations lointaines, ou qui sont condamnés dans les colonies.

Le paragraphe final d'une circulaire en date du 7 avril 1854 (*Bulletin officiel*, page 479) a prescrit de les maintenir, comme les militaires, dans les prisons coloniales, si la peine est *inférieure à 18 mois;* mais cette disposition cesse d'être applicable aux

marins condamnés à un emprisonnement d'une durée d'*un an et au-dessus*, lesquels, aux termes du décret précité, doivent désormais être dirigés sur le pénitencier de Brest.

Quant à ceux qui seront atteints par des condamnations de moins d'un an, mon intention est, vu les conditions dans lesquelles sont établies les prisons de bord, que les hommes n'y soient pas détenus au delà de deux mois, maximum de l'emprisonnement par voie disciplinaire. Il est bien entendu que MM. les commandants devront, dans tous les cas, tenir la main à l'exécution des dispositions des articles 1568, 1569 et 1580 du règlement sur le service intérieur des bâtiments; car il importe que la peine de l'emprisonnement soit réellement dissemblable de celle bien plus afflictive du cachot.

Toutefois il est à remarquer que, d'après l'article 258, paragraphe ultième du code de justice maritime, l'emprisonnement doit courir du jour où la condamnation est devenue *irrévocable (car la condition d'écrou inscrite à la fin de cet article a été stipulée en vue des hommes condamnés par défaut)*, et que, par suite, le temps qui s'écoule de ce jour jusqu'à celui de l'incarcération en France comptant comme détention, la durée considérable de certaines traversées peut avoir pour effet d'affaiblir la répression.

En principe, les condamnés à moins d'un *an de prison* doivent, comme précédemment, subir leur peine dans les maisons d'arrêt de la marine (article 1^er^ du règlement du 5 août 1851).

Quoi qu'il en soit, je me réserve d'user de la faculté que me confère le paragraphe ultième de l'article 1^er^ du décret du 5 décembre, pour autoriser, selon les circonstances, l'admission au pénitencier de Brest d'un certain nombre de marins dont l'emprisonnement excéderait six mois.

Les considérations ci-dessus exposées m'ont conduit à décider :

1° Que les marins au service condamnés à l'emprisonnement seraient renvoyés en France chaque fois que, déduction faite de la durée des traversées moyennes par bâtiments à voile, leur peine devrait avoir, au moins, six mois de durée à l'époque présumée de leur débarquement en France;

2° Qu'en dehors de cette condition, ils seraient écroués dans les prisons militaires des colonies.

Lorsque, ces deux modes d'exécution faisant défaut, il s'agirait de condamnations de conseils de justice n'excédant pas une année d'emprisonnement, l'autorité qui aurait saisi le conseil apprécierait l'opportunité d'user de la faculté qui lui est conférée par l'article

224 du Code de justice maritime, pour accorder à certains condamnés *des commutations de peine* qui constitueraient une *meilleure répression* qu'un emprisonnement *subi à bord*. Ces hommes pourraient, en outre, si les commandants des stations navales en reconnaissaient la nécessité, être changés de bâtiments. Il est certain que ces mutations ont donné, plus d'une fois, d'excellents résultats.

Je recommande de saisir toujours les premières occasions de bâtiments de l'État, et parfois même des navires du commerce, pour effectuer le renvoi en France des marins condamnés.

Dans les cas de rapatriement par navires marchands, il y aura lieu de se conformer aux dispositions des circulaires des 14 juillet 1853 (*Bulletin officiel*, page 411) et 7 novembre 1856, § 6, 7 et 8 (*Bulletin officiel*, page 990), toutes deux relatives aux marins du commerce condamnés par les tribunaux maritimes commerciaux.

Je me réfère, pour la désignation des pièces dont la production est exigée, à ma circulaire du 6 du courant (1).

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération très-distinguée.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

N° 314. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 109* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). *Au sujet des chirurgiens délégués pour l'immigration.*

Paris, le 31 mars 1860.

Monsieur le Gouverneur, la compagnie générale maritime vient de me communiquer la liste des bâtiments qu'elle se propose d'affecter au transport des émigrants indiens dans nos colonies d'Amérique, pour la campagne 1860-1861 qui s'ouvrira à Pondichéry le 1er juillet prochain (les produits du recrutement pendant les mois d'avril, mai et juin étant destinés à la Réunion). Chacun de ces navires embarquera, avant de quitter les ports de France, ou prendra, dans l'Inde, un chirurgien de la marine qui exercera à bord les fonctions de délégué.

(1) *Bulletin officiel*, page 159.

Quelques-uns des bâtiments désignés, notamment *le Réaumur*, *le Daubenton*, *le Richelieu* et *le Suger*, ont été affectés au transport des coolies dans nos Antilles, pendant la période qui vient de finir, et ils doivent relever directement de ces colonies pour l'Inde sans rentrer en France. Il me serait donc impossible, dans le cas où un des chirurgiens embarqués sur ces navires vous réclamerait son débarquement, de pourvoir, en temps opportun, à son remplacement.

Les mêmes observations s'appliquent aux chirurgiens préposés à la surveillance de l'immigration africaine.

Afin de ne pas désorganiser le service, j'ai décidé qu'aucun chirurgien ne serait débarqué en cours de campagne, à moins que sa demande ne m'ait été préalablement transmise soit par l'intermédiaire de M. le gouverneur de Pondichéry ou de M. le commandant de la division navale des côtes occidentales d'Afrique, soit par vous-même, et que vous n'ayez reçu avis que des mesures ont été prises pour l'envoi d'un remplaçant.

Je vous recommande, le cas échéant, de tenir la main à l'exécution de ces prescriptions.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 315. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 93 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e et 3e bureaux). *Au sujet des indications à donner dans les déclarations de délégations sur la résidence des délégataires.*

Paris, le 5 avril 1860.

Monsieur le Gouverneur, il arrive souvent que les déclarations de délégations souscrites par les officiers, fonctionnaires et employés du service colonial, qui me sont adressées, soit des ports où ils vont s'embarquer pour leur destination, soit des colonies, ne donnent pas d'une manière exacte et complète l'indication de la résidence des délégataires. Ces renseignements défectueux sont cause que des lettres d'avis ou ordres de payement, qui sont pour la plupart adressés aux maires, me sont renvoyés sans avoir été remis aux titulaires, et que les payeurs des départements ne peuvent en acquitter le montant.

Afin de remédier, autant que possible, à cet état de choses, qui est préjudiciable aux intérêts des créanciers de l'État et fâcheux pour la prompte liquidation des affaires, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien donner des ordres afin que les déclarations de délégations que m'adressera à l'avenir l'administration de la Guyane contiennent la mention exacte de la profession et de la résidence des délégataires, avec l'indication de la rue et du numéro, et en général tous les renseignements propres à faciliter la remise des mandats aux titulaires.

Recevez, etc.,

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

N° 316. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies : cabinet). *Instructions relatives au dépôt légal des publications coloniales.*

Paris, le 15 avril 1860.

Monsieur le Gouverneur, en l'état actuel de la législation (article 6 du décret des 19 et 24 juillet 1793, lois des 5 février 1810, 14 octobre 1814 et 9 janvier 1828), il doit être déposé au ministère de l'intérieur, directement ou par l'intermédiaire des préfets, deux exemplaires de tout ouvrage de librairie et trois exemplaires de toute œuvre de gravure ou de lithographie dont la publication a lieu en France.

Ce dépôt à pour but :

1° De fournir à l'administration un moyen de surveillance et de contrôle ;

2° D'enrichir nos collections nationales par un contingent perpétuel et régulier de richesses bibliographiques ;

3° De constater juridiquement, à l'exclusion de toute autre preuve, la propriété littéraire et artistique.

Ces dispositions sont devenues applicables aux colonies, en vertu des décrets des 9 décembre 1857 et 1er mai 1858, et les pouvoirs attribués aux préfets en France vous ont été délérés.

Le soin d'assurer ce dépôt et la surveillance des contraventions auxquelles il pourra donner lieu vous incombent ; et lorsque ces contraventions auront été constatées par la vérification des

registres d'inscription des imprimeurs, vous aurez à les déférer aux tribunaux de la colonie.

Afin de régulariser les envois et de me permettre de contrôler les opérations, vous devrez m'expédier tous les trimestres deux ou trois exemplaires, suivant le cas, de tous les ouvrages déposés dans le courant du trimestre, en accompagnant cet envoi d'un bordereau de transmission qui indiquera le titre de l'ouvrage, le nombre d'exemplaires tirés, celui des feuilles, le format, les noms des auteur et éditeur, le domicile de ce dernier, le nombre d'exemplaires déposés et la date du dépôt au siége du gouvernement de la colonie.

En outre, chaque exemplaire envoyé devra porter sur la page du titre un timbre indiquant la date, le lieu du dépôt et le numéro d'ordre d'inscription. Ce numéro sera reproduit sur le bordereau d'envoi.

Lorsqu'aucune publication n'aura eu lieu dans le cours du trimestre, vous m'enverrez *un état* pour *néant*.

L'expédition des exemplaires du dépôt devra être adressée sous le timbre de mon cabinet.

Chacune de ces prescriptions est importante, et j'appelle votre attention sur leur rigoureuse observation.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 317. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 114 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Nouvelles dispositions relatives à l'envoi en France des produits des successions des militaires des détachements des corps de troupe de l'armée de terre décédés aux colonies.*

Paris, le 20 avril 1860.

Monsieur le Gouverneur, aux termes des règlements en vigueur dans le département de la guerre, les produits des successions des militaires décédés dans la métropole ou en campagne sont versés à la caisse des dépôts et consignations, et les objets qui, dans l'intérêt des familles des militaires décédés, doivent être conservés en nature, sont transmis aux intéressés par les conseils d'administration.

Dans le service colonial il n'a pas toujours été procédé de la

sorte, et la caisse des gens de mer reçoit quelquefois encore, au lieu de la caisse des dépôts et consignations, des sommes provenant des successions des militaires des détachements de l'armée de terre décédés dans les colonies. Cette manière de procéder ne saurait être suivie plus longtemps. Les fonds provenant des militaires de l'armée de mer seulement doivent continuer à être versés à la caisse des gens de mer.

La remise aux héritiers en France des objets en nature trouvés dans la succession des militaires de la gendarmerie ou de tout autre corps de l'armée de terre qui n'ont pas de conseil d'administration centrale ni de dépôts en France, avait soulevé quelques difficultés par suite du refus de la caisse des dépôts et consignations de recevoir ces objets. J'ai dû me préoccuper de faire cesser des embarras préjudiciables aux intérêts des familles de ces militaires et, afin d'en éviter le retour, j'ai décidé, par un arrêté du 20 février 1860, dont je vous transmets ci-joint copie, que le caissier particulier du ministère de l'Algérie et des colonies sera dorénavant chargé du soin de recevoir, de conserver et de remettre aux ayants droit les objets mobiliers provenant de la succession des militaires des corps autres que les troupes de la marine, décédés dans les colonies.

Je vous invite, en conséquence, à donner des ordres pour qu'à l'avenir les produits des successions des militaires appartenant à l'armée de terre, décédés aux colonies, soient versés à la caisse du trésorier payeur de.....
pour le compte de la caisse des dépôts et consignations, ainsi que cela a déjà lieu, d'ailleurs, pour les successions des gendarmes du service colonial; quant aux objets mobiliers, valeurs non réalisables dans la colonie, bijoux, papiers de famille, etc., provenant de ces successions, qui vous paraîtront devoir être conservés en nature ou dont les familles intéressées auront demandé la conservation, ils devront m'être adressés, sous le timbre de la présente dépêche (2e ou 3e bureau, suivant l'arme à laquelle aura appartenu le militaire décédé); chaque envoi devra être accompagné d'un bordereau contenant la nomenclature exacte des objets transmis.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre:

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

ARRÊTÉ.

AU NOM DE L'EMPEREUR.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Vu les articles 937 et 938 du règlement du 1er avril 1831 sur le service des hôpitaux militaires, d'après lesquels certains objets trouvés dans la succession des militaires décédés doivent être conservés en nature dans l'intérêt des familles;

Considérant que les formalités prescrites par les articles 939 et suivants du même règlement, pour effectuer la remise de ces objets aux familles, ne peuvent être remplies directement par les administrations coloniales en ce qui concerne, notamment, les militaires dont les corps n'ont point en France un conseil d'administration centrale;

Considérant que ces objets doivent, dès lors, être adressés au ministre pour recevoir leur destination;

Considérant que la caisse des dépôts et consignations chargée de recevoir le montant, en argent, des successions des militaires décédés ne peut se charger également de la recette et de la remise des objets conservés en nature;

Vu la lettre de M. le ministre des finances en date du 10 novembre 1859;

Sur le rapport du conseiller d'État chargé de la direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies et du directeur des affaires militaires et maritimes;

Arrête ce qui suit :

Article 1er. Le caissier particulier du ministère de l'Algérie et des colonies est chargé du soin de recevoir, de conserver et de remettre aux ayants droit les objets mobiliers provenant de la succession des militaires des corps autres que les troupes de la marine décédés aux colonies.

Art. 2. La remise de ces objets aux héritiers sera faite sur la présentation des titres authentiques d'hérédité, délivrés par les autorités compétentes.

Lorsque les héritiers auront eu à recevoir à la caisse des dépôts et consignations le montant ou une portion du montant de la succession en numéraire, ils n'auront à produire, pour obtenir la remise des objets en nature, qu'un certificat de ladite caisse, constatant en quelles mains et en vertu de quelles pièces elle a effectué le payement de la succession.

Art. 3. Le conseiller d'État chargé de la direction de l'admi-

nistration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies et le directeur des affaires militaires et maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin officiel du ministère.

Fait à Paris, le 20 février 1860.

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 318. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 125 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). *Les administrations coloniales sont invitées à ne pas transmettre par la voie des paquebots anglais des caisses contenant des lettres et susceptibles, par cette raison, d'être taxées comme correspondances.*

Paris, le 21 avril 1860.

Monsieur le Gouverneur, un passage de la circulaire imprimée du 15 avril 1856, portant instructions pour l'application du décret du 26 septembre 1855, a recommandé aux administrations coloniales d'envoyer par les voies rapides les pièces comptables des derniers mois d'un exercice et les comptes de gestion des trésoriers. Cette circulaire ajoute (page 11) « que les grosses « correspondances peuvent être embarquées en caisses sur les « paquebots anglais qui les prennent au cabotage à un tarif très- « modéré. »

L'application de cette mesure a rencontré des difficultés ; le département de la marine d'abord, celui de l'Algérie et des colonies ensuite, ont eu à payer souvent des frais considérables pour le port de caisses de comptabilité qui avaient été taxées comme dépêches.

Je reconnais que la circulaire précitée du 15 avril a pu induire les administrations en erreur. Il faut distinguer entre des papiers de comptabilité et des correspondances. Toute pièce qui revêt la forme épistolaire, qui est signée par un envoyeur et adressée à un destinataire dans la forme habituellement donnée à la correspondance, est une lettre et ne peut échapper à la taxe, soit parce qu'elle est volumineuse, soit parce qu'elle est en partie imprimée, soit parce qu'elle est accompagnée de pièces nombreuses et lourdes comme des justifications de dépense.

Il n'est donc pas étonnant que les agents de la poste anglaise

aient taxé ces caisses comme lettres, et qu'en divers endroits ils aient refusé de les recevoir autrement. Cela était encore plus naturel quand les caisses en question leur étaient remises par le bâtiment français qui fait la correspondance intercoloniale, et quand elles étaient portées sur les bulletins d'envois de la colonie expéditrice.

Pour que ce mode d'envoi devienne possible, il faudrait, en premier lieu, que les caisses en question ne renfermassent aucune pièce ayant la forme d'une lettre, et qu'elles fussent remises comme marchandises par un intermédiaire chargé au besoin d'en payer le fret; mais dans ce cas, à leur arrivée en Angleterre et en France, elles continueraient à être traitées comme marchandises, et ouvertes par l'administration des douanes tant en Angleterre qu'en France. La nature de l'envoi conduirait infailliblement à un examen de détail qu'il est désirable d'éviter, attendu que cet examen n'est pas convenable en lui-même, et qu'il peut occasionner la perte de pièces qu'il serait difficile de remplacer, et qui font la garantie des comptables.

Je vous invite donc à ne plus suivre cette voie à l'avenir. Les pièces de la comptabilité des trésoriers que l'on jugera convenable d'acheminer par la voie des navires à voile pourront, comme par le passé, y être embarquées dans des caisses. Tout ce que vous jugerez à propos de me faire parvenir par les voies rapides devra, au contraire, être enveloppé de papier comme les lettres ordinaires. On évitera de cette façon le surcroît de poids d'une caisse inutile.

L'administration de la colonie saura distinguer, je n'en doute pas, les productions de comptabilité dont l'envoi est urgent de celles dont la transmission régulière, toute indispensable qu'elle peut être, n'a pas le même degré d'urgence, et éviter, soit de ne rien envoyer, dans la crainte exagérée d'une dépense qui pourtant se justifie parfaitement, soit d'envoyer à grands frais des documents dont l'utilité n'est pas aussi immédiate. Tout dépendra des circonstances dont les administrations locales peuvent seules se rendre exactement compte.

Je vous prie d'ailleurs de recommander de nouveau aux administrations et aux comptables d'éviter l'emploi des papiers de grande dimension et d'un poids considérable, et d'adopter autant que possible les papiers légers et d'une dimension modérée.

La présente dépêche est applicable aux transmissions qui concernent le département de la marine, qui a porté dernièrement

à ma connaissance l'avis d'un payement de port excessif pour un envoi fait dans les conditions ci-dessus indiquées.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 319. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 126 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Au sujet de versements faits à la caisse de la dotation de l'armée dans les colonies, en vue de se procurer des moyens de remise.*

Paris, le 21 avril 1860.

Monsieur le Gouverneur, on m'a signalé de la Martinique et de la Guadeloupe un accroissement extraordinaire des versements de dépôts à la caisse de la dotation de l'armée, en vue d'obtenir des remises sur France. Le nombre des dépôts et le chiffre élevé de quelques-uns d'eux ont fait concevoir des doutes sur leur véritable caractère, et donné à craindre que ces versements faits en billets de banque ne devinssent un moyen détourné d'opérer des remises en France.

Pour remédier à l'abus qui pouvait résulter de cette facilité ou qui était seulement à craindre, MM. les gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe ont décidé que les versements dont il s'agit devraient être réalisés en numéraire. On a fait une exception en faveur des officiers et soldats à qui on a accordé la faveur d'effectuer ces versements en billets.

J'ai pris, sur cette question, l'avis de M. le ministre des finances et nous avons reconnu, de concert, que le seul moyen efficace de s'opposer à ce qu'il peut y avoir d'abusif dans ces opérations était d'exiger le versement en numéraire. Cette condition est d'autant plus légitime que les officiers, sous-officiers et soldats reçoivent une notable partie de leur solde en espèces, et qu'ils peuvent ainsi réserver ces monnaies pour les versements qu'ils se proposent de faire.

J'approuve donc les mesures qui ont été prises sur ce point à la Martinique et à la Guadeloupe, et je suis également disposé à donner mon approbation à toute autre disposition analogue à laquelle vous conduiraient des circonstances imprévues. Faciliter l'exercice d'un droit, en réprimer l'abus, telle doit être en cette

occasion l'attitude des administrations locales; leur décision doit dépendre également du caractère que présentent les opérations qui leur sont soumises.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 320. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 142* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Invitation d'envoyer les projets de budget en double exemplaire, l'un en cahier, l'autre en extraits séparés.*

Paris, le 30 avril 1860.

Monsieur le Gouverneur, l'organisation donnée au ministère de l'Algérie et des colonies par le décret du 10 novembre 1859 et par l'arrêté du 12 du même mois, inséré au Bulletin officiel du ministère, a placé dans les attributions du 4e bureau de la direction de l'administration coloniale et des services financiers la préparation du budget général, qui entraîne, en ce qui concerne le service des colonies, la centralisation à ce bureau des projets de budgets qui doivent m'être envoyés par les colonies.

Mais plusieurs autres bureaux, soit de la même direction, soit des autres directions du ministère, ont besoin également de connaître, chacun pour la partie du service dont il est chargé, les propositions et les demandes faites par les administrations coloniales.

Pour satisfaire à ce double besoin, je vous invite à pourvoir à ce que cet envoi ait lieu à l'avenir en deux expéditions, l'une en cahier d'ensemble et la seconde en extraits divisés par subdivision de service, suivant les différents bureaux qui ont à en connaître. Cette mesure d'ordre, analogue à ce qui se pratique pour les extraits de délibérations des conseils privés, facilitera l'examen du budget et permettra de bien se rendre compte de toutes les demandes qui auront été faites; vous pouvez d'ailleurs continuer à en faire l'envoi sous le timbre de la présente dépêche; le 4e bureau se chargera de la répartition.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 321. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 119 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Au sujet de la transmission en France des revues de liquidation.*

Paris, le 30 avril 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, les revues de liquidation, feuilles de journées et autres pièces qui s'y rattachent concernant les états-majors du génie et de l'artillerie et les détachements du génie des colonies ne me sont pas transmises régulièrement. Le retard apporté par quelques administrations coloniales dans l'envoi de ces documents empêche qu'il soit procédé en temps opportun à leur examen dans mes bureaux, et prive mon département de renseignements qui lui sont utiles.

Je vous prie de donner des ordres pour qu'à l'avenir *des revues spéciales*, pour chacune des armes désignées ci-dessus, soient établies à la fin de chaque trimestre, conformément aux règlements, et soient adressées à mon département sous le *timbre de la présente circulaire*.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le ministre et par son ordre :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

N° 322. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 120 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Les dépenses des réparations faites aux paratonnerres des magasins à poudre sont supportées par le service de l'artillerie.*

Paris, le 30 avril 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, j'ai été consulté sur la question de savoir auquel des deux services de l'artillerie et du génie devait incomber la dépense des réparations faites aux paratonnerres des magasins à poudre.

M. le directeur du dépôt des fortifications des colonies m'a soumis à ce sujet un rapport que j'approuve en tous points, et dont les conclusions devront servir de règle à l'avenir.

Vous trouverez ci-joint extrait de ce rapport. Je vous prie de

le faire porter à la connaissance des deux chefs des services de l'artillerie et du génie à la Guyane, avec ordre de s'y conformer.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

EXTRAIT d'un rapport adressé au ministre, sous la date du 24 janvier 1860, par M. le directeur du dépôt des fortifications des colonies.

.....

La réponse à cette question me semble clairement écrite dans l'instruction du 19 mars 1848 et dans la lettre qui l'accompagne.

En effet, dans le sixième paragraphe de la lettre qu'il adresse aux directeurs de l'artillerie et des fortifications, M. le ministre de la guerre s'exprime ainsi :

« Attendu, d'ailleurs, qu'après leur construction par le ser-
« vice du génie, les magasins à poudre doivent être remis à
« l'artillerie, qui reste chargée de leur *conservation et de leur*
« *entretien, etc. etc.*..... »

Voici ensuite l'observation qui clôt l'instruction :

« Le choix de l'emplacement des magasins à poudre à cons-
« truire, leurs dimensions et les circonstances qui pourraient
« exiger, dans certains cas, qu'on s'écartât des prescriptions
« générales et particulières contenues dans la présente instruction
« devront toujours être l'objet, dans chaque localité, de procès-
« verbaux de conférence entre les chefs des deux services de
« l'artillerie et du génie.

« Il en sera de même lorsqu'il y aura nécessité de proposer la
« consolidation des planchers des magasins à poudre existants,
« travaux *qui resteront à la charge du service du génie.* »

Ainsi, la remise du magasin à poudre une fois faite par le génie à l'artillerie, le génie reste chargé, *par exception, d'un seul travail, travail de consolidation et non d'entretien.*

Il est évident, d'après cela, que la dépense faite pour réparer les paratonnerres des magasins à poudre regarde le service de l'artillerie.

S'il pouvait rester un doute à cet égard, il devrait plus que tomber devant l'avis du bureau de l'artillerie au ministère de la guerre, du bureau qui fait la règle.

« Toutes les réparations d'entretien sont à la charge de l'ar-
« tillerie de terre lorsque les magasins à poudre ont été régu-
« lièrement remis à ce service par le génie. »

.....

Pour extrait :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

N° 323. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er mai 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
—— brut.....	*Idem.*	0f 50c		
Café { marchand....	*Idem.*	3 00		
Café { en parchemin.	*Idem.*	2 00		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 20		
Roucou.....	*Idem.*	90c à 1 00		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 60		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	0 10		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 25		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er mai 1860.

Les Membres de la commission,

DAUBRIAC fils et GEORGE EMLER.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur*,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 192.

N° 324. — *ARRÊTÉ qui règle le traitement de* M. BONTEMPS (Albert), *sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du gouvernement et secrétaire-archiviste du conseil privé.*

Cayenne, le 1er mai 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret impérial du 11 février 1860 portant nomination de M. BONTEMPS au grade de sous-commissaire de la marine;

Vu la décision du 20 juillet 1857, qui alloue à cet officier du commissariat de la marine un supplément de 2,200 francs, à raison de ses doubles fonctions de chef du secrétariat du gouvernement et de secrétaire-archiviste du conseil privé;

Considérant qu'une somme de 5,000 francs est inscrite au budget des dépenses de 1860, notifié dans la colonie par dépêche ministérielle du 19 décembre 1859 n° 108, pour faire face au traitement attribué à un sous-commissaire de la marine chargé de ces dernières fonctions;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS :

Le traitement de 5,000 francs prévu au budget des dépenses de 1860, au titre du secrétaire-archiviste, sera payé, à compter de ce jour, à M. BONTEMPS, sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du gouvernement, chargé de ces fonctions.

M. BONTEMPS recevra en outre dans cette position, à titre d'indemnité de logement et au compte du chapitre XV, article 3, paragraphe 1er, la somme de 720 francs par an.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 1er mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 155.

N° 325. — *DÉCISION qui charge* M. ARCHAMBAULT (Pierre-Hippolyte) *de la direction de l'école primaire gratuite de garçons et de filles créée au bourg de Kourou.*

Cayenne, le 1er mai 1860.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté du 17 avril 1860 portant modification des disposi-

tions des arrêtés du 3 novembre 1854, en vigueur jusqu'à ce jour pour la création des écoles primaires gratuites de garçons et de filles dans les quartiers de la colonie ;

Vu l'arrêté de même date prescrivant l'ouverture, dans le bourg de Kourou, d'une école semblable mixte pour les enfants de ce quartier ;

Vu les articles 98 et 115 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Sur la proposition du commissaire-commandant dudit quartier de Kourou,

DÉCIDE :

Article 1er. M. ARCHAMBAULT (Pierre-Hippolyte), y domicilié, est chargé de la direction de l'école de Kourou dans les conditions déterminées par les arrêtés susvisés.

Art. 2. Il lui sera alloué par an, en cette qualité, une rémunération dont le chiffre de 500 ou de 800 francs sera basé sur le nombre des élèves, ainsi qu'il est réglé par l'article 9 de l'arrêté modificatif précité du 17 avril 1860 ; le payement sera effectué par trimestre, à compter de ce jour, sur le vu d'un certificat de l'instituteur, visé par le commissaire-commandant, constatant l'effectif numérique desdits élèves.

Art. 3. La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera et communiquée au contrôle colonial.

Cayenne, le 1er mai 1860.

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 174.

N° 326. — *DÉCISION qui nomme une commission chargée d'examiner les dispositions qui réglementent à la Martinique le service de la boulangerie, et d'en proposer l'application à la Guyane avec les modifications dont elles paraîtraient susceptibles.*

Cayenne, le 2 mai 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'ordonnance coloniale du 28 juillet 1823 portant règlement sur l'exercice de la profession de boulanger ;

Vu les arrêtés locaux des 16 octobre 1827, 21 décembre 1836

et 30 septembre 1845 concernant le prix et le poids du pain ;

Attendu que le mode de fixation du prix du pain résultant de ces dispositions paraît contraire aux intérêts de la population,

DÉCIDE :

Article 1er. Une commission composée de :

MM. LALANNE, conseiller privé, président,
DÉRUSSAT, commissaire-adjoint de la marine, chef de bureau à la direction de l'intérieur,
URSLEUR, conseiller municipal,
GIAIMO, *idem*,

est nommée à l'effet d'examiner les dispositions qui réglementent à la Martinique le service de la boulangerie, et d'en proposer l'application à la Guyane avec les modifications dont elles paraîtraient susceptibles.

Art. 2. Cette commission se réunira sur la convocation de son président dans une des salles de l'hôtel de la mairie.

Cayenne, le 2 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

N° 327. — *ARRÊTÉ qui assujettit les contribuables du quartier de Mana à une réquisition de six journées de travail par an pour assurer les besoins des services publics.*

Cayenne, le 7 mai 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 26 et 66 de l'ordonnance du 27 août 1828 ;

Attendu la difficulté que rencontre l'autorité, dans le quartier de Mana, pour armer ses embarcations et pour tous autres services publics sur les lieux, toutes les fois que les exigences administratives le commandent ;

Considérant qu'une telle difficulté dans cette localité, où il n'existe que de rares communications avec le centre de la colonie, entrave le service, surtout celui de la gendarmerie ;

Voulant remédier à un tel état de choses, par l'application des mesures prescrites pour les autres quartiers de la colonie, en ce qui concerne l'entretien et la réparation des routes et autres voies de communication ;

Vu l'article 475 paragraphe 12 du code pénal colonial,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Pourra être requis désormais, dans le quartier de Mana, soit comme pagayeur, soit pour les autres services publics de l'administration dudit quartier, et notamment pour l'exécution des travaux se rattachant à l'entretien des digues et au curage des canaux de desséchement, et ce toutes les fois qu'il sera nécessaire, tout individu du sexe masculin inscrit sur le rôle de la contribution personnelle dudit quartier.

Toutefois, chaque réquisitionnaire ne devra fournir que six journées de travail dans l'année, et il lui sera facultatif de se faire remplacer.

Art. 2. Il sera alloué à tout contribuable requis un salaire de 1 franc 30 centimes par journée d'emploi.

Art. 3. Toute infraction à la présente disposition sera punie de l'amende de 21 à 40 francs, conformément à l'article 475 du code pénal colonial susvisé.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 7 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 186.

N° 328. — *ARRÊTÉ relatif au payement d'une somme de* 1,840 *fr.* 03 *cent. sur les fonds du service local, exercice* 1860, *au titre des exercices clos* 1857 *et* 1858.

Cayenne, le 7 mai 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 19 décembre 1859, accordant au trésorier un à-compte de 15,000 francs sur les sommes qui pourraient lui être dues sur les exercices 1857 et 1858;

Vu le décompte établi par ce fonctionnaire présentant un reste à payer de 1,840 fr. 03 cent. sur les exercices précités ;

Vu la dépêche ministérielle du 31 décembre 1859, portant instructions sur le règlement des remises à allouer au trésorier ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance organique du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

La somme de mille huit cent quarante francs trois centimes sera mandatée sur les fonds du service local, exercice 1860, au titre des exercices clos 1857 et 1858 et au chapitre 2, article 3 de la section 2e, pour complément des remises acquises par le trésorier pendant lesdits exercices.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 7 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 161.

N° 329. — *DÉCISION portant modification de la disposition du 25 mai 1857 qui règle l'habillement du conducteur et de l'aide-conducteur du char funèbre de l'hôpital militaire de Cayenne.*

Cayenne, le 9 mai 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 25 mai 1857 qui règle la dépense à faire par le service des hôpitaux pour l'habillement du conducteur et de l'aide-conducteur du char funèbre de l'hôpital militaire ;

Considérant que ledit arrêté n'a pas prévu la paire de souliers qui est le complément indispensable du costume de ces agents, et qu'il laisse dès lors à leur charge une dépense dont ils doivent être exonérés ;

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

Décidons :

Article 1er. Le tableau qui fait suite à l'article 1er de l'arrêté du 25 mai 1857 est ainsi modifié :

DÉSIGNATION.		NOMBRE des effets.	DURÉE des effets.
Conducteur.	Habit en drap noir.....	Un.....	Un an et demi.
	Pantalon en drap noir....	*Idem*.....	*Idem*.
	Chapeau de soie noire....	*Idem*.....	Un an.
	Cravate de soie noire.....	Une.....	Six mois.
	Souliers cirés.....	Une paire.	*Idem*.
Aide-conducteur.	Veste ronde en drap noir.	Une.....	Un an et demi.
	Pantalon en drap noir....	Un.....	*Idem*.
	Chapeau de soie noire....	*Idem*.....	Un an.
	Cravate en soie noire.....	Une.....	Six mois.
	Souliers cirés.....	Une paire.	*Idem*.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel et dans la Feuille de la colonie.

Cayenne, le 9 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 175.

N° 330. — ***DÉCISION*** *qui nomme* M. Robert (Bernard-Joseph-François-Yves), *capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, commandant supérieur par intérim des*

établissements pénitentiaires du Maroni pendant la durée de l'absence de M. MÉLINON, *commandant titulaire.*

Cayenne, le 10 mai 1860.

Le GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 31 et 32 du règlement du 10 mai 1855 sur le service intérieur des pénitenciers ;

Vu la décision du 22 août 1857, portant création de l'établissement agricole pénitentiaire sur la rive droite du Maroni ;

Vu la décision du 23 avril 1859, qui nomme M. MÉLINON commandant supérieur des établissements du Maroni ;

Vu la nécessité où se trouve M. MÉLINON de rentrer en France par suite du mauvais état de sa santé ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article. 1er. M. ROBERT (Bernard-Joseph-François-Yves), capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé commandant supérieur par intérim des établissements pénitentiaires du Maroni, pendant la durée de l'absence de M. MÉLINON, commandant titulaire.

Art. 2. M. ROBERT, ayant pris le service le 9 mai courant, jouira, à partir de cette époque et pendant toute la durée de son commandement intérimaire, d'un supplément annuel fixé à *deux mille francs*, et de la même indemnité pour frais de bureau que celle allouée au commandant titulaire.

Art. 3. Cette dépense sera imputée au chapitre XVI, article 1er, section 1re, Direction et commandement des pénitenciers.

Art. 4. Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision, qui devra être communiquée et enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 10 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIERE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 174.

N° 331.—*DÉCISION qui nomme provisoirement agent comptable de la transportation* M. GRANGER, *sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine.*

Cayenne, le 20 mai 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 15 décembre 1852, portant création de la caisse des transportés ;

Vu l'arrêté du 4 avril 1853, portant nomination de M. PASCAUD comme agent comptable ;

Vu la décision du 19 mai 1860 qui accorde un congé de convalescence à M. PASCAUD ;

Vu l'ordre en date du 16 mai 1860 de M. le commandant militaire, par lequel M. le sous-lieutenant GRANGER est mis à la disposition de l'administration pénitentiaire ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. M. GRANGER, sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, est nommé provisoirement agent comptable de la transportation.

Art. 2. Du jour où cet officier prendra le service, il jouira d'un supplément annuel de 1,200 francs et d'une indemnité de frais de bureau de 300 francs par an.

Art. 3. Cette dépense est imputable au chapitre XVI, article 1er, paragaphe 1er, Commandement et direction des pénitenciers.

Art. 4. Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui devra être enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 171.

N° 332. — *ARRÊTÉ rapportant le règlement du 14 février 1859 relatif aux poursuites en matière de contributions directes et assimilées de la Guyane française, et édictant sur cette matière un nouveau règlement et un nouveau tarif.*

Cayenne, le 28 mai 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret du 27 décembre 1854 qui autorise le gouverneur de la Guyane française à statuer par arrêtés sur l'assiette, le tarif, la perception et les poursuites en matière de contributions publiques;

Vu le décret du 26 septembre 1855 sur le service financier des colonies;

Vu l'arrêté du 11 février 1859;

Vu la dépêche ministérielle en date du 20 mai 1859, modifiant quelques-unes des dispositions de cet arrêté et autorisant l'emploi de la contrainte par corps pour le recouvrement de la contribution personnelle;

Vu la délibération du conseil privé du 19 décembre 1859;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Le règlement du 11 février 1859 sur les poursuites en matière de contributions directes et assimilées de la Guyane est rapporté ainsi que le tarif des frais de poursuites y annexé, et remplacé par les règlement et tarif ci-après, qui recevront leur application à partir de ce jour.

Art. 2. Sont et demeurent abrogés tous arrêtés, règlements et décisions antérieurs qui leur seraient contraires.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présents arrêté et règlement, qui devront être enregistrés partout où besoin sera et insérés à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 28 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 207.

RÈGLEMENT.

PREMIÈRE PARTIE.

Droits et devoirs des percepteurs et redevables aussitôt l'émission des rôles et avant les poursuites.

Article premier.

Les percepteurs ont seuls titre pour effectuer et poursuivre le recouvrement des contributions sur rôle appartenant au trésor colonial et celui de tous impôts ou taxes locales et spéciales légalement établis.

Art. 2.

Les percepteurs ne peuvent exiger aucune somme des contribuables, s'ils ne sont porteurs d'un rôle confectionné par le directeur de l'intérieur, rendu exécutoire par le gouverneur et publié dans la Feuille officielle de la colonie.

Art. 3.

Le maire ou commissaire-commandant constate, par son visa apposé au bas du rôle, le jour où il a été reçu par le percepteur.

Immédiatement après, ce comptable doit veiller à ce que les premiers avertissements qui les accompagnent soient exactement remis aux contribuables.

Ces avertissements étant établis aux frais de l'administration et distribués par des agents qu'elle salarie à cet effet, il ne peut être rien exigé des redevables pour leur rédaction ou leur remise.

Art. 4.

Les percepteurs qui ont laissé passer cinq années entières, à dater du jour où les rôles leur sont parvenus, sans exercer de poursuites, ou qui, après les avoir commencées, les ont abandonnées pendant cinq années révolues, sont déchus de leurs droits contre les redevables.

Passé ce délai, toutes poursuites leur sont interdites.

Art. 5.

Les contributions directes de la Guyane sont :

1° La taxe personnelle ou capitation ;

2° La taxe locative ou droit sur la valeur locative des maisons ;

3° La taxe des patentes.

Les impôts assimilés aux contributions directes sont :

1° Ceux établis sur les licences de boulanger, de cabaretier, de limonadier et d'entreposeur de poudres ;

2° Les taxes sur les alambics, cabrouets ou voitures à bête et à bras, chevaux de luxe et chiens.

Art. 6.

La taxe personnelle est payable intégralement dans le mois qui suit celui de la remise des premiers avertissements.

Les autres contributions sur rôle sont payables en quatre termes égaux dont chacun est exigible dans le courant du dernier mois de chaque trimestre.

Art. 7.

Par dérogation à la règle générale ci-dessus établie, les patentes de colporteur, celles de capitaine de navire ou autres agents gérants de cargaisons et les licences de colportage sont payables en entier au moment de l'émission des rôles ou ordres de recettes.

En cas de fermeture de magasin ou de cessation d'industrie, par suite de décès ou de faillite, les trimestres échus et le trimestre courant de la patente ou licence sont seuls exigibles.

En cas de vente totale, volontaire ou forcée, comme en cas de déménagement hors du quartier où l'impôt a été établi, les contributions directes ou assimilées deviennent exigibles pour leur montant intégral.

Enfin, lors de la publication des rôles supplémentaires, les trimestres antérieurs sont immédiatement exigibles et doivent être acquittés en un seul payement ou en même temps que le trimestre courant au plus tard.

Art. 8.

Le privilége attribué au trésor colonial et aux percepteurs agissant en son nom, pour le recouvrement des contributions directes et assimilées, s'exerce avant tout autre.

Il est établi pour l'année échue et l'année courante des diverses natures de contributions sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des immeubles, et de plus, sur les meubles et effets mobiliers des redevables, sur leur gages ou salaires.

Art. 9.

L'acquéreur d'une propriété vendue soit à l'amiable, soit par autorité de justice, doit, en conséquence de ce privilége, et

nonobstant toutes les clauses contraires des contrats ou cahiers des charges, s'assurer, sous peine d'être tenu personnellement, que les contributions dues par l'ancien propriétaire ont été payées jusqu'au jour de la vente.

A défaut de non-payement de contributions privilégiées, il est autorisé à en retenir en solde le montant, à l'acquit de son vendeur, jusqu'à concurrence du prix intégral de la vente.

Art. 10.

Les héritiers ou légataires peuvent être poursuivis solidairement, et un pour tous, à raison des contributions de ceux dont ils ont hérité ou auxquels ils ont succédé, tant que la mutation n'a pas été opérée sur le rôle.

Art. 11.

Tous fermiers et locataires sont tenus de payer à l'acquit des propriétaires ou usufruitiers la contribution des biens qu'ils tiennent à ferme ou à loyer, et peuvent être poursuivis comme les propriétaires ou usufruitiers eux-mêmes. (Voir l'article 8 de la loi du 17 brumaire an v.) Ces derniers sont tenus de recevoir les quittances du montant de ces contributions en déduction du prix des fermages et loyers, à moins que les fermiers ou locataires n'en soient chargés par leur bail.

Art. 12.

Tous receveurs, agents, économes, notaires, engagistes et autres dépositaires et débiteurs de deniers appartenant aux redevables ou provenant de leur chef et affectés au privilége du trésor colonial sont tenus, sur la demande qui leur en est faite par le percepteur, de payer à l'acquit des contribuables, sur le montant et jusqu'à concurrence des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, les contributions dues par ces derniers.

Les commissaires-priseurs, syndics de faillite, séquestres, curateur aux successions vacantes et autres dépositaires publics sont mêmes obligés de payer d'office les contributions dues avant de procéder à la délivrance des deniers. (Lois du 18 août 1791 et du 12 novembre 1808).

Les sommes légitimement payées aux percepteurs leur sont allouées en compte.

Art. 13.

Les propriétaires et principaux locataires des maisons doivent, un mois avant l'époque du déménagement de leurs locataires ou

sous-locataires, se faire représenter par ces derniers les quittances de leurs contributions de toutes natures, comprenant toutes les sommes exigibles à l'époque du déménagement.

A défaut de cette représentation, ils en donnent immédiatement avis au percepteur, qui ne peut se refuser à leur délivrer par écrit une reconnaissance de cet avertissement.

Art. 14.

Dans le cas de déménagement furtif, les propriétaires, et à leur place les principaux locataires, sont responsables des termes échus de la contribution de leurs locataires, s'ils n'ont pas fait constater dans les cinq jours de déménagement par le maire, le juge de paix ou le commissaire de police pour la ville de Cayenne, et par le commissaire-commandant ou son lieutenant, ou, à défaut de l'un et de l'autre, par l'un des surveillants pour les quartiers.

La remise au percepteur d'une expédition du procès-verbal de déménagement furtif dressé dans le délai voulu dispense le propriétaire ou principal locataire de toute garantie, si cette remise est prouvée par une reconnaissance du percepteur.

Art. 15.

Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux engagistes en cas de disparition, déménagement furtif et cessation du contrat de leurs engagés.

Art. 16.

Dans tous les cas, et nonobstant toute déclaration de leur part, les engagistes, propriétaires ou principaux locataires demeurent responsables de la contribution des personnes logées par eux en garni.

Art. 17.

Le privilége attribué au trésor colonial ne préjudicie pas aux droits qu'il peut exercer sur les biens ou la personne des contribuables, soit comme tout autre créancier, en vertu du droit commun; soit en vertu des droits spéciaux qui lui sont créés ou reconnus par le présent règlement.

Lorsqu'il y a lieu de recourir à l'expropriation forcée des immeubles des contribuables, elle n'est poursuivie qu'avec l'autorisation du gouverneur, sur la proposition du trésorier et l'avis du directeur de l'intérieur.

Art. 18.

Les droits et priviléges attribués au trésor colonial pour le recouvrement des contributions directes et assimilées s'étendent au recouvrement des frais dûment taxés.

Art. 19.

Les contribuables en réclamation n'en sont pas moins tenus de payer leurs cotes dans les délais fixés par le présent règlement, jusqu'à ce qu'il leur ait été délivré une ordonnance de décharge ou de réduction.

Art. 20.

Les réclamations concernant la perception des contributions directes et assimilées, ainsi que les poursuites auxquelles cette perception donne lieu, sont du ressort de l'autorité administrative.

Art. 21.

Nul fonctionnaire n'a le droit de surseoir au recouvrement des contributions directes et assimilées ni aux poursuites qui ont ce recouvrement pour objet.

Seulement, lorsqu'il est constaté que, par suite d'événement désastreux, les contribuables sont dans l'impossibilité de payer, le directeur de l'intérieur en informe le trésorier, afin de prévenir des poursuites pour des contributions qui devraient définitivement être couvertes par les fonds de non-valeurs.

Poursuites.

Art. 22.

Le contribuable qui n'a pas acquitté son impôt dans les délais fixés par les articles 6 et 7 du présent règlement est dans le cas d'être poursuivi.

Art. 23.

Le percepteur ne peut exercer de poursuites avec frais pour le recouvrement des impôts autres que la taxe personnelle, sans avoir, huit jours à l'avance, adressé aux redevables un avis gratuit.

Cet avis n'est pas renouvelé dans le courant de l'année.

Il est donné au domicile du redevable, s'il réside dans la ville ou le quartier; s'il n'y réside pas, il est remis à son principal locataire, fermier ou régisseur, et à défaut de personne qui le représente, à son engagé ou au maire ou commissaire-commandant.

La date de la remise de cet avis doit toujours être constatée sur le rôle à l'article du redevable.

Art. 24.

Les poursuites comprennent, sans division d'exercices, toutes les sommes dues par le même contribuable.

Art. 25.

Aucune poursuite donnant lieu à des frais ne peut être exercée qu'en vertu d'une contrainte décernée par le trésorier de la colonie, visée par le directeur de l'intérieur et établie au pied des états nominatifs des contribuables à poursuivre.

Cette contrainte est dressée en double expédition, dont l'une reste entre les mains du percepteur et l'autre est remise par lui à l'agent de poursuites.

Art. 26.

Néanmoins, en considération de la difficulté des communications avec le chef-lieu de la colonie, les commissaires-commandants des quartiers sont autorisés à décerner eux-mêmes aux lieu et place du trésorier ces contraintes qui, dans ce cas, ne sont pas assujetties au visa du directeur de l'intérieur.

Toutes les fois qu'il est fait usage de cette faculté, il en est immédiatement rendu compte au trésorier par le percepteur, et au directeur de l'intérieur par le commissaire-commandant.

Art. 27.

Les percepteurs demandent au trésorier ou aux commissaires-commandants des contraintes contre les contribuables en retard, quand ils le jugent nécessaire pour l'exactitude du recouvrement.

Le trésorier peut d'office décerner ces contraintes, en se conformant à l'ordre et aux règles établies pour les degrés de poursuites.

Art. 28.

Toute contrainte, avant d'être exécutée, doit être publiée dans la ville ou le quartier, à l'aide d'affiches apposées, soit à la porte de la demeure du commissaire-commandant, soit à celle de l'église, suivant l'usage local.

Cette publication doit être faite, autant que possible, les dimanches et jours fériés, au matin.

La date en est constatée par celle du visa du maire ou commissaire-commandant apposée au bas de la contrainte.

DEUXIÈME PARTIE.

Agents de poursuites.

Art. 29.

Les poursuites en matière de contributions directes ou assimilées sont exercées par des porteurs de contraintes et des garnisaires.

Les porteurs de contraintes agissent dans tous les degrés des poursuites ; les garnisaires ne sont employés que pour la garnison individuelle.

Art. 30.

Le gouverneur règle le nombre des porteurs de contraintes sur la proposition du directeur de l'intérieur ; le directeur de l'intérieur nomme aux emplois vacants sur la présentation du trésorier.

Art. 31.

Les garnisaires à employer dans la ville de Cayenne sont désignés par le directeur de l'intérieur sur la proposition du trésorier.

Dans les quartiers, les porteurs de contraintes remplissent de droit les fonctions de garnisaires.

Art. 32.

Les porteurs de contraintes seuls sont commissionnés par le directeur de l'intérieur, et prêtent serment devant ce chef d'administration ou son délégué.

Art. 33.

Aucun des individus attachés au service personnel des autorités administratives et à celui du trésorier ou des percepteurs ne peut être choisi pour l'emploi de porteur de contraintes ou de garnisaire.

Art. 34.

Les porteurs de contraintes, dans l'exercice de leurs fonctions, doivent être munis de leur commission.

Ils la mentionnent dans leurs actes et la représentent quand ils en sont requis.

Art. 35.

Les porteurs de contraintes remplissent les fonctions d'huissier pour les contributions directes.

Cependant ils sont sans titre pour faire les citations, notifications et significations requises pour l'instruction des procès, et généralement tous les actes introductifs d'instances, lesquels sont exclusivement réservés aux huissiers civils, lors même que le trésor colonial est en cause.

Art. 36.

En leur qualité, ils font les commandements, saisies, ventes de récoltes et actes conservatoires.

Dans les quartiers, ils procèdent aux ventes de meubles; à Cayenne, elles sont opérées par le commissaire-priseur, qui, en vertu de l'article 31 de la loi des finances du 23 juillet 1820, est tenu de se soumettre pour le payement de ses frais au tarif administratif.

Art. 37.

Les porteurs de contraintes et garnisaires ne sont pas assujettis au droit de patente.

Art. 38.

En cas d'absence, de maladie ou d'insuffisance accidentelle des porteurs de contraintes, le directeur de l'intérieur peut, par exception, autoriser les percepteurs, sur la demande du trésorier, à employer soit les huissiers ordinaires, soit les gardes de police, soit les surveillants ruraux, soit même au besoin la gendarmerie, mais en se conformant pour les frais aux fixations déterminées par l'administration.

Dans ce cas, ampliation de la décision du directeur de l'intérieur est remise à ces agents pour tenir lieu de commission provisoire de porteur de contraintes.

Art. 39.

Les garnisaires ne jouissent d'aucun traitement fixe et ne sont payés qu'autant qu'ils sont employés.

Les porteurs de contraintes reçoivent pour leur salaire :

1° Celui que leur attribue le tarif administratif sur les actes de poursuites par eux signifiés. (Voir le tarif à la fin du présent règlement).

2° Un traitement fixe pour suppléer à l'insuffisance des frais faits.

Provisoirement les émoluments fixes des porteurs de contraintes des quartiers et le traitement à allouer à celui de la perception de Cayenne sont fixés conformément aux arrêtés locaux antérieurs.

Art. 40.

Les porteurs de contraintes et garnisaires ne peuvent dans aucun cas ni sous aucun prétexte recevoir aucune somme des percepteurs ni des contribuables pour leur salaire, à peine de destitution.

Art. 41.

Les porteurs de contraintes sont assujettis de tenir un répertoire coté et parafé par le directeur de l'intérieur.

Ils y portent tous les actes de leur ministère, à partir des commandements inclusivement, sous peine de 1 franc d'amende par omission.

Art. 42.

Ce répertoire présente :

1° Le numéro de l'acte (une seule série de numéros par an); 2° sa date; 3° sa nature; 4° l'exercice; 5° les noms et domiciles des parties; 6° le numéro de l'article du rôle; 7° le montant de la cote; 8° la somme due; 9° le coût de chaque acte d'après le tarif.

Art. 43.

Tous les mois chaque percepteur doit vérifier le répertoire du porteur de contraintes de sa résidence et s'assurer de la régularité des inscriptions. Aussitôt après cette vérification, ce livre est soumis par l'agent des poursuites au commissaire-commandant ou maire.

Art. 44.

Indépendamment de cette obligation périodique, les porteurs de contraintes sont tenus de présenter leur répertoire, à toute réquisition, au percepteur, maire ou commissaire-commandant, trésorier, ainsi qu'aux agents du contrôle, à ceux de la direction de l'intérieur et aux inspecteurs des finances en tournée.

Celui de Cayenne est en outre astreint à le faire viser par le receveur de l'enregistrement dans les dix premiers jours de chaque trimestre, sous peine de 10 francs d'amende par dix jours de retard, et de le communiquer aux préposés de cette administration toutes les fois qu'ils croiront devoir l'exiger. Tout refus le rendrait passible d'une amende de 50 francs.

Art. 45.

En cas d'injures ou de rébellion contre les agents de poursuites, ils se retirent auprès du percepteur pour en dresser procès-verbal.

Ce procès-verbal, après avoir été, dans le plus bref délai possible, visé, dans les quartiers par le commissaire-commandant, au chef-lieu par le maire ou à son défaut par le juge-de-paix, est envoyé par l'intermédiaire du trésorier à l'administration intérieure, qui dénonce, s'il y a lieu, le fait aux tribunaux.

TROISIÈME PARTIE.

Moyens et degrés des poursuites.

Art. 46.

Les degrés de poursuites sont établis ainsi qu'il suit :

1er degré : Sommation avec frais ;
2e degré : Garnison individuelle ;
3e degré : Commandement ;
4e degré : Saisie ;
5e degré : Vente ;
6e degré : Contrainte par corps.

Art. 47.

Le prix des différents actes de poursuites délivrés par les porteurs de contraintes et garnisaires est fixé conformément au tarif.

Chacun de ces actes doit relater le prix auquel il a été taxé sous peine de nullité.

Art. 48.

Lorsqu'un contribuable n'a pas intégralement payé la somme pour laquelle il a été poursuivi, le même degré de poursuites ne peut être répété, mais il doit être procédé par les degrés subséquents, quand bien même, dans l'intervalle, de nouvelles cotes ou de nouveaux termes de contribution seraient venus accroître le chiffre de sa dette primitive.

Cependant, si durant les poursuites les rôles d'un nouvel exercice sont mis en recouvrement, et si d'autre part la saisie n'a pas encore été opérée, la saisie des frais commencés est aussitôt interrompue. Il est alors procédé, pour la totalité des sommes dues, à de nouvelles poursuites, à partir du premier degré inclusivement.

Art. 49.

Le contribuable poursuivi qui vient à se libérer dans l'intervalle de l'expédition de la contrainte à sa signification n'est pas pour cela exempt du payement des frais encourus.

Art. 50

La faculté conférée aux commissaires-commandants et percepteurs de quartier par l'article 26 ne s'étend ni à la garnison individuelle ni à la contrainte par corps.

Les ventes même ne peuvent être autorisées par les commissaires-commandants que lorsqu'il y a lieu de craindre la perte ou la dégradation des objets saisis. Dans ce cas, les porteurs de contraintes annexent à leurs procès-verbaux de vente les décisions motivées. (Voir article 83 du règlement.)

PREMIER DEGRÉ. — SOMMATION AVEC FRAIS.

Art. 51.

La poursuite par sommation avec frais peut être employée contre tous contribuables qui n'ont pas acquitté leur impôt dans les délais fixés par les articles 6 et 7, ou huit jours après l'avis qui leur a été remis conformément à l'article 23 du présent règlement.

Art. 52.

Cette poursuite est notifiée à chacun des redevables par un acte ou bulletin imprimé, d'après un état nominatif dressé par le percepteur ou le trésorier, remis à l'agent de poursuites, et au pied duquel la contrainte est décernée.

Art. 53

Les porteurs de contraintes remettent entre les mains des maires ou commissaires-commandants, qui en donnent récépissé sur la contrainte, les bulletins qui n'auraient pas pu être signifiés par suite de l'absence du contribuable ou de toute autre personne apte à les recevoir. (Voir article 62.)

DEUXIÈME DEGRÉ — GARNISON INDIVIDUELLE.

Art. 54.

La garnison individuelle peut être employée huit jours après la sommation avec frais. Elle ne saurait avoir lieu pour une dette inférieure à 30 francs.

Art. 55.

Ce degré de poursuites, qui consiste dans l'envoi d'un garnisaire au domicile du contribuable arriéré, n'est pas obligatoire pour le percepteur, qui peut, après la sommation, procéder immédiatement par voie de commandement.

Art. 56.

Le garnisaire ne peut rester plus de quatre jours chez un redevable.

Il délivre, à celui chez lequel il s'établit en vertu de l'état qui lui a été remis par le percepteur, un bulletin imprimé. En cas d'absence du redevable, il est dû le prix d'une journée de garnison individuelle au porteur de contraintes, qui se conforme pour le reste aux dispositions de l'article 53.

Pendant la durée de la garnison individuelle l'agent ne doit exercer aucune autre poursuite.

Art. 57.

Si le contribuable se libère le jour même où il reçoit le garnisaire, le percepteur ordonne à celui-ci de se retirer, et le contribuable ne doit que les frais d'une journée avec vivres et logement ou la représentation.

TROISIÈME DEGRÉ. — COMMANDEMENT.

Art. 58.

Le commandement n'a lieu que huit jours après la garnison individuelle, ou huit jours après la sommation avec frais, si la garnison individuelle n'a pas été employée.

Art. 59.

La contrainte par commandement, décernée conformément aux prescriptions des articles 25 ou 26 du présent règlement, comprend l'ordre de procéder à la saisie si le contribuable ne se libère pas dans le délai de trois jours francs à dater de la signification du commandement.

Art. 60.

Le commandement mentionne, sous peine de nullité :

1° La date des jour, mois et an ;

2° Les nom et domicile du percepteur ou trésorier poursuivant;

3° Les nom, demeure et immatricule de l'agent des poursuites ;

4° Les nom et demeure du contribuable poursuivi ;

5° La mention de la personne à laquelle la copie du commandement est laissée.

Il contient en outre notification de rôles en vertu desquels se fait la poursuite, et l'élection de domicile faite par le percepteur

ou trésorier, dans la ville ou le quartier où doit avoir lieu l'exécution, si le comptable n'y demeure pas.

Enfin il doit être signifié à la personne du contribuable ou à son domicile.

Art. 61.

En cas d'absence du contribuable, la copie du commandement est laissée sur les lieux mêmes à ses parents ou serviteurs.

Si le porteur de contraintes ne trouve personne au domicile du redevable, il le constate sur le commandement et donne la copie à un des voisins. A défaut de voisins sachant signer, il la remet soit au maire ou commissaire-commandant, soit à l'adjoint ou lieutenant-commissaire.

Art. 62.

Le commandement est fait et délivré par le porteur de contraintes sur imprimés conformes au modèle donné par l'administration.

L'original du commandement est collectif. Dans les quartiers il peut comprendre tous les contribuables poursuivis en vertu d'une même contrainte. Dans la ville il ne contient que les noms des redevables poursuivis le même jour.

Art. 63.

Lorsqu'un contribuable est domicilié hors de la ville ou du quartier où il est imposé, sans y être représenté par un fermier, locataire ou régisseur, il peut être procédé immédiatement contre lui par voie de commandement.

Pour l'exercice de cette poursuite, le percepteur dresse, dans la forme ordinaire, un état de poursuites par commandement, et l'adresse au trésorier avec un extrait de rôle certifié par lui et visé par le maire ou commissaire-commandant.

Le trésorier décerne la contrainte contre le débiteur, la soumet au visa du directeur de l'intérieur, et la transmet avec l'extrait du rôle, pour être exécutée, au percepteur du lieu où réside le contribuable.

Art. 64.

Si le contribuable a quitté la colonie, la contrainte, après l'accomplissement des formalités préalables ci-dessus prescrites, est adressée par le trésorier au ministère des finances, qui la fait parvenir, pour la suite à y donner, au receveur général du département ou trésorier payeur de la colonie où le redevable a son domicile.

QUATRIÈME DEGRÉ. — SAISIE.

Art. 65.

La saisie des meubles et effets ou celle des fruits pendants par racines est toujours précédée d'un commandement.

Elle ne peut avoir lieu que trois jours francs après la signification dudit commandement; elle est effectuée en exécution de la même contrainte, sur un état nominatif redigé par le percepteur et visé par le trésorier, ou, s'il y a urgence, par les commissaires-commandants des quartiers.

Dans ce dernier cas, il sera immédiatement rendu compte de la mesure prise d'urgence, savoir, par le percepteur au trésorier, et par le commissaire-commandant au directeur de l'intérieur.

Art. 66.

Il ne peut être procédé à la saisie des fruits pendants par racines ou saisie-brandon que dans les six semaines qui précèdent l'époque ordinaire de la maturité des fruits.

Art. 67.

La saisie est faite pour les termes échus des contributions et pour les cotes ou termes qui seront devenus exigibles au jour de la vente, quoique le commandement ait exprimé une somme moindre.

Art. 68.

Les saisies s'exécutent d'après les formes prescrites pour les saisies judiciaires. (Titre VII, livre V du code de procédure civile modifié pour la Guyane.)

Art. 69.

La saisie est exécutée nonobstant toute opposition ou revendications de meubles saisis, faite soit par le saisi, soit par des tiers.

Art. 70.

Quels que soient les motif des oppositions, elles doivent sous peine de nullité être tout d'abord, et dans les trois jours, portées par les opposants devant le directeur de l'intérieur, qui statue sur leur objet dans les trente jours qui suivent celui de la remise des mémoires. (Voir art. 91.)

Le tribunal civil ne peut juger ces oppositions au fond qu'après l'accomplissement de cette formalité et l'expiration du délai ci-dessus fixé.

Art. 71.

Lorsque le porteur de contraintes vient à effectuer une saisie, et que le contribuable retardataire demande, soit par écrit, soit par-devant témoins, à se libérer chez le percepteur, l'agent de poursuites doit suspendre la saisie et s'établir en garnisaire chez le redevable jusqu'à ce qu'il ait effectué sa libération.

Sur le vu de la quittance du percepteur, il se retire après avoir constaté dans son procès-verbal le motif qui lui a fait suspendre son opération, et y avoir relaté le numéro de la quittance du percepteur, la date et le montant du versement fait.

Si, après deux jours de garnison individuelle, cette preuve de libération n'est pas fournie, le porteur de contraintes opère la saisie. Les frais de la garnison individuelle s'ajoutent alors à ceux de la saisie.

Art. 72.

Le porteur de contraintes qui, se présentant pour saisir, trouve une saisie déjà faite, se borne à procéder au récolement des meubles et effets saisis, et, s'il y a lieu, provoque la vente, ainsi qu'il est prescrit par les articles 611 et 612 du code de procédure civile.

Art. 73.

Lorsque le porteur de contraintes ne peut exécuter sa commission parce que les portes sont fermées ou que l'ouverture en est refusée, il a le droit d'établir un gardien aux portes pour empêcher le divertissement. Il se retire sur le champ soit devant le maire ou l'adjoint, soit devant le commissaire-commandant ou son lieutenant, lequel autorise l'ouverture des portes, y assiste et reste présent à la saisie des meubles et effets.

L'ouverture des portes et la saisie sont constatées par un seul procès-verbal dressé par le porteur de contraintes et signé, en outre, par le fonctionnaire administratif qui assiste à l'opération.

Art. 74.

Le procès-verbal de saisie fait mention de la réquisition faite au saisi de présenter un gardien volontaire. Le porteur de contraintes est tenu d'admettre ce gardien, sur l'attestation de solvabilité ou de moralité donnée par le représentant de l'autorité locale.

Art. 75.

Si le saisi ne présente pas de gardien, le porteur de contraintes

en établit un d'office, en observant les prohibitions portées par l'article 598 du code de procédure civile.

Art. 76.

Il ne peut être établi qu'un seul gardien. Dans le cas où la nature des objets saisis en exigerait un plus grand nombre, il y serait pourvu sur l'avis du maire ou commissaire-commandant.

Art. 77.

Les gardiens à la saisie sont contraignables par corps pour la représentation des objets saisis.

Art. 78.

Si le gardien d'effets mobiliers ne les représente pas, le percepteur se pourvoit auprès du directeur de l'intérieur, et par l'intermédiaire du trésorier, pour obtenir l'autorisation de poursuivre ce gardien devant le tribunal civil, à l'effet de le voir condamner par corps au payement des contributions et des frais de poursuites dus, conformément aux articles 2060, 2065 et 2067 du code civil et à la loi du 17 avril 1832 sur la contrainte par corps.

Art. 79.

En cas de soustraction frauduleuse, les gardiens d'objets saisis autres que le saisi lui-même peuvent être poursuivis par la voie criminelle. Le contribuable qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner les objets saisis sur lui et confiés à sa garde est passible des peines portées à l'article 408 du code pénal. Il est passible des peines portées à l'article 401, si la garde des objets saisis et par lui détruits ou détournés avait été confiée à un tiers.

Art. 80.

Ne peuvent être saisis pour contributions arriérées et frais faits à ce sujet :

Les lits et vêtements nécessaires au contribuable et à sa famille ;

Les farines et menues denrées nécessaires à sa consommation et à celle de sa famille pendant dix jours ;

Les outils et métiers à travailler ;

Les chevaux, bœufs, mulets et autres bêtes de somme ou de trait servant au labour, pourvu qu'ils soient rigoureusement nécessaires à l'exploitation du fonds ;

Les charrues, charrettes, cabrouets, ustensiles et instruments

aratoires, harnais de bêtes de labourage indispensables pour le même objet;

Les livres relatifs à la profession du saisi, jusqu'à la somme de trois cents francs à son choix;

Les machines et instruments servant à l'enseignement pratique ou exercice des sciences et arts, jusqu'à concurrence de la même somme et au choix du saisi;

La quantité de grains, graines ou cannes à sucre nécessaires à l'ensemencement ou plantation ordinaire des terres;

Les vers à soie et les feuilles nécessaires à leur nourriture ne sont saisisables, ainsi que les abeilles, que dans les temps déterminés par les lois et usages ruraux.

Art. 81.

Les porteurs de contraintes qui contreviendraient à ces dispositions sont passibles d'une amende fixée à vingt-cinq francs.

Art. 82.

A défaut d'objets saisisables, il sera dressé par le porteur de contraintes, et en présence de deux témoins, un procès-verbal de carence qui sera certifié par le maire ou le commissaire-commandant.

Les procès-verbaux de carence peuvent être collectifs, et sont rédigés en double original, dont l'un sera annexé aux états de payement des porteurs de contraintes, et l'autre remis aux percepteurs pour être, s'il y a lieu, joint aux états de cotes irrécouvrables présentés par eux.

CINQUIÈME DEGRÉ. — VENTE.

Art. 83.

Sauf le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 50 du présent règlement, aucune vente ne peut s'effectuer que huit jours au moins après le procès-verbal de saisie, et en vertu d'une autorisation spéciale du directeur de l'intérieur accordée sur la demande expresse du percepteur et par l'intermédiaire du trésorier.

L'avis du trésorier et l'autorisation du directeur de l'intérieur seront placés à la suite de la demande du percepteur.

Art. 84.

Les ventes sont faites dans les formes usitées pour celles qui

ont lieu par autorité de justice, titres VIII, IX et X du code de procédure civile. Celles qui ont lieu à Cayenne sont préalablement déclarées au receveur de l'enregistrement par l'agent de poursuites, sous peine de 20 francs d'amende.

Les porteurs de contraintes et commissaires-priseurs sont tenus, sous leur responsabilité, de discontinuer la vente aussitôt que son produit est jugé suffisant pour solder l'impôt dû et les frais faits.

Art. 85.

La vente doit avoir lieu dans la circonscription administrative où s'est opérée la saisie.

Il ne peut être dérogé à cette règle que d'après l'autorisation du commissaire-commandant. La vente alors s'opère au marché qui est jugé le plus avantageux.

Les frais de transport de meubles et d'objets saisis sont réglés par le directeur de l'intérieur, sur la proposition du trésorier.

Art. 86.

Il est défendu aux porteurs de contraintes, commissaires-priseurs et percepteurs de s'adjuger ou faire adjuger aucun des objets vendus en conséquence des poursuites faites ou dirigées par eux, sous peine de destitution.

Art. 87.

Le percepteur doit être présent à la vente ou s'y faire représenter pour en recevoir les deniers. Il est responsable desdits deniers.

Art. 88.

Immédiatement après avoir reçu le produit de la vente, le percepteur émarge les rôles jusqu'à concurrence des sommes dues par le saisi, et lui en délivre une quittance à souche.

Il conserve en ses mains le surplus du produit de la vente jusqu'après la taxe des frais, et délivre au contribuable une reconnaissance portant obligation de lui en rendre compte et de lui restituer l'excédant, s'il y a lieu.

A la réception de l'état des frais régulièrement taxés, le percepteur en porte le montant en recette sur son journal à souche et sur le rôle, et rembourse le surplus du produit de la vente au redevable.

Le compte rendu de cette opération est inscrit à la suite du procès-verbal de vente et signé contradictoirement par le contribuable et le percepteur.

Art. 89.

Toute vente faite contrairement aux formalités prescrites par la loi peut donner lieu à des poursuites contre ceux qui y ont procédé, et les frais faits peuvent être laissés à leur charge.

Art. 90.

Les prescriptions de l'article 70 sont applicables en cas de contestation sur la légalité de la vente et d'opposition sur les fonds en provenant.

Art. 91.

Dans les circonstances prévues par l'article qui précède et par les articles 69 et 70, les oppositions peuvent être portées devant l'autorité administrative par les percepteurs, faute de l'avoir été par les opposants eux-mêmes.

Mais l'intervention des comptables, n'ayant lieu que dans l'intérêt du trésor et de leur responsabilité personnelle, ne saurait en aucun cas relever de la nullité radicale dont sont frappés les actes des parties opposantes qui ont négligé de se soumettre aux prescriptions de la loi du 5 novembre 1790.

SIXIÈME DEGRÉ. — CONTRAINTE PAR CORPS.

Art. 92.

La contrainte par corps n'a lieu que pour le recouvrement de la taxe personnelle.

Art. 93.

La contrainte par corps ne peut-être mise à exécution que huit jours après le commandement signifié au redevable dans les formes voulues par les articles 58 et suivants du présent arrêté.

Tout commandement ayant plus d'une année de date ne pourra plus servir de base à la contrainte par corps et devra être renouvelé.

Art. 94.

La contrainte par corps, quoique classée au sixième degré de poursuite, peut être employée contre tout contribuable retardataire, sans qu'il soit nécessaire d'épuiser préalablement les cinq degrés antérieurs.

Le commandement régulier ci-dessus mentionné suffit pour en autoriser l'exercice.

Art. 95.

Les contribuables âgés de plus de 65 ans ne sont pas contraignables par corps.

Art. 96.

La contrainte par corps s'exerce en vertu d'un état nominatif des contribuables à poursuivre rédigé par le percepteur.

Cet état présente, outre le montant de la créance du trésor, le chiffre et la nature des poursuites antérieures, et donne pour chaque redevable les renseignements propres à éclairer l'administration sur la nécessité de ce mode de poursuite.

Il est visé par le maire ou commissaire-commandant et verifié par le trésorier, qui le soumet, avec son avis, à l'approbation du directeur de l'intérieur, et le transmet ensuite au parquet qui décerne les réquisitions.

Le trésorier peut d'office, en cas de besoin, dresser lui-même l'état nominatif, et demander directement, dans les formes voulues, l'emploi de la contrainte par corps, après avoir obtenu l'autorisation du directeur de l'intérieur. (Voir art. 27.)

Art. 97.

Sur la demande du trésorier, accompagnée d'un certificat dressé par lui et attestant l'exacte observance des formes et délais ci-dessus établis, le procureur impérial au siège de Cayenne adressera les réquisitions nécessaires aux agents de la force publique et autres fonctionnaires chargés de l'exécution des mandements de justice.

Art. 98.

Dans la ville et le canton de Cayenne, le redevable contraint par corps sera conduit et écroué à la geôle du chef-lieu.

Dans les autres quartiers, il sera conduit et écroué à la geôle de la justice de paix, ou s'il n'y en a pas, à la geôle du canton le plus voisin.

Art. 99.

Les articles 22 et 41 de la loi du 17 avril 1832, de même que l'article 786 du code de procédure civile, seront déclarés inapplicables à la contrainte par corps exercée pour le recouvrement de l'impôt personnel. En conséquence, le redevable arrêté pour cette cause n'est point admis à se pourvoir en référé devant le président du tribunal de première instance.

Art. 100.

Les redevables contre lesquels la contrainte par corps aura été mise à exécution, conformément aux articles précédents,

subiront l'effet de cette contrainte jusqu'à ce qu'il aient acquitté, soit en argent, soit en journée de travail, le montant de la contribution personnelle augmenté de frais et accessoires légitimement dus.

Art. 101.

Pendant la durée de leur détention, les redevables contraints par corps seront employés à des travaux d'utilité publique, conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté du 31 mars 1853.

Ils seront occupés 10 heures par jour et recevront pour prix de leur journée un salaire de 50 centimes.

Ce produit sera appliqué au payement du montant de la contrainte en principal et frais, sans qu'il en puisse être rien détourné.

Art. 102.

Il sera tenu par les concierges des prisons, soit à Cayenne, soit dans les quartiers, un état exact des journées de travail de chaque détenu.

A cet effet le surveillant des travaux remettra chaque jour, au concierge du lieu, les renseignements et documents nécessaires.

Aussitôt que le chiffre des journées de travail aura compensé la dette du détenu, en principal et frais, le concierge en donnera immédiatement avis au commissaire-commandant du lieu de la détention, qui fera sur le champ élargir l'incarcéré et informera sans retard le trésorier. Le trésorier prendra de suite les mesures nécessaires pour régulariser la situation du percepteur comptable.

A Cayenne, aussitôt la compensation de la dette opérée par le produit du travail, le concierge en informera sur le champ le directeur de l'intérieur, qui fera immédiatement élargir le détenu et avisera sans retard le trésorier.

Art. 103.

En aucun cas la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement de la contribution personnelle ne pourra excéder six mois. En conséquence, après six mois de détention, le redevable devra être mis en liberté, lors même qu'il n'aurait pas acquitté en argent ou en journées de travail le montant de sa taxe personnelle.

Art. 104.

Les états de frais dressés par les agents de poursuites seront vérifiés par les percepteurs, visés par le trésorier, liquidés par l'autorité judiciaire et taxés par le directeur de l'intérieur.

Moyens conservatoires.

Art. 105.

A défaut de payement des contributions par un receveur, agent, économe, commissaire-priseur ou autre dépositaire et débiteur de deniers provenant d'un redevable et affectés au privilége du trésor colonial, le percepteur fait auxdits dépositaires et débiteurs de deniers sommation d'avoir à payer, conformément à la loi du 12 novembre 1808, le montant des cotes dues par ce redevable, et jusqu'à concurrence des sommes qu'ils ont entre leurs mains, lors même qu'il existerait des oppositions précédemment formées par d'autres créanciers du contribuable.

Le tout sous peine, pour les tiers, d'être personnellement contraints.

Art. 106.

Si les sommes dues par les tiers ne sont par frappées de privilége en faveur du trésor colonial, ou bien si, l'étant, il y a lieu de craindre que leur existence ou leur quotité soient contestées par eux, le percepteur agit par voie de saisie-arrêt.

Ce mode de poursuite est également le seul à employer lorsqu'il ne s'agit pas de saisir-arrêter des sommes d'argent, mais des effets mobiliers d'une autre nature.

La saisie-arrêt n'est pas nécessaire lorsque le percepteur a fait constater sa demande ou saisie-arrêt dans un procès-verbal de vente de récolte ou d'effets mobiliers dressé par un officier ministériel.

Art. 107.

La sommation et la saisie-arrêt ou opposition s'opèrent à la requête des percepteurs, par le ministère des porteurs de contraintes, sans autres diligences et sans qu'il soit besoin d'autorisation préalable. Les formes de ce dernier mode de poursuites sont celles du titre VII, livre V du code de procédure civile.

Art. 108.

Mais l'assignation en validité doit être préalablement autorisée par le directeur de l'intérieur, sur la demande présentée par le percepteur d'après l'avis du trésorier.

Art. 109.

Les huissiers civils, seuls compétents pour la signification des exploits qui contiennent assignation devant les tribunaux ordinaires, sont exclusivement chargés de la rédaction des actes

nécessaires pour faire prononcer la validation des saisies-arrêts, conformément au code de procédure civile.

Leurs états de frais, vérifiés par les percepteurs et visés par le trésorier, sont liquidés par l'autorité judiciaire et taxés par le directeur de l'intérieur.

Art. 110.

Lorsque la saisie-arrêt ou opposition doit être faite entre les mains d'un receveur ou de tout autre dépositaire de deniers publics, l'agent de poursuites se conforme aux formalités prescrites par le décret du 18 août 1807.

Art. 111.

Lorsqu'un percepteur est informé d'un commencement d'enlèvement furtif de meubles ou de fruits, et qu'il y a lieu de craindre la disparition du gage de la contribution, il a le droit, s'il y a déjà eu un commandement, de faire procéder aussitôt et sans autre ordre ni autorisation à la saisie-exécution par un porteur de contraintes, et, à son défaut, par un huissier des tribunaux.

Dans les quartiers, le commissaire-commandant, en sa qualité de délégué du directeur de l'intérieur, désigne, à défaut de porteur de contraintes, un autre agent pour le remplacer, conformément à l'article 38 du présent règlement.

Art. 112.

Si le commandement n'a pas été fait, le percepteur établit d'office, soit au domicile du contribuable, soit dans le lieu où existe le gage de l'impôt, un gardien chargé de veiller à sa conservation, en attendant qu'il puisse être procédé aux poursuites ultérieures qui commenceront sous trois jours au plus tard.

Art. 113.

Lorsqu'il y a lieu d'appliquer les dispositions autorisées par l'article 112 ci-dessus, le percepteur en informe le maire ou commissaire-commandant du quartier du contribuable, et en rend compte au trésorier en lui demandant ses instructions.

Dans tous les cas, la vente ne peut être faite que dans la forme ordinaire.

Dispositions communes aux poursuites de divers degrés.

Art. 114.

Les bulletins de sommation avec frais et de garnison individuelle ne sont pas sujets à l'enregistrement.

Art. 115.

Dans les quartiers, aucun des actes de poursuites signifiés par les porteurs de contraintes n'est soumis à cette formalité.

Dans la perception de Cayenne seule les actes de commandement, sommations, saisies-arrêts, vente et tous autres actes, tant en action qu'en défense, ayant pour objet le recouvrement des contributions publiques et de toutes autres sommes dues à l'État, ainsi que la rentrée des contributions locales, doivent, quels que soient les agents qui les aient signifiés, être enregistrés dans les quatre jours, non compris celui de la date.

Art. 116.

Cet enregistrement a lieu gratis quand il s'agit des cotes, droits ou créances n'excédant pas en total la somme de 100 francs.

S'ils excèdent ce chiffre, le droit d'enregistrement dû pour chaque acte est de cinquante centimes.

Art. 117.

Seront encore enregistrés gratis, même quand il s'agira de cotes, droits ou créances excédant 100 francs, toutes les actes de poursuite (les procès-verbaux de vente exceptés) qui n'auront pas encore été présentés à l'enregistrement, lorsque les contribuables se sont libérés dans le délai de quatre jours mentionné à l'article 102.

Dans ce cas, le porteur de contraintes de Cayenne, quand les actes ont été signifiés par lui, annote sur son répertoire la date de la libération du redevable.

Sur les états de frais dressés par les agents de poursuites dans ladite perception de Cayenne, cette mention est également établie par eux : leur déclaration est certifiée de plus par le percepteur.

Art. 118.

Le tarif de poursuites sera affiché à la mairie de Cayenne et dans chaque bureau de perception.

Art. 119.

Tous les imprimés relatifs aux poursuites sont établis aux frais de l'administration locale, et fournis au trésorier qui les distribue selon les besoins du service entre les percepteurs.

Ces fonctionnaires tiennent registre de la recette et de l'emploi des formules qui leur sont remises et dont ils ne peuvent rejeter le prix contre les contribuables.

Art. 120.

Les actes de tous les degrés sans exception à distribuer aux contribuables devront être imprimés sur un papier de couleur différente pour chaque degré de poursuite.

Chaque formule d'acte sera revêtue du cachet du trésorier apposé à la main.

Art. 121.

Les papiers de couleur adoptés pour les différents actes de poursuites sont les suivants :

Sommations avec frais, sur papier vert; bulletins de garnisons individuelles, sur papier lilas; commandement, sur papier bleu; saisies-exécutions et saises-brandons, sur papier rouge; ventes, sur papier gris; saisies-arrêts et actes conservatoires, sur papier jaune; validations de saisies-arrêts, réquisitoires et procès-verbaux relatifs à la contrainte par corps et tous autres actes qui incombent aux agents des tribunaux ordinaires, sur papier blanc.

QUATRIÈME PARTIE.

Justification, règlement et recouvrement des frais de poursuites.

Art. 122.

Les états nominatifs des contribuables poursuivis par voie de sommation avec frais, garnison individuelle, commandement, vente, etc., indiqueront pour chacun d'eux le prix des actes de poursuites.

Ces états seront dressés en double expédition et certifiés par les agents de poursuites, qui les remettront aux percepteurs en joignant à l'appui les contraintes ou autorisations en vertu desquelles ils auront agi, et de plus les originaux des actes de commandement, saisie, vente, etc.

Art. 123.

Les percepteurs, après les avoir vérifiés et signés, les adresseront au trésorier, qui, après en avoir reconnu la régularité, les transmettra, avec toutes les pièces à l'appui, au directeur de l'intérieur.

Art. 124.

Le directeur de l'intérieur, après vérification, les arrêtera et rendra exécutoires. Il en tiendra registre et renverra sans

retard au trésorier les deux expéditions avec les justifications qui les accompagnaient.

Ces justifications resteront déposées au trésor pour y avoir recours au besoin.

Art. 125.

Lorsque le trésorier, en vérifiant les états des frais de poursuites, reconnaîtra des abus dans l'application des tarifs, il proposera au directeur de l'intérieur de réduire les frais à ce qui sera légitimement dû à l'agent de poursuites.

Le directeur de l'intérieur peut, par le même motif, opérer d'office cette réduction.

Art. 126.

Seront rejetés, jusqu'à régularisation, les états de frais non accompagnés des productions prescrites par l'article 109.

Art. 127.

Seront mis à la charge ou de l'agent qui les aura exécutés, ou du comptable qui les aura provoqués :

1° Les frais de saisies et de ventes faites contre des contribuables notoirement insolvables au moment où le commandement leur a été signifié ;

2° Les poursuites de toute nature exercées arbitrairement ou dans un ordre contraire à celui qui est tracé par le présent règlement.

Art. 128.

Le salaire et les prix des actes dus aux divers agents de poursuites leur sont payés sur mandats du directeur de l'intérieur, auxquels il sera joint une des expéditions des états définitivement arrêtés et taxés.

Art. 129.

La deuxième expédition de ces états de frais rendus exécutoires par le directeur de l'intérieur sera remise par le trésorier au percepteur, qui en deviendra comptable, et sera chargé d'en suivre le recouvrement sur les contribuables y dénommés, après avoir inscrit sur le rôle, à l'article de chacun d'eux, le chiffre des frais dus par lui.

Art. 130.

Le percepteur est tenu d'émarger sur lesdits états, en même temps que sur les rôles, les payements qui lui seront faits pour remboursement des frais, d'en donner quittance à souche aux

contribuables et de comprendre dans ses versements au trésor les sommes qu'il a reçues.

Art. 131.

Les payements de frais qui sont effectués par les redevables, avant que le percepteur n'ait reçu les états rendus exécutoires par le directeur de l'intérieur, sont émargés et sur le rôle et sur le double de la contrainte ou autorisation de poursuite que le comptable a gardé par devers lui.

A l'arrivée des états taxés, il y transporte aussitôt ces émargements.

Art. 132.

S'il y a lieu de rembourser au contribuable un trop-payé sur les frais, le percepteur effectue ce remboursement lui même et s'en fait donner quittance qu'il fait viser par le commissaire-commandant ou maire, et qu'il comprend ensuite comme pièce de dépense dans son plus prochain versement.

Art. 133.

Le directeur de l'intérieur, sur le vu de cette pièce, délivre un mandat au nom du trésorier pour le couvrir de cette avance.

Art. 134.

Tout contribuable taxé est en droit d'exiger du percepteur la communication de l'état des frais sur lequel il est porté.

Art. 135.

Le percepteur prévenu d'avoir frauduleusement exigé, soit avant, soit après la taxe, des frais pour une somme plus forte que celle portée au tarif ou arrêtée dans l'état des frais, sera traduit devant les tribunaux pour y être jugé comme concussionnaire.

Art. 136.

Indépendamment de la haute surveillance exercée par l'autorité administrative sur les poursuites et les frais auxquels elles donnent lieu, le trésorier est tenu de prendre des informations sur la conduite des percepteurs, porteurs de contraintes, garnisaires, etc., dans l'exercice des poursuites effectuées contre les contribuables, de s'assurer que lesdites poursuites ne sont faites que dans les cas prévus, dans les formes voulues et suivant les tarifs arrêtés, et de provoquer les mesures de répression contre les abus qui parviendraient à sa connaissance.

TARIF des frais de poursuites pour le recouvrement des contributions directes et assimilées.

DEGRÉS des poursuites.	NATURE DES ACTES DE POURSUITES.	PRIX DES ACTES dans les perceptions	
		de Cayenne.	des quartiers
1	Sommation avec frais (Bulletin de).	0f 50	1f 00
2	Garnison individuelle (*idem*) :		
	Avec vivres et logement, par journée...	3 00	2 00
	Sans vivres ni logement.....	4 00	3 00
3	Commandement (original et copie) (1)	1 00	2 00
4	Saisies et oppositions :		
	1° *Sommation* à un détenteur de deniers affectés au privilége du trésor (original et copie).....	3 00	3 00
	2° *Sommation* à un propriétaire ou principal locataire de payer la cote due par son locataire, en cas de déménagement (original et copie).....	3 00	3 00
	3° *Saisie-arrêt :*		
	Exploit de saisie-arrêt (original et copie au tiers saisi).....	3 00	3 00
	Dénonciation au saisi et assignation en validité (original et copie).....	Tarif judiciaire.	
	Dénonciation au tiers saisi de demande en validité (original et copie).....		
	Assignation au tiers saisi pour la déclaration affirmative.....		
	4° *Saisie-exécution :*		
	Procès-verbal de saisie (original et copie au saisi, ou s'il est absent au commissaire-commandant ou maire).....	3 00	3 00
	Copie au gardien quand ce n'est pas le saisi.....	1 00	1 00
	Salaire de 2 témoins (2). à 1 franc chacun dans les quartiers.....	//	2 00
	Salaire de 2 témoins (2). à 75 centimes chacun à Cayenne.....	1 50	//

(1) L'enregistrement, quand il s'agit de cotes au-dessus de 100 francs, est dû en sus pour les commandements et actes subséquents signifiés dans la perception de Cayenne.

(2) Les agents de police et surveillants ruraux sont choisis de préférence pour témoins.

DEGRÉS des poursuites.	NATURE DES ACTES DE POURSUITES.	PRIX DES ACTES dans les perceptions de Cayenne.	PRIX DES ACTES dans les perceptions des quartiers
4 (Suite)	Quand la saisie-exécution aura eu lieu hors du domicile et en l'absence du saisi (article 602 du code de procédure civile), il sera dû en sus, original et copie de la signification au saisi du procès-verbal de saisie.....	2 00	2 00
	5° *Saisie interrompue pour cause de libération :*		
	Le premier jour, procès-verbal (original et copie).....	2 00	2 00
	—— témoins comme ci-dessus.....	1 50	2 00
	Le deuxième jour, procès-verbal (original et copie).....	3 00	3 00
	—— témoins comme ci-dessus.....	2 00	2 50
	6° *Saisie-brandon :*		
	Procès-verbal de saisie-brandon, original et copie au saisi quand il est domicilié dans le quartier où la saisie a lieu.....	3 00	3 00
	Copie au gardien du séquestre.....	1 00	1 00
	Copie au maire ou commissaire-commandant du quartier où la saisie a eu lieu (1).....	1 00	1 00
	Si la partie ne demeure pas dans le quartier où la saisie a été faite et n'y est pas représentée par un régisseur, il lui est fait une signification de la saisie (original et copie).....	2 00	2 00
	Procès-verbal de carence en double...	1 00	1 00
	Salaire des 2 témoins (2).....	0 50	0 50
5	Frais pour parvenir à la vente et frais de vente.		
	1° En suite de saisie-exécution :		
	Frais de gardien :		
	Huit premiers jours, à Cayenne (par jour).....	0 75	//
	—— dans les quartiers (par jour).....	//	1 00
	Jours suivants, à Cayenne (par jour)...	0 50	//
	—— dans les quartiers (par jour).....	//	0 75

(1) Il n'y a pas de témoins pour la saisie-brandon.

(2) Cet acte étant exclusivement administratif, n'est pas soumis à l'enregistrement.

DEGRÉS des pour-suites.	NATURES DES ACTES DE POURSUITES.	PRIX DES ACTES dans les perceptions	
		de Cayenne.	des quartiers
5 (Suite)	*Procès-verbal de récolement* avant la vente (original).....	1 00	1 00
	Salaire de 2 témoins. { Cayenne, 75 centimes chacun.....	1 50	//
	Quartiers, 1 franc chacun.....	//	2 00
	Procès-verbal d'apposition d'affiches auquel sera joint l'original de l'affiche.....	1 00	1 00
	Original d'affiches et placards manuscrits.	1 50	1 50
	Prix de chaque affiche (quatre lorsque la vente a lieu dans le quartier et cinq quand elle est faite ailleurs).....	0 50	0 50
	Déclaration au bureau de l'enregistrement avant la vente et rédaction de l'extrait de cette déclaration (1).....	1 00	//
	Frais d'insertion de l'anonce de la vente dans la Feuille officielle de la Guyane.. Transport des effets saisis au lieu de la vente..... Frais de tambour et de criée s'il y a lieu (à régler par le directeur de l'intérieur sur les états du porteur de contraintes accompagnés de mémoires des ayants droit).....	Selon les tarifs ou usages locaux.	
	Procès-verbal de vente (original).....	Taxe variable selon l'importance de la vente.	
	A Cayenne il est alloué 5 p. 0/0 du montant de la vente au commissaire-priseur. Dans les quartiers 3 francs par journée.		
	Copie du procès-verbal de vente ou extrait quand cet acte est collectif, délivré par le commissaire-priseur aux agents de la perception, l'original étant retenu par lui (par chaque journée de vente)....	2f 00	//
	Copie ou extrait du même procès-verbal lorsqu'elle sera demandée par le saisi (par chaque journée de vente).....	2 00	1f 50
	Procès-verbal à dresser par le commissaire-priseur lorsqu'une vente déclarée n'a pas eu lieu (original et copie).....	2 00	//

(1) Cet acte n'est pas à rédiger dans les quartiers.

DEGRÉS des poursuites.	NATURE DES ACTES DE POURSUITES.	PRIX DES ACTES, dans les perceptions de Cayenne.	PRIX DES ACTES, dans les perceptions des quartiers
5 (Suite)	2° En suite de saisie-brandon : Mêmes taxes que pour la vente en suite de saisie-exécution, déduction faite du salaire des témoins dont l'assistance n'est pas prescrite.		
	Actes extraordinaires.		
	1° *Procès-verbal de récolement en cas de saisie exécutée antérieurement et sommation au premier saisissant de vendre* (original et deux copies, l'une au gardien, l'autre au saisi).....	3 00	3 00
	Salaire de deux témoins (comme pour la vente).....	1 50	2 00
	2° *Même procès-verbal de récolement en cas de saisie-brandon antérieure* (original et trois copies, dont une au gardien, une au maire ou commissaire-commandant et une au premier saisissant).	4 00	4 00
	3° *Procès-verbal de renvoi de vente à un jour autre que celui indiqué dans le procès-verbal de saisie-exécution* (original).	1 00	1 00
	Copie à la partie si elle réside dans le quartier où étaient ses objets saisis, ou si elle était présente.....	1 00	1 00
	Copie au gardien.....	1 00	1 00
	3° *bis. Sommation à la partie saisie non domiciliée dans ledit quartier et non présente, de se trouver à la vente le jour indiqué au procès-verbal de renvoi* (original et copie) (1).....	2 00	2 00
	4° *Procès-verbal de renvoi de vente sur saisie-brandon* (original).....	1 00	1 00
	Copie à la partie si elle réside dans le quartier ou si elle est présente.....	1 00	1 00
	Copie au gardien du sequestre.....	1 00	1 00
	—— au maire ou commissaire-commandant.....	1 00	1 00
	4° *bis. Sommation à la partie saisie bran-*		

(1) On allouera en outre à l'agent de poursuites ceux des frais qu'il aura faits pour parvenir à la vente, selon le tarif ci-dessus.

DEGRÉS des pour-suites.	NATURE DES ACTES DE POURSUITES.	PRIX DES ACTES dans les perceptions	
		de Cayenne	des quartiers
5 (Suite)	*donnée non domiciliée dans le quartier ou non présente, de se trouver à la vente le jour indiqué au procès-verbal de renvoi* (original et copie) (1).....	2 00	2 00
	5° *Procès-verbal de défaut, quand le gardien ne représente pas les effets saisis* (original et copie).....	2 00	2 00
	Salaire de deux témoins (d'après les bases ci-dessus) (1).....	1 50	2 00
	6° *Exploit d'opposition sur le prix de la vente des objets saisis antérieurement* (original).....	2 00	2 00
	Copie au premier saisissant et à l'huissier.....	2 00	2 00
	6° *bis. Sommation au saisissant par le percepteur opposant de faire vendre dans la huitaine* (original et copie).....	5 00	5 00
	7° *Acte de désistement de poursuites entamées* (original et copie).....	5 00	5 00
	Pour chaque copie en sus (2).....	1 00	1 00
	8° *Procès-verbal de rébellion*.....	Taxe spéciale.	
	9° *Frais d'expropriation immobilière*.....	Taxe judiciaire.	

(1) On allouera en outre à l'agent de poursuites ceux des frais qu'il aura faits pour parvenir à la vente, selon le tarif ci-dessus.

(2) Les frais de cet acte seront mis à la charge du porteur de contraintes ou du percepteur, lorsqu'il y aura eu faute de l'un ou l'autre de ces agents.

Les actes non prévus dans la présente nomenclature seront taxés en raison de leur analogie avec ceux ci-dessus indiqués.

Approuvé en conseil privé les présents règlement et tarif par nous gouverneur de la Guyane.

Cayenne, le 28 mai 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

N° 333. — *DÉCISION réglant à nouveau les délivrances de viande fraîche aux différents rationnaires de l'Etat.*

Cayenne, le 29 mai 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la situation de l'approvisionnement en bétail de boucherie par suite de l'arrivée des goëlettes attendues,

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Les délivrances en viande fraîche aux marins de la station, aux troupes et à tous les autres rationnaires libres de l'État auront lieu quatre fois par semaine, les dimanche, mardi, jeudi et samedi.

Les mêmes délivrances de viande fraîche seront faites deux fois par semaine aux transportés, le dimanche et le jeudi.

Ces dispositions sont applicables à Cayenne à compter du 1er juin prochain, et, sur les établissements pénitentiaires, dès le lendemain du jour où elles leur seront connues.

Notre décision du 10 février dernier est et demeure rapportée.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 29 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f°s 185.

N° 334. — *DÉCISION qui autorise le transporté* Gourdon (Joseph) *et la femme* Monier (Flavie-Félicité-Henriette), *tous deux internés au Maroni et appartenant à la 1re catégorie, à contracter mariage.*

Cayenne, le 30 mai 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dépêches ministérielles des 27 avril n° 312 et 26 juillet 1858 n° 32, attribuant au gouvernement local, en vertu de l'article 12 de la loi du 30 mai 1854, la faculté d'accorder aux trans-

portés l'exercice, dans la colonie, de tout ou partie des droits civils ;

Vu la demande présentée par le nommé Gourdon (Joseph), n° 5474, concessionnaire de la seconde série, à l'effet de se marier avec la femme Monier (Flavie-Félicité-Henriette), n° 31, également transportée ;

Vu le consentement donné par cette femme à ladite union ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

Article 1er. Le transporté Gourdon (Joseph), n° 5474, et la femme Monier (Flavie-Félicité-Henriette), n° 31, tous deux de la 1re catégorie des condamnés, et internés au Maroni, sont autorisés à contracter mariage : ils pourront, par suite, exercer les droits civils qui dérivent légalement dudit acte.

Art. 2. Le chef du service judiciaire et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée sommairement au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 30 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIERE.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 181.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 335. — Par dépêche ministérielle du 5 mars 1860 n° 691 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau*), avis est donné que M. l'abbé Caminade, appartenant précédemment au clergé de la Guyane, a été, par décision du 29 février dernier, attaché au clergé de la Guadeloupe.

N° 336. — Par dépêche ministérielle du 2 avril 1860 n° 88 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes,*

2e *bureau*), avis est donné que le sieur Crévoisier (François), surveillant de 2e classe à la Guyane française, rentré en France en congé de convalescence, est décédé le 25 janvier 1860 à l'hôpital de Dijon (Côte-d'Or).

N° 337. — Par dépêche ministérielle du 14 avril 1860 n° 98 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), il est donné avis que M. Morel (Joseph-Esprit), qui n'a pas suivi la destination qu'il avait reçue pour la Guyane comme lieutenant en 1er d'artillerie de marine, et qui a été depuis, par décret impérial du 31 mars dernier, nommé capitaine en second, est remplacé dans la colonie par M. Geoffroy (Emmanuel), lieutenant en 1er à la 12e compagnie à Cherbourg.

N° 338. — Par circulaire ministérielle du 16 avril 1860 n° 99 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que Son Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, de concert avec Son Exc. le ministre de la marine, a nommé commis de marine les écrivains de la Guyane dont les noms suivent :

MM. Bassigny (Nicolas-Édouard) ;
Emler (Nicolas-Georges-Stanislas-Lucien) ;
Lidin (Eugène-Alexandre) ;
Lemaitre (Alexandre-Charles).

M. Estourneau de Tersannes (Charles-Louis-Aurélien), nommé commis de la marine par la même décision, a été destiné pour la Guyane.

N° 339. — Par dépêche ministérielle du 21 avril 1860 n° 124 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau*), il est donné avis de la nomination de M. Houllier, faisant actuellement fonctions de vérificateur des douanes à la Guyane, à un emploi de commis de 1re classe au traitement de 2,400 francs, à la résidence de la Basse-Terre (Guadeloupe).

N° 340. — Par dépêche ministérielle du 28 avril 1860 n° 118 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et*

maritimes, 3e *bureau*), avis est donné que M. Buffet, garde d'artillerie de la marine de 1re classe, section des comptables, qui avait été destiné à servir à la Guyane française, ne se rendra plus à cette destination, par suite de son admission à faire valoir ses droits à la retraite.

OMISSIONS DE MARS 1860.

N° 341. — Par décision du 5 mars 1860 a été acceptée la démission offerte par M. Dédons de son emploi d'écrivain à la direction des établissements pénitentiaires.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 165.

N° 342. — Par décision du 30 mars 1860, le sieur Guérin-Dumartrait, adjudant sous-officier au 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé, sauf confirmation par Son Exc. le ministre, greffier au 2e conseil de guerre permanent de la Guyane, en remplacement du sergent-major Guélaud, promu au grade de sous-lieutenant.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 191.

OMISSIONS D'AVRIL 1860.

N° 343. — Par décision du 12 avril 1860, un congé de six mois sans solde, pour affaires personnelles, a été accordé au sieur Harmois (André-Hippolyte), relieur à l'imprimerie du gouvernement à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 167.

N° 344. — Par ordre du 16 avril 1860, M. Cacaret (Victor-Bertrand), aide-commissaire de la marine, passe du détail des hôpitaux à celui des subsistances.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 165.

N° 345. — Par décision du 27 avril 1860, est maintenu, à compter du 1er mars dernier, le salaire journalier de 1 fr. 62 cent. alloué aux deux immigrants indien et africain, employés au

camp Saint-Denis, l'un comme infirmier et l'autre comme cuisinier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 159.

N° 346. — Par décision du 1er mai 1860, M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, a été chargé provisoirement du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Chéron, qui a reçu une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 155.

N° 347. — Par décision du même jour, M. Voisin (Paul-Philibert) est nommé gérant de la ferme-pépinière de Baduel, aux appointements de 3,000 francs par an, en remplacement de M. Sy (Henri), qui occupait l'emploi de régisseur de cet établissement, et dont la démission a été acceptée.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 154.

N° 348. — Par décision du même jour, M. Brissot (Pierre-Bazile), secrétaire de mairie au quartier de Kaw, a été nommé commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, en remplacement de M. Pain (Théophile), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 156.

N° 349. — Par décision du même jour, la solde de M. Cochet-Dubelle, écrivain de la marine au secrétariat du gouvernement, est reportée du chapitre 14, article 1er, paragraphe 2, au chapitre 16, article 1er, paragraphe 2 (Administration.)

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 154.

N° 350. — Par ordre du même jour, M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, a été chargé du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Royre (Pierre-Gabriel), officier de santé auxiliaire de la même classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 152.

N° 351. — Par ordre du même jour, le sieur Nara (Jérémie), distributeur de 1re classe des vivres au magasin des subsistances

à Cayenne, a été destiné à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 3e classe, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 151.

N° 352.—Par décision du même jour, le sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 3e classe des vivres, a été suspendu de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 151.

N° 353. — Par décision du 2 mai 1860, le sieur Tabel (Toussaint) a été nommé surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Samba n° 3, nommé à un autre emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 156.

N° 354. — Par décision du 4 mai 1860, un congé de deux mois à moitié solde, pour cause de maladie, a été accordé à M. Rique, écrivain à la direction de l'intérieur, aux appointements de 2,160 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 159.

N° 355. — Par décision du même jour, M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Etienne), secrétaire de mairie au quartier de Roura, a été nommé commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Viriot (Ernest), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 156.

N° 356. — Par décision du 5 mai 1860, il a été alloué à M. Décret, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à Cayenne, chargé provisoirement de la direction dudit établissement, en remplacement de M. Bénard, destiné pour la Martinique, une indemnité annuelle de 1,000 francs, pour tout le temps que durera l'intérim.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 164.

N° 357. — Par décision du même jour, M. Lesage (Jean-Louis-Nicolas-Édouard) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Bally (Jean-Marais), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 164.

N° 358. — Par décision du 7 mai 1860, le sieur Coadelot, deuxième maître armurier à la direction d'artillerie à Cayenne, recevra, à partir du 12 avril 1860, conformément aux règlements,

SAVOIR :

1° Sa solde militaire fixée par mois à.....	75f 00
Plus le complément fixe de 1 fr. 80 cent. par jour de travail, soit par mois de 25 jours.....	45 00
Et un supplément variable établi au taux moyen maximum de 80 centimes par jour de travail effectif, soit par mois donnant 25 journées.....	20 00
Total par mois.....	140 00

2° Est autorisée en faveur de ce deuxième maître armurier la délivrance, par les magasins de l'État, d'une ration journalière composée comme celle des troupes en service au chef-lieu, à titre de cession, et à charge par lui d'en rembourser la valeur au trésor, en fin de trimestre.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 176.

N° 359. — Par décision du 8 mai 1860, a été acceptée la démission offerte par le sieur Nemouté (Félix) de son emploi de surveillant rural de 3e classe au quartier d'Iracoubo.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 181.

N° 360. — Par ordres du 10 mai 1860, MM. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, et Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de la même classe, récemment arrivés de France, sont mis à la disposition de M. le médecin en chef.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 162.

N° 361. — Par ordre du même jour, M. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, a été nommé prévôt de pharmacie de l'hôpital militaire à Cayenne, en remplacement de M. Gay (Jules), officier de santé du même grade, qui a fini son temps de prévôté.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 164.

N° 362. — Par décision du même jour, le traitement de MM. Janeau (Antoine), et Vital (Antoine), agents de culture et de colonisation, fixé à 1,800 francs par les décisions des 22 février 1856 et 16 novembre 1859, a été porté à 2,400 francs par an, à compter du 1er mai 1860.

Cette dépense continuera à être imputée au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 5 (Agents de colonisation.)

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 165.

N° 363. — Par décision du 11 mai 1860, le sieur Germain (Joseph-Godefroy) a été révoqué de son emploi d'archer de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 161.

N° 364. — Par ordre du 18 mai 1860, il a été prescrit à M. Douillard (Alfred), vérificateur de 3e classe des douanes, récemment arrivé dans la colonie, de prendre son service à compter dudit jour.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 179.

N° 365. — Par ordres du 19 mai 1860, MM. Dupeyrat (Pierre-Joseph-Henry), aide-commissaire de la marine, Gay (Jules), pharmacien de 3e classe de la marine, et Cros (Marcel), chirurgien auxiliaire de la même classe, ont été autorisés à prendre passage sur le transport mixte *la Cérès*, le premier pour se rendre à la Martinique, où il est appelé à continuer ses services, et les deux autres pour rentrer en France, ayant terminé leur temps de service colonial.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 165.

N° 366. — Par décisions du même jour, il a été accordé aux personnes ci-après dénommées un congé de convalescence, avec autorisation de prendre passage sur le transport mixte *la Cérès*, pour se rendre en France, savoir :

MM. Mélinon (Nicolas-Joseph), botaniste agriculteur, commandant supérieur des établissements pénitentiaires du Maroni;

Le Roy, R. P. de la compagnie de Jésus;

Costy (Jules-Frédéric), surveillant de 1re classe au corps militaire des surveillants;

Pascaud (Blaise), surveillant de 1re classe;

Stainacre (Jean-Baptiste), surveillant de 2e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 168 et 169.

N° 367. — Par ordre du même jour, les sieurs Reboul (Jacques-Honoré), boulanger de 1re classe, et Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 3e classe des vivres, suspendus de leur emploi, ont été embarqués sur le transport mixte *la Cérès*, pour être mis à la disposition de l'autorité maritime, à Toulon.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 170.

N° 368. — Par décisions du 21 mai 1860, un congé de convalescence pour France a été accordé aux personnes dénommées ci-après, avec autorisation de prendre passage sur le transport mixte *la Cérès*, qui se rend à Toulon, savoir :

Dames Portheault (Rosalie), sœur Amédée et Granet (Antoinette), sœur Marie-Amélie, religieuses de la congrégation de Saint-Paul de Chartres.

Sieurs Chabus (François-Auguste), infirmier-major à l'hôpital militaire de Cayenne, et Couteau (Louis), deuxième commis de 2e classe des vivres.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 169 et 170.

N° 369. — Par décisions du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé aux personnes dénommées ci-après, savoir :

MM. Brunetti (Jules), aumônier du collége de Cayenne;

Ménard (Pierre-Gabriel-Frédéric), commis à la direction de l'intérieur;

Sieur Cruon (Louis), préposé des douanes.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisons, f°s 166 et 167.

N° 370. — Par décision du même jour, M. Kerhuel (Jean-Baptiste), chirurgien de 1re classe de la marine, a été chargé du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Chéron, officier de santé du même grade, appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 172.

N° 371. — Par décision du même jour, il est prescrit à M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, qui avait été provisoirement chargé du service civil en remplacement de M. Chéron, et en l'absence de M. Kerhuel, chirurgien de 1re classe de la marine, de cesser ses fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 172.

N° 372. — Par ordre du 22 mai 1860, il est prescrit à M. Desvieux, greffier du tribunal de première instance à Cayenne, de retour de congé de convalescence qu'il avait obtenu pour France, de reprendre ses fonctions près ledit tribunal, et à M. Lagrandeur, commis-greffier, qui remplissait l'intérim, de reprendre lui-même les fonctions dont il est titulaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 171.

N° 373. — Par décision du 23 mai 1860, un supplément mensuel de 15 francs a été accordé au sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 1re classe des vivres, appelé à remplir cumulativement les fonctions de commis aux vivres à la Montagne-d'Argent.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 171.

N° 374. — Par ordre du même jour, le sieur Banzet (Louis-Adolphe), magasinier de 3e classe, a été chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Olivier, magasinier de la même classe, qui a reçu une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, n° 182.

N° 375. — Par ordre du même jour, le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à l'îlet la Mère, est destiné, en la même qualité, pour la Montagne-d'Argent.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, n° 182.

N° 376. — Par décision du 25 mai 1860, le surveillant de 1re classe Stévenot (Jean-Baptiste), chargé provisoirement de la tenue des écritures relatives au corps militaire des surveillants pendant la durée du congé accordé au surveillant chef Costy, recevra l'indemnité annuelle de 300 francs pour frais de bureau allouée par la décision du 28 septembre 1858.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 184.

N° 377. — Par décision du même jour, le sieur Stévenot (Jean-Baptiste), surveillant de 1re classe, a été nommé vaguemestre par intérim du corps militaire des surveillants pendant l'absence du surveillant Costy, titulaire de l'emploi.

Il jouira pendant ce temps de l'indemnité réglementaire fixée par l'article 4 de la décision du 28 juin 1856.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 184.

N° 378. — Par ordre du 28 mai 1860, il est prescrit à M. Rateau, enseigne de vaisseau, mis à compter du 29 à la disposition du service pénitentiaire pour une mission spéciale, de remettre le commandement de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix* à M. Masson, officier du même grade.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 176.

N° 379. — Par ordres du 29 mai, il est prescrit à M. Masson, enseigne de vaisseau, actuellement capitaine provisoire de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de ce bâtiment et d'embarquer à la même date sur la goëlette *l'Ile-d'Aix*, dont il prendra le commandement en remplacement de M. Rateau, officier du même grade, qui a reçu une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 176 et 180.

N° 380. — Par ordre du même jour, il est enjoint à M. Maudet, lieutenant de vaisseau, commandant de la marine par intérim, actuellement embarqué sur la goëlette *l'Ile-d'Enet*, de débarquer de ce bâtiment, en cessant ses fonctions de commandant de la marine, et d'embarquer à la même date sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, dont il reprend le commandement qui était provisoirement exercé par M. l'enseigne de vaisseau Masson.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 179.

N° 381. — Par décision du 29 mai 1860, le sieur Dominique a été nommé surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Nemouté (Philibert), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 195.

N° 382. — Par ordre du 30 mai 1860, le sieur Demazure (François-Eugène), magasinier de 3e classe, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à la Montagne-d'Argent, est rappelé au chef-lieu pour continuer ses services au magasin du matériel.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 185.

N° 383. — Par ordre du 31 mai 1860, le sieur Flotte (Jules-Auguste), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut, est rappelé au chef-lieu et destiné à continuer ses services au magasin général.

Enregistré au contrôle, registre n° 32 des ordres et décisions f° 185.

N° 384. — Par décision du même jour, le sieur Samba n° 1 est nommé, à compter du 1er juin 1860, archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Germain (Joseph-Godefroy), révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 182.

N° 385. — Par ordre du même jour, le sieur Bourquin, distributeur du matériel, a été destiné pour les îles du Salut, en remplacement du sieur Flotte (Jules-Auguste), distributeur des vivres de 2e classe, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 201.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 6.

JUIN 1860.

N° 386. — *Loi du 23 mai 1860 concernant le tarif des sucres, des cafés, du cacao et du thé.*

Paris, le 23 mai 1860.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit :

LOI.

(Extrait du procès-verbal du Corps législatif.)

Le Corps législatif a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

Art. 1er. A partir du 24 mai prochain, les droits sur le sucre seront établis ainsi qu'il suit :

Sucre...	non raffiné et non assimilé au raffiné	par navires français	indigène	25f	les 100 kilogr.
			des colonies françaises.	25	
			d'ailleurs, hors d'Europe	28	
			des entrepôts	34	
		par navires étrangers		39	
	raffiné dans les fabriques de sucre indigène non abonnées et dans les colonies				Mêmes droits que ci-dessus augmentés de 2 fr. 50 cent. par 100 kil.
Mélasses des colonies françaises				7 fr. les 100 k.	

Art. 2. A partir de la même époque, les droits sur le café, le cacao et le thé seront établis ainsi qu'il suit :

Cafés.....	par navires français	des colonies françaises et des établissements français sur la côte occidentale d'Afrique..	30f	les 100k
		d'ailleurs, hors d'Europe.....	42	
		des entrepôts.....	50	
	par navires étrangers.....		55	
Cacao (fève et pellicules de).	par navires français	des colonies françaises.....	20	les 100k
		d'ailleurs, hors d'Europe.....	25	
		des entrepôts.....	35	
	par navires étrangers.....		40	
Thé.....	par navires français	des pays de production hors d'Europe	75	les 100k
		d'ailleurs.....	90	
	par navires étrangers.....		100	

Art. 3. Toutefois, les sucres des colonies françaises jouiront de la détaxe de 3 francs par 100 kilogrammes, établie à leur profit par la loi du 28 juin 1856, jusqu'au 30 juin 1866.

La taxe différentielle de provenance établie par l'article 9 de la loi du 13 juin 1851, à l'égard des sucres importés des colonies françaises au delà du cap de Bonne-Espérance, continuera à subsister jusqu'au 30 juin 1864. A partir de cette époque, cette taxe différentielle sera réduite à 1 fr. 50 cent. jusqu'au 30 juin 1865, époque à laquelle elle sera supprimée.

Art. 4. Tout fabricant de sucre pourra contracter avec l'administration des douanes et des contributions indirectes un abonnement par lequel il s'obligera à acquitter le montant des droits sur la prise en charge à la défécation.

Cette prise en charge sera établie au chiffre minimum de 1,425 grammes par hectolitre de jus et par degré du densimètre. Les sucres, sirops et mélasses provenant de toute fabrique abonnée seront assimilés aux sucres libérés d'impôt.

Les fabriques-raffineries abonnées pour leur fabrication seront assimilées, pour les opérations du raffinage, aux raffineries non exercées.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions auxquelles les abonnements prévus par le premier paragraphe du présent article pourront être contractés.

Réfaction de droits pour cause d'avaries.

Art. 5. Le bénéfice de la réfaction des droits résultant des ar-

ticles 51 à 59 de la loi du 21 avril 1818 cessera, à partir du 24 mai prochain, d'être appliqué aux cafés, aux cacaos et aux thés.

Provenances des îles de la Sonde.

Art. 6. Les modérations de droit stipulées par l'article 1er de la loi du 6 mai 1841, en faveur des pays situés au delà des passages et des îles de la Sonde, soit au nord du 3e degré de latitude septentrionale, soit à l'est du 106e degré de longitude est, cesseront, à partir du 24 mai prochain, d'être appliquées aux cafés, cacaos et thés importés directement desdits pays sous pavillon français.

Prime à l'exportation des sucres raffinés.

Art. 7. Le premier type actuel est maintenu en ce qui concerne les sucres destinés à l'exportation après raffinage. Les droits payés à l'importation des sucres de nuance égale ou inférieure à ce type seront restitués, à l'exportation des sucres raffinés, dans les proportions suivantes, lorsqu'on justifiera, par des quittances n'ayant pas plus de quatre mois de date, que lesdits droits ont été acquittés pour des sucres importés directement par navires français des pays hors d'Europe.

ESPÈCES DE SUCRES		QUANTITÉS à exporter.	MONTANT de la prime.
dénommés dans les quittances.	exportés.		
Sucre de nuance égale ou inférieure au 1er type.	Sucre mélis, ou quatre-cassons, entièrement épuré et blanchi....	76 kilog	Le droit, décime compris, payé pour 100 kilogr. de sucre de nuance égale ou inférieure au type suivant la quittance représentée.
	Sucre candi sec et transparent.....		
	Sucre lumps, sucre tapé, de nuance blanche...	80 kilog.	

Art. 8. Le droit ne sera pas dû sur le sucre indigène qui sera exporté à l'étranger.

Dispositions transitoires.

Art. 9. La restitution des droits à l'exportation des sucres raffinés dont le payement sera justifié par des quittances antérieures à la promulgation de la présente loi et n'ayant pas plus de quatre

mois de date, se fera sur les bases de l'ancien tarif, d'après le rendement fixé par la loi du 30 juin 1856, et aura lieu, savoir :

Pour le sucre colonial, pendant les trente jours qui suivront la promulgation de la présente loi ;

Et pour le sucre étranger, pendant les soixante-dix jours qui suivront cette promulgation.

Les cafés provenant de l'Inde dont le chargement aura été effectué au lieu de production avant le 1er juin 1860, seront admis à l'importation au droit principal de 35 francs au lieu de celui de 42 francs.

Les cafés provenant des pays d'au delà de la Sonde, expédiés des lieux de production avant le 1er juin 1860, seront admis au droit principal de 30 francs par 100 kilogrammes.

En ce qui concerne les thés, la surtaxe de provenance sera de 200 francs jusqu'au 31 mai 1864, de 150 francs jusqu'au 31 mai 1866, et de 90 francs à partir du 31 mai 1866; la surtaxe de pavillon sera de 250 francs jusqu'au 31 mai 1864, de 175 francs jusqu'au 31 mai 1866, et de 100 francs à partir du 31 mai 1866.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 19 mai 1860.

Le Président,

Comte DE MORNY.

Les Secrétaires,

Comte LOUIS DE CAMBACÉRÈS, comte LÉOPOLD LE HON, comte HENRI DE KERSAINT, comte JOACHIM MURAT.

(Extrait du procès-verbal du Sénat.)

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi concernant le tarif des sucres, des cafés, du cacao et du thé.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 22 mai 1860.

Le Président,

TROPLONG.

Les Secrétaires,

Comte DE GROSSOLLES-FLAMARENS, A. LAITY, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le Sénateur Secrétaire,

Baron T. DE LACROSSE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues du sceau de

l'État et insérées au *Bulletin des lois*, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 23 mai 1860.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État au département de la justice,

DELANGLE.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, chargé par intérim du ministère d'État,

DELANGLE.

N° 387. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Indication à porter sur les ordres d'embarquement.*

Paris, le 29 mars 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, les ordres d'embarquement délivrés aux fonctionnaires et agents du service colonial qui prennent passage sur les bâtiments de l'État, soit d'un point à un autre de la colonie, soit de la colonie en France, n'indiquent pas sur quels fonds est imputable la dépense des passages.

Il en résulte que les éléments d'après lesquels sont établis les états produits à l'appui des demandes de remboursement faites par le département de la marine ne sont pas suffisants pour établir l'imputation de la dépense.

Il est important de prévenir les difficultés de cette nature.

Je vous invite, en conséquence, à donner des ordres pour qu'il soit fait mention, à l'avenir, sur les ordres d'embarquement, du service à la charge duquel doit incomber la dépense de passage dont le montant doit être remboursé ultérieurement au département de la marine.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 388. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Examen de questions sur l'exercice du recours en révision.*

Paris, le 10 avril 1860.

MESSIEURS, j'ai été consulté sur les questions suivantes :

1° De quelle manière doit être supputé le délai pour exercer utilement le recours en révision?

2° A qui appartient-il de déclarer le recours non recevable, S'il est formé tardivement?

Si, après deux annulations successives pour les mêmes motifs, suivies d'un troisième jugement *rendu en violation du cinquième paragraphe* de l'article 233 du Code maritime, ce jugement est l'objet d'un recours interdit par le dernier paragraphe du même article?

3° A qui incombe le soin de provoquer la translation du prévenu, lorsqu'après une double annulation il est renvoyé devant un troisième conseil de guerre siégeant dans un autre port?

L'examen ci-après de ces questions comporte l'observation préliminaire que tout ce qui sera dit des conseils de guerre et des conseils de révision s'applique aux tribunaux maritimes et aux tribunaux de révision.

1° Bien que, par sa précision, le premier paragraphe de l'article 173 échappe à toute controverse, je crois devoir y rattacher un exemple faisant nettement ressortir que le délai de recours expire avec le lendemain du jour de la lecture. Ainsi, en supposant un jugement rendu le 1^er^ du mois et lu le même jour au condamné, celui-ci aura, pour exercer son recours, outre la fin du 1^er^, les vingt-quatre heures formant la journée du 2; de telle sorte qu'il sera déchu de son droit au *commencement du 3 du mois.*

2° Quoiqu'il en soit, comme il pourrait arriver que cette déchéance fût encourue par suite de circonstances de force majeure, il importe de savoir à qui, dans ce cas, il appartiendrait d'apprécier la validité du recours. Sur ce premier point de la deuxième question, je n'hésite point à adopter la solution fournie par la jurisprudence en matière de pourvois en cassation. La cour suprême ayant constamment proclamé qu'elle avait seule le droit de prononcer la déchéance des pourvois faits tardivement, il convient que le même droit soit reconnu aux conseils de révision dans le cercle bien plus restreint de leur compétence.

Aucun des agents légalement requis pour recevoir les déclarations, soit des condamnés eux-mêmes, soit de leurs défenseurs, ne devrait donc s'y refuser par le motif que le délai serait expiré; et il y aurait obligation, pour le commissaire impérial près le conseil de guerre d'où émanerait la condamnation, de transmettre le recours à qui de droit, avec le dossier de la procédure, conformément à l'article 183, et d'en donner immédiatement avis à l'autorité chargée de prescrire la mise à exécution du jugement. Ici se présente la question de savoir si ce recours doit avoir un effet suspensif. Admettre la négative serait annihiler dans ses effets le droit reconnu aux conseils de révision de statuer seuls sur la recevabilité des recours portés devant eux. La cour de cassation a, du reste, implicitement résolu la question en déclarant (arrêt du 4 août 1859, affaire Carlier), nonobstant les termes absolus de l'article 146 du Code de la guerre (176 de la marine), que l'autorité militaire devait surseoir à l'exécution du jugement, lorsque, la qualité de militaire pouvant être contestée au condamné, il y avait doute sur son incapacité à se pourvoir en cassation.

Il convient donc d'interpréter dans le sens de cette doctrine les articles 175, 176 et 177 du Code maritime, et je recommande à MM. les préfets maritimes, gouverneurs et commandants à la mer, de ne passer outre à l'exécution des jugements, dans les cas de recours formés tardivement, qu'après que le conseil de révision en aura déclaré la non-recevabilité.

On ne saurait perdre de vue, d'ailleurs, que le conseil de révision, saisi d'un recours formé tardivement, aurait pour premier devoir de statuer sur sa recevabilité, et que ce ne serait qu'au cas où il l'admettrait qu'il serait légal de passer à l'examen des moyens présentés.

Arrivant à la deuxième partie de la question, j'examine le cas où le condamné attaque un troisième jugement rendu après deux annulations successives, et fonde son recours en révision sur les mêmes moyens précédemment invoqués.

L'identité des moyens pouvant n'être qu'apparente, il est indispensable que le conseil de révision soit saisi du recours, puisque lui seul est apte à l'apprécier : dans ce cas, l'obligation de surseoir à l'exécution du jugement est d'autant plus absolue qu'aucun texte n'impose d'exécution immédiate ou à bref délai.

3° Il me reste à examiner la troisième et dernière question, concernant la translation du prévenu dans le troisième conseil de guerre de renvoi.

Les conseils de révision n'étant pas appelés à statuer sur des questions de fait, le ministère public de cette juridiction ne saurait, en aucun cas, s'occuper de la personne du condamné. Il s'ensuit que, si une décision d'annulation prononce le renvoi du prévenu devant un conseil de guerre séant dans un autre port, le soin de provoquer le transfèrement incombe expressément au commissaire impérial près le conseil dont le jugement est annulé.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,
HAMELIN.

N° 389. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 9 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). *Demande de l'envoi des rapports mensuels des commandants de gendarmerie.*

Paris, le 19 avril 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, aux termes de l'article 172 du décret du 1er mars 1854, les commandants de gendarmerie doivent adresser chaque mois aux ministres compétents les états récapitulatifs du service fait pendant le mois précédent.

Ces documents, depuis quelques années, ont cessé d'être réclamés par l'administration centrale ; cependant il me paraît utile de revenir en ce point à la stricte exécution du règlement.

En conséquence, je vous invite à donner des ordres pour que ces rapports me soient dorénavant transmis chaque mois.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,
Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 390. — *DÉCRET impérial portant nomination des membres du collége des assesseurs.*

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT :

Vu le décret du 1er décembre 1858 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1828 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article 1er. Sont nommés membres du collége des assesseurs de la Guyane française pour les années 1860-1861-1862 :

MM.

1 Adolphe (Joseph), entrepreneur;
2 Arsène (Adolphe), *idem;*
3 Berville (Ange-Esprit-Nathanaël), chirurgien de la marine de 2e classe;
4 Bally (Jean-Jacques), marchand;
5 Brémond (Jean), propriétaire;
6 Berteau (Jean-Émile-Gabriel), aide-commissaire de la marine;
7 Baïonne (Léo), limonadier;
8 Carnavant (Zacharie), négociant et propriétaire;
9 Charron (Jean), négociant et propriétaire;
10 Chauvin (Edouard), marchand et propriétaire;
11 Cacaret (Victor-Bertrand), aide-commissaire de la marine;
12 Delmosé (Pierre-Joseph-Auguste), propriétaire et négociant;
13 Diamand (Théodore), entrepreneur;
14 Dupin (Jean-Baptiste-François-Victor), sous-chef à la direction de l'intérieur;
15 Després (Prosper), marchand;
16 Dufourg (Paul-Latour), commis de la marine;
17 Décret (Léon), sous-chef à l'imprimerie du gouvernement;
18 Daramat (Joseph-Pierre), négociant;
19 Franchi (Pierre), propriétaire;
20 Giaimo (Marius-Jean-Jules-Ernest), entrepreneur;
21 Harmois (Victor-Joseph), propriétaire et marchand;
22 Hérard (Pierre-Ambroise), vétérinaire;
23 Isnard (Henry), négociant;
24 Jubin (Edmond), propriétaire;
25 Lhuerre (François), négociant;
26 Ménard (Pierre-Gabriel-Frédéric), commis à la direction de l'intérieur;
27 Martin (Urbain), sous-chef à la direction de l'intérieur;
28 Rambaud (François), négociant;
29 Rifer (Joseph), marchand;

30 Vauquelin (Charles-Pierre), agent général de culture et de colonisation.

Art. 2. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 21 avril 1860.

NAPOLÉON

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 391. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 147* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). *Mode de payement du supplément de 1,800 francs accordé aux chirurgiens délégués pour l'immigration par le règlement du 19 mars 1859.*

Paris, le 5 mai 1860.

Monsieur le Gouverneur, le règlement du 19 mars 1859 dispose (articles 8 et 9) que les chirurgiens de la marine embarqués sur les navires affectés au transport des émigrants dans nos colonies reçoivent comme médecins du bord, pendant la durée effective de leur embarquement sur le bâtiment-transport, un supplément de 1,800 francs.

Une disposition ultérieure a imputé cette allocation au compte de l'armement et, par dépêche du 27 avril 1859, vous avez été informé que lorsque le bâtiment viendrait, à la fin de la campagne, opérer son désarmement en France, le décompte de ce qui serait dû, à ce titre, au chirurgien délégué, serait établi et versé par l'armement à la caisse des gens de mer au profit de cet agent.

Comme les bâtiments affectés au transport des émigrants reçoivent souvent, après un premier voyage et avant de rentrer en France, une autre destination, et que les délégués sont ainsi exposés à ne toucher leur indemnité qu'après un laps de temps considérable, il m'a paru équitable de faire tenir régulièrement

ces agents au courant du supplément dont il s'agit, ainsi que des autres allocations qui leur sont attribuées.

Je vous autorise, à cet effet, à faire payer aux délégués, lorsqu'ils en témoigneront le désir, ce qui leur sera dû sur l'indemnité de 1,800 francs.

Ce payement sera toujours imputé sur les fonds du service local de la colonie intéressée, et à titre d'avance remboursable par l'armement.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 392. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 174 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). *Recommandations nouvelles au sujet des réserves à observer dans la concession des passages de retour aux familles de fonctionnaires voyageant sans eux.*

Paris, le 5 mai 1860.

Monsieur le Gouverneur, malgré la recommandation fréquemment faite par la correspondance ministérielle pour qu'il soit usé d'une très-grande réserve dans la concession des passages de retour en France aux familles des fonctionnaires voyageant sans eux, même lorsque les deux traversées prévues par l'article 5 de l'ordonnance du 1er mars 1831 n'ont pas été épuisées, je constate encore quelquefois que, pour divers motifs autres que ceux spécifiés dans l'ordonnance, des familles, voyageant isolément, obtiennent trop facilement, des administrations coloniales, des passages aux frais de l'État sur bâtiments de commerce; ou bien qu'alléguant des raisons d'urgence, les fonctionnaires qui ont fait l'avance de ces passages en sollicitent le remboursement et sont vivement appuyés dans cette démarche par MM. les gouverneurs ou commandants des colonies.

L'un et l'autre de ces modes de procéder peuvent engendrer des abus. Je tiens donc à rappeler ici que la concession des passages aux familles placées dans la situation définie plus haut devra toujours être préalablement autorisée par le ministre, qui se réserve l'appréciation des circonstances exceptionnelles invoquées à l'appui des demandes. Je considère comme devant être

extrêmement rares les cas où il peut être dérogé à cette prescription, et notamment ceux où des remboursements pourront être faits aux fonctionnaires qui auraient pris sur eux d'expédier leurs familles à leurs frais sur bâtiments du commerce ou sur les paquebots anglais. Dans ces circonstances même, je n'ai pas besoin d'ajouter que le remboursement ne saurait être effectué que d'après les principes et sur le pied des tarifs notifiés aux administrations coloniales par une circulaire du 30 janvier 1854.

Vous m'accuserez spécialement réception de la présente circulaire.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 393. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 151 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). *Instructions relatives à l'envoi distinct pour chaque bureau des états de délégations provenant des officiers, fonctionnaires et agents du service local.*

Paris, le 8 mai 1860.

Monsieur le Gouverneur, mon département reçoit généralement sous le timbre du 4e bureau de l'administration coloniale et des services financiers, avec les bordereaux qui s'y rapportent, des états trimestriels relatifs aux délégations suscrites par les officiers, fonctionnaires et agents du service local, ainsi qu'aux retenues exercées, par suite, sur leurs traitements.

D'après l'organisation du ministère, chaque bureau ayant à administrer le personnel qui ressortit à ses attributions, il résulte de l'envoi qui est fait au 4e bureau seulement des documents en question, qu'ils doivent être nécessairement renvoyés aux autres bureaux compétents pour le personnel spécial dont ils ont à s'occuper, ce qui occasionne un surcroît d'écritures et entraîne, d'ailleurs, des lenteurs regrettables dans la suite à donner aux délégations souscrites au profit des tiers.

Afin d'éviter ce double inconvénient, il conviendra que, dorénavant, les relevés dont il s'agit me soient envoyés distinctement

pour les divers bureaux intéressés, et sous le timbre de chacun d'eux.

Je vous invite à donner en ce sens des instructions à qui de droit, avec recommandation de s'y conformer exactement à l'avenir.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 394. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 179 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e et 4e bureaux). *Au sujet de la transmission des dépêches par la voie des paquebots anglais. — Invitation de veiller à ce qu'il n'y ait pas abus dans ces envois.*

Paris, le 22 mai 1860.

Monsieur le Gouverneur, mon attention a été appelée sur l'accroissement des frais de poste, qui résulte de l'emploi, pour la correspondance avec les colonies, des paquebots à vapeur anglais. Ainsi, en 1859, il a été dépensé pour cet objet 12,440 francs au lieu de 10,000 francs qui avaient été prévus. Il a été possible de couvrir cet excédant de dépenses au moyen des économies qui se sont produites sur d'autres parties du budget; mais, comme le crédit de 1860 et celui qui est demandé sur 1861 pour cette partie des dépenses publiques n'ont pas été augmentés, il convient de rechercher les moyens de restreindre les frais dont il s'agit.

Je vous invite donc à recommander à l'administration placée sous vos ordres de veiller à ce qu'il ne soit adressé par cette voie que les documents les plus essentiels, et à ce que l'on évite l'emploi des papiers lourds, épais et de grand format. Je vous prie de veiller aussi à ce que les documents annexes soient examinés avec soin, de manière à éviter le double inconvénient qui peut se présenter et qui consiste soit à envoyer ce qui ne serait pas nécessaire, soit à retenir ce qui serait indispensable. Je compte à cet égard sur la sagacité de l'administration placée

sous vos ordres; c'est un détail auquel devront donner leurs soins les secrétaires des différents chefs de service.

J'ai fait les mêmes recommandations dans mes bureaux, et la même attention sera apportée à ce qu'on n'envoie par la voie des paquebots que les dépêches et les pièces les plus importantes et les plus pressées. L'emploi des communications à voiles est surtout praticable pour la correspondance échangée entre les colonies les moins éloignées de la métrople qui sont pourvues de moyens de communication réguliers.

Une circulaire récente vous a mis en garde contre les frais considérables qui résultent de l'envoi par cette voie, et comme dépêches, de caisses contenant soit des pièces de comptabilité, soit des documents divers et volumineux, et je vous ai fait observer que, dans les cas où cet envoi sera jugé nécessaire, il conviendra encore de ne le point faire dans des caisses et de trouver un mode d'emballage moins lourd.

Quand les colonies emploieront pour leurs envois l'intermédiaire des consuls, elles devront indiquer à ces agents les plis à expédier par l'une et par l'autre voie, afin d'éviter, ou que l'ensemble soit acheminé à grands frais par la voie rapide, ou qu'il soit retenu d'une manière intempestive pour être envoyé par navires à voiles.

Néanmoins, Monsieur le gouverneur, ayez plutôt une tendance à envoyer plus que moins par les voies rapides, mais efforcez-vous de faire en sorte qu'aucun laisser-aller ne se glisse dans cette partie du service.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 395. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 485 (marine: direction du matériel, bureau des approvisionnements généraux). *Au sujet des cessions de charbon qui seront faites à des services étrangers à la marine.*

Paris, le 29 mai 1860

Monsieur le Gouverneur, d'après les nouvelles dispositions qui ont été prises pour l'approvisionnement des dépôts de charbon de terre établis hors du territoire continental, les envois doivent être effectués en charbons français reçus dans les ports

d'embarquement et expédiés par des navires affrétés *directement* par la marine.

Le prix de revient *à destination*, qui se trouvait précédemment fixé par les marchés passés à la suite d'adjudications, se compose donc aujourd'hui de divers éléments variables et ne peut être déterminé à l'avance.

Ce renseignement vous étant cependant nécessaire pour apprécier la valeur des cessions qui pourraient être faites soit au service colonial, soit à des services étrangers, soit à des particuliers, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, d'après les marchés que j'ai conclus avec diverses mines françaises, les charbons expédiés de Bordeaux reviennent à la marine, rendus à bord, à 33 fr. 75 cent. les mille kilogrammes, et de Marseille à 29 fr. 75 cent.

En ajoutant à ces prix le montant des frets, ainsi que les frais de déchargement et de transport dans les magasins de la colonie, vous pourrez établir exactement la valeur des charbons qui vous seront expédiés.

Il ne vous échappera pas que, conformément aux dispositions de l'article 143 de l'instruction du 1er octobre 1854, le prix de revient des charbons devra en outre être augmenté du quart pour les cessions qui seront faites à des particuliers.

Veuillez m'accuser réception de la présente dépêche.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre de la marine,

HAMELIN.

Pour ampliation :

Le Directeur du matériel,

DUPUY DE LÔME.

N° 396. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 164 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Au sujet des frais de bureau des officiers du génie du service colonial.*

Paris, le 31 mai 1860.

Monsieur le Gouverneur, la question des frais de bureau des chefs du génie aux colonies ayant donné lieu, depuis quelque temps, à des interprétations diverses, il m'a paru nécessaire de

fixer d'une manière générale le mode qui devra être suivi à l'avenir.

J'ai l'honneur de vous informer que, par décision du 18 de ce mois, j'ai arrêté que l'indemnité de fonctions sera exclusivement destinée à couvrir les officiers du génie de leurs dépenses de service, telles que frais de représentation, frais de tournées, etc., et qu'elle deviendra complétement indépendante des frais de bureau. La dépense d'achat des articles de bureau devra désormais être imputée sur les fonds des travaux, chapitre XV, article 2, Services militaires aux colonies (génie, matériel).

En vous notifiant cette mesure bienveillante, je ne dois pas vous laisser ignorer que mon but a été de chercher à améliorer la position des officiers du génie du service colonial.

La présente dépêche sera enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

OMISSION DU MOIS DE DÉCEMBRE 1859.

N° 397. — *DÉCISION portant qu'une ration de vingt-cinq centilitres de vin de campagne sera accordée aux infirmiers et cuisiniers des hôpitaux, aux boulangers et aux ouvriers forgerons sur les établissements pénitentiaires, en remplacement de la ration de six centilitres de tafia.* (*)

Cayenne, le 27 décembre 1859.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu le service pénible auquel sont assujettis sur les établissements pénitentiaires les infirmiers et cuisiniers des hôpitaux, les boulangers et les ouvriers forgerons;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

La ration de six centilitres de tafia accordée à ce personnel est supprimée et sera remplacée par une ration de vingt-cinq centilitres de vin de campagne.

(*) Cette décision recevra son exécution à compter du 1er juillet 1860.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 27 décembre 1859.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur,

VÉRAND.

Enregistré au contrôle, registre n° 32 des ordres et décisions, f° 369.

OMISSION DU MOIS DE JANVIER 1860.

N° 398. — *ARRÊTÉ portant virement d'un crédit de dix mille francs du chapitre* I^er^ *au chapitre* II *du budget du service local, exercice* 1859.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 52 du décret sur le service financier des colonies du 26 septembre 1855 ;

Vu l'insuffisance des crédits alloués au chapitre II de la section 1^re^ du budget du service local, exercice 1859 ;

Vu l'économie réalisée sur le chapitre I^er^ de la section 1^re^ dudit budget ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Avons arrêté et arrêtons :

Un virement de crédit de dix mille francs est opéré du chapitre I^er^ de la section 1^re^ du budget des dépenses du service local, exercice 1859, en faveur du chapitre II de la section 1^re^ dudit budget.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au trésorier payeur et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 janvier 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 221.

OMISSION DU MOIS DE MARS 1860.

N° 399. — *ARRÊTÉ relatif au payement sur les fonds du service local, exercice 1860, d'une somme de 2,136 fr. 48 cent. pour solde dû, pendant le 1er trimestre 1858, à l'administration des postes.*

Cayenne, le 13 mars 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que la somme de deux mille cent trente-six francs quarante-huit centimes n'a pu être mandatée avant la clôture de l'exercice 1858, par suite de retards dans la production du titre;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies;

Considérant que dans l'arrêté pris le 10 janvier 1860, cette somme n'a pas été comprise ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Et de l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. La somme de deux mille cent trente-six francs quarante-huit centimes, montant du solde dû, pendant le premier semestre 1858, à l'administration des postes pour l'échange des correspondances entre la France et la colonie par la voie des paquebots anglais, sera mandatée sur les fonds du service local, exercice 1860, sur le chapitre II, article 3 de la section 2 du budget dudit service.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 13 mars 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 206.

OMISSION DU MOIS DE MAI 1860.

N° 400. — *DÉCISION portant nomination d'une commission chargée de procéder au récolement de tous les objets de matériel et des ustensiles existant à bord des navires composant la station navale de la Guyane, et qui se trouvent dans la colonie depuis plus de quatre ans.*

Cayenne, le 15 mai 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Sur la demande du commandant de la marine tendant à ce qu'il soit procédé à la vérification et à l'apurement des comptes des navires composant la station locale de la Guyane qui se trouvent dans la colonie depuis plus de quatre ans, dans l'ordre suivant :

La Pourvoyeuse,
L'Ile-d'Aix,
L'Économe,
La Vigilante,
La Laborieuse,
L'Ile-d'Énet,
Le Gardien.

Vu l'article 607 du décret du 11 août 1856, portant règlement sur la solde, les revues, l'administration et la comptabilité des équipages de la flotte, ensemble l'instruction générale du 1er octobre 1854 sur la comptabilité du matériel dans les arsenaux maritimes et celle du 11 août 1838 relative à la comptabilité des vivres ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Une commission composée de :

MM. Bellaize (Jules-Victor-Ferdinand), lieutenant de vaisseau, capitaine de port, président,
Cacaret (Victor-Bertrand), aide-commissaire de la marine
K/marec (François-Marie), lieutenant en premier d'artillerie de marine,

Est chargée de procéder au récolement de tous les objets du matériel, des vivres et des ustensiles à bord des goëlettes *la Pourvoyeuse*, *l'Ile-d'Aix*, *la Vigilante*, *la Laborieuse*, *l'Ile-d'Énet*, de l'aviso à vapeur *l'Économe* et du *Gardien*, entrant, à compter de ce jour, en désarmement administratif. Elle constatera les existants réels et ceux résultant des écritures et fera ressortir les différences.

La commission opèrera avec le concours du contrôle colonial,

en présence du capitaine comptable et de l'officier d'administration du bâtiment.

L'ordonnateur et le commandant de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée partout où besoin sera et enregistrée au contrôle colonial.

Cayenne, le 15 mai 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 188.

N° 401. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er juin* 1860.

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré	Le kilog.	//		
—— brut	*Idem.*	0f 50		
Café marchand	*Idem.*	//		
Café en parchemin.	*Idem.*	//		
Coton	*Idem.*	//		
Cacao	*Idem.*	1 00		
Roucou	*Idem.*	90c à 1f		
Girofle noir (clous).	*Idem.*	//		
Girofle blanc	*Idem.*	//		
Girofle griffes	*Idem.*	//		
Tafia	Les 100 l.	100 00		
Mélasse	*Idem.*	//		
Couac	Le kilog.	0 25		
Peaux de bœufs	La peau.	12 00		

Cayenne, le 31 mai 1860.

Les Membres de la commission,

GEORGE EMLER, CHAPELLE DE JULLEVILLE.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 198.

N° 402. — *ARRÊTÉ qui règle le mode à suivre pour exécuter les travaux publics dans le bourg de Tonnégrande.*

Cayenne, le 12 juin 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les articles 26 et 66 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Attendu que, dans l'intérêt général, il est souvent indispensable d'exécuter dans le bourg de Tonnégrande certains travaux de voirie et autres, et qu'il y a notamment lieu de pourvoir à ceux de desséchement du cimetière;

Attendu les difficultés de main-d'œuvre que l'on rencontre dans ce quartier, et considérant que les travaux dont il s'agit appartiennent de leur nature à la catégorie de ceux auxquels il peut être pourvu par la voie de la réquisition, ainsi qu'il est procédé, pour les autres localités, en ce qui concerne la réparation et l'entretien des routes et autres voies de communication;

Vu l'article 475, paragraphe 12 du code pénal colonial;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Les travaux d'utilité publique auxquels il y a ou il y aura lieu de pourvoir dans le bourg de Tonnégrande seront exécutés par l'emploi de réquisitionnaires placés sous les ordres de la direction des ponts et chaussées.

Art. 2. Pourra être requis, à cet effet, présentement et toutes les fois qu'il y aura lieu, tout individu du sexe masculin inscrit sur les rôles de la contribution personnelle de la commune.

Toutefois, chaque réquisitionnaire ne sera tenu de fournir que six journées de travail dans l'année, et il lui sera facultatif de se faire remplacer.

Art. 3. Il sera alloué à tout contribuable requis un salaire de 1 fr. 30 cent. par tâche ou journée de travail, mais il devra se fournir ses vivres.

Art. 4. Toute infraction à la présente disposition sera punie de l'amende de 21 à 40 francs, par application de l'article 475, paragraphe 12 susvisé du code pénal colonial.

Art. 5. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution

du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 12 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 222.

N° 403 — *ARRÊTÉ ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises portant condamnation à 8 ans de réclusion contre le nommé* PERSINET.

Cayenne, le 12 juin 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêt rendu le 22 mai 1860 par la cour d'assises de Cayenne contre le nommé PERSINET (Isidore), âgé de 26 ans, charpentier, né à Cayenne, demeurant à l'Ile-de-Cayenne ;

Attendu que par cet arrêt ledit accusé a été reconnu coupable : 1° d'avoir, il y a environ quinze mois, et en tout cas depuis moins de trois ans, sur l'habitation Beauregard, soustrait frauduleusement, à l'aide d'effraction extérieure, au préjudice de M. Bouché, son engagiste, et dans sa maison habitée, une somme de douze à quatorze francs, ainsi qu'une quantité indéterminée de tafia ;

2° D'avoir, il y a environ neuf mois, et en tout cas depuis moins de trois ans, sur la même habitation Beauregard, soustrait frauduleusement, à l'aide d'effraction extérieure, au préjudice et dans la maison habitée du même M. Bouché, son engagiste, une certaine quantité de tafia ;

3° D'avoir, il y a environ cinq mois, et en tout cas toujours moins de trois ans, sur ladite habitation Beauregard, soustrait frauduleusement au domicile et au préjudice du même M. Bouché une certaine quantité de tafia pouvant être évaluée à deux litres;

4° D'avoir, dans la nuit du 29 au 30 janvier 1860, toujours sur la même habitation Beauregard, soustrait frauduleusement, au préjudice et dans la maison habitée du même M. Bouché, son engagiste, une somme de cent cinq francs, avec les circonstances aggravantes d'effraction extérieure et intérieure.

Attendu que, par suite de cette déclaration de culpabilité modifiée toutefois par l'admission des circonstances atténuantes, l'accusé PERSINET qui, à raison de ses antécédents judiciaires, se trouvait en état de récidive légale, a été condamné à *huit années de réclusion* par application des articles 384, 381, 401, 56, 463 du code pénal et 365 du code d'instruction criminelle;

Attendu qu'il n'existe ni dans les faits de la cause, ni dans les antécédents du condamné, ni même dans l'application de la loi pénale, aucune circonstance de nature à motiver un recours en grâce en sa faveur;

Par ces motifs,

Sur le rapport du chef du service judiciaire,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Il n'y a lieu de recommander à la clémence de Sa Majesté Impériale le condamné PERSINET (Isidore).

En conséquence, l'arrêt précité de la cour d'assises de Cayenne qui le condamne à *huit années de réclusion* pour crime de vols recevra immédiatement sa pleine et entière exécution.

Art. 2. Le chef du service judiciaire, le procureur impérial et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 12 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Président de la cour impériale, Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 229.

N° 404. — *DÉCISION qui autorise le transport par l'administration aux sieurs* FABENS *et* FRANCHI, *chargés du service de la boucherie du gouvernement, des contrats d'engagement de douze immigrants.*

Cayenne, le 14 juin 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 12 avril 1860, n° 95, portant

avis de l'approbation par S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies du marché passé avec les sieurs Fabens et Franchi pour la fourniture à l'administration de la viande fraîche et du bétail sur pied nécessaires aux rationnaires du gouvernement ;

Vu la demande des fournisseurs susdénommés tendant à obtenir, pour l'exploitation de leur entreprise, les immigrants que l'administration avait engagés pour être affectés au service de la boucherie et à la surveillance du bétail placé dans ses hangars et parcours ;

Considérant que par suite de la mise à l'entreprise de la fourniture de la viande fraîche et des bœufs sur pied, l'administration va se trouver dégagée des obligations qui lui étaient imposées par la régie de la boucherie, et que dès lors, il y a lieu, dans l'intérêt du trésor, de réduire les dépenses du personnel qui en étaient la conséquence obligée ;

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

Avons décidé et décidons ce qui suit :

Il sera fait remise, le 1er juillet prochain, aux sieurs Fabens et Franchi des immigrants dénommés ci-après, savoir :

John Edwin,	Glass,
Blackwill,	Chapeau,
Niopassé,	Gim Prouc,
Blafoo,	John Savez,
Jacob Cool,	Pouo,
John Akedi,	Sraouli.

Les contrats d'engagements concernant ces douze travailleurs seront transférés par l'administration auxdits sieurs Fabens et Franchi qui seront tenus de rembourser au trésor, proportionnellement au temps que ces engagements ont encore à courir, les sommes qui ont été payées par l'administration pour l'acquisition desdits contrats.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 205.

N° 405. — *DÉCISION qui nomme une commission chargée de visiter les hangar, bâtiments, habitations et parcs à mettre à la disposition des sieurs* FABENS *et* FRANCHI, *entrepreneurs de la boucherie.*

Cayenne, le 15 juin 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le marché conclu le 12 juin 1860, avec MM. FABENS et FRANCHI, pour la fourniture à l'administration, pendant deux années et demie, à partir du 1er juillet 1860, de la viande fraîche et du bétail sur pied nécessaires aux rationnaires du gouvernement;

Vu le cahier des conditions particulières, en date du 8 septembre 1859, relatives à cette entreprise,

Sur la proposition de l'ordonnateur,

AVONS DÉCIDÉ et DÉCIDONS ce qui suit :

Il sera fait remise le 26 du courant et jours suivants, en conformité des articles 11 et 12 du cahier des charges susmentionné, aux entrepreneurs de la boucherie :

1° Du hangar de Saint-Quantin et de ses dépendances;

2° De l'habitation Bourda;

3° Des bœufs de boucherie existants dans les parcs et parcours de l'administration, à l'époque du 1er juillet prochain;

4° Du matériel appartenant au service de la boucherie.

Une commission composée à cet effet de :

MM. GIRARD, commissaire aux approvisionnements et subsistances, ou à son défaut de M. DESVALLONS, aide-commissaire, garde-magasin des subsistances;

LAFLÈCHE, capitaine du génie,

est chargée de visiter, de concert avec les entrepreneurs, les hangar, bâtiments, habitations et parcs à mettre à leur disposition, et d'en dresser l'état des lieux.

Il sera procédé par la même commission, à laquelle seront adjoints, MM. DESVALLONS, garde-magasin des subsistances, et HÉRARD, vétérinaire du gouvernement, à la remise à MM. FABENS et FRANCHI :

1° Du matériel appartenant au service de la boucherie.

Le prix de ces objets sera, aux termes du marché, fixé à l'amiable entre les parties; faute de s'entendre sur le prix, la valeur en sera fixée par un expert, choisi d'un commun accord par le président de la commission et l'un des entrepreneurs;

2° Du bétail de boucherie appartenant à l'administration, d'après les règles établies en l'article 4 du cahier des charges, pour les livraisons du bétail sur pied à fournir par les entrepreneurs.

La commission opèrera en présence de M. le contrôleur colonial ou de son délégué, qui sera, à cet effet, prévenu en temps utile.

Il sera dressé procès-verbal des opérations susmentionnées.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision.

Cayenne, le 15 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 208.

N° 406. — *DÉCISION portant suppression de la ration de vinaigre allouée aux transportés pour acidulage.*

Cayenne, le 15 juin 1860.

NOUS GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 22 mars 1860, n° 87 ;

Vu l'arrêté local du 31 mars 1853 qui règle la composition de la ration journalière attribuée aux transportés et fixe à vingt-cinq millilitres la quantité de vinaigre à leur délivrer chaque jour, à titre d'acidulage ;

Attendu qu'il demeure démontré par une expérience de plusieurs années que c'est sans aucun avantage ni utilité pour la santé des condamnés qu'on leur a continué jusqu'à ce jour cette prestation de vinaigre ;

Que dès lors c'est une dépense inutile qu'il importe de supprimer dans l'intérêt du trésor ;

Sur la proposition de l'ordonnateur et du directeur des établissements pénitentiaires,

AVONS DÉCIDÉ ET DÉCIDONS ce qui suit :

La distribution de vinaigre entrant pour vingt-cinq millilitres dans la composition journalière de la ration attribuée aux con-

damnés comme acidulage, cessera à partir du 1er juillet prochain.

Sera en conséquence rapportée, à compter de la même époque, la décision du 28 janvier 1860, qui avait substitué provisoirement le tafia au vinaigre pour l'acidulage de l'eau distribuée aux condamnés.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 15 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,
F. DE GLATIGNY.

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,
CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 204.

N° 407. — *DÉCISION portant que remise sera faite par l'administration de l'ordonnateur à la direction des établissements pénitentiaires de l'habitation de Montjoly et de cinq immigrants qui étaient employés à la garde du bétail sur l'habitation de Bourda.*

Cayenne, le 16 juin 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu le marché passé avec MM. Fabens et Franchi pour la fourniture de la viande fraîche et du bétail sur pied aux rationnaires du gouvernement ;

Vu la décision du 1er février 1859 qui place sous la direction de l'ordonnateur les propriétés de Bourda et de Montjoly comme lieux de dépôt et de pâturages pour le bétail destinés au service de la boucherie du gouvernement ;

Considérant que par suite de la mise à l'entreprise du service de la boucherie, précédemment régie par les soins de l'administration, l'habitation Bourda a été sous-louée aux entrepreneurs de la boucherie et que l'habitation Montjoly, qui n'est plus nécessaire pour l'entretien du bétail, doit, comme lieu de dépôt

des transportés libérés, rentrer dans les attributions du directeur des établissements pénitentiaires ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

A compter du 1er juillet prochain, il sera fait remise à la direction des établissements pénitentiaires de l'habitation domaniale de Montjoly et de ses dépendances.

Il sera également fait remise à cette direction des immigrants dénommés ci-après, qui étaient précédemment employés à la garde du bétail sur l'habitation Bourda, savoir :

Aly N'Diaye,
Cabé,
José da Cougnia,
Firmo da Cougna,
Guiropo.

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 16 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 203.

N° 408. — *DÉCISION qui nomme les membres de la commission chargée de la révision du tarif d'importation.*

Cayenne, le 20 juin 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 1er de l'arrêté local du 22 février 1838, relatif au mode d'évaluation des marchandises soumises aux droits d'entrée ;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation, d'après lequel ces droits seront perçus pendant le deuxième semestre 1860 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide ce qui suit :

Article 1er. Sont nommés membres de la commission :

MM. Mango, sous-inspecteur chef du service des douanes,
E. Franconie, } négociants.
Delmosé, }

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 20 juin 1860.

Pour le Gouverneur en tournée, et par ordre :

Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 246.

N° 409. — *ARRÊTÉ modifiant la répartition par articles des crédits alloués aux chapitres* I *et* II *de la section* 2, *service local, exercice* 1859.

Cayenne, le 20 juin 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 59 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies ;

Considérant qu'il est urgent dans l'intérêt du service d'apporter certaines modifications dans la répartition par articles des crédits alloués aux chapitres Ier et IIe de la section 2e, exercice 1859,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Vu l'urgence,

Avons arrêté et arrêtons :

Une somme de *quatre mille cinq cent quarante-huit francs trente et un centimes* sera prélevée de l'article 1er de la section 2e et ajoutée aux articles 2 et 3 du même chapitre et de la même section de la manière suivante :

Article 2.....	4,297' 73	
Article 3.....	250 58	
		4,548' 31

et un autre somme de *vingt mille francs* sera également prélevée de l'article 1er du chapitre II de la section 2e et ajoutée à l'article 2 dudit chapitre et de ladite section, ci..... 20,000 00

24,548 31

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du prérent arrêté, qui sera notifié au trésorier payeur et enregistré où besoin sera.

Cayenne, le 20 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 55 des ordres et décisions, f° 218.

N° 410. — *DÉCISION qui porte de* 1,700 *à* 2,500 *francs le maximum des fonds d'avances à maintenir sur les établissements pénitentiaires des îles du Salut.*

Cayenne, le 21 juin 1860.

Le Commissaire de la marine Ordonnateur par intérim,

Vu le règlement du 3 décembre 1856, en ce qui touche la fixation des fonds d'avances à maintenir sur les établissements pénitentiaires ;

Vu la décision qui a élevé de 15 à 1,700 francs l'encaisse de prévoyance des îles du Salut ;

Vu la demande du chef du service administratif de ce pénitencier faisant ressortir l'insuffisance des fonds mis à sa disposition ;

Considérant que les recouvrements qui s'effectuent sur cet établissement ont sensiblement diminué d'importance et que le chef du service administratif se trouve, par suite, réduit aux

simples ressources des avances qui lui sont expédiées du chef-lieu;

Considérant qu'il y a intérêt à lui constituer une encaisse qui lui permette, après les payements mensuels, de faire rentrer dans sa caisse, avant leur expédition à Cayenne, au moyen d'échange sur les lieux, les fractions de la pièce de cinq francs dont le trésor ne possède qu'une très-faible valeur et qui entrent pour une large part dans les payements qui se font aux transportés;

Décide :

Le maximum des fonds d'avances à maintenir sur l'établissement pénitentiaire des îles du Salut est porté de 1,700 à 2,500 francs à partir de ce jour.

Cette somme sera tenue au complet par des envois périodiques de fonds du trésor au chef du service administratif de cet établissement, qui en donnera récipissé et justifiera de son emploi dans les formes prescrites.

Cayenne, le 21 juin 1860.

F. DE GLATIGNY.

Approuvé :

Le Gouverneur de la Guyane française,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 53 des ordres et décisions, f° 220.

N° 411. — *DÉCISION qui autorise dix transportés de la 1re catégorie, concessionnaires à Saint-Laurent du Maroni, à contracter mariage avec des femmes transportées de la même catégorie, internées sur le même établissement.*

Cayenne, le 26 juin 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 27 avril 1858, numérotée 312, conférant au gouverneur la faculté d'accorder aux condamnés, en vertu de l'article 12 de la la loi du 30 mai 1854, l'exercice, dans la colonie, de tout ou partie des droits civils dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale;

Vu les demandes formées par les transportés de la 1re catégorie, Leprince (Victor-Jean-Baptiste) n° 83; Laurent (Jean) n° 212; Jourdain (Louis) n° 527; Choisy (Théodore-Céréalis) n° 552; Brunois (Louis-Joseph-Alexis) n° 1392; Goasquen (François) n° 2632; Lacaze (Jean) n° 3398; Gardy (Louis)

n° 3674 ; Derain (Jean) n° 5061 et Brouard (Charles) n° 5568, tous concessionnaires, à l'effet de se marier avec les femmes Garos (Magdeleine) n° 10 ; Pauty (Cécile) n° 29 ; Counord (Babeau ou Isabeau) n° 40 ; Alamonne (Célina-Reine) n° 34 ; Laroche (Marie-Sophie) n° 9 ; Madec (Marie-Louise) n° 20 ; Lapeyre (Igonie) n° 28 ; Gros (Marie) n° 21 ; Chassagne (Anne) n° 13 et Gaucher (Louise-Amazeline) n° 14, également transportées de la 1re catégorie, donnant leur consentement auxdites unions ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

Article 1er. Les dix transportés de la 1re catégorie, concessionnaires au Maroni et dénommés ci-après, sont autorisés à contracter mariage avec les femmes transportées également, dont les noms suivent :

Leprince (Victor-J-B.)..	83	Garos (Magdeleine).....	10
Laurent (Jean).....	212	Pauty (Cécile).....	29
Jourdain (Louis).....	527	Counord (Babeau ou Isab.)	40
Choisy (Théod-Céréalis).	552	Alamonne (Célina-Reine).	34
Brunois (Louis-J.-Alex.)	1392	Laroche (Marie-Sophie)..	9
Goasquen (François)...	2632	Madec (Marie-Louise)....	20
Lacaze (Jean).....	3398	Lapeyre (Igonie).....	28
Gardy (Louis).....	3674	Gros (Marie).....	21
Derain (Jean).....	5061	Chassagne (Anne).....	13
Brouard (Charles).....	5568	Gaucher (Louise-Amazel.)	14

Ils pourront exercer, par suite, tous les droits civils inhérents au mariage.

Art. 2. Le chef du service judiciaire et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée sommairement au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 210.

N° 412. — *ARRÊTÉ portant que les enfants des deux sexes dans la colonie, âgés de quatre à six ans, seront admis gratuitement dans les écoles primaires du chef-lieu.*

Cayenne, le 28 juin 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les articles 35 et 108 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêté du 27 juillet 1859 qui impose une taxe mensuelle pour l'admission aux écoles primaires de la ville de Cayenne;

Vu les propositions du comité de surveillance créé par l'article 9 dudit arrêté, dans sa réunion du 5 mai dernier, lesquelles ont pour but l'admission à titre gratuit, dans les écoles primaires de la ville, des enfants des deux sexes de quatre à six ans;

Attendu que ces enfants, abandonnés en quelque sorte par leurs mères, lorsqu'elles ont des occupations qui les appellent hors de leurs domiciles, ne sont point surveillés, courent les rues livrés au hasard de leurs volontés et sont ainsi exposés à de véritables dangers; que dans cette situation, d'ailleurs, ils contractent des habitudes d'insubordination et des goûts d'indépendance qui doivent être plus tard préjudiciables à la morale et à l'ordre publics;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. Pourront être reçus à titre gratuit, par exception, dans les écoles primaires de la ville, les enfants des deux sexes âgés de quatre à six ans, dont les pères, mères ou tuteurs seront domiciliés et résideront à Cayenne.

Art. 2. Sont obligatoires, pour ces sortes d'admissions, les formalités imposées par l'article 3 de l'arrêté du 27 juillet 1859 susvisé.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 28 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 243.

N° 413. — *ARRÊTÉ portant création d'un cimetière public à Iracoubo.*

Cayenne, le 28 juin 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les lettres en dates des 28 et 29 avril 1859, des 19 avril et 16 mai 1860, écrites par le commissaire-commandant et le curé du quartier d'Iracoubo, des termes desquelles il résulte :

Que le cimetière fondé en 1849 dans le bourg n'a jamais été utilisé, à raison de ce que l'emplacement s'en trouve presque constamment noyé, et qu'il n'a jamais été possible d'y fouiller des fosses ;

Que le lieu de sépulture actuel, adopté par l'usage et situé au delà de la rivière, c'est-à-dire hors de toute surveillance, présente à peu près le même inconvénient augmenté encore de celui non moins regrettable consistant dans l'obligation où l'on est de s'y rendre par eau pour les enterrements ;

Qu'il devient, dès lors, indispensable de renoncer définitivement au premier, d'abandonner le second et d'en ouvrir un nouveau à l'endroit dit *Trou-Vache*, où le sol, plus élevé et plus argileux, paraît tout à fait convenir à cette destination, ainsi que l'avis en a été plusieurs fois exprimé par des employés compétents de la direction des ponts et chaussées en service dans la localité ;

Vu le procès-verbal d'enquête, en date du 13 mai 1860, *de commodo et incommodo*, constatant qu'il n'a été fait aucune opposition aux mesures proposées et appuyées du vœu de la généralité des habitants ;

Vu le plan dressé par l'arpenteur juré du gouvernement, à la date du 9 juin 1860, du terrain indiqué par l'autorité administrative de la commune, comme réunissant les conditions voulues pour la constitution d'un cimetière ;

Considérant qu'il y a aujourd'hui urgence d'assurer les inhumations dans le quartier dont il s'agit, en en déterminant irrévocablement le lieu, et qu'il y a raison suffisante pour donner satisfaction aux sollicitations des familles à cet effet ;

Vu l'article 4 de l'arrêté du 23 mai 1849 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. A compter du 1er juillet 1860, les personnes qui

viendront à décéder dans le quartier d'Iracoubo seront enterrées dans un terrain dit *Trou-Vache*, acquis, par l'administration, de la dame veuve Jacquet, mesurant environ vingt-cinq ares, et compris, dans la direction nord-ouest de l'église du lieu, entre le chemin actuel de la savane et la route allant à Organabo, ainsi qu'il est décrit au plan ci-annexé.

Art. 2. Ce nouveau cimetière sera entouré d'une haie vive de campêche; les fosses qu'on y pratiquera devront avoir deux mètres de profondeur sur huit décimètres de largeur et être distantes les unes des autres de soixante-quinze centimètres. Elles ne pourront être renouvelées, pour d'autres besoins, qu'à l'expiration de la période quinquennale.

Art. 3. Le cimetière créé en 1849, et qui n'a jamais servi, fera retour aux terres du domaine purement et simplement; celui en usage présentement sera abandonné à la susdite et même date du 1er juillet prochain, et il ne pourra y être planté quoi que ce soit ni y être exécuté aucunes fondations et constructions qu'après cinq années révolues à partir de cette époque.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 28 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 244.

N° 414. — *TARIF D'IMPORTATION dressé, aux termes de l'article 1^er^ de l'arrêté local du 21 février 1838, pour servir à la liquidation des droits d'entrée sur les munitions et marchandises de toute origine introduites dans la colonie, depuis le 1^er^ juillet jusqu'au 31 décembre 1860 inclusivement.*

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.
Produits et dépouilles d'animaux.				
Viandes..	salées.....	de porc (1). Jambons.....	Kilogr.	2f 00
		de porc (1). autres.....	»	1 50
		de bœuf... Cœurs.....	»	0 35
		de bœuf... autres.....	»	1 00
	apprêtées.....		»	4 00
Laines en masse.....			»	4 00
Crins préparés, soit frisés, soit en bottes, de longueurs assorties.....			»	4 00
Plumes...	à écrire, apprêtées.....		»	30 00
	de lit.....	Duvet de cygne, d'oie, de canard et de flamant.....	»	7 00
		autres.....	»	6 50
Cire non ouvrée..	brune ou jaune.....		»	4 00
	blanche.....		»	4 00
Graisse de mouton. — Suif brut.....			»	2 00
Saindoux.....			»	2 40
Colle forte.....			»	1 80
Fromages.....			»	1 80
Beurre...	frais ou fondu.....		»	3 00
	salé.....		»	2 60
Miel.....			»	2 00
Engrais (2).....			»	0 15
Pêche.				
Graisses de poisson.....			Kilogr.	1 60
Poissons de mer.	salés, autres que la morue (3).....		»	0 50
	Harengs dits *pucelles* (3).....		»	0 25
	secs ou fumés (3).....		»	0 40
	Morue (3).....		»	0 40
	Bacaliau.....		»	0 32
	marinés ou à l'huile.....		»	4 00

(1) Le porc salé, en baril ou demi-baril, de fabrication française, est exempt de droits à l'importation. (Arrêté du 28 décembre 1833.)
Cette disposition s'applique également au bœuf salé.

(2) Exempts de droits, par tous pavillons. (Arrêté du 9 mai 1833.)

(3) Exempts de droits, venant de France. (Arrêté du 28 décembre 1833.)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Substances propres à la médecine et à la parfumerie.		
Sangsues	Pièce.	0f 15
Cantharides	Kilogr	15 00
Vessies de cerf et de snack, en morceaux ou râpures	»	9 00
Éponges — communes	»	15 00
Éponges — fines	»	90 00
Farineux alimentaires.		
Froment. — Farine pure (1) — française	Baril.	50 00
Froment. — Farine pure (1) — étrangère	»	40 00
Maïs (1) — Grains	Kilogr.	0 30
Maïs (1) — Farine	»	0 40
Orge (grains)	»	0 30
Avoine (grains)	»	0 30
Autres céréales (grains)	»	0 25
Riz (1) — d'Afrique	»	0 35
Riz (1) — d'ailleurs	»	0 50
Marrons, châtaignes et leurs farines	»	0 50
Pommes de terre (1)	»	0 20
Légumes secs et leurs farines (1)	»	0 40
Gruaux et fécules	»	0 60
Grains perlés ou mondés	»	1 00
Alpiste et millet	»	0 25
Salep	»	12 00
Sagou	»	2 50
Pain et biscuit de mer (1)	»	0 80
Biscuits sucrés	»	4 00
Pâtes d'Italie et autres pâtes granulées	»	1 00
Fruits.		
Fruits — de table — secs ou tapés	Kilogr.	2 00
Fruits — de table — confits — au sucre ou au sirop	»	5 00
Fruits — de table — confits — à l'eau-de-vie.	Caisse.	16 00
Fruits — de table — confits — au vinaigre et au sel	Kilogr.	2 00
Fruits — oléagineux — Amandes	»	1 00
Fruits — oléagineux — Noix toucas	»	0 40
Fruits — oléagineux — Noix, noisettes, avelines et faînes	»	1 00
Fruits — oléagineux — Graines de lin	»	1 80
Fruits — oléagineux — non dénommés	»	1 50
Fruits — à distiller. — Anis vert	»	1 20
Fruits — à ensemencer. — Graines de jardin et de fleurs	»	7 00

(1) Exempts de droits, venant de France. (Arrêté du 28 décembre 1833.)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Denrées coloniales.		
Sirops divers	Caisse.	25f 00
Confitures et bonbons	Kilogr.	3 60
Thé	»	10 00
Tabac en feuilles ou en côtes	»	2 00
Cigares... de la Havane	Millier.	75 00
Cigares... autres	»	40 00
Sucs végétaux.		
Gommes pures. d'Europe	Kilogr.	1 20
Gommes pures. exotiques	»	1 80
Poix ou galipot	»	0 30
Brai gras et goudron	»	0 20
Térébenthine (essence de)	»	1 50
Brai sec, colophane et résine d'huile	»	0 20
Résineux exotiques. Scammonée	»	80 00
Résineux exotiques. autres	»	4 80
Baumes... Benjoin	»	6 40
Baumes... Storax préparé. liquide	»	3 20
Baumes... Storax préparé. en pains	»	2 00
Baumes... Copahu	»	4 00
Baumes... autres	»	24 00
Sucs d'espèces particulières. Aloès	»	4 40
Sucs d'espèces particulières. Opium	»	64 00
Sucs d'espèces particulières. Camphre raffiné	»	6 00
Sucs d'espèces particulières. Manne	»	3 60
Sucs d'espèces particulières. Caoutchouc (gomme élastique)	»	2 50
Sucs d'espèces particulières. Jus de réglisse	»	2 00
Huile... d'amandes	»	4 50
Huile... de graines grasses	»	1 60
Huile... d'olive... fine, en paniers ou caisses	P. ou C.	21 00
Huile... d'olive... commune, en caves	Cave.	8 00
Huile... d'olive... fine, en barils ou dames-jeannes	Kilogr.	3 50
Espèces médicinales.		
Racines... Ipécacuanha	Kilogr.	26 00
Racines... Rhubarbe et méchoacan	»	10 00
Racines... Salsepareille	»	4 00
Racines... Jalap	»	6 40
Racines... Iris de Florence	»	3 60
Racines... Réglisse	»	1 50
Racines... autres	»	6 00
Feuilles... de séné, entières ou en grabeaux	»	7 00
Feuilles... autres	»	2 00

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.
Espèces médicinales. *(Suite.)*				
Fleurs....	de lavande		Kilogr.	4f 00
	autres que de lavande		»	2 00
Fruits....	Graines de moutarde		»	1 50
	Follicules de séné		»	5 50
	autres		»	2 00
Lichens médicinaux			»	60 00
Bois communs.				
Bois à construire, rouge, de pin et sapin sciés, ayant d'épaisseur de 3 à 8 centimètres			Mètre.	0 75
Bois feuillards, de 2 à 4 mètres			Pièce.	0 09
Merrains de chêne			»	0 20
Osier en bottes, pelé ou fendu			»	0 20
Bois à construire de sap blanc,			Mètre.	0 50
Fruits, tiges et filaments à ouvrer.				
Étoupes			Kilogr.	0 80
Produits et déchets divers.				
Légumes..	verts (1)		Kilogr.	0 25
	salés ou confits		»	2 00
Fourrages.	Foin, paille, herbes de pâturage, etc		»	0 15
	Son de toute sorte de grains		»	0 15
Bulbes ou oignons (excepté les oignons communs)			»	1 00
Champignons, morilles et mousserons secs ou marinés			»	6 00
Pierres, terres et autres fossiles.				
Marbre sculpté, moulé ou poli			Kilogr.	1 00
Meules à aiguiser.	de 43 centimètres et au-dessous		Pièce.	9 00
	au-dessus de 43 centimètres		»	20 00
Matériaux.	Carreaux de terre.	de 31 centimètres	»	0 08
		de 16 centimètres	»	0 05
	Briques....	simples	»	0 04
		doubles	»	0 07
	Pierre à chaux proprement dite		Kilogr.	0 06
	Chaux		Barriq.	18 00
Pierres et terres servant aux arts et métiers.	Pierres.....	à feu	Kilogr.	0 75
		à aiguiser	»	0 75
		ponce	»	0 30
	Émeri.....	en pierres brutes	»	0 20
		en grains ou en poudre	»	0 25
	Ocres ou argiles chargées d'oxydes, soit rouges, jaunes ou vertes		»	0 15
	Craie (chaux carbonatée)		»	0 15
	autres		»	1 50

(1) Exempts de droits, venant de France. (Arrêté du 28 décembre 1833.)

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Pierres, terres et autres fossiles. *(Suite.)*		
Soufre.... fondu en canons ou autrement épuré.....	Kilogr.	1f 00
Soufre.... sublimé, en poudre, ou fleur de soufre....	»	1 00
Bitume (houille).....	»	0 06
Métaux.		
Fer..... Fonte brute.....	Kilogr.	0 40
Fer..... étiré en barres.....	»	0 50
Fer..... platiné ou laminé. Tôle.....	»	1 00
Fer..... platiné ou laminé. Fer-blanc.....	»	2 25
Fer..... de tréfilerie, fil de fer, même étamé.....	»	2 00
Fer..... carburé. Acier. naturel et cémenté, en barres ou tôles.....	»	2 50
Fer..... carburé. Acier. fondu en barres.....	»	3 00
Cuivre.... pur, battu ou laminé.....	»	4 00
Cuivre.... allié de zinc, laiton. battu ou laminé.....	»	4 00
Cuivre.... allié de zinc, laiton. pour cordes d'instruments..	»	15 00
Cuivre.... allié de zinc, laiton. autres.....	»	4 50
Plomb.... battu ou laminé.....	»	1 00
Plomb.... à giboyer.....	»	1 00
Zinc laminé.....	»	1 20
Mercure natif ou vif-argent.....	»	9 00
Manganèse.....	»	0 05
Produits chimiques.		
Acides.... sulfurique.....	Kilogr.	1 40
Acides.... nitrique.....	»	3 70
Acides.... muriatique.....	»	1 24
Acides.... nitro-muriatique.....	»	1 00
Acides.... phosphorique.....	»	1 00
Acides.... arsénieux.....	»	2 00
Acides.... tartrique, oxalique.....	»	15 00
Alcalis... Potasse.....	»	1 30
Alcalis... Soude.....	»	0 25
Sels..... de marais ou de salines..	»	0 07
Sels..... ammoniacaux.....	»	3 00
Sels..... Nitrate de potasse.....	»	1 60
Sels..... Sulfates.... de soude.....	»	0 80
Sels..... Sulfates.... de magnésie.....	»	1 70
Sels..... Sulfates.... d'alumine, alun. brûlé ou calciné	»	2 50
Sels..... Sulfates.... d'alumine, alun. autres.....	»	0 45
Sels..... Sulfates.... de cuivre.....	»	1 80
Sels..... Sulfates.... de zinc.....	»	2 25
Chlorure de chaux.....	»	2 40
Tartrate, acide de potasse pur (crême de tartre).....	»	3 50
Carbonate de plomb pur ou mélangé (céruse).....	»	2 00
Oxyde de plomb rouge (minium).....	»	1 30

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	PRIX.
Couleurs.		
Vernis de toute sorte	Kilogr.	6f 00
Noir : à souliers	»	2 00
Noir : animal : d'ivoire	»	1 50
Noir : animal : d'os de cerf et autres	»	0 15
Noir : de fumée	»	0 70
Autres couleurs : sèches ou liquides	»	1 40
Autres couleurs : en pâtes humides	»	1 40
Compositions diverses.		
Moutarde préparée	Kilogr.	2 00
Cire ouvrée, blanche ou jaune	»	6 00
Savons ordinaires : blancs, marbrés ou noirs	»	1 00
Savons ordinaires : rouges	»	1 00
Poudre à tirer	»	8 00
Bougies : de blanc de baleine ou de cachalot	»	3 80
Bougies : d'acide stéarique	»	3 00
Chandelles	Caisse.	20 00
Tabac : en poudre	Kilogr.	8 00
Tabac : préparé, à chiquer	»	2 80
Sucre raffiné en pains, en poudre ou candi	»	1 10
Boissons.		
Vins : ordinaires : en futailles : de la Gironde	Barriq.	160 00
Vins : ordinaires : en futailles : d'ailleurs	»	120 00
Vins : ordinaires : en bouteille : de la Gironde	Caisse.	25 00
Vins : ordinaires : en bouteille : d'ailleurs	»	15 00
Vins : de liqueur : Vermout : en futailles	Litre.	1 25
Vins : de liqueur : Vermout : en bouteilles	Caisse.	20 00
Vins : de liqueur : autres	Litre.	2 50
Vins : de Champagne	»	3 50
Vinaigres : de vin : en futailles	»	0 50
Vinaigres : de vin : en bouteilles	»	1 00
Vinaigres : de bière, cidre et poiré	»	0 30
Cidre, poiré et verjus	»	0 30
Bière	Panier.	8 00
Eau-de-vie : de vin : en bouteilles	Caisse.	18 00
Eau-de-vie : de vin : en futailles	Litre.	1 20
Eau-de-vie : de grains et de pommes de terre	»	0 50
Eau-de-vie : de genièvre : en futailles	»	1 20
Eau-de-vie : de genièvre : en bouteilles	Caisse.	16 00
Eau-de-vie : de cerises : Kirschwasser	Litre.	2 50
Eau-de-vie : de cerises : Guignolet	Panier.	18 00
Absinthe	Caisse.	30 00
Liqueurs	»	20 00
Eaux minérales : gazeuses, en cruchons	Litre.	1 00
Eaux minérales : autres	»	1 00

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.			UNITÉS.	PRIX.
Fils.				
Fil.....	de chanvre ou de lin retors	écru à voiles.	Kilogr.	2f 50
		autre.....	»	2 00
	de coton.....		»	9 00
Ouvrages en matières diverses.				
Cordages..	de chanvre.....		Kilogr.	1 50
	de sparte.....		»	0 50
Limes et râpes.	à grosses tailles.....		»	4 50
	à polir, de 17 centimètres de longueur et au-dessus.....		»	7 50
Scies.....	ayant 146 centimètres de longueur ou plus.		»	4 50
	ayant moins de 146 centimètres.....		»	6 75
Outils.....	de pur fer.....		»	3 00
	de fer rechargé d'acier.....		»	4 00
	aratoires.....		»	2 00
Ouvrages..	en plomb.....		»	1 80
	en fonte.....		»	0 60
	en fer.....	Clous.....	»	1 10
		autres.....	»	2 00
	en tôle.....		»	2 00
	en acier.....		»	4 50
	en zinc.....		»	4 50
	en étain.....		»	4 50
Dames-jeannes clissées.....			Pièce.	2 50
Ancres.....			Kilogr.	1 50
Câbles en fer.....			»*	1 50
Parapluies et parasols.	en soie.....		Pièce.	15 00
	en toile cirée ou autres.....		»	4 00
Ouvrages en bois, futailles vides démontées (boucauts en bottes à mélasse et à sucre).....			»	10 00

Cayenne, le 28 juin 1860.

Les Membres de la commission,
H. ISNARD. ÉLIE FRANCONIE.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur*,
M. FAVARD.

Approuvé pour être mis à exécution à compter du 1er juillet au 31 décembre 1860 inclusivement.

En séance du conseil privé, à Cayenne, le 28 juin 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,
L. TARDY DE MONTRAVEL.

N° 415. — *RÈGLEMENT concernant le service de la boucherie du gouvernement à Cayenne.*

Cayenne, le 30 juin 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 2 du cahier des charges relatif à l'entreprise de la boucherie, en date du 8 septembre 1859,

Vu la soumission souscrite pour ladite entreprise par MM. Fabens et Franchi, en date du 14 septembre 1859, et l'acte additionnel qui y fait suite, accepté par lesdits entrepreneurs le 5 juin 1860 et approuvé, ainsi que la soumission précitée, le 12 dudit mois;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. La délivrance de la viande fraîche aux rationnaires du gouvernement aura lieu à Cayenne à la boucherie du gouvernement, sous les conditions spécifiées au cahier des charges visé ci-dessus, aux jours et heures déterminés ci-après, savoir :

Pour l'hôpital, tous les jours à 4 heures du soir;

Pour le pénitencier de Montjoly, le mardi, le jeudi, le samedi et le dimanche, pour le personnnel libre, le jeudi et le dimanche, pour les transportés, à 6 heures du matin.

Les jours désignés ci-dessus pour le personnel libre, la distribution de la viande fraîche sera faite aux troupes de la garnison à 6 heures 1/4 du matin et, par exception, le samedi seulement, à 4 heures 1/2 du soir pour l'infanterie de marine.

Pour les bâtiments de l'État, compris *le Gardien* et *la Proserpine*, en ce qui concerne le personnel libre de ces bâtiments, elle aura lieu à 6 heures 1/2 du matin;

Pour les agents civils des différents services et les rationnaires du service pénitentiaire et autres, à 6 heures 3/4;

Enfin le jeudi et le dimanche, à 7 heures, pour les transportés.

Art. 2. Aussitôt après l'abattage et le dépouillement des bœufs, la viande en provenant sera transportée à la boucherie, où elle restera déposée jusqu'au moment de la distribution.

Les entrepreneurs ayant la faculté de vendre au public la viande fraîche qui n'aura pas été employée pour le compte du gouvernement, ainsi que la basse boucherie, seront soumis aux règlements municipaux concernant la police de la boucherie civile.

Avant la distribution de la viande fraîche aux différents services, laquelle ne pourra être délivrée qu'après douze heures de refroidissement, excepté pour l'hôpital, et le samedi pour l'infanterie de marine, le certificat constatant qu'elle a été visitée et reconnue propre à la consommation par le médecin vétérinaire ou, à son défaut, par l'expert nommé par l'administration, sera affiché sur la porte de la boucherie d'une manière ostensible; un double de ce certificat sera remis au commissaire aux subsistances.

La viande rebutée ayant été reconnue impropre à la consommation, devra être remplacée immédiatement, de manière que les distributions puissent avoir lieu en temps utile, sauf les cas où il y aura impossibilité dûment constatée; faute de quoi, il sera fait application aux entrepreneurs de la pénalité déterminée par l'article 6, paragraphe 1er de leur marché.

Art. 3. Les distributions seront effectuées en présence des officiers ou sous-officiers et agents désignés à cet effet par les chefs de corps ou de service pour les troupes, les bâtiments de l'État et le service pénitentiaire; pour l'établissement de Montjoly, en présence de l'agent chargé par le directeur de recevoir les vivres nécessaires à ce pénitencier, et, pour l'hôpital, du délégué du commissaire des hôpitaux.

Ces représentants des services consommateurs devront mentionner, s'il y a lieu, leurs observations sur un registre *ad hoc* que les fournisseurs chargés de la boucherie seront obligés de tenir, et qu'ils devront présenter au garde-magasin et au commissaire des subsistances, au contrôleur colonial et à l'ordonnateur, toutes les fois qu'ils en seront requis.

Les chefs des services consommateurs, à qui ces observations seront soumises, devront, s'ils ont des réclamations à adresser, soit au sujet du poids de la viande ou de sa qualité, les faire parvenir au commissaire des subsistances chargé de la surveillance du service de la boucherie, qui en référera, s'il y a lieu, à l'ordonnateur, pour la nomination d'une commission appelée à apprécier la valeur de ces réclamations.

Art. 4. La délivrance de la viande fraîche sera effectuée par les fournisseurs sur des contre-bons délivrés par le garde-magasin des subsistances et par l'agent comptable des hôpitaux, visés par les chefs de ces services.

Ces contre-bons seront aquittés par les parties prenantes, totalisés par service, et remis par les entrepreneurs, à la fin de chaque mois, à l'appui des états de totalisation qui serviront

de facture, au commissaire des subsistances et à celui des hôpitaux chargés de la liquidation de la dépense.

Ces bons ne seront valables que pour le mois de leur date; ceux qui n'auront pas été remplis pendant ledit mois seront atténués des quantités non délivrées, sans que les entrepreneurs puissent, sous aucun prétexte, se prévaloir de la représentation de ces bons pour en obtenir le payement intégral.

Art. 5. Les entrepreneurs seront tenus de rembourser au trésor la valeur du bétail qui leur aura été livré par l'administration, dans le mois qui suivra la livraison.

Ce remboursement s'effectuera sur un ordre de recette dressé par le commissaire aux subsistances, au prix déterminé par l'article 15 du marché.

Art. 6. Le commissaire des subsistances devra, à moins de circonstances exceptionnelles, adresser aux entrepreneurs les commandes relatives aux fournitures de bétail sur pied, au moins douze heures à l'avance.

Art. 7. L'ordonnateur, le commandant militaire, le directeur des établisements pénitentaires et le commandant de la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement, qui sera enregistré au contrôle, aux détails des subsistances et des hôpitaux, et affiché par tout où besoin sera.

Cayenne, le 30 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 224.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 416. — Par décret impérial rendu à la date du 25 avril 1860, sur le rapport du ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies et du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice, ont été nommés :

Conseiller à la cour impériale de la Martinique M. Duplaquet, conseiller à la cour impériale de la Guyane;

Conseiller à la cour impériale de la Guyane, M. Muterel, juge d'instruction près le tribunal de première instance de Saint-Pierre (Réunion), en remplacement de M. Duplaquet, nommé conseiller à la cour impériale de la Martinique;

Procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne, M. Mérentier, juge au tribunal de première instance de la Pointe-à-Pître, en remplacement de M. de Guilhemanson, nommé juge à Saint-Denis (Réunion);

Juge au tribunal de première instance de la Pointe-à-Pître, M. Borde, juge auditeur au tribunal de première instance de Cayenne, en remplacement de M. Mérentier, nommé procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne;

Juge auditeur au tribunal de première instance de Cayenne, M. Tollin, ancien magistrat, en remplacement de M. Borde, nommé juge au tribunal de première instance de la Pointe-à-Pître;

Premier substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne, M. Pain, deuxième substitut au même siége, en remplacement de M. Adam, nommé substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Montmédy;

Deuxième substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne, M. Janvier (Auguste), juge suppléant à Châteaulin, en remplacement de M. Pain, nommé premier substitut au même siége.

N° 417. — Par dépêche ministérielle du 30 avril 1860 n° 123 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de la nomination à l'emploi de maître entretenu de 3e classe, au traitement d'Europe de 1,500 francs par an, du sieur Guieu, maître voilier à la direction du port de Cayenne.

N° 418. — Par dépêche ministérielle du 2 mai 1860 n° 145 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies*), il est donné avis que le frère coadjuteur Pineau (René) a été désigné pour faire partie

de la mission religieuse affectée aux pénitenciers de la Guyane française.

N° 419. — Par décision de S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, en date du 5 mai 1860, notifiée par dépêche du 14 du même mois, n° 164, ont été nommés dans le service de la direction de l'intérieur à la Guyane :

MM. Chaila (Jean-Louis-Eugène), Viriot (Joseph-Amédée), écrivains de 1re classe, au traitement annuel de 1,800 francs.

MM. Maxime (Armand), Raymond (Pierre), écrivains de 1re classe, le premier au traitement annuel de 1,900 francs, et le second à celui de 2,000 francs, par application de l'article 5 du décret du 23 décembre 1857;

M. Dupeyrou (Jacques-Augustin), écrivain de 2e classe, au traitement annuel de 1,500 francs;

MM. Pigrée (Amélius), Féréol (Alfred), écrivains de 3e classe, au traitement annuel de 1,200 francs.

N° 420. — Par dépêche ministérielle du 10 mai 1860 n° 136 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 5 de ce mois, M. le ministre de la marine a autorisé M. Doué, pharmacien de 2e classe à la Guyane française, à contracter mariage avec Mlle Lalanne (Anne-Joséphine).

N° 421. — Par dépêche ministérielle du 25 mai 1860 n° 152 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis a été donné, 1° que, par décret impérial du 25 avril dernier, MM. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice) et d'Heureux (Ernest), aides-commissaires de la marine à la Guyane, ont été promus au grade de sous-commissaire;

2° Que, par un autre décret impérial du 16 mai, M. le sous-commissaire d'Heureux a été nommé contrôleur colonial aux îles Saint-Pierre et Miquelon;

Et 3° que M. le sous-commissaire de Chicourt continuerait ses services à la Guyane.

N° 422. — Par dépêche ministérielle du même jour n° 154 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est rappelé à l'exécution de la circulaire du 8 juin 1859, insérée au Bulletin officiel de l'Algérie et des colonies n° 29, page 170, concernant l'envoi des états de mutations trimestriels des états-majors de l'artillerie et du génie employés aux colonies.

N° 423. — Par dépêche ministérielle du 31 mai 1860 n° 163 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), avis est donné que, par décret du 19 du même mois, M. Merlin, capitaine de 1re classe, chef du génie et directeur des ponts et chaussées à la Guyane française, est promu au grade de chef de bataillon, et que cet officier supérieur conserve sa position actuelle dans la colonie.

N° 424. — Par dépêche ministérielle du même jour n° 165 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de l'approbation par M. le ministre de la marine de la permutation autorisée provisoirement entre MM. les chirurgiens de 1re classe Kerhuel et Lozach ; en conséquence M. Lozach a été rattaché au service métropolitain et M. Kerhuel a été maintenu dans le cadre du personnel médical de la Guyane française.

N° 425. — Par dépêche ministérielle du même jour n° 185 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 8 du même mois, M. Décret, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à Cayenne, a été nommé à l'emploi de chef de cet établissement, en remplacement de M. Carron, qui avait été désigné pour remplir ledit emploi, et dont la démission a été acceptée.

OMISSION D'AVRIL 1860.

N° 426. — Par décision du 4 avril 1860, la nommée Adélaïde-Caroli, veuve Makadé (Philippe), est nommée employée au palais de justice pour le service du greffe de la cour impériale, en remplacement de son mari décédé.

Dans cette position, elle recevra un traitement de 360 francs par an avec imputation de la dépense au service local, Dépenses facultatives, section 2, chapitre I^er^, article 1^er^, § 2.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 198.

OMISSION DU MOIS DE MAI 1860.

N° 427. — Par décision du 27 mai 1860, il est accordé, à compter du 1^er^ juin 1860, à titre de gratifications, trois rations supplémentaires de pain par semaine et par individu aux transportés employés dans les chantiers d'exploitation de bois à Kourou et à ceux affectés aux transports des bois en rivière.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 208.

N° 428. — Par décision du 1^er^ juin 1860, il a été ordonné à M. l'enseigne de vaisseau Rateau de se rendre à Saint-Georges pour y diriger les réparations de la machine à vapeur et y monter un appareil distillatoire. Dans cette position, cet officier recevra une solde de 4,230 francs, imputable, savoir : 2,190 au compte du service marine, Solde et accessoires, et 2,040 au compte du chapitre XVI, art. 1^er^, paragraphe 1^er^.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 251.

N° 429. — Par décision du même jour, M. Bertille (Herménégilde-Joseph-André), secrétaire de mairie au quartier d'Oyapock, passe en la même qualité à celui de Macouria, aux appointements de 1,200 francs par an, en remplacement de M. Sophie (Eléodore), destiné pour un autre quartier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 180.

N° 430. — Par décision du même jour, M. Pain (Jean-Théophile) a été nommé secrétaire de mairie au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Bertille, passé dans un autre quartier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 181.

N° 431. — Par décision du même jour, la solde de M. Ribeiro (Joseph-René-César-Hippolyte), écrivain de la marine, détaché à la direction de l'intérieur, a été élevée de 1,050 à 1,350 francs par an ;

Celle de M. Viriot (Joseph-Amédée), écrivain à la direction de l'intérieur, de 1,600 à 1,800 francs par an ;

Et celles de MM. Pigrée (Jean-Emmanuel-Amélius) et Féréol (Alfred-Théodore), écrivains à la même direction, de 1,200 à 1,500 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 190 et 191.

N° 332. — Par décision du même jour, M. Giraud (Charles-Adolphe) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, à la solde annuelle de 300 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 191.

N° 433. — Par décision du même jour, le supplément de 150 francs par an a été conservé à M. Viriot (Joseph-Amédée), écrivain à la direction de l'intérieur, indépendemment de la solde portée de 1,600 à 1,800 francs.

Le même supplément de 150 francs a été accordé à MM. Arnoult, commis, et Millelot, écrivain de première classe à ladite direction.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 187.

N° 434. — Par décision du 4 juin 1860, M. Gadoulet (Isidore-Atilius) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur à la solde annuelle de 300 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 191.

N° 435. — Par décision du même jour, le sieur Soret (Antoine-Léon) a été nommé surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Roger (Michel), passé à la 3e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 186.

N° 436. — Par décision du même jour, le sieur Batra (Cyprien) a été nommé surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Pawlosky (Cyprien), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 195.

N° 437. — Par décision du 6 juin 1860, le sieur Laurent (Jean), matelot de 1re classe, provenant de la goëlette de l'État *la Pourvoyeuse*, a été détaché, à compter du 7 dudit, pour être employé provisoirement à la direction du port comme adjoint au lieutenant de port, en remplacement du sieur Foucou, démissionnaire.

Il recevra dans cette position la solde au chapitre XVI, article 2, paragraphe 2, etc., et la ration de vivres en nature qui était allouée à son prédécesseur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 209.

N° 438. — Par décision du même jour, il est accordé à M. Gaumont, commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, la ration journalière de vivres à charge d'en payer la valeur au trésor.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 195.

N° 439. — Par ordres du 7 juin 1860, M. Bisch (Louis-Gustave), chirurgien de 2e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Castillon, officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, son temps de détachement étant terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 194 et 195.

N° 440. — Par ordres du même jour, les sieurs Magdelaine (Léopold) et Romain (Similien) ont été nommés distributeurs de 2e classe des vivres pour être employés sur les pénitenciers flottants *la Proserpine* et *le Gardien*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 190.

N° 441. — Par décision du même jour, le sieur Césaire (Jean-Pierre-Irénée), distributeur de 2e classe des vivres, a été licencié.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 190.

N° 442. — Par décision du 8 juin 1860, le sieur Bibert (Charles-Tauride) a été révoqué de son emploi d'archer de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 207.

N° 443. — Par ordre du 9 juin 1860, M. Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de 2e classe de la marine, provenant de la Guadeloupe, et destiné à continuer ses services à la Guyane, est mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 193.

N° 444. — Par décision du même jour, M. Borde, juge auditeur au tribunal de première instance de Cayenne, récemment nommé juge au tribunal de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), a été autorisé à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, en partance pour la Martinique.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 177.

N° 445. — Par décision du même jour, le sieur Duffez (Antoine), distributeur des vivres aux îles du Salut, dont la démission a été acceptée le 3 juin 1860, a été autorisé à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton* se rendant à la Martinique.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 205.

N° 446. — Par décision du 9 juin 1860, le secours mensuel de 10 francs par mois accordé à la veuve Abezou, par décision du 19 décembre 1856, a été porté à 20 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 210.

N° 447. — Par décision du 11 juin 1860, M. Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de 2e classe de la marine, a été nommé chef du bureau de l'administration et du contentieux à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Dérussat (Vincent), commissaire-adjoint de 2e classe de la marine, appelé à continuer ses services à la Guadeloupe.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 193.

N° 448. — Par décision du même jour, M. Dérussat (Vincent), commissaire-adjoint de 2e classe de la marine, provenant de la direction de l'intérieur où il avait été détaché, a été mis à la disposition de M. l'ordonnateur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 193.

N° 449. — Par ordre du même jour, M. Dérussat (Vincent), commissaire-adjoint de 2e classe de la marine, a été autorisé à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à la Guadeloupe, sa nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 194.

N° 450. — Par ordre du 12 juin 1860, il est enjoint à

M. Couy, enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau*, à compter du 13, et d'embarquer à la même date sur l'aviso à vapeur *l'Oyapock*, en qualité de second de ce bâtiment.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 199.

N° 451. — Par ordre du 13 juin 1860, M. Houllier (Auguste-Rosalie), vérificateur de 3e classe des douanes, appelé à continuer ses services à la Guadeloupe en qualité de commis de 1re classe, a été autorisé à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à sa nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 245.

N° 452. — Par ordres du 14 juin 1860, M. Niéger (Jules), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à l'ilet la Mère, en remplacement de M. Rech (Georges), officier de santé auxiliaire de la même classe, rappelé au chef-lieu pour recevoir une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 201 et 202.

N° 453. — Par décision du 15 juin 1860, le sieur Nelvil (Émilien) a été nommé distributeur de 2e classe des vivres, pour être employé aux îles du Salut, en remplacement du sieur Duffez, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 198.

N° 454. — Par ordre du 17 juin 1860, il est prescrit à M. Guidobono Visconti (Lionel-Richard-Lovell), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 202.

N° 455. — Par ordres du 18 juin 1860, il est enjoint à M. l'enseigne de vaisseau Guidobono Visconti (Lionel-Richard-Lovell) de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau*, et d'embarquer sur la goëlette *l'Aurore* comme capitaine de ce bâtiment, en remplacement de M. Chassériau, premier maître

de timonerie de 1re classe, qui passe sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*, où il remplira les fonctions d'officier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 202.

N° 456. — Par décision du 19 juin 1860, M. l'abbé Schaal (Charles-Eugène) a été nommé provisoirement, pour compter du 1er juin, aumônier du collége de Cayenne, au traitement annuel de 4,000 francs, en remplacement de M. l'abbé Brunetti (Jules), parti pour France en congé de convalescence.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 203.

N° 457. — Par décision du 21 juin 1860, M. Marville (Félix-Martin), commis à la direction de l'intérieur, est autorisé à contracter mariage avec la demoiselle Niotte (Marie-Louise-Rosine-Aimée.)

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 247.

N° 458. — Par décision du 27 juin 1860, M. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice), sous-commissaire de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du détail des hôpitaux, en remplacement de M. Cuinier (Pierre-Étienne), officier du commissariat du même grade, chef du détail des revues, armements et inscription maritime, qui en était chargé cumulativement et à titre provisoire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 212.

N° 459. — Par ordres du même jour, le sieur Quillivic (Jean-Germain), boulanger de 1er classe, employé à Saint-Laurent (Maroni), a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement du sieur Chavry (Jean-Hervé), agent des vivres de la même classe, qui passe sur le pénitencier flottant *le Castor* à Kourou.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, fos 211 et 212.

N° 460. — Par ordre du même jour, M. Quinton (Ernest-Georges-Emile-Joseph), secrétaire particulier du commandant de la marine, débarquera, à compter du 1er juillet, de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Énet* et embarquera sur la goëlette *l'Ile-d'Aix*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 212.

N° 461. — Par décision du 28 juin 1860, M. Isnard (Henry), négociant, a été nommé membre de la commission chargée de la révision du tarif d'importation, en remplacement de M. Delmozé, empêché pour cause de maladie.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 247.

N° 462. — Par décision du même jour, le transporté de la 1re catégorie Yvon, n° 937, concessionnaire à Saint-Laurent du Maroni, a été autorisé à contracter mariage avec la femme Guidicelli (Catherine), n° 30, transportée également internée sur le même établissement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 220.

N° 463. — Par décision du 29 juin 1860, un congé provisoire de convalescence pour France a été accordé à M. Babeau (Pélage-Adolphe), commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges, avec autorisation de prendre passage sur le packet.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 213.

N° 464. — Par ordre du même jour, il est enjoint à M. Chassériau (Philippe-Louis-Auguste), premier maître de timonerie de 1re classe, de débarquer, à compter du 1er juillet, de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et d'embarquer à la même date sur la goëlette de l'État *l'Ile-d'Énet*, dont il prendra le commandement, en remplacement du sieur Gravier, second maître de manœuvre.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 215.

N° 465. — Par ordre du même jour, le sieur Gleize (Jean-Fortuné), distributeur du matériel, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à Montjoly, a été rappelé au chef-lieu et mis à la disposition du commandant des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, à compter du 1er juillet suivant.

Sa solde, qui reste fixée à 1,800 francs par an, sera imputée au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 6.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 216.

N° 466. — Par ordre du même jour, M. Trillet (Antoine), régisseur de l'habitation de Bourda, a été nommé distributeur

du matériel, pour être employé à Montjoly et chargé de la comptabilité des vivres et du matériel de cet établisssement.

Sa solde, qui reste fixée à 1,800 francs par an, sera imputée au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 6, et cet agent recevra en outre, avec la même imputation, l'indemnité annuelle de 180 francs pour frais de bureau.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 239.

N° 467. — Par décision du 30 juin 1860, M. Colomb, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, commandant la portion de corps du 3e régiment en station dans la colonie, récemment arrivé de France, est appelé à remplir, à partir du 1er juillet, les fonctions intérimaires de commandant militaire, en remplacement de M. Dugat, chef d'escadron de gendarmerie, qui exerçait provisoirement lesdites fonctions pendant l'absence du titulaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 218.

N° 468. — Par ordres du même jour, M. Legrand (Jean-François), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Ollet (Joseph), officier de santé auxiliaire de la même classe, rappelé au chef-lieu, son temps de détachement étant terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 213 et 214.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 7.

JUILLET 1860.

N° 468. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). *Notification d'un décret sur le rapatriement et les conduites de retour des gens de mer.*

Paris, le 10 avril 1860.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un exemplaire d'un décret en date du 7 de ce mois, destiné à remplacer l'arrêté du 5 germinal an XII et l'ordonnance du 12 mai 1836, dont les tarifs n'étaient plus en harmonie avec les moyens actuels de transport.

Cet acte donnera satisfaction aux réclamations du commerce maritime relatives à l'insuffisance de l'indemnité allouée pour le rapatriement des gens de mer par la voie des bâtiments à vapeur et à l'exagération des frais de conduite de retour au quartier accordés aux capitaines et aux officiers de la marine marchande.

Je crois devoir accompagner l'envoi du décret dont il s'agit d'explications destinées à prévenir toute erreur dans l'application que vous allez être appelés à en faire.

Article 1er. Cet article pose le principe du rapatriement, dans

le plus bref délai possible, des marins et autres personnes appartenant à l'équipage d'un bâtiment français délaissés à l'étranger.

L'ordonnance du 12 mai 1836 ne s'appliquait, comme l'a énoncé la circulaire du 26 juin 1838 (1), qu'aux marins provenant des navires du commerce. Le décret du 7 avril concerne également les marins provenant des bâtiments de l'État. Il a paru juste d'obliger le commerce à rapatrier ces derniers aux mêmes conditions que les autres marins, en retour de l'avantage dont il jouit quand les marins des navires marchands sont rapatriés sur les bâtiments de l'État, qui donnent le passage gratuitement.

Je n'ai sans doute pas besoin de faire remarquer qu'il ne s'agit ici que de marins délaissés, et que, conséquemment, les commandants des bâtiments de guerre ne pourront exciper des dispositions du présent article pour renvoyer en France les hommes de leurs équipages qui auraient accompli la période de service exigée pour être congédiés.

Art. 2. Je recommande particulièrement l'observation des prescriptions de cet article, la décision motivée à consigner sur le rôle de l'équipage ayant pour but de prévenir toutes difficultés ultérieures.

Art. 3. Le deuxième paragraphe de cet article assure le recours de l'État sur les armateurs pour le recouvrement du complément des dépenses occasionnées par le traitement de marins tombés malades en cours de voyage. C'est là une disposition essentielle contre laquelle on n'élèvera sans doute aucune réclamation, puisque ce n'est que la consécration de la doctrine adoptée par la cour de cassation (arrêts du 2 juin 1829) et par le conseil d'État (ordonnance du 27 août 1839).

Art. 4. Suivant la circulaire du 17 octobre 1837 (2), qui a atténué les exigences de l'ancienne législation sur la matière, les capitaines doivent recevoir les marins qu'ils sont requis de rapatrier, à raison de deux hommes par cent tonneaux de la jauge de leur navire. Cette proportion est maintenue, mais le décret du 7 avril l'exprime sous une autre forme : dorénavant, pour les marins, la cinquantaine sera prise pour unité. La circulaire du 17 octobre 1837 avait été l'objet d'interprétations diverses : certains administrateurs estimaient que toute centaine commencée ouvrait le droit d'embarquer deux hommes et obligeaient, par suite, le capitaine d'un navire de 120 tonneaux, par exemple, à

(1) *Annales maritimes*, partie officielle, page 667.
(2) *Annales maritimes*, partie officielle, page 1004.

recevoir quatre hommes, tandis que, dans un autre consulat, on n'eût pas imposé une telle obligation à un bâtiment de 190 tonneaux. Le sens véritable de la circulaire de 1837 est qu'on ne peut embarquer que deux hommes sur un navire de 100 tonneaux, quatre sur un de 200, huit sur un de 400, etc. L'adoption de la cinquantaine comme unité permettra d'embarquer un homme sur un navire de 50 tonneaux, trois sur un navire de 150, sept sur un de 350, et ainsi de suite.

Le dernier paragraphe de l'article 4 impose aux capitaines une obligation nouvelle, c'est celle de recevoir à leur bord les passagers civils qu'ils seront requis de rapatrier; mais ici la proportion a été changée, ce ne sera qu'à raison d'un homme par 100 tonneaux, et, afin que cette obligation ne constitue pas une charge pour le commerce, il est alloué aux armateurs une indemnité double de celle qu'ils reçoivent pour les marins.

Art. 5. Je dois rappeler ici les instructions contenues dans les circulaires de mes prédécesseurs, en date des 31 août 1848 (1), 31 mars 1859 (2) et 19 février 1852 (3), dont les sages recommandations ont pour but d'éviter toute dépense exagérée en matière de rapatriement.

La faculté de rapatrier des Français délaissés par la voie des navires étrangers ne doit pas donner à penser qu'on puisse en embarquer, à titre de passagers, sur les paquebots anglais ou américains, dont les tarifs excessifs imposeraient une trop lourde charge au commerce ou au trésor.

D'ailleurs ces paquebots n'ayant jamais que de grands centres maritimes pour têtes de ligne ou pour lieux d'escales, on ne doit pas y manquer d'occasions de rapatriement moins coûteuses.

Art. 9 et 12. Le payement des indemnités allouées à titre de frais de rapatriement et de frais de conduite de retour au quartier peut avoir lieu de diverses manières: ou bien il s'opère directement par les armateurs, ou bien il est fait par l'administration de la marine, soit pour son compte personnel, soit à titre d'avances remboursables par les armateurs, ou par le département de l'intérieur.

Dans tous les cas, ces indemnités sont payées aux intéressés nettes de toutes retenues.

Quant le payement est directement effectué par les armateurs,

---

(1) *Bulletin officiel de la marine*, page 263.
(2) *Bulletin officiel de la marine*, page 196.
(3) *Bulletin officiel de la marine*, page 149.

l'administration n'a d'autre devoir que d'exiger qu'il soit fait en sa présence.

Quand le payement est fait par l'administration de la marine, elle doit avoir soin d'abonder la somme de 3 p. 0/0 à l'infini, au profit de la caisse des invalides de la marine, à moins qu'il ne s'agisse de sommes à répéter plus tard sur le budget du département de l'intérieur, qui a le rapatriement des Français de l'ordre civil à sa charge.

Afin d'éviter des calculs trop multipliés, qui sont fréquemment des sources d'erreurs, il ne sera procédé que tous les mois, sur l'état à dresser spécialement, par chaque quartier, à l'abondement des sommes payées à titre de frais de conduite et de rapatriement.

Au lieu de délivrer des feuilles de route aux marins rapatriés, comme le prescrivait la circulaire du 21 novembre 1850 (1), vous les munirez d'ordres de retour, conformes au modèle joint à la présente dépêche, et vous vous servirez, pour l'évaluation des distances, du livret annexé à la décision impériale du 24 mai 1859 (2), en tenant compte des modifications indiquées par la circulaire du 24 janvier dernier (3) et de celles qui y seraient ultérieurement apportées.

Je vous laisse d'ailleurs le soin d'apprécier les circonstances dans lesquelles il conviendra d'allouer la totalité des frais de conduite au départ et celles où il sera prudent de les fractionner, en raison du nombre de points où le marin sera forcé d'interrompre son voyage.

Quant aux armateurs, ils devront toujours, lorsqu'ils effectueront eux-mêmes le payement de la conduite, la payer intégralement; mais cette conduite n'étant réellement due aux gens de mer qu'autant qu'ils s'en servent pour se rendre dans leur quartier, vous devrez vous prêter à en effectuer la reprise et le remboursement à l'armateur dans les circonstances qui comporteront cette mesure.

Art. 14. L'article 14 pose en principe que les frais de subsistance, d'entretien, de rapatriement et de conduite de retour des marins du commerce sont à la charge de l'armement au même titre que les loyers de l'équipage, et, par une déduction logique, le deuxième paragraphe de cet article dispose que ces frais auront, comme les salaires, la double garantie du navire et de l'ensemble

(1) *Bulletin officiel de la marine*, page 342.
(2) *Bulletin officiel de la marine*, page 129.
(3) *Bulletin officiel de la marine*, page 49.

de tous les frais gagnés depuis le départ. Vous savez qu'il n'en était pas ainsi jusqu'à ce jour : les frais de rapatriement et autres n'étaient garantis, en cas de naufrage, que par les débris du navire et par le fret des marchandises sauvées, et il en résultait que le trésor était trop souvent obligé de subvenir à l'insuffisance de ces deux produits.

L'assimilation établie entre les frais de rapatriement et les loyers des gens de mer, et la double garantie qui les couvre, présentent d'ailleurs un avantage dont vous ne manquerez pas de vous prévaloir, le cas échéant. La plupart des tribunaux et des cours impériales ont enfin admis, contrairement à l'ancienne jurisprudence, qu'en cas de naufrage d'un navire, à la suite de plusieurs voyages heureusement accomplis, l'équipage a droit à salaires pour tous les voyages menés à bonne fin, et, par suite, les armateurs ont été obligés de rapporter tous les frets qu'ils avaient encaissés pour les ajouter à la valeur des débris du navire et former ainsi un tout sur lequel sont prélevés les loyers dus à l'équipage. Si quelques tribunaux croyaient devoir persister dans la doctrine opposée, il ne serait pas inutile, pour les amener à la reconnaissance des vrais principes, d'exciper de la disposition de l'article 14, qui viendra corroborer la nouvelle jurisprudence, en énonçant formellement que, comme les gages, les frais de rapatriement sont imputés sur le navire et sur tous les frets acquis. On facilitera ainsi la saine application des articles 259 et 271 du code de commerce, qui veulent que le marin trouve toujours la garantie de ses salaires dans le navire et dans les sommes dont il a contribué, par son travail, à enrichir l'armateur.

Le décret que je vous notifie, Messieurs, ne concerne que les inscrits maritimes français et étrangers (car vous savez qu'un étranger peut, dans certain cas, être inscrit sans avoir obtenu le bénéfice de la naturalisation) et les Français, inscrits ou non inscrits, provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'État ou du commerce, ainsi que les Français de l'ordre civil, rapatriés par ordre. Quant aux étrangers non inscrits en France qui peuvent se trouver à bord de navires du commerce, vous n'avez pas d'autre mesure à prendre, à leur égard, que de les remettre au consul de leur nation.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération très-distinguée.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

ARRONDISSEMENT MARITIME. — SOUS-ARRONDISSEMENT d

MARINE IMPÉRIALE.

ORDRE DE RETOUR.

QUARTIER d — ANNÉE 186 .

N°

DE PAR LA LOI.

Il est ordonné de se rendre a et de se présenter dès son arrivée au bureau de l'inscription maritime a

né le a
département d fils de
et de
demeurant a inscrit
au quartier d f° n° taille d'un mètre
millimètres; cheveux front sourcils
yeux nez bouche menton
visage marques particulières:
provenant du navire / capitaine
(1) armé a
sous le n° et venant de sur lequel
il a navigué en qualité d pendant mois
jours, à compter du jusques et compris
le qu'il a débarqué en ce port, où il a été
payé de ses salaires (rôle désarmé sous le n°).

Ces indications ne sont pas à remplir pour les marins rapatriés.

Le présent non valable après l'arrivée du titulaire à destination ou après son embarquement.

Délivré a le 186 .

Le Commissaire de l'inscription maritime,

Navigation effectuée avant l'âge de 16 ans (1).....

Services effectifs à l'État comme matelot ou officier-marinier...

Époque du dernier congédiement.....

ANS. MOIS. JOURS.

(1) Indication à consigner seulement pour les novices âgés de 16 à 18 ans. (Circulaire du 4 juin 1852).

Il lui a été payé la somme de
pour sa conduite jusqu'à
kil. sur voies ordinaires,
kil. sur voies ferrées.
Embarqué le
en qualité de
sur le (2)
capitaine
rôle armé (3) sous le n°
ayant hommes d'équipage, destiné pour

(1) Indiquer si le navire est naufragé ou a été vendu pour cause d'innavigabilité.
(2) Indiquer la qualité du navire.
(3) Indiquer le port d'armement.

Les capitaines, officiers et marins des équipages des navires du commerce rapatriés, embarqués en cours de voyage ou débarqués dans un port autre que le port d'armement de leur navire, ont droit aux indemnités de route suivantes pour se rendre dans leurs quartiers. (Article 12 du décret du 7 avril 1860.)

	SOMMES A PAYER.	
	INDEMNITÉ DE ROUTE par kilomètre	
	sur les voies ordinaires.	sur les voies ferrées.
Aux capitaines au long cours.....	0f 20c	0f 11c
Aux maîtres au cabotage.....		
Aux marins spécialement brevetés commandant à la pêche de la baleine et du cachalot ou à la pêche de la morue.....		
Aux officiers, chirurgiens, subrécargues et mécaniciens en chef des navires du commerce.....	0 15	0 083
Aux matelots, ouvriers mécaniciens, ouvriers chauffeurs, novices et mousses.....		
Aux cuisiniers, domestiques et autres agents faisant partie de l'équipage d'un navire du commerce.....		

Nota. Ces indemnités n'étant dues qu'autant qu'elles ont été employées pour se rendre à la destination indiquée par le présent ordre, les armateurs peuvent en opérer la reprise quand elles n'ont pas servi à cet usage. (Circulaire du 10 avril 1860.)

DÉCOMPTE DES INDEMNITÉS DE ROUTE.

			fr.	c.
Sur les voies ordinaires...	kil. à raison de	par kil.....		
Sur les voies ferrées.....	kil. à raison de	par kil.....		
Total des sommes dues				

ARRIVÉE DU TITULAIRE et délivrance du mandat.	JUSTIFICATION DU MANDAT DÉLIVRÉ.
Arrivé le	Pour kil. sur voies ordinaires.
délivré un mandat de la somme nette de	Pour kil. sur voies ferrées.
	A le 186 .
suivant le détail ci-contre.	*Le*

ANNEXE.

—

DÉCRET.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la marine;

Vu l'ordonnance du mois d'août 1681, livre III, titre IV, articles 3 et 10;

Vu l'ordonnance du 15 avril 1689, livre VIII, titre I^er^, articles 21 et 27;

Vu l'ordonnance du 1^er^ août 1743;

Vu l'ordonnance du 31 octobre 1784, titre XIV, articles 14, 15 et 16;

Vu l'arrêté du 5 germinal an XII;

Vu l'article 252 du code de commerce;

Vu l'ordonnance du 12 mai 1836;

Vu l'avis du conseil d'amirauté,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1^er^. Tout inscrit maritime et tout Français provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'État ou d'un navire de commerce, qui se trouve délaissé, pour quelque cause que ce soit, à l'étranger ou dans une des possessions françaises d'outre-mer, doit être rapatrié dans le plus bref délai possible par les soins des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires de France à l'étranger; des gouverneurs, des commandants particuliers et des commissaires de l'inscription maritime dans les possessions françaises d'outre-mer.

Art. 2. Les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires de France à l'étranger; les gouverneurs, les commandants particuliers et les commissaires de l'inscription maritime aux colonies veillent à ce qu'aucun homme faisant partie de l'équipage d'un navire du commerce ne soit débarqué en cours de voyage sans une cause légitime dont l'appréciation leur appartient.

Ils régularisent, par une apostille sur le rôle d'équipage, les débarquements qu'ils autorisent.

Ils décident si les frais de retour doivent être déduits des salaires dus à l'homme débarqué ou laissés à la charge de l'armement.

Ils consignent, en la motivant, leur décision sur le rôle d'équipage.

Art. 3. Quand ils autorisent le débarquement d'hommes atteints de maladies contractées pendant le voyage, ils se font remettre par les capitaines la somme qu'ils jugent nécessaire pour couvrir les frais de traitement, de rapatriement, et, au besoin, de sépulture.

En cas d'insuffisance de la somme déposée, l'État a recours sur les armateurs pour le recouvrement du complément des dépenses.

Ils peuvent, s'ils le préfèrent, accepter une caution solvable fournie par le capitaine, et qui prend l'engagement par écrit de subvenir à ces diverses charges.

Art. 4. Ils ont droit de requérir les capitaines des navires de commerce de recevoir à leur bord des passagers provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'État ou d'un navire du commerce, à raison d'un homme par cinquante tonneaux de la jauge officielle du navire.

Ils ont également le droit, mais seulement dans la limite d'un homme par cent tonneaux, d'imposer aux capitaines des navires du commerce l'obligation de recevoir à leur bord, pour les rapatrier, des passagers de l'ordre civil, pourvu toutefois qu'il n'ait pas encore été usé, à leur égard, de la faculté ouverte par le paragraphe précédent.

Art. 5. Les hommes délaissés à l'étranger doivent être renvoyés en France par la voie de mer plutôt que par la voie de terre;

Par les bâtiments de l'État plutôt que par les navires du commerce;

Par les navires du commerce français plutôt que par les navires du commerce étranger.

Ils sont embarqués à titre de remplaçants, de passagers gagnant leur passage, ou simplement de passagers.

Le premier mode doit être employé de préférence au second, et le second de préférence au troisième.

Un capitaine ne peut être obligé de recevoir des marins à son bord à titre de remplaçants qu'autant que l'équipage de son navire n'est pas au complet.

Les marins embarqués comme remplaçants ne comptent pas pour l'établissement de la proportion ci-dessus indiquée d'un homme par cinquante tonneaux de la jauge du bâtiment.

Art. 6. Il est fait mention, sur les rôles d'équipage des navires du commerce, des noms, prénoms, qualités et fonctions des hommes délaissés y embarqués, ainsi que des conditions de leur rapatriement.

Les salaires à attribuer à l'homme délaissé embarqué à titre de remplaçant sont débattus et réglés de gré à gré entre lui et le capitaine, sous le contrôle de l'autorité consulaire ou coloniale.

Si l'homme se trouve délaissé à l'étranger par sa faute, les salaires qui lui sont alloués ne peuvent excéder ceux qu'il recevait à bord du navire dont il provient.

Art. 7. A bord des bâtiments de l'État, le passage est gratuit pour les hommes provenant des navires du commerce.

A bord des navires du commerce français, le prix du passage est fixé conformément au tarif de l'article 9 ci-après, mais seulement dans la proportion ci-dessus indiquée d'un rapatrié par cinquante ou par cent tonneaux. Cette proportion dépassée, et elle ne doit l'être qu'en cas d'urgence, le prix de passage est débattu de gré à gré pour les hommes embarqués en excédant.

A bord des navires du commerce étrangers, le prix du passage est réglé de gré à gré avec le capitaine du navire par l'autorité coloniale ou consulaire. Ce prix doit être l'objet d'un contrat fait en double, dont une expédition est remise à chacune des parties contractantes.

A son arrivée à destination, le capitaine français est payé par les soins de l'administration de la marine du port où il aborde sur le vu de son rôle d'équipage; le capitaine étranger est payé sur le vu du contrat dont il est porteur.

Lorsque le capitaine étranger l'exige, le prix du passage peut lui être payé d'avance, soit par à-compte, soit en totalité.

Le prix du passage doit toujours être réglé au port de départ du navire, et, dans aucun cas, le soin de le stipuler n'est laissé à l'administration du port d'arrivée.

Art. 8. Quand le rapatriement des hommes délaissés à l'étranger a lieu par la voie de terre, ils reçoivent les indemnités de route fixées par l'article 12.

Art. 9. Les capitaines des navires du commerce français à voiles qui sont chargés de ramener en France les hommes délaissés

à l'étranger, embarqués à titre de passagers ne gagnant pas leur passage, reçoivent à leur arrivée à destination les indemnités suivantes :

Par homme et par jour :

Pour les capitaines au long cours	3f 00c
Pour les maîtres au cabotage	2 50
Pour les marins spécialement brevetés commandant à la pêche de la baleine et du cachalot ou à la pêche de la morue	2 50
Pour les officiers, chirurgiens, subrécargues et mécaniciens en chef des navires du commerce	2 00
Pour les quartiers-maîtres, matelots, ouvriers mécaniciens, ouvriers chauffeurs, charbonniers, novices, mousses, surnuméraires et tous autres individus ayant fait partie de l'équipage d'un bâtiment de l'État ou d'un navire du commerce	1 00
Pour les passagers de l'ordre civil recevant la ration de l'équipage	2 00

L'indemnité est doublée quand le retour en France s'effectue à bord d'un bâtiment à vapeur.

Le prix du passage est réglé de gré à gré pour les passagers de l'ordre civil qui ne sont point nourris avec l'équipage.

Art. 10. A bord des bâtiments de l'État, les capitaines au long cours sont admis à la table de l'état-major.

A bord des navires du commerce, les capitaines au long cours sont admis à la table du capitaine.

Art. 11. Les gens de mer naviguant pour le commerce ont droit à une indemnité de route pour se rendre dans leurs quartiers, s'ils ne sont pas ramenés dans le port d'armement du navire à bord duquel ils étaient embarqués.

Les gens de mer débarqués hors de France et rapatriés, et ceux qui ont été embarqués en cours de voyage, peuvent exiger l'indemnité de route pour se rendre dans leurs quartiers, lors même qu'ils sont ramenés au port d'armement du navire.

Les chirurgiens, subrécargues, cuisiniers, domestiques et autres personnes ou agents non inscrits faisant partie de l'équipage d'un navire du commerce, ont droit à une indemnité de route pour se rendre dans le port d'armement du navire, si le navire ne les y ramène pas ou s'ils sont débarqués en cours de voyage par une cause indépendante de leur volonté.

Art. 12. L'indemnité de route accordée aux gens de mer et autres personnes provenant de l'équipage d'un navire du commerce pour se rendre, soit dans leurs quartiers, soit au port d'armement du navire, est fixée de la manière suivante :

	SOMMES A PAYER.	
	INDEMNITÉ DE ROUTE par kilomètre	
	sur les voies ordinaires.	sur les voies ferrées.
Aux capitaines au long cours	0f 20c	0f 11c
Aux maîtres au cabotage		
Aux marins spécialement brevetés commandant à la pêche de la baleine et du cachalot ou à la pêche de la morue		
Aux officiers, chirurgiens, subrécargues et mécaniciens en chef des navires du commerce	0 15	0 085
Aux matelots, ouvriers mécaniciens, ouvriers chauffeurs, novices et mousses		
Aux cuisiniers, domestiques et autres agents faisant partie de l'équipage d'un navire du commerce		

Aucune autre allocation n'est due pour le logement, la nourriture, le transport des bagages, etc.

Art. 13. Les sommes dues aux gens de mer à titre d'indemnité de route pour rejoindre leurs quartiers ne peuvent être atténuées ou compensées par celles qu'ils doivent à l'armement.

Il en est de même des frais de subsistance, entretien et rapatriement.

Art. 14. Les frais de subsistance, d'entretien, de rapatriement et de retour au quartier des individus provenant de l'équipage d'un navire du commerce, sont à la charge de l'armement au même titre que les loyers de l'équipage, quel que soit le mode d'engagement des hommes.

Ces frais, de même que les loyers des gens de mer, sont imputés sur le navire, et, subsidiairement, sur l'ensemble des frets gagnés depuis que le navire a quitté son port d'armement, et n'incombent au trésor qu'après entier épuisement de cette double garantie.

Dans les armements au fret ou à la part, les dépenses occasionnées par la subsistance, l'entretien et le rapatriement de l'équipage, ainsi que par le renvoi dans leurs quartiers des hommes qui le composent, sont supportés par le navire et, subsidiairement, par les portions de fret ou par les parts afférentes à l'armateur, les portions de fret et parts attribuées à l'équipage étant consi-

dérées comme salaires et ne pouvant dès lors être affectées à ces sortes de dépenses.

Art. 15. Sont à la charge de l'État les frais de subsistance, d'entretien, de rapatriement et de retour au quartier des individus provenant de l'équipage d'un bâtiment de l'État et des déserteurs des navires du commerce, et les mêmes frais occasionnés par le rapatriement des passagers de l'ordre civil.

Sont également à la charge de l'État, à moins qu'ils n'incombent aux hommes débarqués en vertu d'une décision prise par l'autorité compétente, conformément à l'article 2 du présent décret, les frais de subsistance, d'entretien, de rapatriement et de retour au quartier des individus provenant de l'équipage d'un navire du commerce débarqués en cours de voyage, pour passer en jugement ou pour subir une peine.

Art. 16. Lorsqu'il y aura lieu d'embarquer dans les possessions françaises d'outre-mer, à titre de compléments d'équipages, des hommes, marins ou autres, non domiciliés en France, les autorités chargées de constater les engagements veilleront à ce que les intérêts de ces hommes soient sauvegardés pour le cas où ils ne trouveraient pas à effectuer leur retour avec salaires.

Les frais de renvoi de ces hommes dans leur pays seront toujours à la charge de l'armement, qui devra y pourvoir par la plus prompte occasion.

Les capitaines de navires seront tenus de les recevoir à leur bord sur la réquisition des administrateurs de la marine, dans la proportion indiquée par l'article 4 et aux prix fixés par l'article 9.

Art. 17. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 18. Nos ministres secrétaires d'État au département de la marine, au département des affaires étrangères et au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait au palais des Tuileries, le 7 avril 1860.

Signé NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

N° 469. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). *Perte de navire et avaries. Enquête approfondie à laquelle il y a lieu de procéder pour en découvrir les causes.*

Paris, le 18 mai 1860.

Messieurs, l'ordonnance du mois d'août 1681 (liv. IV, tit. IX, art. 18) et l'ordonnance du 29 octobre 1833 (art. 62) imposent aux autorités maritimes et aux autorités consulaires l'obligation de rechercher les causes des naufrages et des échouements, et d'examiner, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, si le sinistre ne peut pas être attribué à une intention coupable, à la négligence ou à l'impéritie.

C'est assurément là un des devoirs les plus importants des commissaires de l'inscription maritime et des consuls. Cependant j'ai eu lieu de remarquer qu'on n'apporte pas toujours dans son accomplissement toute la vigilance nécessaire. Ainsi l'on se borne la plupart du temps à donner lecture du rapport du capitaine aux témoins de l'événement, et à leur demander s'ils en reconnaissent l'exactitude, mode de procéder dont l'effet presque certain est un acquiescement banal des personnes interrogées. Il faut, au contraire, que l'enquête à laquelle on se livre en pareille occurrence soit aussi approfondie que possible, qu'elle ne néglige aucun moyen d'arriver à la découverte de la vérité : examen du navire ou des débris par des experts assermentés, examen des papiers de bord et notamment du journal, examen très-attentif des procès-verbaux d'avaries, interrogatoire des hommes de l'équipage et des passagers, qui ne doivent pas seulement être invités à rapporter ce qu'ils ont vu, entendu ou pensé, mais pressés de questions multipliées sur toutes les circonstances du sinistre.

Il est, en effet, impossible, sans des investigations aussi complètes et aussi minutieuses, de se former une opinion motivée, qui permette de prendre, à l'égard du capitaine ou de tout autre homme compromis, telle mesure que de droit.

Les consuls, qui reçoivent du capitaine le rapport exigé par l'article 246 du code de commerce, et qui procèdent, en conformité de l'article 247, à l'interrogatoire de l'équipage et des passagers, ont entre les mains tous les éléments d'une enquête sérieuse. Les commissaires de l'inscription maritime peuvent suppléer à ces éléments d'appréciation au moyen d'investigations qui, si elles sont bien conduites, feront sans doute ressortir la vérité.

Mais il est indispensable que les consuls et les commissaires de l'inscription maritime soient assistés par des personnes qui aient, en matière de navigation, les connaissances spéciales nécessaires pour apprécier les faits et les circonstances du naufrage ou de l'échouement. La plus grande partie de ces informations administratives aura nécessairement lieu dans les principaux ports de commerce, où la direction des mouvements du port est confiée à un officier de la marine impériale, qui prendra naturellement part à l'enquête. A défaut, et sur les autres points où ce concours ne pourrait être obtenu, il y aura à réclamer l'assistance du capitaine de port ou du capitaine au long cours appelé à siéger au tribunal maritime commercial. Dans les consulats, il conviendra de se faire seconder par un officier de vaisseau, s'il se trouve un bâtiment dans le port ou sur la rade, ou, à défaut, par le plus âgé des capitaines au long cours présents sur les lieux.

Le naufrage, l'échouement ou les avaries peuvent être attribués à la force majeure, à un acte de baraterie, à l'imprudence ou enfin à l'impéritie. Dans le premier cas, le capitaine n'est que malheureux ; — dans le deuxième, le coupable doit rendre compte de son crime devant une cour d'assises ; — dans les deux autres, le capitaine encourt une peine disciplinaire, et peut, en outre, être remis au procureur impérial pour être déféré, s'il y a lieu, aux tribunaux correctionnels, à fin d'application des articles 319 ou 320 du code pénal (1), lorsque son imprudence ou son impéritie paraissent avoir été des causes de mort ou de blessures.

Si l'enquête amenait la découverte d'un fait dont la connaissance appartient au tribunal maritime commercial, il conviendra de l'en saisir sur-le-champ. Si, au contraire, les délits ou crimes révélés par l'enquête tombent sous la juridiction des tribunaux ordinaires, les commissaires de l'inscription maritime dénoncent directement les coupables présumés au procureur impérial, à qui ils transmettent toutes les informations qu'ils ont recueillies. Il m'est aussitôt rendu compte de cette démarche.

Quant aux consuls, c'est à mon département qu'ils doivent

---

(1) Art. 319. Quiconque par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis volontairement un homicide ou en aura été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à six cents francs.

Art. 320. S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de seize francs à cent francs.

adresser, sous le timbre de la présente circulaire, les procès-verbaux, signés de tous les témoins, dans lesquels ils ont consigné le résultat de leurs investigations. Ils font en même temps connaître les ports sur lesquels ils ont dirigé les hommes qu'ils ont été obligés de rapatrier et dont ils indiquent les noms, prénoms, quartiers et numéros d'inscription.

Ces hommes, qui ont déjà subi un interrogatoire dans les consulats, doivent en subir un nouveau très-minutieux au fur et à mesure qu'ils rentrent en France, et cet interrogatoire, signé par eux, est transmis au port où se poursuit l'instruction des circonstances du sinistre. Ces dépositions isolées, recueillies quelque temps après l'événement, ont d'autant plus d'importance qu'éloigné de son capitaine le témoin se trouve à l'abri de toute influence, et n'a plus présentes au souvenir des déclarations parfois concertées dans un but coupable.

Il pourrait y avoir de graves inconvénients, au point de vue des intérêts de l'armement, à retirer son brevet au capitaine qui aurait échoué ou avarié son navire, mais il ne peut en être de même quand le bâtiment est complétement perdu. Aussi mon intention est-elle, messieurs, que, dans ce dernier cas, vous vous fassiez remettre par le capitaine le titre en vertu duquel il commandait. Je me propose de soumettre ensuite toutes les pièces de l'enquête à laquelle il aura été procédé à l'examen d'une commission composée de deux officiers supérieurs de la marine, présidée par un vice-amiral, membre du conseil d'amirauté, qui sera appelée à formuler, sur la conduite du capitaine, un avis d'après lequel je lui rendrai son brevet ou prendrai à son égard telle mesure disciplinaire que je jugerai convenable (art. 87 du décret-loi du 24 mars 1852).

Vous savez, messieurs, combien il est difficile de procéder à des investigations efficaces quand un équipage est dispersé, et que d'ailleurs l'éloignement ne permet pas de recourir aux preuves matérielles. Je ne saurais donc trop vous recommander d'apporter tous vos soins à réunir les éléments d'appréciation les plus complets. Vous me les transmettrez en exprimant votre sentiment personnel et celui de l'officier de la marine militaire, du capitaine de port ou du capitaine au long cours qui aura pris part à l'enquête touchant les sinistres dont vous aurez eu à rechercher les causes.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

N° 470. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Les avances en effets d'habillement constituent, en cas de désertion, la circonstance aggravante prévue aux numéros 2 des articles 310 et 314 du code de justice maritime.*

Paris, le 19 mai 1860.

Messieurs, les articles 310 et 314 du code de justice maritime ont rangé, parmi les circonstances qui augmentent le *minimum* de la pénalité édictée contre la désertion, le fait que le coupable était *redevable d'avances de solde envers l'État.*

Certains conseils de guerre, s'en tenant au sens littéral de ces expressions, ont refusé de considérer, comme ayant encouru l'aggravation de peine, des déserteurs qui ne se trouvaient en débet qu'à raison d'effets d'habillement qui leur avaient été fournis et dont la valeur n'avait point encore été précomptée sur leur solde.

Je me hâte de vous faire savoir que cette doctrine doit être repoussée.

La législation antérieure, dans laquelle a été puisée la disposition dont il s'agit, mettait sur la même ligne les avances de solde et celles d'effets d'habillement ; depuis, les règlements sur la solde et l'administration des équipages, et, en dernier lieu, le décret du 11 août 1856, n'ont cessé de considérer les *délivrances d'effets d'habillement* comme *constituant de véritables avances de solde* remboursables par toutes voies ouvertes en matière de débets envers l'État.

J'ajoute que le décret du 11 août 1856 interdit, en principe, toute allocation de solde, à titre d'avances, aux marins des équipages de la flotte, et que, dès lors, les n^os^ 2 des articles 310 et 314 resteraient, à leur égard, sans objet, si l'on n'en faisait application aux *dettes d'habillement*, ainsi que l'a entendu évidemment le législateur de 1858, lorsqu'il s'est abstenu de reproduire, aux n^os^ 1^ers^ de ces articles, la circonstance d'avoir emporté un effet *d'habillement*, laquelle est inscrite aux n^os^ 1^ers^ des articles 232 et 236 du code de justice militaire de l'armée de terre.

Cette interprétation est, au surplus, justifiée dans les divers documents qui se rattachent à l'élaboration du code de justice

maritime, et notamment dans le rapport présenté au Corps législatif par sa commission d'examen.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,
HAMELIN.

N° 471. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 197 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Les trésoriers et percepteurs ne peuvent être assujettis à la peine des arrêts prononcés par le décret du* 21 *juin* 1858.

Paris, le 6 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, dans quelques colonies, et particulièrement dans les moins importantes, le commandant et l'ordonnateur ont pensé que le décret du 21 juin 1858 est applicable aux trésoriers, et que la peine disciplinaire des arrêts peut leur être infligée en cas de manquement à la hiérarchie et au service.

M. le ministre des finances et moi n'avons pu accueillir cette manière de voir, et il nous a paru convenable de notifier nos intentions à toutes les administrations coloniales.

Vous voudrez bien vous abstenir, le cas échéant, d'infliger une peine exclusivement militaire aux trésoriers payeurs des colonies, aux trésoriers particuliers et aux percepteurs. Je vous adresse des instructions particulières sur les dispositions à prendre dans les circonstances où il y aurait lieu d'user envers ces comptables de mesures disciplinaires.

Vous porterez la présente dépêche à la connaissance de l'administration et du contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,
Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 472. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 198 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Attributions des ordonnateurs et des gouverneurs ou commandants sur les trésoriers payeurs et autres comptables.*

Paris, le 6 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, on a posé dans diverses colonies la

question de savoir si les trésoriers payeurs sont sous les ordres des ordonnateurs en dehors de leurs opérations de service; quels moyens ces derniers ont de réprimer leurs écarts; et, enfin, quand il y a lieu de renvoyer en France ou simplement de suspendre les comptables.

Je me suis entendu sur ces différents points avec M. le ministre des finances, et il a été convenu entre nous que les questions dont il s'agit seraient résolues de la manière suivante :

Les trésoriers payeurs et les trésoriers particuliers sont, même en dehors des opérations de leur charge, c'est-à-dire, dans leur conduite et dans leur tenue générale, sous la surveillance des ordonnateurs, et ceux-ci peuvent prononcer contre eux la réprimande verbale ou écrite.

La retenue des appointements, qui ne peut excéder deux mois, est prononcée par les gouverneurs. Elle porte sur la totalité du traitement fixe et sur les trois quarts des remises. Les frais de service en sont exempts.

Quant à la suspension et au renvoi en France, ces mesures ne peuvent être prises par le gouverneur qu'après délibération et de l'avis du conseil privé.

Il nous a paru impossible, d'ailleurs, de prévoir les cas où les trésoriers peuvent être embarqués ou seulement suspendus : les hypothèses les plus nombreuses à cet égard ne sauraient prévoir toutes les circonstances qui peuvent se présenter. Toutefois, Monsieur le gouverneur, vous vous guiderez sur ce principe que, quand il s'agit de déficit ou de détournement de deniers, de soupçon d'infidélité, vous ne devez hésiter ni à suspendre ni à renvoyer en France, et que votre premier devoir est de sauver les intérêts du trésor; mais que ces mêmes intérêts exigent, au contraire, que vous vous absteniez d'une mesure aussi grave, chaque fois qu'il s'agira de griefs en dehors de la gestion du trésorier comme comptable.

Ces dispositions s'appliquent aux percepteurs et à tous les agents comptables, sans qu'il soit d'ailleurs porté aucune atteinte à l'action du directeur de l'intérieur sur les agents placés sous ses ordres.

La présente dépêche sera enregistrée au contrôle.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT

N° 473. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 212 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). *Au sujet des concessions de passages de rapatriement aux individus d'origine étrangère.*

Paris, le 18 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, des difficultés se sont produites au sujet du remboursement à faire, aux capitaines de deux bâtiments du commerce, des frais de passage d'émigrants présumés napolitains qui avaient été recueillis dans une de nos colonies (après le naufrage d'un navire français sur lequel ils voyageaient), et dont l'administration locale avait requis l'embarquement, sur les bâtiments dont il s'agit, conformément à l'ordonnance du 12 mai 1836.

M. le ministre de la marine, à qui la question a été soumise, a pensé que ces passagers n'étant ni marins ni nationaux, la dépense occasionnée ne saurait incomber ni à son département ni à celui de l'intérieur, et je n'ai pas hésité à partager cette opinion.

D'un autre côté M. le ministre des Deux-Siciles, en France, a déclaré que son gouvernement ne saurait, sur la seule raison tirée de leur nationalité, prendre à sa charge les frais de passage d'émigrants qui voyageaient à l'étranger pour leurs plaisirs ou leurs affaires.

Dans cette situation, la dépense occasionnée par les passages dont il s'agit a dû être supportée par la caisse coloniale.

J'ai cru devoir vous signaler cette circonstance qui démontre que les administrations coloniales doivent apporter la plus grande réserve dans la concession du rapatriement aux individus étrangers, attendu les charges qui peuvent en résulter pour le budget local. En l'absence sur les lieux d'un consul de leur nation qui prenne ces individus sous sa protection, et lorsqu'il n'est pas justifié que leur gouvernement serait disposé à rembourser les avances qui auraient été faites, il convient de se borner à accorder, si cela est indispensable, de simples secours de subsistance jusqu'à ce que les intéressés aient pu trouver des ressources dans la localité, ou bien recevoir de leurs familles les moyens de subvenir à leur rapatriement.

Il ne pourrait en être autrement que si la présence de ces étrangers venait à compromettre la sécurité publique : mais, dans ce cas, les frais de rapatriement seraient supportés par la caisse locale.

Je vous prie de tenir la main à ce que les recommandations

qui font l'objet de la présente dépêche ne soient pas perdues de vue à l'occasion.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 474. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 214 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). *Au sujet du mode de payement des créances individuelles des surveillants éloignés du chef-lieu de la colonie.*

Paris, le 20 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, par votre lettre du 16 février dernier, timbrée : Direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau, vous me transmettez une réclamation du sieur N..., surveillant de 2e classe, qui sollicite le payement d'une somme de 154 francs 50 centimes représentant les retenues exercées sur sa solde pour délégation pendant le 4e trimestre 1858, et non payée à sa femme en France, par suite de son départ pour la Guyane. Ce surveillant, éloigné constamment par son service du chef-lieu de la colonie, n'a pu se présenter dans les délais réglementaires à la caisse du trésorier de la Guyane, et, bien que pressé d'argent, se trouve, pour être payé, dans la nécessité d'attendre le nouvel ordonnancement que vous provoquez aujourd'hui.

Le trésorier, à qui vous avez demandé des explications, vous a répondu que le sieur N... aurait pu éviter ce nouveau retard en laissant une procuration à une personne de Cayenne, et vous me signalez, à ce sujet, d'un côté les graves inconvénients qui résulteraient pour les pénitenciers du déplacement des agents qui auraient à toucher des mandats individuels au trésor, et, d'un autre côté, la charge onéreuse qui pèse sur les agents qui, pour éviter un déplacement, se trouvent dans l'obligation de laisser à des tiers des procurations qui sont en outre soumises, aux termes de la loi du 25 ventôse an XI, à un droit d'enregistrement qui s'élève à 50 centimes.

Pour éviter ces inconvénients, je vous autorise, suivant votre demande, à appliquer aux surveillants des pénitenciers le béné-

fice dont jouissent les militaires isolés qui, de même que les conseils d'administration, peuvent donner des procurations sur papier libre au capitaine trésorier de leur corps. L'agent comptable des pénitenciers prendra, en cette occasion, la place du capitaine trésorier, et le visa du fonctionnaire du commissariat chargé de l'administration des pénitenciers, ou, à défaut, celui du commissaire aux revues, sera substitué à celui que les intendants ou sous-intendants militaires ont habitude d'apposer en pareil cas.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 475. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 227. (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). *Au sujet des crédits inscrits au budget du service local pour l'entretien en France des boursiers créoles.*

Paris, le 29 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, un arrêté ministériel du 12 novembre dernier, inséré au Bulletin officiel de l'Algérie et des colonies (n° 48), a eu pour objet de déterminer, en exécution du décret du 10 du même mois, les attributions de chacun des services et bureaux de l'administration centrale de mon département.

Cet acte, en modifiant la précédente organisation, a eu notamment pour effet d'attribuer à des services différents, selon la nature de l'enseignement, le soin de traiter toutes les questions qui se rattachent à l'entretien en France des boursiers coloniaux.

Par suite de ce fractionnement et pour bien apprécier à l'avenir la question de la dépense, il est indispensable qu'en matière de concession de bourses, le chiffre des crédits alloués soit également fractionné par article au budget local, suivant qu'il s'agit de *lycées* et *collèges* ou *d'écoles spéciales*, ces dernières étant, d'ailleurs, distinctement et explicitement désignées par leurs dénominations propres.

Je vous invite donc à pourvoir à ce qu'il soit tenu compte de cette recommandation lors de la préparation de votre prochain budget. Vous voudrez bien, d'ailleurs, m'adresser immédiatement, sous le timbre de la présente dépêche, indépendamment

d'un relevé présentant la décomposition des chiffres inscrits au budget de l'année courante, d'après le système ci-dessus indiqué, un relevé nominatif des jeunes créoles qui seraient actuellement titulaires de bourses aux frais de la colonie dans les *écoles vétérinaires* et *d'arts et métiers*, ou autres se rattachant à l'agriculture ou à l'industrie.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction.

DE ROUJOUX.

N° 476. — *ARRÊTÉ règlant la prime à accorder aux immigrants de toute origine qui contracteront des réengagements dans la colonie* (1).

Cayenne, le 27 avril 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 2 du décret du 13 février 1852 sur les immigrations et les engagements de travail dans les colonies, portant :

« Après l'expiration du nombre d'années de travail qui sera « déterminé par le règlement à intervenir, l'immigrant introduit « soit aux frais, soit avec l'assistance du trésor public ou de la « colonie, aura droit, lorsqu'il n'aura encouru aucune condam- « nation correctionnelle ou criminelle, au passage de retour pour « lui, sa femme et ses enfants non-adultes. »

Vu l'article 37, titre IV du décret du 27 mars 1852;

Vu la dépêche ministérielle du 22 novembre 1859 n° 90, résumant les principes généraux posés dans la dépêche du 30 janvier 1858 (communiquée sous le n° 59);

Considérant que le terme de l'engagement des immigrants africains introduits dans la colonie le 11 novembre 1854, par le navire les *Cinq-Frères*, expire à la fin de cette année; qu'il importe, en prévision des opérations de rapatriement et de réengagement à intervenir, de fixer à l'avance la quotité de la prime à accorder aux immigrants qui consentiront à contracter un nouvel engagement;

Attendu qu'il appartient aux administrations coloniales de fixer la quotité de la prime de réengagement;

---

(1) Cet arrêté a été approuvé par dépêche ministérielle du 26 juin 1860 n° 220, parvenue dans la colonie le 26 juillet suivant.

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,
De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Il sera payé à tout immigrant qui, ayant accompli dans la colonie son temps de travail convenu, contractera un nouvel engagement, savoir :

Pour tout réengagement de 7 ans, une prime de 300 francs; pour tout réengagement au moins de 5 ans, une prime de 200 fr.

Cette prime sera supportée dans la proportion d'un tiers pour les réengagements de 7 ans, et d'une demie pour les réengagements de 5 ans par la caisse de l'immigration.

Le surplus restera au compte de l'engagiste.

Néanmoins la caisse de l'immigration fera l'avance de la part de prime au compte de l'habitant.

Art. 2. La part de prime avancée par la caisse de l'immigration sera remboursée par termes annuels de 100 francs, à compter de la date de l'engagement intervenu.

A cet effet, l'engagiste souscrira une obligation de la somme due en faveur de ladite caisse le jour même de la passation de l'acte d'engagement.

Art. 3. Le payement de la prime aux immigrants aura lieu immédiatement après la signature de l'acte d'engagement.

Il sera effectué à Cayenne par le trésor public, en présence du commisssire de l'immigration ou de son délégué; dans les quartiers, par les commissaires-commandants en présence des syndics des immigrants.

Art. 4. La direction de l'intérieur reste chargée de faire parvenir aux commissaires-commandants dans les quartiers les fonds nécessaires aux primes de réengagements, sur états fournis par le commissaire de l'immigration.

Art. 5. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 avril 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 269.

N° 477. — *DÉCISION qui nomme M. l'enseigne de vaisseau* RATEAU *commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges pendant la durée de l'absence de* M. BABEAU.

Cayenne, le 21 juin 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 31 et 32 du règlement du 10 mai 1855 sur le service intérieur des pénitenciers;

Vu la décision du 26 avril 1853 portant création de l'établissement de Saint-Georges sur la rive gauche de l'Oyapock;

Vu la décision du 5 août 1856 qui nomme M. BABEAU commandant particulier de Saint-Georges;

Vu la nécessité où se trouve M. BABEAU de rentrer en France par suite du mauvais état de sa santé;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. M. RATEAU, enseigne de vaisseau, chargé de diriger les travaux de la machine à vapeur de Saint-Georges, par décision du 1er juin 1860, est nommé commandant particulier de cet établissement pendant la durée de l'absence de M. BABEAU.

Art. 2. M. RATEAU ayant pris le commandement le 19 juin courant, jouira, à partir de cette époque et pendant toute la durée de son commandement, d'une solde de cinq mille deux cent quarante francs imputable de la manière suivante : deux mille cent quatre-vingt-dix francs au compte du service Marine, et trois mille cinquante francs au compte du chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Commandement et direction des pénitenciers).

Il jouira en outre d'une indemnité de frais de bureau de cent vingt francs par an imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 21 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 264.

N° 478. — *DÉCISION qui charge* M. RATEAU, *commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, d'y remplir les fonctions de chef du service administratif et d'officier de l'état civil.*

Cayenne, le 21 juin 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision de ce jour qui nomme M. l'enseigne de vaisseau RATEAU commandant du pénitencier de Saint-Georges ;

Attendu que sur cet établissement, et dans un but d'économie, il a été décidé que le commandant remplirait également les fonctions de chef du service administratif;

Sur la proposition de l'ordonnateur et du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

M. l'enseigne de vaisseau RATEAU, commandant particulier de Saint-Georges, remplira sur cet établissement les fonctions de chef du service administratif et d'officier de l'état civil.

M. RATEAU touchera, comme chef du service administratif, un supplément de *quatre cents francs* par an et une indemnité de frais de bureau de *deux cent quarante francs* imputable au chapitre XVI, article 1^er^, paragraphe 2 (Service pénitentiaire).

L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 21 juin 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 260.

N° 479. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er juillet 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
—— brut.....	*Idem.*	0f 50c		
Café { marchand....	*Idem.*	2 40		
Café { en parchemin.	*Idem.*	2 00		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 00		
Roucou.....	*Idem.*	85c à 90		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	0 10		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 30		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 30 juin 1860.

Les Membres de la commission,

C. LALANNE, GEORGE EMLER.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 282.

N° 480. — *DÉCISION qui nomme président du conseil de révision* M. COLOMB, *lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine.*

Cayenne, le 4 juillet 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le code de justice militaire pour l'armée de mer du 4 juin 1858;

Vu le décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique par l'application aux colonies du code de justice militaire pour l'armée de mer;

Vu la décision du 11 avril 1860 qui nomme M. Dugat, chef d'escadron de gendarmerie, président du conseil de révision ;

Vu la décision du 30 juin dernier, par laquelle M. Colomb, lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine, est appelé à remplir intérimairement les fonctions de commandant militaire,

Décide :

M. Colomb, lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine, commandant militaire par intérim, est nommé président du conseil de révision, en remplacement de M. le chef d'escadron de gendarmerie Dugat.

Cayenne, le 4 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 218.

N° 481. — *ARRÊTÉ réduisant à cinq francs par tête les droits d'abattage du gros bétail destiné au public.*

Cayenne, le 12 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret du 27 décembre 1854 qui autorise le gouverneur de la Guyane française à statuer par arrêtés sur l'assiette, la perception, le tarif et les poursuites en matière de contributions publiques ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1859 portant tarif pour la perception des contributions de toute nature à la Guyane française pendant l'année 1860 ;

Considérant que les fournisseurs de la viande fraîche jouissent, par suite de leur substitution à l'administration, de la modération de droit accordée par l'arrêté du 24 mars 1859 sur l'abattage du gros bétail destiné aux rationnaires de l'État ;

Que dès lors il est juste de faire bénéficier le public de cette disposition ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Et de l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Le public jouira, à partir du 1er juillet courant et

pendant toute la durée du marché passé avec MM. Fabens et Franchi pour la fourniture de la viande fraiche, de la modération de taxe accordée par l'arrêté du 24 mars 1859 sur l'abattage du gros bétail destiné aux rationnaires de l'État.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 12 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 240.

N° 482. — *ARRÊTÉ prescrivant qu'un bourg sera fondé dans le quartier de Montsinéry.*

Cayenne, le 12 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu la lettre de M. le commissaire-commandant de Montsinéry, par laquelle ce fonctionnaire demande, dans l'intérêt de la moralisation et de la centralisation des habitants de cette commune, de créer un bourg sur une portion de terrain appartenant au domaine colonial et sur laquelle sont déjà édifiés la maison commune et un bâtiment servant de logement aux surveillants ruraux et au secrétaire de mairie ;

Considérant la convenance de fonder dans cette partie de la colonie un bourg pour servir de centre de population et pour y créer ultérieurement les établissements publics reconnus nécessaires,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il sera créé un bourg dans le quartier de Montsinéry, sur un terrain appartenant au domaine colonial, de la

contenance de dix-sept hectares soixante-huit ares soixante-sept centiares, situé sur la rive gauche de la rivière de Montsinéry, conformément au plan dressé par la direction des ponts et chaussées, lequel sera annexé au présent arrêté.

Art. 2. Les lots de terrains figurés audit plan pourront être concédés aux habitants qui en feront la demande dans les conditions prescrites par les règlements.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 12 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 242.

N° 483. — *DÉCISION qui nomme M. le lieutenant d'état-major d'infanterie de marine* RONMY *commandant particulier du pénitencier de Saint-Louis du Maroni, en remplacement de M. le lieutenant* LETOULAT, *appelé à d'autres fonctions.*

Cayenne, le 19 juillet 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 31 et 32 du règlement du 10 mai 1855 sur le service intérieur des établissements pénitentiaires ;

Vu la décision du 1er mai 1859 portant création du pénitencier de Saint-Louis sur la rive gauche du Maroni ;

Vu la dépêche ministérielle du 26 janvier 1860 portant passage de M. le lieutenant RONMY à l'état-major de l'infanterie de marine pour être employé au service de la transportation ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Art. 1er. M. le lieutenant RONMY est nommé commandant particulier du pénitencier de Saint-Louis du Maroni, en remplacement de M. le lieutenant LETOULAT, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. Dans cette position, et à partir du jour de sa prise de commandement, M. Ronmy jouira d'un supplément annuel de onze cents francs et d'une indemnité de frais de bureau de deux cent quarante francs par an qui seront imputés au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Commandement et direction des pénitenciers).

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 19 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 250.

Nº 484. — *DÉCISION prescrivant le recensement général de la population de la ville de Cayenne.*

Cayenne, le 20 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833 ;

Vu l'article 16 de l'ordonnance du 11 juin 1839 ;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1849 qui prescrit la formation d'un recensement général de la population de la Guyane française, et notamment l'article 9 ainsi conçu :

« On déterminera ultérieurement, d'après les ordres du gouvernement de la métropole, les époques où ce recensement devra être renouvelé. »

Considérant que ces ordres ne sont point encore parvenus dans la colonie ;

Attendu que le recensement dressé en 1857 ne peut plus être utilement consulté pour l'établissement des rôles de l'impôt personnel, par suite des mutations survenues depuis cette époque dans la population de la ville de Cayenne ;

Vu la nécessité, au double point de vue de l'ordre et des faci-

lités à apporter dans le recouvrement de l'impôt, de pourvoir au renouvellement de cette opération;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Il sera procédé immédiatement au recensement général de la population de la ville de Cayenne par les soins du maire.

Art. 2. Ce recensement sera fait à domicile et par ordre topographique par un employé qui sera désigné à cet effet par le directeur de l'intérieur, auquel s'adjoindra le porteur de contraintes de la ville de Cayenne.

Art. 3. Les propriétaires et locataires de maisons situées dans la ville et les banlieues devront produire toutes les pièces et renseignements pouvant servir à établir avec exactitude les nom, prénoms, âge, état civil, profession et domicile des personnes résidant à quelque titre que ce soit dans lesdites maisons.

Art. 4. L'opération devra être terminée, au plus tard, le 1er octobre prochain, et, dans les quinze derniers jours dudit mois, les états de recensement seront totalisés et arrêtés en double expédition, dont une sera transmise au chef de l'administration intérieure et l'autre restera déposée aux archives de la mairie.

Art. 5. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 248.

Nº 485. — *DÉCISION qui nomme les membres de la commission chargée de dresser le cadastre pour les années* 1861, 1862, 1863.

Cayenne, le 20 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 146 du décret colonial du 30 juin 1835 concernant l'organisation municipale de la Guyane française;

Vu l'article 10 du décret colonial du 11 juillet 1837;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission chargée de dresser le cadastre pour les années 1861, 1862 et 1863;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1er. Sont nommés membres de ladite commission :

MM. le maire de la ville de Cayenne, président;
WACONGNE, conseiller municipal;
DARAMAT, *idem;*
JOSEPH-ADOLPHE, entrepreneur;
VIVRAN, conducteur des ponts et chaussées.

Le sous-chef du bureau de l'administration et du contentieux, secrétaire, ayant voix représentative.

Un délégué du contrôle assistera aux séances de la commission.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 20 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 249.

N° 486. — *ORDRE fixant le programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1860.*

Cayenne, le 26 juillet 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret du 16 février 1852 portant qu'à l'avenir l'anniversaire du 15 août sera seul reconnu et célébré comme fête nationale;

Sur la proposition du commandant militaire et du directeur de l'intérieur,

ORDONNE :

La fête nationale sera célébrée le mercredi 15 août prochain. A cet effet, seront exécutées les dispositions suivantes :

1° La veille, au coucher du soleil, il sera fait une salve de vingt et un coups de canon par la batterie de la Place, pour annoncer la solennité.

Le lendemain 15 août :

2° Cette salve sera répétée au lever du soleil en même temps qu'on arborera au fort le pavillon national, et au moment même, les bâtiments de l'État, ceux du commerce et le Sémaphore se couvriront de leurs pavois pour la journée ;

3° A sept heures et un quart, avant la cérémonie religieuse, le gouverneur passera en revue, sur la place d'Armes, les troupes de la garnison ;

4° Il y aura, à huit heures, messe militaire avec *Te Deum* ; à huit heures moins un quart, MM. les chefs d'administration, les chefs des divers services, les fonctionnaires et employés sous leurs ordres, se rendront à l'hôtel du Gouvernement, pour accompagner le gouverneur à l'église. Il sera fait une nouvelle salve de vingt et un coups de canon au moment où l'on entonnera le *Te Deum*.

5° Les militaires, marins et tous autres individus punis pour fautes légères seront graciés ;

6° Les troupes et les équipages des navires de guerre recevront une ration extraordinaire de vin ;

7° Il y aura danses et jeux publics sur la savane et régates en rade ;

8° Une somme de mille francs, prélevée sur les fonds du service local, sera versée au bureau de bienfaisance de la ville de Cayenne, pour être distribuée par qui de droit en secours aux indigents ;

9° Une dernière salve de vingt et un coups de canon sera faite au coucher du soleil ;

10° Le soir les édifices et les bâtiments publics devront être illuminés, et il sera tiré un feu d'artifice ;

11° La retraite sera battue à neuf heures.

La fête nationale sera célébrée le même jour dans tous les quartiers de la colonie avec le concours des autorités sur les lieux ; elles devront en faciliter les réjouissances.

MM. les chefs d'administration et les chefs de corps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent ordre, qui sera publié et affiché partout où besoin sera, et inséré au Bulletin et à la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 26 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:

Le Commandant militaire, COLOMB.

Le Directeur de l'intérieur, M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 264.

N° 487. — *ARRÊTÉ qui pourvoit au service du pilotage à Cayenne à toute heure du jour et de la nuit.*

Cayenne, le 27 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par celle du 22 août 1833;

Considérant qu'il y a nécessité que le service du pilotage à Cayenne soit assuré à toute heure du jour et de la nuit;

Considérant que les transportés affectés au service du port comme canotiers ne peuvent être employés passé le coucher du soleil;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. L'armement du canot affecté au service du pilotage à Cayenne sera composé de six canotiers libres recrutés parmi les marins inscrits du pays.

Art. 2. La solde mensuelle de ces canotiers sera fixée ainsi qu'il suit :

Canotier patron	45f
Canotiers	40

Art. 3. Ils recevront une ration journalière composée de :

Morue	250g
Couac	750

Ou

Riz	500[g]
Tafia	0[l]12[c]
Tabac	10[g]
Saindoux	10

Art. 4. Cet équipage sera logé à la direction du port.

Le couchage de chaque homme se composera de :

Un hamac en toile ;

Une couverture en laine.

Art. 5. En cas de maladie ou de blessures contractées dans le service, ces hommes seront traités dans les hôpitaux au compte de la colonie.

Dans cette position ils n'auront droit qu'à la moitié de leur solde.

Art. 6. Les dépenses résultant de cet armement seront imputées provisoirement au compte du service local, section II, chapitre II, article 2, Dépenses diverses et imprévues.

Art. 7. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 262.

N° 488. — *ARRÊTÉ portant approbation des comptes présentés par l'administration de la banque, et autorisation de procéder au payement du dividende.*

Cayenne, le 27 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les articles 28 et 30 des statuts de la banque de la Guyane ;

Vu la délibération de l'assemblée générale des actionnaires, en date du 23 juillet 1860 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Les comptes présentés par le directeur de la banque, arrêtés au 30 juin 1860, sont approuvés.

Art. 2. Le dividende revenant aux actionnaires pour le premier semestre de 1860 est fixé à 6 fr. 60 cent. p. 0/0 ou 33 francs par action de 500 francs.

Art. 3. L'administration de la banque est autorisée à payer ce dividende à partir du 1er août prochain.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 257.

N° 489. — *ARRÊTÉ portant recommandation à la clémence impériale en faveur du transporté* Marchet (François), *condamné à la peine de mort par jugement du 2e conseil de guerre.*

Cayenne, le 31 juillet 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par l'ordonnance du 22 août 1833, ainsi conçu :

« En matière criminelle le gouverneur ordonne, en conseil « privé, l'exécution de l'arrêt de condamnation, ou prononce ce « sursis lorsqu'il y a lieu de recourir à notre clémence. »

Vu la dépêche ministérielle du 8 juillet 1859 ;

Vu le jugement rendu le 28 juillet 1860 par le deuxième conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne à la peine de mort le nommé Marchet (François), né le 24 décembre 1824 à Malzien, canton dudit département de la Lozère, transporté de la troisième catégorie, première section (interné sur le pénitencier de l'île-du-Diable), conformément à l'article 223, paragraphe premier du code de justice militaire, pour voie de fait, en service ou à l'occasion du service, envers le surveillant Mégny, son supérieur;

Attendu que le condamné ne s'est pas pourvu en révision dans

les délais prescrits par les articles 171 et 173 du code de justice maritime ;

Attendu que le conseil de guerre n'ayant pas à se préoccuper des qualifications que la loi commune donne aux différentes voies de faits, ni de la perversité de l'intention, n'a pu, lié par l'inflexibilité de la loi, que donner une juste satisfaction à la discipline par l'application rigoureuse de cette loi ;

Que la voie de fait, ainsi qu'il résulte de l'exposé des faits dans le rapport de M. le commandant militaire, a été commise avec une préméditation manifeste envers le surveillant Mégny et n'a cependant occasionné qu'une blessure fermée au bout de 48 heures ;

Considérant que, dans certaines circonstances, lorsque le châtiment n'est pas en rapport avec l'importance de l'acte, c'est à la clémence du chef de l'État qu'il appartient d'intervenir et de modifier ;

Considérant, en outre, que le nommé Marchet, transporté à la Guyane le 1er septembre 1853, en vertu du décret du 1er décembre 1851, n'a aucune condamnation à purger et que l'échelle des punitions intermédiaires qui peuvent lui être infligées (vu le peu de gravité de la blessure), est déterminée par l'article 197 du code de justice militaire du 9 juin 1857 ;

Adoptant au surplus les faits et les motifs développés dans le rapport de M. le commandant militaire,

Arrête :

Article 1er. Le nommé Marchet (François), transporté de la 3e catégorie, 1re section, condamné à mort pour les faits ci-dessus relatés, est recommandé à la clémence de Sa Majesté l'Empereur.

Art. 2. Il sera, en conséquence, sursis à l'exécution de ce condamné jusqu'à l'arrivée des ordres de Sa Majesté.

Art. 3. Le commandant militaire et le commissaire impérial près le deuxième conseil de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 31 juillet 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le commandant militaire par intérim,

COLOMB.

Enregistré au contrôle, registre no 33 des ordres et décisions, f° 277.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 490. — Par dépêche ministérielle du 31 mai 1860 n° 166 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes*, 2e *bureau*), avis est donné de l'approbation par S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, selon les conventions arrêtées avec S. Exc. le ministre de la marine, de la nomination, à la suite des examens passés à Cayenne les 18, 19 et 20 juillet 1859, à l'emploi d'écrivains de la marine de :

MM. Martin (Louis-Charles-Urbain),
Benjamin (Gilles-Sidoine-Alfred),
Décret (Louis-Léon),
Ribeiro (Joseph-René-César-Hippolyte),
Candolle (Ernest-Antoine-Étienne-Polycarpe).

N° 491. — Par dépêche ministérielle du même jour n° 168 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes*, 2e *bureau*), avis est donné du remplacement de MM. Gilbert-Desvallons et Michaux, aides-commissaires de la marine, employés depuis plus de deux ans dans la colonie, par MM. Mussard-Duchaudy et Dufrénil, officiers du commissariat du même grade, appelés à continuer leurs services à la Guyane, d'après leur tour de départ.

N° 492. — Par dépêche ministérielle du 2 juin 1860 n° 171 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes*, 2e *bureau*), il est donné avis que MM. Thaly (Jacques-Henry-Flamet), Audouit (Paul-Edmond-Volcy), chirurgiens de 2e classe, et M. Mesmin (Jules-André-Jérémie), chirurgien de 3e classe de marine, ont été désignés pour servir à la Guyane française, en remplacement de MM. Castillon, Vidal et Bon, officiers de santé des mêmes grades, rappelés en France et rattachés aux ports de la métropole.

N° 493. — Par ordre du 1er juillet 1860, M. Douillard (Edmond), aide-commissaire de la marine, directeur de l'habitation domaniale de Montjoly, a été mis à la disposition de M. le directeur des pénitenciers.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 240.

N° 494. — Par décision du même jour, le sieur Germain (Antoine), a été nommé surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Romain (Similien-Louis-Marie), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 215.

N° 495. — Par décision du 2 juillet 1860, le traitement des sieurs Philibert (Alfred), piqueur, et Goudin (Léonce), écrivain, employés à la direction du génie, a été porté, à partir du 1er juillet courant : pour le premier, de 120 à 150 francs, et, pour le second, de 100 à 120 francs par mois.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 279.

N° 496. — Par décisions du même jour, des congés de convalescence pour France ont été accordés aux religieuses de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, institutrices à Cayenne, dont les noms suivent :

MMmes Collonge (Marie), sœur Magdeleine, supérieure;
Pironneau, sœur Céleste;
Charnay, sœur Augustine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 217.

N° 497. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. Denis (Mathurin), frère de Ploërmel, instituteur à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 216.

N° 498. — Par ordre du 3 juillet 1860, M. Rech (Georges), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur, pour être chargé de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Pupier, chirurgien auxiliaire de 3e classe, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 219.

N° 499. — Par ordres du même jour, le sieur Dessources de Quatreboeufs (Charles), second commis aux vivres de 1re classe,

employé au chef-lieu, a été destiné pour Saint-Laurent du Maroni, où il sera chargé de la comptabilité des vivres, en remplacement du sieur Guitard (Bertrand), premier commis aux vivres de 2e classe, rappelé à Cayenne pour y continuer ses services au magasin des subsistances.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 215.

N° 500. — Par décision du même jour, M. Garret (Bernard-Eugène) a été nommé secrétaire greffier et percepteur des contributions au quartier de Kaw, en remplacement de M. Brissot (Pierre-Bazile), appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 223.

N° 501. — Par décision du 5 juillet 1860, un congé provisoire de convalescence pour France a été accordé au frère laïque Gross, de la congrégation de Jésus, avec autorisation de prendre passage sur le navire du commerce *la Loire*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 223.

N° 502. — Par décision du 7 juillet 1860, M. Couy (Félix) a été révoqué de ses fonctions de commissaire-commandant du quartier d'Approuague.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 245.

N° 503. — Par décision du 9 juillet 1860, les mutations suivantes ont lieu dans le personnel des fonctionnaires et employés de divers quartiers de la colonie, savoir :

M. Quinton-Dupin (Joseph-Agathe), commissaire-commandant du quartier de Mana, passe en la même qualité au quartier d'Approuague, en remplacement de M. Couy (Félix);

M. Bassigny (Eugène-André-René), secrétaire greffier au quartier d'Approuague, passe au quartier de Roura en qualité de secrétaire greffier et de percepteur des contributions;

M. Garret (Bernard-Eugène), secrétaire greffier et percepteur des contributions au quartier de Kaw, passe aux mêmes fonctions au quartier d'Approuague;

M. Voisin (Félix-Lucien), secrétaire greffier au quartier de Mana, est nommé commissaire-commandant dudit quartier;

M. Sy (Henri) est nommé secrétaire greffier et percepteur des contributions au quartier de Kaw;

M. Lalanne (Alfred-Joseph), secrétaire de mairie au quartier du Tour-de-l'Ile, est nommé secrétaire greffier et percepteur des contributions au quartier de Mana.

Enreg. au contrôle, reg. n° 33 des ordres et décisons, f°s 226, 227 et 228.

N° 504. — Par décision du 10 juillet 1860, la démission offerte par M. Rique (Louis) de son emploi d'écrivain à la direction de l'intérieur a été acceptée à compter du 4 courant.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 232.

N° 505. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. Plane, chef de bataillon au 3e régiment d'infanterie de marine, avec autorisation de prendre passage sur le navire du commerce *le Navigateur*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 226.

N° 506. — Par ordres du 12 juillet 1860, M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, a été appelé à prendre la direction du service administratif à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Joubert (Charles-Henry-Alfred), officier du commissariat du même grade, rappelé au chef-lieu, et qui reçoit une nouvelle destination.

Enegistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 230 et 231.

N° 507. — Par décision du même jour, l'indemnité de 500 francs que recevait chaque année le trésorier de la colonie, pour le comptage et le cachetage des sous marqués, est et demeure supprimée à partir du 1er juillet courant.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 252.

N° 508. — Par décision du même jour, il a été accordé à Mme Huchet, femme du distributeur comptable de Sainte-Marie

de la Comté, la cession d'une ration journalière de vivres à charge d'en rembourser la valeur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 279.

N° 509. — Par décision du même jour, le sieur ROSETTE (Hippolyte), distributeur de 1re classe des vivres, employé sur le pénitencier flottant *le Castor* à Kourou, a été nommé deuxième commis aux vivres de 2e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 230.

N° 510. — Par ordre du même jour, il est prescrit à M. ROUAULT-COLIGNY, enseigne de vaisseau, de remettre le 15 du courant le commandement de la goëlette de l'État *la Pourvoyeuse* à M. PONTILLON (Hippolyte-Adolphe), officier de la marine du même grade.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 233.

N° 511. — Par ordres du même jour, il est enjoint à M. PONTILLON (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau, de débarquer, à compter du 15 courant, de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et d'embarquer sur la goëlette de l'État *la Pourvoyeuse*, dont le commandement lui sera remis par M. l'enseigne de vaisseau ROUAULT-COLIGNY (Adolphe-Marie).

M. PONTILLON cessera, à compter du même jour, d'être détaché à l'état-major particulier du gouverneur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, fos 234 et 245.

N° 512. — Par décision du 13 juillet 1860, a été acceptée la démission offerte par M. COUY (Alexandre) de ses fonctions de commissaire-commandant et de percepteur des contributions au quartier de l'Ile-de-Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 232.

N° 513. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. l'abbé MAHÉ (Pierre), curé de Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 238.

N° 514. — Par ordres du 14 juillet 1860, M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), officier de santé auxiliaire de la même classe, qui rentre au chef-lieu après avoir terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 237 et 238.

N° 515. — Par ordres du même jour, M. Royre (Pierre-Gabriel), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Eyrolles (Barthélemy-Joseph-Eugène), officier de santé du même grade, rentrant au chef-lieu après avoir terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 236.

N° 516. — Par ordres du même jour, M. Garnier, chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Dolley (Louis-Victor), officier de santé auxiliaire du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 237.

N° 517. — Par ordres du même jour, M. Castillon (Jean-Baptiste-Henry), chirurgien de 2e classe de la marine, a été chargé du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade, qui a reçu une nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 236.

N° 518. — Par décision du même jour, la sœur Chassie (Eudoxie), de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, destinée pour la Martinique, a été autorisée à prendre la voie du packet pour se rendre dans cette colonie.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 238.

N° 519. — Par décision du 15 juillet 1860, il a été accordé au sieur Bourquin, distributeur du matériel aux îles du Salut,

une ration supplémentaire de vivres pour les besoins de sa famille, à charge d'en rembourser la valeur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 279.

N° 520. — Par décision du même jour, il a été accordé à M. Virgile, conseiller privé suppléant, un congé de six mois, à l'effet de se rendre en France où l'appellent des affaires de famille.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 236.

N° 521. — Par décision du 16 juillet 1860, le transporté de la 1re catégorie Regnier (François), n° 849, concessionnaire à Saint-Laurent (Maroni), et la femme Nourissier (Marie), veuve Audonnet, n° 11, transportée de la même catégorie, tous deux internés sur ledit pénitencier, sont autorisés à contracter mariage.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions f° 242.

N° 421. — Par décision du 18 juillet 1860, le sieur Taupiac (Michel), deuxième commis de la boucherie, a été licencié, par suppression d'emploi, à partir du 1er dudit.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 246.

N° 523. — Par décision du 19 juillet 1860, une indemnité de 3 francs par jour est accordée, jusqu'à nouvel ordre, à titre de traitement de table, à l'employé d'administration et à l'officier de santé détachés à Sainte-Marie de la Comté.

Cette dépense sera supportée par le chapitre XVI, article 1er, paragraphe 7, Dépenses accessoires.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 250.

N° 524. — Par décision du 21 juillet 1860, il est prescrit à la direction du port de fournir quatre transportés, pour l'armement du canot de la douane, toutes les fois que ce service en aura besoin pour aller en rade.

Le supplément alloué à ces canotiers sera acquitté sur les

fonds du service local, paragraphe 2, Administration financière Douanes.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 251.

N° 525. — Par décision du 23 juillet 1860, est continué, à compter du 1er juillet, à la dame URSULE (Henriette), veuve du sieur DUCHATEAU (Joseph), décédé le 27 juin dernier, le secours mensuel de 10 francs que recevait son mari en vertu de la décision du 19 janvier 1856.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 258.

N° 526. — Par décision du 25 juillet 1860, M. BERTILLE (Elphége-Joseph-Pascal) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur à la solde annuelle de 800 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 252.

N° 527. — Par ordre du 26 juillet 1860, M. JOUBERT (Charles-Henry-Alfred), aide-commissaire de la marine, de retour de Saint-Laurent (Maroni), où il remplissait les fonctions de chef du service administratif, a été appelé à continuer ses services au secrétariat de l'ordonnateur.

N° 528. — Par ordre du 27 juillet 1860, M. LÉCHELLE (Honoré-Henri), sous-commissaire de la marine, a été chargé de la direction du détail des travaux et approvisionnements, en remplacement de M. GIRARD (Hippolyte-Auguste), officier du commissariat du même grade, chef du détail des subsistances, qui en était cumulativement chargé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 257.

N° 529. — Par ordres du même jour, M. ANTOINE (Ferdinand), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. WEISSENTHANNER (Alphonse), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 255.

N° 530. — Par décisions du même jour, ont été nommés, en remplacement de M. Couy (Alexandre), démissionnaire, savoir : M. Voisin (Paul-Philibert), géreur de la ferme-pépinière de Baduel, aux fonctions provisoires de commissaire-commandant du quartier de l'Ile-de-Cayenne, avec un supplément annuel de 1,000 francs; et M. Dupré de Geneste (Henry-Laurent), secrétaire de mairie audit quartier, à l'emploi de percepteur des contributions dans la même localité.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 254.

N° 531. — Par décision du même jour, la solde du sieur Sulluy (Alexis), portier du collége de Cayenne, a été élevée de 365 à 500 francs par an, à compter du 1er juin de la même année.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 257.

N° 532. — Par ordre du 28 juillet 1860, M. Cochet-Dubelle (Antony-Scipion-Marie), écrivain de la marine au secrétariat du gouvernement, mis à la disposition de l'ordonnateur, a été appelé à continuer ses services au bureau de la comptabilité centrale des fonds.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 260.

N° 533. — Par décision du 29 juillet 1860, a été acceptée la démission offerte par le sieur Joffroy de son emploi de garde des matières à la direction des ponts et chaussées.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 259.

N° 534. — Par décision du même jour, le sieur Vaumoron (René), agent comptable à la direction des ponts et chaussées, a été nommé provisoirement garde des matières à ladite direction avec un supplément annuel de 300 francs, en remplacement du sieur Joffroy, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 259.

N° 535. — Par décision du 30 juillet 1860, un congé de con-

valescence pour France est accordé à M. DE LA TRANCHADE (Charles-Pierre NORMAND), trésorier payeur de la colonie.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 274.

N° 536. — Par ordres du même jour, M. OLLET (Joseph), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. BARDON, officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 256.

N° 537. — Par ordres du même jour, M. CATEL (Jules), chirurgien de 3e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de M. SOLIGNIAC (Gustave), officier de santé auxiliaire du même grade, rentré au chef-lieu pour cause de maladie.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 257.

N° 538. — Par décision du même jour, le transporté de la 1re catégorie THÉSARD (Louis), n° 3641, concessionnaire à Saint-Laurent (Maroni), et la femme PARCHEMINAL (Marie-Louise), n° 16, transportée de la même catégorie, internés tous deux sur ledit établissement, sont autorisés à contracter mariage.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 263.

N° 539. — Par ordre du 31 juillet 1860, il a été prescrit à M. BONNET (Amédée-Désiré), commis à la direction de l'intérieur, de prendre passage sur le navire du commerce *la Jeune-Pauline*, pour se rendre à la Martinique, à l'effet de recevoir les immigrants chinois que cette colonie doit céder à la Guyane.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 256.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

CAYENNE. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 8.

AOUT 1860.

N° 540. *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Pièces à transmettre au ministre dans le cas de condamnation prononcée contre un membre de la Légion d'honneur, un décoré de la médaille militaire, ou un titulaire de médailles commémoratives.*

Paris, le 26 mai 1860.

Messieurs, indépendamment de l'envoi qui lui est fait d'une expédition de tout jugement portant condamnation contre un membre de la Légion d'honneur, un décoré de la médaille militaire ou d'un ordre étranger, et enfin contre tout titulaire d'une médaille commémorative, M. le grand chancelier de la Légion d'honneur m'a, dans la plupart des cas, demandé communication des dossiers de procédure.

Dans le but de supprimer la correspondance que j'ai par suite à entretenir pour cet objet, j'ai décidé que, chaque fois qu'en exécution des circulaires des 11 mars 1858 (*Bulletin officiel*, page 181) et 6 décembre 1859 (*Bulletin officiel*, page 474), il y aura lieu de me transmettre une expédition de jugement pour la grande chancellerie, il me sera, en même temps, fait envoi du *dossier de la procédure*, à moins qu'il ne s'agisse d'une condamnation *infamante*, qui *entraîne la perte* du droit de porter non-seulement toute décoration, mais encore toute médaille commémorative.

Je mentionne ici que, aux termes de la décision du 17 juin

1859 (*Bulletin officiel*, page 328), l'envoi de tout jugement déclaratif de cette déchéance comportera jonction :

1° Du *brevet* de tout condamné membre de la Légion d'honneur ou décoré de la médaille militaire ;

2° Du *brevet* et des *insignes* de tout condamné décoré d'un ordre étranger ou titulaire de l'une des médailles commémoratives.

Quant aux hommes condamnés seulement à une peine correctionnelle, le retrait, lorsqu'il y a lieu, soit de leurs brevets, soit de leurs insignes, ne peut leur être fait qu'en exécution d'un décret de l'Empereur, rendu dans la forme prescrite par le décret du 24 novembre 1852, relatif à la discipline des membres de la Légion d'honneur.

J'appelle votre attention sur cette distinction, et vous prie de tenir la main à l'exécution de la présente circulaire, dont il devra être pris note en marge des articles 168, 181, 213 et 225 du code de justice maritime.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,
Signé HAMELIN.

N° 541. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 1060 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). *Au sujet de l'envoi en France des boursiers coloniaux ou autres destinés aux lycées de la métropole.*

Paris, le 31 mai 1860.

Monsieur le Gouverneur, en m'accusant réception de mes instructions du 8 novembre 1859 (n° 155), relatives à l'envoi en France des boursiers coloniaux ou autres, vous avez appelé mon attention sur les difficultés que leur exécution vous semble pouvoir présenter à l'égard de ceux de ces boursiers qui sont destinés aux lycées impériaux de la métropole.

Un jeune créole arrivant en France, après avoir dépassé la limite d'âge de la série dans laquelle il aurait été examiné dans la colonie, serait-il obligé de satisfaire aux épreuves de la série supérieure ? Telle est la question que vous posez, ajoutant que le cas auquel vous faites allusion pourrait se produire fréquemment par plusieurs causes, et concluant à ce qu'il soit tenu compte aux candidats, lors d'un second examen, des diverses circonstances qui auraient pu nuire à leur préparation.

D'après les règlements en vigueur pour la collation des bourses coloniales ou impériales dans les lycées de la métropole, les aspirants sont divisés en cinq séries, savoir :

Les aspirants ayant neuf ans accomplis et moins de onze ans, *au 1er octobre de l'année où l'examen est subi ;*

Les aspirants ayant onze ans accomplis et moins de douze ans ;

Les aspirants ayant douze ans accomplis et moins de treize ans ;

Les aspirants ayant treize ans accomplis et moins de dix-sept ans.

Ceux des ces aspirants qui, bien que reconnus admissibles, n'ont pu, faute de vacances, être nommés boursiers dans la limite de l'âge pour lequel le premier examen était valable, doivent naturellement subir, l'année suivante, l'examen correspondant à l'âge qu'ils ont alors. Quant à ceux qui ont été nommés dans la limite susmentionnée, ils ne sont point tenus de se soumettre à de nouvelles épreuves, quelque retard qu'ils mettent à venir prendre possession de la bourse qui leur aurait été accordée.

Je pense, monsieur le gouverneur, que cette explication fera disparaître les appréhensions dont vous m'avez entretenu par votre lettre du 8 novembre précitée.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général,

ALFRED BLANCHE.

N° 542. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 648* (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). *Demande d'envoi des signatures types dont la légalisation peut être demandée au ministère.*

Paris, le 6 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, pour que le service des légalisations puisse être entouré de toutes les garanties, il est indispensable de pouvoir constater sûrement l'autenthicité des signatures apposées sur les pièces qui doivent être soumises à cette

formalité. Aussi ai-je l'honneur de vous demander de me faire parvenir, dans le plus bref délai possible, pour les fonctionnaires placés sous vos ordres, les types des signatures que je puis avoir à légaliser. Une communication semblable devra, à l'avenir, m'être adressée tous les ans, avant l'expiration du 1er trimestre, et je vous recommande tout particulièrement de veiller à ce que l'envoi de ces documents soit fait très-exactement.

Outre ces envois annuels, pour que la collection des types conservés à Paris soit toujours au courant, je vous prie de vouloir bien m'envoyer, à chaque mutation, la signature authentique du nouveau fonctionnaire.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 343. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 230 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Au sujet de la rédaction des projets de budgets du matériel de l'artillerie et du génie.*

Paris, le 28 juin 1860.

Monsieur le Gouverneur, une circulaire en date du 23 février 1853, rappelée par deux autres circulaires des 23 février 1855 et 10 janvier 1859, a prescrit aux administrations coloniales d'envoyer en France les projets de budgets du matériel et de l'artillerie et du génie, à une époque telle qu'ils puissent y parvenir, au plus tard, dans le courant du mois d'octobre de l'année antérieure à celle qui précède l'exercice pour lequel ils sont dressés, c'est-à-dire au moins 15 mois avant l'année à laquelle ils se rapportent.

J'ai eu de nouveau à constater que plusieurs administrations coloniales ont perdu de vue ces recommandations, et quelques-unes d'entre elles ont envoyé des projets de budgets incomplets.

Je vous prie de donner des ordres afin qu'à l'avenir ces projets dressés séparément, pour chacun des services de l'artillerie et du génie, me soient envoyés, *sous le timbre de la présente dépêche*, de manière à ce qu'ils parviennent en France à l'époque indiquée ci-dessus. Vous voudrez bien appeler l'attention de MM. les ordonnateurs et des chefs de l'artillerie et du génie sur la nécessité de fournir tous les renseignements propres à m'éclairer

sur les besoins des services qui leur sont confiés, ainsi qu'une répartition aussi détaillée que possible des sommes demandées.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 344. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 1792 (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime). *États de mutations des marins inscrits dans les quartiers de la métropole. — Renseignements à consigner sur ces états.*

Paris, le 6 juillet 1860.

Messieurs, une circulaire du 18 septembre 1817 a prescrit l'établissement, dans les premiers jours de chaque semestre, d'états nominatifs faisant connaître les mouvements survenus dans nos colonies parmi les marins inscrits appartenant à des quartiers de la métropole.

Ces pièces ne me parviennent pas toujours en double expédition, contrairement aux dispositions de la circulaire précitée, et, le plus souvent, elles ne présentent point tous les renseignements de nature à permettre d'établir les services des marins.

Je vous invite à donner des ordres pour que les états dont il s'agit indiquent désormais, d'une manière précise, 1° le nom et l'espèce du bâtiment d'où provient le marin, le port d'armement, le numéro du rôle d'équipage du navire et la date du débarquement de l'homme dans la colonie;

2° Le lieu et la date de l'embarquement dans ladite colonie, le nom et l'espèce du bâtiment, sa destination, son port d'armement, le numéro du rôle d'équipage et la fonction que remplit le marin à bord du navire.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

Pour ampliation :

Le Directeur de l'administration

ROUFFIO.

N° 545. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 214* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Documents périodiques à fournir par les compagnies de gendarmerie coloniale.*

Paris, le 14 juillet 1860.

Monsieur le Gouverneur, aux termes des règlements, les compagnies et les détachements de gendarmerie du service colonial doivent adresser, à des époques périodiques, certains documents destinés à M. le ministre de la guerre.

Je vous invite à donner des ordres pour que ces documents soient, à l'avenir, transmis tous par votre intermédiaire à mon département, qui en fera le renvoi à celui de la guerre.

Des plaintes me sont adressées sur l'inexactitude avec laquelle quelques compagnies ou détachements envoient certains de ces documents, notamment les états de situation mensuels. Ces derniers ont cependant été réclamés par ma circulaire du 7 septembre 1859. Je vous invite donc à donner des ordres pour que le conseil d'administration de la compagnie de gendarmerie de la Guyane apporte la plus grande exactitude dans l'exécution des prescriptions contenues dans la présente circulaire.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le ministre et par son ordre :

Pour le général Directeur empêché :

Le Directeur de l'administration de l'Algérie,

ZOEPFFEL.

N° 546. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 262* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers). *Demande d'envoi d'un exemplaire du Journal et du Bulletin officiels de la colonie à destination de la Nouvelle-Calédonie.*

Paris, le 14 juillet 1860.

Monsieur le Gouverneur, la séparation de la Nouvelle-Calé-

donie de la colonie de Taïti a eu pour effet de créer de nouvelles exigences de service, et a rendu nécessaire de faire participer cet établissement à tous les avantages dont jouissent celles de nos colonies qui s'administrent par elles-mêmes.

C'est dans ce but que je vous prie de vouloir bien comprendre, désormais, le commandant de la Nouvelle-Calédonie parmi ceux des fonctionnaires coloniaux à qui vous adressez, par mon intermédiaire, le Journal et le Bulletin officiels de la colonie que vous administrez.

Recevez, etc.,

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

Baron DE ROUJOUX.

N° 547. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 236* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau), *prescrivant d'apostiller, pour les hommes mariés, sur les contrôles des compagnies de gendarmerie, la date de la célébration du mariage.*

Paris, le 28 juillet 1860.

Monsieur le Gouverneur, jusqu'à présent les contrôles annuels des compagnies et détachements de gendarmerie des colonies n'ont fait connaître la position de famille des hommes que par la mention (marié ou célibataire) sans indiquer, pour les premiers, la date de la célébration du mariage.

Cette omission présente journellement des inconvénients, notamment lorsqu'il s'agit de constater les droits d'une veuve à la pension de retraite.

En conséquence, M. le ministre de la guerre a décidé qu'à l'avenir la date de la célébration du mariage serait inscrite sur les contrôles annuels à la suite de la mention : *marié.*

Je vous invite à donner des ordres pour que cette inscription

soit faite sur les prochains contrôles avec beaucoup de soin et seulement sur le vu de pièces justificatives.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Général Directeur,

DE CISSEY.

N° 548. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 286 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). *Au sujet du payement des mandats d'articles d'argent.*

Paris, le 30 juillet 1860.

Monsieur le Gouverneur, en vertu d'une décision de l'administration générale des postes, en date du 2 décembre dernier, le talon qui avait été ajouté aux mandats de poste a été supprimé, sans toutefois que cette suppression puisse en suspendre le payement. Cette administration n'avait pas cru devoir porter à la connaissance des trésoriers coloniaux les nouvelles prescriptions relatives à cette modification de service, attendu que le règlement sur le payement des mandats dans les colonies ne fait pas mention du talon.

Toutefois des difficultés s'étant élevées à cette occasion à la Guadeloupe et à la Réunion pour le payement des mandats dont il s'agit, il a paru utile que les trésoriers de nos colonies fussent pourvus de nos règlements métropolitains concernant le service des articles d'argent.

Dans ce but, M. le directeur général des postes m'informe qu'il a fait adresser à ces agents les numéros du Bulletin mensuel et notamment le Bulletin 52, circulaire n° 156, qui renferme les instructions relatives à ce service. Il y a donc lieu de penser qu'au moyen de l'envoi de ces documents, qui doivent être aujourd'hui entre les mains des trésoriers payeurs, les difficultés qui se sont produites pour le payement des mandats de poste adressés aux colonies ne se renouvelleront plus.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT

N° 549. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er août 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
— brut.....	*Idem.*	0f 50c		
Café { marchand....	*Idem.*	2 40		
Café { en parchemin.	*Idem.*	1 60		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 10		
Roucou.....	*Idem.*	0 80		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	0 10		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 30		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er août 1860.

Les Membres de la commission,

GEORGE EMLER, J. WACONGNE, CHAPELLE DE JULLEVILLE.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 268.

N° 550. — *DÉCISION qui nomme M. le lieutenant d'infanterie de marine* LETOULAT *commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. le capitaine* CHATELAIN

Cayenne, le 1er août 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 31 et 32 du règlement du 10 mai 1855 sur le service intérieur des pénitenciers ;

Vu la décision du 22 juillet 1852 portant création d'un établissement pénitentiaire à la Montagne-d'Argent ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires,

Décide :

Article 1er. M. Letoulat, lieutenant d'infanterie de marine, est nommé commandant particulier de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. le capitaine Chatelain, qui reprend son service au régiment.

Art. 2. M. Letoulat jouira dans cette position d'un supplément de quinze cents francs par an et d'une indemnité de frais de bureau de deux cent quarante francs par an imputables au chapitre Ier, article 1er, paragraphe 1er (Commandement et Direction des pénitenciers).

Art. 3. Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 1er août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 264.

N° 551 — *DÉCISION portant modification dans les distributions de vin faites sur les établissements pénitentiaires en ration au personnel libre et en gratification aux transportés.*

Cayenne, le 1er août 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la situation de l'approvisionnement en vin destiné aux rationnaires du gouvernement ;

Vu le retard qu'éprouve l'arrivée des approvisionnements demandés en France pour les besoins du service ;

Considérant qu'il n'y a aucun motif pour maintenir sur les éta-

blissements de la Montagne-d'Argent et de Saint-Georges la ration de vin à un taux plus élevé que dans les autres pénitenciers;

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

AVONS DÉCIDÉ et DÉCIDONS :

Art. 1er. La ration journalière de vin fixée à 75 centilitres pour le personnel libre des pénitenciers de la Montagne-d'Argent et de Saint-Georges est ramenée à cinquante centilitres comme dans les autres établissements pénitentiaires.

Art. 2. Les délivrances de vin faites aux transportés à titre de gratification, en conformité de la décision du 7 décembre 1857, sont suspendues et seront jusqu'à nouvel ordre remplacées par trois centilitres de tafia dans les conditions déterminées par l'article 2 de ladite décision.

Art. 3. Il n'est rien changé aux dispositions édictées par notre décision du 27 décembre dernier, qui accorde 25 centilitres de vin aux transportés employés dans les ateliers comme forgerons et boulangers ou comme infirmiers et cuisiniers dans les hôpitaux des établissements pénitentiaires.

Art. 4. Toutes dispositions relatives à des délivrances de vin dans des conditions autres que celles mentionnées en la présente décision sont rapportées.

Art. 5. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte, qui aura son effet à compter du lendemain du jour où il parviendra sur chaque pénitencier.

Cayenne, le 1er août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,
F. DE GLATIGNY.

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,
CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 285.

N° 552. — *ARRÊTÉ ordonnant l'exécution d'un jugement du 2e conseil de guerre permanent de la colonie qui condamne à la peine de mort le nommé* SEYVET (Joseph), *transporté de la 3e catégorie.*

Cayenne, le 4 août 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifiée par l'ordonnance du 22 août 1833, ainsi conçu :

« En matière criminelle, le gouverneur ordonne, en conseil privé, l'exécution de l'arrêt de condamnation ou prononce le sursis lorsqu'il y a lieu de recourir à notre clémence. »

Vu la dépêche ministérielle du 8 avril 1859 ;

Vu le jugement rendu le 28 juillet 1860 par le 2e conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne à la peine de mort le nommé Seyvet (Joseph), transporté de la 3e catégorie, 1re section, né en 1823 à Bourg-du-Péage, département de la Drôme, conformément aux articles 295, 296, 297, 298 et 302 du code pénal, pour homicide volontaire avec préméditation et guet-apens, sur la personne du nommé Duhem, transporté de la 3e catégorie, 1re section ;

Vu la décision du conseil de révision en date du 4 août 1860 (juridiction près de laquelle le condamné s'était pourvu dans les délais fixés par la loi), qui maintient, à l'unanimité, le jugement rendu par le 2e conseil de guerre permanent ;

Attendu qu'il n'existe ni dans les faits de la cause, ni dans l'application de la loi, ni dans les antécédents du condamné aucune circonstance de nature à motiver un recours en grâce en sa faveur ; que bien plus, le caractère odieux du crime, la nécessité d'un exemple immédiat s'opposent à tout sursis dans l'exécution de la peine prononcée ;

Considérant d'ailleurs qu'il importe à la sûreté générale et à l'avenir des établisssements pénitentiaires que de semblables crimes soient réprimés suivant la rigueur des lois ;

Adoptant, au surplus, les faits et les motifs développés dans l'exposé du commandant militaire,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il n'y a pas lieu de recourir à la clémence de Sa Majesté en faveur du transporté Seyvet.

En conséquence, la condamnation prononcée contre lui, le 28 juillet dernier, sera exécutée à la diligence du commissaire impérial, le lundi 6 août, à 5 heures et demie du matin, au polygone de Cayenne.

Art. 2. Le commandant militaire et le commissaire impérial près le 2e conseil de guerre sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera ainsi qu'au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 4 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:

Le Commandant militaire par intérim,

DUGAT.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 273.

N° 553. — *ARRÊTÉ qui nomme* M. MOURIÉ *conseiller provisoire à la cour impériale et qui prescrit à* M. DE LIGONIER *de reprendre ses fonctions de juge impérial.*

Cayenne, le 4 août 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Attendu que l'arrivée récente à la Guyane française de MM. JANVIER, second substitut, et TOLLIN, juge auditeur, permet de faire cesser les intérims confiés à certains magistrats, et de rendre ces magistrats aux fonctions dont ils sont titulaires;

Vu les articles 61, 126 et 161 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, tels qu'ils ont été modifiés par l'ordonnance du 22 août 1833;

Vu également les articles 109 et 110 de l'ordonnance judiciaire du 21 décembre 1828;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

ARRÊTE :

Article 1er. M. MOURIÉ, conseiller auditeur à la cour impériale et en ce moment juge impérial par intérim, est nommé provisoirement conseiller à ladite cour jusqu'à l'arrivée de M. MUTEREL, appelé par décret du 25 avril dernier à remplacer M. DUPLAQUET.

M. DE LIGONIER, juge impérial, président du tribunal de première instance et présentement procureur impérial par intérim, quittera, à partir de ce jour, la direction du parquet pour reprendre les fonctions dont il est titulaire.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution

du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 4 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Président de la Cour impériale, Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 284.

N° 554. — *DÉCISION qui nomme directeur de la propriété de Montjoly* M. DOUILLARD, *aide-commissaire de la marine.*

Cayenne, le 6 août 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 31 et 32 du règlement du 10 mai 1855 sur le service intérieur des pénitenciers ;

Vu la décision du 26 juin 1860 qui prescrit la remise au service pénitentiaire de l'habitation domaniale de Montjoly ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 1860 qui met M. DOUILLARD, aide-commissaire de la marine, à la disposition du directeur des pénitenciers ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. A compter du 1er juillet 1860, M. DOUILLARD, aide-commissaire de la marine, est nommé directeur de la propriété de Montjoly affectée au dépôt des transportés libérés.

Art. 2. Dans cette position, M DOUILLARD touchera un supplément de quinze cents francs par an et une indemnité annuelle de deux cent quarante francs de frais de bureau imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Commandement et direction des pénitenciers. Sa solde d'aide commissaire de la marine continuera à lui être payée au compte du chapitre XVI, article 1er, paragraphe 2.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exé-

cution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayennne, le 6 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 269.

N° 555. — *DÉCISION réglant les courses d'embarcations annoncées pour le jour de la fête nationale du 15 août, et les prix à accorder.*

Cayenne, le 10 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 26 juillet dernier, fixant le programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1860, en ce qui a trait aux courses d'embarcations dans le port de Cayenne ;

Attendu qu'il y a lieu de déterminer le chiffre des prix à accorder, et de désigner les membres de la commission qui sera chargée de régler les conditions des courses et de décerner les prix,

Décide :

Article 1er. Les prix à distribuer aux joûteurs, à l'occasion des courses d'embarcations qui auront lieu à Cayenne le 15 août 1860, sont arrêtés comme suit, savoir :

1er prix, cent vingt francs.....	120f 00
2e prix, cent francs.....	100 00
3e prix, quatre-vingts francs.....	80 00
Il est en outre alloué une somme de vingt-cinq francs pour frais d'installation.....	25 00
Ensemble.....	325 00

Cette dépense de 325 francs sera supportée par le service local.

Art. 2 Les conditions de détail, spéciales aux régates dont il

s'agit, sont celles adoptées pour les années précédentes, et qui seront publiées à la suite de la présente décision.

Art. 3. Sont nommés membres de la commission chargée de régler les conditions des courses et de remettre les prix :

MM. le commissaire de l'inscription maritime ou son représentant;

le capitaine de port;

Guibert, enseigne de vaisseau, commandant de *l'Économe;*

Dupin, sous-chef de bureau à la direction de l'intérieur;

Burot, capitaine du navire de commerce *la Marie-Claire.*

Art. 4. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera insérée dans la Feuille officielle de la colonie.

Cayenne, le 10 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 306.

CONDITIONS pour les courses d'embarcations dans le port de Cayenne.

Article 1er. Les embarcations de toute espèce pourront prendre part aux courses; elles devront être réunies à 3 heures et demie précises du soir devant le quai du magasin général, et avoir été préalablement inscrites au port.

Art. 2. L'aviso à vapeur *le Surveillant* sera rapproché du quai du magasin général, pour servir de point de départ aux courses et recevoir à son bord la commission.

Art. 3. Le sort déterminera les places que les embarcations devront occuper pendant les courses.

Art. 4. Seront écartées des courses les embarcations qui ne seraient pas en bon état, et dont les hommes n'auraient pas une tenue convenable.

Art. 5. La distance à parcourir est ainsi réglée :

Partir d'un point qui sera indiqué au quai, doubler le chalan

ou l'embarcation qui sera mouillée au large, et revenir au point de départ.

Art. 6. Il y aura trois courses.

Les prix à décerner ont été fixés comme suit :

Première course..... 120 fr.
pour toute espèce d'embarcations avec l'armement qui leur est propre ;

Deuxième course..... 100 fr.
pour les embarcations à la pagaie seulement ;

Troisième course..... 80 fr.
pour les embarcations à l'aviron seulement.

Art. 7. L'embarcation qui aura obtenu le premier prix de 120 francs ne pourra plus concourir.

Art. 8. La première course aura lieu à 4 heures précises du soir.

Pour chaque course, le signal sera donné par un coup de perrier tiré de l'aviso à vapeur à bord duquel siégera la commission.

Art. 9. Les embarcations ne devront ni se gêner entre elles, ni chercher à se nuire dans leur marche.

Celles qui seraient reconnues avoir voulu en agir ainsi seront exclues du concours.

Nota. — Les baleinières seront exclues des courses d'embarcations à la pagaie ; y seront seuls admis les canots de pêche et autres de même construction.

Conformément au programme de la fête nationale du 15 août, les pêcheurs et les propriétaires d'embarcations qui voudront prendre part aux courses de pirogues et canots annoncées pour le mercredi 15, à 4 heures précises du soir, dans le port, devront se faire inscrire à la direction du port le même jour avant midi.

Les embarcations des bâtiments de la flotte, de la direction du port et des navires du commerce sont admises à concourir.

N° 556. — *DÉCISION qui rapporte certaines dispositions contenues dans celle du 1er août 1860, relative aux distributions de vin sur les pénitenciers.*

Cayenne, le 14 août 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 1er de ce mois portant modification dans les distributions de vin sur les pénitenciers ;

Considérant que de nombreux arrivages de ce liquide se sont effectués pour le service dans la colonie, et qu'il n'y a plus lieu d'en supprimer la distribution aux transportés à titre de gratification ;

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

AVONS DÉCIDÉ et DÉCIDONS :

Article 1er. La décision du 1er août 1860 portant modification dans les distributions de vin sur les pénitenciers est rapportée en tout ce qui est contraire aux dispositions qui suivent.

Art. 2. Les délivrance de tafia à titre de gratification, substituées à celles de vin par la décision du 1er août 1860, sont remplacées par des distributions de vin, en conformité de la décision du 7 décembre 1857.

Art. 3. Les dispositions contenues dans la décision précitée du 7 décembre 1857, en ce qui concerne la proportion des gratifications, sont formellement rappelées à MM. les commandants de pénitenciers et chefs de service administratif.

Art. 4. Sont maintenues les dispositions de l'arrêté du 1er août 1860 qui fixent la ration de vin à allouer au personnel libre à Saint-Georges et à la Montagne-d'Argent.

Art. 5. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 14 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 290.

N° 557. — *DÉCISION portant nominations et promotions dans le corps militaire des surveillants, pour les établissements pénitentiaires de la Guyane.*

Cayenne, le 14 août 1860.

Le GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les articles 2, 3, 5, 6 et 7 du règlement du 22 avril 1854 sur l'organisation du corps militaire des surveillants ;

Vu les vacances existantes dans l'effectif réglementaire de ce corps ;

Considérant qu'il y a lieu de récompenser le zèle et l'activité déployés par plusieurs sous-officiers du corps militaire des surveillants, dont le service est devenu extrêmement pénible par suite des vides nombreux qui se sont produits depuis deux ans ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. La solde annuelle des surveillants de première classe dont les noms suivent est portée de 2,100 à 2,300 francs :

CLASQUIN (Gérasime), numéro matricule 70, décoré de la médaille militaire, surveillant chef à bord du *Gardien ;*

LEPHAY (Isidore-Fidélis), numéro matricule 139, surveillant chef à l'îlet la Mère.

Art. 2. La solde annuelle des surveillants de deuxième classe dont les noms suivent est portée de 1,600 à 1,800 francs :

LABALEN (Simon-Marie), numéro matricule 115 ;
GRANDVOINET (Joseph), numéro matricule 132 ;
MARNAY (Philibert-Jean-Baptiste), numéro matricule 281 ;
GIANSILY (Don-Pierre), numéro matricule 179 ;
COUZIN (Georges), numéro matricule 249 ;
CHARLIER (Joseph-Marie), numéro matricule 324 ;
LARS (Charles-Marie), numéro matricule 221 ;
JOLIVET (Alexandre-Louis), numéro matricule 255 ;
LACROIX (François), numéro matricule 270 ;
SAILLARD (Pierre-Antoine), numéro matricule 286,
BOURLET (François), numéro matricule 334 ;
CAILLOUX (Claude), numéro matricule 302 ;
RULHMANN (Charles), numéro matricule 337 ;
GODON (François), numéro matricule 254.

Art. 3. Les surveillants de deuxième classe dont les noms suivent sont promus au grade de surveillants de première classe avec solde annuelle de 2,100 francs :

LACOUR (Sicaire), numéro matricule 196, ex-sergent d'infanterie de marine, fonctionnaire surveillant chef à bord de *la Proserpine ;*

GROS (Paulin), numéro matricule 322, ex-maréchal des logis fourrier aux dragons de la garde, fonctionnaire surveillant chef à la Montagne-d'Argent.

Art. 4. Les surveillants de troisième classe dont les noms

suivent sont promus au grade de surveillants de deuxième classe avec solde annuelle de 1,600 francs :

Sénès (Antoine-Marius), numéro matricule 191, détaché à la Montagne-d'Argent ;

Morisson (Auguste), numéro matricule 333, détaché à bord de *la Proserpine ;*

Gueguen (Eugène-Louis), numéro matricule 345, détaché à Saint-Louis ;

Cancé (Jean-Pierre), numéro matricule 293, détaché à bord du *Gardien ;*

Boillay (Charles), numéro matricule 282, détaché à bord du *Gardien.*

Macqueron (Florentin-Isidore), numéro matricule 67, détaché aux îles du Salut.

Gloaguen (Jean-Pierre), numéro matricule 119, détaché aux îles du Salut ;

Cagne (François), numéro matricule 317, détaché à bord de *la Proserpine ;*

Massé (Auguste), numéro matricule 269, détaché à Saint-Georges ;

Saget (Henri), numéro matricule 346, détaché à bord du *Gardien ;*

Chaboty (Antoine), numéro matricule 248, détaché à bord du *Gardien.*

Art. 5. Ces nominations et promotions compteront du mercredi 15 août 1860.

Art. 6. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision, qui devra être enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 14 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 283.

N° 558. — *DÉCISION accordant, à l'occasion de la fête nationale du 15 août 1860, aux transportés internés sur les pénitenciers, une ration extraordinaire de vingt-trois centilitres de vin.*

Cayenne, le 14 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Décide :

A l'occasion de la fête nationale du 15 août, les transportés internés sur les pénitenciers recevront une ration extraordinaire de vingt-trois centilitres de vin.

Sont exceptés de cette gratification les hommes à l'hôpital et ceux des pelotons de correction.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIERE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 280.

N° 559. — *ORDRE qui fixe les jours et heures de l'abattage des animaux de boucherie destinés aux divers services.*

Cayenne, le 18 août 1860.

Nous Ordonnateur de la Guyane française,

Vu le deuxième paragraphe de l'article 2 du règlement du 30 juin 1860 sur le service de la boucherie du gouvernement, lequel soumet ce service aux règlements municipaux concernant la boucherie civile ;

Considérant qu'il y a nécessité, tant dans l'intérêt des entrepreneurs que dans celui de l'État, que les animaux puissent être toujours visités par le médecin vétérinaire du gouvernement avant l'abattage ;

Que ce droit résulte en outre de la surveillance générale que l'administration est chargée d'exercer sur le service de ladite boucherie,

Avons ordonné et ordonnons :

Article 1er. Sauf les cas d'urgence dûment constatés par le chef du service des subsistances, et dont le médecin vétérinaire devra être informé, l'abattage des animaux de boucherie destinés aux divers services, en exécution des dispositions de l'article 1er du règlement du 30 juin 1860 précité, devra avoir lieu aux heures suivantes, savoir :

Dimanche, Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi	à 1 heure et demie de relevée.
Mercredi, Samedi	à midi et demi.

Le présent ordre de service sera affiché dans la boucherie du gouvernement et enregistré partout où besoin sera.

Le commissaires aux subsistances et le médecin vétérinaire du gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Cayenne, le 18 août 1860.

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 286.

N° 560. — *DÉCISION réglant le nombre des porteurs de contraintes dans les quartiers de la colonie.*

Cayenne, le 20 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 30 du règlement annexé à l'arrêté du 28 mai 1860;

Ayant à régler le nombre des porteurs de contraintes chargés, dans les quartiers de la colonie, d'exercer les poursuites en matière de contributions directes et assimilées;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Il y aura un porteur de contraintes pour chacun des quartiers de la colonie.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie

Cayenne, le 20 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 290.

N° 561. — *ARRÊTÉ établissant la proportion dans laquelle la caisse de l'immigration et les colons devront contribuer au payement de la prime pour l'introduction dans la colonie d'un convoi de cent immigrants chinois.*

Cayenne, le 21 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret du 13 février 1852 qui statue sur les immigrations dans les colonies françaises et sur les engagements et la police du travail ;

Vu la dépêche de M. le gouverneur de la Martinique, en date du 26 juin 1860 n° 93 ;

Attendu qu'en prévision de l'arrivée dans la colonie d'un convoi de cent immigrants chinois, il convient d'établir la proportion dans laquelle la caisse de l'immigration et les colons devront concourir au payement de la prime d'introduction à la maison Gastel, Assier et Malavois ou à son représentant ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il sera payé, par la caisse de l'immigration, à la maison Gastel, Assier et Malavois ou à son représentant, pour chaque immigrant chinois adulte introduit, et après son placement chez un engagiste, la somme de 659 fr. 60 cent.

Art. 2. Il sera également payé par l'engagiste à la susdite maison ou à son représentant, au moment du transfert de l'immigrant, pour chaque individu adulte, la somme totale de 211 fr. 80 cent., dont 150 francs pour complément de prime, et 61 fr. 80 cent. pour avances faites à l'engagé et remboursables par lui au moyen d'une retenue mensuelle sur son salaire, ci. 211f 80c.

Il demeure entendu que l'engagiste devra toujours rapporter au commissaire spécial de l'immigration, et avant la remise du contrat d'engagement, un certificat de la maison Gastel, Assier et Malavois ou de son représentant, constatant qu'il s'est libéré envers cette maison ou qu'il est agréé par elle.

Art. 3. La caisse de l'immigration sera remboursée de ses avances au moyen d'obligations souscrites au moment de la remise du contrat d'engagement et payables en huit annuités de 82 fr. 45 cent. chacune.

Art. 4. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré au Bulletin et à la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 21 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 292.

N° 562. — *ARRÊTÉ portant création d'une prime à allouer pour les plantations de caféiers et de cacaoyers.*

Cayenne, le 21 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Considérant que la vileté du prix du girofle et du roucou, principales denrées d'exportation de la colonie, exige dans l'intérêt de tous la transformation de ces cultures ;

Considérant que le café et le cacao peuvent, par les prix élevés qu'ils obtiennent sur les marchés métropolitains, remplacer avantageusement ces deux premières denrées, et aider la colonie

à se relever des pertes considérables qu'elle éprouve depuis plusieurs années ; qu'il est dès lors du devoir de l'administration d'encourager, par tous les moyens en son pouvoir, ces cultures ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Une prime est allouée pour encourager la plantation du caféier et du cacaoyer.

Art. 2. Cette prime sera acquise aux premiers soixante mille pieds de caféiers qui seront plantés à dater de la publication du présent arrêté et dans les conditions qui y sont réglées.

Art. 3. Tout propriétaire ou chef d'exploitation agricole qui voudra obtenir la prime devra en faire par écrit la déclaration au commissaire-commandant de son quartier, afin de prendre son rang d'inscription.

Ces déclarations devront indiquer l'étendue et la nature des terrains destinés à recevoir les plantations ; elles seront transmises à l'administration de l'intérieur et transcrites sur un registre par ordre de date.

Toute déclaration qui n'aurait pas reçu son exécution dans le cours d'une année sera considérée comme nulle et rayée du registre.

Art. 4. Pour avoir droit à la prime les plantations de caféiers devront être établies sur un terrain mesurant une étendue au moins de deux hectares, et ne devront pas contenir plus de mille plants par hectare. Elles seront faites avec régularité et les jeunes arbustes devront, suivant l'usage, être abrités.

Art. 5. La prime de dix centimes par pied de caféier mis en terre ne sera acquise que pour les plants ayant au moins un an de plantation, et qui seront reconnus se trouver dans un bon état d'entretien.

Art. 6. Il sera formé dans chaque quartier de la colonie une commission qui sera chargée de se transporter sur les habitations où il aura été fait de nouvelles plantations de caféiers, à l'effet de constater l'état de ces plantations et de proposer, s'il y a lieu, la prime qui sera acquise.

Cette commission sera composée du commissaire-commandant du quartier, du chef de la brigade de gendarmerie et d'un habitant notable du quartier désigné par le directeur de l'intérieur. Dans les quartiers où il n'existerait pas de brigade de gendar-

merie, le chef de brigade sera remplacé par le secrétaire de la mairie.

Art. 7. Tout propriétaire ou chef d'exploitation agricole qui croira remplir les conditions pour avoir droit à la prime, en donnera connaissance au commissaire-commandant du quartier. Ce fonctionnaire réunira la commission, qui se transportera sur l'habitation indiquée, à l'effet de visiter les cultures pour lesquelles la prime est réclamée.

Si ces cultures sont en bon état et réunissent toutes les conditions prescrites, la commission en dressera procès-verbal et proposera l'allocation de la prime. Ce procès-verbal sera adressé au directeur de l'intérieur qui prendra les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

Art. 8. Une nouvelle prime de quinze centimes par pied sera accordée pour les plantations qui, ayant obtenu la prime de première année, compteront trois années d'existence, et seront constatées être de belle venue et en bon état d'entretien.

Il sera procédé pour cette constatation ainsi qu'il est dit à l'article qui précède.

Art. 9. La prime pour les plantations de cacaoyers sera de vingt centimes par pied. Elle sera acquise aux premiers trente mille pieds qui seront plantés après la publication du présent arrêté, sous la condition de rigueur que chaque hectare de terrain mis en culture ne contiendra pas plus de six cents arbustes.

Une nouvelle prime de trente centimes sera acquise, dans les conditions de l'article précédent, aux cacaoyers qui auront atteint leur troisième année.

Art. 10. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré au contrôle et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la Guyane.

Cayenne, le 21 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 293.

N° 563. — *ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit de 9,798 francs 60 centimes sur l'exercice 1860, pour payement de dépenses de l'exercice clos 1859.*

Cayenne, le 21 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que diverses sommes n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice 1859 par suite de retards dans la production des titres ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848 concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il est ouvert un crédit supplémentaire de *neuf mille sept cent quatre-vingt-dix-huit francs soixante centimes* sur l'exercice 1860, au titre : Dépenses sur exercice clos, qui sera réparti entre les différents chapitres et articles que ces dépenses concernent suivant le détail ci-après, savoir :

(Section 1re, chapitre 1er, article 4.)

1° Au trésorier de la colonie, pour remboursement de somme payée en France pour délégations des trois derniers trimestres 1859 de M. Dérussat, commissaire-adjoint de la marine, chef du bureau de l'administration et du contentieux....	599f 99
2° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour délégations des trois derniers trimestres 1859 de M. Raymond, écrivain de la direction de l'intérieur.....	62 50
3° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour délégation du 4e trimestre 1859 de M. Giraud, commissaire-commandant de Roura.....	60 00
4° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour délégation du 4e trimestre 1859 du sieur Valette, concierge des prisons.....	50 00
A reporter.....	772 49

Report..... 772' 49

5° Au même, pour remboursement de somme payée en France au supérieur des frères de Ploërmel pour abonnement, pendant le 2e semestre 1859 avec la congrégation, pour l'entretien au complet du nombre des frères nécessaires à la Guyane..... 1,400 00

6° Au même, pour remboursement de somme payée en France à la supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph pour abonnement, pendant le 2e semestre 1859, pour l'entretien au complet du nombre des sœurs nécessaires à la Guyane..... 1,800 00

7° A M. Loeffler, pour vivres fournis en décembre 1859 aux détenus de la geôle de Sinnamary..... 16 50

8° A M. Maure, maréchal-des-logis de gendarmerie, pour vacations acquises en novembre 1859..... 24 00

(Section 2e, chapitre Ier, article 4).

9° Au trésorier de la colonie, pour remboursement de somme payée en France pour délégation des trois derniers trimestres 1858 de M. Brunetti, aumônier du collége..... 750 00

10° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour délégation du 1er trimestre 1859 de M. Brunetti..... 250 00

(Section 2e, chapitre II, article 3.)

11° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Faure-Beaulieu pour transport de colis en 1859..... 78 18

12° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Ernest Panckoucke, pour montant de deux abonnements au *Moniteur universel* en 1859.... 122 68

13° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Nicolas, chirurgien délégué d'immigration sur le navire *le Méridien*, pour supplément, frais de passage, etc., acquis en 1859..... 3,030 09

14° Au même, pour remboursement de somme payée en France aux proviseurs des lycées de Bordeaux et de Brest pour pensions de deux élèves boursiers en 1859. 855 67

15° Au même, pour remboursement de somme payée

A reporter..... 9,099 61

Report.....	9,099f 61
en France au commandant du dépôt de remonte de Fontenay-le-Comte, pour remboursement de la valeur des effets de harnachement cédés à la compagnie de la gendarmerie de la Guyane.....	67 63
16° Au même, pour remboursement de somme payée en France au receveur de l'asile des aliénés de Marseille pour frais de traitement du sieur Magy en 1859.....	246 60
17° Au même, pour remboursement de somme payée en France à l'agent général des compagnies des chemins de fer pour transport de colis en 1859	289 09
18° A M. Yo Roméo, pour transport à Mana en 1858 de quatre lépreux.....	60 00
19° A M. Loeffler, pour indemnité pour significations de citations faites à la requête du ministère public en 1859.....	35 67
Total.....	9,798 60

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 21 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 298.

N° 564. — *DÉCISION qui ouvre un concours pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.*

Cayenne, le 24 août 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 7 du décret du 23 décembre 1857, concernant la réorganisation des directions de l'intérieur aux colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1853, portant application au service colonial des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mai 1853, qui ont réglé les conditions d'admission à l'emploi d'écrivain dans le commissariat de la marine;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Un concours pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur sera ouvert à Cayenne le lundi 5 novembre prochain, à deux heures de relevée, et jours suivants, dans une des salles de la direction de l'intérieur.

Les candidats se feront inscrire sur une liste ouverte au secrétariat du gouvernement à Cayenne, et qui sera close le 31 octobre, à cinq heures de l'après-midi.

Ils devront, en se faisant inscrire, déposer les pièces suivantes:

1° Une expédition de leur acte de naissance;

2° Un certificat constatant les services qu'ils auraient rendus dans l'une des carrières publiques.

Nul ne sera admis à concourir s'il n'a, en outre, justifié qu'il est Français ou naturalisé Français, et s'il n'est âgé de 16 ans révolus.

L'examen aura lieu dans les conditions des articles 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 15 mai 1853 et de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 octobre 1853.

Le nombre des emplois est fixé à quatre. Les écrivains aujourd'hui employés à titre provisoire qui ne se présenteront pas au concours ou qui ne satisferont pas aux épreuves de l'examen de manière à être déclarés admissibles, seront licenciés pour faire place à ceux admis.

Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée au Bulletin et à la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 24 août 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 291.

PROGRAMME de l'examen pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.

EXTRAIT DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 15 MAI 1853.

.....

ART. 5. Les examens sont divisés en deux parties :

La première comprend les compositions écrites ou épreuves préliminaires;

La seconde, les questions orales.

Compositions écrites :

Les sujets à traiter par écrit sont les mêmes pour tous les candidats du port;

Ils se composent :

1° D'une dictée d'au moins trois pages, laquelle devra contenir un certain nombre de difficultés de la langue française;

2° D'un problème d'arithmétique avec ses développements.

Les compositions ont lieu en commun, sous la surveillance d'un des membres du jury:

Elles emploient deux séances.

Il est accordé :

Deux heures pour la dictée;

Deux heures pour la résolution du problème d'arithmétique.

Pendant la durée des séances, il est interdit aux candidats, sous peine d'exclusion de l'examen, d'avoir aucune communication avec le dehors et de consulter aucun livre ni cahier.

Les compositions, après avoir été signées par les candidats, sont soumises au visa du membre de la commission qui a surveillé le travail; elles sont ensuite remises au président, qui les fait placer sous enveloppe.

La commission d'examen se livre sans délai à l'appréciation du mérite des compositions, qui sont cotées, ainsi que l'écriture, de 0 à 20 (nul, 0; mal, 5; assez bien, 10; bien, 15; très-bien, 20).

Tout candidat dont les deux compositions et l'écriture ont reçu un chiffre total d'appréciation inférieure à 30 est éliminé de l'examen; les autres candidats sont admis aux épreuves orales.

ART. 6. Les épreuves orales portent sur :

La grammaire française;

L'arithmétique, y compris les proportions et l'extraction des racines carrées et cubiques;

La géographie ancienne et moderne.

L'ensemble des réponses aux questions orales, sur chacune des matières ci-dessus déterminées, est apprécié par la commission par des chiffres de 0 à 20, comme il est dit plus haut.

.....

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 565. — Par dépêche ministérielle du 6 juin 1860 n° 6995 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau*), avis a été donné de la nomination définitive de M. Poupon (Charles-Laurent-Théophile) comme avoué près la cour impérial et le tribunal civil de la colonie, en remplacement de M. Dunezat, nommé notaire au même lieu.

N° 566. — Par dépêche ministérielle du 30 juin 1860 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), M. Daube, pharmacien de 3e classe de la marine, qui a fini son temps de service colonial, est autorisé à rentrer en France, par la première occasion, pour subir les épreuves du concours prochain.

N° 567. — Par dépêche ministérielle du 11 juillet 1860 n° 7438 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau*), il a été accordé à M. Habasque, conseiller à la cour impériale de la Guyane, un congé de six mois avec deux tiers du traitement d'Europe, à partir du jour de son débarquement en France.

N° 568. — Par dépêche ministérielle du 14 juillet 1860 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), avis est donné que, par décret impérial en date du 25 juin dernier, M. Chardon (Augustin) a été nommé garde d'artillerie de 2e classe et destiné pour la Guyane, où il remplacera M. Peuget, garde du même grade, déjà rappelé de la colonie.

N° 569. — Par dépêche ministérielle du 21 juillet 1860 n° 219 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que le sieur Lévesque (Alphonse-Auguste), surveillant de 3e classe des établisse-

ments pénitentiaires de la Guyane, qui se trouvait en congé de convalescence en France, est décédé à Paris le 18 mai dernier.

N° 570. — Par dépêche ministérielle du 24 juillet 1860 n° 224 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 12 du même mois, M. Henry (Paul-Henry), écrivain de la marine à la Guyane, a été nommé commis entretenu de la marine et destiné à servir en cette qualité dans les établissements de la Côte-d'Or et du Gabon.

N° 571. — Par dépêche ministérielle du 24 juillet 1860 n° 229 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 5 juillet 1860, M. le ministre de la guerre a approuvé le passage de M. Gonnot, lieutenant de la garde de Paris, à la résidence de Kourou (Guyane française), en remplacement de M. Coste, sous-lieutenant dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane, décédé le 16 juin dernier à l'hospice civil de Blois (Loir-et-Cher).

N° 572. — Par dépêche ministérielle du 26 juillet 1860 n° 232 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 29 juin dernier, M. le ministre de la marine a décerné au sieur Gustave Élisabeth, patron de la goëlette *la Jeune-Adélie*, une médaille de 2e classe en argent pour traits de courage et de dévouement.

N° 573. — Par dépêche ministérielle du 30 juillet 1860 n° 284 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau*), avis est donné que M. Emler (Nicolas-Georges), détaché à la direction de l'intérieur de la Guyane et actuellement en congé de convalescence en France, a été, à compter du 19 juillet 1860, destiné, sur sa demande, à servir à l'île de la Réunion, dans le nouveau grade de commis de marine auquel il a été promu.

N° 574. — Par dépêche ministérielle du 31 juillet 1860 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes,*

2e *bureau*), avis est donné de la destination pour la Guyane du sieur Picon (Fortuné), ancien chef d'équipe à l'armée d'Italie, pour remplir un emploi de distributeur du matériel.

Cet agent qui remplacera numériquement le sieur Boivin, révoqué, recevra une solde de 600 francs sur le pied d'Europe et 1,200 sur le pied colonial, outre la ration et le logement.

N° 575. — Par dépêche ministérielle du 31 juillet 1860 n° 238 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), a été approuvée la nomination du sieur Cyrille (Philis-Joseph-Sigismond) à un emploi de surveillant de 3e classe pour les établissements pénitentiaires de la Guyane, nomination qui avait eu lieu provisoirement et sauf confirmation par S. Exc. le ministre.

OMISSION DU MOIS DE JUILLET 1860.

N° 576. — Par décision du 27 juillet 1860, M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de marine, a été autorisé à contracter mariage avec Mlle Martial (Laure-Léontine-Adèle).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 265.

N° 577. — Par décision du 1er août 1860, la rétribution mensuelle du sieur Claude (Nicolas), conducteur de travaux agricoles à Saint-Laurent (Maroni), fixée à 75 francs par décision du 15 septembre 1858, a été portée, à compter du 1er mai 1860, au chiffre de cent francs, imputable au chapitre XVI, article 2, paragraphe 5.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 280.

N° 578. — Par décision du même jour, le sieur Véroti (Moïse) a été nommé archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Bibert (Charles-Tancrède), révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 268.

N° 579. — Par commission du sous-inspecteur chef du ser-

vice des douanes à la Guyane, du même jour, le sieur Martin (Thomas-Alfred) a été nommé préposé matelot des douanes.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions f° 267.

N° 580. — Par décision du même jour, un congé de deux mois a été accordé à M. Brandt, commis greffier à la cour impériale de la Guyane, pour aller à la Martinique prendre les eaux thermales des pitons, avec jouissance de la moitié de son traitement colonial, calculé à raison de 1,500 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 259.

N° 581. — Par ordre du 4 août 1860, M. Rech (Georges), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été chargé de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Pupier (Pierre-Auguste) chirurgien auxiliaire de 3e classe, rappelé au chef-lieu.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 265.

N° 582. — Par ordre du même jour, le sieur Démazure (Eugène-François), magasinier de 3e classe, a été appelé à continuer ses services à Saint-Louis (Maroni), où il centralisera la comptabilité du matériel et des vivres, en remplacement du sieur Blanchard, deuxième commis aux vivres de 1re classe, qui cessera les fonctions de comptable et restera seulement chargé de la cambuse et de la surveillance de la distribution des vivres.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 268.

N° 583. — Par décision du 6 août 1860, le nommé Suzon (Gustave), ouvrier d'art, a été envoyé sur l'habitation domaniale *la Gabrielle*, pour y effectuer divers travaux de réparations.

Pendant tout le temps qu'il y sera employé, cet ouvrier recevra une solde journalière de 3 francs, les dimanches et jours fériés exceptés.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 267.

N° 584. — Par décision du 8 août 1860, M. d'Heureux, sous-commissaire de la marine, nommé contrôleur colonial aux îles Saint-Pierre et Miquelon, a été autorisé à se rendre en France, aux frais de l'Etat, par la voie des paquebots à vapeur anglais.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 273.

N° 585. — Par décision du 9 août 1860, M. Brissot (Pierre-Bazile), commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, a été nommé aux mêmes fonctions au quartier de Kaw, en remplacement de M. Favard (Jacques), décédé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 280.

N° 586. — Par décision du 10 août 1860, le sieur Duverge (Pierre), ex-gendarme, employé comme piqueur à la direction du génie, a été nommé, à compter du 11, à un emploi de surveillant de 3e classe dans le corps militaire des surveillants pour les établissements pénitentiaires de la Guyane, sauf l'approbation du ministre.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 278.

N° 587. — Par décision du même jour, il a été alloué au sieur Félix Pascal, piqueur des ponts et chaussées, chargé de la direction et de la surveillance des travaux à exécuter par les transportés sur la route de Kourou à Karouabo, un supplément de 3 francs par jour pendant la durée de ce service.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 282.

N° 588. — Par décision du même jour, le sieur Berno (Jean) a été nommé surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Moussa-Karta, licencié.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 289.

N° 589. — Par décision du même jour, un détachement de six hommes d'infanterie de marine, commandés par un caporal, a été envoyé à la paroisse de Rémire, pour y tenir garnison.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 269.

N° 590. — Par décision du 11 août 1860, M. Garret (Bernard-Eugène), secrétaire-greffier au quartier d'Approuague, a été nommé lieutenant-commissaire-commandant dudit quartier, en remplacement de M. Bassigny (Eugène-André-René).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 272.

N° 591. — Par ordre du même jour, M. Berteau (Gabriel), aide-commissaire de la marine, a été appelé à remplir les fonctions de chef du bureau central du contrôle, en remplacement de M. le sous-commissaire Subran, décédé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 281.

N° 592. — Par ordre du 13 août 1860, M. Léchelle (Honoré-Henry), sous-commissaire de la marine, a été appelé à prendre, à compter du 16, la direction du détail des revues, armements et inscription maritime, en remplacement de M. Cuinier, officier du commissariat du même grade, appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 275.

N° 593. — Par ordre du même jour, M. Girard (Hippolyte-Auguste), sous-commissaire de la marine, chef du détail des subsistances, a été appelé à prendre, à compter du 16, la direction du détail des travaux et approvisionnements, cumulativement avec celui des subsistances, en remplacement de M. le sous-commissaire Léchelle, qui reçoit une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 276.

N° 594. — Par décision du même jour, M. Cuinier (Pierre-Étienne), sous-commissaire de la marine, a été autorisé à remplir, à compter du 16, les fonctions de trésorier payeur à la Guyane, en qualité de fondé de pouvoir de M. de Latranchade, titulaire de cette charge, qui a obtenu un congé de convalescence pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 275.

N° 595. — Par ordre du même jour, M. Joubert (Charles-

Henry-Alfred), aide-commissaire de la marine, a été nommé, à compter du 16, chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. D'HEUREUX (Ernest), sous-commissaire, quittant la colonie pour se rendre à sa nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 276.

N° 596. — Par décision du même jour, M. PONTILLON, enseigne de vaisseau, capitaine de la goëlette de l'État *la Pourvoyeuse*, a été appelé à remplir les fonctions d'officier d'ordonnance auprès du gouverneur, pendant le séjour de son bâtiment à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 272.

N° 297. — Par décision du 14 août 1860, M. DAUBE, pharmacien de 3e classe de la marine, a été autorisé à prendre passage sur les paquebots à vapeur anglais pour se rendre en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 276.

N° 598. — Par ordre du 16 août 1860, M. FÉNINGRE (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), par permutation avec M. CHAUVIN, officier de santé du même grade.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 277.

N° 599. — Par décision du même jour, le sieur RAUCOURT (Jean) a été nommé surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur CLERIM (Gabriel-Charlotte), licencié.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 289.

N° 600. — Par décision du 17 août 1860, le nommé ROCH-RODIBERT, contre-maître sur l'habitation domaniale *la Gabrielle*, a été révoqué de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 281.

N° 601. — Par décision du même jour, M. DE SAINT-QUANTIN

(Édouard-Émile), commis receveur de l'enregistrement et des domaines, employé au 1er bureau de l'enregistrement à Cayenne, a été appelé à continuer ses services au bureau des actes judiciaires.

N° 602. — Par ordre du 18 août 1860, M. Dutrey (Clair-Marie-Antoine), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, détaché aux îles du Salut, a été rappelé à Cayenne pour y continuer ses services.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 297.

N° 603. — Par décision du 21 août 1860, le sieur Océany (Félix) a été nommé archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Michotte-Brice, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 296.

N° 604. — Par décisions du 22 août 1860, le sieur Oubre (François), sergent-major au 3e régiment d'infanterie de la marine, a été nommé greffier près le 1er conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement du sieur Sorel (Alexandre), sous-officier du même grade, passé brigadier à pied dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 260 et 293.

N° 605. — Par décision du 23 août 1860, a été acceptée la démission offerte par M. Léopold-Léger de ses fonctions de lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Kaw.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 295.

N° 606. — Par décision du 24 août 1860, le sieur Calvel (Jean-Baptiste) a été révoqué de son emploi de garde de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 295.

N° 607. — Par décision du 29 août 1860, M. TRILLET (Antoine) a été nommé agent comptable du pénitencier flottant *le Castor* à Kourou, en remplacement de M. GUÉRIN (Just-Aimé), rappelé au chef-lieu.

Dans cette position, M. Trillet jouira de la solde de 1,800 francs qui lui était précédemment allouée et de l'indemnité de frais de bureau attribuée à son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 296.

Certifié conforme :
Le Contrôleur colonial par intérim,
A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 9.

SEPTEMBRE 1860.

N° 608. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies : cabinet). *Suppression des* duplicatas *et* triplicatas *dans la correspondance coloniale.*

Paris, le 31 juillet 1860.

Monsieur le Gouverneur, les correspondances échangées entre les colonies et le département ont été jusqu'ici, sauf quelques récentes exceptions, envoyées en double et même en triple expédition. Cette multiplicité d'écritures, parfaitement justifiée par l'incertitude des moyens de communication, lorsque les lettres ne parvenaient à destination que par bâtiments à voiles, peut et doit disparaître aujourd'hui que la plupart de nos établissements d'outre-mer sont reliés à la métropole par des lignes régulières de paquebots à vapeur.

Je vous invite donc à donner des ordres pour qu'à l'avenir toute votre correspondance ne me soit adressée qu'en *printata.*

A chaque courrier sera joint un bordereau analytique (modèle A), préparé par direction destinataire, des dépêches expédiées par ledit courrier et de celles qui auraient été envoyées par la voie ordinaire, depuis le courrier précédent. Une deuxième expédition de ce bordereau partira *par une autre voie.* Un bordereau analogue accompagnera la correspondance émanée du ministère.

Les documents que, à raison de leur nature ou de leur volume, il n'y a pas lieu d'envoyer par le packet, figureront sur le bordereau analytique avec indication du mode de départ; une fiche (modèle B) portant la date, le numéro et l'analyse des

lettres ainsi que le nombre des pièces jointes, sera expédiée par le packet avec le reste de la correspondance.

Dans ces conditions, les écritures seront notablement diminuées et il sera toujours possible d'éviter toute lacune dans les communications, en réclamant un *duplicata* des pièces qui ne seraient pas parvenues à destination.

Il est, d'ailleurs, entendu que, dans les cas particuliers où l'urgence et l'importance des affaires vous sembleront le comporter, des *duplicatas* continueront à être transmis à mon département.

En ce qui concerne le service spécial de la transportation, vous aurez à maintenir, d'une manière absolue, l'envoi en duplicata des lettres, rapports et documents divers pour lesquels cette obligation existe aujourd'hui; il ne devra être apporté à cet égard aucun changement à l'ordre de choses actuel.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

MINISTÈRE
DE L'ALGÉRIE
ET DES COLONIES.

(*)

MODÈLE A.

Exécution de la circulaire du juillet 1860.

DIRECTION D

(*) Indiquer ici le nom de la colonie.

Bordereau analytique des dépêches parties d par le paquebot à vapeur, le , et des dépêches parties par voie ordinaire, depuis le date du départ du précédent paquebot.

DATE des dépêches.	NUMÉROS des dépêches	ANALYSE des dépêches	DATE DU DÉPART (Indication de la voie : à vapeur, à voiles.)	NOMS des bâtiments

MINISTÈRE
DE L'ALGÉRIE
ET DES COLONIES.

(*)

MODÈLE B.

Exécution de la circulaire du juillet 1860.

(*) Indiquer ici le nom de la colonie.

FICHE.

DIRECTION D BUREAU. NOMBRE de pièces jointes.	DATE ET NUMÉRO de la dépêche. OBJET de la dépêche.	NOM DU BATIMENT. DATE du départ.

N° 609. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 298 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 4e bureau). *Dispositions prises pour que les administrations de la Martinique, de la Guadeloupe et du Sénégal puissent payer des dépenses relatives aux services pénitentiaires.*

Paris, le 3 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, l'administration de la Martinique m'a rendu compte de la nécessité où elle se trouvait souvent, par suite de ses relations avec la Guyane et du séjour sur la rade de Fort-de-France des transports venant de cette colonie, de faire liquider et payer des dépenses afférentes au service pénitentiaire.

Le changement de la nomenclature budgétaire pour 1860, et la création d'un chapitre spécial au service pénitentiaire, à la Guyane, ont enlevé aux autres colonies le moyen de régularisation qui consistait à imputer les avances sur leurs propres délégations, sauf à en demander d'autres, en cas d'insuffisance, et à faire ressortir la dépense à part dans le compte d'exercice. Le nouveau procédé mis en usage à la Martinique consiste à imputer *provisoirement* les dépenses dont il s'agit au compte des chapitres XIV ou XV et à provoquer, tous les trois mois, un changement d'imputation. J'ai été consulté sur ce procédé.

Toute imputation provisoire est défectueuse. Elle l'est surtout quand on sait d'avance qu'elle consacre un fait à rectifier. Les changements d'imputation sont destinés à redresser les erreurs accidentelles et non pas les erreurs intentionnelles. D'un autre côté, un changement d'imputation affecte tous les termes d'une comptabilité (crédits, droits constatés, mandats, payements); changer l'imputation d'un payement effectué à la Martinique, par exemple, sur le chapitre XIV, pour le porter au chapitre XVI, c'est comme si l'on diminuait d'autant les crédits du premier chapitre pour ouvrir un crédit égal sur le second.

Il m'a semblé préférable, en conséquence, de se mettre immédiatement en face de la possibilité de faire à la Martinique, à la Guadeloupe et à Gorée, des dépenses pour le service pénitentiaire, et j'ai ouvert sur le chapitre XVI, exercice 1860, 10,000 francs à la Martinique, 5,000 francs à la Guadeloupe et 5,000 francs au Sénégal. Ces colonies pourront donc payer, jusqu'à concurrence de la somme ainsi provisoirement fixée, les dépenses urgentes qui seraient à faire pour le service de la transportation.

Malgré cette faculté, je vous prie d'inviter l'administration de la Guyane à s'arranger de façon que les payements aux Antilles et à Gorée soient aussi rares que possible.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 610. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 1134* (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). *Préséances. — Rang individuel dans les cérémonies publiques. Communication d'un avis du conseil d'État en date du 11 août 1859.*

Paris, le 7 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'avais donné des instructions pour que copie vous fût adressée d'un avis du conseil d'État, en date du 11 août 1859, relatif au rang individuel que doivent occuper les fonctionnaires dans les cérémonies publiques.

Un incident qui s'est produit récemment me donne lieu de craindre que cette communication ne vous ait pas été faite.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous adresser le texte même de cet avis, et je vous prie d'en donner connaissance à MM. les fonctionnaires de la colonie, afin de prévenir désormais toute interprétation contraire de l'article 9 du décret de messidor.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte DE CHASSELOUP-LAUBAT.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT DU 11 AOUT 1859.

Le conseil d'État qui, sur le renvoi qui lui a été fait par Son Exc. le ministre de l'intérieur, a pris connaissance d'un rapport sur la question de savoir si, en l'absence d'un fonctionnaire qui a la préséance, la place doit rester vacante ou être occupée par le fonctionnaire qui, dans l'ordre des préséances, vient immédiatement après lui,

Ensemble toutes les pièces produites ;

Vu le décret du 24 messidor an XII ;

Considérant qu'aucune disposition du décret du 24 messidor an XII ne prescrit de laisser vacant, dans les cérémonies publiques, le siége d'un fonctionnaire absent qui a droit à la préséance ;

Considérant que si l'article 9 de ce décret, en accordant aux princes dignitaires ou membres des autorités nationales, une place spéciale, déclare qu'en leur absence cette place sera réservée et que personne ne pourra s'y placer, aucune disposition semblable n'existe à l'égard des fonctionnaires ayant dans les cérémonies publiques un rang individuel ;

Qu'ainsi, lorsque l'absence d'un de ces fonctionnaires est certaine, sa place doit être occupée par celui qui vient immédiatement après dans l'ordre hiérarchique,

EST D'AVIS

Que la question soumise au conseil d'État par Son Exc. le ministre de l'intérieur doit être résolue dans le sens des observations qui précèdent.

N° 611. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 248.* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Communication concernant le service de la dotation de l'armée aux colonies.*

Paris, le 7 août 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, des militaires de la gendarmerie coloniale, admis par le conseil d'administration à se faire exonérer du service, ont dû rester à leur corps, par suite de l'éloignement et de la difficulté des communications, six ou huit mois après l'époque où ils avaient effectué le versement de la somme exigée pour leur exonération.

Cette situation anormale apporte forcément des modifications dans les conditions pécuniaires d'exonération des militaires qui s'y trouvent, et ne peut que provoquer de justes réclamations au sujet des sommes versées par eux.

Afin d'éviter le retour de pareilles irrégularités, je vous invite à donner des ordres pour qu'à l'avenir aucun versement ne soit effectué avant l'arrivée dans la colonie de la notification de la décision ministérielle qui aura autorisé l'exonération.

Cette obligation résulte d'ailleurs des dispositions contenues

dans la circulaire de M. le ministre de la guerre du 19 mai 1860, à laquelle je vous invite à vous reporter.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par son ordre :

Pour le Général Directeur empêché :

Le Directeur de l'administration de l'Algérie,

ZOEPFFEL.

N° 612. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 254* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Au sujet de la liquidation des pensions des militaires de la gendarmerie coloniale.*

Paris, le 9 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai déjà eu l'occasion de signaler, à plusieurs reprises, aux administrations coloniales, les inconvénients que présentaient les retards apportés dans l'envoi des pièces nécessaires pour la liquidation des pensions des militaires de la gendarmerie coloniale.

J'ai décidé, pour prévenir le retour de difficultés de cette nature, que chacun des militaires, soit de la gendarmerie coloniale, soit de tout autre corps, qui seraient envoyés en France avant d'avoir été l'objet de proposition de retraite, à titre de blessures ou infirmités (soit même en congé de convalescence), serait toujours porteur d'un double certificat constatant : 1° la nature de ses infirmités; 2° les circonstances de l'origine de ces infirmités. Je vous prie de tenir la main à ce que cette disposition reçoive son exécution.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 613. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 255* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Envoi des convalescents à la Martinique et à la Guadeloupe.*

Paris, le 9 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint extrait d'un rapport de M. le médecin en chef de la Mar-

tinique, au sujet des avantages que présenterait l'envoi aux Antilles de certaines catégories de convalescents et de malades de la Guyane.

Il ne saurait être malheureusement question de diriger sur la Martinique ou la Guadeloupe tous les malades auxquels cette mesure pourrait être favorable, par suite des difficultés qu'offrirait le retour dans la colonie; mais le rapport de M. le médecin Ballot ne mérite pas moins de fixer l'attention du service de santé de la Guyane. Ceux des malades pour lesquels une longue traversée présente des dangers, de même que ceux qui, en attendant une occasion pour venir en France, voient leur état empirer tandis qu'un changement d'air suffirait pour l'améliorer, pourraient être dirigés sur les Antilles, avant le passage du bâtiment-hôpital destiné à les ramener dans la mère-patrie. Il y aurait lieu, dans ce cas, d'en tenir compte dans le nombre des places qui sont réservées sur ce bâtiment pour chacune des colonies. Il ne serait pas juste que les malades et les convalescents de la Martinique et de la Guadeloupe soient privés d'une partie des places qui leur sont attribuées au profit de ceux de la Guyane.

Vous voudrez bien me faire connaître l'opinion de M. le médecin en chef de la colonie ainsi que la vôtre sur l'opportunité de la mesure proposée par M. le docteur Ballot et sur les moyens d'exécution qu'elle vous paraîtrait comporter.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Extrait d'un rapport de M. le premier médecin en chef de la Martinique, en date du 2 mai 1860.

.....

Dans son dernier voyage *l'Amazone* a envoyé à Fort-de-France vingt-quatre malades dont sept n'ont pu continuer leur route; cinq sont morts. Les convalescents qui viennent de la Guyane sont en général atteints de diarrhée chronique, de cachexie paludéenne, de chloro-anémie. Ils sont littéralement exsangues, leur estomac débilité peut à peine supporter quelques cuillerées de bouillon. Sous l'influence du déplacement et de conditions climatériques meilleures, ces hommes éprouvent

dans leur court séjour à l'hôpital de Fort-de-France une amélioration telle que nous regardons ce temps de repos comme un bienfait immense qui permet à plusieurs d'entre eux de supporter la navigation toujours pénible du débarquement.

Devant des faits aussi significatifs n'y aurait-il pas avantage à diriger, d'une manière permanente, sur la Martinique, les anémiques de Cayenne avant qu'ils soient arrivés à ce degré de décomposition qui laisse à peine l'espoir de les conduire en France? Il serait facile de profiter des bâtiments de commerce qui viennent chaque jour de la Guyane aux Antilles pour envoyer dans nos hôpitaux les malades qui n'auraient besoin que d'un déplacement pour se rétablir. Je suis convaincu que cette mesure éviterait bien des mortalités en arrêtant, dès le début, les effets pernicieux d'une intoxination dont on ne peut pas toujours calculer la rapidité!

La Guadeloupe, qui a l'avantage d'avoir un hôpital au camp Jacob, à cinq cents mètres au dessus du niveau de la mer, serait une ressource précieuse dans cette circonstance.

Le premier Médecin en Chef,

ARNOUX.

N° 614. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Les sous-officiers d'artillerie de la marine candidats au grade de sous-lieutenant sont admis dans les colonies à justifier des connaissances exigées.*

Paris, le 15 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, plusieurs emplois de sous-lieutenant sont vacants, en ce moment, dans le corps d'artillerie de la marine, et Son Exc. M. l'amiral Hamelin a pensé que le moment était venu de rechercher, dans le régiment et dans les compagnies d'ouvriers, les sous-officiers dont l'instruction est assez complète pour leur permettre de justifier, devant une commission spéciale, des connaissances exigées par les règlements.

Dans le but d'arriver à la formation du tableau d'avancement prescrit par le règlement du 13 octobre 1848 (Bulletin officiel de la marine, année 1848, page 441), un concours aura lieu dans quelques mois, à Lorient, pour les candidats présents dans les cinq ports militaires en France. Mais, en même temps, il a paru équitable à Son Exc. M. le ministre de la marine de déci-

der que cette épreuve définitive serait précédée d'examens particuliers subis aux colonies par les sous-officiers des compagnies du régiment et des détachements d'ouvriers qui, sous le double rapport de l'instruction et de la conduite, seront jugés dignes de prétendre à l'épaulette.

En conséquence, vous voudrez bien, dès la réception de la présente circulaire, faire procéder à cet examen, en vous conformant aux dispositions que renferme, à cet égard, la circulaire du 15 novembre 1848 (Bulletin officiel de la marine, année 1848, page 440). Aussitôt après la clôture de l'examen, vous me transmettrez le procès-verbal des épreuves accompagné de toutes les pièces à l'appui, savoir :

État signalétique de chaque candidat,
Feuillet de punitions,
Dictée,
Analyse grammaticale,
Composition française,
Dessins.

Ces différents dossiers seront communiqués à la commission centrale de Lorient, en l'invitant à faire concourir les sous-officiers du service colonial dans le classement résultant de l'examen général et suivant l'appréciation qu'elle fera de leur mérite relatif, comparé aux résultats des épreuves subies en sa présence par les sous-officiers du service métropolitain.

A cette occasion, il est essentiel qu'on ne perde pas de vue les modifications introduites dans ces dernières années aux tableaux A et B annexés au règlement du 13 octobre 1848 (Bulletin officiel, pages 444 et 445) et présentant les connaissances exigées des candidats au grade de sous-lieutenant d'artillerie de la marine. Ces modifiations sont les suivantes :

1° Tableau A. Au lieu de : *Théories sur les devoirs des sous-officiers pour le service*, une circulaire du 26 septembre 1854 a ordonné d'inscrire : *Théories sur les devoirs des officiers pour le service.*

2° Tableau B. L'analyse grammaticale et l'orthographe, qui formaient deux colonnes de ce tableau, ont été retranchées et portées au tableau A en vertu d'une circulaire du 7 mai 1859.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 615. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 299 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Dispositions relatives aux gratifications qui peuvent être accordées aux employés de l'artillerie.*

Paris, le 18 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, une réclamation m'a été adressée dans le but de faire accorder aux gardes d'artillerie et au chef ouvrier d'État d'une de nos colonies, sur les fonds du matériel restant disponibles en fin d'exercice, des gratifications pour travaux extraordinaires.

L'examen de cette question m'a donné lieu de remarquer que des concessions de ce genre avaient été faites dans plusieurs colonies *sans mon autorisation.*

Lorsque aucun fonds n'est inscrit à cet effet au budget de l'État, ces allocations sont irrégulières, attendu que les crédits alloués pour l'achat et l'entretien du matériel ne doivent pas être changés de destination.

Il n'est d'ailleurs rien dû, en principe, aux employés militaires de l'artillerie pour la surveillance qu'ils peuvent avoir à exercer, en dehors des heures réglementaires, sur des travaux exécutés pour le compte de l'État, alors même que ces travaux sont étrangers à l'artillerie. La solde de ces agents est annuelle et ne ressemble point à un salaire journalier, qui comporte un accroissement pour des heures supplémentaires de travail. L'allocation *annuelle* d'une indemnité sous forme de gratification aurait en outre l'inconvénient de faire arriver leur solde à un chiffre plus élevé que celle des lieutenants en deuxième d'artillerie qui sont hiérarchiquement leurs supérieurs.

Toutefois, je reconnais que, dans certains cas, lorsqu'il s'agit de *rémunérer des services exceptionnels*, il est juste d'accorder des gratifications; mais, afin d'en régulariser la concession, il convient de suivre les instructions en vigueur dans la métropole, d'après lesquelles les propositions de gratifications doivent être établies à l'inspection générale et conformément au modèle n° 13 annexé au livret d'inspection générale de l'artillerie.

Ce ne serait donc qu'à défaut d'inspection générale ou dans des cas tout à fait exceptionnels que MM. les gouverneurs pourraient prendre sur eux d'accepter des propositions de cette nature. Je me réserve, d'ailleurs, d'approuver moi-même, quand

il y aura lieu, ces propositions, qui devront, par conséquent, toujours m'être transmises.

Les gratifications dont il s'agit ne seront imputées sur les fonds de l'artillerie qu'en raison de travaux exécutés pour le compte de l'État, et, je le répète, lorsque les prévisions budgétaires le permettront. Mais comme c'est surtout le service local qui bénéficie de l'emploi des agents d'artillerie et leur impose des travaux extraordinaires, il est rationnel que, dans ce dernier cas, ce soit ce service qui supporte la dépense.

Je vous prie, Monsieur le gouverneur, de veiller à ce qu'on ne s'écarte pas des prescriptions de la présente dépêche, qui devra être enregistrée au contrôle colonial.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 616. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 285 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Au sujet de la liquidation des successions des gendarmes.*

Paris, le 23 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, vous m'avez transmis, le 30 juin dernier, une lettre du conseil d'administration de la compagnie de gendarmerie de la Guyane française, demandant :

1° A être affranchi, pour l'avenir, de la formalité de la déclaration préalable des ventes de meubles et du payement des droits de mutation, en ce qui concerne les successions des militaires de la compagnie décédés;

2° A être autorisé, dans le cas où la masse de ces militaires serait en débet, et où le produit de la vente de leurs effets reviendrait au corps, à traiter de cette vente de gré à gré dans l'intérieur de la compagnie, sans concurrence ni publicité.

Cette disposition présente de grands avantages au point de vue de la célérité et de la régularité du service.

J'ai cru, en conséquence, devoir l'approuver, et je vous invite

à en informer le conseil d'administration de la compagnie de gendarmerie de la Guyane française.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 617. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* n° 325 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). *Décomposition de la solde fixe attribuée aux chirurgiens délégués de l'immigration.*

Paris, le 25 août 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, j'ai eu l'occasion de remarquer que dans divers décomptes concernant le service de l'immigration, on a mis à la charge du département de la marine la totalité de la solde *fixe* attribuée aux chirurgiens employés en qualité de délégués. Conformément aux instructions qui vous ont été transmises, il convenait, au contraire, de défalquer, de la solde fixe déterminée par le règlement du 19 mars 1859, la portion qui doit être supportée par le service local, c'est-à-dire, 400 francs pour les chirurgiens de 1re classe et 300 francs seulement pour ceux de 2e classe, et de ne faire ainsi supporter par la marine que la dépense représentative de la solde de grade.

Vous voudrez bien rappeler à qui de droit que la solde fixe accordée aux chirurgiens délégués de l'immigration doit leur être payée ainsi qu'il suit :

	SOLDE FIXE accordée par le règlement.	AU COMPTE de la marine.	AU COMPTE du service local.
Chirurgien de 1re classe...	2,800f	2,400f	400f
——— de 2e classe...	2,100	1,800	300

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 618. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er septembre 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//	70f le tonn.	
—— brut.....	*Idem.*	0f 52c		
Café { marchand....	*Idem.*	2 40		
Café { en parchemin.	*Idem.*	1 60		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 10		
Roucou.....	*Idem.*	0 80		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	0 10		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 35		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er septembre 1860.

Les Membres de la commission,

GEORGE EMLER, POUGET.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 342.

N° 619. — *DÉCISION qui nomme provisoirement commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges* M. ROMIEU, *habitant propriétaire, en remplacement de* M. RATEAU, *partant pour France.*

Cayenne, le 5 septembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté local du 26 avril 1853, portant création d'un établissement pénitentiaire sur la rive gauche de l'Oyapock ;

Vu la décision du 21 juin 1860, qui nomme M. RATEAU, enseigne de vaisseau, commandant particulier de Saint-Georges ;

Vu la dépêche du ministre de la marine en date du 28 juillet, qui rappelle M. Rateau en France ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

Art. 1er. M. Romieu, habitant propriétaire, est nommé provisoirement commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges, en remplacement de M. Rateau, partant pour France.

Art. 2. A compter du jour de sa prise de commandement, M. Romieu jouira d'une solde annuelle de *cinq mille cent quatre-vingts francs* et d'une indemnité de frais de bureau de *cent vingt francs* par an imputables au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Commandement et direction des pénitenciers.)

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 5 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 303.

N° 620. — *DÉCISION qui nomme* M. Azémia (Jean-Ernest) *agent comptable du pénitencier de Saint-Georges.*

Cayenne, le 5 septembre 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

Avons décidé et décidons :

M. Azémia (Jean-Ernest) est nommé agent comptable du pénitencier de Saint-Georges.

Le service lui sera remis dans les formes réglementaires par M. Rateau, commandant particulier, qui en était chargé.

Il sera procédé contradictoirement aux recensements des magasins et dressé procès-verbal desdites opérations.

M. Azémia aura droit, à compter du 6 septembre, au traitement annuel de mille huit cents francs et aux allocations attribuées, par la décision locale du 25 janvier 1858, pour frais de bureau et à titre d'indemnité de bonne gestion, à l'agent du service administratif de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges.

Cette dépense sera imputée au compte du chapitre XVI, article 1er, paragraphe 6 (Agents divers.)

Sera en conséquence considérée comme nulle et non avenue notre décision en date d'hier, relative à la nomination de M. Badaire en qualité d'agent comptable du pénitencier de Saint-Georges.

La présente décision sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 5 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 304.

N° 621. — *DÉCISION qui appelle* M. Azémia (Jean-Ernest), *agent comptable du pénitencier de Saint-Georges, à y remplir les fonctions d'officier de l'état civil.*

Cayenne, le 5 septembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 105 du règlement local du 10 mai 1855 qui porte que les fonctions d'officier d'état civil seront remplies sur les pénitenciers par les chefs du service administratif ;

Vu la décision en date du 5 septembre 1860 portant nomination d'un agent comptable pour l'établissement de Saint-Georges ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

M. Azémia, agent comptable à Saint-Georges, est appelé à remplir les fonctions d'officier de l'état civil sur ce pénitencier.

L'ordonnateur, le chef du service judiciaire et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 5 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 504.

N° 622. — *DÉCISION qui fixe l'époque des examens dans les différents établissements d'instruction publique de la ville de Cayenne.*

Cayenne, le 8 septembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 19 août 1829 portant nomination de la commission chargée de l'inspection des écoles;

Vu la décision du 31 décembre 1831 adjoignant un nouveau membre à cette commission;

Attendu qu'il y a lieu de fixer l'époque à laquelle commenceront les examens de la présente année scolaire dans les établissements d'instruction publique, au chef-lieu de la colonie, et à laquelle auront lieu les distributions des prix qui en sont la suite;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Art. 1er. Une commission composée de :

MM. Le directeur de l'intérieur,
Le maire de la ville,
Le préfet apostolique,
Le président du tribunal de première instance,
Le procureur impérial,
De Saint-Michel-Dunezat, notaire,
Dupin, sous-chef de bureau à la direction de l'intérieur,

est chargée de procéder, pour la présente année, aux opérations dont il s'agit d'examens et de distributions des prix, au collége de

Cayenne et dans les maisons tenues par les religieuses de l'ordre de Saint-Joseph et par les frères de l'institut de Ploërmel.

Art. 2. Lesdites opérations s'effectueront suivant le détail et dans l'ordre ci-après, savoir :

Lundi 17 septembre, à sept heures du matin, examen à l'école primaire des sœurs.

Mardi 18, même heure, examen à l'école primaire des frères.

Mercredi 19, même heure, examen aux pensionnat, demi-pensionnat et externat des sœurs.

Jeudi 20, même heure, examen au collége.

Vendredi 21, même heure, distribution des prix à l'école primaire des sœurs.

Samedi 22, distribution des prix à la même heure à l'école primaire des frères.

Lundi 24, distribution des prix au collége, à la même heure.

Mardi 25, distribution des prix à la même heure aux pensionnat, demi-pensionnat et externat des sœurs.

Art. 3. Les examens sont publics.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie

Cayenne, le 8 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 339.

N° 623. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret du 30 mai 1860 relatif à l'affectation de terrains pour le service de la transportation.*

Cayenne, le 13 septembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane francaise,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Vu la dépêche du 23 juillet 1860, numérotée 278 ;

Sur le rapport du directeur de l'intérieur,

ARRÊTE :

Article 1er. Est promulgué dans la colonie le décret en date du 30 mai 1860 portant affectation de terrains pour le service de la transportation.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille officielle de la colonie.

Cayenne, le 13 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 1.

DÉCRET.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies ;

Vu la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1er. La partie du territoire de la Guyane française bornée à l'ouest par le Maroni, à l'est par une ligne imaginaire du nord au sud, et partageant en deux portions égales, dans sa longueur, la surface qui se trouve comprise entre les rivières du Maroni et de la Mana, est exclusivement réservée pour les besoins de la transportation.

Art. 2. Tout ou partie de ce terrain pourra être distribué en concessions parcellaires aux transportés, dans les conditions prévues par l'article 11 de la loi du 30 mai 1854.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 mai 1860.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 624. — *DÉCISION ordonnant l'exécution d'un jugement du 1er conseil de guerre permanent de la colonie qui condamne le nommé* FLÉCHAIS (Frédéric), *transporté de la 1re catégorie, à deux années de travaux forcés.*

Cayenne, le 20 septembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par l'ordonnance du 22 août 1833, ainsi conçu :

« En matière criminelle, le gouverneur ordonne, en conseil « privé, l'exécution de l'arrêt de condamnation, ou prononce le « sursis lorsqu'il y a lieu de recourir à notre clémence. »

Vu la dépêche ministérielle du 1er juillet 1859 ;

Vu le jugement rendu le 13 septembre 1860 par le premier conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne à la peine de deux années de travaux forcés le nommé FLÉCHAIS (Frédéric), transporté de la 1re catégorie, né le le 6 août 1833, au Lion-d'Angers (Maine-et-Loire), conformément à l'article 7 de la loi du 30 mai 1854, pour évasion du pénitencier de la Comté ;

Attendu que le condamné, averti par le commissaire impérial que les articles 171 et 173 du code de justice maritime lui donnaient vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision, n'a pas voulu user de cette faculté ;

Attendu qu'il n'existe ni dans les faits de la cause, ni dans l'application de la peine, ni dans les antécédents du condamné aucun motif de nature à appeler sur lui l'indulgence ;

Par ces motifs,
De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. Il n'y a pas lieu de formuler un pourvoi en grâce en faveur du condamné Fléchais.

Art. 2. Le jugement rendu le 13 septembre 1860, par le premier conseil de guerre permanent, recevra sa pleine et entière exécution.

Art. 3. Le commandant militaire et le commissaire impérial près le premier conseil de guerre seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et de plus insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 20 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 314.

N° 625. — *DÉCISION ordonnant l'exécution d'un jugement du 1er conseil de guerre permanent de la colonie qui condamne à la peine de cinq années de travaux forcés le nommé* Brouchier (François-Justinien), *transporté de la 1re catégorie.*

Cayenne, le 20 septembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, modifié par l'ordonnance du 22 août 1833, ainsi conçu :

« En matière criminelle, le gouverneur ordonne, en conseil « privé, l'exécution de l'arrêt de condamnation, ou prononce le « sursis lorsqu'il y a lieu de recourir à notre clémence. »

Vu la dépêche ministérielle du 1er juillet 1859;

Vu le jugement rendu le 13 septembre 1860, par le premier conseil de guerre permanent de la colonie qui condamne à la peine de cinq années de travaux forcés le nommé Brouchier (François-Justinien), né en 1838, à Trest (arrondissement d'Aix, département des Bouches-du-Rhône), transporté de la 1re catégorie, conformément à l'article 7 de la loi du 30 mai 1854, prévenu d'évasion du pénitencier de Saint-Laurent;

Attendu que le condamné, averti par le commissaire impérial

que les articles 171 et 173 du code de justice maritime lui donnaient vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision, n'a pas voulu user de cette faculté ;

Attendu qu'il n'existe ni dans les faits de la cause, ni dans l'application de la peine, ni dans les antécédents du condamné aucun motif de nature à appeler sur lui l'indulgence ;

Par ces motifs,

De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. Il n'y a pas lieu de formuler un pourvoi en grâce en faveur du condamné Brouchier.

Art. 2. Le jugement rendu le 13 septembre 1860 par le premier conseil de guerre permanent recevra sa pleine et entière exécution.

Art. 3. Le commandant militaire et le commissaire impérial près le premier conseil de guerre seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et de plus insérée au Bulletin officiel de la Guyane.

Cayenne, le 20 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 313.

N° 626. — *ARRÊTÉ qui autorise le bureau de bienfaisance de la ville de Cayenne à accepter le legs de la somme de cinq cents francs qui lui a été fait par* M. Ferjus (Alexandre).

Cayenne, le 20 septembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 38, paragraphe 4 de l'ordonnance organique du 27 août 1828 ;

Attendu que, par son testament olographe en date du 1er janvier 1856, M. Ferjus (Alexandre), de Cayenne, décédé en France, a légué une somme de cinq cents francs au bureau de bienfaisance de cette ville, et qu'il n'existe aucun motif s'opposant à la réalisation du vœu du testateur ;

Vu l'extrait en due forme dudit testament, déposé en l'étude de Me Dunezat, notaire,

ARRÊTE :

Article 1er. Le bureau de bienfaisance de la ville de Cayenne est autorisé à accepter le legs de la somme de cinq cents francs qui lui a été fait par M. FERJUS (Alexandre), décédé à Paris, aux termes de son testament, en date du 1er janvier 1856.

Art. 2. Il sera rendu compte de cette autorisation à S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 20 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 337.

N° 627. — *ARRÊTÉ concernant les danses au tambour ou au tambourin dans les campagnes.*

Cayenne, le 20 septembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'arrêté en date du 31 août 1837 portant que toutes danses au tambour ou au tambourin ou accompagnées de chants ne pourront avoir lieu que sur une autorisation écrite du maire pour la ville de Cayenne, ou des commissaires-commandants dans les quartiers ;

Considérant qu'à l'époque actuelle il n'y a plus motif de maintenir cette disposition en ce qui concerne les localité rurales,

ARRÊTE :

Article 1er. Les danses au tambour ou au tambourin ou accompagnées de chants auront lieu à l'avenir dans les campagnes, du samedi soir au dimanche dans la nuit, ou de la veille des fêtes au lendemain, avec la seule autorisation du propriétaire de l'habitation.

Toutefois, ces danses seront toujours interdites pendant les offices du matin.

Art. 2. Sont maintenues, pour la ville de Cayenne et pour les bourgs de la colonie, les prescriptions de l'arrêté du 31 août 1837 précité.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin et à la Feuille officiels de la colonie.

Cayenne, le 20 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 338.

N° 628. — *ARRÊTÉ portant modification dans les jours de délivrance de viande fraîche. — Autorisation provisoire d'abattre les taureaux et d'en délivrer la chair aux rationnaires de l'État.*

Cayenne, le 22 septembre 1860.

Nous Gouverneur de la Guyane française,

Vu le retard qui se produit dans l'arrivage des bâtiments expédiés par les fournisseurs de l'administration dans l'Orénoque et sur la côte du Brésil, pour y prendre le bétail de boucherie nécessaire aux besoins des rationnaires du gouvernement ;

Attendu qu'il n'a pas été possible au service des subsistances de se procurer sur place et aux frais des entrepreneurs de la boucherie le bétail qui lui fait défaut ;

Considérant que dans cette situation il y a nécessité de réduire le nombre de jours de délivrance de viande fraîche réglé pour les différents rationnaires du gouvernement par notre décision du 29 mai dernier ;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les délivrances de viande fraîche aux marins de la station, aux troupes de la garnison et à tous les autres rationnaires libres de l'État auront lieu deux fois par semaine, les dimanche et jeudi.

Art. 2. Les mêmes délivrances de viande fraîche seront faites une fois par semaine, le dimanche, aux transportés.

Art. 3. Les entrepreneurs de la boucherie sont néanmoins dans l'obligation de fournir de la viande fraîche tous les jours à l'hôpital militaire de Cayenne.

Art. 4. L'abatage des taureaux par les entrepreneurs de la boucherie est momentanément autorisé.

Art. 5. La viande provenant de l'abatage des taureaux sera payée aux entrepreneurs d'après le prix fixé par l'arrêté municipal du 23 juin 1860, à raison de *un franc soixante centimes* le kilogramme.

Les taureaux livrés sur pieds pour les besoins du service seront payés à raison de *un franc trente-neuf centimes* le kilogramme.

Art. 6. Les dispositions qui précèdent sont applicables, à Cayenne, à compter de ce jour, et, sur les pénitenciers, dès le lendemain du jour où elles leur seront connues.

Art. 7. Notre décision du 29 mai 1860 est et demeure rapportée.

Art. 8. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 22 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 325.

N° 629. — *ARRÊTÉ promulguant à la Guyane le décret impérial du 30 juin 1860 sur les agents de change et courtiers, ensemble divers autres actes législatifs antérieurs s'y rattachant.* (Trois décrets, une ordonnance, une loi.)

Cayenne, le 26 septembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu le code de commerce, livre I^er^, titre V, section II, inti-

tulée : *Des agents de change et courtiers*, spécialement les articles 77 et 81 appartenant à ladite section ;

Vu l'arrêté local du 22 décembre 1847, concernant l'institution de deux agents de change courtiers du commerce à Cayenne ;

Vu l'arrêté local du 18 janvier 1848, portant tarif des droits à percevoir par lesdits courtiers ;

Vu le décret impérial du 30 juin 1860, déterminant et réglant plus amplement, à la Guyane française, les conditions d'aptitude, les fonctions, le nombre, le cautionnement, les priviléges et obligations des agents de change et courtiers, ainsi que la surveillance à laquelle est soumis leur exercice ;

Vu notamment l'article 2 dudit décret déclarant applicables à la Guyane française les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 du décret du 28 novembre 1851 sur l'institution des courtiers agents de change à la Martinique ;

Vu la dépêche du 14 juillet 1860 n° 263, par laquelle Son Exc. M. le ministre de l'Algérie et des colonies, en notifiant au gouvernement local le susdit décret du 30 juin 1860, en prescrit la promulgation, avec recommandation d'y comprendre, comme complément indispensable, deux autres décrets, une loi, une ordonnance indiqués dans ladite dépêche ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur et du chef du service judiciaire,

Arrête :

Article 1^er^. Sont promulgués dans la colonie :

1° Le décret impérial du 30 juin 1860, ci-dessus visé et analysé ;

2° Les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 du décret du 28 novembre 1851 sur l'institution des courtiers agents de change à la Martinique ;

3° Le décret du 22 novembre 1811 portant que les ventes publiques de marchandises pourront être faites dans toutes espèces de cas par les courtiers de commerce ;

4° Le décret du 27 avril 1812 déterminant le mode d'exécution de celui du 22 novembre 1811 relatif aux ventes publiques des marchandises par les courtiers de commerce ;

5° L'ordonnance du roi en date du 9 avril 1819, concernant les ventes publiques de marchandises par le ministère des courtiers ;

6° Enfin la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères des marchandises neuves.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera, et en outre inséré, ainsi que les décrets, l'ordonnance, la loi, la dépêche ministérielle précités, tant au Journal qu'au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 26 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur, M. FAVARD.

Le Chef du service judiciaire, BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 330.

DÉCRET IMPÉRIAL du 30 juin 1860 sur les courtiers agents de change à la Guyane française.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies;

Vu la loi du 7 décembre 1850 relative à la promulgation du code de commerce dans les colonies;

Vu les articles 6 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 28 novembre 1851 relatif à l'institution des courtiers et agents de change à la Martinique;

Vu l'avis du comité consultatif des colonies, en date du 25 juin 1860,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1er. Les fonctions d'agent de change, de courtier de marchandises et d'assurances, de courtier interprète et conducteur de navires, peuvent être exercées cumulativement à la Guyane française.

Ces agents sont nommés et révocables par le ministre de l'Algérie et des colonies.

Art. 2. Les dispositions des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 18 du décret du 28 novembre 1851 sur l'institution des courtiers agents de change à la Martinique sont applicables à la Guyane française.

Art. 3. En l'absence d'une chambre de commerce, une commission instituée auprès de l'administration locale est chargée de la surveillance à exercer sur les courtiers agents de change pour tous les actes relevant de leurs fonctions.

Art. 4. Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

Le Maire de Cayenne,

Trois négociants patentés de 1re classe,

Un chef de bureau de la direction de l'intérieur, secrétaire.

Art. 5. Le nombre des courtiers est provisoirement fixé à deux pour Cayenne.

Art. 6. Les agents de change et courtiers sont assujettis à un cautionnement, lequel est affecté par privilége à l'acquittement des condamnations prononcées ou des contraintes décernées contre les titulaires à raison de leurs fonctions.

Le cautionnement est fixé à 10,000 francs. Il est constitué en numéraire, en titres de rente ou en actions de la Banque de la colonie. Il peut aussi être constitué en immeubles d'une valeur libre double de la somme ci-dessus déterminée.

Ce cautionnement est reçu et discuté par le directeur de l'intérieur, concurremment avec le contrôleur colonial; inscription en est prise à la diligence de ce dernier.

Les agents de change et courtiers ne seront admis à prêter serment devant le tribunal de 1re instance de leur arrondissement qu'après avoir rapporté le certificat de dépôt de cautionnement ou de l'inscription prise sur les immeubles y affectés.

Art. 7. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'Algérie et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Fontainebleau, le 30 juin 1860.

NAPOLÉON

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général,

ALFRED BLANCHE.

Pour copie :

Le Conseiller d'État chargé de la direction de l'administration coloniale et des services financiers,

Baron DE ROUJOUX.

DÉCRET du président de la République du 28 novembre 1851 sur l'institution des courtiers agents de change à la Martinique.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

.....

Art. 7. Nul ne pourra être courtier s'il n'est âgé de 21 ans accomplis; s'il ne justifie avoir exercé la profession de négociant ou avoir travaillé dans une maison de commerce, ou chez un notaire pendant quatre ans au moins. Il devra, en outre, produire un certificat de moralité et de capacité délivré par la chambre de commerce.

Art. 8. Aucun individu en état de faillite, ayant fait abandon de biens, ou atermoiement, sans avoir été ensuite réhabilité, ou ne jouissant pas des droits de citoyen français, comme aussi ceux séparés de biens par suite de jugement, ne pourront être nommés courtiers.

Art. 9. Il est défendu, sous les peines portées par les articles 483 et 486 du code pénal colonial, à toutes personnes autres que celles nommées par le gouvernement, de s'immiscer en aucune façon, et sous quelque prétexte que ce puisse être, dans les fonctions des agents de change et courtiers de commerce.

Il reste néanmoins loisible à tous particuliers de négocier, entre eux et par eux-mêmes, les lettres de change ou billets à leur ordre ou au porteur, et tous les effets de commerce qu'ils garantiront par leur endossement, comme de vendre aussi par eux-mêmes leurs marchandises.

Art. 10. Il est défendu, sous les peines prévues en l'article précédent, à tout banquier, négociant ou marchand de confier des négociations, ventes ou achats, et de payer des droits de commission et de courtage à d'autres qu'aux courtiers dûment commissionnés. Les maires et officiers de police, ainsi que les courtiers eux-mêmes, sont spécialement chargés de veiller à ce que cette défense ne soit pas enfreinte, et de dénoncer les contrevenants aux tribunaux.

Toutes négociations faites par des intermédiaires sans qualité seront déclarées nulles.

Art. 11. Ne pourront les courtiers de commerce, sous peine de destitution, négocier aucune lettre de change ou billet, vendre aucune marchandise appartenant à des personnes dont la faillite serait connue.

Art. 12. Ne pourront les courtiers de commerce exiger ni

recevoir, sous peine de concussion, aucune somme au delà des droits déterminés à établir par le gouvernement sur la proposition de la chambre de commerce, et ils auront la faculté de se faire payer de leurs droits après la consommation de chaque négociation, ou sur des mémoires qu'ils fourniront, de mois en mois, des négociations faites, par leur entremise, aux banquiers, négociants ou autres pour lesquels ils auront opéré.

Art. 13. Les courtiers de commerce seront tenus de consigner leurs opérations sur des carnets ou de les transcrire dans le jour sur un journal timbré, coté et parafé par le président du tribunal de première instance, lesquels registres et carnets ils seront tenus de représenter aux tribunaux et arbitres; ils ne pourront non plus refuser de donner des reconnaissances des effets qui leur sont confiés.

Art. 14. Lorsque deux agents de change ou courtiers auront consommé une opération, chacun d'eux l'inscrira sur son carnet et le montrera à l'autre.

Art. 15. Les agents de change ou courtiers devront garder le secret le plus inviolable aux personnes qui les auront chargés de négociations, à moins que les parties ne consentent à être nommées ou que la nature des opérations ne l'exige.

Art. 16. Chaque agent de change ou courtier, devant avoir reçu de ses clients les effets qu'il négocie ou les sommes nécessaires pour payer ce qu'il achète, est responsable de la remise des valeurs négociées ou du payement de la marchandise achetée.

Art. 18. En cas de mort, démission ou destitution d'un courtier, le remboursement de son cautionnement ne pourra être demandé qu'après qu'il aura été justifié que la cessation de fonctions a été annoncée dans le Journal officiel trois fois consécutives, et affichée pendant un mois dans l'auditoire du tribunal de commerce, et qu'il n'est survenu aucune réclamation pendant ce délai.

.....

Art. 20. Le ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 novembre 1851.

L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

H. FORTOUL.

DÉCRET du 22 novembre 1811 portant que les ventes publiques de marchandises pourront être faites, dans tous les cas, par les courtiers de commerce.

Article 1er. Les ventes publiques de marchandises, à la bourse et aux enchères, que l'article 492 du code de commerce autorise les courtiers de commerce à faire en cas de faillite, pourront être faites par eux dans tous les cas, même à Paris, avec l'autorisation du tribunal de commerce donnée sur requête.

Art. 2. Notre grand-juge ministre de la justice et nos ministres de l'intérieur, des finances et du trésor impérial sont chargés de l'exécution du présent décret.

DÉCRET du 17 avril 1812, qui détermine le mode d'exécution de celui du 22 novembre 1811, relatif aux ventes publiques de marchandises par les courtiers de commerce.

NAPOLÉON, etc.

Considérant que lorsque nous avons rendu notre décret du 22 novembre 1811, portant : « Les ventes publiques de mar-« chandises à la bourse et aux enchères, que l'article 492 du « code de commerce autorise les courtiers de commerce à faire « en cas de faillite, pourront être faites par eux dans tous les « cas, même à Paris, avec l'autorisation du tribunal de com-« merce, donnée sur requête. » nous avons ordonné qu'il serait fait un règlement qui établirait une ligne de démarcation entre les fonctions des commissaires-priseurs et celles des courtiers de commerce ;

Notre conseil d'État entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Les marchandises désignées au tableau annexé au présent décret sont celles que les courtiers de commerce à Paris peuvent vendre à la bourse et aux enchères, après l'autorisation du tribunal de commerce, donnée sur requête.

Art. 2. Dans les autres villes de notre empire, les tribunaux et les chambres de commerce dresseront un état des marchandises dont il pourrait être nécessaire, dans certaines circonstances, d'autoriser la vente à la bourse et aux enchères, par le ministère des courtiers de commerce, et le soumettront à l'ap-

probation de notre ministre des manufactures et du commerce.

Les tribunaux et les chambres de commerce donneront aussi leur avis sur les projets de règlements locaux relatifs aux mesures d'exécution.

Art. 3. Dans toutes les villes, toutes les fois qu'il s'agira de procéder à de telles ventes, et avant que les tribunaux de commerce puissent accorder leur autorisation, sauf les cas de faillite, les courtiers déposeront au greffe du tribunal de commerce une déclaration, sur papier timbré, du négociant, fabricant ou commissionnaire qui aura demandé la faculté de vendre aux enchères, portant que les marchandises à vendre à la bourse, en vente publique et aux enchères sont sa propriété, ou bien qu'elles lui ont été adressées du-dehors par des marchands ou négociants qui l'ont autorisé à les vendre et à les réaliser par la voie de la vente publique et à la bourse; ou bien encore que le produit desdites ventes doit servir à rembourser des avances faites ou à payer des acceptations accordées, par suite de l'envoi desdites marchandises.

Néanmoins, et malgré les cas énoncés ci-dessus, les tribunaux de commerce seront juges de la validité des motifs.

Art. 4. Avant de procéder aux ventes mentionnées ci-dessus, il sera dressé et imprimé un catalogue des denrées et marchandises à vendre, lequel portera la date de l'approbation accordée par le tribunal de commerce, et sera signé par le courtier chargé de la vente.

Ce catalogue contiendra sommairement les marques, numéros, nature, qualité et quantité de chaque lot de marchandises, les magasins où elles sont déposées, les jours et les heures où elles pourront être examinées, et les jours et les heures où la vente publique et aux enchères en sera faite à la bourse.

Seront également mentionnées les époques des livraisons, les conditions de payement, les tares, avaries et toutes les autres indications et conditions qui seront la base et la règle du contrat entre les vendeurs et les acheteurs.

Ces imprimés seront affichés aux lieux les plus apparents et les plus fréquentés de la bourse, pendant le temps qui sera fixé par le tribunal de commerce, mais, au moins, pendant les trois jours consécutifs qui précèderont la vente.

Art. 5. Au moment de la vente, et avant qu'il soit procédé aux enchères, un échantillon de chaque lot sera exposé sur le bureau, et placé de manière que les acheteurs puissent l'examiner et le comparer avec l'indication portée sur l'imprimé.

Art. 6. En marge de chaque lot, et lors de la vente, seront écrits les noms et demeures des acheteurs et le prix de l'adjudication.

Les lots ne pourront être, d'après l'évaluation approximative, et selon le cours moyen des marchandises, au-dessous de deux mille francs pour la place de Paris, et de mille francs pour les autres places de commerce.

Les tribunaux de commerce pourront les fixer à un taux plus élevé, mais, dans aucun cas, les lots ne pourront excéder une valeur de cinq mille francs.

Art. 7. Les enchères seront reçues et les adjudications faites par le courtier chargé de la vente. Il donnera procès-verbal de chaque séance d'enchères; et, dans les vingt-quatre heures, il le déposera au greffe du tribunal de commerce.

Art. 8. Après chaque séance d'enchères, les noms des acheteurs, le numéro des lots et les prix d'adjudications seront recordés, et les acquéreurs apposeront leur signature sur les feuilles qui contiendront leurs enchères, en témoignage de reconnaissance des lots qui leur sont échus.

S'il s'élevait à cet égard quelques difficultés, la déclaration du courtier vaudra ce qu'elle vaudrait dans les achats et ventes de gré à gré.

Art. 9. Faute par l'adjudicataire de prendre livraison dans les délais fixés, la marchandise sera revendue à la folle enchère, et à ses périls et risques, trois jours après la sommation qui lui aura été faite de recevoir, et sans qu'il soit besoin de jugement.

Art. 10. Après les livraisons des marchandises, les comptes seront dressés par les négociants vendeurs; ils seront visés par le courtier chargé de la vente, et ils seront ainsi payés par les acheteurs, suivant les conditions des enchères.

Art. 11. Le droit de courtage pour ces ventes sera fixé par les tribunaux de commerce; mais, dans aucun cas, il ne pourra excéder le droit établi dans les ventes de gré à gré pour les mêmes sortes de marchandises.

Art. 12. En cas de contestation, elle sera portée devant le tribunal de commerce, qui prononcera, sauf l'appel, s'il y a lieu.

Art. 13. Au surplus, les courtiers de commerce se conformeront aux dispositions prescrites par la loi du 22 pluviôse an VII, concernant la vente publique des meubles.

Art. 14. Notre ministre des manufactures et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

ORDONNANCE DU ROI en date du 9 avril 1819 concernant les ventes publiques de marchandises par le ministère des courtiers.

Article 1er. Les ventes publiques de marchandises à l'enchère faites par le ministère des courtiers pourront avoir lieu au domicile du vendeur, ou en tout autre lieu convenable, dans les villes où il n'y aura pas de local affecté à la bourse et fréquenté par les commerçants.

Il sera prononcé sur cette faculté par les tribunaux de commerce auxquels, en vertu de l'article 492 du code de commerce, des décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812, et de l'article 74 de la loi du 15 mai 1818, il appartient d'autoriser les ventes publiques de marchandises par le ministère des courtiers.

Art. 2. Dans les villes où la bourse est ouverte et fréquentée, les tribunaux de commerce pourront aussi permettre la vente à domicile ou ailleurs, mais seulement dans les cas où ils estimeront que l'état ou la nature de la marchandise ne permet pas qu'elle soit exposée en vente à la bourse, ou qu'elle y soit vendue sur échantillons.

Art. 3. Dans tous les cas, l'ordonnance du tribunal fixera le lieu et l'heure des ventes, de manière que la réunion des courtiers et le concours des acheteurs puissent leur conserver le même degré de publicité.

Art. 4. Il ne pourra être mis aux enchères dans lesdites ventes que les marchandises spécifiées dans l'ordonnance du tribunal, lesquelles ne pourront être d'autre espèce que celles qui seront comprises aux états dressés en conformité du décret du 16 avril 1812 et de notre ordonnance du 1er juillet 1818.

Art. 5. Les tribunaux de commerce pourront, par leurs ordonnances motivées, déroger à la fixation du *maximum* et du *minimum* de la valeur des lots portée au décret du 17 avril 1812, s'ils reconnaissent que les circonstances exigent cette exception, sous la réserve néanmoins qu'ils ne pourront autoriser la vente des articles pièce à pièce ou en lots à la portée immédiate des particuliers consommateurs, mais seulement en nombre ou quantité suffisante, d'après les usages, pour ne pas contrarier les opérations du commerce en détail.

Art. 6. Les dispositions du décret du 17 avril 1812 contraires à celles de la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 7. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de

la justice, et notre ministre secrétaire d'État de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

LOI du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves.

Article 1^er^. Sont interdites les ventes en détail des marchandises neuves à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé avec ou sans l'assistance des officiers ministériels.

Art. 2. Ne sont pas comprises dans cette défense les ventes prescrites par la loi ou faites par autorité de justice, non plus que les ventes après décès, faillite ou cessation de commerce, ou dans tous les autres cas de nécessité, dont l'appréciation sera soumise au tribunal de commerce.

Sont également exceptées les ventes à cri public de comestibles et objets de peu de valeur, connus dans le commerce sous le nom de menue mercerie.

Art. 3. Les ventes publiques et en détail de marchandises neuves qui auront lieu après décès ou par autorité de justice seront faites selon les formes prescrites et par les officiers ministériels préposés pour la vente forcée du mobilier, conformément aux articles 625 et 945 du code de procédure civile.

Art. 4. Les ventes de marchandises après faillite seront faites conformément à l'article 486 du code de commerce, par un officier public de la classe que le juge-commissaire aura déterminée.

Quant au mobilier du failli, il ne pourra être vendu aux enchères que par le ministère des commissaires-priseurs, notaires, huissiers ou greffiers de justice de paix, conformément aux lois et règlements qui déterminent les attributions de ces différents officiers.

Art. 5. Les ventes publiques et par enchères, après cessation de commerce, ou dans les autres cas de nécessité prévus par l'article 2 de la présente loi, ne pourront avoir lieu qu'autant qu'elles auront été préalablement autorisées par le tribunal de commerce sur la requête du commerçant propriétaire, à laquelle sera joint un état détaillé des marchandises.

Le tribunal constatera, par son jugement, le fait qui donne lieu à la vente; il indiquera le lieu de son arrondissement où se

fera la vente; il pourra même ordonner que les adjudications n'auront lieu que par lots dont il fixera l'importance.

Il décidera, d'après les lois et règlements d'attribution, qui, des courtiers ou des commissaires-priseurs et autres officiers publics, sera chargé de la réception des enchères.

L'autorisation ne pourra être accordée pour cause de nécessité qu'au marchand sédentaire, ayant depuis un an au moins son domicile réel dans l'arrondissement où la vente doit être opérée.

Des affiches apposées à la porte du lieu où se fera la vente énonceront le jugement qui l'aura autorisée.

Art. 6. Les ventes publiques aux enchères de marchandises en groscontinueront à être faites par le ministère des courtiers, dans les cas, aux conditions et selon les formes indiqués par les décrets des 22 novembre 1811, 17 avril 1812, la loi du 15 mai 1818, et les ordonnances des 1er juillet 1818 et 9 avril 1819.

Art. 7. Toute contravention aux dispositions ci-dessus sera punie de la confiscation des marchandises mises en vente, et, en outre, d'une amende de 50 à 3,000 francs qui sera prononcée solidairement tant contre le vendeur que contre l'officier public qui l'aura assisté, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Ces condamnations seront prononcées par les tribunaux correctionnels.

Art. 8. Seront passibles des mêmes peines les vendeurs ou officiers publics qui comprendraient sciemment, dans les ventes faites par autorité de justice, sur saisie, après décès, faillite, cessation de commerce, ou dans les autres cas de nécessité prévus par l'article 2 de la présente loi, des marchandises neuves ne faisant pas partie du fonds ou mobilier mis en vente.

Art. 9. Dans tous les cas ci-dessus où les ventes publiques seront faites par le ministère des courtiers, ils se conformeront aux lois qui les régissent, tant pour les formes de la vente que pour les droits de courtage.

Art. 10. Dans les lieux où il n'y aura point de courtiers de commerce, les commissaires-priseurs, les notaires, huissiers et greffiers de justice de paix feront les ventes ci-dessus, selon les droits qui leur seront respectivement attribués par les lois et règlements.

Ils seront, pour lesdites ventes, soumis aux formes, conditions et tarifs imposés aux courtiers.

N° 630. — *DÉCISION qui charge* M. LAFLÈCHE, *capitaine du génie, de remplir intérimairement les fonctions de sous-directeur des fortifications et de directeur des ponts et chaussées pendant la durée du congé de M. le chef de bataillon* MERLIN.

Cayenne, le 28 septembre 1860.

Le GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le congé de convalescence accordé à M. MERLIN, chef de bataillon du génie, sous-directeur des fortifications et directeur des ponts et chaussées à la Guyane française ;

Vu les articles 8 et 61, paragraphe 2 de l'ordonnance organique du gouvernement de la Guyane française ;

Sur la proposition du commandant militaire, de l'ordonnateur et du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1er. M. LAFLÈCHE, capitaine du génie, est appelé à remplir intérimairement les fonctions de sous-directeur des fortifications et de directeur des ponts et chaussées pendant la durée du congé de M. le chef de bataillon MERLIN.

Art. 2. Il est alloué à M. LAFLÈCHE : 1° un supplément de mille francs par an au compte des services militaires, sur la partie des crédits que la position de congé de M. MERLIN va laisser disponible ;

2° Un supplément de mille francs par an au compte du service local.

Art. 3. La remise du service aura lieu à dater de ce jour.

La transmission du service de la direction du génie et des services accessoires qu'elle embrasse, comprenant les registres, livres, effets mobiliers, outils, ustensiles, matières dans les ateliers et en magasin et les inventaires et écritures constatant régulièrement l'existant de ces divers objets, à jour et dûment arrêtés et signés, aura lieu conformément à l'article 136 de l'instruction du 7 juillet 1835 sur le service du génie dans les places, en présence de l'administration qui en dressera procès-verbal.

Art. 4. Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution de la présente décision, qui sera insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la Guyane.

Cayenne, le 28 septembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:

Le Commandant militaire, MASSET. *L'Ordonnateur p. i.,* F. DE GLATIGNY. *Le Directeur de l'intérieur,* M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 337.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 631. — Par décret du 12 août 1860, rendu sur la proposition de Son Exc. le ministre de la marine, M. Néraudeau, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

N° 632. — Par décret impérial du 14 août 1860, rendu sur la proposition de Son Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, M. Tardy de Montravel, gouverneur de la Guyane française, a été promu au grade de commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur.

N° 633. — Par décret en date du même jour, ont été nommés chevaliers de la Légion d'honneur :

MM. Girard (Hippolyte-Auguste), sous-commissaire de la marine;
Ligier (Paul), capitaine à l'état-major de l'infanterie de la marine, attaché au service des établissements pénitentiaires;
Mango, sous-inspecteur chef du service des douanes.

N° 634. — Par décret du même jour, la médaille militaire a été accordée aux sieurs Rosse (Pair) et Sénès (Antoine), surveillants des établissements pénitentiaires.

N° 635. — Par dépêche ministérielle du 14 août 1860 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de la nomination du sieur Le Drant à un emploi de surveillant de 3e classe pour les établissements pénitentiaires à la Guyane.

N° 636. — Par dépêche ministérielle du 14 août 1860 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que le sieur Reichert (Jean), surveillant de 1re classe aux établissements pénitentiaires, a été autorisé à s'embarquer pour la Guyane où il a fixé sa résidence.

Le sieur Reichert qui se trouvait en position d'expectative de retraite et recevait en France sa demi-solde sur le pied d'Europe, à raison de 900 francs par an, continuera à recevoir dans la colonie la même solde jusqu'au jour où remise lui sera faite de son brevet de pension.

N° 637. — Par dépêche ministérielle du 16 août 1860 n° 273 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que le sieur Moyse (Achille), surveillant de 2e classe aux établissements pénitentiaires de la Guyane française, rentré en France en congé de convalescence, a été désigné par M. le ministre de la guerre le 24 juillet dernier, pour occuper un emploi de surveillant de 2e classe à l'atelier de travaux publics à Mers-el-Kébir (Algérie).

N° 638. — Par dépêche ministérielle du 17 août 1860 n° 274 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision de M. le ministre de la marine, en date du 9 du même mois, M. Brache, commissaire-adjoint de 2e classe de la marine à la Guyane française, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, et pour ancienneté de services.

N° 639. — Par dépêche ministérielle du 20 août 1860 n° 281

(*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 7 du même mois, M. le ministre de la guerre a autorisé le passage avec son grade, dans l'arme à pied de la garde de Paris, du sieur Deschamps (Nicolas), brigadier à pied de la compagnie de gendarmerie de la Guyane, actuellement en congé de convalescence en France.

N° 640. — Par dépêche ministérielle du 24 août 1860 n° 286 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné de la destination du sieur Bouisson, deuxième commis aux vivres de 1re classe, pour la Guyane française, où il est appelé à continuer ses services.

N° 641. — Par dépêche ministérielle du même jour n° 289 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 17 dudit mois, M. Caillard (Albert), fils d'un chirurgien de la marine en retraite, a été nommé employé auxiliaire de la marine à la Guyane française, à la solde de 600 francs par an sur le pied d'Europe.

N° 642. — Par dépêche ministérielle du 27 août 1860 n° 1397 (*Algérie et colonies : Secrétariat général, 3e bureau*), avis est donné de la désignation du jeune Philippe-Marie-Émile Chatelier, pour occuper la bourse devenue vacante au titre de la Guyane, par suite de la terminaison des études du jeune Narcisse Saint-Quantin.

N° 643 — Par décision du 1er septembre 1860, le sieur Marie (Albert-Jules) a été nommé apprenti relieur à l'imprimerie du gouvernement à la solde annuelle de 300 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 303.

N° 644. — Par décision du même jour, le sieur Bysance (Adolphe) a été nommé contre-maître chargé de la direction des travaux sur le domaine la Gabrielle, en remplacement du sieur Roch (Rodibert), révoqué.

Dans cette position, il recevra un salaire annuel de 600 francs et la ration fixée par l'arrêté local du 1er octobre 1856.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 300.

N° 645. — Par ordres du 3 septembre 1860, M. Eyrolles (Barthélemy-Joseph-Eugène), chirugien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Jaquolot (Jules-Pierre-Marie), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f°s 302 et 303.

N° 646. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé aux dames Le Goux (Aglaé), sœur Cyprienne, et Guichard (Reine), sœur Marie de Jésus, hospitalières de Saint-Paul de Chartres, avec autorisation de s'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Achéron* qui se rend à la Martinique, où il sera pourvu à leur passage par la voie des paquebots anglais à défaut de bâtiments de l'État.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 300.

N° 647. — Par arrêté du même jour, une somme de 87,216 francs 50 centimes, prélevée sur la caisse de l'immigration, a été expédiée à la Martinique sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, en remboursement des avances faites par cette colonie à l'occasion de la cession à la Guyane de cent immigrants chinois.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 301.

N° 648. — Par décision du 4 septembre 1860, M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, a été embarqué, à compter du 5 du courant, sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, pour y remplir, à titre provisoire, les fonctions de chirurgien-major, en remplacement de M. Thomas, officier de santé du même grade, décédé à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 302.

N° 649. — Par décision du 6 septembre 1860, le nommé Richard (Michel), surveillant rural, a été licencié.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 331.

N° 650 — Par ordre du 7 septembre 1860, le sieur Lhuerre (Pierre-Louis), distributeur des vivres de 1re classe, a été désigné pour aller remplacer sur l'établissement de Montjoly le sieur Lincey, agent des vivres, malade à l'hôpital.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 306.

N° 651. — Par ordres du 8 septembre 1860, M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Livrand (Jean-Thomas), officier de santé de la même classe, rappelé au chef-lieu, ayant terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 305.

N° 652. — Par décision du 10 septembre 1860, le sieur Calvel (Jean-Baptiste) a été nommé surveillant rural de 2e classe et concierge de la prison de Kourou, en remplacement du sieur Baudil, démissionnaire.

Dans cette position, cet agent recevra une solde annuelle de 800 francs et, comme concierge de la prison, un supplément éventuel de 200 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 306.

N° 653. — Par décision du 12 septembre 1860, il a été prescrit à la direction de l'intérieur de fournir au caporal chef du poste d'infanterie de marine, récement créé dans la paroisse de Rémire, les registres, papier, plumes, encre, etc. nécessaires au service de ce poste.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 310.

N° 654. Par décision du 13 septembre 1860, M. Roualt-Coligny (Adolphe-Marie), enseigne de vaisseau, second de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, a été appelé à en prendre le commandement provisoire, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Maudet, capitaine de ce bâtiment, entrant à l'hôpital.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 308.

N° 655. — Par ordres du 14 septembre 1860, le sieur Castel (Henry), distributeur de 2e classe des vivres sur le pénitencier de la Montagne-d'Argent, a été appelé à continuer ses services à l'îlet la Mère, et le sieur Lavy (Constant), distributeur du matériel de 3e classe, employé à l'îlet la Mère, a été rappelé à Cayenne pour continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Gardien*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 309.

N° 656. — Par ordre du même jour, M. Carron (Charles-André), premier maître de timonerie, nommé enseigne de vaisseau par décret du 1er août dernier, restera embarqué sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, pour y remplir les fonctions de son nouveau grade.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 309.

N° 657. — Par ordre du même jour, le sieur Romain (Maximilien), distributeur de 2e classe des vivres, employé sur le pénitencier flottant *le Gardien*, a été appelé à continuer ses services à la Montagne-d'Argent.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 310.

N° 658. — Par décision du même jour, le sieur Normand (Augustin) a été révoqué de son emploi d'archer de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 312.

N° 659. — Par ordres du même jour, M. Bisch (Louis-Gustave), chirurgien de 2e classe de la marine, attaché au pénitencier des îles du Salut, a été appelé à continuer ses services à Saint-Louis (Maroni), comme chef du service médical, en rem-

placement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade, rentrant à Cayenne pour y prendre la prévôté de l'hôpital militaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 312.

N° 660. — Par ordre du même jour, M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Bisch (Louis-Gustave), officier de santé du même grade, nommé chef du service de santé sur le pénitencier de Saint-Louis (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 313.

N° 661. — Par décision du 15 septembre 1860, le sieur Bourgeais (René-Julien) a été nommé surveillant des condamnés sur les travaux.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 314.

N° 662. — Par décision du même jour, M. Déchamp (Jean-Marie-Philippe-Victor), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, a été nommé secrétaire de mairie et percepteur des contributions au quartier du Tour-de-l'Ile.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 314.

N° 663. — Par décision du même jour, le sieur Bonté (Jean-Baptiste) a été nommé archer de police urbaine, en remplacement du sieur Normand (Augustin), révoqué.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 317.

N° 664. — Par décision du même jour, M. Bayssié (Amédée-Joseph-Célestin) a été nommé écrivain provisoire à la direction de l'intérieur à la solde annuelle de 1,200 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 318.

N° 665. — Par décision du 17 septembre 1860, M. Bassigny

(Eugène-André-René), secrétaire-greffier du quartier de Roura, a été nommé lieutenant-commissaire-commandant dudit quartier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 311.

N° 666. — Par décision du même jour, M. Guérin (Just-Aimé) a été appelé à continuer ses services sur l'établissement de Montjoly, en qualité d'agent comptable.

Il sera chargé de la comptabilité des vivres et du matériel sur cet établissement.

Sa solde, qui reste fixée à 2,200 francs par an, sera imputée au chapitre 16, article 1er, § 6.

Il recevra en outre l'indemnité annuelle de 180 francs pour frais de bureau.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 328.

N° 667. — Par décision du 19 septembre 1860, le sieur Tousseux (Alphonse), surveillant de 3e classe aux établissements pénitentiaires, a été révoqué de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 315.

N° 668. — Par décision du 24 septembre 1860, le sieur Élisabeth dit Covis (Louis-Auguste-Vincent) a été nommé garde de police urbaine.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 325.

N° 669. — Par décision du même jour, un congé provisoire pour France, où l'appellent des affaires de famille, a été accordé au sieur Julhe (Pierre-Roméo), surveillant de 3e classe aux établissements pénitentiaires.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 335.

N° 670. — Par ordre du 25 septembre 1860, il est prescrit à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de retour de son congé de convalescence, de débarquer de la frégate mixte

l'Amazone et d'embarquer à la même date sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 335.

N° 671. — Par décision du 26 septembre 1860, M. le colonel Masset, arrivant de France, reprend les fonctions de commandant militaire dont il est titulaire, fonctions qui lui sont remises par M. le lieutenant-colonel Colomb, qui en avait été intérimairement chargé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 318.

N° 672. — Par décision du même jour, M. Albert, lieutenant d'infanterie de ligne, officier d'ordonnance du gouverneur, revenant de congé, reprend ses fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 318.

N° 673. — Par décision du même jour, est acceptée la démission offerte par M^me^ Petit de son emploi de porte-clefs à l'atelier disciplinaire de la maison des femmes à Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 327.

N° 674. — Par décision du 27 septembre 1860, tous les individus qui obtiendront des passages, à titre de remboursement sur les bâtiments de l'État, devront à l'avenir verser la valeur des rations et du traitement de table au trésor de la colonie, sur le pied de 45 jours pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 319.

N° 675. — Par décisions du 28 septembre 1860, un congé provisoire de convalescence pour France a été accordé aux personnes ci-après dénommées, avec autorisation de prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*, savoir :

M. Beigner, R. P. de la compagnie de Jésus,
Sieurs Kaspard, frère laïque de la même compagnie,
Lars (Charles-Marie), surveillant de 2^e^ classe,

ORDONNEAU (Pierre-Constant), surveillant de 3e classe aux établissements pénitentiaires.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, fos 319 et 322.

N° 676. Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. DELAFON (Mathieu-Émile), commis de marine, avec autorisation de prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 322.

N° 677. — Par décisions du même jour, MM. CASTILLON (Jean-Baptiste-Henry), VIDAL (Emile-Léon), chirurgiens de 2e classe, et BON (Théophile), chirurgien de 3e classe de la marine, ont été autorisés à rentrer en France par la frégate mixte *l'Amazone*, leur temps de service colonial étant terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, fos 319 et 320.

N° 678. — Par décision du même jour, M. MICHAUX (François-Charles), aide-commissaire de la marine, appelé à continuer ses services à la Martinique, a été autorisé à prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*, pour se rendre à sa nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 321.

N° 679. — Par décision du même jour, M. BARDON (Étienne-Édouard), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, démissionnaire, a été autorisé à rentrer en France par la frégate mixte *l'Amazone*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 320.

N° 680. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé au sieur POTAIRE (François-Léonard), premier commis de 1re classe des vivres, avec autorisation de prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 323.

N° 681. — Par décision du 29 septembre 1860, un congé

convalescence pour France a été accordé à M. Giraud (Philippe), commissaire-commandant du quartier de Roura.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 321.

N° 682. — Par décision du même jour, un congé provisoire de convalescence pour France a été accordé à M. Vital (Antoine), agent de colonisation, avec autorisation de prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 323.

N° 683. — Par décision du même jour, un congé de convalescence pour France a été accordé à M. Merlin, chef de bataillon du génie, avec autorisation de prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 324.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 10.

OCTOBRE 1860.

N° 684. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers). *Exposition. — Palais de l'industrie, porte sud n° 16. — Comités locaux à organiser pour l'exposition.*

Paris, le 29 février 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint l'arrêté constitutif de l'exposition permanente de l'Algérie et des colonies, et d'appeler spécialement votre attention sur l'article 4, relatif à la formation des comités locaux destinés à correspondre avec la commission centrale de Paris. Ces comités, qui devront surtout se composer de négociants membres du conseil général et d'hommes spéciaux, tels que chirurgiens, pharmaciens, officiers de marine ou du génie, sont appelés à faire connaître, au double point de vue commercial et scientifique, toutes les ressources naturelles de la colonie, à préparer les envois pour l'exposition, à signaler les besoins du commerce et à indiquer le cours, ainsi que la rareté ou l'abondance des principales marchandises, telles que sucre, café, roucou, colle de poisson, caoutchouc, etc.

La nomination des membres de ces comités sera soumise à mon approbation ; ils se réuniront au moins une fois par mois, et un procès-verbal qui devra m'être envoyé régulièrement contiendra le compte rendu des délibérations et travaux de chaque séance.

La Guyane est un pays encore peu connu, et l'exemple de la

gutta-percha montre combien de découvertes inattendues peuvent résulter de l'étude de ses produits naturels. Le point de départ des recherches doit être un herbier, et je vous prie, après vous être entendu avec le chef du service de santé, d'inviter MM. les chirurgiens détachés à s'occuper sérieusement de la flore. Les fascicules contenant les échantillons de tiges, fleurs et feuilles, seront, autant que possible, accompagnés des fruits ou semences portant un numéro correspondant et de notes succinctes sur leurs usages connus ou présumés. En outre, MM. les commandants des postes, des pénitenciers et de la station locale devront recueillir avec soin tous les produits qui leur paraîtront susceptibles d'un emploi utile ou d'un intérêt immédiat pour la science. Ces envois devront être faits avec les plus minutieuses précautions pour éviter les insectes et l'humidité qui ont attaqué, jusqu'à ce jour, presque toutes les collections adressées à l'exposition, et vous recevrez prochainement, pour parer à ces inconvénients, une série de caisses en fer-blanc dont l'ouverture pourra être soudée ou entourée d'une bande de fort papier bien collée.

.....

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

P. S. Vous trouverez ci-joint la liste des agents qui sont chargés, dans chaque port, de la réception des colis adressés sous le couvert du ministère à l'exposition permanente.

Correspondants de M. FAURE-BEAULIEU, *entrepreneur des transports de la marine dans les ports de :*

Havre.....	M. DENOUETTE-ROGER.
Cherbourg.....	M. CHAUCOUÏLLON.
Brest.....	MM. F. MAZURIÉ et fils.
Lorient.....	MM. HÉBERT, BESNÉ et C^ie^.
Nantes.....	M. L. PETIT fils aîné.
Saint-Nazaire.....	
Rochefort.....	MM. W. PONTY et J. DEBON.
Bordeaux.....	M. MAROT fils aîné.
Marseille.....	M. J. BÉRENGER.
Toulon.....	

Nota. Il est essentiel que le connaissement qui accompagnera les colis porte l'adresse du correspondant de M. Faure-Beaulieu, en indiquant que l'envoi doit être dirigé sur Paris, à l'adresse de M. Faure-Beaulieu, qui en fera la livraison, aussitôt l'arrivée, à M. Aubry-Lecomte, conservateur de l'exposition des colonies à Paris.

ARRÊTÉ.

AU NOM DE L'EMPEREUR.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Vu l'arrêté du ministre de la marine en date du 23 octobre 1855;

Vu l'arrêté du ministre de l'Algérie et des colonies en date du 2 décembre 1858;

Vu les décisions ministérielles des 23 juin et 2 juillet 1859;

Sur le rapport qui nous a été présenté par le conseiller d'État chargé de la direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies,

Arrête :

Article 1er. L'exposition permanente de l'Algérie et des colonies est placée dans les attributions du directeur de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algerie et des colonies.

Art. 2. Un conservateur dirige l'administration de cet établissement.

Art. 3. Une commission dont les membres sont nommés par le ministre exerce sa surveillance sur toutes les parties du service.

Art. 4. Un comité d'exposition est établi dans les chefs-lieux des trois provinces de l'Algérie et dans chacune des colonies. Ces comités, formés, autant que possible, de membres des chambres d'agriculture et de commerce, donnent leur avis sur toutes les questions qui se rattachent au succès de l'exposition et correspondent avec le comité central de Paris.

Art. 5. Le conservateur est chargé de la comptabilité financière et matérielle; il effectue les recettes et les dépenses, surveille les collections, le mobilier, les archives et le laboratoire, classe les produits, prépare les catalogues et la correspondance, dirige le personnel, et prend enfin toutes les mesures d'ordre et de détail nécessaires à la marche du service intérieur.

Art. 6. Les recettes de l'exposition se composent :

1° Des subventions accordées sur le budget de l'État, et qui

sont administrées de la manière prescrite par les règlements sur la comptabilité publique ;

2° Des subventions accordées par les conseils généraux de l'Algérie et des colonies ;

3° Du produit des ventes et cessions à divers.

Les sommes provenant de ces deux dernières catégories sont déposées à la caisse des dépôts et consignations, qui les tient disponibles, aux conditions fixées pour les dépôts des établissements publics, et qui acquitte les dépenses de l'exposition sur les ordonnances qui lui sont adressées.

Art. 7. Les dépenses se composent :

1° De la solde, des indemnités, gratifications et allocations diverses au profit du personnel de l'établissement ;

2° Du montant des achats du matériel ou d'objets de collection, des travaux, expériences, frais de transport, de douane, d'octroi et autres frais accessoires.

Art. 8. Les recettes et dépenses concernant les fonds du budget de l'État sont arrêtées suivant les formes ordinaires.

Les recettes et les dépenses concernant les fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations sont arrêtées au 31 janvier ; passé cette époque, toutes les opérations des exercices antérieurs sont rattachées à l'exercice en cours.

Art. 9. Les recettes et les dépenses sont reconnues et liquidées par le conservateur, ordonnancées par le directeur de l'administration coloniale et visées par le contrôle. Les ordonnances de payement adressées sur la caisse des dépôts et consignations sont payables dans les dix jours de leur date, sur la quittance des parties y dénommées, donnée au bas des lettres d'avis signées et délivrées par le conservateur.

Art. 10. Pour faciliter l'acquittement des menues dépenses, il est fait au conservateur une avance de cinq cents francs, qui ne peut être renouvelée qu'après justification de l'emploi de la plus grande partie des derniers fonds avancés.

Art. 11. La commission de surveillance est composée de sept membres, y compris le président.

Le conservateur assiste aux délibérations avec voix consultative.

Un secrétaire désigné par le ministre est adjoint à la commission.

Les fonctions des membres et du secrétaire sont gratuites.

Art. 12. La commission choisit dans son sein un vice-président, dont la nomination est soumise à l'approbation du ministre ; elle

ne peut délibérer que lorsque quatre membres au moins sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix, et le procès-verbal de chaque séance est transcrit sur un registre spécial.

Art. 13. La commission reçoit communication de tous les faits et documents relatifs à l'exposition permanente, aux expositions dans les colonies et aux concours régionaux de France ; elle donne son avis sur toutes les dispositions à prendre en vue de provoquer la prospérité coloniale, signale au ministre les progrés réalisés dans la culture et l'industrie, lui rend compte des expériences intéressant le commerce, et appelle son attention sur les encouragements et les récompenses à décerner. Elle contrôle, en outre, toutes les opérations concernant le service intérieur, autorise la vente des objets qui risquent de s'avarier et détermine les formes de cette vente.

Art. 14. La commission examine, chaque année, les budgets de l'exposition, ainsi que les comptes administratifs, qui sont soumis, par le directeur de l'administration coloniale et des services financiers, à l'approbation du ministre ; enfin elle adresse annuellement au ministre un compte rendu, qui est communiqué aux préfets, aux commandants des territoires militaires en Algérie et aux gouverneurs des établissements d'outre-mer.

Art. 15. Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont rapportées.

Paris, le 30 décembre 1859.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

La commission est composée de :

MM. DE LESTIBOUDOIS, conseiller d'État, président ;
baron DE ROUJOUX, conseiller d'État, chargé de la direction de l'administration coloniale ;
ZŒPFEL, directeur de l'administration de l'Algérie ;
MONNY DE MORNAY, chef de la division de l'agriculture, délégué du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;
ROUGELOT, administrateur des douanes, délégué du ministère des finances ;

comte DE BOUILLÉ, délégué du comité consultatif des colonies;

Jules DUVAL, membre du conseil général de la province d'Oran;

AUBRY-LECOMTE, sous-commissaire de marine, conservateur de l'exposition permanente;

L. YVAN, attaché au ministère de l'Algérie et des colonies, secrétaire.

N° 685. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Rappel à l'exécution des articles* 162, 163 *et* 170 *du Code de justice maritime.*

Paris, le 26 juin 1860.

MESSIEURS, les articles 162, 163 et 170, § 6, du Code de justice maritime, ont précisé le mode suivant lequel les conseils de guerre devaient être appelés à se prononcer sur les faits déférés à leur appréciation, et mes circulaires des 25 juin, n° 42, 11 décembre 1858 et 19 avril 1859, insérées au Bulletin officiel, ont donné de ces dispositions un commentaire étendu.

Quoi qu'il en soit, un conseil de guerre, perdant de vue ces instructions, après avoir résolu négativement les questions corrélatives aux faits de la prévention, questions qui avaient été posées et résolues ainsi que le prescrivent les articles 162 et 163, a néanmoins cru pouvoir introduire dans le dispositif de son jugement une délibération finale comprenant tout à la fois la constatation d'une circonstance connexe à l'affaire jugée, une appréciation morale de cette circonstance, et enfin une décision d'absolution basée sur la non-existence d'une disposition pénale applicable au fait relevé.

Ce mode d'opérer est formellement contraire aux dispositions précitées, desquelles il résulte que chacun des faits compris dans la prévention doit, à peine de nullité, être l'objet d'une question posée dans la salle des délibérations, et, s'il s'agit d'un fait modificatif puisé dans les débats, à la condition que le défenseur aura été préalablement *averti, en séance publique,* de la question qui sera posée sur ce fait, afin qu'il soit à même de présenter ses observations.

C'est surtout en matière de perte de bâtiment qu'il convient de

faire une exacte application de ce principe, qui se rattache essentiellement aux droits et aux intérêts de la défense.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,
HAMELIN.

N° 686. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). *Au sujet de l'application des dispositions pénales édictées contre l'abandon du poste.*

Paris, le 17 août 1860.

Messieurs, j'ai été informé qu'une divergence d'interprétation s'était produite dans un de nos ports sur la portée de l'article 213 du Code de justice militaire ponr l'armée de terre. Quelques membres d'un conseil de guerre permanent ont vu avec raison, dans le mot *abandon du poste*, l'absence *même momentanée;* d'autres, donnant à cette expression un sens restreint, ont entendu ne l'appliquer qu'à l'absence *sans idée de retour*.

La question soulevée en cette circonstance a fixé tout particulièrement mon attention, et j'ai dû l'examiner *de concert* avec M. le ministre de la guerre, parce qu'elle se rapporte à un des articles du Code de *l'armée de terre* dont il appartient plus spécialement à mon collègue de régler l'application. Il importe, d'ailleurs, qu'à l'égard des dispositions de ce code, qui sont empruntées par le Code de *l'armée de mer*, le département de la marine n'adopte d'autre jurisprudence que celle qui est suivie par le département de la guerre.

Partageant ma manière de voir sur le point de doctrine dont il s'agit, S. Exc. M. le maréchal Randon a répondu à ma communication en s'étayant des motifs ci-après, qui, vous le remarquerez, s'appliquent avec la même force aux dispositions de l'article 184 du Code de justice *maritime*.

Les termes de l'article 213 du Code de justice militaire sont trop précis et trop absolus pour qu'on puisse supposer que le retour plus ou moins prompt du délinquant soit de nature à lui assurer l'impunité. Nul assurément ne s'arrêterait à une semblable considération dans les cas spécifiés aux n^os^ 1 et 2 de cet article (*abandon en présence de l'ennemi ou de rebelles armés sur un territoire en état de siége ou de guerre*). Or, puisque le légis-

lateur n'a pas distingué davantage dans le n° 3, il faut reconnaître que ce serait en fausser complétement le sens que de ne pas l'appliquer à tout homme qui s'absente, sans autorisation, d'un poste où il est de service. Quelque courte qu'en soit la durée, cette absence peut présenter, dans certains cas, les mêmes inconvénients et les mêmes dangers que si elle se prolongeait indéfiniment.

Si le système contraire était admis, les coupables y trouveraient un moyen de s'absenter le plus longtemps possible, en ayant soin seulement de se présenter au moment favorable pour prouver l'idée de retour, et, s'il arrivait même qu'ils fussent arrêtés avant la fin du service, ils auraient toujours à faire valoir, comme excuse, leur intention formelle de rentrer au poste.

Une dernière considération me conduit à laisser au mot *abandon* son sens ordinaire le plus large : c'est que le législateur, en abaissant jusqu'à la limite des punitions disciplinaires (deux mois de prison) le minimum de la pénalité édictée par le n° 3 de l'article 213 du Code militaire, a voulu donner aux juges toute latitude pour régler la condamnation suivant les circonstances du délit.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

N° 687. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 7963 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). *États des décès d'Européens. — Instructions.*

Paris, le 18 août 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai reçu, avec vos lettres des 16 mars et 15 mai derniers (nos 249 et 455), les états nominatifs des Européens *civils* décédés dans la colonie pendant les troisième, quatrième trimestres 1859 et premier trimestre 1860.

Ces documents m'ont été transmis sous le timbre Direction de l'administration coloniale, etc., 2e bureau.

A l'avenir, ils devront, aux termes de l'arrêté du 12 novembre 1859, art. 2, m'être envoyés sous le timbre Secrétariat général, 2e bureau (successions vacantes) ; ils ne devront comprendre que les Européens *civils* décédés à domicile ou dans les hôpitaux et non attachés à un service quelconque.

Les militaires, marins, fonctionnaires et agents divers devront

être portés sur des états distincts. Ces états me seront adressés sous le timbre des différents services auxquels les décédés auront été attachés.

Ainsi, les nommés CORRE, mousse, et SIMON, matelot, portés sur l'état joint à votre lettre du 16 mars, auraient dû figurer sur un état spécial, et cet état aurait dû me parvenir sous le timbre: Direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau. Le sieur DÉCHAMP, notaire, aurait dû être porté sur un état séparé; cet état aurait dû m'être envoyé sous le timbre: Secrétariat général, 2e bureau.

L'état des transportés décédés hors pénitenciers, joint à votre lettre du 15 mai, devait faire l'objet d'un envoi séparé portant le timbre : Direction de l'administration coloniale, etc., 2e bureau.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

N° 688. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 301 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Un certificat constatant ses services coloniaux doit être délivré, avant son embarquement, à tout officier de santé de la marine rappelé en France.*

Paris, le 18 septembre 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, les officiers de santé qui rentrent du service colonial dans la métropole doivent produire à leur port d'attache un certificat de leurs services aux colonies.

Afin d'éviter tout retard à ce sujet, j'ai décidé que les administrations coloniales devront, à l'avenir, ne jamais faire embarquer un officier de santé rappelé en France pour servir dans les ports sans lui avoir préalablement délivré un certificat constatant ses services dans la colonie qu'il quitte.

Je vous prie de tenir la main à ce que l'administration de la Guyane se conforme exactement à la présente disposition.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général, chargé par intérim de la direction,

ALFRED BLANCHE.

N° 689. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 302 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). *Envoi d'une circulaire relative à l'artillerie de marine.*

Paris, le 20 septembre 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint.....
l'exemplaire d'une circulaire en date du 25 août dernier, de M. le ministre de la marine, portant notification d'une décision impériale du 22 du même mois, qui a appliqué dans le corps de l'artillerie de la marine les appellations en usage dans l'artillerie de terre.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général, chargé par intérim de la direction,

Alfred BLANCHE.

Paris, le 25 août 1860.

Messieurs, sur l'avis du conseil d'amirauté, et par une décision impériale en date du 22 août 1860, rendue sur ma proposition, les appellations d'infanterie actuellement en usage dans le corps d'artillerie de la marine ont été remplacées par celles propres aux troupes d'artillerie du département de la guerre.

En conséquence, les compagnies du régiment d'artillerie de la marine prendront le nom de batteries ;

Les chefs de bataillon celui de chefs d'escadron ;

Les sergents majors celui de maréchaux des logis chefs ;

Les sergents celui de maréchaux des logis ;

Les caporaux celui de brigadiers.

Ces trois dernières dénominations seront également applicables aux sous-officiers et aux caporaux des compagnies d'ouvriers d'artillerie de la marine. Dans ces compagnies, les soldats seront qualifiés de canonniers-ouvriers de 1re, 2e ou 3e classe.

Ces dispositions deviendront réglementaires dans le corps d'artillerie de la marine à compter du 1er octobre 1860.

Veuillez, je vous prie, les notifier à qui de droit et en assurer la mise en pratique à partir de cette époque.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

Signé HAMELIN.

N° 690. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 361* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 4e bureau). *Les dispositions de la loi du 19 pluviôse an III et du 29 ventôse an IX, reproduites dans le règlement du 31 octobre 1840, continueront à être en vigueur aux colonies; elles consacrent deux sortes de retenues, une sur la solde des employés militaires, l'autre sur le traitement des employés civils.*

Paris, le 25 septembre 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai été consulté sur la question de savoir quel doit être le taux des retenues pour dettes à exercer, par suite d'oppositions, sur les traitements des fonctionnaires et agents civils employés dans les colonies. On m'a demandé si l'article 112 du règlement du 31 octobre 1840, qui consacre le principe d'une retenue particulière aux employés civils, retenue supérieure à celle qui est indiquée par l'article 111 pour les employés militaires, a été abrogé par l'article 160 du décret du 19 octobre 1851 sur la solde des fonctionnaires, officiers et employés du département de la marine et des colonies.

Je n'hésite pas à me prononcer pour le maintien de l'article 112 du règlement du 31 octobre 1840 et pour la continuation de la coexistence de deux sortes de retenues.

Ces deux systèmes tirent leur origine de la loi du 19 pluviôse an III, qui a consacré le principe d'une retenue fixe du cinquième sur les agents militaires, principe reproduit dans l'article 111 du règlement précité, et du décret du 21 ventôse an IX, qui a établi une retenue variable du cinquième, du quart ou du tiers, suivant la quotité des traitements des employés civils, et qui fait l'objet de l'article 112 du même règlement.

Ainsi, en 1840, on reconnaissait la coexistence de deux sortes de retenues, conformément aux prescriptions de la législation antérieure.

Le décret du 19 octobre 1851 n'a point eu pour objet de mo-

difier l'article 111 ni l'article 112 du règlement du 31 octobre 1840, encore moins d'abroger le décret du 21 ventôse an IX, qui a autorisé une retenue supérieure à celle dont la loi du 19 pluviôse an III permet de frapper les traitements des militaires.

Je ne vois aucun motif pour réduire la quotité des retenues passibles au profit des créanciers opposants, ni pour augmenter, en faveur des fonctionnaires saisis, la mesure de la protection exceptionnelle que la loi leur a accordée. En l'état actuel des choses, aucun tribunal ne refuserait, sans doute, de faire application de l'article 112 du règlement du 31 octobre 1840 à un créancier opposant au nom duquel on en réclamerait le bénéfice.

Il importe, à un autre point de vue, que les fonctionnaires dont le traitement est frappé d'oppositions puissent sortir le plus tôt possible d'une situation compromettante, et il n'y a pas lieu de chercher dans l'extension non justifiée d'une disposition réglementaire qui leur est étrangère un prétexte pour retarder leur libération.

Comme cette question intéresse le trésorier, puisqu'il a à opérer les retenues légales, et qu'il pourrait se trouver exposé à un recours de la part des saisissants, je vous prie de lui faire remettre copie de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 691. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 365 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). *Au sujet du remboursement de la valeur des timbres-postes coloniaux inutilement employés par les envoyeurs.*

Paris, le 27 septembre 1860.

Monsieur le Gouverneur, par réciprocité des dispositions arrêtées avec la direction générale des postes, dans le courant du mois de janvier dernier, concernant le remboursement, par les offices coloniaux, de la valeur des timbres-postes émis par l'administration des postes métropolitaines et inutilement em-

ployés à l'affranchissement des lettres originaires de France, j'ai autorisé la direction générale des postes à rembourser aux destinataires des lettres insuffisamment affranchies originaires des colonies, et pour le compte des offices coloniaux, la valeur des timbres-postes vendus par ces offices et apposés sur lesdites lettres.

A cet effet, l'administration des postes dressera chaque mois, pour chaque colonie, un bordereau des sommes qu'elle aura remboursées aux destinataires de lettres insuffisamment affranchies en timbres coloniaux. Les enveloppes revêtues de timbres-postes, contre la remise desquelles le remboursement aura été effectué, seront mises à l'appui du bordereau. Les sommes remboursées figureront au crédit de la métropole dans les comptes avec les colonies d'origine. Les bordereaux et les pièces à l'appui seront joints à ces comptes comme pièces justificatives.

En vous informant de ces dispositions, je vous prie, Monsieur le gouverneur, de les porter à la connaissance des agents préposés au service des postes dans la colonie.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 692. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n°* 369 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). *Mesure d'ordre pour l'envoi distinct des états nominatifs de décès.*

Paris, le 28 septembre 1860.

Monsieur le Gouverneur, par lettre du 15 mai dernier, n° 454, vous m'avez transmis l'état nominatif des Européens militaires, fonctionnaires et employés décédés à la Guyane française pendant le premier trimestre de l'année courante.

Ce document était accompagné de l'acte de décès du nommé Frédéric Cablat, magasinier, mort à Cayenne.

Je dois vous faire observer, pour ordre, que les états nominatifs de décès des fonctionnaires et employés civils morts à domicile doivent aujourd'hui m'être adressés distinctement sous le timbre de chacun des services auxquels le personnel ressortit. Ainsi, dans l'espèce, trois états nominatifs auraient dû être

adressés et me parvenir, savoir : pour les militaires, sous le timbre de la direction des affaires militaires et maritimes ; pour le notaire décédé, sous le timbre du secrétariat général, et, pour les autres agents, sous celui de l'administration coloniale.

Je vous invite à signaler cette disposition à qui de droit, avec invitation de s'y conformer à l'avenir.

Recevez, etc

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 693. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er octobre 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré	Le kilog.	//		
—— brut	*Idem.*	0f 48		
Café marchand	*Idem.*	2 00		
Café en parchemin.	*Idem.*	1 40		
Coton	*Idem.*	//		
Cacao	*Idem.*	1 20		
Roucou	*Idem.*	0 80		
Girofle noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle blanc	*Idem.*	//		
Girofle griffes	*Idem.*	//		
Tafia	Les 100 l.	100 00		
Mélasse	*Idem.*	//		
Couac	Le kilog.	0 40		
Peaux de bœufs	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er octobre 1860.

Les Membres de la commission,

CHAPELLE DE JULLEVILLE, J. WACONGNE, C. LALANNE, POUGET, GEORGE EMLER.

Le Sous-Inspecteur Chef du service des douanes,

MANGO.

Vu :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 356.

N° 694. — *DÉCISION qui nomme une commission chargée de reviser les arrêtés relatifs au quartier de Mana.*

Cayenne, le 3 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 19 octobre 1847, concernant les concessions à Mana, ensemble ceux du 20 octobre de la même année;

Attendu qu'il convient de reviser les dispositions des actes ci-dessus mentionnés et de les mettre en rapport avec les besoins actuels des habitants du quartier de Mana;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Une commission est nommée à l'effet d'examiner s'il n'y aurait pas utilité d'accorder, sur la rivière de l'Acarouany, des concessions de terrains, pour la culture des denrées d'exportation, aux habitants domiciliés au bourg de Mana, et de régler les conditions d'après lesquelles ces concessions seront faites.

Sont nommés membres de la commission :

MM. le sous-chef du bureau de l'administration et du contentieux, président;
le sous-ingénieur colonial;
Dechamp, commissaire-commandant du Tour-de-l'Ile;
l'arpenteur juré du gouvernement;
P. Voisin, géreur du domaine de Baduel.

Art. 2. Le résultat des opérations de la commission sera consigné dans un procès-verbal, qui sera transmis au directeur de l'intérieur.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 3 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 334.

N° 695. — *DÉCISION portant nominations de membres des conseils de guerre et de révision.*

Cayenne, le 3 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858;

Vu le décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies du code précité,

Décide :

M. Masset, colonel, commandant militaire, est nommé président du conseil de révision, en remplacement de M. Colomb, lieutenant-colonel, nommé président du deuxième conseil de guerre.

M. Colomb, lieutenant-colonel, commandant le 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé président du deuxième conseil de guerre, en remplacement de M. Desnous, chef de bataillon, parti pour France.

M. de Castelnau, capitaine au 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé membre du conseil de révision, en remplacement de M. Merlin, chef de bataillon du génie, parti pour France.

M. Chatelain, capitaine au 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé juge au deuxième conseil de guerre, en remplacement de M. de Castelnau, capitaine au même régiment, nommé membre du conseil de révision.

M. Geoffroy, lieutenant d'artillerie, est nommé juge au deuxième conseil de guerre, en remplacement de M. Kmarec, parti pour France.

M. Dufresne, sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé juge au premier conseil de guerre, en remplacement de M. Delamare, sous-lieutenant, parti pour France.

Cayenne, le 3 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 334.

N° 696. — *DÉCISION portant nomination des membres du jury d'examen pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.*

Cayenne, le 11 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la décision du 24 août dernier, fixant l'époque d'ouverture du concours pour l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres du jury d'examen;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Sont nommés membres du jury d'examen pour l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur :

MM. Favard (Michel), directeur de l'intérieur, président;
Noyer, commissaire-adjoint de la marine, contrôleur colonial par intérim;
Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de la marine, chef du bureau de l'administration et du contentieux à la direction de l'intérieur,

assistés de M. Dupin (Jean-Baptiste-François-Victor), sous-chef de bureau à la direction de l'intérieur, comme examinateur pour les questions orales.

M. Ménard (Pierre-Gabriel-Frédéric), commis de la direction de l'intérieur, remplira les fonctions de secrétaire du jury.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée au contrôle colonial, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 11 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 348.

N° 697. — *ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,495 francs 60 centimes, pour payement de diverses créances sur exercice clos.*

Cayenne, le 11 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que diverses sommes n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice 1859, par suite de retard dans la production des titres ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Et de l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il est ouvert un crédit supplémentaire de *mille quatre cent quatre-vingt-quinze francs soixante centimes* sur l'exercice 1860, au titre : Dépenses sur exercice clos, qui sera réparti entre les différents chapitres et articles que ces dépenses concernent, suivant le détail ci-après, savoir (section Ire, chapitre Ier, article 4) :

1° Au trésorier de la colonie, pour remboursement de somme payée en France pour délégation du quatrième trimestre 1859 de M. Bourny, secrétaire de mairie de Roura..... 37f 50

2° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour solde de décembre 1859 de M. Bellain, vérificateur étalonneur..... 41 67

(Section Ire, chapitre II, article 3.)

3° A M. Javouhey, pour fournitures diverses faites en 1859 pour le service de la léproserie de l'Acarouany. 794 21

(Section IIe, chapitre II, article 3.)

4° Au trésorier de la colonie, pour remboursement de somme payée à la Martinique pour affranchissement des lettres et paquets adressés au gouverneur de la Guyane, pendant le quatrième trimestre 1859.... 30 62

A reporter..... 904 00

Report.....	904' 00
5° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Delamotte, pour fournitures de tubes de vaccin, en 1859.....	25 00
6° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Faure-Beaulieu, pour transports effectués en 1859.....	28 55
7° Au même, pour remboursement de somme payée à la Martinique pour la portion afférente au service local de la Guyane dans les dépenses accessoires des hôpitaux en 1859.....	13 83
8° A M. Javouhey, pour fournitures de divers objets faites, en 1859, pour la mairie de Mana.....	524 22
Total.....	1,495 60

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 11 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 357.

N° 698. — *ARRÊTÉ portant organisation du service de la perception des contributions de la ville de Cayenne.*

Cayenne, le 11 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le titre I^er^ de l'arrêté du 20 août 1850, concernant le recouvrement des contributions directes dans les quartiers de la colonie ;

Vu les articles 159, 160, 198 à 214, 234 à 242 du décret du 26 septembre 1855, sur le service financier des colonies ;

Vu la dépêche ministérielle à la date du 20 mai 1859, n° 41, ensemble celle du 31 décembre 1859, n° 30 ;

Considérant qu'il est nécessaire de régler définitivement le service de la perception de la ville de Cayenne et de le mettre en harmonie avec le décret du 26 septembre 1855, qui a organisé d'après de nouveaux principes le service financier des colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Il y aura, pour la ville de Cayenne et la banlieue, un percepteur chargé du recouvrement :

1° Des contributions sur rôles, soit directes, soit indirectes;

2° Des divers produits ci-après mentionnés,

SAVOIR :

Taxes sur les passe-ports ;

Taxes sur les permis de port d'armes;

Droits pour les plaques délivrées aux pirogues, canots de pêche, aux journaliers, aux cabrouets à bête et à bras;

Droits d'abattoir;

Redevance des revendeurs et revendeuses ;

Droits de permis de colportage;

Redevance des canotiers, portefaix et commissionnaires;

Droits sur les livrets remplacés.

Art. 2. Le percepteur sera nommé par le gouverneur, sur la proposition du directeur de l'intérieur et la présentation du trésorier.

Il sera placé sous la surveillance et la responsabilité du trésorier payeur, faisant fonctions de receveur général, et exercera ses attributions conformément aux prescriptions du décret du 26 septembre 1855, sur le service financier, et de l'arrêté du 28 mai 1860.

Art. 3. Ce comptable sera tenu de fournir un cautionnement de cinq mille francs en numéraire.

Art. 4. Il versera tous les mois au trésor les sommes qu'il aura perçues dans le mois précédent, et sera personnellement responsable des recouvrements qu'il aura effectués.

Art. 5. Les remises à allouer au percepteur de la ville sont réglées comme suit :

Remises sur les rôles de contributions directes.....	10 p. 0/0 sur les 1ers 50,000 fr. 6 p. 0/0 sur le surplus.
Remises sur les rôles de contributions indirectes.....	5 p. 0/0 sur les 1ers 20,000 fr. 3 p. 0/0 sur le surplus.
Remises sur les autres produits locaux (droits de passe-ports, de port d'armes, d'abattoir, etc.) ..	2 p. 0/0 sur l'ensemble des recouvrements.
Allocation fixe par article de rôle..	25 centimes.

Art. 6. Le trésorier payeur, en qualité de receveur général,

sera chargé de la centralisation de tous les produits du service local, et recevra à ce titre des remises réglées ainsi qu'il suit :

1° Cinq pour cent sur le montant des recouvrements opérés par les percepteurs sur les divers rôles de contributions ;

2° Quatre pour cent sur les recouvrements effectués personnellement par le trésorier, tant sur les produits divers que sur ceux de l'immigration (le produit des douanes excepté) ;

3° Trois pour cent sur le montant des produits divers locaux recouvrés par les percepteurs ;

4° Un pour cent sur les recouvrements des comptables autres que les percepteurs et sur les recettes des douanes comprises dans les comptes sous le titre de liquidation de droits.

Art. 7. Dans aucun cas la même somme ne pourra donner une double remise au même comptable.

Il ne sera accordé aucune remise sur les remboursements de frais de justice, sur les produits divers de l'État et sur les reversements.

Les cautionnements déposés entre les mains du trésorier payeur comme garantie de gestion, de fournitures et de soumissions, seront exonérés de toute prestation.

Les non-valeurs sur rôles, sur liquidations et sur produits divers, ne donneront pas lieu également à remise, non plus que l'encaissement des subventions, les remboursements des cessions que se font les services publics, et généralement toutes opérations de trésorerie qui ne constituent que des mouvements d'écritures.

Art. 8. Les remises allouées au trésorier payeur et au percepteur de Cayenne leur seront payées trimestriellement, d'après des états de perception dressés par le trésorier payeur et visés par le directeur de l'intérieur, conformément à l'arrêté du 20 août 1850.

Art. 9. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, et notamment l'arrêté du 25 octobre 1859.

Art. 10. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 11 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 353.

N° 699. — *DÉCISION qui charge M. le sous-lieutenant d'infanterie de marine* BROUSMICHE (Jean-Marie-Auguste) *du commandement du pénitencier de Saint-Louis (Maroni), pendant la durée de l'absence de* M. RONMY, *commandant titulaire.*

Cayenne, le 16 octobre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 1er mai 1859, portant création du pénitencier de Saint-Louis;

Vu la décision du 19 juillet 1860, qui nomme M. RONMY, lieutenant à l'état-major de l'infanterie de marine, commandant particulier de ce pénitencier;

Vu l'article 72 du règlement du 10 mai 1855, sur le service intérieur des établissements pénitentiaires;

Vu l'ordre en date du 3 octobre, qui prescrit à M. RONMY de remonter le fleuve le Maroni pour y accomplir une mission spéciale;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

M. BROUSMICHE (Jean-Marie-Auguste), sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine, commandant les troupes à Saint-Louis, prendra le commandement de ce pénitencier pendant la durée de l'absence de M. RONMY, commandant titulaire.

Dans cette position et à partir du jour de sa prise de commandement, M. BROUSMICHE jouira du supplément annuel de *onze cents francs* et de l'indemnité de *deux cent quarante francs* de frais de bureau accordés à M. RONMY.

Cette dépense sera imputée au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Direction et commandement des pénitenciers).

Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 16 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 351.

N° 700. — *DÉCISION réglant le concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine dans le service colonial à ouvrir à la Guyane, en* 1860.

Cayenne, le 17 octobre 1860.

Nous, Gouverneur de la Guyane française,

Vu les articles 5, 14 et 15 du décret impérial du 14 mai 1853, portant organisation du corps du commissariat de la marine, et l'arrêté ministériel du 29 octobre 1853, qui a déterminé les conditions du concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine aux colonies;

Vu la circulaire ministérielle du 14 septembre 1860, n° 297, portant envoi des sujets de composition pour le concours de 1860;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Article 1er. Le concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine dans le service colonial à ouvrir en 1860 aura lieu, en ce qui concerne la Guyane, à Cayenne, au local du tribunal commercial maritime, le mardi 20 novembre 1860, à huit heures du matin, et les jours suivants.

Art. 2. La commission locale chargée de procéder aux examens oraux est composée, en exécution de l'arrêté du 29 octobre 1853, de :

MM. l'ordonnateur, président;
le contrôleur colonial;
le directeur d'artillerie;
le procureur impérial près les tribunaux de la Guyane;
un commissaire-adjoint ou un sous-commissaire, à désigner au moment du concours.

Un aide-commissaire remplira les fonctions de secrétaire du jury.

Art. 3. Les canditats se feront inscrire au secrétariat du gouvernement.

La liste de ceux admis sera arrêtée le samedi 17 novembre, à cinq heures de l'après-midi.

Art. 4. Pourront seuls être admis aux épreuves du concours les commis de marine nommés depuis deux ans ou ayant quatre ans de service, soit en cette qualité, soit comme écrivains, et

les écrivains pourvus du diplôme de bachelier ès lettres et ayant quatre années de service.

Art. 5. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 17 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 349.

N° 701. — *ARRÊTÉ qui règle les distributions de viande fraîche à Cayenne et dans les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 17 octobre 1860.

NOUS, GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les arrivages qui ont eu lieu en bœufs de boucherie destinés à la nourriture des rationnaires de l'État;

Attendu qu'il n'y a plus nécessité de maintenir les dispositions de l'arrêté du 22 septembre dernier, qui a diminué le nombre des distributions de viande fraîche attribuées, chaque semaine, aux rationnaires du gouvernement;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS ce qui suit :

Article 1er. Les délivrances de viande fraîche aux marins de la station, aux troupes de la garnison et à tous les autres rationnaires libres de l'État auront lieu quatre fois par semaine, les mardi, jeudi, samedi et dimanche.

Art. 2. Les mêmes délivrances de viande fraîche seront faites deux fois par semaine aux transportés, les dimanche et jeudi.

Art. 3. L'autorisation accordée aux entrepreneurs de la boucherie d'abattre des taureaux est et demeure rapportée.

Art. 4. Les dispositions qui précèdent sont applicables, à Cayenne, à compter du dimanche 21 octobre courant, et, sur les pénitenciers, dès le lendemain du jour où elles leur seront connues.

Art. 5. Notre arrêté du 22 septembre dernier est et demeure rapporté.

Art. 6. Le commandant militaire, l'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 17 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 353.

N° 702. — *DÉCISION qui pourvoit au remplacement de plusieurs membres des conseils de guerre et de révision.*

Cayenne, le 17 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858;

Vu le décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies du code précité,

Décide :

M. Chatelain, capitaine au 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé rapporteur au 2e conseil de guerre, en remplacement de M. Néraudeau, capitaine, partant pour les îles du Salut.

M. Chrétien, capitaine au 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé juge au 2e conseil de guerre, en remplacement de M. Chatelain, capitaine, nommé rapporteur au même conseil.

M. Vagnair, lieutenant au 3e régiment d'infanterie de la marine, est nommé juge au 1er conseil de guerre, en remplacement de M. Roux-Duremère, partant pour les îles du Salut.

Dangée, sergent-major d'infanterie, est nommé greffier du conseil de révision, en remplacement du sergent-major Murat, partant pour les îles du Salut.

Cayenne, le 17 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 352.

N° 703. — *DÉCISION portant création, pour la Guyane française, d'un comité d'exposition chargé de faire connaître les ressources naturelles du pays et de préparer les envois pour l'exposition des colonies.*

Cayenne, le 22 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 4 de l'arrêté de S. Exc. le ministre secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies, du 30 décembre 1859, portant qu'un comité d'exposition est établi dans les chefs-lieux des trois provinces de l'Algérie et dans chacune des colonies ;

Vu la dépêche de S. Exc. du 21 juillet 1860, qui approuve le projet de décision qui lui a été adressé, ayant pour objet la création pour la Guyane française dudit comité d'exposition ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Sont nommés membres du comité de l'exposition :

MM. Chapuis, médecin en chef de la marine, président ;
Virgile, docteur-médecin, propriétaire ;
Laflèche, capitaine du génie ;
Masson, enseigne de vaisseau ;
Mango, sous-inspecteur des douanes ;
Vauquelin, agent général des cultures ;
Virgile (Adraste), aide-commissaire de la marine ;
Voisin, géreur de l'habitation Baduel ;
Bataille, négociant ;
Pouget, *idem ;*
Mittre, pharmacien ;
le chef du bureau de l'agriculture et du commerce à la direction de l'intérieur.

Art. 2. Le comité de l'exposition est chargé de faire connaître, au double point de vue commercial et scientifique, toutes les ressources naturelles du pays, et de préparer les envois pour l'exposition ; il signalera les besoins du commerce et de l'agriculture, et indiquera la rareté ou l'abondance, ainsi que le cours des principaux produits.

Art. 3. Le comité de l'exposition se réunira au moins une fois par mois. Il sera dressé un procès-verbal des travaux de chaque séance, qui sera adressé au directeur de l'intérieur, pour être transmis au ministre.

Art. 4. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée au contrôle, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la Guyane.

Cayenne, le 22 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 366.

N° 704. — *ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 14,484 fr. 33 cent. pour payement de diverses créances sur exercices clos.*

Cayenne, le 26 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que diverses sommes n'ont pu être mandatées avant la clôture de l'exercice 1859, par suite des retards apportés dans la production des titres ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du gouvernement provisoire du 27 avril 1848, concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il est ouvert un crédit supplémentaire de *quatorze mille quatre cent quatre-vingt-quatre francs trente-trois centimes* sur l'exercice courant, au titre Exercices clos, qui sera réparti entre les chapitres respectifs que ces dépenses concernent et suivant le détail ci-après, savoir :

(Section 1re, chapitre 1er, article 4.)

1° Au trésorier de la Guyane, pour remboursement de somme payée en France à M. Brache, commissaire-adjoint de la marine, chef de bureau à la direction de l'intérieur de la Guyane, pour

solde et accessoires acquis en 1859..... 620 00

2° Au même, pour remboursement de somme payée en France à Mme veuve Raymond, pour délégation du mois de juillet 1859, souscrite en sa faveur par M. Raymond fils, attaché à l'administration de la Guyane..... 12 50

(Section 1re, chapitre 2, article 3.)

3° A M. l'abbé Bourgeon, pour remboursement de somme payée pour le montant des loyers du presbytère du quartier d'Iracoubo, du 1er février 1859 au 31 décembre suivant, avances faites sur la somme totale de 229 fr. 17 cent..... 165 00

4° A M. Bertille, propriétaire, pour loyer d'une maison occupée par le curé du quartier d'Iracoubo, en 1859..... 64 17

(Section 2, chapitre 1er, article 4.)

5° Au trérorier de la Guyane, pour remboursement de somme payée en France pour délégation, pendant le quatrième trimestre 1859, de M. Brunetti, aumônier du collége de Cayenne..... 250 00

(Section 2, chapitre 2, article 3.)

6° Au trésorier de la Guyane, pour remboursement de somme payée en France à M. Ch. Scribe, pour fourniture d'un exemplaire de l'Almanach impérial..... 12 37

7° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Descrivan, pour abonnement, en 1859, au recueil des arrêts du Conseil d'État.... 15 00

8° Au même, pour remboursement de somme payée en France à M. Babeau, chef du bureau de la caisse de l'administration générale des postes, pour règlement du compte général des correspondances échangées entre la France et la Guyane pendant le premier semestre 1859..... 2,152 48

9° Au même, pour remboursement de somme payée en France au directeur comptable des caisses centrales du trésor public, pour remboursement au ministère de la guerre de la valeur de quatorze che-

A reporter..... 3, 291 52

Report.....	3,291f 52
vaux cédés, en 1859, à la gendarmerie de la Guyane	10,935 00
10° Au même, pour remboursement de somme payée en France au directeur comptable des caisses centrales du trésor public, pour remboursement des frais occasionnés, en 1859, par la recherche de l'embarcation *la Louise*, appartenant au service local de la Guyane..	257 81
Total.....	14,484 33

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 370.

N° 705. — *DÉCISION qui fixe l'époque de la rentrée des classes dans les divers établissements d'instruction publique à Cayenne.*

Cayenne, le 26 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. La rentrée des classes dans les divers établissements d'instruction publique de Cayenne, autres que le collége, aura lieu le lundi 5 novembre prochain.

Cette rentrée sera inaugurée par une messe du Saint-Esprit, qui sera célébrée, à huit heures du matin, à l'église paroissiale, et à laquelle devront assister les élèves des écoles de la ville.

L'administration fera connaître ultérieurement le jour de la rentrée pour le collége de Cayenne.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution

de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 26 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 369.

N° 706. — *DÉCISION concernant le versement à la caisse de réserve de l'excédant des recettes sur les dépenses de l'exercice* 1859.

Cayenne, le 26 octobre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 98 du décret sur le service financier des colonies, du 26 septembre 1855 ;

Vu le règlement des comptes de l'exercice 1859, duquel il ressort un excédant de recettes de 18,193 fr. 16 cent. sur les dépenses dudit exercice ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé,

Décide :

Article 1er. La somme de dix-huit mille cent quatre-vingt-treize francs seize centimes, présentant l'excédant des recettes sur les dépenses de l'exercice 1859, sera versée à la caisse de réserve.

Art. 2. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 26 octobre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 373.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 707. — Par décret impérial du 31 août 1860, M. DE SAINT-MICHEL-DUNEZAT a été nommé conseiller privé suppléant à la Guyane française, en remplacement de M. DÉCHAMP, décédé.

N° 708. — Par dépêche ministérielle du 3 septembre 1860, n° 4897 (*Marine : administration de l'établissement des invalides, bureau des invalides et des pensions*), avis est donné que, par décret du 22 août 1860, il a été réglé une pension de 500 francs, avec jouissance du 28 octobre 1860, d'après les lois des 18 avril 1831 et 9 juin 1853, en faveur de Mme FESSARD, née MALIN (Marie-Charlotte-Élisabeth), veuve d'un ancien procureur impérial près le tribunal de première instance de Gorée, retirée à Cayenne.

N° 709. — Par dépêche ministérielle du 8 septembre 1860, n° 293 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est donné avis que, par décision du 31 août dernier, M. le ministre de la guerre a désigné, pour passer à Villefranche (Haute-Garonne), M. GONNOT, lieutenant de gendarmerie, qui devait remplir, à la compagnie de la Guyane, la vacance créée par le décès de M. le lieutenant COSTE.

N° 710. — Par dépêche ministérielle du 10 septembre 1860, n° 295 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que M. BROYE, chirurgien de 3e classe de la marine du port de Lorient, a été destiné à servir à la Guyane française, en remplacement de M. CAILLARD, officier de santé du même grade, rattaché au service des ports.

N° 711. — Par dépêche ministérielle du 14 septembre 1860, n° 298 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décret du 15 août 1860, rendu sur la proposition de M. le ministre de la guerre, l'Empereur a conféré la médaille militaire à MM. COLLIN (Jean-Baptiste-Joseph), brigadier de gendarmerie, et MARCOZ

(François), gendarme, l'un et l'autre employés à la Guyane française.

N° 712. — Par dépêche ministérielle du 26 septembre 1860, n° 308 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), il est donné avis de la destination pour la Guyane française de M. La Barbe, aide-commissaire de la marine, de la promotion du 11 février dernier, qui avait été appelé du service de la Guadeloupe à celui de la Réunion.

N° 713. — Par dépêche ministérielle du même jour, n° 363 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau*), avis est donné de l'approbation par S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies d'un arrêté du 27 juillet 1860, sur le service du pilotage à Cayenne (1).

N° 714. — Par dépêche ministérielle du 28 septembre 1860, n° 309 (*Algérie et colonies : dirction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décret du 18 du même mois, l'Empereur a nommé chevalier de la Légion d'honneur M. Landois (François), surveillant militaire à la Guyane française, et a conféré la médaille militaire à MM. Dedieu (François) et Mégny (Nicolas), surveillants militaires dans la même colonie.

N° 715. — Par dépêche ministérielle du 28 septembre 1860, n° 310 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que le sieur Blaise (Eugène-Victor), ancien soldat d'infanterie de marine, a été nommé à un emploi de distributeur de 2e classe des vivres, et destiné à continuer ses services à la Guyane et à remplacer numériquement le sieur Blachère, décédé.

OMISSION DU MOIS DE SEPTEMBRE 1860.

N° 716. — Par décision du 5 septembre 1860, le sieur Moussa

---

(1) Voir cet arrêté au Bulletin officiel de la colonie, mois de juillet 1860, pages 325 et 326.

a été nommé surveillant rural au quartier de Kourou, en remplacement du sieur Xaveiro, démisssionnaire, pour compter du 1er août.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 357.

Nº 717 — Par décision du 1er octobre 1860, M. Bassigny (Eugène-André-René), secrétaire-greffier et lieutenant-commissaire-commandant au quartier de Roura, a été nommé commissaire-commandant par intérim audit quartier, en remplacement de M. Giraud (Philippe), parti pour France en congé de convalescence.

Dans cette position, M. Bassigny recevra un supplément annuel de 800 francs.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 344.

Nº 718. — Par décision du même jour, le sieur Guisoulphe (Jules-Paul-Auguste), surveillant rural de 2e classe au quartier de Roura, a été nommé secrétaire greffier par intérim audit quartier, en remplacement de M. Bassigny (Eugène-André-René), appelé à d'autres fonctions.

Dans cette position, il jouira d'un supplément annuel de 500 francs.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 344.

Nº 719. — Par ordre du même jour, M. Thérond (Isidore-Julie), chirurgien de la marine de 2e classe, a été appelé à continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Castor*, à Kourou, en remplacement de M. L'helgoualc'h, officier de santé de 3e classe, rentrant au chef-lieu après avoir terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 336.

Nº 720. — Par ordre du même jour, M. Mussard-Duchaudy (Jean-Louis-Aristide), aide-commissaire de la marine, provenant de la Guadeloupe, a été nommé garde-magasin des subsistances, en remplacement de M. Gilbert-Desvallons, officier du commissariat du même grade.

Enregistré au contrôle, registre nº 33 des ordres et décisions, fº 329.

N° 721. — Par ordre du même jour, il est enjoint à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur *le Gardien*, dont il reprendra le commandement, lequel lui sera remis par M. l'enseigne de vaisseau Stahl, qui en avait été chargé provisoirement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 335.

N° 722. — Par ordre du même jour, M. Stahl, enseigne de vaisseau, reprend sur *le Gardien* ses fonctions de second.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 336.

N° 723. — Par ordre du même jour, M. Jaquolot, chirurgien de 2e classe de la marine, a été chargé du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Castillon, officier de santé du même grade, rentrant en France par le transport *l'Amazone*.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 328.

N° 724. — Par ordre du 2 octobre 1860, M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, a été nommé prévôt de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Théron (Isidore-Julie), officier de santé du même grade, qui a terminé son temps de prévôté.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 333.

N° 725. — Par décision du 3 octobre 1860, M. Varlet, écrivain de la marine, a été chargé provisoirement, et en dehors des heures réglementaires de bureau, de la tenue des écritures de l'imprimerie du gouvernement, avec jouissance d'une indemnité de 50 francs par mois, en remplacement de M. Delafon, commis de marine, parti pour France en congé de convalescence.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 347.

N° 726. — Par décision du 4 octobre 1860, le sieur Lhuerre

(Jules-Émilien-Elvidius) a été révoqué de son emploi d'apprenti typographe à l'imprimerie du gouvernement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 348.

N° 727. — Par décisions du 10 octobre 1860, ont été nommés porteurs de contraintes dans les divers quartiers de la colonie, savoir :

A Approuague, le sieur Berthier (Félix-Eugène-Alexandre), surveillant rural de 2e classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs;

A l'Ile-de-Cayenne, le sieur Alzon (Jules), surveillant rural de 1re classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs;

A Iracoubo, le sieur Chalot (Aristide-Marie-Hubert), surveillant rural de 1re classe, avec une indemnité annuelle de 150 francs;

A Kaw, le sieur Chapuis (Nicolas), surveillant rural de 1re classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs;

A Kourou, le sieur Germain (Antoine), surveillant rural de 2e classe, avec une indemnité annuelle de 150 francs;

A Macouria, le sieur Lucain (Pierre-Louis), surveillant rural de 1re classe, avec une indemnité annuelle de 150 francs;

A Mana, le sieur Roger (Michel), surveillant rural de 3e classe, avec une indemnité annuelle de 150 francs;

A Montsinéry, le sieur Elzéard (Ignace-Apollon), surveillant rural de 1re classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs;

A Roura, le sieur Trénité (Joseph-Adolphe), surveillant rural de 2e classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs;

A Sinnamary, le sieur Claire (Joseph-Armand), surveillant rural de 3e classe, avec une indemnité annuelle de 150 francs;

A Tonnégrande, le sieur Virginie (Pierre-Maxime), surveillant rural de 1re classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs;

Au Tour-de-l'île, le sieur Joseph, dit Flore, surveillant rural de 2e classe, avec une indemnité annuelle de 300 francs,

Et à Oyapock, le sieur Boudaud (Auguste), avec une indemnité annuelle de 300 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 342.

N° 728. — Par décision du 11 octobre 1860, la démission offerte par M. Chauvin (Joseph-Adolphe-Victor) de ses fonctions de percepteur des contributions au quartier de Montsinéry a été

acceptée, et M. Sophie (Marie-Théophile-Jean-Pierre-Éléodore), secrétaire de mairie audit quartier, y a été nommé aux mêmes fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 343.

N° 729. — Par décision du même jour, le sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), deuxième commis de 1re classe des vivres, a été nommé premier commis de 2e classe, pour continuer ses services aux îles du Salut, avec la solde de 2,044 francs par an, déterminée par l'arrêté local du 27 avril 1859.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 346.

N° 730. — Par décision du même jour, le sieur Halmus (François), distributeur de 2e classe des vivres, a été porté à la 1re classe de son grade, pour continuer ses services aux îles du Salut.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 346.

N° 731. — Par ordre du même jour, le sieur Bayonne (Alexandre-Urbain), distributeur de 2e classe des vivres à Sainte-Marie de la Comté, a été appelé à continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Gardien*, en remplacement du sieur Magdelaine (Léopold), agent des vivres de la même classe, qui passe à Sainte-Marie de la Comté.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 346.

N° 732. — Par ordre du même jour, M. le lieutenant d'artillerie de marine Geoffroy, assisté de M. Cuny, contrôleur d'armes, a été chargé de la visite des armes des corps de troupe en garnison dans la colonie, tant au chef-lieu que sur les pénitenciers.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisons, f° 340.

N° 733. — Par décision du 12 octobre 1860, le sieur Maurras (Charles) a été nommé piqueur à la direction du génie, à la solde mensuelle de 150 francs, en remplacement du sieur Bassières (Gustave), parti pour France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 358.

N° 734. — Par décision de M. le gouverneur en date du même jour, et sur la demade de M. Chaton, consul du Vénézuéla à Cayenne, M. Gustave Lalanne a été autorisé à gérer le consulat pendant l'absence du titulaire.

N° 735. — Par ordre du 13 octobre 1860, il est enjoint à M. Larrouy (Antoine-Désiré), écrivain de la marine chargé de la comptabilité des bâtiments légers de la station, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Oyapock*, à compter du 15 du courant, et d'embarquer, à la même date, sur l'aviso à vapeur *le Casabianca*, en qualité d'officier d'administration, en remplacement de M. Sablier, commis de marine, qui a reçu une autre destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 341.

N° 736. — Par décision du 15 octobre 1860, M. Gilbert-Desvallons (Pierre-François-Amilcar), aide-commissaire de la marine, a été autorisé à prendre passage sur le packet anglais pour se rendre à la Guadeloupe, où il est appelé à continuer ses services.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 340.

N° 737. — Par décision du même jour, M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, a été embarqué sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, pour y remplir, à titre provisoire, l'emploi de chirurgien major, pendant la maladie de M. Ponty, titulaire de cet emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 341.

N° 738. — Par ordre du même jour, M. Caillard (Albert), envoyé de France comme écrivain temporaire de la marine, a été appelé à continuer ses services au bureau des travaux et approvisionnements.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 347.

N° 739. — Par décision du même jour, une solde journalière de 50 centimes est allouée aux transportés employés sur la route du dégrad des Cannes.

La même décision accorde à ceux qui travaillent sur la route de Kourou à Iracoubo, savoir :

Aux ouvriers d'art..... 0f 50 par jour.
Aux manœuvres..... 0 20

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 350.

N° 740. — Par ordres du 19 octobre 1860, le sieur Godefroy (Joseph) a été nommé distributeur de 2e classe des vivres

et destiné à servir sur le pénitencier des îles du Salut, en remplacement du sieur Lebrun (Alexandre-Pierre-Vigor), distributeur du matériel, rappelé à Cayenne pour continuer ses services au magasin général, en remplacement du sieur Stanis, distributeur de 1re classe des vivres, décédé.

Enregistré au contrôle, reg. n° 33 des ordres et décisions, f°s 349 et 350.

N° 741. — Par décision du même jour, le sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), premier commis de 2e classe des vivres, employé aux îles du Salut, a été appelé à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement du sieur Dessources de Quatreboeufs, deuxième commis de 1re classe, qui reçoit une nouvelle destination.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 347.

N° 742. — Par décision du 20 octobre 1860, le sieur Dessources de Quatreboeufs (Charles), deuxième commis de 1re classe des vivres, a été appelé à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement du sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), passé à Saint-Laurent (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 352.

N° 743. — Par décision du même jour, a été autorisé l'envoi des sieurs Blaise (Eugène), Alidor-Pasco et Michel, ouvriers d'art, sur l'habitation domaniale la Gabrielle, pour y être employés à la construction d'un bâtiment destiné au logement des immigrants engagés sur cet établissement.

Ils recevront, pendant tout le temps qu'ils seront employés, en outre de la ration fixée par l'arrêté local du 1er octobre 1856, les dimanches et jours fériés exceptés, une solde journalière répartie ainsi qu'il suit :

Blaise (Eugène), maître ouvrier charpentier.....		4f 00
Alidor-Pasco..	ouvriers.....	3 00
Michel.....		

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 352.

N° 744. — Par décision du même jour, la ration journalière de vivres a été accordée au sieur Calvel, surveillant rural, adjoint au piqueur des ponts et chaussées pour les travaux de la route de Kourou à Iracoubo, pendant le temps qu'il exercera la surveillance sur l'atelier de cette route.

Elle a été également accordée au sieur Vouland, ancien mili-

taire en retraite, pour le temps qu'il sera employé aux travaux entrepris à l'île Royale (pénitencier des îles du Salut).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 370.

N° 745. — Par décision du 22 octobre 1860, le sieur Savard (Maurice), deuxième commis de 2e classe des vivres, a été porté à la 1re classe de son grade.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 360.

N° 746. — Par ordre du 27 octobre 1860, M. Kerhuel (Jean-Baptiste-Élie), chirurgien de 1re classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service médical à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Chéron (Jules-François), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, son temps de détachement étant terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 364.

N° 747. — Par décision du même jour, le sieur Valette (Benoît-Joseph), concierge de la grande geôle à Cayenne, passe en la même qualité à la prison des femmes, à compter du 1er novembre 1860, avec la solde annuelle de 2,000 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 365.

N° 748. — Par décision du même jour, le sieur Dauphine (Jacques-Victor-Auguste), concierge de la prison des femmes à Cayenne, passe en la même qualité à la grande geôle, à compter du 1er novembre 1860, avec la solde annuelle de 2,000 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 365.

N° 749. — Par décision du même jour, la dame Valette, née Bureau (Félicité), a été nommée porte-clefs à la prison des femmes à Cayenne, à compter du 1er novembre 1860, à la solde annuelle de 600 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 361.

N° 750. — Par ordres du 29 octobre 1860, les sieurs Clotilde (Alphonse) et Philippe-Philibert ont été nommés distributeurs de 2e classe des vivres et destinés à servir, le premier à Saint-Louis (Maroni), et le second à la Montagne-d'Argent.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 363.

N° 751. — Par décision du même jour, le sieur Cléobie

(Dominique), distributeur de 1re classe des vivres à la Montagne-d'Argent, a été chargé de centraliser la comptabilité des vivres et du matériel sur ce pénitencier.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 363.

N° 752. — Par décisions du 30 octobre 1860, le sieur Lincey (Joseph), distributeur de 2e classe des vivres, employé à Mont-Joly, a été appelé à Cayenne pour continuer ses services au magasin des subsistances, et le sieur Blanchard (Louis), deuxième commis de 2e classe des vivres, employé à Saint-Louis (Maroni), a été appelé à servir aux îles du Salut.

Enregistré au contrôle, reg. n° 33 des ordres et décisions, f°s 364 et 365.

N° 753. — Par décision du même jour, a été acceptée la démission offerte par le sieur Rosette (Hippolyte) de son emploi de deuxième commis de 2e classe des vivres.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 364.

N° 754. — Par ordre du même jour, le sieur Olivier (Louis-Pierre-Amable), magasinier de 3e classe, a été suspendu de son emploi et mis en subsistance à bord du *Gardien*, en attendant une occasion pour son renvoi en France.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 365.

N° 755. — Par décision du 31 octobre 1860, le sieur Dessources de Quatreboeufs (Charles), deuxième commis de 1re classe des vivres, a été appelé à continuer ses services au pénitencier de Kourou, en remplacement du sieur Rosette (Hippolyte), deuxième commis de 2e classe, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 368.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 11.

NOVEMBRE 1860.

N° 756. — *LOI relative aux grandes pêches maritimes.*

Paris, le 28 juillet 1860.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

AVONS SANCTIONNÉ et SANCTIONNONS, PROMULGUÉ et PROMULGUONS ce qui suit :

LOI.

(Extrait du procès-verbal du Corps législatif.)

LE CORPS LÉGISLATIF a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er. La loi du 22 juillet 1851, relative aux grandes pêches maritimes, continuera de recevoir son exécution jusqu'au 30 juin 1871, sauf les modifications suivantes :

Les dispositions du paragraphe 1er de l'article 2 de ladite loi, relative au minimum d'équipage que doivent recevoir les navires expédiés pour la pêche de la morue, seront appliquées aux goëlettes armées à Saint-Pierre et Miquelon pour faire la pêche, soit au grand banc de Terre-Neuve, soit au banc de Saint-Pierre, soit dans le golfe de Saint-Laurent, soit sur les côtes de Terre-Neuve.

Il ne pourra être embarqué à bord desdites goëlettes aucun

homme faisant partie de l'équipage d'un navire pêcheur expédié de France.

La prime d'armement mentionnée en l'article 3 de la même loi ne sera accordée que pour les hommes de l'équipage inscrits définitivement aux matricules de l'inscription maritime, et pour ceux qui, n'étant que provisoirement inscrits, n'auront pas atteint l'âge de vingt-deux ans à l'époque du départ.

Art. 2. Est réduit de 7 à 3 francs par cent kilogrammes le droit imposé par la loi du 29 avril 1845 à l'importation aux Antilles des morues de pêche étrangère.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 juillet 1860.

Le Président, comte DE MORNY; *les Secrétaires*, comte LOUIS DE CAMBACÉRÈS, comte LÉOPOLD LE HON, comte JOACHIM MURAT.

(Extrait du procès-verbal du Sénat.)

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative aux grandes pêches maritimes.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 24 juillet 1860.

Le Président, TROPLONG; *les Secrétaires*, A. LAITY, comte DE GROSSOLLES-FLAMARENS, baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat.

Le Sénateur Secrétaire,
Baron T. DE LACROSSE.

MANDONS et ORDONNONS que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais des Tuileries, le 28 juillet 1860.

NAPOLÉON.

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'État au département de la justice,

DELANGLE.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'État,

ACHILLE FOULD.

N° 757. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE n° 10441* (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). *Instructions pour la rédaction des notices individuelles.*

Paris, le 19 septembre 1860.

Monsieur le Gouverneur, j'ai eu l'honneur de vous transmettre, par dépêches des 28 septembre 1859 et 31 janvier 1860, des instructions relatives à l'envoi des notes sur le personnel de la magistrature.

A la première de ces dépêches se trouvait joint un modèle imprimé qui, par la manière dont il est rédigé, pourrait laisser des doutes dans votre esprit sur l'opportunité de me transmettre, comme par le passé, les notes des présidents de la cour et des tribunaux ou des chefs des parquets sur les magistrats qui leur sont subordonnés. En effet, ce modèle contient seulement à la quatrième page deux espaces égaux, destinés à recevoir, l'un les observations du procureur général ou du chef du service judiciaire, l'autre celles du gouverneur, et vous pourriez conclure de cette division que j'ai entendu renoncer à recevoir les notes ou les observations des présidents qui sont chefs de service, d'après l'organisation actuelle de la magistrature.

Il n'en est pas ainsi, Monsieur le gouverneur, et, pour éclaircir toute espèce de doute à cet égard, j'ai l'honneur de vous faire connaître que mon intention est de recevoir toujours les notes des chefs de service sur les magistrats qui leur sont subordonnés.

Les observations du chef du service judiciaire de la colonie viendront ensuite; la notice individuelle, enfin, sera terminée par vos propres observations, confirmant ou modifiant celles qui précèdent.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général,

Alfred BLANCHE.

N° 758. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 317* (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). *Exécution d'une décision impériale pour un nouveau mode de payement du traitement de la médaille militaire.*

Paris, le 5 octobre 1860.

Monsieur le Gouverneur, par suite de la décision prise par

Sa Majesté, le 12 juin dernier, le traitement de la médaille militaire doit, à partir du 1er juillet 1861, être payé par semestre et sur des titres nominatifs d'inscription.

Au nombre des mesures préliminaires que nécessite l'exécution de la décision impériale se place la production de pièces justificatives par les militaires et marins décorés, formalité qui est l'objet d'une circulaire adressée par le grand chancelier de la Légion d'honneur aux conseils d'administration des corps des armées de terre et de mer.

J'ai l'honneur de vous transmettre deux exemplaires de cette circulaire, en vous priant de donner des ordres pour que chacun ait à se conformer, sous le plus bref délai possible, aux instructions qu'elle contient.

Vous voudrez bien m'accuser réception du présent envoi.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général, chargé par intérim de la direction,

ALFRED BLANCHE.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR.

(Circulaire.)

Paris, le 30 juin 1860.

MESSIEURS, sur mon rapport, S. M. l'Empereur a décidé, le 12 juin 1860, qu'à partir du 1er juillet 1861 le traitement de la *médaille militaire* sera payé par semestre et sur des titres d'inscription.

Pour établir ces titres, la grande chancellerie a besoin d'avoir :

1° Un acte de naissance ;

2° Un état de services détaillé.

Toutefois, avant de me transmettre ces pièces, avec un bordereau indiquant les dates de nomination, vous aurez soin de constater qu'elles sont bien d'accord entre elles quant aux noms, prénoms, dates et lieux de naissance, filiation, etc., etc.

Dans le cas où elles présenteraient des différences, vous devrez les faire rectifier.

Ces pièces devront me parvenir le plus promptement possible.

Dorénavant, toutes les fois qu'un sous-officier ou soldat sera décoré de la médaille militaire, vous devrez, dès que la nomination vous sera notifiée, m'envoyer son acte de naissance et son état de

services, dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Recevez, etc. *Le Grand Chancelier,*

M^al PÉLISSIER, DUC DE MALAKOFF.

N° 759. — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n°* 381. (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2^e bureau). *Demande d'un état nominatif des pensionnaires de la marine qui cumulent la jouissance de leur pension avec le traitement d'emplois civils.*

Paris, le 12 octobre 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, M. le gouverneur de la Guadeloupe m'a adressé un état nominatif des divers pensionnaires de la marine qui cumulent la jouissance de leur pension avec le traitement des emplois civils qu'ils occupent dans la colonie, et qui sont rétribués sur les fonds de l'État, sur ceux du service local et sur ceux des communes.

En pareil cas, le cumul ne pouvant avoir lieu, aux termes d'une circulaire ministérielle du 17 juillet 1852 (timbrée Comptabilité générale et Invalides), qu'autant qu'il a été préalablement autorisé par le département de la marine, j'ai adressé l'état dont il s'agit à M. l'amiral Hamelin, qui, par voie d'approbation générale, a reconnu le droit au cumul pour les pensionnaires titulaires de pensions *réputées militaires*, sans mélanges de *services civils* (art. 29 de la loi du 18 avril 1831); il a refusé ce droit à un ancien ingénieur colonial et à un ancien conducteur de travaux, tous deux titulaires d'une pension *réputée civile*.

Afin de régulariser dans nos diverses colonies la situation des pensionnaires de la marine au point de vue du cumul de leur pension avec le traitement afférent à des emplois civils, je vous invite à me faire parvenir, le plus tôt possible, un état nominatif de tous ceux qui se trouvent dans cette position à la Guyane française. Vous voudrez bien, d'ailleurs, pourvoir à ce que, au fur et à mesure qu'un cas de cumul se produira dorénavant dans la colonie, j'en sois immédiatement informé, afin que je puisse, de mon côté, provoquer du département de la marine l'approbation nécessaire.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 760. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* n° 406 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). *Avis de la promulgation de la convention d'extradition conclue, le 3 août 1860, entre la France et les Pays-Bas.*

Paris, le 31 octobre 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, les deux gouvernements de France et des Pays-Bas ont échangé, le 23 août 1860, une convention conclue le 3 août 1860, et ayant pourbut de régler l'extradition entre les colonies françaises et néerlandaises des Indes occidentales.

Cet acte, dont vous trouverez le texte au Moniteur du 30 octobre et au Bulletin des lois, n° 864, page 939, a été promulgué par un décret de l'Empereur, du 18 du même mois.

Vous voudrez bien pourvoir à son application dans la colonie.

Comme vous le verrez, on a consacré dans cette convention le principe de la communication directe entre les gouverneurs des colonies respectives pour les demandes d'extradition ; il y a été également introduit un article spécial pour la remise des transportés évadés. Ces dispositions sont de nature à donner toute satisfaction aux intérêts engagés.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,

Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

DÉCRET IMPÉRIAL portant promulgation de la convention d'extradition entre les colonies françaises et les colonies néerlandaises des Indes occidentales conclue, le 3 août 1860, entre la France et les Pays-Bas.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1er. Une convention ayant été conclue avec les Pays-Bas, le 3 août 1860, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs

entre les colonies françaises et les colonies néerlandaises des Indes occidentales, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à la Haye, le 23 août 1860, ladite convention, dont la teneur suit, recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, ayant jugé utile de s'entendre au sujet d'une convention réglant l'extradition réciproque des malfaiteurs entre les colonies françaises et néerlandaises des Indes occidentales, ont muni, à cet effet, de leurs pleins pouvoirs, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le comte *de Sartiges*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour des Pays-Bas ;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur *Jules-Philippe-Jacques-Adrien* comte *de Zuylen de Nyevelt*, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, grand-croix de l'ordre du Sauveur, chevalier de première classe de l'ordre du Medjidié, commandeur de l'ordre de Léopold, son chambellan et ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^er^. Les Gouvernements de France et des Pays-Bas s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement, dans les cas et aux conditions fixés par la convention du 7 novembre 1844 et la convention additionnelle du 2 août 1860, et sauf les stipulations contenues dans les articles suivants, les malfaiteurs réfugiés des possessions néerlandaises aux Indes occidentales dans les possessions françaises de ces parages et des possessions françaises aux Indes occidentales dans les possessions néerlandaises de ces parages.

Art. 2. L'extradition aura lieu sur la demande que le gouverneur de l'une des colonies respectives adressera directement au gouverneur de l'autre, lequel aura le droit, soit de l'accorder immédiatement, soit d'en référer à son Gouvernement.

Le principe de communication directe entre les gouverneurs des colonies respectives, au lieu de l'emploi de la voie diplomatique, sera également applicable aux cas prévus par les articles 7 et 9 de la convention du 7 novembre 1844, et les articles 1^er^ et 2 de la convention additionnelle du 2 août 1860.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1er de la convention additionnelle du 2 août 1860, tout individu subissant, dans les établissements pénitentiaires coloniaux, une peine encourue pour un des crimes prévus dans lesdites conventions, sera extradé sur la production de l'extrait matriculaire relatant les crimes qui ont motivé la condamnation, la juridiction par laquelle elle a été prononcée, indépendamment du signalement de l'individu.

Cet extrait sera certifié au nom du gouverneur par le chef de l'établissement d'où l'évasion aura eu lieu, et revêtu du timbre officiel de l'établissement.

Art. 4. Lorsque, en vertu de l'article 2 de la convention additionnelle du 2 août 1860, l'arrestation provisoire aura été accordée par le gouverneur de la colonie auquel la demande en aura été adressée, le mandat d'arrêt ou l'extrait matriculaire mentionné à l'article précédent devra être transmis à l'étranger détenu, dans le délai de quatre semaines.

Art. 5. La présente convention sera publiée dans les deux États, ainsi que dans les colonies respectives, aussitôt après l'échange des ratifications, lequel aura lieu dans le délai de trois semaines, ou plus tôt, si faire se peut; elle sera mise en vigueur dix jours après celui de la publication dans les colonies.

La présente convention continuera à être en vigueur jusqu'à déclaration contraire de la part de l'un des Gouvernements; néanmoins elle sera censée dénoncée par le seul fait de la dénonciation de la convention du 7 novembre 1844 ou de la convention du 2 août 1860.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye, le trois août mil huit cent soixante.

(L. S.) *Signé* SARTIGES.
(L. S.) *Signé* DE ZUYLEN DE NYEVELT.

Art. 2. Notre ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Saint-Cloud, le 18 octobre 1860.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Ministre des affaires étrangères,
THOUVENEL.

Vu et scellé du sceau de l'État:

Le Garde des sceaux Ministre de la justice,
DELANGLE.

N° 761. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er novembre 1860.*

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré.....	Le kilog.	//		
— brut.....	*Idem.*	0f 48		
Café { marchand....	*Idem.*	2 40		
Café { en parchemin.	*Idem.*	1 50		
Coton.....	*Idem.*	//		
Cacao.....	*Idem.*	1 10		
Roucou.....	*Idem.*	80 à 90		
Girofle { noir (clous).	*Idem.*	0 65		
Girofle { blanc.....	*Idem.*	//		
Girofle { griffes.....	*Idem.*	//		
Tafia.....	Les 100 l.	100 00		
Mélasse.....	*Idem.*	//		
Couac.....	Le kilog.	0 40		
Peaux de bœufs.....	La peau.	12 00		

Cayenne, le 2 novembre 1860.

Les Membres de la commission,
GEORGE EMLER, POUGET.

Le Sous-Inspecteur
Chef du service des douanes,
MANGO.

Vu : *Le Directeur de l'intérieur,*
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 13.

N° 762. — *DÉCISION portant que le deuxième maître de manœuvre* GRAVIER *sera détaché à l'établissement pénitentiaire de la Comté, pour l'installation des radeaux destinés à amener au chef-lieu une partie du matériel.*

Cayenne, le 2 novembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 15 novembre 1859, numérotée 185, prescrivant l'évacuation des établissements de la Comté;

Considérant qu'il importe que cette évacuation ait lieu dans le plus bref délai, et que dès-lors il y a lieu de multiplier les moyens de transport, afin d'amener à Cayenne tout le matériel qui peut être utilisé ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. Le second maître de manœuvre GRAVIER sera détaché à la Comté et sera chargé de l'installation des radeaux destinés à amener au chef-lieu une partie du matériel.

Art. 2. Dans cette position et pendant toute la durée des opérations, le sieur GRAVIER touchera un supplément de *trois francs* par jour, imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 7 (Dépenses accessoires).

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée au commandant de la marine, enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 novembre 1860,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 373.

N° 763. — *DÉCISION portant que le maréchal des logis de gendarmerie* RAGON *sera détaché à Saint-Georges, pour y être chargé, sous les ordres du commandant de l'établissement, de tous les détails du service et de la discipline.*

Cayenne, le 2 novembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 26 avril 1853, portant création de l'établissement de Saint-Georges ;

Vu la décision du 5 septembre 1860, portant nomination de M. ROMIEU comme commandant provisoire de cet établissement ;

Considérant qu'il importe de placer auprès de M. Romieu un sous-officier spécialement chargé des détails du service et de la discipline du pénitencier;

Attendu que la faiblesse de l'effectif du corps militaire des surveillants ne permet pas de disposer pour cet emploi d'un sous-officier de ce corps;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

Décide :

Article 1er. Le maréchal des logis de gendarmerie Ragon sera détaché à Saint-Georges et y sera chargé, sous les ordres du commandant de l'établissement, de tous les détails du service et de la discipline.

Art. 2. Dans cette position et en raison du service spécial qu'il est appelé à faire, ce sous-officier touchera un supplément de *six cents francs* par an, imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 4 (Surveillance et police).

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée au commandant de gendarmerie, enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 2 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 375.

N° 764. — *ARRÊTÉ relatif à l'examen d'écrivain de la marine à faire passer à* M. Caillard, *écrivain auxiliaire.*

Cayenne, le 3 novembre 1860.

Nous, Gouverneur de la Guyane française,

Vu la dépêche ministérielle du 24 août 1860, n° 289;

Vu l'arrivée à la Guyane de M. Caillard, écrivain auxiliaire de la marine;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Il sera procédé, à l'époque du concours annoncé par notre arrêté du 18 octobre 1860, et conformément aux dispositions des arrêtés ministériels des 15 mai et 29 octobre 1853, à l'examen de M. Caillard, écrivain auxiliaire de la marine, pour son admission à l'emploi d'écrivain titulaire.

En conséquence, le jury d'examen, composé conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 octobre 1853 précité, et composé de MM. l'ordonnateur,

le contrôleur colonial,

un commissaire-adjoint ou un sous-commissaire de la marine,

un aide-commissaire de la marine, secrétaire,

se réunira, à cet effet, dans une des salles de l'hôtel de l'intendance.

M. Caillard sera tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté précité du 15 mai 1853.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 3 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 369.

N° 765. — *ARRÊTÉ établissant la proportion dans laquelle la caisse d'immigration et les colons devront concourir au payement de la prime d'introduction des coolies indiens introduits par* le Réaumur.

Cayenne, le 12 novembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dépêches ministérielles en date des 27 mars, 3 et 29 septembre 1860, numérotées 91, 335 et 370;

Attendu qu'il convient, vu l'arrivée du *Réaumur*, expédié par la compagnie générale maritime et porteur d'un convoi de cinq cent trente-huit immigrants indiens à destination de cette colonie,

d'établir la proportion dans laquelle la caisse d'immigration et les colons devront concourir au payement de la prime d'introduction ;

Attendu que le règlement de cette prime à la compagnie générale maritime, chargée du transport de ces travailleurs, conformément à l'article 14 du traité du 22 juin 1858, doit être effectué d'après les clauses de cet acte, modifié d'après les conventions du 2 août 1859 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il sera payé, par la caisse d'immigration, à la compagnie générale maritime, pour chaque immigrant adulte introduit, la somme de..... 330f 55

Dont.. 318f 05 à la compagnie générale maritime,

Et... 12 50 à l'immigrant.

330 55

Et, pour chaque immigrant non adulte introduit, la somme de..... 185f 05

Dont.. 172f 55 à la compagnie générale maritime,

Et... 12 50 à l'immigrant.

185 05

Art. 2. Il sera payé directement par l'engagiste à la compagnie générale maritime, au moment du transfert de l'immigrant, pour chaque immigrant adulte ou non adulte :

1° Pour avances faites à l'Indien et remboursables par ce dernier, au moyen d'une retenue mensuelle de 2 francs pour les adultes et de 1 franc pour les non adultes, sur le salaire, la somme maximum de..... 50f 00

2° Pour complément de prime stipulé à l'article 4 du traité précité..... 85 00

Total..... 135 00

Art. 3. La caisse de l'immigration sera remboursée de ses avances au moyen d'obligations souscrites par l'engagiste, qui fournira caution avant la remise du contrat d'engagement, et payables en quatre annuités, savoir :

1° Pour chaque immigrant adulte :

Au terme de la première annuité.....	60f 55
Au terme de la deuxième.....	90 00
Au terme de la troisième.....	90 00
Au terme de la quatrième.....	90 00
	330 55

2° Pour chaque immigrant non adulte :

Au terme de la première annuité.....	35f 05
Au terme de la deuxième.....	50 00
Au terme de la troisième.....	50 00
Au terme de la quatrième.....	50 00
	185 05

Art. 4. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 5. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 12 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 31.

N° 766. — *ARRÊTÉ concernant l'expédition d'un convoi de retour pour les immigrants africains provenant du navire* les Cinq-Frères, *et qui, à l'expiration de leur temps de travail convenu, ont déclaré opter pour le rapatriement.*

Cayenne, le 12 novembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 2 du décret du 13 février 1852, sur les immigrations et les engagements de travail dans les colonies ;

Vu l'article 37 du décret précité,

Vu la dépêche ministérielle en date du 22 novembre 1859, n° 90, résumant les principes généraux posés dans la dépêche du 30 janvier 1858 (communiquée sous le numéro 59);

Considérant que le terme de l'engagement des immigrants africains introduits dans la colonie, le 11 novembre 1854, par le navire *les Cinq-Frères*, expire le 11 du présent mois;

Considérant qu'il importe que les travailleurs ayant droit provenant de ce convoi puissent être rapatriés aussitôt que possible;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. L'expédition d'un convoi de retour à la côte d'Afrique pour les immigrants africains introduits dans la colonie, le 11 novembre 1854, par le navire *les Cinq-Frères*, est arrêtée.

Art. 2. Les immigrants qui ont réclamé leur rapatriement devront continuer à travailler pour leurs engagistes jusqu'au moment où ils recevront l'ordre de se réunir à la mairie de leurs quartiers respectifs.

Art. 3. Aussitôt après la communication qui leur en sera faite, les commissaires-commandants de quartier, par l'organe des syndics de l'immigration, feront immédiatement prévenir les immigrants admis au rapatriement, ainsi que leurs engagistes.

Ils transmettront ensuite aux immigrants l'ordre de se réunir, à jour donné, à la mairie du quartier, à l'effet d'y être inspectés et de recevoir, après l'appel nominal, leur ordre de départ pour le chef-lieu.

Art. 4. Le jour de la réunion à la mairie précèdera de douze heures seulement le jour qui sera assigné pour le départ pour Cayenne.

Ce départ sera combiné de telle sorte, par les commissaires-commandants, que les contingents respectifs de chaque quartier puissent arriver au chef-lieu huit jours avant celui fixé pour l'embarquement, qui aura lieu le 14 décembre 1860. Pendant les huit jours qui précèderont l'embarquement, les immigrants pourront être occupés au service des ponts et chaussées. Le prix de leur journée sera celui fixé par leur dernier contrat d'engagement.

Art. 5. L'état nominatif envoyé par le bureau de l'immigra-

tion, une fois revêtu des observations du commissaire-commandant, et visé par lui et le syndic de l'immigration, tiendra lieu au détachement expédié de feuille de route nominative et collective jusqu'à Cayenne.

Ces détachements seront placés, autant que les exigences du service le permettront, sous la conduite d'un surveillant du quartier, qui les accompagnera jusqu'à Cayenne.

Art. 6. A leur arrivée au chef-lieu, les immigrants se rendront immédiatement à la direction de l'intérieur, où le commissaire de l'immigration fera l'appel nominal du contingent et le dirigera sur la direction des ponts et chaussées, ainsi qu'il est dit à l'article 4.

Art. 7. Les commissaires-commandants sont invités, en cette circonstance, à favoriser, par tous les moyens en leur pouvoir, l'acheminement des immigrants sur Cayenne, tout immigrant n'étant pas rendu au jour fixé se trouvant exposé à perdre, par ce seul fait, sauf le cas de force majeure ou de réengagement, tout droit au rapatriement ou à la somme équivalente de ce rapatriement.

Art. 8. Le prix du passage que la caisse de l'immigration se trouve avoir à supporter par suite du rapatriement dont il s'agit ayant été fixé et formulé d'après le nombre d'individus à transporter à la côte d'Afrique, et ce nombre ayant été établi sur le relevé des déclarations d'option des immigrants fournies par chaque quartier, tout immigrant ayant primitivement déclaré opter pour le rapatriement et désirant actuellement se réengager perdra par ce seul fait son droit à la moitié de la prime de réengagement fixée par l'arrêté local du 27 avril 1860, cette somme devant être affectée à indemniser l'armateur ou le capitaine du navire expéditeur.

Art. 9. Tous les immigrants devant faire partie de ce convoi étant réunis au chef-lieu, le commissaire de l'immigration dressera, en triple expédition, un état nominatif de tous les individus embarqués : une expédition sera remise au capitaine du navire, pour le lieu de destination, et les deux autres seront adressées au directeur de l'intérieur.

Art. 10. Préalablement à l'expédition du navire affecté au transport des immigrants, le commissaire de l'immigration constatera que les formalités prescrites par les articles 19, 26, 27 et 32 du décret du 27 mars 1852 ont été remplies.

Art. 11. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 12 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 22.

N° 767. — *ARRÊTÉ portant ouverture, sur les fonds du service local, d'un crédit de la somme de 477 fr. 93 cent. pour payement d'une créance au profit du sieur* BAYSSIÉ, *huissier, sur exercice clos.*

Cayenne, le 12 novembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Attendu que la somme de quatre cent soixante et dix-sept francs quatre-vingt-treize centimes due au sieur BAYSSIÉ, huissier, pour actes de son ministère exercés contre les contribuables retardataires de la colonie, pendant les années 1854, 1855, et 1856, n'a pu être mandatée avant la clôture desdits exercices, par suite du retard apporté par le sieur BAYSSIÉ dans la production de ses titres ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du Gouvernement provisoire, du 27 avril 1848, concernant les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. La somme de 477 fr. 93 cent. due au sieur BAYSSIÉ

sera mandatée sur les fonds du service local, exercice 1860, à la section II, chapitre II, article 3, Exercice clos.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregitsré partout où besoin sera.

Cayenne, le 12 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 377.

N° 768. — *ARRÊTÉ portant organisation du service de la vérification des poids et mesures à la Guyane française.*

Cayenne, le 12 novembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté du 20 juillet 1840, réglant les droits et les devoirs de l'étalonneur, et la manière dont s'effectuera la vérification des poids et mesures ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 1840, qui établit le tarif des droits à percevoir par le vérificateur étalonneur pour la vérification des poids et mesures et instruments de pesage et de mesurage ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 1840, réglant les professions assujetties à la vérification des poids et mesures, et déterminant l'importance de leur assortiment ;

Vu le décret du 26 septembre 1855, sur le service financier des colonies ;

Vu le décret à la date du 27 décembre 1854, qui autorise le gouverneur de la Guyane française à statuer par arrêtés sur l'assiette, le tarif, la perception et les poursuites en matière de contributions publiques ;

Vu la dépêche ministérielle du 31 mars 1860, n° 99 ;

Considérant que les dispositions qui règlent la perception des droits à payer par les assujettis à la vérification des poids et me-

sures dans la colonie ne sont pas en harmonie avec le décret du 26 septembre 1853, qui a organisé d'après de nouveaux principes le service financier dans les colonies;

Attendu qu'il est nécessaire de relier entre elles toutes les parties du service de la perception et d'en confier l'ensemble aux agents chargés du recouvrement de l'impôt;

Attendu qu'il convient également de remanier le tarif des droits à percevoir pour la vérification des poids et mesures, ainsi que le tableau des professions assujetties à ladite vérification, et de déterminer l'importance de leur assortiment;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER.

DU VÉRIFICATEUR.

Article 1er. La vérification des poids et mesures destinés et servant au commerce est faite, sous la surveillance du directeur de l'intérieur, par un agent nommé et révocable par le gouverneur.

Art. 2. Le vérificateur est nommé pour toute la colonie; sa résidence est établie au chef-lieu.

Art. 3. Nul ne peut exercer les fonctions de vérificateur s'il n'est âgé de vingt-cinq ans accomplis; l'emploi de vérificateur est incompatible avec toutes autres fonctions publiques et toute profession assujettie à la vérification.

Art. 4. Le vérificateur ne peut entrer en fonctions qu'après avoir prêté, devant le tribunal de première instance, le serment prescrit par la loi.

Art. 5. Un assortiment complet d'étalons vérifiés et poinçonnés au dépôt des prototypes établi près du département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, sera remis au vérificateur, pour servir à la comparaison et rectification des poids et mesures en usage dans la colonie.

Un autre assortiment de ces étalons, de même provenance et présentant les mêmes garanties de perfection et d'exactitude, sera déposé à la direction de l'intérieur, pour servir, lorsqu'il y

aura lieu, à la vérification et à l'ajustage des poids et mesures remis au vérificateur.

Ce dernier assortiment sera renouvelé tous les dix ans.

Les poinçons nécessaires aux vérifications seront fabriqués en France, des mêmes forme, dimension et matière que ceux confectionnés, pour cet usage, sur les ordres de M. le ministre des travaux publics; ils porteront des marques distinctives pour chaque année d'exercice.

Les poinçons destinés à la vérification des poids et mesures nouvellement fabriqués ou rajustés seront différents de ceux qui sont destinés à constater les vérifications périodiques successives.

Art. 6. Les étalons et les poinçons, confiés, sur inventaire, au vérificateur, seront conservés par cet agent, sous sa responsabilité et sous la surveillance du directeur de l'intérieur.

Art. 7. Le traitement du vérificateur est fixé à 2,500 francs; dans ce traitement sont compris les frais de bureau, d'entretien et de transport des instruments de vérification.

Les étalons, les poinçons ou tous autres appareils nécessaires aux vérifications, les registres et l'ameublement de bureau, seront fournis au vérificateur par l'administration; les frais de tournée dans les quartiers de la colonie lui seront payés conformément aux règlements.

En cas d'embarquement sur un bâtiment de l'État, le vérificateur est admis à la table des aspirants.

TITRE II.

DE LA VÉRIFICATION.

Art. 8. Les poids et mesures et instruments de pesage nouvellement fabriqués, ceux introduits dans la colonie, lors même qu'ils seraient marqués pour vérification primitive par un des agents de la métropole, seront présentés au bureau du vérificateur, vérifiés et poinçonnés par lui, avant d'être livrés au commerce.

Art. 9. Aucun poids ou aucune mesure ne peut être soumis à la vérification, mis en vente ou employé dans le commerce, s'il ne porte, d'une manière distincte et lisible, le nom qui lui est affecté par le système métrique.

Art. 10. La forme des poids et mesures et instruments de pesage servant aux opérations du commerce, ainsi que les matières avec lesquelles ils doivent être fabriqués, devront être conformes aux prescriptions de l'arrêté du 20 juillet 1840.

Art. 11. Indépendamment de la vérification primitive dont il est question dans l'article 8, les poids et mesures dont les commerçants font usage ou qu'ils ont en leur possession sont soumis à une vérification périodique, pour reconnaître si la conformité avec les étalons n'a pas été altérée.

Chacune de ces vérifications est constatée par l'apposition d'un poinçon nouveau.

Le vérificateur sera tenu de rendre compte au directeur de l'intérieur de chaque tournée de vérification.

Art. 12. Les fabricants et marchands de poids et mesures ne sont assujettis à la vérification périodique que pour ceux dont ils font usage dans leur commerce.

Les poids et mesures et instruments de pesage neufs ou rajustés qu'ils destinent à être vendus doivent seulement être marqués du poinçon de la vérification primitive.

Art. 13. Toutes personnes se livrant à un commerce ou à une profession qui exige l'emploi des poids et mesures sont assujetties à la vérification; elles devront justifier d'un assortiment de ces poids et mesures proportionné à la nature et à l'étendue de leur commerce ou de leur industrie, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 14. L'assujetti qui se livre à plusieurs genres de commerce doit être pourvu de l'assortiment des poids et mesures fixé pour chacun d'eux, à moins que l'assortiment exigé pour l'une des branches de son commerce ne se trouve déjà comprise dans l'une des autres branches des industries qu'il exerce.

Art. 15. L'assujetti qui ouvre au public, dans la ville ou dans le même bourg de la colonie, plusieurs magasins, boutiques ou ateliers distincts, et placés dans des maisons différentes et non contiguës, doit pourvoir chacun de ces magasins, boutiques ou ateliers, de l'assortiment exigé pour la profession qu'il exerce.

Art. 16. La vérification périodique aura lieu à Cayenne, du 1er mars au 1er mai de chaque année.

Art. 17. A l'expiration du dernier délai ci-dessus, et après

que la vérification aura eu lieu, il est interdit aux commerçants, entrepreneurs et industriels, d'employer et de garder en leur possession des poids et mesures et instruments de pesage qui n'auraient pas été soumis à la vérification périodique et au poinçon de l'année; ceux de ces commerçants ou industriels qui recevraient de l'extérieur des poids et mesures après l'époque de cette vérification sont tenus de faire transporter ces objets au bureau du vérificateur, pour lesdits objets être marqués du poinçon de la vérification primitive, et, dans le cas où ces poids et mesures seraient destinés à un usage immédiat, ils seront soumis au poinçon de la vérification périodique de l'année.

La vérification périodique se fera dans les quartiers où existent des commerçants ou industriels reconnus, à des époques déterminées par le directeur de l'intérieur.

Art. 18. Le vérificateur est tenu d'accomplir la visite qui lui est assignée pour chaque année et de se transporter au domicile de chacun des assujettis, dont le rôle lui sera remis, dressé par les soins du directeur de l'intérieur.

Il vérifie et poinçonne les poids, mesures et instruments qui lui sont exhibés, tant ceux qui composent l'assortiment obligatoire au minimum que ceux que le commerçant possèdera de surplus.

Il tient note de toutes ses opérations sur un registre qu'il fait émarger par l'assujetti, et, si celui-ci ne sait ou ne veut signer, il le constate.

Le vérificateur sera tenu de faire viser ce registre par le directeur de l'intérieur, après qu'il aura terminé ses opérations de vérification.

Art. 19. Le vérificateur peut toujours faire, soit d'office, soit sur la réquisition du maire et du procureur impérial, soit sur l'ordre du directeur de l'intérieur, les visites extraordinaires et inopinées chez les assujettis.

Art. 20. Les marchands ambulants ou colporteurs, les marchands de poisson vendant en détail, sont tenus de présenter, dans les trois premiers mois de chaque année ou de l'exercice de leur profession, au bureau du vérificateur, les poids et mesures et instruments de pesage dont ils font usage, pour être vérifiés et poinçonnés.

Art. 21 Les balances, romaines et autres instruments de

pesage, sont soumis à la vérification primitive et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au public.

Ils sont, en outre, inspectés dans leur usage et soumis à la vérification périodique.

Art. 22. Le chef du service des douanes est tenu, toutes les fois que des instruments de pesage, des poids et mesures, seront introduits dans la colonie, d'en donner avis au directeur de l'intérieur, qui en informera le vérificateur, afin qu'il soit procédé sans délai à l'accomplissement des prescriptions des articles 8 et 21.

Art. 23. Les membrures du stère et double stère destinés au commerce du bois de chauffage sont, avant qu'il en soit fait usage, vérifiées et poinçonnées dans les chantiers où elles doivent être employées.

Elles sont également soumises à la vérification périodique.

Art. 24. Les poids et mesures et les instruments de pesage employés dans les douanes, hospices et hôpitaux, bureaux d'octroi et tous autres établissements publics, sont soumis à la vérification périodique.

Le vérificateur devra s'adresser préalablement au chef de l'administration de laquelle dépendra l'établissement.

Art. 25. Les poids et mesures et instruments de pesage employés dans les halles, marchés, dans les étalages mobiles, par les colporteurs, les marchands en détail, sont également soumis à l'exercice du vérificateur.

Art. 26. Les visites et exercices que cet agent est autorisé à faire chez les assujettis ne peuvent avoir lieu que pendant le jour.

Néanmoins ils peuvent avoir lieu, chez les marchands et débitants, pendant tout le temps que les lieux de vente sont ouverts au public.

TITRE III.

DE L'INSPECTION SUR LE DÉBIT DES MARCHANDISES QUI SE VENDENT AU POIDS ET A LA MESURE.

Art. 27. L'inspection du débit des marchandises qui se vendent au poids et à la mesure est confiée spécialement à la vigilance et à l'autorité du directeur de l'intérieur, du maire, des

adjoints et commissaires de police de la ville de Cayenne, des commissaires-commandants et lieutenants-commissaires des divers quartiers de la colonie.

Art. 28. Les maire, adjoints et commissaires de police de Cayenne feront, dans toute l'étendue de la ville et une fois par mois, des visites dans les boutiques, échoppes et magasins, dans les places publiques et marchés, à l'effet de s'assurer de l'exactitude et du fidèle usage des poids et mesures.

Ils surveilleront les bureaux publics de pesage et de mesurage dépendant de l'autorité municipale.

Ils s'assureront que les poids et mesures portent les marques et poinçons de vérification, et que, depuis la vérification constatée par ces marques, ces instruments n'ont point souffert de variations, soit accidentelles, soit frauduleuses.

Art. 29. Ils visiteront fréquemment les romaines, les balances et tous les autres instruments de pesage; ils s'assureront de leur justesse et de la liberté de leur mouvement, et constateront les infractions.

Art. 30. Les commissaires-commandants seront également tenus de se conformer aux prescriptions des articles 28 et 29, chacun dans toute l'étendue de la commune placée sous son administration.

Art. 31. Les vases et futailles servant de récipients aux boissons, liquides ou autres matières, ne seront pas réputés mesures de capacité ou de pesanteur.

Il sera pourvu à ce que, dans le débit en détail, les boissons et autres liquides ne soient vendus à raison d'une certaine mesure présumée sans avoir été mesurés effectivement.

TITRE IV.

DES INFRACTIONS ET DU MODE DE LES CONSTATER.

Art. 32. Indépendamment du droit conféré aux officiers de police judiciaire par le Code d'instruction criminelle, le vérificateur constate les contraventions prévues par les lois et règlements concernant les poids et mesures sur chacun des points de la colonie où il est appelé à exercer son ministère.

Il est tenu de justifier de sa commission aux assujettis qui le requièrent.

Ses procès-verbaux font foi en justice, jusqu'à preuve du contraire, conformément à l'article 7 du décret colonial du 7 juillet 1839.

Art. 33. Le vérificateur saisit tous les poids et mesures autres que ceux maintenus par le décret colonial du 20 juillet 1840, portant que, à dater du 1er janvier 1841, les poids, mesures et instruments de pesage et de mesurage, ne seront reçus à la vérification première qu'autant qu'ils réuniront les conditions indiquées dans les tableaux annexés au présent arrêté.

Il saisit également tous les poids, mesures, instruments de pesage et de mesurage altérés ou défectueux, ou qui ne seraient pas revêtus des marques légales de la vérification.

Il dépose à la mairie les objets saisis, toutes les fois que cela est possible.

Art. 34. Il doit recueillir et relater les circonstances qui ont accompagné soit la possession, soit l'usage des poids et mesures dont l'emploi est interdit.

Art. 35. S'il trouve des mesures qui, par leur état d'oxydation, puissent nuire à la santé des habitants, il en donne avis au maire et au commissaire de police.

Art. 36. Ceux des assujettis qui ne justifieraient pas de l'assortiment dont ils sont tenus de se pourvoir seront passibles d'une amende égale au double du droit fixé pour la vérification des poids et mesures manquant à leur assortiment.

Art. 37. Chaque assujetti est autorisé à augmenter l'assortiment fixé, au minimum, par le tableau annexé au présent arrêté, de tous les poids ou instruments de pesage dont il jugerait convenable de se servir; il se conformera, toutefois, sur ce point, aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 du présent arrêté.

Les assujettis ont la faculté de diviser leur assortiment en poids de la manière la plus convenable à leur commerce ou à leur profession: il leur est permis de suppléer aux mesures de fer-blanc par celles en étain, mais non de remplacer ces dernières par d'autres mesures en fer-blanc; ils peuvent également présenter à la vérification, comme balances de magasin, des balances à bras égaux, des balances dites *à bascule*, enfin de grandes romaines oscillantes.

Les balances de comptoir pourront aussi être remplacées par des romaines oscillantes, de dix à vingt kilogrammes de portée.

Art. 38. Les assujettis sont tenus d'ouvrir leurs magasins, boutiques et ateliers, et de ne pas quitter leur domicile après que, par un ban publié dans la forme ordinaire, le maire aura fait connaître, au moins deux jours à l'avance, le jour de la vérification.

Ils sont tenus de se prêter aux exercices toutes les fois qu'ont lieu les visites prévues par les articles 18 et 19.

Art. 39. Dans le cas de refus d'exercice, et toutes les fois que le vérificateur procède chez les débitants, avant et après le coucher du soleil, aux visites autorisées par l'article 26, il ne peut s'introduire dans les maisons, bâtiments ou magasins, qu'en présence, soit du juge de paix ou de son suppléant, soit du maire, de l'adjoint ou du commissaire de police.

Art. 40. Les fonctionnaires dénommés en l'article précédent ne peuvent se refuser à accompagner sur-le-champ le vérificateur, lorsqu'ils en sont requis par lui, et les procès-verbaux qui sont dressés, s'il y a lieu, sont signés par l'officier en présence duquel ils ont été faits, sauf au vérificateur, en cas de refus, d'en faire mention auxdits procès-verbaux.

Art. 41. Le vérificateur dresse ses procès-verbaux dans les vingt-quatre heures de la contravention qu'il a constatée; il les écrit lui-même, il les signe, affirme, au plus tard le lendemain de la clôture desdits procès-verbaux, par-devant le maire ou l'adjoint de la ville. L'affirmation est signée tant par le maire et l'adjoint que par le vérificateur.

Art. 42. Ses procès-verbaux sont enregistrés en débet dans les quinze jours qui suivent celui de l'affirmation, sauf à suivre le recouvrement des droits contre les condamnés.

Art. 43. Dans le même délai, les procès-verbaux sont remis au juge de paix, qui se conforme aux règles établies par l'article 21 du Code d'instruction criminelle colonial.

Art. 44. Le vérificateur des poids et mesures est sous la surveillance du procureur impérial, sans préjudice de sa subordination à l'égard de ses supérieurs dans l'administration.

Art. 45. Si des affiches ou annonces contiennent des dénominations de poids et mesures autres que celles portées dans les tableaux annexés à l'arrêté du 20 juillet 1840, le maire, les adjoints et le commissaire de police de Cayenne, les commissaires-commandants ou lieutenants-commissaires des quartiers

sont tenus de constater cette contravention et d'envoyer immédiatement leurs procès-verbaux au receveur de l'enregistrement.

Le vérificateur et tous autres agents de l'autorité publique sont tenus également de signaler au même fonctionnaire toutes les contraventions de ce genre qu'ils pourront découvrir.

Le receveur de l'enregistrement, soit d'office, soit d'après ces dénonciations, soit sur la transmission qui lui est faite des procès-verbaux ou rapports, dirige contre les contrevenants les poursuites prescrites par l'article 5 du décret colonial du 7 juillet 1839.

TITRE V.

DES DROITS DE VÉRIFICATION.

Art. 46. La vérification primitive des poids, mesures et instruments de pesage, est faite gratuitement.

Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage rajustés qui sont soumis à une nouvelle vérification.

Art. 47. Les droits de la vérification périodique seront perçus conformément au tarif annexé au présent arrêté.

Art. 48. La vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage appartenant aux établissements publics désignés par l'article 24, est faite gratuitement.

Il en est de même pour les poids, mesures et instruments de pesage présentés volontairement à la vérification par des individus non assujettis.

Art. 49. Les droits de la vérification périodique sont payés pour les poids et mesures formant l'assortiment obligatoire de chaque assujetti, et pour les instruments de pesage sujets à la vérification.

Les poids et mesures excédant l'assortiment obligatoire sont vérifiés et poinçonnés gratuitement.

Art. 50. Le rôle des assujettis à la vérification des poids et mesures sera commun au rôle de la contribution personnelle, aux droits sur la valeur locative des maisons et à ceux des patentes.

Les droits à payer seront portés à l'article de chaque assujetti.

Art. 51. Il sera recouvré, conformément aux règles tracées par le règement annexé à l'arrêté du 28 mai 1860, par le percepteur de la ville de Cayenne et par ceux des quartiers de la colonie.

Art. 52. Les rôles supplémentaires seront, comme ceux de toutes les contributions en général, dressés tous les trois mois, conformément aux prescriptions de l'article 18 du décret colonial du 11 juillet 1837.

Art. 53. Le percepteur de la ville de Cayenne jouira, pour le recouvrement des droits de vérification, des mêmes allocations qui lui sont attribuées par l'arrêté du 11 octobre 1860 pour la perception des contributions directes, et les percepteurs des quartiers auront droit aux remises qui leur sont allouées par l'article 19 de l'arrêté du 20 août 1850.

TITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 54. Les contraventions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies conformément aux lois.

Art. 55. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, qui recevra son exécution à dater du 1er janvier 1861, et notamment l'arrêté du 20 juillet et ceux du 1er septembre 1840.

Art. 56. Le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 12 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur:

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 380.

TARIF des droits à percevoir pour la vérification des poids et mesures et instruments de pesage et de mesurage.

Poids en fer ou en cuivre, par chaque kilogramme	0f 02c
Mesures de capacité pour les grains et autres matières sèches, ainsi que pour les liquides, par chaque mesure, quelle que soit sa capacité	0 25
Mesures de longueur, entières ou brisées, ou à charnière, quelle que soit sa longueur	0 25
Mesures de solidité, stère et double stère	1 00

Instruments de pesage.

Balances de magasin, à bras égaux, pour chacune d'elles	1 00
Balances de comptoir, à bras égaux, pour chacune d'elles	0 50
(Sont réputées balances de magasin, et indistinctement, toutes balances dont les fléaux auront plus de soixante-cinq centimètres de longueur, et comme balances de comptoir toutes celles de la plus petite dimension, jusqu'à soixante-cinq centimètres).	
Grandes balances-bascules ou grandes romaines oscillantes suppléant aux balances de magasin, à bras égaux, pour chacune d'elles	1 00
Balances-bascules ou romaines oscillantes servant de balances de comptoir, pour chacune d'elles	0 50
Indépendamment du droit fixé pour la vérification de chacune des balances ci-dessus dénommées, les assujettis auront à payer, pour la totalité des poids dont se forme la plus haute portée de chaque balance-bascule ou de chaque romaine oscillante, et par chaque kilogramme	0 02

Approuvé en conseil privé, le 12 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

TABLEAU des professions assujetties à la vérification, et assortiment

PROFESSIONS assujetties à la vérification.	en instruments de pesage.	en poids de fer ou de cuivre
Les négociants recevant du dehors des consignations de cargaisons pour leur compte et le compte de tiers Les armateurs de navires faisant des expéditions hors de la colonie Les marchands en gros achetant des cargaisons ou des parties de cargaisons en bloc. Les subrécargues et capitaines géreurs de navires, de quelques lieux qu'ils soient expédiés Les commissionnaires	1 balance de magasin.	700 kil.
Les courtiers Les marchands en détail d'étoffes de laine, fil, soie ou coton, de métaux bruts ou ouvrés, de vinaigre, vins et liqueurs Les commissaires-priseurs-vendeurs	1 balance de magasin. 1 balance de comptoir.	400 kil.
Les fournisseurs de boulangerie ou de boucherie du Gouvernement	1 balance de magasin. 1 balance de comptoir.	400 kil.
Les pharmaciens	1 balance de magasin. 1 balance de comptoir.	150 kil.
Les échoppiers	1 balance de comptoir.	50 kil.
Les bouchers Les boulangers Les charcutiers	1 balance de comptoir.	25 kil.
Les marchands de poisson en détail	1 balance portative.	5 kil.
Les confiseurs	1 balance de comptoir.	5 kil.

… mesures dont les industriels de chaque profession sont tenus …

ASSORTIMENT en mesures			
de capacité		de longueur.	de solidité.
… étain.	en fer-blanc.		
//	1 double litre. 1 litre.	1 mètre.	//
…uble litre. …re.	1 double litre. 1 litre.	1 mètre.	//
//	//	//	//
…uble litre. …re. …mi-litre. …litre.	1 double litre. 1 litre. 1 demi-litre. 1 décilitre.	//	//
…uble litre. …re. …mi-litre. …litre. …mi-décilitre	1 double litre. 1 litre. 1 demi-litre. 1 décilitre. 1 demi-décilitre	//	//
//	//	//	//
//	//	//	//
//	//	//	//

PROFESSIONS assujetties à la vérification.	en instruments de pesage.	en poids de fer ou de cuivre
Les fournisseurs de bois du Gouvernement.	//	//
Les cabaretiers.....	1 balance de comptoir.	50 kilog.
Les colporteurs de marchandises sèches...	//	//
Les colporteurs de comestibles.....	1 balance de comptoir.	1/2 à 5 kilog.
Les maîtres bijoutiers-orfévres.....	1 balance de comptoir.	5 kilogr.
Les architectes.....	//	//
Les entrepreneurs de charpente et de maçonnerie..	//	//
Les marchands de bois de charpente et de construction navale.....	//	//
Les chaudronniers.....	1 balance de magasin.	1 à 250 kilog.
Les forgerons.....	1 balance de comptoir.	
Les maîtres menuisiers-ébénistes.....	//	//
Les maîtres tailleurs d'habits.....	//	//
Les modistes, relieurs, peintres, maîtres tonneliers, charrons, charpentiers de marine et de haute futaie, voiliers, maçons, tourneurs et vitriers.....	//	//

Arrêté en conseil privé, le 12 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

ASSORTIMENT en mesures de capacité		de longueur.	de solidité.
étain.	en fer-blanc.		
	//	//	1 double stère. 1 stère.
ble litre. -litre. ilitre. mi-décilitre	//	//	//
	//	1 mètre.	//
	//	//	//
	//	//	//
	//	1 double mètre. 1 mètre. 1 double décimètre.	//
	//	1 double mètre. 1 mètre. 1 double décimètre.	//
	//	//	1 double stère. 1 stère.
	//	//	//
	//	1 mètre. 1 double décimètre.	//
	//	1 mètre.	//
	//	1 mètre.	//

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Registré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 380. 35

N° 769. — *ARRÊTÉ qui nomme le membre et un secrétaire du jury pour le concours d'aide-commissaire et l'examen d'écrivain de la marine.*

Cayenne, le 14 novembre 1860.

Nous, Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1853, qui a déterminé les conditions du concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine;

Vu la décision du 18 octobre dernier, fixant au 20 novembre l'époque du concours à la Guyane française;

Vu l'arrêté du 3 du courant, relatif à l'examen d'écrivain de marine à passer par un écrivain temporaire;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Avons décidé et décidons :

Sont nommés membre et secrétaire du jury pour le concours au grade d'aide-commissaire de la marine et pour l'examen d'écrivain de la marine ci-dessus mentionnés :

MM. Cuinier, sous-commissaire, membre du jury;
Joubert, aide-commissaire, pour remplir les fonctions de secrétaire du jury.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 372.

N° 770. — *DÉCISION qui fixe la rentrée des classes au collége de Cayenne.*

Cayenne, le 19 novembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française.

Vu la décision du 26 octobre dernier, qui fixe l'époque de la

rentrée des classes dans les divers établissements d'instruction publique de Cayenne autres que le collége;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. La rentrée des classes au collége de Cayenne aura lieu le lundi 26 du présent mois.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée à la Feuille officielle de la colonie.

Cayenne, le 19 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 8.

N° 771. — *DÉCISION portant concessions de bourses, dans le collége de Cayenne, pour l'année scolaire* 1860-1861.

Cayenne, le 21 novembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 7 de l'arrêté du 14 novembre 1844, portant organisation du collége de Cayenne;

Vu la liste de présentation soumise par le directeur de cet établissement;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Il est accordé, pour l'année scolaire 1860-1861, six bourses gratuites, dans le collége de Cayenne, aux élèves ci-après dénommés, qui se sont entre tous rendus dignes de cette faveur, savoir :

Bellone (Alexandre),
Voisin (Émilien),
Létard (Pierre),
Rodolphe (Ferdinand),
Adalbert (Paul),
D'hual (Henri).

Art. 2. Cette concession pourra être prolongée à titre de récompense méritée par la bonne conduite et le travail.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 21 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 9.

N° 772. — *ARRÊTÉ portant promulgation du décret impérial, en date du 24 octobre 1860, qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de* Société de crédit colonial.

Cayenne, le 28 novembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 65 de l'ordonnance organique du 27 août 1828, maintenu par celle du 22 août 1833 ;

Vu la dépêche ministérielle du département de l'Algérie et des colonies, en date du 31 octobre, numérotée 409 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Arrête :

Article 1er. Est promulgué à la Guyane française, pour y être exécuté selon sa forme et teneur, le décret impérial, en date du 24 octobre 1860, qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Société de crédit colonial.*

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 28 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 9.

DÉCRET.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies et de notre ministre des finances;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Notre Conseil d'État entendu,

AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit :

Article 1er. La société anonyme formée à Paris, sous la dénomination de *Société de crédit colonial*, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé les 4, 5 et 12 octobre, devant Me Cottin et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

Art. 2. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

Art. 3. La société sera tenue de remettre, tous les trois mois, un extrait de son état de situation à notre ministre de l'Algérie et des colonies, et au greffe du tribunal civil de première instance de la Seine.

Art. 4. Notre ministre de l'Algérie et des colonies et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, au Moniteur universel, dans les journaux officiels des colonies et au Recueil des actes administratifs.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 24 octobre 1860.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies,
Comte P. DE CHASSELOUP-LAUBAT.

Le Ministre Secrétaire d'État des finances,
P. MAGNE.

Pour ampliation :

Le Conseiller d'État Secrétaire général,
ALFRED BLANCHE.

INSTRUCTIONS relatives au mode à suivre pour réaliser, près de la Compagnie de crédit colonial, l'ouverture de crédits destinés à la construction ou à l'amélioration des usines à sucre.

Article 1er. Les pièces à joindre à l'appui des demandes de prêts sont les suivantes :

1° Plans et devis des travaux à exécuter;

2° État descriptif des propriétés pour lesquelles la demande est formée, indiquant les communes où elles sont situées, l'emplacement destiné à l'usine ou celui qu'elle occupe, s'il s'agit seulement d'améliorations, l'étendue des terres cultivées en cannes à sucre et de celles qui peuvent encore être consacrées à la même culture;

3° État indiquant le nombre de travailleurs affectés où à affecter aux exploitations;

4° Certificat constatant la situation hypothécaire des propriétés;

5° Déclaration certifiée par le maire, faisant connaître les quantités de cannes produites par les deux récoltes précédentes, et les ressources diverses qui, en dehors desdites prepriétés, sont susceptibles de concourir à l'alimentation de l'usine;

6° État des garanties mobilières et immobilières qui pourraient, en outre, être offertes à la compagnie.

Art. 2. Les demandes, soit à titre collectif, soit à titre individuel, comprennent l'obligation, par les propriétaires emprunteurs, pour la durée du prêt :

1° De n'aliéner ni engager d'aucune manière, sans le consentement de la Société de crédit colonial, les terrains sur lesquels doivent être élevées les usines en projet ou sur lesquels existent des usines qu'il s'agit d'améliorer;

2° D'entretenir ces usines en bon état, après leur établissement ou leur amélioration;

3° D'affecter, par priorité, à l'acquittement de la dette, tous les produits (sucre, tafia, sirop) provenant des plantations dont il est fait mention au paragraphe 2 de l'article précédent;

4° Enfin de ne disposer des fonds prêtés que pour la destination spécifiée dans ces mêmes demandes.

Art. 3. Les demandes collectives contiennent, en outre :

Déclaration, par les propriétaires emprunteurs, qu'ils s'obligent solidairement à accomplir toutes les dispositions du contrat qui interviendra entre eux et la Société de crédit colo-

nial, ainsi qu'à se constituer en société pour l'exploitation et l'alimentation de l'usine commune.

Art. 4. Le prêt est réalisé par un contrat authentique qui en détermine le montant, la durée, les conditions, et fixe les époques auxquelles sont exigibles les annuités comprenant l'intérêt et l'amortissement.

Art. 5 L'acte par lequel est formée une association des propriétaires, dans les conditions requises par la Société de crédit colonial, doit être dressé avant la réalisation du prêt; il est passé devant notaire.

Cet acte désigne, par états descriptifs, les propriétés possédées par les individus formant l'association; il stipule, outre les obligations déjà indiquées par les articles 2 et 3 des présentes instructions, l'engagement pris par tous les associés :

1° De conserver en cultures de cannes au moins la quantité de terres qui y est affectée au moment du contrat;

2° De porter à l'usine commune toutes leurs récoltes;

3° D'abandonner, sur les produits de ces récoltes, la part proportionnelle nécessaire au payement de l'annuité du prêt consenti;

4° Enfin de laisser gérer par l'association les propriétés pour lesquelles les obligations contractées n'auraient pas été remplies.

L'acte désigne un syndic, qui peut être choisi par les propriétaires réunis, en dehors même de leur association, mais qui, dans tous les cas, est chargé de l'administration de l'usine, et auquel sont délégués tous les pouvoirs nécessaires pour sa gestion, la manipulation des récoltes, ainsi que l'exploitation des propriétés qui seraient mises en régie, conformément à l'article 49 des statuts.

Ce syndic pourra toujours être remplacé sur la demande de la société ou sur celle de la majorité des emprunteurs.

Il stipule, en outre :

1° Que le syndic représente tous les associés vis-à-vis des tiers, et que tout acte judiciaire ou extrajudiciaire relatif à l'association doit lui être signifié;

2° Que l'association est faite pour le temps nécessaire au remboursement, par annuités, du prêt consenti, et pendant lequel l'usine doit rester indivise entre les propriétaires associés;

3° Que les immeubles offerts en garantie par les emprunteurs seront assurés, à leurs frais, contre l'incendie, aussitôt que les opérations d'assurance pourront être effectuées dans la colonie, et dans le délai maximum qui sera déterminé par l'acte de prêt,

4° Que l'assurance sera maintenue pendant toute la durée du prêt ;

5° Que le contrat portera délégation, en faveur de la compagnie, de l'indemnité, en cas de sinistre, jusqu'à concurrence des annuités d'intérêts, et que la société pourra même exiger que l'assurance soit faite en son nom.

Dans ce cas, le chiffre de la prime viendra s'ajouter à celui des annuités, et sera payé, en même temps, entre les mains de ladite société.

Paris, le 30 octobre 1860.

Pour le Président du Conseil d'administration de la Société de crédit colonial :

Le Directeur du Comptoir d'escompte,

PINARD.

N° 773. — *DÉCISION portant que le maréchal des logis de gendarmerie* BOUCHARD (Jean-François) *sera détaché à Saint-Georges, en remplacement de* M. RAGON, *nommé sous-lieutenant.*

Cayenne, le 29 novembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 2 novembre 1860, qui place M. le maréchal des logis de gendarmerie RAGON sous les ordres du commandant particulier de Saint-Georges, pour y être chargé de tous les détails du service et de la discipline du pénitencier ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 31 octobre 1860, qui annonce que ce sous-officier vient d'être nommé sous-lieutenant de gendarmerie ;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. Le maréchal des logis de gendarmerie BOUCHARD (Jean-François) sera détaché à Saint-Georges, en remplacement de M. RAGON, pour y être chargé, comme ce dernier, sous les ordres du commandant de l'établissement, de tous les détails du service et de la discipline.

Article 2. Dans cette position et en raison du service spécial qu'il est appelé à faire, ce sous-officier touchera, comme son pré-

décesseur, un supplément de *six cents francs* par an, imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 4 (Surveillance et police).

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée au commandant de gendarmerie, enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 29 novembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 6.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 774. — Par dépêche ministérielle du 12 octobre 1860 n° 319 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 24 septembre dernier, S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies a nommé le sieur FARGETTE (Charles-Auguste) à un emploi de magasinier de 3e classe du matériel, en remplacement du sieur CABLAT, décédé.

N° 775 — Par dépêche ministérielle du 20 octobre 1860 n° 391 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau*), avis est donné que S. M. le roi des Pays-Bas a conféré à M. TARDY DE MONTRAVEL, capitaine de vaisseau, gouverneur de la Guyane française, la croix de commandeur de l'ordre du Chêne, et accordé à M. BONTEMPS, sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du Gouvernement, celle d'officier du même ordre.

N° 776. — Par dépêche ministérielle du 20 octobre 1860 n° 392 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau*), avis a été donné de l'approbation, par S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, de l'arrêté

du 21 août 1860, portant création d'une prime à allouer pour les plantations de caféiers et de cacaoyers (1).

N° 777. — Par dépêche ministérielle du 20 octobre 1860 (*Marine : direction du personnel, bureau des corps organisés*), avis est donné que, par décret du 1er octobre dernier, l'Empereur a nommé au grade de lieutenant dans le corps de l'infanterie de la marine M. Brousmiche (Jean-Marie-Auguste), sous-lieutenant au 3e régiment, à la Guyane française, pour servir dans le 2e régiment, à Brest.

Cet officier sera remplacé ultérieurement à Cayenne par M. le sous-lieutenant Bourzac (Louis-Ernest), élève sortant de l'école impériale de Saint-Cyr.

N° 778. — Par dépêche ministérielle du 26 octobre 1860 n° 328 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que le sieur Dupin, surveillant de 3e classe des établissements pénitentiaires, a été rayé provisoirement des contrôles du corps militaire des surveillants, à compter du 24 août 1860.

N° 779 — Par dépêche ministérielle du 26 octobre 1860 n° 330 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies a donné l'autorisation d'accorder, à compter du 1er janvier prochain, au sieur Severin, magasinier de 3e classe, le titre de magasinier de 1re classe, au titre colonial, et la solde attribuée à cet emploi, en récompense de ses bons services.

N° 780. — Par dépêche ministérielle du 31 octobre 1860 n° 337 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau*), avis est donné que, par décret du 29 septembre 1860, M. Ragon, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie à la Guyane, a été nommé sous-lieutenant et maintenu dans ladite compagnie, pour y occuper un emploi de son grade.

---

(1) Voir ledit arrêté, inséré au Bulletin officiel de la Guyane de 1860, pages 302, 303 et 304.

N° 781 — Par dépêche ministérielle du 31 octobre 1860 n° 338 (*Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau*), avis est donné que, par décret impérial du 27 de ce mois, M. Aubry (Michel-Charles), garde du génie de 1re classe à la Guyane française, a été nommé sous-lieutenant dans la compagnie indigène d'ouvriers du génie de l'île de la Réunion.

N° 782. — Par dépêche ministérielle du 31 octobre 1860 n° 401 (*Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau*), avis est donné que, par décision du 29 octobre dernier, S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies a nommé M. Sailer à l'emploi de sous-chef de l'imprimerie du Gouvernement à la Guyane française.

Les appointements de cet agent restent, comme ceux de son prédécesseur, fixés à 3,200 francs par an, sur le pied colonial.

OMISSION D'AVRIL 1860.

N° 783. — Par décision du 1er avril 1860, il a été réglé que la valeur des effets reçus par les surveillants ruraux révoqués après quelques mois de service serait retenue sur le dernier payement de leur solde, à raison de 21 francs, représentant le prix moyen de ces effets.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 376.

OMISSION D'AOUT 1860.

N° 784. — Par décision du 3 août 1860, a été portée de 300 à 400 francs par an, à partir du 1er juillet 1860, l'indemnité de gestion et de responsabilité accordée au chef du service administratif de Saint-Laurent (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 271.

OMISSION D'OCTOBRE 1860.

N° 785. — Par décision du 8 octobre 1860, il a été accordé :

1° Aux hommes employés au chantier de l'Oyapock, une gratification de vingt-trois centilitres de vin par semaine, lorsque, dans les journées de travail, ils auront accompli leur tâche;

2° Deux fois par semaine, une demi-ration de pain, en sus de la ration réglementaire ;

Et 3° une ration supplémentaire de vingt-trois centilitres de vin par jour au surveillant chargé en chef du chantier.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 6.

N° 786. — Par décision du 1er novembre 1860, M. Thaly (Jacques-Henry-Flamet), chirurgien de 2e classe de la marine, a été chargé provisoirement du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Kerhuel, officier de santé de 1re classe, appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 381.

N° 787. — Par ordre du 2 novembre 1860, le sieur Épesar (Antoine), distributeur de 2e classe des vivres à l'établissement pénitentiaire de Saint-Laurent (Maroni), a été appelé à continuer ses services au pénitencier de l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Nara, distributeur des vivres de 1re classe, qui passe à Saint-Laurent.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 367.

N° 788. — Par décision du même jour, M. Lesage (Jean-Louis-Nicolas-Édouard), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, pourvu du diplôme de bachelier ès lettres, a été nommé écrivain de 2e classe, aux appointements annuels de 1,500 francs.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 369.

N° 789. — Par ordre du 6 novembre 1860, M. Martin (Joseph-François), pharmacien de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service pharmaceutique à l'établissement pénitentiaire des îles du Salut, en remplacement de M. Marion (Amédée-Louis-Ernest), pharmacien de 3e classe, rentrant au chef-lieu, après avoir terminé son temps de détachement.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 368.

N° 790. — Par décision du 9 novembre 1860, a été acceptée la démission offerte par le sieur CYRILLE (Barthélemy) de son emploi de porte-clefs à la geôle de Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 41.

N° 791. — Par décision du 11 novembre 1860, le sieur SICARD (Pierre) a été nommé porte-clefs à la geôle de Cayenne, en remplacement du sieur CYRILLE (Barthélemy), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 374.

N° 792. — Par décision du Gouverneur, du 12 novembre 1860, a été supprimé l'article 9 du règlement du 16 décembre 1859, sur le régime des transportés employés hors pénitenciers, inséré aux pages 81 et suivantes du Bulletin officiel de la présente année. Cet article est ainsi conçu :

« Dans le cas où un habitant qui aurait des transportés à son « compte viendrait à cesser, avant le terme de l'engagement « contracté avec l'administration, l'exploitation en raison de « laquelle les vivres lui auraient été accordés à titre gratuit, « cet habitant serait tenu au remboursement complet des vivres « qui lui auraient été fournis par l'État. »

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 46.

N° 793. — Par décision du 14 novembre 1860, sera abondé des 3 p. 0/0 à l'infini, conformément à l'arrêté du 1er août 1856, relatif aux immigrants africains et indiens employés par l'administration, le salaire net de 20 francs par mois alloué, d'après leur contrat d'engagement, aux immigrants chinois employés par le service local.

Les dispositions de l'arrêté précité leur seront, en outre, applicables, tant pour la manière de décompter leur solde que pour la nourriture et l'habillement à leur fournir.

Toutefois, en ce qui concerne la suspension de salaire en cas de maladie, elle ne sera effectuée qu'autant que la durée de la maladie excèdera huit jours (article 8 du contrat d'engagement).

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 377.

N° 794. — Par ordre du 15 novembre 1860, M. Venturini (Pierre-François), pharmacien de 3e classe de la marine, a été nommé prévôt de pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Oui, officier de santé du même grade, qui a terminé son temps de prévôté.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 372.

N° 795. — Par décision du 16 novembre 1860, M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, est chargé du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Thaly (Jacques-Henry-Flamet), chirurgien de 2e classe, qui en avait été provisoirement chargé.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 381.

N° 796. — Par décision du même jour, le sieur Guitard (Bertrand), premier commis de 2e classe des vivres, a été nommé premier commis de 1re classe et a cessé de recevoir le supplément de 15 francs par mois qui lui avait été accordé, conformément à la décision du 27 avril 1859.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 379.

N° 797. — Par décision du 20 novembre 1860, a été acceptée la démission offerte par le sieur Bertille jeune de son emploi d'écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 4.

N° 798. — Par décision du 21 novembre 1860, le traitement de M. Décret (Louis-Léon), écrivain de la marine détaché à la direction de l'intérieur, a été porté de 1,000 à 1,200 francs, sans préjudice du supplément de 150 francs par an qui lui avait été accordé précédemment, par application de la dépêche ministérielle du 10 septembre 1857.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 2.

N° 799. — Par décisions du même jour, ont été nommés écrivains de 3e classe à la direction de l'intérieur, à la suite de

l'examen qui a eu lieu à Cayenne les 13, 14 et 15 novembre 1860, savoir :

MM. Leborgne (Alphonse-Antoine-Léon),
Gadoulet (Isidore-Attilius).

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 2.

N° 800. — Par décision du 23 novembre 1860, M. Dieudonné (Saint-Amand-Frédéric-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, a été autorisé à contracter mariage avec mademoiselle Rose-Ernestine Claude, domiciliée au quartier d'Oyapock.

Enregistré au contrôle, registre n° 33 des ordres et décisions, f° 385.

N° 801. — Par décision du 26 novembre 1860, le sieur Élisabeth (Gustave) a été nommé maître au petit cabotage à la Guyane française, dans les conditions déterminées par les articles 2 et 10 de l'ordonnance du 31 août 1828.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 4.

N° 802. — Par décision du 28 novembre 1860, MM. Poupon (Charles-Laurent-Théophile), avoué, et de Saint-Michel-Dunezat, notaire, à Cayenne, ont été désignés pour faire partie, pendant un an, du bureau de l'assistance judiciaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 12.

N° 803. — Par décision du 30 novembre 1860, il a été accordé, à titre gratuit, à compter du 1er décembre prochain, à M. l'abbé Le Basque, curé de Roura, la ration de vivres allouée au personnel libre sur les établissements pénitentiaires, pendant tout le temps qu'il fera le service sur le pénitencier de Sainte-Marie, à la Comté.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 7.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

GUYANE FRANÇAISE.

N° 12.

DÉCEMBRE 1860.

N° 804 — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE* (marine : directions de l'administration et de la comptabilité générale, bureaux des subsistances, hôpitaux et chiourmes, du service intérieur et des archives). *Envoi du décret du 21 juillet 1860, fixant la composition des rations à délivrer dans le département de la marine.*

Paris, le 14 août 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, vous trouverez ci-joint des exemplaires du décret du 21 juillet 1860 (1), fixant la composition des diverses rations qui se délivrent dans le département de la marine.

Les dispositions de cet acte sont exécutoires à compter du 1er octobre prochain.

Je vous prie de m'accuser réception de cet envoi.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre Secrétaire d'État de la marine,

HAMELIN.

N° 805. — *DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE* (marine : direction du personnel, bureau de la solde, des revues et de l'habillement). *Interdiction d'imputer sur la solde des marins des dépenses non prévues ou interdites par les règlements.*

Paris, le 27 septembre 1860.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR, par lettre en date du 8 juin der-

(1) Le décret du 21 juillet 1860, sur la composition des diverses rations dans le département de la marine, et la circulaire du 25 du même mois, portant notification de ce décret, ont été insérés au Bulletin officiel de la marine, 1860, pages 32, 33 et 34 pour la circulaire, et pages 62 à 76 pour le décret.

nier, vous m'avez entretenu d'une demande qui vous a été soumise par M. le receveur de l'enregistrement à Cayenne, au sujet du recouvrement des frais de condamnations judiciaires prononcées, dans la colonie, contre des marins admis ultérieurement sur les bâtiments de la flotte.

Cette demande tendait à ce que le montant des condamnations dont il s'agit fût imputé aux comptes individuels des marins intéressés, et ordonnancé sous forme d'à-comptes de solde, rendus payables au profit de l'administration de l'enregistrement.

Je me hâte de vous faire connaître que le département ne saurait entrer dans cette voie, qui aurait pour conséquence de déplacer les attributions, et de mettre, le plus souvent, à la charge de la marine des dépenses complétement étrangères à son service, et qu'en définitive il ne lui appartient pas de supporter.

La solde attribuée aux marins des équipages de la flotte a, d'ailleurs, sa destination propre, et, dans l'intérêt même du service, il importe de ne pas grever cette solde de dépenses non prévues, et surtout de dépenses interdites par les règlements.

J'approuve donc complétement la réserve qui vous a conduit à ne pas donner suite à la demande dont m'entretient votre lettre précitée du 8 juin dernier.

Recevez, etc.

L'Amiral Ministre de la marine,

HAMELIN.

N° 806 — *CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE n° 394* (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). *Envoi d'exemplaires de documents relatifs aux formules arrêtées pour la préparation et la vente des substances vénéneuses* (1).

Paris, le 20 octobre 1860.

Monsieur le Gouverneur, je viens d'adresser à l'administration de la Martinique, sur la demande qui m'en a été faite dans l'intéret des pharmaciens de la colonie, des exemplaires de deux documents officiels émanés du département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Il s'agit : 1° d'un arrêté ministériel qui, sous la date du 28 mars 1848, a approuvé les formules préparatoires arrêtées en

(1) Voir ces documents, insérés à la Feuille de la Guyane française, n° 51, du 22 décembre 1860, pages 1 et 2.

France pour la préparation et la vente de certaines substances destinées à la destruction des animaux nuisibles, et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle;

2° D'une circulaire du 5 mai suivant, qui a transmis cet arrêté aux préfets.

Je crois utile de vous faire passer également un exemplaire de chacun de ces documents, pour être portés à la connaissance de qui de droit.

Recevez, etc.

Le Ministre Secrétaire d'État de l'Algérie et des colonies.

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Conseiller d'État chargé de la direction,

DE ROUJOUX.

N° 807. — *MERCURIALE du prix des denrées de la colonie au 1er décembre* 1860.

INDICATION des denrées.	UNITÉS.	PRIX.	COURS du fret.	OBSERVATIONS.
Sucre terré	Le kilog.	//		
—— brut	*Idem.*	0f 48		
Café marchand	*Idem.*	2 40		
Café en parchemin.	*Idem.*	1 60		
Coton	*Idem.*	//		
Cacao	*Idem.*	1 10		
Roucou	*Idem.*	85 à 90c		
Girofle noir (clous).	*Idem.*	0f 65		
Girofle blanc	*Idem.*	//		
Girofle griffes	*Idem.*	10 10		
Tafia	Les 100 l.	90 à 100f		
Mélasse	*Idem.*	//		
Couac	Le kilog.	0f 40		
Peaux de bœufs	La peau.	12 00		

Cayenne, le 1er décembre 1860.

Les Membres de la commission,

P. WACONGNE, POUGET, GEORGE EMLER.

Le Sous-Inspecteur Chef du service des douanes,

MANGO.

Vu :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 17.

N° 808. — *DÉCISION qui autorise le navire commandant la rade à arrêter les embarcations qui lui paraîtront suspectes.*

Cayenne, le 3 décembre 1860.

NOUS, GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la nécessité d'apporter la plus grande surveillance dans l'exécution des dispositions reconnues nécessaires pour assurer la police de la rade,

DÉCIDONS :

Le navire commandant la rade est autorisé à arrêter les embarcations qui lui paraîtront suspectes, et devra, en conséquence, faire accoster *tous canots sortant de la rade.*

Le règlement du 28 octobre 1859, concernant la police de la rade, est maintenu dans toutes ses dispositions qui ne sont pas contraires à la présente décision.

Cayenne, le 3 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 5.

N° 809. — *DÉCISION qui institue une commission chargée d'étudier les causes de l'état stationnaire des ménageries à la Guyane, et de proposer les moyens d'y remédier.*

Cayenne, le 6 décembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Attendu que l'industrie hattière, si intéressante pour la Guyane française, loin de se développer, ainsi que le territoire de la colonie permettrait de l'espérer, est demeurée stationnaire depuis un grand nombre d'années, contrairement aux intérêts du pays;

Attendu que cette situation, qui est de nature à donner des inquiétudes sur l'avenir de cette industrie, ne saurait se continuer, et qu'en présence des besoins de l'alimentation publique il est du devoir de l'administration de prendre les mesures propres à la faire cesser;

Vu la dépêche de S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies du 23 août 1860, sous le n° 284, prescrivant de recher-

cher par quel moyen cet état de chose si regrettable pourrait être modifié ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

DÉCIDE :

Article 1er. Il est formé une commission chargée d'examiner la situation de l'industrie hattière dans la colonie.

La commission est composée de :

MM. le directeur de l'intérieur, président ;
VAUQUELIN, agent général des cultures ;
HÉRARD, médecin-vétérinaire ;
HERTEL, commissaire-commandant de Macouria ;
CHATON, propriétaire ;
GALLIOT, *idem ;*
VIGUÉ, *idem.*

Art. 2. La commission devra étudier les causes qui ont jusqu'ici mis obstacle à la multiplication du bétail à la Guyane française ; elle cherchera à se rendre compte si cet insuccès doit être attribué à la mauvaise qualité des pâturages ou au dépérissement de la race bovine introduite depuis longtemps dans le pays, et proposera les moyens qu'elle croira utiles pour porter remède au mal qu'elle aura reconnu.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 6 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 49.

N° 810 — *ARRÊTÉ portant tarif pour la perception des contributions de toute nature à la Guyane française, pendant l'année* 1861.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu le décret du 27 décembre 1854, qui autorise le gouverneur

de la Guyane française à statuer par arrêtés sur l'assiette, le tarif, la perception et les poursuites en matière de contributions publiques ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Les impôts de toute nature seront perçus à la Guyane française, pendant l'année 1861, conformément au tarif ci-après :

ARTICLE PREMIER. — CONTRIBUTIONS SUR ROLES.

SECTION PREMIÈRE. — CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Droits sur les loyers des maisons, à raison de *trois pour cent* sur la valeur locative, ci..... 3 p. 0/0

Contribution personnelle.

Sur chaque habitant français de tout sexe, jouissant de ses droits, qui ne sera pas réputé indigent, sur tout autre habitant non français résidant depuis plus de six mois dans la colonie, sur les fonctionnaires publics, les officiers de gendarmerie, les officiers sans troupes, les employés des diverses administrations, quel que soit leur âge.

Sont considérés comme jouissant de leurs droits les garçons et les filles âgés de seize ans accomplis, les veuves et les femmes séparées de leurs maris.

Cette contribution est fixée pour tout habitant de la ville de Cayenne et de la banlieue à *neuf francs*, ci..... 9 00

Pour les habitants domiciliés dans les quartiers de la colonie à *six francs*, ci..... 6 00

(Arrêté du 26 octobre 1859.)

Toutefois ne sont pas soumis à la contribution personnelle tous ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni rentiers, ni employés, ni patentés, et ne disposant pas de moyens d'existence assurée, ont atteint l'âge de soixante-cinq ans. (Arrêté du 28 novembre 1859.)

Patentes.

Les patentes se divisent comme suit :

1re classe, *six cents francs*, ci..... 600 00

Sont assujettis à cette patente les négociants recevant de l'extérieur des consignations pour leur compte et le compte de tiers ;

Les armateurs des navires faisant des expéditions hors de la colonie;

Les banques et comptoirs d'escompte;

Les marchands en gros achetant des cargaisons ou des parties de cargaison en bloc;

Les subrécargues et capitaines gérants de navires français, de quelques lieux qu'ils soient expédiés.

La liste des négociants de cette classe sera affichée dans le bureau de la douane, et ils seront seuls habiles, à l'exclusion de tous autres, à donner leur cautionnement en douane.

2e classe, *deux cent cinquante francs*, ci..... 250 00

Sont soumis à la patente de 2e classe :

Les courtiers;

Les pharmaciens;

Les restaurateurs;

Les marchands tenant magasin de draperie, mercerie et soieries, étoffes de coton, toileries, linons, indiennes et mousselines, gazes, dentelles, chapeaux, acier, fer et autres métaux, quincaillerie, faïence, porcelaines et cristaux, modes, plumes et fleurs artificielles, vêtements confectionnés, souliers, jouets d'enfants, vinaigre, huile, vins et liqueurs, ces derniers articles sous cercles ou en caisses, et au moins par douze litres, et autant qu'ils n'en font pas leur principal commerce.

3e classe, *cent cinquante francs*, ci..... 150 00

Sont assujettis à cette patente :

Les notaires;

Les avoués;

Les commissaires-priseurs;

Les architectes et entrepreneurs de bâtiments et de travaux de charpente, de menuiserie, maçonnerie, tonnellerie, peinture, et tous les travaux généralement quelconques;

Les échoppiers ou marchands de graisserie, de comestibles et de tabac, à moins qu'ils ne payent déjà licence de cabaret.

4e classe, *soixante francs*, ci..... 60 00

Sont soumis à la patente de 4e classe :

Les huissiers;

Les colporteurs de marchandises pouvant se faire accompagner par un porteur;

Les entrepreneurs de pêche;

Les relieurs, les loueurs de livres;

Les maîtres horlogers, ébénistes, serruriers, orfévres, maîtres tailleurs, cordonniers, armuriers, ferblantiers, selliers, bourre-

liers, les charcutiers, confiseurs, distillateurs, liquoristes, chaudronniers;

Les maîtres charpentiers, menuisiers, maçons, forgerons, les tonneliers, peintres, graveurs, peintres en bâtiment, sculpteurs, voiliers, matelassiers, calfats, charrons tenant boutique ou exerçant publiquement leur état.

Les propriétaires des bâtiments faisant le cabotage dans la colonie, les propriétaires des grandes embarcations ou accons à loyer, exploitant dans le port pour le chargement et le déchargement des navires (lorsque d'ailleurs ces propriétaires ne sont pas patentés de 1re classe), payeront, pour chacun des bâtiments ou accons, *quatre-vingts francs*, ci..... 80 00

Pour les quartiers de la colonie, les patentes sont fixées comme suit :

1re classe, *quatre cents francs*, ci..... 400 00
2e classe, *cent cinquante francs*, ci..... 150 00
3e classe, *soixante francs*, ci..... 60 00
4e classe, *quarante francs*, ci..... 40 00

Droits à payer pour la vérification des poids et mesures, réglés par l'arrêté du 12 novembre 1860.

SECTION II. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Droits sur les alambics et sur la fabrication des spiritueux, par an, *quatre cents francs*, ci..... 400 00

Licences de cabaret..... à Cayenne, *mille deux cents francs*, ci..... 1,200 00
dans les quartiers, *deux cent cinquante francs*, ci..... 250 00

(Arrêté du 25 novembre 1856.)

Licences de café.. dans la ville de Cayenne, *mille quatre cents francs*, ci..... 1,400 00

Taxe sur les boulangeries, par an, *cinq cents francs*, ci. 500 00

Droits sur les débits de poudre, réglés par arrêté local du 5 février 1833 et fixés, suivant adjudication approuvée en conseil privé, le 10 août 1859, par débit et par an, à *cinq cent trente francs vingt-cinq centimes*, ci..... 530 25

Taxe par roue de cabrouet à bête, dix francs, ci..... 10 00

Taxe par roue de camion ou voiture à bras, cinq francs, ci..... 5 00

Sont exceptés de cette taxe les voitures et cabrouets destinés au service des habitations.

Taxe sur les chevaux de luxe, à l'exception de ceux appartenant aux propriétaires d'habitations situées au canal Torcy ou dans les quartiers de l'Ile-de-Cayenne et du Tour-de-l'Ile, par cheval et par an, *quinze francs*, ci..... 15 00

Taxe sur les chiens, par tête, *trois francs*, ci..... 3 00

ART. 2. — DROITS LIQUIDÉS.

Droit fixe de sortie sur les denrées coloniales, représentatif de la contribution foncière.

Sucre brut ou terré, pour 100 kilogrammes....	par navires français, *soixante-dix centimes*, ci.....	0 70
	par navires étrangers, *un franc trente centimes*, ci.....	1 30
Café, pour 100 kilogrammes.....	par navires français, *deux francs cinquante centimes*, ci.....	2 50
	par navires étrangers, *cinq francs cinquante centimes*, ci.....	5 50
Coton, pour 100 kilogrammes...	par navires français, *deux francs*, ci	2 00
	par navires étrangers, *trois francs cinquante centimes*, ci.....	3 50
Roucou, pour 100 kilogrammes...	par navires français, *un franc cinquante centimes*, ci.....	1 50
	par navires étrangers, *un franc cinquante centimes*, ci.....	1 50
Girofle, pour 100 kilogrammes...	par navires français, *un franc vingt-cinq centimes*, ci.....	1 25
	par navires étrangers, *deux francs cinquante centimes*, ci.....	2 50
Griffes de girofle, pour 100 kilogr.	par navires français, *dix centimes*, ci.....	0 10
	par navires étrangers, *quarante centimes*, ci.....	0 40
Tafia, pour 1,000 litres.....	par navires français, *cinquante centimes*, ci.....	0 50
	par navires étrangers, *cinquante centimes*, ci.....	0 50
Cacao, pour 100 kilogrammes...	par navires français, *quarante-cinq centimes*, ci.....	0 45
	par navires étrangers, *un franc quatre-vingts centimes*, ci.....	1 80

Mélasse, pr 1,000 litres..... { par navires français, *cinquante centimes*, ci..... 0 50 / par navires étrangers, *cinquante centimes*, ci..... 0 50

Peaux de bœufs, pour chacune.. { par navires français, *vingt-cinq centimes*, ci..... 0 25 / par navires étrangers, *cinquante centimes*, ci..... 0 50

Droits d'importation (fixés par arrêté local du 28 décembre 1833 et perçus sur la valeur vénale des marchandises, d'après les formes prescrites par l'arrêté du 22 février 1838).. » »

Taxes accessoires de navigation : pilotage à l'entrée et à la sortie des navires (tarif réglé par l'arrêté du 16 août 1830)..... » »

Droits d'emmagasinage (tarif réglé par l'arrêté local du 3 mars 1841)..... » »

ART. 3. — DIVERS PRODUITS ET REVENUS.

Permis de colportage, par individu, *soixante francs*, ci. 60 00

Droits d'abattoir.

Pour le gros bétail abattu pour le public, *cinq francs* par tête, ci..... 5 00
(Arrêté du 12 juillet 1860.)

Pour le gros bétail destiné aux besoins des rationnaires du gouvernement, par tête, *cinq francs* (arrêté du 24 mars 1859), ci..... 5 00

Pour les veaux, *cinq francs* par tête, ci..... 5 00

Pour le menu bétail, *deux francs* par tête, ci..... 2 00

Permis de port d'armes, dix francs chacun par an (arrêté du 24 août 1826), ci..... 10 00

Passe-ports à l'extérieur, dix francs chacun par an (arrêté du 13 janvier 1829), ci..... 10 00

Passe-ports à l'intérieur, deux francs chacun par an (arrêté du 24 février 1855), ci..... 2 00

Redevance mensuelle des canotiers, portefaix, commissionnaires, trois francs, ci..... 3 00

Redevance mensuelle des revendeurs et revendeuses, deux francs (arrêté du 10 mars 1853), ci..... 2 00

Taxes mensuelles pour l'admission aux écoles.

Pour les enfants de neuf ans et au-dessous, *deux francs*, ci..... 2 00

Pour les enfants de neuf à douze ans, *trois francs*, ci. 3 00

Ces taxes sont doublées pour les enfants dont les pères, mères ou tuteurs ne seront pas domiciliés dans la ville de Cayenne. (Arrêté du 27 juillet 1859.)

Taxe mensuelle pour l'admission au collége de Cayenne.

Pour les enfants des classes primaires, *sept francs cinquante centimes*, ci..... 7 50

Pour les enfants des classes secondaires, *douze francs* (arrêté du 25 mars 1847), ci..... 12 00

Droits sur les ventes publiques, un pour cent (arrêté du 2 février 1832), ci..... 1 p. 0/0

Poste aux lettres.

Taxes sur les lettres (réglé par les lois des 3 mai 1853 et 20 mai 1854, et décret du 26 novembre 1856)..... » »

Redevance annuelle sur les exploitations de bois, trois francs par hectare, (arrêté du 9 mars 1853), ci..... 3 00

Taxe sur les plaques délivrées, par cabrouet à bête et voiture à bras, soit de la ville de Cayenne, soit des quartiers de la colonie, un franc (arrêtés des 24 janvier 1850 et 7 janvier 1859), ci..... 1 00

Taxe sur les plaques délivrées aux journaliers, par an, *un franc* (arrêté du 10 mars 1853), ci..... 1 00

Taxe sur les plaques délivrées par pirogue, canot, accon et embarcation quelconque, deux francs (arrêté du 21 octobre 1850), ci..... 2 00

Cette disposition n'est pas applicable aux embarcations employées exclusivement au service intérieur des habitations.

Taxe sur les plaques délivrées par canots de pêche (arrêté du 17 juin 1854), *trois francs*, ci..... 3 00

Taxe sur des livrets remplacés, cinquante centimes (arrêté du 3 mars 1853), ci..... 0 50

Art. 2. Toutes contributions autres que celles désignées au présent arrêté, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui en confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition contre les receveurs et individus qui auraient fait la perception.

Ne sont pas toutefois comprises dans cette prohibition les taxes

qu'il pourrait être utile d'imposer pour les dépenses des communes.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 21.

N° 811. — *ARRÊTÉ portant fixation du prix des poudres pendant l'année* 1861.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 12 de l'arrêté du 5 février 1833, ainsi conçu : « Un arrêté du gouverneur réglera, chaque année, le prix des « poudres, à Cayenne, au triple des prix fixés, par la direction « générale des contributions indirectes, pour l'exportation, « d'après les ordonnances royales insérées au Bulletin des lois; »

Sur la proposition du directeur de l'intérieur;

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Le prix des poudres que les deux entreposeurs de la ville vendront pendant l'année 1861 est fixé comme suit :

Poudre de chasse fine ou ordinaire, douze francs le kilogramme..... 12f 00

Poudre de chasse superfine, treize francs cinquante centimes le kilogramme..... 13 50

Poudre de chasse extra-fine, quinze francs le kilogr. 15 00

Poudre de chasse ordinaire non pliée, de toute espèce, six francs le kilogramme..... 6 00

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution

du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 57.

N° 812. — *ARRÊTÉ portant tarif pour le remboursement de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane française, pendant l'année* 1861.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

NOUS, GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu les dépêches ministérielles des 8 octobre 1841, n° 347, et 15 février 1850, n° 44;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1860, qui a fixé, pour ladite année, le prix des différentes catégories de journées de traitement dans des hôpitaux de la colonie;

Vu le compte général des dépenses desdits hôpitaux pour l'exercice 1859, et les prix moyens qui en sont le résultat;

Vu le tableau des prix des cinq derniers exercices liquidés, dont la moyenne, s'élevant à 5f,394 pour l'hôpital de Cayenne, et à 3f,204 pour les hôpitaux des pénitenciers, doit, aux termes des dispositions susvisées, servir de base au tarif des remboursements à effectuer en 1861;

Voulant maintenir une juste proportion dans les prix moyens de la journée de traitement, d'après les frais qu'elle occasionne, suivant les différentes catégories de malades;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé,

AVONS ARRÊTÉ et ARRÊTONS ce qui suit :

Article 1er. Le prix de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane est fixé ainsi qu'il suit, pour servir au remboursement de la valeur par les divers services publics cessionnaires, par les marins du commerce et les habitants traités à leurs frais, savoir :

	HÔPITAL de Cayenne.	HÔPITAUX des pénitenciers.
1re PARTIE. — *Journées à la charge des divers services publics, à titre de cessions.*		
Officiers, aspirants et assimilés.....	7f 20	//
Sous-officiers, soldats, marins et agents assimilés.....	5 35	3f 20
Immigrants, indigents, détenus au compte du service local (2/3 du prix ordinaire)....	3 60	3 20
2e PARTIE. — *Malades traités à leurs frais.*		
Marins du commerce — traités comme officiers.....	6 00	//
Marins du commerce — comme sous-officiers, soldats, etc.....	3 00	3 00
Habitants — traités comme officiers.....	7 20	//
Habitants — comme sous-officiers, soldats, etc.....	3 60	3 20
Habitants — comme immigrants, indigents.....	1 60	1 60

Art. 2. Les frais de sépulture et les funérailles sont indépendants des prix ci-dessus; ils seront remboursés en raison de la dépense réellement faite.

Art. 3. L'admission à l'hôpital de Cayenne des personnes étrangères au service reste subordonnée à l'autorisation de l'ordonnateur, de même que leur placement dans les diverses salles d'officiers, d'aspirants, de sous-officiers, de soldats et d'immigrants. Les demandes d'admission doivent être accompagnées d'un certificat du médecin constatant l'état du malade.

L'admission des habitants à leurs frais, dans les hôpitaux des pénitenciers, n'a lieu que dans les cas d'urgence, et, pour les individus qui se trouvent malades sur les lieux, elle est subordonnée à l'autorisation spéciale du commandant de l'établissement.

Il peut être exigé, dans l'un et dans l'autre cas, avant l'entrée, le dépôt de la somme supposée des frais de leur maladie.

Art. 4. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à compter du 1er janvier 1861, et qui sera enregistré partout où besoin sera, inséré au Bulletin officiel de la colonie et publié dans la Feuille de la Guyane.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 18.

N° 813. — *DÉCISION qui nomme les membres de la commission pour procéder à la visite du navire américain* le Lawrence, *chargé de transporter à la côte d'Afrique des immigrants africains à rapatrier.*

Cayenne, le 10 décembre 1860.

Nous, Gouverneur de la Guyane française,

Vu les dispositions de l'article 26 du décret du 27 mars 1852;

Vu la circulaire ministérielle du 26 avril 1859;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission chargée de procéder à la visite du navire américain *le Lawrence*, capitaine Hanson, armateur S. E. Fabens, chargé de transporter à la côte d'Afrique des immigrants provenant du navire *les Cinq-Frères*, et qui, à l'expiration de leur temps de travail convenu, ont déclaré opter pour le rapatriement;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Avons décidé et décidons ce qui suit :

Article 1er. Sont nommés membres de la commission :

MM. le capitaine de port;
le commissaire de l'inscription maritime;
le médecin ordinairement chargé de la visite des coffres à médicaments;
le commissaire de l'immigration;
un des officiers visiteurs des navires de commerce (à la désignation de M. le commissaire de l'inscription maritime).

La commission se réunira le mardi 11 courant, à la direction du port, à deux heures de relevée.

Art. 2. Indépendamment de la certification quant à la navigabilité du navire et de la visite prévue par la loi du 13 août 1791, la commission aura à constater l'état des emménagements au point de vue des prescriptions des articles 19, 20 et 21 du décret du 27 mars 1852, les fournitures de couchage se composant d'une couverture à la charge des immigrants rapatriés.

Art. 3. L'ordonnateur et le directeur de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente

décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 79.

N° 814. — *ARRÊTÉ portant virement de crédit d'une somme de 45,000 francs de l'article 2 du chapitre XIV à l'article 1er du même chapitre, exercice 1860.*

Cayenne, le 10 décembre 1860.

NOUS, GOUVERNEUR de la Guyane française,

Considérant que les crédits de délégation pour l'exercice 1860 ont été ouverts par article sur les différents chapitres du budget colonial ;

Considérant que la situation des crédits applicables à l'article 1er du chapitre XIV ne permet plus de faire face à l'acquittement des dépenses reconnues et à liquider jusqu'à la clôture de l'exercice ;

Considérant que l'article 2 du même chapitre présente un excédant de crédits au dessus des charges qui sont présumées devoir lui incomber ;

Attendu que la spécialité des crédits par article ne saurait résister à l'obligation de payer des dépenses de la nature de celles ressortissant à l'article 1er ;

Vu, dès-lors, la nécessité de modifier, au moyen d'un virement, l'importance des crédits de chacun de ces deux articles, de manière à les mettre en rapport avec les sommes qui doivent y être imputées ;

Vu l'état des dépenses reconnues et présumées jusqu'à la clôture de l'exercice 1860, sur l'article 1er du chapitre XIV, faisant ressortir une insuffisance de crédits de 43,860 fr. 58 cent. ;

Sur la proposition de l'ordonnateur ;

De l'avis du conseil privé,

Arrêtons :

Un virement de crédit de *quarante-cinq mille francs* sera opéré de l'article 2, Services militaires, du chapitre XIV, Personnel civil et militaire, à l'article 1er, Services civils, du même chapitre, exercice 1860.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au trésorier payeur et enregistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 14.

N° 815. — *ARRÊTÉ portant ouverture d'un crédit de la somme de 2,734 francs 88 centimes sur l'exercice courant, pour payement de créances de l'exercice clos 1859.*

Cayenne, le 10 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Attendu que la somme de deux mille sept cent trente-quatre francs quatre-vingt-huit centimes, formant le montant de diverses dépenses faites en France, au compte de la colonie, n'a pu être mandatée avant la clôture de l'exercice 1859, par suite de retards apportés dans la production des titres ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, ensemble l'article 97 du décret du 26 septembre 1855, sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du Gouvernement provisoire du 27 avril 1848, sur les pouvoirs spéciaux des gouverneurs dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur ;

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il est ouvert un crédit de *deux mille sept cent trente-quatre francs quatre-vingt-huit centimes* sur l'exercice

courant, au titre Exercice clos, qui sera réparti entre les chapitres et articles que ces dépenses concernent de la manière suivante (section II, chapitre I, article 3) :

1° Au trésorier de la Guyane, pour remboursement de somme payée en France, pour délégation du 2e semestre 1859, du sieur MILLAUD, concierge de la mairie de Cayenne.....	120f 00
(Section II, chapitre II, article 3.)	
2° Au trésorier de la Guyane, pour remboursement de somme payée en France, pour journées de traitement à l'hôpital, du sieur MÉRIGUET, concierge de la prison de Cayenne.....	432 40
3° Au même, pour remboursement de somme payée en France, pour vivres fournis par le port de Brest, pour compte du service local, en octobre 1859.	10 54
4° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour les correspondances échangées entre la France et la Guyane par la voie des paquebots britanniques, pendant le 2e semestre 1859....	2,163 94
5° Au même, pour remboursement de somme payée en France pour deux abonnements au Bulletin officiel du Moniteur de l'intérieur.....	8 00
TOTAL.....	2,734 88

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enrgistré partout où besoin sera.

Cayenne, le 10 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 27.

N° 816. — *DÉCISION concernant la comptabilité relative aux produits réalisés dans les établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 11 décembre 1860.

NOUS, GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 11 de la loi du 24 avril 1833, concernant le régime législatif des colonies ;

Vu la dépêche ministérielle (Algérie et colonies) en date du 30 août 1860, numérotée 332, relative aux produits des établissements pénitentiaires ;

Vu les articles 1 et 8 du décret du 26 septembre 1855, sur le régime financier des colonies ;

Ensemble l'article 7 du règlement financier du 31 octobre 1840, rendu en exécution de l'ordonnance du 31 mai 1838, sur la comptabilité publique ;

Considérant que l'importance toujours croissante des produits de toute nature réalisés sur les établissements pénitentiaires impose dès aujourd'hui à l'administration l'obligation d'en prendre charge et d'en rendre compte dans les formes prescrites par les règlements sur la comptabilité publique ; que dès lors il y a nécessité de tenir un compte rigoureux de ces produits, comme aussi de justifier de l'emploi qui en est fait, soit sur les lieux, dans l'intérêt desdits établissements, soit par vente ou cession au profit du trésor public, pour ceux de ces produits qui sont en excédant aux besoins du service ;

Sur la proposition de l'ordonnateur et du directeur des établissements pénitentiaires,

Avons décidé et décidons :

Article 1er. Les produits, de quelque nature et importance qu'ils soient, qui seront obtenus dans les pénitenciers, donneront lieu à l'établissement d'un ordre de recette qui sera dressé par le commandant du pénitencier et revêtu de la prise en charge du chef du service administratif, à qui il devra être fait remise de ces produits après leur réception.

Il ne pourra en être fait dépense que sur un ordre écrit du commandant, ou sur demandes régulières visées par lui, portant le bon à délivrer du chef du service administratif.

Art. 2. Les denrées, matières et tous autres produits provenant du travail des transportés seront exclusivement employés, selon leur nature, aux besoins du service pénitentiaire, soit pour la nourriture ou l'habillement des condamnés, soit aux travaux de construction ou d'entretien à exécuter dans les pénitenciers et à Cayenne.

Ceux de ces produits qui ne pourront être utilisés de cette manière seront délivrés à titre de cession aux autres services coloniaux, ou, s'il y a lieu, au service local ou au service marine,

Enfin les produits qui ne pourront recevoir ces destinations devront être vendus au profit du trésor public, ou cédés, sous notre approbation, aux particuliers qui en feront la demande. Dans ces deux cas, on devra se conformer aux dispositions réglementaires qui concernent les ventes et les cessions effectuées pour le compte de l'État.

Art. 3. Après la réception de ces produits par la commission ordinaire des recettes, le chef du service administratif qui en aura pris charge devra tenir enregistrement, sur un livre-journal, des recettes qu'il aura ainsi effectuées, et porter en dépense les délivrances et les cessions qu'il aura été autorisé à faire aux différents services ou aux particuliers, et les envois expédiés soit à Cayenne, soit à d'autres établissements pénitentiaires.

Il sera, en outre, tenu compte, sur un registre-balance spécial, des recettes et dépenses de ce genre, par espèces de denrées, matières ou objets.

Art. 4. Le registre-journal mentionné ci-dessus sera arrêté, chaque mois, par le chef du service administratif, et soumis à la vérification du commandant du pénitencier.

Après cette vérification, le chef du service administratif fera établir, en double expédition, le relevé des recettes et des dépenses effectuées pendant le mois, avec indication sommaire de l'emploi des produits. Ces états seront certifiés par lui et visés par le commandant de l'établissement. Une expédition sera transmise à l'ordonnateur, l'autre au directeur des établissements pénitentiaires.

Art. 5. Les produits qui seront expédiés à Cayenne seront adressés au magasin général (*matériel ou subsistances*) ou à l'hôpital, sur factures d'envoi.

Ces factures seront dressées en quatre expéditions, et revêtues du récépissé du capitaine ou patron chargé d'effectuer le transport. Une de ces factures restera entre les mains du comptable expéditeur pour sa décharge, l'autre sera remise audit capitaine ou patron, la troisième nous sera adressée par le commandant du pénitencier, et la quatrième sera envoyée à l'ordonnateur par le chef du service administratif.

Art. 6. La recette des articles portés sur les factures d'envoi s'effectuera à Cayenne dans la forme prescrite par les règlements, par les soins du chef du détail compétent. Après leur réception, les produits des établissements pénitentiaires seront pris en

charge par le garde-magasin du matériel ou celui des subsistances, ou par l'agent comptable des hôpitaux, qui en tiendront un compte spécial et ne pourront les délivrer que sur des demandes régulièrement établies et dûment acquittées par la partie prenante.

Les produits qui auront été envoyés avec une destination particulière pourront être délivrés par le comptable qui en aura pris charge, aussitôt que la recette en aura été régulièrement constatée; ceux qui devront former l'approvisionnement du service pénitentiaire seront conservés en magasin ou remis sur demandes à la direction des pénitenciers; enfin les matières qui, par leur nature, ne seront point susceptibles d'être conservées en approvisionnement, et qui ne trouveraient pas un emploi immédiat, seront cédées ou vendues au profit du trésor, ainsi qu'il est mentionné au troisième paragraphe de l'article 2.

Les produits des établissements pénitentiaires fournis aux différents services seront portés dans les comptes pour la valeur qui leur sera attribuée, au commencement de chaque semestre, par un arrêté pris, en conseil privé, sur la proposition de l'ordonnateur.

Art. 7. Aucun travail ne pourra être exécuté dans les pénitenciers, aucun objet confectionné pour les particuliers, dans les ateliers de la transportation, sans notre autorisation spéciale.

En cas d'urgence, cette autorisation pourra être donnée par le commandant du pénitencier, qui sera tenu de nous adresser immédiatement une copie de son ordre, pour être revêtue de notre approbation, si la mesure nous paraît suffisamment justifiée.

Art. 8. La constatation des travaux exécutés aura lieu conformément aux prescriptions réglementaires.

L'officier ou employé du commissariat chef du service administratif sera spécialement chargé de cette constatation, concurremment avec le chef du service intéressé qui aura fait exécuter les travaux ou sera chargé de la direction des ateliers.

Art. 9. La présente décision, qui sera soumise à l'approbation de S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, sera mise à exécution à partir du 1er janvier prochain.

Art. 10. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cette décision, qui sera enregistrée au contrôle

colonial, publiée dans la Feuille de la Guyane et insérée au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 11 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 28.

N° 817. — *DÉCISION qui fixe l'indemnité de gestion et de responsabilité accordée aux chefs du service administratif des établissements pénitentiaires.*

Cayenne, le 14 décembre 1860.

NOUS, GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu la décision du 25 janvier 1858, portant tarif des allocations attribuées aux chefs du service administratif des établissements pénitentiaires remplissant, en ladite qualité, les fonctions d'agents de payement du trésor ;

Vu les décisions des 13 septembre 1859 et 3 août 1860, portant modifications dans les allocations réglées par la décision précitée du 25 janvier 1858 ;

Considérant que des établissements pénitentiaires ont été créés depuis cette époque ; que d'autres, par suite de l'extension qui leur a été donnée, ont motivé des envois plus considérables de fonds, et qu'il convient d'accorder, pour les mêmes motifs, aux chefs du service administratif de ces établissements, une indemnité équivalente aux sommes dont ils ont à rendre compte ;

Sur la proposition de l'ordonnateur par intérim,

AVONS DÉCIDÉ ET DÉCIDONS :

L'indemnité de gestion et de responsabilité attribuée aux chefs du service administratif des établissements pénitentiaires ci-après désignés est fixée ainsi qu'il suit :

Iles du Salut, par an	600f
Sainte-Marie de la Comté	400
Ilet la Mère	300
Montagne-d'Argent	300
Saint-Georges	240
Kourou	240
Saint-Laurent (Maroni)	400
Saint-Louis (Maroni)	240

Il sera fait application de ce nouveau tarif aux chefs du service administratif qui ont justifié dans les formes réglementaires des fonds mis à leur disposition pour les besoins du troisième trimestre 1860.

L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera.

Cayenne, le 14 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre nº 34 des ordres et décisions, fº 25.

Nº 818. — *DÉCISION portant nomination des membres de la commission instituée, par l'article 7 du décret colonial du 11 juillet 1837, pour l'examen et la vérification des rôles de contributions.*

Cayenne, le 24 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le décret colonial du 11 juillet 1837 ;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission qui doit assister le maire de la ville de Cayenne dans la vérification et l'examen des rôles de contributions, et donner son avis sur les demandes en dégrèvement pendant l'année 1861 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide :

Article 1er. Sont nommés membres de la commission instituée par l'article 7 du décret colonial du 11 juillet 1837, pour pro-

céder, sous la présidence du maire de la ville de Cayenne pendant l'année 1861, aux opérations ci-dessus mentionnées :

MM. Giaimo, conseiller municipal ;
Bally (J.-J.), *idem ;*
Rousseau (Saint-Philippe), propriétaire ;
Charron, *idem.*

Membres suppléants :

MM. Cugneau, propriétaire ;
Wacongne, conseiller municipal.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 24 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :
Le Directeur de l'intérieur,
M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 38.

N° 819. — *DÉCISION relative à l'association dite* des Mères de famille, *fondée par le supérieur des prêtres de la congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, à Cayenne.*

Cayenne, le 24 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la demande en date du 12 novembre 1860, présentée par le R. P. Guyodo, supérieur des prêtres de la congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, ayant pour objet d'obtenir la consécration d'une association fondée au mois de décembre 1855, en faveur des pauvres, sous le titre d'*Association des Mères de famille ;*

Vu le projet de statuts joint à ladite demande ;

Vu l'avis favorable du maire ;

Attendu qu'on ne saurait développer avec trop de sollicitude dans l'esprit de la population les principes de l'assistance

mutuelle, dont la mise en pratique, en répondant à ses besoins, constitue une œuvre de bienfaisance, en même temps qu'il en résulte des garanties d'ordre, de prévoyance et d'économie;

Considérant que l'association dont il s'agit a rendu déjà de réels services, par les secours qu'en ont tirés les personnes nécessiteuses, et qu'à ce titre elle est tout à fait digne de la protection comme des encouragements de l'administration,

DÉCIDE :

Article 1er. Est et demeure autorisée, sous la direction et la surveillance du R. P. supérieur des prêtres de la congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, l'association dite *des Mères de famille*, fondée à Cayenne, le 6 décembre 1855, ayant pour but la concession de secours aux malheureux.

Art. 2. Les statuts de ladite association sont approuvés selon leur forme et teneur.

Art. 3. Le directeur de l'intérieur est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 24 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 49.

ASSOCIATION DES MÈRES DE FAMILLE.

Le 6 décembre 1855 a été fondée à Cayenne une association en faveur des pauvres. Cette association prend le titre d'*Association des Mères de famille.*

Elle a adopté comme statuts provisoires les articles suivants :

Article 1er. L'association des Mères de famille a pour but : 1° de venir en aide aux personnes qui sont dans un véritable besoin; 2° de ramener aux pratiques religieuses celles qui en seraient éloignées.

Art. 2. Toute personne peut en faire partie, pourvu qu'elle s'engage à donner un franc par mois.

Art. 3. Les ressources fixes de l'association se composent de la rétribution mensuelle des associés; les ressources éventuelles proviendront de dons des particuliers, de quêtes et de loteries que l'on pourra faire en temps opportun.

Art. 4. Cette association sera administrée par un prêtre directeur; il sera lui-même aidé de plusieurs dames, qui rempliront les fonctions de présidente, de secrétaire, de trésorière, etc., et qui formeront avec lui le conseil de l'association.

Art. 5. Le conseil se réunira tous les deuxièmes jeudis de chaque mois, à quatre heures de l'après-midi, chez les sœurs de Saint-Joseph; il aura à s'occuper, dans les séances, de la distribution des aumônes, et des moyens de consolider et de développer l'œuvre. Le procès-verbal, rédigé par la secrétaire, constatera, sur le registre de l'association, les décisions du conseil.

Art. 6. Tous les ans, à un jour qui sera déterminé ultérieurement, on convoquera en assemblée générale tous les membres de l'association.

Dans cette assemblée, on donnera le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente.

Arrêté en conseil, le 28 décembre 1860.

M^mes

La Présidente, D'AUDIFFREDY, v^e DE SAINT-QUANTIN.
La Secrétaire, C. HABASQUE.
La Trésorière, v^e MOUTIER.

Les Membres, { v^e LEMARINIER. / MOURIÉ, née DE TISSIER. / Lise NOYER. }

Le Directeur, J. GUYODO, *supérieur des prêtres de la congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie.*

Vu : *Le Directeur de l'intérieur*,
M. FAVARD.

Approuvé :

Le Gouverneur,

L. TARDY DE MONTRAVEL.

N° 820. — *DÉCISION qui nomme les membres de la commission chargée de la révision du tarif d'importation.*

Cayenne, le 27 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 1er de l'arrêté local du 22 février 1838, relatif au mode d'évaluation des marchandises soumises aux droits d'entrée;

Ayant à pourvoir à la nomination des membres de la commission chargée de procéder à la révision du tarif d'importation d'après lequel ces droits seront perçus pendant le premier semestre 1861;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Décide ce qui suit :

Article 1er. Sont nommés membres de la commission :

MM. Mango, sous-inspecteur chef du service des douanes;
Buja, négociant;
C. Lalanne, *idem*.

Art. 2. Le directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 27 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 47.

N° 821. — *DÉCISION portant nominations et promotions dans le corps militaire des surveillants.*

Cayenne, le 28 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu les articles 2, 3, 5, 6 et 7 du décret impérial du 22 avril 1854, sur l'organisation du corps militaire des surveillants;

Vu les vacances existantes dans l'effectif réglementaire de ce corps;

Considérant qu'il y a lieu de récompenser le zèle et l'activité déployés par plusieurs sous-officiers du corps militaire des surveillants, dont le service est devenu extrêmement pénible, par suite des vides nombreux qui se sont produits depuis quelques années;

Sur la proposition du directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

DÉCIDE :

Article 1er. La solde annuelle du surveillant de 1re classe STÉVENOT (Jean-Baptiste), numéro matricule 34, est portée de 2,300 à 2,500 francs.

Art. 2. La solde annuelle des surveillants de 2e classe dont les noms suivent est portée de 1,600 à 1,800 francs :

CHIROLEU (Hyacinthe-Cyr-Joseph), numéro matricule 195;
LAURE (Hippolyte), numéro matricule 160;
SAINT-MARTIN (François-Alphonse), numéro matricule 310;
LECOANET (Sébastien-Louis), numéro matricule 330;
VACHERESSE (Claude), numéro matricule 287;
FÉDRY (Joseph), numéro matricule 297;
HERVÉ (Pierre), numéro matricule 315;
VAUBOURG (Claude-Constant), numéro matricule 336.

Art. 3. Les surveillants de 3e classe dont les noms suivent sont promus au grade de surveillants de 2e classe, avec solde annuelle de 1,600 francs :

SALEMBIEN (Henri-Frédéric), numéro matricule 341, détaché à Saint-Louis;

DESPREZ (Eugène), numéro matricule 295, détaché à la Montagne-d'Argent;

PIERRE, numéro matricule 313, détaché au pénitencier n° 8.

Art. 4. Ces nominations et promotions compteront du mardi 1er janvier 1861.

Art. 5. L'ordonnateur et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui devra être enregistrée

partout où besoin sera, et insérée à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 28 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur des établissements pénitentiaires par intérim,

CHAUDIÈRE.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 40.

N° 822. — *ARRÊTÉ sur la répartition des immigrants à leur arrivée et le régime de leur protection à la Guyane française.*

Cayenne, le 28 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu la lettre de S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, en date du 11 août 1860, n° 308;

Considérant qu'il importe qu'un règlement identique sur le régime des immigrants soit appliqué dans nos divers établissements d'outre-mer;

Considérant que, les bases de l'arrêté préparé par le comité consultatif convenant à toutes nos colonies, la situation actuelle des choses à la Guyane y rend leur application facile;

Considérant que les modifications qui ont été apportées au projet du comité pour le rendre applicable à la Guyane sont de peu d'importance et ne touchent point aux bases de cet acte,

Sur la proposition du directeur de l'intérieur,

Et de l'avis du conseil privé,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER.

DES DEMANDES D'IMMIGRANTS, DE LA FORMATION DES LISTES D'INSCRIPTION ET DE COLLOCATION.

Article 1^er^. Il est institué dans la colonie un comité d'immigration, composé de cinq membres, savoir :

Le directeur de l'intérieur, président; un membre du conseil privé, désigné chaque année par ce conseil, vice-président; le

commissaire de l'immigration, un habitant-propriétaire et un négociant, ces deux derniers désignés annuellement par le gouverneur. Un employé de la direction de l'intérieur remplit les fonctions de secrétaire.

Art. 2. Le comité d'immigration est chargé d'arrêter la liste d'inscription des demandes d'immigrants introduits avec le concours de l'État ou de la colonie, ainsi que le tableau de collocation, d'après lesquels la répartition des immigrants a lieu lors de l'arrivée de chaque convoi dans la colonie.

Art. 3. Les demandes d'immigrants à introduire avec le concours des fonds du trésor ou de la colonie doivent être adressées au directeur de l'intérieur; elles sont conformes au modèle ci-après, et portent l'obligation par le souscripteur de recevoir en temps voulu les immigrants demandés, sous peine d'être déchu de la portion exigible de son inscription, et, en outre, de subir tous dommages et intérêts, si lesdits immigrants venaient à rester sans placement.

Chaque catégorie d'immigrants doit être l'objet d'une demande distincte.

Les demandes précisent l'exploitation agricole, industrielle, ou l'emploi auquel doivent être affectés les immigrants: s'il s'agit d'une habitation, les demandes indiquent son étendue en hectares, ainsi que le produit en kilogrammes des denrées d'exportation de la récolte précédente; elles donnent aussi la qualification du demandeur, propriétaire, administrateur ou fermier d'habitation, chef d'exploitation ou d'industrie.

Toute déclaration reconnue fausse par le comité est considérée comme nulle et non avenue, sauf au demandeur évincé à présenter une nouvelle demande.

Art. 4. L'inscription des demandes d'immigrants est faite chaque jour à la direction de l'intérieur, au secrétariat du comité, d'après l'ordre de réception desdites demandes; la priorité entre celles reçues au même moment est réglée par le sort. Toutes les demandes sont soumises au comité dans sa plus prochaine séance.

Art. 5. Un arrêté rendu en conseil privé, sur la proposition du comité d'immigration, détermine l'importance relative de classement des établissements agricoles et industriels, fixe le maximum d'immigrant pour lesquels chacune des classes peut être colloquée dans la distribution des travailleurs et la proportion du droit qu'elles peuvent avoir à exercer dans la répartition de chaque contingent.

Art. 6. Ne sont admises par le comité d'immigration que

les personnes désignées au paragraphe 3 de l'article 3, et offrant, en outre, des garanties suffisantes, soit pour l'accomplissement de leurs obligations envers les engagés et leur utile emploi, soit pour le remboursement des avances faites par la colonie.

Art. 7. La répartition des immigrants introduits avec le concours des fonds de l'État ou de la colonie a pour base l'importance respective des établissements agricoles et industriels.

Le nombre des immigrants qui peuvent être affectés à d'autres services est déterminé à l'arrivée de chaque convoi, selon l'importance des demandes qui auront été adressées à l'administration, en tenant compte des besoins généraux de la colonie au point de vue principalement agricole.

Art. 8. Peut être exclus, temporairement et même d'une manière définitive des listes d'inscription, et ce, indépendamment de l'action civile à introduire, s'il y a lieu :

1° L'engagiste qui, tenu de pourvoir au rapatriement de ses immigrants, ne s'est pas acquitté de cette obligation ;

2° Celui qui, pendant le temps fixé par son contrat pour la durée de l'engagement, a laissé des immigrants à la charge de l'assistance publique, nonobstant toute stipulation faite à cet égard entre l'engagiste et l'engagé ;

3° Celui qui a été condamné pour sévices envers ses immigrants, ou pour manquement aux obligations que lui imposent son contrat ou les règlements en vigueur.

Art. 9. La liste provisoire des demandes d'inscription admises par le comité d'immigration est insérée au journal officiel de la colonie.

Cette liste devient définitive par un arrêté du gouverneur, rendu, chaque trimestre, en conseil privé.

Art. 10. Toute personne inscrite sur les listes de demandes d'immigrants antérieurement au présent arrêté conserve son rang d'inscription ; toutefois, nul inscrit qui a reçu sa part d'un premier contingent ne peut profiter de la faculté de prendre part au convoi suivant, si tous les autres inscrits n'ont déjà reçu leur part du contingent antérieur, et ainsi de suite jusqu'à épuisement de la liste.

Art. 11. Le comité d'immigration dresse, à l'arrivée de chaque convoi, le tableau d'après lequel les immigrants doivent être répartis ; il désigne les demandeurs qui doivent y prendre part et le nombre de travailleurs auxquels ils ont droit.

Art. 12. Les immigrants introduits par les particuliers pour leur compte personnel, avec l'autorisation du gouverneur, ne

comptent pas dans la répartition des contingents introduits avec le concours de l'État ou de la colonie.

Il en est de même des immigrants réengagés; ils ne comptent pas dans les collocations arrêtées par le comité d'immigration.

Art. 13. En cas de transferts entre engagistes inscrits, l'immigrant dont le contrat a été transmis est précompté à la fois sur la collocation attribuée au cédant et sur celle concernant le cessionnaire. Il n'est pas pourvu sur les contingents, au fur et à mesure de leur arrivée, au remplacement des décédés ou condamnés appartenant aux précédentes collocations.

Art. 14. Les cessions d'inscription et les échanges de tour sont interdits formellement.

Art. 15. Tout demandeur qui, lors de l'arrivée d'un convoi auquel sa collocation lui donne droit de prétendre, s'abstient d'y prendre part, est déchu de la portion exigible de son inscription actuelle, et doit attendre, pour concourir à la répartition des contingents suivants, que son tour revienne; il peut, en outre, conformément à l'article 3 du présent arrêté, être condamné à des dommages et intérêts sur la poursuite du directeur de l'intérieur, si les immigrants refusés par lui venaient à rester sans placement.

Art. 16. En cas de contestations sur les décisions du comité d'immigration, les intéressés peuvent se pourvoir auprès du gouverneur, qui prononce en conseil privé, comme il est dit à l'article 9.

CHAPITRE II.

DE L'ADMISSION DES IMMIGRANTS ET DE L'ATTRIBUTION DES CONTRATS AUX ENGAGISTES.

Art. 17. Le commissaire de l'immigration est chef d'un bureau institué à la direction de l'intérieur; ce bureau a pour attributions spéciales tout ce qui touche au service de l'immigration. Indépendamment des autres attributions à lui conférées par le présent arrêté, le commissaire de l'immigration, aux termes des articles 34 et 38 du décret du 27 mars 1852, est chargé de contrôler l'introduction des immigrants et la conclusion de leurs premiers contrats d'engagement avec les habitants, ainsi que les mesures nécessaires pour leur rapatriement, soit à l'expiration de leur contrat, soit dans toute autre circonstance qui peut nécessiter leur départ de la colonie.

Art. 18. Aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les règlements sanitaires, et avant le débarque-

ment des immigrants, le commissaire de l'immigration se rend à bord des navires introducteurs pour procéder aux investigations prescrites par l'article 35 du décret du 27 mars 1852; il opère, avec le concours du capitaine de port et d'un médecin visiteur désigné par le médecin en chef de la colonie, afin de s'assurer si toutes les prescriptions du titre II du décret précité, relativement aux emménagements, aux approvisionnements et aux mesures d'hygiène, ont bien été observées. Procès-verbal est ensuite dressé de cette opération.

Art. 19. Les immigrants demeurent sous le régime de l'isolement pendant trois jours au moins, y compris celui de leur débarquement. La levée de l'isolement est prononcée par le médecin en chef, sur le rapport du médecin visiteur. Le médecin visiteur inspecte chaque jour ces immigrants, indique les soins à leur donner au dépôt, les fait diriger au besoin sur les hospices ou hôpitaux, et prescrit la séquestration de ceux qui sont atteints de maladies contagieuses; il vaccine ou fait vacciner ceux qui ne portent trace ni de variole, ni de vaccination; il fait connaître, dans son dernier rapport, la nature des maladies dont seraient affectés les immigrants qui n'auraient pu être placés après la levée de l'isolement, et il indique si ces maladies ont été contractées avant, pendant ou après le voyage.

Art. 20. Le commissaire de l'immigration est chargé de toutes les mesures à prendre à l'égard des immigrants, soit à bord, soit au dépôt, soit dans les hôpitaux.

Les introducteurs d'immigrants peuvent faire suivre par un mandataire les opérations du commissaire de l'immigration et du médecin visiteur.

Art. 21. Il est expressément défendu à tout capitaine, maître ou patron de navire, de laisser descendre à terre aucun immigrant avant d'y avoir été autorisé par le commissaire de l'immigration, sous peine d'une amende de 25 à 100 francs pour chaque individu illégalement introduit. Le délinquant peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de cinq à quinze jours, sans préjudice de peines plus fortes, si le cas y échoit.

Art. 22. A leur arrivée dans la colonie, les immigrants sont immatriculés sur un registre spécial tenu par le commissaire de l'immigration, et comportant, indépendamment de leurs noms et prénoms, tous les renseignements sur leur provenance et les conditions de leur engagement. Ces immigrants reçoivent du commissaire de l'immigration un bulletin d'immatriculation, que vise leur engagiste, et qui leur tient lieu, visé par le syndic du

quartier pour le lieu de destination indiqué, de passe-port à l'intérieur.

Art. 23. Les immigrants introduits avec le concours du trésor, une fois reconnus valides, sont, par les soins du commissaire de l'immigration, répartis en groupes dont le chiffre est déterminé par des arrêtés spéciaux; dans le même groupe doivent être compris les immigrants faisant partie de la même famille ou ne pouvant être séparés par des raisons de convenance. Les contrats de chaque groupe sont ensuite répartis, par la voie du sort, entre les demandeurs devant participer à la distribution du convoi.

Art. 24. Nul engagiste ne peut être admis à la répartition, s'il ne produit à la fois:

1° Le certificat constatant qu'il est accepté par l'introducteur, ou la quittance de ce dernier pour le payement des sommes incombant directement au preneur;

2° Le récépissé de l'obligation souscrite pour le versement ultérieur de la portion des frais d'introduction avancée par le trésor, et remboursable par annuités;

3° La quittance du trésor pour la portion de ces frais remboursable immédiatement.

Art. 25. L'accomplissement des opérations dont il est fait mention dans les deux articles précédents est constaté dans un procès-verbal du commissaire de l'immigration, rédigé en double expédition, et transmis au directeur de l'intérieur.

Art. 26. Tout engagiste en retard de satisfaire à leur échéance aux obligations indiquées en l'article 3 est, en vertu d'une mise en demeure dont la durée ne peut excéder un mois, exclu jusqu'à décision nouvelle du comité d'immigration de tout nouvel état de collocation.

Art. 27. Aucun immigrant introduit sans le concours de l'État ou de la colonie ne peut obtenir un permis de résidence, si son engagiste ne prend envers l'administration l'obligation acceptée par elle de le soigner en cas de maladie et de le rapatrier à l'expiration de son engagement, soit que cette expiration résulte des stipulations du contrat, soit qu'elle provienne de résiliation amiable ou judiciaire, sauf recours, s'il y a lieu, contre l'immigrant.

CHAPITRE III.

DU RÉGIME DES IMMIGRANTS.

Art. 28. L'engagiste est tenu de fournir aux immigrants, par sexe et par famille, des logements convenables au point de vue

de la division et de la salubrité; ces logements comporteront tous des installations de couchage, élevées d'au moins cinquante centimètres au-dessus du sol. La convenance de ces logements et installations est constatée par le commissaire de l'immigration, le syndic ou le commandant de quartier.

Art. 29. A défaut de conventions contraires exprimées dans les contrats d'engagement, la ration quotidienne de chaque immigrant, qui doit être fournie par l'engagiste en denrées de bonne qualité, ne peut être au-dessous des quantités ci-après :

Morue ou poisson salé..	0k250	Couac.....	0k750
A défaut de morue ou poisson salé:		*ou*	
Bœuf salé.....	0 250	Riz.....	0 650
ou		*Pour assaisonnement avec le riz:*	
Lard salé.....	0 200	Sel.....	0 010

Il peut être dérogé à cette disposition par les conditions particulières du contrat d'engagement.

Quand l'impossibilité de se procurer du couac ou du riz aura été constatée par le commissaire de l'immigration, cette ration pourra être remplacée, en tout ou en partie, par des bananes ou des racines alimentaires, à raison de 1 kilogr. 600 gr. par ration journalière.

La ration sera de la moitié des quantités ci-dessus déterminées pour les immigrants au-dessous de dix ans.

Art. 30. Si le contrat stipule qu'il sera fourni des vêtements à l'engagé, sans spécifier leur nature et leur quantité, ils se composeront ainsi qu'il suit :

POUR LES HOMMES.	POUR LES FEMMES.
1 chemise de laine à l'arrivée	1 chemise de laine à l'arrivée.
Par année:	*Par année:*
2 chemises en coton.	2 chemises en coton.
2 pantalons en toile bleue.	2 jupes ou camisas en coton.
1 vareuse en toile bleue.	1 vareuse en toile bleue.
1 chapeau de feutre ou de paille.	2 mouchoirs de coton.

POUR LES ENFANTS DU SEXE MASCULIN AU-DESSUS DE DIX ANS.	POUR LES ENFANTS DU SEXE FÉMININ AU-DESSUS DE DIX ANS.
1 chemise de laine à l'arrivée.	1 chemise de laine à l'arrivée.
Par année:	*Par année:*
2 chemises de ginga.	2 chemises ginga.
2 pantalons de ginga.	2 camisas.
1 chapeau de feutre.	2 mouchoirs de coton.

Art. 31. Toute habitation, toute exploitation ayant vingt immigrants au moins doit être pourvue d'une infirmerie convenablement installée et approvisionnée.

En cas d'indisposition légère, les immigrants recevront les soins de leurs engagistes; en cas de maladie grave, ils seront dirigés sur Cayenne, pour y être placés et traités dans les hôpitaux de la colonie.

Art. 32 Sauf conventions spéciales, qui peuvent être insérées dans le contrat d'engagement, la journée ordinaire de travail est de douze heures, y compris un ou deux repas, s'élevant ensemble à deux heures et demie. N'est pas considérée comme travail l'obligation pour les immigrants de pourvoir, les dimanches et jours fériés, aux soins que nécessitent la bonne tenue des établissements, l'entretien des animaux et le service de la vie habituelle.

Art. 33. L'engagement de l'immigrant n'est réputé accompli et l'engagé ne peut obtenir son congé d'acquit que lorsque le temps stipulé par lui a été réellement fourni, à raison de vingt-six jours de travail par mois effectifs et complets. Les jours d'absence au travail, pour quelque cause que ce soit, doivent être remplacés par autant de journées supplémentaires.

Art. 34. L'engagiste est tenu de remettre, chaque semestre, à l'engagé, un extrait du règlement de son compte arrêté avec celui-ci. Le règlement est signé sur le registre de l'engagiste; il indique le chiffre des journées de travail et des sommes payées.

Art. 35. En cas d'insubordination habituelle de l'engagé, lorsqu'il n'y a d'ailleurs pas lieu de le traduire en justice, il peut être remis par l'engagiste à l'administration, qui l'emploie soit dans un atelier public, soit sur une habitation domaniale.

Art. 36. Tout immigrant arrêté en contravention aux règlements sur les passe-ports à l'intérieur doit être reconduit sans délai à son domicile, par les soins des autorités locales. Si, en raison des circonstances ou du trajet, il est nécessaire de le déposer provisoirement dans une maison de police municipale, il ne peut y séjourner plus de vingt-quatre heures; lorsqu'il est nécessaire de le déposer provisoirement dans un hospice ou une infirmerie, les frais en sont répétés contre l'engagiste, sauf recours de ce dernier contre l'immigrant.

Art. 37. L'immigrant auquel l'administration ne juge pas devoir faire l'application des dispositions répressives du vagabondage, aux termes de l'article 37 du décret du 27 mars 1852, et auquel, conformément au même article, elle impose d'office le rapatriement aux frais de la caisse coloniale, est, ainsi que

l'engagé exclu de la colonie par le gouverneur, dans un intérêt d'ordre public, en vertu de ses pouvoirs de haute police, provisoirement retenu, par mesure administrative, sur l'atelier indiqué en l'article 35, en attendant son embarquement et son départ.

Art. 38. Il n'est alloué aucune indemnité aux engagistes dont les immigrants seront attachés d'office aux ateliers publics ou sur les habitations domaniales, pour une des causes énumérées plus haut.

CHAPITRE IV.

DE LA RÉSILIATION ET DU RENOUVELLEMENT DES ENGAGEMENTS.

Art. 39. Avis doit être donné au commissaire de l'immigration, dans le délai, de dix jours :

1° Par les commandants de quartiers, greffiers des justices de paix et officiers publics, de tous actes de transfert, de réengagement ou de résiliation passés devant eux ;

2° Par le greffier du tribunal qui aura statué, de toute résiliation prononcée par autorité de justice et de tout jugement intervenu, soit entre engagistes et immigrants engagés, soit sur la poursuite d'office du ministère public ;

3° Par les commandants de quartiers, à l'expiration de chaque trimestre, des naissances et des décès survenus parmi les immigrants résidant dans leur commune.

Art. 40. Toute résiliation de contrat d'engagement passée avec un immigrant donnera lieu au payement intégral et immédiat, à la caisse de l'enregistrement, de tous les droits proportionnels prévus par l'article 3 du décret du 13 février 1852, le qui seront dus jusqu'au jour de la résiliation.

L'engagiste est responsable de ce payement, sauf répétition, s'il y a lieu, contre l'engagé.

Art. 41. Tout immigrant qui, pour une cause quelconque, obtient la résiliation de son engagement, est remis à l'administration et assimilé aux nouveaux arrivants ; il est, en conséquence, compris à nouveau dans la répartition indiquée aux articles 5 et 6 du présent arrêté.

Art. 42. Le commissaire de l'immigration doit, dans les trente jours du dépôt, donner copie certifiée à l'engagiste et à l'engagé de tout contrat remis entre ses mains. Les copies portent en tête le numéro de l'immatriculation de l'immigrant ; celle remise à l'engagiste porte en marge la note des droits proportionnels d'enregistrement dus et les époques d'échéance

Art. 43. Une prime proportionnelle, fixée par le conseil privé pour le nombre d'années d'engagement consenties à nouveau, est payée à chaque immigrant qui, à l'expiration de son premier contrat, en contracterait un autre de trois, cinq ou sept ans.

Art. 44. Chaque période de réengagement entraîne le payement par l'engagiste des droits d'enregistrement fixe et proportionnel, d'après l'article 3 du décret du 13 février 1852.

CHAPITRE V.

DE LA PROTECTION ET DU PATRONAGE DES IMMIGRANTS.

Art. 45. Le commissaire de l'immigration est chargé, sous l'autorité du directeur de l'intérieur, de la protection générale des immigrants; il correspond, pour tout ce qui concerne ses attributions, tant avec les commissaires-commandants et les commissaires de police qu'avec les propriétaires et engagistes, avec les syndics de quartiers et les délégués du syndicat mentionné dans l'article suivant.

Le commissaire de l'immigration fait des tournées sur les habitations; il veille à ce que les règlements sur l'immigration reçoivent partout leur exécution; il s'assure que les engagistes s'acquittent de toutes leurs obligations envers leurs engagés, et, réciproquement, que ceux-ci satisfont aux obligations qu'ils ont consenties. Le commissaire de l'immigration est encore chargé de diriger les engagés dans les versements qu'ils auraient à faire au trésor de toutes sommes destinées à être envoyées à leur famille; il ne peut exercer par lui-même aucune action de police administrative ou judiciaire sur les immigrants.

Art. 46. Conformément à l'article 36 du décret du 27 mars 1852, un syndicat protecteur des immigrants est créé au chef-lieu.

Ce syndicat est composé du procureur impérial ou d'un de ses substituts, président; d'un avocat ou d'un avoué désigné chaque année par la cour, et d'un conseiller municipal désigné par le gouverneur.

Le syndicat peut appeler dans son sein un interprète, qui a voix consultative.

Art. 47. Le syndicat est chargé de diriger les immigrants pour tout ce qui touche à l'exercice des actions judiciaires qu'ils auraient à intenter; il a seul qualité, par lui ou ses délégués, pour ester en justice dans l'intérêt des immigrants.

Art. 48. Le syndicat, sur l'avis motivé du commissaire de

l'immigration, approuvé par le directeur de l'intérieur, peut poursuivre d'office, devant les tribunaux, la résiliation des engagements, lorsque les conditions légales de salubrité et d'hygiène, et celles sous lesquelles l'engagement a été contracté, ne sont pas observées à l'égard des immigrants. Le demande en résiliation est précédée d'une notification adressée par le commissaire de l'immigration à l'engagiste, pour le mettre en demeure, soit de remplir ses obligations avant l'expiration d'un délai déterminé, soit de céder son contrat.

Art. 49. Les syndics de quartiers sont, auprès de chaque justice de paix, les délégués du syndicat protecteur.

Art. 50. Le syndicat protecteur séant à Cayenne reçoit, par l'intermédiaire et les soins des syndics de quartiers et du commissaire de l'immigration, toute plainte ou réclamation des immigrants pouvant aboutir à une action judiciaire.

Le syndicat décide s'il y a lieu, dans l'intérêt de l'immigrant, d'introduire une action devant l'une des juridictions de la colonie, auquel cas il se constitue seul pour lui, à titre de mandataire légal, d'après les termes de l'article 36 du décret du 27 mars 1852. Le syndicat, selon les cas, suit lui-même ou fait suivre l'affaire par le syndic de quartier.

Art. 51. Pendant les cinq premières années de leur séjour dans la colonie, les immigrants, par leur seule qualité et sans aucune justification d'indigence, jouissent du bénéfice de l'assistance judiciaire instituée par la loi du 22 janvier 1852, promulguée dans la colonie le 24 mars 1852.

Art. 52. Chaque trimestre, le président adresse au directeur de l'intérieur et au chef du service judiciaire un rapport faisant connaître le nombre, la nature et le résultat des affaires conciliées ou jugées par les soins du syndicat.

Art. 53. Les syndics de quartiers veillent à ce que chaque immigrant, à son arrivée chez l'engagiste, soit muni de son bulletin d'immatriculation.

Art. 54. Les syndics sont chargés de la remise à faire aux immigrants, dans le mois, des contrats d'engagement déposés au bureau du commissaire de l'immigration, conformément à l'article 42 du présent arrêté.

Ils veillent également à ce que les engagistes remettent exactement aux immigrants les extraits des règlements de compte prescrits par l'article 34.

Art. 55. Les syndics s'assurent que les prestations et les salaires dus aux immigrants leur sont régulièrement fournis, dans

les termes et suivant le mode indiqués dans l'acte d'engagement ou déterminés par la loi.

Art. 56. Les engagés ont toujours la faculté de porter directement leur plainte ou réclamation aux syndics, qui ne peuvent se refuser de la transmettre à l'autorité compétente.

Art. 57. Toute réclamation ou plainte d'un engagé contre son engagiste est portée au syndic du quartier.

Art. 58. Le commissaire de l'immigration peut déléguer au syndic de quartier le droit de visite sur une ou plusieurs habitations, toutes les fois que les circonstances paraissent l'exiger; en cas de plainte de la part des engagistes ou des engagés, le syndic de quartier a le droit de se transporter sur les lieux pour vérifier l'exactitude des faits.

Art. 59. Les syndics de quartiers visent, s'il y a lieu, le passeport des immigrants qui ont à faire valoir des droits, hors limites de leur circonscription, soit en justice, soit auprès du commissaire de l'immigration.

Art. 60. Lorsqu'il y a lieu, conformément aux articles 6 et 7 du décret du 13 février 1852, d'opérer des retenues sur les salaires pour cause d'absence au travail, les syndics prennent connaissance des faits susceptibles de jutifier ces retenues, sans préjudice du recours devant le juge de paix.

Art. 61. Les syndics donnent immédiatement avis au commissaire de l'immigration de tous faits d'engagement fictif ou de transfert non autorisé des contrats, ainsi que de tous autres faits interdits par les règlements spéciaux de l'immigration qui arriveraient à leur connaissance.

Art. 62. Les syndics rendent compte au commissaire de l'immigration, à la fin de chaque mois ou plus souvent, s'il y a lieu, de toutes les réclamations qui leur ont été adressées et des résultats de leur intervention auprès des engagistes.

Art. 63. Les syndics concilient les différends entre les engagistes et les engagés, sauf à intenter, s'il y a lieu, dans l'intérêt de ces derniers, une action en leur nom devant la justice de paix, au nom et comme délégués du syndicat protecteur.

Art. 64. Il est expressément interdit aux syndics, sous les peines de droit, de rien percevoir des immigrants ou engagistes, sous quelque prétexte ou dénomination que ce soit.

Art. 65. L'action du syndicat ou des syndics, en ce qui concerne le patronage qu'assure aux immigrants l'article 36 du décret du 26 mars 1852, cesse de plein droit à leur égard lorsqu'ils ont accompli cinq années d'engagement.

Art. 66. Tout acte de transfert d'engagement doit être, à la diligence des engagistes et dans les dix jours de sa date, présenté aux syndics de leur domicile respectif, lesquels y apposent leur visa; en cas d'inexécution de cette formalité, les contrevenants sont condamnés à une amende de 15 à 100 francs.

CHAPITRE VI.

DU RAPATRIEMENT.

Art. 67. Lorsque le terme de l'engagement d'un immigrant est échu, le syndic du quartier se fait représenter son dernier règlement semestriel, pour reconnaître, par la supputation des journées fournies, s'il a droit au rapatriement; dans ce cas, le syndic prévient individuellement chaque immigrant de la faculté accordée par l'article 2 du décret du 13 février et des avantages attachés aux réengagements.

Art. 68. Les déclarations d'option entre le rapatriement ou le réengagement sont reçues par les commissaires-commandants, en présence des syndics, redigées en double expédition, signées par les immigrants et transmises au directeur de l'intérieur, arpès avoir été mentionnées sur le registre matricule de l'immigration. Le droit au rapatriement ou à la prime équivalente continue d'être assuré à l'immigrant à l'expiration de la nouvelle période d'années de travail qu'il aura fourni en vertu de son réengagement.

Art. 69. En cas de nouveau contrat d'engagement consenti par un immigrant qu'une condamnation correctionnelle a privé de son droit au rapatriement, la prime indiquée en l'article 43 peut néanmoins encore lui être acquise, sauf le cas où l'administration supérieure jugerait nécessaire son renvoi de la colonie.

Art. 70. Si une incapacité indéfinie de travail vient à être constatée dans le cours d'un réengagement, le rapatriement de l'engagé est à la charge de l'engagiste dans la proportion du temps effectif de travail qui lui a été déjà fourni; les fonds de la caisse coloniale feront le surplus des frais dus pour son retour. Si l'incapacité de travail, par suite d'infirmité permanente et incurable, vient à se produire chez les immigrants pendant le cours de leur premier engagement, leur rapatriement s'effectue également à la diligence de l'administration et aux frais de la caisse coloniale.

Art. 71. Quant aux immigrants introduits par des particuliers sans le concours de l'État ou de la colonie, et qui se trouvent

dans le cas prévu par l'article précédent, ils sont rapatriés aux frais de l'engagiste.

Art. 72. Les immigrants qui ont réclamé leur rapatriement doivent continuer à travailler pour leur engagiste jusqu'au moment de leur départ, sinon justifier de leur travail habituel pour autrui dans un atelier public ou chez un particulier. Ceux qui se sont réservé le bénéfice d'une année pour leur option doivent justifier sans délai d'un bulletin spécial d'immatriculation, délivré par le commissaire de l'immigration, et d'un travail habituel. Un livret leur est remis par le maire, sur le vu du bulletin.

Art. 73. Lorsque l'expédition d'un convoi de retour est arrêtée dans la colonie, les syndics préviennent directement les immigrants ayant droit au rapatriement, ainsi que leurs engagistes, cinq jours au moins avant l'ordre de départ pour le port d'embarquement. Tous les immigrants qui ne sont pas rendus à bord du navire qui leur a été désigné au jour fixé perdent par ce seul fait, sauf le cas de force majeure ou de réengagement, tout droit au rapatriement ou à la somme équivalente aux frais de ce rapatriement.

Art. 74. Dès que le chiffre des passagers inscrits atteint le nombre réglementaire, le commissaire de l'immigration dresse en triple expédition un état nominatif de tous les individus embarqués aux frais de la caisse coloniale. Une expédition est remise au capitaine du navire, et les deux autres sont adressées au directeur de l'intérieur. Cet état mentionne le nom du convoi dont chaque immigrant faisait partie lors de son arrivée dans la colonie.

Art. 75. Aucun navire affecté au transport des immigrants ne peut être expédié de la colonie s'il n'est préalablement constaté par le commissaire de l'immigration que les formalités prescrites par les articles 19, 26, 27 et 32 du décret du 27 mars 1852 ont été remplies.

Art. 76. Les immigrants qui ont à pourvoir eux-mêmes à leur rapatriement ne peuvent être reçus dans les convois expédiés par le gouvernement local que lorsque le nombre de passagers embarqués aux frais de la caisse coloniale est inférieur à celui qui est déterminé par le décret du 27 mars 1852.

Le commissaire de l'immigration, toutes les fois que les immigrants le requièrent, intervient à l'effet de stipuler et contracter en leur nom, avec les capitaines ou armateurs, pour leur passage de rapatriement, quand ils sont dans le cas prévu par l'article 38 du décret du 27 mars 1852.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 77. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

L'ordonnateur, le directeur de l'intérieur et le chef du service judiciaire sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré dans la Feuille et le Bulletin officiels.

Cayenne, le 28 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Directeur de l'intérieur,

M. FAVARD.

IMMIGRATION.

MODÈLE DE DEMANDE. (Art. 3.)

Je soussigné demeurant a quartier de sur l'habitation composant hectares et ayant produit kilogramme de demande à être compris pour (*tant*) travailleurs de (*telle origine*) dans la répartition du convoi à introduire avec le concours des fonds du trésor, m'obligeant à prendre ces immigrants, dès l'échéance de mon tour de liste, dans les conditions et suivant le nombre qui aura été indiqué par le comité de l'immigration, après arrêté du gouverneur.

En cas d'inexécution par mon fait de ladite obligation, je consens à être déchu de la portion exigible de mon inscription, et à subir, en outre, tels dommages et intérêts que de droit, si lesdits immigrants viennent à rester à la charge de la colonie.

Fait a le 186 .

N° 823. — *ARRÊTÉ portant que les dépenses à faire, dans la colonie, pour le compte des services coloniaux, en* 1861, *continueront, jusqu'à l'arrivée des états trimestriels, à être effectuées conformément au budget de l'exercice* 1860.

Cayenne, le 28 décembre 1860.

Nous, Gouverneur de la Guyane française,

Vu la loi du 26 juillet 1860, qui règle la fixation du budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1861;

Vu la dépêche ministérielle du 27 février 1860, n° 78, por-

tant envoi du projet de budget de l'exercice 1861, adopté par le Conseil d'État, et tel qu'il a été présenté au Corps législatif;

Ensemble la dépêche ministérielle du 29 septembre 1860, n° 367, donnant avis des crédits de délégation ouverts à l'ordonnateur de la Guyane française, à l'effet de pourvoir aux dépenses du premier semestre 1861;

Vu le règlement financier du 26 septembre 1855;

Ensemble l'article 21 de l'ordonnance du 22 novembre 1841, portant règlement sur la comptabilité des colonies;

Considérant que les états détaillés des dépenses à faire à la Guyane, pendant l'exercice 1861, et dont l'envoi a été annoncé par la dépêche ministérielle susvisée du 29 septembre 1860, n° 367, ne sont pas encore parvenus dans la colonie, et qu'il y a lieu de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'expédition régulière des dépenses dans les limites des crédits notifiés par le département;

Sur la proposition de l'ordonnateur;

De l'avis du conseil privé,

Avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dépenses à faire dans la colonie pour le compte des services coloniaux, en 1861, continueront, jusqu'à l'arrivée des états ministériels, à être effectuées conformément au budget de l'exercice 1860.

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, et inséré à la Feuille et au Bulletin officiels de la colonie.

Cayenne, le 28 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

L'Ordonnateur par intérim,

F. DE GLATIGNY.

Enregistré au contrôle, registre n° 54 des ordres et décisions, f° 77.

N° 824. — *ARRÊTÉ ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises de Cayenne, portant condamnation à dix ans de réclusion contre le nommé* Portes (Antoine-Maurice).

Cayenne, le 28 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêt rendu le 29 novembre 1860, par la cour d'assises de la Guyane française, contre le nommé Portes (Antoine-Maurice), âgé de quarante ans, né à Monjau (Aveyron), marchand de bois, demeurant à Mana;

Attendu que, par cet arrêt, ledit accusé a été reconnu coupable d'avoir, dans la journée du 15 août 1860, à Mana, volontairement porté des coups et fait des blessures au jeune Portes (Rolland), âgé de douze ans, son fils légitimé, avec ces circonstances que ces coups portés et ces blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée;

Attendu que, cette déclaration de culpabilité ayant été modifiée par l'admission des circonstances atténuantes, l'accusé Portes a été condamné à dix années de réclusion et aux frais de la procédure, par application des articles 309, 463, paragraphes 4 et 21 du Code pénal colonial, et 368 du Code d'instruction criminelle;

Attendu que, le condamné ne s'étant pas pourvu en cassation dans le délai légal, l'arrêt précité a acquis force de chose jugée;

Attendu qu'il n'existe ni dans les antécédents du condamné, ni dans les faits de la cause, ni dans l'application de la loi pénale, aucune circonstance de nature à appeler sur lui la clémence de Sa Majesté;

Sur le rapport du chef du service judiciaire;

De l'avis du conseil privé,

Arrête :

Article 1er. Il n'y a pas lieu de recommander le condamné Portes à la clémence de Sa Majesté Impériale.

En conséquence, l'arrêt ci-dessus visé de la cour d'assises, qui lui inflige la peine de dix années de réclusion, recevra, dans le plus bref délai, sa pleine et entière exécution.

Art. 2. Le chef du service judiciaire, le directeur de l'intérieur et le procureur impérial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel de la colonie.

Cayenne, le 28 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur.

Le Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 51.

N° 825. — *ARRÊTÉ ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises de Cayenne, portant condamnation aux travaux forcés contre les nommés* RAMASSAMY *et* BORA, *immigrants indiens.*

Cayenne, le 28 décembre 1860.

LE GOUVERNEUR de la Guyane française,

Vu l'article 49 de l'ordonnance organique du 27 août 1828;

Vu l'arrêt rendu, le 23 novembre 1860, par la cour d'assises de Cayenne, contre les nommés :

1° RAMASSAMY, âgé de trente-sept ans environ;

2° BORA, âgé de trente ans environ,

tous deux immigrants indiens, nés à Madras, cultivateurs, demeurant sur le domaine de Baduel (Ile-de-Cayenne);

Attendu que, par cet arrêt, lesdits accusés ont été reconnus coupables d'avoir, comme auteurs, dans la deuxième quinzaine du mois de novembre 1859, vers les sept heures du soir, sur la route de Cayenne à Baduel, au lieu dit *le Pont-Magy*, commis volontairement et avec préméditation un homicide sur la personne du nommé GOBALIN, aussi immigrant indien, travaillant et demeurant à Baduel;

Attendu que, cette déclaration de culpabilité ayant été modifiée par l'admission des circonstances atténuantes, lesdits accusés ont été condamnés, savoir : RAMASSAMY à la peine des travaux forcés à perpétuité et BORA à celle de vingt ans de la même peine, et tous deux solidairement aux frais de la procédure, par application des articles 295, 296, 297, 302, paragraphe 1er, 463, paragraphe 1er du Code pénal colonial, et 368 du Code d'instruction criminelle;

Attendu que, les condamnés ne s'étant pas pourvus en cassation dans le délai légal, l'arrêt précité a acquis force de chose jugée;

Attendu qu'il n'existe ni dans les antécédents des condamnés, ni dans les faits de la cause, ni dans l'application de la loi pénale, aucune circonstance de nature à appeler sur eux la clémence de Sa Majesté;

Sur le rapport du chef du service judiciaire;

De l'avis du conseil privé,

ARRÊTE :

Article 1er. Il n'y a pas lieu de recommander les condamnés RAMASSAMY et BORA à la clémence de Sa Majesté Impériale.

En conséquence, l'arrêt ci-dessus visé de la cour d'assises, qui

inflige à Ramassamy la peine des travaux forcés à perpétuité et à Bora celle de vingt années de la même peine, recevra dans le plus bref délai sa pleine et entière exécution.

Art. 2. Le chef du service judiciaire, le procureur impérial et le directeur des établissements pénitentiaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel la colonie.

Cayenne, le 28 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Par le Gouverneur :

Le Chef du service judiciaire,

BAUDOUIN.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 52.

N° 826. — *DÉCISION portant nomination d'un commissaire impérial près le conseil de révision et d'un membre du même conseil.*

Cayenne, le 30 décembre 1860.

Le Gouverneur de la Guyane française,

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de mer, du 4 juin 1858;

Vu le décret du 21 juin 1858, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies du code précité,

Décide :

Article 1er. M. de Chicourt, sous-commissaire de la marine, est nommé commissaire impérial près le conseil de révision, en remplacement de M. Cuinier, sous-commissaire de la marine;

M. Laflèche, capitaine du génie, est nommé membre du conseil de révision, en remplacement de M. Maudet, lieutenant de vaisseau.

Art. 2. M. le commandant militaire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Cayenne, le 30 décembre 1860.

L. TARDY DE MONTRAVEL.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 41.

ORDRES, NOMINATIONS, ETC.

N° 827. — Par dépêche ministérielle du 30 octobre 1860,

n° 1674 (*Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau*), avis est donné que, par décision du 25 du même mois, M. l'abbé Le Strat a été attaché au clergé de la Guyane, en remplacement de M. l'abbé Caminade, passé de cette colonie à la Guadeloupe.

N° 828. — Par ordre du 9 novembre 1860, il a été prescrit à M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, embarqué provisoirement sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de ce bâtiment, pour être mis à la disposition de M. le chef du service de santé.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 46.

N° 829. — Par décision du 14 novembre 1860, il a été accordé au nommé Cossard, transporté de la 4e catégorie, 2e section, remplissant l'emploi de contre-maître à l'atelier des constructions et réparations des embarcations des pénitenciers 8 et 8 *bis*, la solde de 1 franc par journée de travail, conformément à la décision du 20 juin 1855.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 84.

N° 830. — Par décision du 1er décembre 1860, M. Bayssié (Alexandre-Antoine) a été nommé écrivain provisoire à la direction des pénitenciers, à la solde mensuelle de 65 francs, imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er, en remplacement de M. Leborgne, démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 8.

N° 831. — Par décision du 3 décembre 1860, le sieur Godefroy (Ernest), distributeur de 2e classe des vivres, provenant du pénitencier des îles du Salut, a été révoqué de son emploi.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 7.

N° 832. — Par décision du 4 décembre 1860, le sieur Demont

(Claude) a été nommé distributeur de 2e classe des vivres, pour être employé au pénitencier des îles du Salut.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 8.

N° 833. — Par décisions du 5 décembre 1860, M. Audouit (Paul-Edmond-Volcy), chirurgien de 2e classe de la marine, a été appelé à continuer ses services au pénitencier des îles du Salut, en remplacement de M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de la même classe, rappelé au chef-lieu, son temps de détachement étant terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 12.

N° 834. — Par décisions du 6 décembre 1860, ont été nommés surveillants ruraux de 3e classe, savoir :

Les sieurs Clairincey (Maximien),
Sarand-Gail (Joseph-Nicolas),
et Caly.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f°s 14 et 16.

N° 835. — Par décision du même jour, M. Vendôme (Frédéric), écrivain de la marine, de retour de France, où il était en congé de convalescence, a été appelé à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 12.

N° 836. — Par décision du même jour, a été acceptée la démission offerte par le sieur Sicard (Pierre) de son emploi de porte-clefs à la grande geôle de Cayenne.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 16.

N° 837. — Par décision du 7 décembre 1860, le sieur Jomère (Théodore) a été nommé porte-clefs à la grande geôle de Cayenne, à la solde annuelle de 1,200 francs, en remplacement du sieur Sicard (Pierre), démissionnaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 15.

N° 838. — Par décisions du 10 décembre 1860, M. Saint-Gès, garde du génie, nommé commandant particulier du pénitencier de Sainte-Marie, par décision du 31 mars 1860, a été rappelé au chef-lieu et remis à la disposition du directeur du génie.

Le commandement de ce pénitencier sera exercé par l'officier de santé détaché sur ce point, et qui recevra une indemnité annuelle de frais de bureau de 120 francs, imputable au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Commandement, etc.).

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 37.

N° 839. — Par décision du même jour, M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Étienne), commissaire-commandant d'Oyapock, a été appelé aux mêmes fonctions au quartier de Tonnégrande.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 20.

N° 840. — Par décision du même jour, M. Bourny (Pierre), commissaire-commandant du quartier d'Iracoubo, passe en la même qualité au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Étienne), appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 20.

N° 841. — Par décision du même jour, M. Marin (Henry) a été nommé commissaire-commandant du quartier d'Iracoubo, en remplacement de M. Bourny (Pierre), appelé à d'autres fonctions.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 21.

N° 842. — Par décision du 14 décembre 1860, le sieur Taupiac (Michel) a été nommé gardien de la ménagerie acquise par l'administration dans les savanes d'Organabo.

Dans cette position, il recevra une solde annuelle de 1,800 francs, imputable au chapitre XVI, article 2, paragraphe 5 (Essais de culture).

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 20.

N° 843 — Par décision du 16 décembre 1860, le sieur Charlotte (Charles-Léon) a été nommé surveillant rural de 2e classe.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 24.

N° 844 — Par décision du 26 décembre 1860, l'indemnité de frais de bureau allouée à M. Rochet, par décision du 6 janvier 1857, sera portée, à partir du 1er janvier 1861, de 120 à 240 francs par an, avec imputation de la dépense au chapitre XVI, article 1er, paragraphe 1er (Commandement, etc.).

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 39.

N° 845. — Par décision du 27 décembre 1860, M. Chalot a été placé à la tête des hattes récemment acquises par l'administration dans les savanes d'Organabo.

Dans cette position, il touchera une solde de 1,800 francs par an, imputable au chapitre XVI, article 2, paragraphe 5 (Essais de culture).

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 74.

N° 846. — Par décision du même jour, le sieur Equilbec (Alexandre), ouvrier d'état à la direction d'artillerie, a été nommé chef de l'atelier d'outillage des îles du Salut.

Il jouira, dans cette position, d'une solde de 2,600 francs par an et de la ration journalière de vivres, telle qu'elle est attribuée aux différents agents employés sur les établissements pénitentiaires, avec imputation de ces dépenses au compte du Service marine (Avances remboursables), à partir du 1er janvier 1861.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 80.

N° 847. — Par décision rendue en conseil privé, le 28 décembre 1860, M. Lalanne, conseiller privé, a été désigné pour remplir, pendant l'année 1861, les fonctions de vice-président du comité d'immigration créé par l'article 1er de l'arrêté du même jour.

N° 848. — Par décisions du même jour, les appointements de MM. les écrivains de la marine ci-après dénommés ont été portés, à partir du 1er janvier 1861, savoir :

Léopold (Norbert-Paul-Irénée), de 1,700 à 1,800 fr. par an;
Viriot (Eugène), de 1,700 à 1,800 francs *idem*;
Zulima (Louis), de 1,500 à 1,800 francs *idem*;
Martin (Charles-Louis-Urbain), de 1,200 à 1,500 fr. *idem*;
Benjamin (Jules-Sidoine-Alfred), de 1,000 à 1,200 fr. *idem*.

Enreg. au contrôle, reg. n° 34 des ordres et décisions, fos 35, 36 et 38.

N° 849. — Par décisions du même jour, les appointements de MM. les écrivains provisoires de la marine désignés ci-après ont été portés, à compter du 1er janvier 1861, savoir :

Voisin (Gustave), de 1,000 à 1,200 francs par an.
Météran (Pierre-Félix-Athénodore), de 1,000 à 1,100 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, fos 34 et 38.

N° 850. — Par ordre du même jour, M. Cuinier (Pierre-Étienne), sous-commissaire de la marine, chargé de la gestion du trésor, en qualité de fondé de pouvoirs de M. de Latranchade, en congé de convalescence en France, a été mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur, à compter du 1er janvier 1861.

Néanmoins M. Cuinier continuera ses fonctions au trésor jusqu'au retour dans la colonie du trésorier titulaire.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 35.

N° 851. — Par décision du 29 décembre 1860, les deux transportés libérés Vigouroux (Auguste), n° 141, et Neveu (Pierre-Philippe), n° 150, concessionnaires au Maroni, ont été autorisés à contracter mariage avec les femmes Engel (Élisabeth), n° 35, et Andréani (Toussainte), n° 25, transportées de la 1re catégorie, également internées à Saint-Laurent (Maroni).

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 42.

N° 852. — Par décision du 30 décembre 1860, M. Mesmin (Jules-André-Jérémie), chirurgien de 3e classe de la marine,

a été appelé à continuer ses services à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Legrand (Jean-François), officier de santé du même grade, rappelé au chef-lieu, son temps de détachement étant terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 41.

N° 853. — Par décision du même jour, le sieur Toussaint (Eugène-Antoine) a été nommé brigadier de la police urbaine, à la solde annuelle de 2,400 francs, pour compter du 1er janvier 1861.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 48.

N° 854. — Par décision du même jour, le sieur Philibert (Stanislas) a été nommé archer caporal de la police urbaine, à la solde annuelle de 1,400 francs, pour compter du 1er janvier 1861.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 48.

N° 855. — Par décisions du 31 décembre 1860, M. Thaly (Jacques-Henry), chirurgien de 2e classe de la marine, a été appelé à prendre la direction du service de santé à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Niéger (Jules), officier de santé auxiliaire de la même classe, dont le temps de détachement est terminé.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 43.

N° 856. — Par décision du même jour, M. Dupeyrou (Jacques-Augustin), écrivain de 2e classe à la direction de l'intérieur, passe, à compter du 1er janvier 1861, à la 1re classe.

Conformément à l'article 7 du décret du 23 décembre 1857, cet employé recevra un traitement de 1,800 francs par an.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 47.

N° 857. — Par décision du même jour, M. Ribeiro (Joseph-René-César-Hippolyte), écrivain de la marine de 3e classe, détaché à la direction de l'intérieur, passe, à compter du 1er janvier 1861, à la 2e classe.

Conformément à l'article 5 du décret du 23 décembre 1857, cet employé recevra un traitement annuel de 1,500 francs.

Il continuera, en outre, à jouir du supplément de 150 francs par an qui lui a été précédemment accordé, par application de la dépêche ministérielle du 10 septembre 1857.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 46.

N° 858. — Par décision du même jour, la solde de M. Pathos (Auguste-Eugène), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, est portée de 300 à 500 francs par an, à compter du 1er janvier 1861.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 53.

N° 859. — Par décision du même jour, la solde du sieur Millelot, magasinier à la direction de l'intérieur, est portée de 1,800 à 2,000 francs par an, à compter du 1er janvier 1861.

Enregistré au contrôle, registre n° 34 des ordres et décisions, f° 79.

Certifié conforme :

Le Contrôleur colonial par intérim,

A. NOYER.

Cayenne. — Imprimerie du Gouvernement.

TABLE DES NOMS.

ABRÉVIATIONS.

A

Arm. . . . . Inspection des armes des troupes.
Ass. . . . . Assesseurs.
Ass. jud. . . . . Assistance judiciaire.
Aug. de s. . . . . Augmentation de solde.

B

Bour. . . . . Concession de bourse.

C

Cab . . . . . Cabotage.
Class. . . . . Classement dans un concours.
Command. . . . Commandement.
Comm. . . . . Commission.
Corresp. . . . Correspondant de l'entrepreneur des transports de la marine.

D

Déc. . . . . Décès.
Démiss. . . . . Démission.
Dép . . . . . Départ de la colonie.
Dest. . . . . Destination.

E

Ét-M. . . . . État-Major.
Ex. . . . . Examen.
Ex. de j. . . . Exécution de jugement.
Exp. . . . . Nomination comme membre du comité d'exposition.

F

Fr. de b. . . . Frais de bureau.

I

Imp. de s. . . Imputation de solde.
Indemn. . . . . Indemnité.

L

Lég. d'h. . . . . Légion d'honneur.
Licenc . . . . . Licenciement.

M

Mar . . . . . Autorisation de mariage.
Méd. d'h. . . . Médaille d'honneur.
Méd. mil. . . . . Médaille militaire.
Miss. . . . . Mission.

N

Nomin. . . . . Nomination.
Nom patr. . . Nom patronymique.

O

Ord. étr . . . Décoration d'un ordre étranger.

P

Pénit . . . . . Nomination au commandement des pénitenciers.
Pens. . . . . Pension.
Permut. . . . . Permutation.
Prom. . . . . Promotion

R

Rad. . . . . Radiation,
Rat . . . . . Ration de vivres.
Recomm. . . . Recommandation à la clémence impériale.
Rempl . . . . . Remplacement.
Rent. . . . . Rentrée en France.
Renv. . . . . Renvoi en France.
Rep. de f. . . . Reprise de fonctions.
Ret. . . . . Retraite.
Rétrog. . . . . Rétrogradation de grade ou d'emploi.
Révoc. . . . . Révocation.

S

Sec. . . . . Secours.
Subv. . . . . Subvention.
Supp. . . . . Supplément.
Suppres. . . . Suppression.
Susp. . . . . Suspension de grade ou d'emploi.

T

Trait. . . . . Traitement.
Transf. . . . Transfert d'immigrant.
Transp. . . . Entrepreneur des transports de la marine.

A

Abezou (Vᵉ). sec. 286
Abraham. nomin. 95
Achard J F. nomin. 135
Achard. dest. 135
Adalbert P. bour. 501
Adam. nomin. 279
Adolphe J. ass. 242
Adolphe J. comm. 322
Ainard. solde. 131
Alamonne C R. mar. 265
Albert. congé. 101
Albert. rep. de f. 423
Alidor-Pasco. solde. 464
Aly-N'diaye. transf. 261
Alzon J. nomin. 461
Amab F. nomin. 129
Aman J B. congé. 101
Amar. révoc. 103
Amédée-Armand. nomin. 154
Andréani T. mar. 636
Anquetil. dest. 51
Antoine F. rempl. 127
Antoine F. dest. 336
Antoinette J C. nomin. 151
Archambault P H. nomin. 182
Arnoult. supp. 284
Arsène A. ass. 242
Aubert R. rat. 130
Aubry. prom. 148
Aubry M C. nomin. 509
Aubry-Lecomte. exp. 429
Audouit P E V. dest. 329 633
Augier A M. dest. 55 131
Azémia E. démiss. 54
Azémia J E. nomin. 392
Azémia J E. nomin. 393
Azor-Saint-Plice. solde. 95

B

Babeau P A. congé. 289
Babeau. rempl. 315
Backar G. nomin. 104
Backar G. dest. 129
Bagot (Dᵐᵉ) méd. d'h. 148
Baïonne L. ass. 242
Bally J M. démiss. 157
Bally J M. rempl. 229
Bally J J. ass. 242
Bally J J. comm. 607
Banzet. dest. 102 232
Barbot. révoc. 96
Bardon E E. dest. 96
Bardon E E. rempl. 338
Bardon E E. dép. 424
Bassières J A L. nomin. 56
Bassières J. démiss. 151
Bassières G. rempl. 462
Bassigny E. dest. 98 125 131
Bassigny N E. nomin. 225
Bassigny E A R. dest. 331
Bassigny E A R. dest. 331
Bassigny E A R. rempl. 375 459
Bassigny E A R. nomin. 421 459
Bataille. exp. 452
Batra C. nomin. 284
Baudil. rempl. 419
Bayonne U. dest. 58 60 462
Bayssié A J C. nomin. 421
Bayssié A A. nomin. 632
Beigner. rempl. 150
Beigner. congé. 423
Bellaize J V F. comm. 32 253
Bellone A. bour. 501
Bénard. nomin. 124
Bénard A F. rempl. 155
Bénard A F. dép. 155
Benjamin G S A. nomin. 329
Benjamin G S A aug. de s. 636
Bérenger J. corresp. 427
Berho J. nomin. 374
Bernard E. dest. 149
Berteau J E G. ass. 242
Berteau G. nomin. 375
Berthier F E A. nomin. 461
Bertille J E P. démiss. 98
Bertille. rempl. 102
Bertille H J A. dest. 283
Bertille. rempl. 283
Bertille E J P. démiss. 336
Bertille. rempl. 512
Bertrand. congé. 128

Berville A E N. ass..... 242
Besné. corresp..... 427
Besse E. rempl..... 15
Bibert C T. nomin..... 103
Bibert C T. révoc..... 285
Bibert C T. rempl..... 372
Bigoin A F. command..... 131
Bisch L G. rempl..... 125 421
Bisch L G. dest..... 285 420
Blachère. déc..... 458
Blackwill. transf..... 257
Bladou. dest..... 123
Blafoo. transf..... 257
Blaize E V. dest..... 458
Blaise E. solde..... 95 464
Blanchard L. dest..... 97 373 466
Blanchon J S M T. rempl..... 56
Blanchon J S M T. dest..... 99
Boillay C. nomin..... 356
Boivin E A. dest..... 54 55
Boivin E A. rempl..... 227 371
Boivin E A. susp..... 228
Boivin E A. renv..... 231
Bon T. dest..... 55
Bon. rempl..... 329
Bon T. dép..... 424
Bonat C. congé..... 128
Bonnefoy P P A. class..... 135
Lonnet A D. miss..... 338
Bonté J B. nomin..... 421
Bontemps. congé..... 126
Bontemps. rempl..... 127
Bontemps A G. nomin..... 135
Bontemps. dest..... 135
Bontemps. rep. de f..... 158
Bontemps A. trait..... 182
Bontemps. ord. ét..... 507
Bonvalot P. congé..... 101
Bora. ex. de j..... 630
Borde B J H. nomin..... 77 279
Borde. rempl..... 77 279
Borde. dép..... 286
Borical P. nomin..... 103
Bosseur V. congé..... 101
Bouchard J F. dest..... 506
Boudaud A. nomin..... 461
Bouillé (comte de). exp..... 429
Bouisson. dest..... 417
Bourgeais R J. nomin..... 421
Bourlet F. aug. de s..... 356
Bournot. dest..... 149
Bourny P. dest..... 634
Bourny P. rempl..... 634
Bourquin. dest..... 234
Bourquin. rat..... 334
Bourzac L E. dest..... 508
Bouveret A. révoc..... 56
Boyer P E L. nomin..... 135
Boyer. dest..... 135
Brache. ret..... 416
Brandt. congé..... 373
Brémond J. ass..... 242
Brice. rempl..... 95
Brice F D. rent..... 102
Brice M. démiss..... 377
Brissard P L. aug. de s..... 95
Brissot P B. nomin..... 227
Brissot P B. rempl..... 331
Brissot P B. rempl..... 331
Brissot P B. dest..... 374
Brouard C. mar..... 265
Brouchier F J. ex. de j..... 398
Brousmiche J M A. pénit..... 448
Brousmiche J M A. nomin..... 508
Brun M J E L J J. nomin..... 155
Brunetti J M. congé..... 128 231
Brunetti J. rempl..... 288
Brunois L J A. mar..... 265
Broye. dest..... 457
Buffet J B. dest..... 149
Buffet. ret..... 225
Buja. comm..... 611
Buhot. comm..... 353
Bussière A. congé..... 101
Bysance A. nomin..... 417

C

Cabé. transf..... 261
Cablat. rempl..... 507
Cacaret. rempl..... 156
Cacaret V B. dest..... 226
Cacaret V B. ass..... 242
Cacaret V B. comm..... 253
Cagne F. nomin..... 356
Caillard. rempl..... 59
Caillard H T. congé..... 101
Caillard. dest..... 457

Caillard A. nomin. 417
Caillard A. dest. 463
Caillard. ex. 477
Cailloux C. aug. de solde. 356
Calvel J B. nomin. 99
Calvel J B. révoc. 377
Calvel J B. nomin. 419
Calvel. rat. 464
Caly. révoc. 103
Caly. rempl. 129
Caly. nomin. 633
Caminade. dest. 224 631
Cancé J P. nomin. 356
Candolle P A P. nomin. 77
Candolle E. dest. 129
Candolle E A E P. nomin. 329
Carat. indemn. 31
Cariot. dest. 135
Carnavant Z. ass. 242
Carron. nomin. 124
Carron. démiss. 282
Carron C. A. dest. 420
Castel H. dest. 420
Castelnau (de) nomin. 442
Castelnau (de) rempl. 442
Castelno E C M. nomin. 135
Castelno. dest. 135
Castillon J B H. dest. 334
Castillon. rempl. 285 329 460
Castillon J B H. dép. 424
Catel J. rempl. 132
Catel J. dest. 338
Ceccaldi V. congé. 101
Céide D A I. nomin. 126
Cerf-Mayer. rempl. 53
Cerf-Mayer J. rent. 99
Césaire J P I. licenc. 285
Césari C A. pénit. 75
Césari. rempl. 75
Césari. solde. 150
Chaboty A. nomin. 356
Chabus F A. congé. 231
Chaila J L E. nomin. 281
Chalot A M H. nomin. 461
Chalot. nomin. 635
Chapeau. transf. 257
Chapelle-Julleville. comm. 15
Chapuis. bour. 94
Chapuis. exp. 452
Chappuis N. nomin. 461
Chardon A. nomin. et dest. 370
Charlier J M. aug. de s. 356
Charlotte C L. nomin. 635
Charnay. congé. 330
Charrière. nomin. 58
Charron J. ass. 242
Charron. comm. 607
Chassagne A. mar. 265
Chassériau. command. 131 289
Chassériau. rempl. 131 287
Chassériau. dest. 287
Chassie E. dép. 334
Chatelain. nomin. 442 451
Chatelain. rempl. 451
Chatelain. rempl. 347
Chatelier P. M. É. bour. 417
Chaton. rempl. 462
Chaton. comm. 588
Chaucouïllon. corresp. 427
Chaudière. Lég. d'h. 52
Chaumier T. rempl. 145
Chauvelot. rempl. 94
Chauvin J P E. dest. 127
Chauvin. rempl. 376
Chauvin E. ass. 242
Chauvin J A V. démiss. 461
Chavry J H. dest. 288
Chazaren E. nomin. 135
Chazaren. dest. 135
Chazaren E. class. 135
Chéron. rempl. 227 232 465
Chéron J F. dest. 98 100 158 512
Chicourt (de) P M M. nomin. 281
Chicourt (de) P M M dest. 150 281 288
Chicourt (de) nomin. 631
Chicourt L A R S O. nomin. 135
Chicourt. dest. 135
Chiroleu H C J. aug. de s. 611
Choisy T C. mar. 265
Chrétien. nomin. 451
Claire J A. nomin. 461
Clairincey M. nomin. 633
Clasquin G. aug. de s. 356
Claude N. aug. de s. 372
Cléobie D. supp. 232
Cléobie D. nomin. 52 465
Cléret H R A. nomin. 135
Cléret. dest. 135
Cléret H. R A class. 135
Clérim G C. licenc. 376
Clotilde A. nomin. 465
Coadelot. solde. 229
Cochet-Dubelle. imp. de s. 227
Cochet-Dubelle A S M. dest. 337

Collin J B J. méd. mil..... 457
Colomb. dest..... 95
Colomb. nomin..... 290
Colomb. rempl..... 423
Colomb. nomin..... 317
Colomb. rempl..... 442
Colomb. nomin..... 442
Collonge M. congé..... 330
Conan L M. congé..... 101
Convents. dest..... 135 156
Convents S A. nomin..... 135
Convents S A. rempl..... 131
Convents. rempl..... 122
Corre F P. rempl..... 98
Corre F P. congé..... 101
Cossard. solde..... 632
Cosson N F. rétrog..... 152
Coste B. rempl..... 124 334 420
Coste B. dest..... 227 334
Coste B. nomin..... 460
Coste. rempl..... 69
Coste. déc. et rempl..... 371
Costy J F. congé..... 231
Costy. rempl..... 233
Costy. rempl..... 233
Counord B ou I. mar..... 265
Couteau L. congé..... 231
Couzin G. aug. de s..... 356
Couy E J. dest..... 101 286
Couy A. rempl..... 337
Couy A. démiss..... 333
Couy A. rempl..... 337
Couy F. révoc..... 331
Couy F. rempl..... 331
Crévoisier F. déc..... 224
Cros M. rempl..... 129 148
Cros M. dép..... 230
Cruon L. congé..... 231
Cugneau. comm..... 607
Cuinier E. dest..... 156
Cuinier. rempl..... 156 288 375
Cuinier P E. dest..... 636
Cuinier P E. nomin..... 375
Cuinier. rempl..... 631
Cuinier. nomin..... 500
Cuinier. comm..... 147
Cuny. arm..... 462
Cyrille B. démiss..... 511
Cyrille B. rempl..... 511
Cyrille P J S. nomin..... 158 372

D

Dangée. nomin..... 451
Danos J. nomin..... 51
Danos J. rempl..... 75
Daramat J P. ass..... 242
Daramat. comm..... 322
Daube. dest..... 51
Daube. rent..... 370
Daube. dép..... 376
Dauphine J V A. nomin..... 465
Debon. corresp..... 427
Debrand P. démiss..... 151
Debrand P. nomin..... 157
Dechamp J. rempl..... 37
Dechamp J. rempl..... 60 457
Dechamp. comm..... 441
Dechamp J M P V. nomin..... 421
Dechamp J M P V. nomin..... 421
Décret L L. nomin..... 329
Décret L L. aug. de s..... 512
Décret L. ass..... 242
Décret L. nomin..... 155
Décret. nomin..... 282
Décret. indemn..... 228
Dédel A. aug. de s..... 154
Dedieu F. méd. mil..... 458
Dédons. démiss..... 126
Dédons. rempl..... 226
Delafon M E. rempl..... 131 460
Delafon M E. dest..... 157
Delafon M E. mar..... 372
Delafon M E. congé..... 424
Delamarre. nomin..... 69
Delamarre. rempl..... 442
Delasalle H J. nomin..... 135
Delasalle. dest..... 135
Delmosé P J A. ass..... 242
Delmose. comm..... 262
Delmosé. rempl..... 289
Demazure F E. dest..... 234 373
Démont C. révoc..... 96
Démont. rempl..... 98
Démont. C. nomin..... 632
Denis M. congé..... 330
Denouette-Roger. corresp..... 427
Deparis. rep. de f..... 125
Déproge J J M. nomin..... 135

Déproge. dest..... 135
Derain J. mar..... 265
Derbès. ét-m..... 123
Derbès. solde..... 151
Dérussat. comm..... 183
Dérussat V. dest..... 286
Dérussat V. rempl..... 286
Dérussat V. dép..... 286
Deschamps N. dest..... 416
Desmazes. dest..... 123
Desnous. comm..... 147
Desnous. rempl..... 442
Després P. ass..... 242
Desprez E. nomin..... 611
Dessources de Quatrebœufs C. dest..... 330 464 466
Dessources de Quatrebœufs. remp 464
Desvieux. rep. de f..... 232
Devez (Dme ve). sec..... 58
Deville de Perière M A. nomin. 135
Deville de Perière. dest..... 135
Devilly A A. dest..... 156
Devilly A A. rempl..... 156
D'Heureux E. nomin..... 281
D'Heureux. nomin..... 281
D'Heureux. dép..... 374
D'Heureux E. rempl..... 375
D'Hual H. bour..... 501
Diamand T. ass..... 242
Dieudonné St A. rempl..... 145
Dieudonné St A F E. mar..... 513
Disnematin. solde..... 150
Dolley L V. dest..... 57
Dolley L V. rempl..... 334
Dominique. nomin..... 234
D'Or. nomin..... 109
Doué M. rempl..... 134
Doué. mar..... 281
Douillard E. dest..... 349
Douillard. pénit..... 352
Douillard. imp. de s..... 97
Douillard. nomin..... 150
Douillard A. dest..... 230
Dranem P. nomin..... 97
Drapet G M. dest..... 98 124
Ducoing L R. congé..... 130 152
Ducoing. rempl..... 156
Duffez A. nomin..... 96
Duffez A. dép..... 286
Duffez. démiss..... 287
Dufourg P L. ass..... 242
Dufrénil. dest..... 329
Dufresne. nomin..... 442
Dugat. nomin..... 56
Dugat. rempl..... 290
Dugat. rempl..... 317
Dupeyrat. P J L. dép..... 230
Dupeyrou J A. nomin.... 281 637
Dupin J B F V. nomin..... 443
Dupin J B F V. ass..... 242
Dupin. comm..... 353
Dupin. rad..... 508
Duplaquet. nomin..... 279
Duplaquet. rempl..... 279
Dupré de Geneste H L. nomin.. 337
Dupuy J N F. nomin..... 135
Dupuy. dest..... 135
Dutrey A. dest..... 129 377
Duval J. exp..... 429
Duvergé P. nomin..... 374

E

Élisabeth *dit* Covis L A V. nomin. 422
Élisabeth G. méd. d'h..... 371
Élisabeth G. cab..... 513
Elfort. méd. d'h..... 148
Elzéard J A. nomin..... 461
Emler N G S L. nomin..... 225
Emler N G. dest..... 371
Engel E. mar..... 636
Épesar A. dest..... 100 510
Équilbec. dest..... 149
Équilbec A. nomin..... 635
Ernest L M G A. nomin..... 131
Ernest L M G A. démiss..... 157
Espirac C L. congé..... 96
Estourneau de Tersannes C L A. dest..... 225
Eugène E. révoc..... 103
Eyrolles B E. dest..... 53 418
Eyrolles. rempl..... 60 334

F

Fara N'Diaye. nomin..... 157
Fargette C A. dest..... 507

Faure-Beaulieu. transp..... 427
Favard J. déc..... 374
Favard M. nomin..... 443
Fédry J. aug de s..... 611
Feningre H. dest..... 148 229 376
Féréol A. nomin..... 281
Féréol A T. aug. de s..... 283
Féréol de Leyritz. nomin..... 149
Ferriez F A M E. nomin..... 135
Ferriez F A M E. class..... 135
Ferriez. dest..... 135
Fessard (Ve). pens..... 457
Firmo da Cougnia. transf..... 261
Fléchais F. ex. de j..... 397
Flotte J. nomin..... 102
Flotte J A. rempl..... 234
Flotte J A. dest..... 234
Foll G L. dest..... 127
Fontaine C M J L F. nomin... 135
Foucher E J H. nomin..... 135
Foucou P. nomin..... 34
Foucou. démiss..... 284
Fournier de l'Étang J M J. nomin 135
Fournier de l'Étang. dest..... 135
Fournier de l'Étang J M J. class. 135
Frayssinaud. démiss..... 51
Franchi P. ass..... 242
Franconie E. comm..... 262

G

Gadoulet J A. nomin..... 284 512
Galliot. comm..... 588
Gardy L. mar..... 265
Garnier. dest..... 334
Garos M. mar..... 265
Garret B E. nomin..... 331
Garret B E. dest..... 331
Garret B E. nomin..... 331 375
Garret B E. dest..... 331
Gaucher L A. mar..... 265
Gaudin de Lagrange C F F. nomin..... 135
Gaudin de Lagrange. dest..... 135
Gaudinot I P H. nomin..... 135
Gaudinot I P H. dest..... 135
Gaumont. rat..... 285
Gaumont J M C E. nomin..... 228
Gaumont J M C E. rempl..... 634
Gaumont J M C E. dest..... 634
Gay. dest..... 149
Gay J. rempl..... 230
Gay J. dép..... 230
Geoffroy E. dest..... 225
Geoffroy. nomin..... 442
Geoffroy. arm..... 462
Germain J G. révoc..... 230
Germain J G. rempl..... 234
Germain A. nomin..... 330
Germain A. nomin..... 461
Giaimo. comm..... 183 607
Giaimo M J J E. ass..... 242
Giansily D P. aug. de s..... 356
Gilbert-Desvallons. comm..... 259
Gilbert-Desvallons P F A. dép... 463
Gilbert-Desvallons. rempl. 329 459
Gillet. dest..... 128
Gime-Prouc. transf..... 257
Giral L A. nomin..... 135
Giral. dest..... 135
Giral L A. class..... 135
Girard. comm..... 259
Girard H A. Lég. d'h..... 415
Girard H A. rempl..... 336
Girard H A. dest..... 375
Giraud C A. nomin..... 284
Giraud P. congé..... 424
Giraud P. rempl..... 459
Girre. nomin..... 150
Glass. transf..... 257
Gleize J F. dest..... 289
Gloaguen J P. nomin..... 356
Goasquen F. mar..... 265
Goby T A. nomin..... 135
Goby dest..... 135
Goby E A. class..... 135
Godefroy. rempl..... 102
Godefroy J. nomin..... 463
Godefroy E. révoc..... 632
Godon F. aug. de s..... 356
Gonnot. dest..... 371 457
Goudin L. aug. de s..... 330
Gourdon J. mar..... 223
Grandvoinet J. aug. de s..... 356
Granet A. congé..... 231
Granger. nomin..... 189
Gravier. sec..... 130
Gravier J L M. command. 58 131
Gravier J M L. rempl..... 131 289

Gravier. dest..... 475
Grilhault-Desfontaines J B J. class 135
Gros M. mar..... 265
Gros P. nomin..... 356
Gross. congé..... 331
Gueguen E L. nomin..... 356
Guélaud. rempl..... 226
Guérin J. dest..... 123 152
Guérin J A. dest..... 98 422
Guérin-Dumartrait. nomin.... 226
Guibert A. command..... 95
Guibert. comm..... 353
Guichard R. congé..... 418
Guieu. nomin..... 280
Guidicelli C. mar..... 289
Guidobono-Visconti L R L. dest. 287
Guidobono-Visconti L R L. command..... 287
Guilhemanson (de). nomin.... 279
Guilhemanson (de). rempl..... 77
Guilhemanson (de). congé..... 101
Guiropo. transf..... 261
Guisoulphe G P A. nomin..... 155
Guisoulphe J P A. nomin..... 459
Gustave (Ve). subv..... 99
Guitard B. dest..... 330
Guitard B. suppres..... 512

H

Habasque. congé..... 370
Halmus F. nomin et dest..... 462
Harmois V J. ass..... 242
Harmois A H. congé..... 226
Hébert. corresp..... 427
Hélène F. nomin..... 59
Henry P H. nomin et dest..... 371
Hérard P A. ass..... 242
Hérard. comm..... 259 588
Hersilie E E. nomin..... 96
Hersilie J E. nomin..... 126
Hertel. comm..... 588
Hervé P. aug. de s..... 611
Houllier. nomin..... 225
Houllier A R. dép..... 287
Huchet A L. mar..... 157
Huchet (Dme). rat..... 332

I

Imbert J L P. indemn..... 96
Isnard H. ass..... 242
Isnard H. comm..... 289

J

Jacob-Cool. transf..... 257
Jail E. démiss..... 58
Jail. rempl..... 103
Jail E. nomin..... 57
Janeau A. aug. de s..... 230
Janvier nomin..... 279
Jaquolot J P M. dest..... 124 460
Jaquolot J P M. rempl..... 418
Jean-Louis L. démiss..... 157
Jobic J M. congé..... 101
Joffroy. démiss..... 337
Joffroy. rempl..... 337
John-Akédi. transf..... 257
John-Edwin. transf..... 257
John-Savez. transf..... 257
Joyau V M H. nomin..... 135
Joyau. dest..... 51 135
Joyau V M H. class..... 135
Joyau V M H. dép..... 158
Jolivet A L. aug de s..... 356
Jomère T. révoc..... 155
Jomère T. rempl..... 157
Jomère T. nomin..... 633
José da Cougnia. transf..... 261
Joseph dit *Flore*. nomin..... 461
Joubert C H A. dest..... 336
Joubert C H A. nomin..... 375
Joubert C H A. rempl..... 332
Joubert. nomin..... 500
Jourdain L. mar..... 265
Jubin E. ass..... 242
Julhe P R. congé..... 422

K

Kaspard C. congé..... 423
K/gariou (de). rad. et rempl... 94
K/huel. Lég. d'h..... 52
K/huel J B F. permut..... 99 282
K/huel J B F. dest.... 54 232 465
K/huel. rempl..... 57 158 510
K/marec F M. comm..... 32 253
K/marec. rempl..... 442

L

Labalen S M. aug. de s..... 356
La Barbe J F. nomin..... 135
La Barbe. dest..... 125 458
La Barbe J. F. class..... 135
Lacaze J. mar..... 265
Lacour S. nomin..... 356
Lacouture C A. nomin..... 135
Lacouture. dest..... 135
Lacroix F. aug. de s..... 356
Laflèche. comm..... 259
Laflèche. nomin..... 414
Laflèche. nomin..... 414
Laflèche. exp..... 452
Laflèche. nomin..... 631
Lagrandeur. démiss..... 126
Lagrandeur. rempl..... 232
Lalanne G. nomin..... 462
Lalanne A J. dest..... 331
Lalanne A J. dest..... 331
Lalanne. nomin..... 635
Lalanne. comm..... 183 611
Lalanne C. nomin..... 36
Lamendour Y M. rempl..... 143
Lamendour Y M. dest..... 153
Lamendour. congé..... 153
Lamendour. rempl..... 155
Lamendour Y M. dest..... 422
Lamendour Y M. rep. de f.... 460
Landois F. Lég. d'h..... 458
Lapeyre J. mar..... 265
Lardry A. congé..... 101
Laroche M S. mar..... 265
Larrouy A D. dest..... 463
Lars C M. aug. de s..... 356
Lars C M. congé..... 423
La Tranchade C P. (Normand de) congé..... 337 375
Laure H. aug. de s..... 611
Laurent J. mar..... 265
Laurent J. nomin..... 284
Lavy C. dest..... 420
Le Basque. rat..... 513
Le Bègue L R. congé..... 101
Leborgne L. nomin..... 126
Leborgne. démiss..... 632
Leborgne A A L. nomin..... 512
Le Brun A P V. dest..... 463
Léchelle H H. nomin..... 135
Léchelle. dest..... 135 336 375
Léchelle. rempl..... 375
Leclos M A. nomin..... 135
Leclos. dest..... 135
Lecoanet S L. aug. de s..... 611
Le Courtois P F. class..... 135
Le Doux J F. dest..... 129
Le Doulx de Glatigny. nomin.. 154
Le Doulx de Glatigny. rempl.. 154
Le Drant. nomin..... 416
Le Goux A. congé..... 418
Legrand J F. dest..... 290
Legrand J F. rempl..... 636
Le Guillou E J B. rent..... 99
Le Maître A C. nomin..... 225
Léopold Léger. démiss..... 377
Léopold N P I. aug. de s..... 636
Lephay J F. aug. de s..... 356
Leprince V J B. mar..... 265
Le Roux L C E. nomin..... 135
Le Roux. dest..... 135
Le Roux L C E. class..... 135
Le Roy. congé..... 231
Lesage J L N E. nomin... 229 510
Lestiboudois (de). exp..... 429
Le Strat. dest..... 631
Létard P. bour..... 501
Letoulat E. pénit..... 75 347
Letoulat. rempl..... 320
Lévesque A A. congé..... 101
Lévesque. déc..... 370
L'Helgoualc'h A A. dest..... 102
L'Helgoualc'h A A. rempl.. 57 459
L'Helgoualc'h. dest..... 128 132

Lhoumeau A A. nomin..... 135
Lhoumeau. dest..... 135
Lhuerre C A. nomin..... 52
Lhuerre C A. démiss..... 125
Lhuerre. rempl..... 126
Lhuerre F. ass..... 242
Lhuerre P L. dest..... 419
Lhuerre J E E. révoc..... 460
Lidin E A. dest..... 130
Lidin E A. nomin..... 225
Ligier. ét-m..... 123
Ligier. solde..... 151
Ligier P. Lég. d'h..... 415
Ligonier (de) M J. nomin..... 77
Ligonier (de). rempl..... 77
Ligonier (de). rep. de f..... 351
Lincey J. dest..... 100 466
Lincey. rempl..... 419
Littayé E W M. nomin..... 135
Littayé. dest..... 135
Littayé E W M. class..... 135
Livrand J T. dest.. 94 126 463 632
Livrand J T. rempl..... 419
Lormier. dest..... 101
Louvrier-St-Mary P A. aug. de s. 53
Lozach. dest..... 57
Lozach J B. rempl..... 54 100
Lozach J B. permut..... 99 282
Lozach J B. rent..... 99
Lucain P L. nomin..... 461

M

Macqueron F J. nomin..... 356
Madec M L. mar..... 265
Madeleine F F. aug. de s..... 53
Magdeleine L. nomin..... 285
Magdeleine L. dest..... 462
Magloire. nomin..... 103
Mahé P. congé..... 333
Makadé (Vᵉ). nomin..... 282
Mandel. nomin..... 125
Mango. comm..... 262 611
Mango. Lég. d'h..... 415
Mango. exp..... 452
Marbot F. nomin..... 135
Marbot. dest..... 135
Marchet F. recomm..... 327
Marcoz F. méd. mil..... 457
Marie A J. nomin..... 417
Marin H. nomin..... 634
Marion A E L. dest..... 132
Marion A E L. rempl.... 127 510
Marnay P J B. aug. de s..... 356
Marot fils aîné. corresp..... 427
Martin L C U. nomin..... 329
Martin C L U. aug. de s..... 636
Martin J F. dest..... 510
Martin T A. nomin..... 372
Martin U. ass..... 242
Marville F M. mar..... 288
Massé A. nomin..... 356
Masset A A. nomin..... 51
Masset rempl..... 56
Masset. rep. de f..... 423
Masset. rempl..... 58
Masset. nomin..... 442
Masson E. dest..... 100
Masson. rempl..... 233
Masson. command..... 127 233
Masson. exp..... 452
Maudet. nomin..... 57
Maudet. rempl..... 127 420
Maudet. command..... 233
Maudet. rempl..... 631
Maugey N P. nomin..... 35
Maugey N P. dest..... 58 135
Maugey. solde..... 103
Maugey. nomin..... 127 135
Maugey N P. class..... 135
Maurras C. nomin..... 462
Maxime A. nomin..... 281
Mazurié et fils F. corresp..... 427
Mégny N. méd. mil..... 458
Meifrédy A. nomin..... 124
Mélinon. rempl..... 187
Mélinon N J. congé..... 231
Ménard P G F. congé..... 231
Ménard P G F. ass..... 242
Ménard P G F. nomin..... 443
Mérentier. nomin..... 379
Mérentier. rempl..... 379
Merlet. comm..... 147
Merlin. nomin..... 282
Merlin. rempl..... 414
Merlin. rempl..... 414
Merlin. congé..... 425
Merlin rempl..... 442
Mesmin J A J. dest..... 329 636

Météran P F A. aug. de s.. 52 636
Michaud rempl..... 103
Michaux. rempl..... 329
Michaux F C. dép..... 424
Michel. solde..... 464
Millelot. supp..... 284
Millelot. aug. de s..... 638
Mittre S J A. ass..... 145
Mittre. exp..... 452
Monier F F H. mar..... 223
Montravel (Tardy de). Lég. d'h. 415
Montravel (Tardy de). ord. ét. 507
Mornay (Monny de). exp..... 429
Morel. dest..... 124
Morel J E. nomin..... 225
Morisson A. nomin..... 356
Moulan M. démiss..... 100
Mourié. rempl..... 77
Mourié H. nomin..... 77 351
Moussa. nomin..... 55 458
Moussa-Karta. licenc..... 374
Mouttet. rempl..... 130
Mouttet. dest..... 130
Moyse A. nomin..... 416
Murat. rempl..... 451
Mussard-Duchaudy. dest..... 329
Mussard-Duchaudy J L A. nomin. 459
Muterel. nomin..... 279

N

Nara J. nomin..... 153
Nara J. dest..... 227 510
Nelvil E. nomin..... 287
Nemouté F. démiss..... 229
Nemouté. rempl..... 234
Néraudeau. Lég. d'h..... 415
Néraudeau. rempl..... 451
Nessler. bour..... 94
Neveu P P. mar..... 636
Nieger J. rempl..... 53 637
Nieger J. dest..... 287
Niopassé. transf..... 257
Normand A. révoc..... 420
Normand A. rempl..... 421
Nourissier M. mar..... 335
Noyer. nomin..... 154
Noyer. rempl..... 156
Noyer. nomin..... 443

O

Océany F. nomin..... 377
Octave J B. nomin..... 103
Octave J B. licenc. et dest..... 128
Octave J B. rempl..... 153
Olivier L P A. dest... 98 102 232
Olivier. rempl..... 232
Olivier L P A. susp..... 466
Ollet J. dest..... 56 338
Ollet J. rempl..... 290
Ordonneau P C. congé..... 423
Oubre F. nomin..... 377
Oui. rempl..... 512
Oui J A P. nomin..... 230
Oui J A P. dest..... 149 229

P

Pageot-Desnoutières. dest..... 135
Pain. nomin..... 51 279
Pain. rempl..... 279
Pain. démiss..... 56
Pain T. rempl..... 227
Pain J T. nomin..... 283
Parcheminal M L. mar..... 338
Pascal F. supp..... 374
Pascaud. rempl..... 189
Pascaud B. congé..... 231
Pathos A E. nomin..... 124
Pathos A E. aug. de s..... 638
Pauty C. mar..... 265
Pawlosky R. démiss..... 132
Pawlosky C. rempl..... 284
Pellegrin L. congé..... 101
Persinet J. ex. de j..... 256
Petit L H. dest..... 59
Petit fils aîné L. corresp..... 427
Petit (Dme). démiss..... 423

Peuget. dest. 149
Peuget. rempl. 370
Philibert S. nomin. 58 637
Philibert A. aug. de s. 330
Philippe-Philibert. nomin. 465
Philippe. nom pat. 146
Picon F. dest. 371
Pierre. nomin. 611
Pierron. dest. 149
Piétri J T B. dest. 54 421
Piétri J T B. rempl. 334 633
Pigrée A. nomin. 281
Pigrée J E A. aug. de s. 283
Pineau R. dest. 280
Pironneau. congé. 330
Plane. congé. 332
Pluvier A. imp. de s. 55
Pomerol C F S. nomin. et dest. 462 464
Pomerol C F S. rempl. 464
Ponnet D C. nomin. 96
Pontillon H A. nomin. 103
Pontillon H A. command. 333
Pontillon. nomin. 376
Ponty. rempl. 463
Ponty W. corresp. 427
Portes A M. ex. de j. 628
Portheault R. congé. 231
Postel P A. ass. 145
Potaire F L. congé. 424
Pouget. exp. 452
Pouo. transf. 257
Poupon C L T. nomin. 153 370
Poupon C L T. assist. judic. 513
Prouteaux G. rempl. 54
Prouteaux G. P. rent. 99
Puech. nomin. 54
Pupier P. A. dest. 53 419
Pupier. rempl. 330 373

Q

Quemener J A. comm. 32
Quemener J A. dest. 60 156 332
Quillivic J G. dest. 288
Quinton E G E J. dest. 288
Quinton-Dupin. rempl. 15
Quinton-Dupin J A. dest. 331
Quoniam. rempl. 57 149

R

Ragon. dest. 476
Ragon. rempl. 506
Ragon. nomin. 508
Ramassamy. ex. de j. 630
Rambaud F. ass. 242
Rateau. dest. 233
Rateau. rempl. 233
Rateau. solde. 283
Rateau. pénit. 315
Rateau. nomin. 316
Rateau. rempl. 391
Rateau. rempl. 392
Raucourt J. nomin. 376
Raymond P. nomin. 281
Reboul J H. susp. 153
Reboul J H. renv. 231
Rech G L. dest. 60 128 330 373
Rech G. rempl. 287
Regnier F. mar. 335
Reichert J. solde. 416
René E. démiss. 57
Reybaud M. rempl. 96
Reybaud M. congé. 101
Riamé P. nomin. 54
Ribeiro J R C H. aug. de s. 283
Ribeiro J R C H. nomin. 329
Ribeiro J R C H. nomin. 637
Richard M. licenc. 419
Rifer. ass. 145
Rifer J. ass. 242
Rique. congé. 228
Rique L. démiss. 332
Robert B J F Y. pénit. 187
Rochet. prom. 148
Rochet. fr. de b. 635
Rodibert R. révoc. 376
Rodibert R. rempl. 417
Rodolphe F. bour. 501
Roger M. rétrog. 55
Roger M. rempl. 284

Roger M. nomin. 461
Rolland. rempl. 34
Rolland J M. nomin 135
Rolland. dest. 135
Romain S. nomin. 285
Romain M. dest. 420
Romain S L M. démiss. 330
Romieu. pénit. 391
Ronmy. ét-m. 123
Ronmy. solde. 151
Ronmy. pénit 320
Ronmy. rempl. 448
Rosemanne. dest. 60
Rosette H. nomin. 333
Rosette H. démiss. 466
Rosette H. rempl. 466
Rosse P. méd. mil. 415
Rouault-Coligny. rempl. 333
Rouault-Coligny A M. command. 420
Rougelot. exp. 429
Roujoux (baron de). exp. 429
Rousseau-Saint-Philippe C A. nomin. 56
Rousseau-Saint-Philippe C A. démiss. 59
Rousseau-Saint-Philippe. comm. 607
Roux-Duremère. rempl. 451
Royre P G. dest. 57 334
Royre P G. rempl. 227
Rulhmann C. aug de s. 356

S

Sablier. rempl. 463
Saget H. nomin. 356
Sailer. nomin. 509
Saillard P A. aug. de s. 356
Saint-Gès. pénit. 122
Saint-Gès. dest. 634
Saint-Martin F A. aug. de s. . . 611
Saint-Michel-Dunezat (de) nomin. 37
Saint-Michel-Dunezat J B F. nomin. 60 457
Saint-Michel-Dunezat. rempl 153 370
Saint-Michel-Dunezat. ass. jud. . 513
Saint-Michel-Rivet A J B. nomin. 135
Saint-Michel-Rivet. dest. 135
Saint-Père L H. rempl. 130
Saint-Père L H. dest. 156
Saint-Quantin N. rempl. 417
Saint-Quantin (de) E E. nomin. 123
Saint-Quantin (de) E E. dest. . 376
Saint-Quantin N. aug. de s. . . . 154
Salembien H F. nomin. 611
Samba. nomin. 55
Samba n° 3. nomin. 153
Samba n° 3. rempl 228
Samba n° 1. nomin. 234
Sarrand-Gail J N. nomin. 633
Savard M. dest. 224
Savard M. supp. 129
Savard M. nomin. 465
Schaal. dest. 94
Schaal C E. nomin. 288
Schœck F J. licenc. 100
Sénès A M. nomin. 356
Sénès A. méd. mil. 415
Sévené. dest. 135 285
Sévené C E. nomin. 286
Sévené C E. nomin. 443
Séverin. solde. 508
Seyvet J. ex. de j. 349
Sibour. nomin. 57
Sibour. comm. 147
Sicard P. nomin. 511
Sicard P. démiss. 633
Sicard P. rempl. 633
Silvain L A L. aug. de s. 53
Soligniac G. dest. 125
Soligniac G. rempl. 338
Sophie E. rempl. 283
Sophie M T J P E. nomin. 461
Sorel. rempl. 377
Soret A L. nomin. 284
Souchet F A. révoc. 56
Sraouli. transf. 257
Stainacre J B. congé. 231
Stahl F. pénit. 143
Stahl F. command. 155
Stahl. rempl. 460
Stahl. rep. de f. 460
Stanis. déc. 463
Starck J G. congé. 101
Stéphan L F. nomin. 135
Stéphan. dest. 135
Stévenot. méd. mil. 52
Stévenot J B. nomin. 233
Stévenot J B. nomin. 233
Stévenot J B. aug. de s. 611

Subran J B A. dest..... 156
Subran. déc..... 375
Sulluy A. aug. de s..... 337
Suzon G. solde..... 373
Sy H. démiss..... 159
Sy H. rempl..... 227
Sy H. nomin..... 331
Sy H. nomin..... 331

T

Tabel T. nomin..... 228
Talmond R. licenc..... 59
Talmond. rempl..... 96
Tartara. dest..... 94
Taupiac M. licenc..... 335
Taupiac M. nomin..... 634
Thaly J H F. dest.... 329 510 637
Thaly J H F. rempl..... 512
Thérond I J. rempl..... 128 460
Thérond I J. nomin..... 130
Thérond I J. dest..... 459
Thésard L. mar..... 338
Thomas. déc. et rempl..... 418
Tollin. nomin..... 279
Toussaint E A. nomin..... 637
Tousseux A. révoc..... 422
Trénité J A. nomin..... 461
Trignac. Lég. d'h..... 52
Trillet A. nomin..... 289
Trillet A. nomin..... 378

U

Ursleur. comm..... 183
Ursule H. sec..... 336

V

Vacheresse C. aug. de s..... 611
Vachon L M E. command..... 55
Vachon. nomin..... 69
Vagnair. rempl..... 69
Vagnair. nomin..... 451
Valette B J. nomin..... 465
Valette (Dme). nomin..... 465
Varlet. nomin..... 460
Vassal C H. class..... 135
Vaubourg C C. aug. de s..... 611
Vaumoron R. nomin..... 337
Vauquelin E P. ass..... 242
Vauquelin. exp..... 452
Vauquelin. comm..... 588
Vendôme J A F. congé..... 101
Vendôme F. dest..... 633
Venturini P F. dest..... 51
Venturini P F. nomin..... 512
Vérand A C. congé..... 129
Vérand. rempl..... 154
Verdal E. nomin..... 57
Vernier G V. dest..... 126
Véronique M S A L. nomin..... 59
Véroti M. nomin..... 372
Vial J E A C. nomin..... 52
Vidal E L. dest..... 227 418
Vidal E L. rempl..... 130 232 329
Vidal E L. dép..... 424
Vigouroux A. mar..... 636
Vigué. comm..... 588
Virgile. congé..... 335
Virgile. exp..... 452
Virgile A. exp..... 452
Virgile. ret..... 150
Virginie P M. nomin..... 152
Virginie P M. nomin..... 461
Viriot A J. nomin..... 281
Viriot J A. aug. de s..... 283
Viriot J A. supp..... 284
Viriot E. démiss..... 154
Viriot E. rempl..... 228
Viriot G. dest..... 131
Viriot E. aug. de s..... 127 636
Vital A. aug. de s..... 230
Vital A. congé..... 425
Vivran. comm..... 322
Voisin P P. nomin..... 227
Voisin P P. nomin..... 337
Voisin P. comm..... 441
Voisin. exp..... 452

Voisin F L. nomin..... 331
Voisin G. aug. de s 124 636
Voisin E. bour..... 501
Volmar M J. nomin..... 135
Volmar. dest..... 135
Vouland F R. pens..... 95
Vouland. rat..... 464

W

Wacongne. comm..... 15 322 607
Weissenthanner A. dest..... 59
Weissenthanner A. rempl..... 336

X

Xaveiro. demiss..... 458

Y

Yvan L. exp..... 429
Yvon. mar..... 289

Z

Zéphirin G. dest..... 98
Zéphirin G. licenc..... 100
Zéphirin. rempl..... 104
Zéphirin B A E. nomin..... 102
Zœpfel. exp..... 429
Zulima L. aug. de s..... 153 636

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	A	
	Abandon du poste.	
	Voir *Poste.*	
	Abattage.	
1860. 12 juillet..	Arrêté réduisant à 5 francs par tête les droits d'abattage du gros bétail destiné au public.....	318
	Voir *Boucherie.*	
	Acarouany (Léproserie de l').	
	Voir *Santé (Service de).*	
	Accessoires de solde.	
	Voir *Solde.*	
	Acidulage.	
1860. 28 janvier.	Décision qui substitue le tafia au vinaigre pour l'acidulage de l'eau distribuée aux transportés, tant à Cayenne que sur les établissements pénitentiaires.....	46
1860. 15 juin....	Décision portant suppression de la ration de vinaigre allouée aux transportés pour acidulage.....	260
	Actes de décès.	
	Voir *Actes de l'état civil.*	
	Actes de l'état civil.	
	Voir *État civil.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Administration de l'intérieur.	
	Voir *Direction de l'intérieur.*	
	Administration de la marine.	
	Voir *Agents des vivres, Commissariat de la marine, Comptables des matières (Corps des).*	
	Administration des pénitenciers.	
	Voir *Pénitenciers (Direction des).*	
	Administration des quartiers de la colonie	
	Voir *Quartiers de la colonie (Administration des).*	
	Affaires en retard.	
	Voir *Correspondance.*	
	Affranchissement.	
	Voir *Journaux.*	
	Agents comptables.	
1860. 29 août...	Décision qui nomme M. Trillet (Antoine) agent comptable du pénitencier flottant *le Castor*, à Kourou, en remplacement de M. Guérin (Just-Aimé), rappelé au chef-lieu.	378
1860. 5 sept.....	Décision qui nomme M. Azémia (Jean-Ernest) agent-comptable du pénitencier de Saint-Georges.....	392
1860. 17 sept.....	Décision qui appelle M. Guérin (Just-Aimé) à continuer ses services sur l'établissement de Montjoly, en qualité d'agent comptable.	422
	Voir *Commissariat de la marine*, pour les agents comptables qui appartiennent à ce corps.	
	Agent comptable de la transportation.	
	Voir *Caisse des transportés.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Agents de change.	
	Voir *Courtiers de commerce.*	
	Agents de culture et de colonisation.	
1860. 23 janvier.	Ordre qui appelle M. Petit (Louis-Henri), agent de culture à Sainte-Marie de la Comté, à continuer ses services à l'îlet la Mère	59
1860. 10 mai....	Décision portant augmentation du traitement de MM. Janeau (Antoine) et Vital (Antoine), agents de culture et de colonisation	230
1860. 29 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Vital (Antoine), agent de colonisation	425
	Agents des vivres.	
1860. 1er janvier.	Ordre qui porte le sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 2e classe des vivres, à la 1re classe de son emploi	52
1860. 3 janvier..	Ordre qui rappelle au chef-lieu le sieur Boivin (Jean-Eugène), distributeur de 2e classe des vivres à la Montagne-d'Argent	54
1860. 5 janvier..	Décision portant acceptation de la démission offerte par le sieur Azémia (Ernest) de son emploi de second commis aux vivres de 1re classe	54
1860. 5 janvier..	Ordre qui nomme le sieur Riamé (Paul) distributeur de 2e classe des vivres	54
1860. 10 janvier.	Ordre qui destine le sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres, rappelé de la Montagne-d'Argent, à continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne	55
1860. 17 janvier.	Ordre qui charge le sieur Bayonne (Urbain), distributeur de 2e classe des vivres, de la comptabilité des vivres à Saint-Louis (Maroni)	58

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 24 janvier.	Ordre qui prescrit au sieur Bayonne (Urbain-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres, de se rendre à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement du sieur Rosemanne, distributeur du même grade, envoyé à Saint-Louis (Maroni).....	60
1860. 1er février..	Décision qui augmente la solde du sieur Brissard (Pierre-Louis), contre-maître boulanger aux îles du salut.....	95
1860. 4 février...	Décision qui révoque le sieur Démont (Claude), distributeur de 2e classe des vivres.....	96
1860. 4 février...	Ordre qui nomme le sieur Duffez (Antoine) distributeur de 2e classse des vivres, en remplacement du sieur Barbot, révoqué..	96
1860. 7 février...	Ordre qui charge le sieur Blanchard (Louis), second commis de 2e classe des vivres, de retour de congé, de la comptabilité des vivres à Saint-Louis (Maroni).....	97
1860. 7 février...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Bertille (Joseph-Elphège-Pascal), distributeur de 2e classe des vivres.....	98
1860. 8 février...	Ordre qui appelle le sieur Zéphirin (Gustave), distributeur de 2e classe des vivres, à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Démont, révoqué.....	98
1860. 10 février..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Moulan (Marius), boulanger de 1re classe, et qui l'autorise à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour rentrer en France.....	100
1860. 11 février..	Ordre qui rappelle de Saint-Laurent (Maroni) le sieur Lincey (Joseph), distributeur de 2e classe des vivres, et le destine à continuer ses services à Montjoly, en remplacement du sieur Épesar (Antoine), appelé à le remplacer.....	100
1860. 13 février..	Décisions qui licencient les sieurs Schœck	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	(François-Joseph) et Zéphirin (Gustave), distributeurs de 2e classe des vivres.....	100
1860. 14 février..	Décisions qui accordent un congé provisoire de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à deux agents des vivres.....	101
1860. 17 février.	Ordre qui nomme le sieur Flotte (Jules) distributeur de 2e classe des vivres et le destine à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Bertille, démissionnaire.....	102
1860. 27 février..	Ordre qui nomme le sieur Backar (Gustave) distributeur de 2e classe des vivres, en remplacement du sieur Zéphirin, révoqué.	104
1860. 1er mars...	Ordre qui charge le sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe des vivres, de la comptabilité des vivres et du matériel des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, en remplacement du sieur Drapet (Guillaume-Marie).....	124
1860. 20 mars...	Décision qui accorde un supplément mensuel au sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe, comptable des vivres et du matériel des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*..... ...	129
1860. 20 mars...	Ordre qui appelle le sieur Backar (Gustave), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut, à continuer ses services sur les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, en remplacement du sieur Le Doux (Julien-François), appelé à servir aux îles du Salut.....	129
1860. 29 mars...	Ordre qui nomme le sieur Ernest (Laurent-Marie-Godefroy-Alexandre) distributeur de 2e classe des vivres.....	131
1860. 12 avril...	Ordre qui nomme le sieur Nara (Jérémie), distributeur de 2e classe des vivres, détaché à Sainte-Marie de la Comté, distributeur de 1re classe, et le rappelle au chef-lieu...	153

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 12 avril...	Ordre qui suspend de son emploi le sieur Reboul (Jacques-Honoré), boulanger de 1re classe, et le met en subsistance à bord du *Gardien*, en attendant une occasion pour être renvoyé en France.....	153
1860. 14 avril...	Décision qui augmente la solde du sieur Dédel (Alexandre), tonnelier au magasin des subsistances.....	154
1860. 20 avril...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Ernest (Laurent-Marie-Godefroy-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres.....	157
1860. 1er mai....	Ordre qui destine le sieur Nara (Jérémie), distributeur de 1re classe des vivres à Cayenne, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 2e classe.....	227
1860. 1er mai....	Décision qui suspend de son emploi le sieur Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres.....	228
1860. 19 mai....	Ordre qui renvoie à la disposition de l'autorité maritime, à Toulon, les sieurs Reboul (Jacques-Honoré), boulanger de 1re classe, et Boivin (Eugène-Alexandre), distributeur de 2e classe des vivres.....	231
1860. 21 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au sieur Couteau (Louis), deuxième commis de 2e classe des vivres.....	231
1860. 23 mai....	Décision qui accorde un supplément mensuel au sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 1re classe des vivres, appelé à remplir cumulativement les fonctions de commis aux vivres à la Montagne-d'Argent.....	232
1860. 31 mai....	Ordre qui rappelle au chef-lieu, pour y continuer ses services, le sieur Flotte (Jules-Au-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	guste), distributeur de 2e classe des vivres aux îles du Salut.....	234
1860. 7 juin.....	Ordres qui nomment les sieurs Magdelaine (Léopold) et Romain (Similien) distributeurs de 2e classe des vivres.....	285
1860. 7 juin.....	Décision qui licencie le sieur Césaire (Jean-Pierre-Irénée), distributeur de 2e classe des vivres.....	285
1860. 9 juin.....	Décision qui autorise le sieur Duffez (Antoine), distributeur des vivres démissionnaire, à prendre passage sur *le Fulton*, se rendant à la Martinique.....	286
1860. 15 juin....	Décision qui nomme le sieur Nelvil (Émilien) distributeur de 2e classe des vivres, en remplacement du sieur Duffez, démissionnaire.....	287
1860. 27 juin....	Ordre qui appelle le sieur Quillivic (Jean-Germain), boulanger de 1re classe à Saint-Laurent (Maroni), à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement du sieur Chavry (Jean-Hervé), appelé à passer sur le pénitencier flottant *le Castor*.....	288
1860. 3 juillet...	Ordre qui désigne le sieur Dessources de Quatrebœufs (Charles), deuxième commis aux vivres de 1re classe, pour être chargé de la comptabilité des vivres à Saint-Laurent du Maroni, en remplacement du sieur Guitard (Bertrand), premier commis aux vivres de 2e classe.....	330
1860. 12 juillet..	Décision qui nomme le sieur Rosette (Hippolyte), distributeur de 1re classe des vivres, deuxième commis aux vivres de 2e classe..	333
1860. 4 août.....	Ordre qui appelle le sieur Blanchard, deuxième commis de 2e classe des vivres, chargé de la comptabilité des vivres à Saint-Louis (Maroni), à servir en sous-ordre, comme chargé de la cambuse et de la surveillance de la distribution des vivres.....	373

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 24 août....	Dépêche ministérielle n° 286 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination pour la Guyane du sieur Bouisson, deuxième commis aux vivres de 1re classe.....	417
1860. 7 sept.....	Ordre qui désigne le sieur Lhuerre (Pierre-Louis), distributeur de 1re classe des vivres, pour aller remplacer sur l'établissement de Montjoly le sieur Lincey, malade à l'hôpital.	419
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle le sieur Castel (Henry), distributeur de 2e classe des vivres à la Montagne-d'Argent, à servir à l'îlet la Mère...	420
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle le sieur Romain (Maximilien), distributeur de 2e classe des vivres sur le pénitencier flottant *le Gardien*, à continuer ses services à la Montagne-d'Argent.	420
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 310 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Blaise (Eugène-Victor) est nommé à un emploi de distributeur de 2e classe des vivres pour la Guyane, en remplacement du sieur Blachère, décédé.....	458
1860. 28 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au sieur Potaire (François-Léonard), premier commis de 1re classe des vivres.....	424
1860. 11 octobre.	Décision qui porte à la 1re classe de son grade le sieur Halmus (François), distributeur de 2e classe des vivres.....	462
1860. 11 octobre.	Ordre qui appelle le sieur Bayonne (Alexandre-Urbain), distributeur de 2e classe des vivres à Sainte-Marie de la Comté, à continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Gardien*, en remplacement du sieur Magdeleine (Léopold), agent des vivres de la même classe, qui passe à Sainte-Marie de la Comté.....	462

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 11 octobre.	Décision qui nomme le sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), deuxième commis de 1re classe des vivres, premier commis de 2e classe, pour continuer ses services aux îles du Salut.....	462
1860. 19 octobre.	Décision qui appelle le sieur Pomérol (Charles-François-Siderin), premier commis de 2e classe des vivres, employé aux îles du Salut, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement du sieur Dessources de Quatrebœufs, deuxième commis de 1re classe.....	464
1860. 19 octobre.	Ordre qui nomme le sieur Godefroy (Joseph) distributeur de 2e classe des vivres, pour servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Lebrun (Alexandre-Pierre-Vigor).	463
1860. 20 octobre.	Décision qui appelle le sieur Dessources de Quatrebœufs (Charles), second commis de 1re classe de vivres, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement du sieur Pomérol (Charles-François-Siderin).	464
1860. 22 octobre.	Décision qui porte à la 1re classe de son grade le sieur Savard (Maurice), second commis de 2e classe des vivres.....	465
1860. 29 octobre.	Ordre qui nomme les sieurs Clotilde (Alphonse) et Philippe-Philibert distributeurs de 2e classe des vivres, pour servir, le premier à Saint-Louis (Maroni) et le second à la Montagne-d'Argent.....	465
1860. 29 octobre.	Décision qui charge le sieur Cléobie (Dominique), distributeur de 1re classe des vivres à la Montagne-d'Argent, de centraliser la comptabilité des vivres et du matériel sur ce pénitencier.....	465
1860. 30 octobre.	Décisions qui appellent les sieurs Lincey (Joseph), distributeur de 2e classe des vivres à Montjoly, et le sieur Blanchard (Louis), second commis de 2e classe des	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	vivres à Saint-Louis (Maroni), à servir, le premier au magasin des subsistances à Cayenne et le second aux îles du Salut...	466
1860. 30 octobre.	Décision portant acceptation de la démission du sieur Rosette (Hippolyte) de son emploi de second commis de 2e classe des vivres..	466
1860. 31 octobre.	Décision qui appelle le sieur Dessources de Quatrebœufs (Charles), second commis de 1re classe des vivres, à continuer ses services au pénitencier de Kourou, en remplacement du sieur Rosette (Hippolyte), démissionnaire.....	466
1860. 2 novemb..	Ordre qui appelle le sieur Épesar (Antoine), distributeur de 2e classe des vivres à Saint-Laurent (Maroni), à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Nara, distributeur de 1re classe, qui passe à Saint-Laurent.....	510
1860. 16 novemb.	Décision qui nomme le sieur Guitard (Bertrand), premier commis de 2e classe des vivres, premier commis de 1re classe, et supprime le supplément de 15 francs par mois qui lui avait été accordé.....	512
1860. 3 décemb..	Décision qui révoque de son emploi le sieur Godefroy (Ernest), distributeur de 2e classe des vivres.....	632
1860. 4 décemb..	Décision qui nomme le sieur Démont (Claude) distributeur de 2e classe des vivres.....	632
	Agents du matériel.	
	Voir *Comptables des matières (Corps des)*.	
	Agent spécial des services régis par économie.	
	Voir *Économie*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Appareil distillatoire.	
	Voir *Saint-Georges.*	
	Appellations.	
	Voir *Artillerie de la marine.*	
	Apurement.	
	Voir *Rôles.*	
	Archers de police.	
	Voir *Police urbaine.*	
	Armes.	
1860. 11 octobre.	Ordre qui charge M. le lieutenant d'artillerie de marine Geoffroy, assisté de M. Cuny, contrôleur d'armes, de la visite des armes des corps de troupe en garnison dans la colonie, tant au chef-lieu que sur les pénitenciers.....	462
	Armurier.	
	Voir *Artillerie (Direction d'). — Rationnaires.*	
	Arpenteur juré du gouvernement.	
1860. 1er janvier.	Décision qui augmente les appointements de M. Louvrier-Saint-Mary (Pierre-Auguste), arpenteur juré du gouvernement.....	33
	Arrêtés.	
	Voir *Mana (Quartier de).*	
	Arrêts.	
	Voir *Cours d'assises.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Arrêts.	
	Voir *Discipline*.	
	Articles d'argent.	
1860. 30 juillet..	Dépêche ministérielle n° 286 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). Au sujet du payement des mandats d'articles d'argent.....	346
	Artillerie de la marine.	
1860. 22 février..	Dépêche ministérielle n° 46 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Meifredy (Adrien), lieutenant en premier à la 1re section de la 24e compagnie d'artillerie de marine, à Cayenne, est nommé au grade de capitaine, avec destination pour Rochefort, et est remplacé par M. Morel, lieutenant en premier.....	124
1860. 14 avril...	Dépêche ministérielle n° 98 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Geoffroy (Emmanuel), lieutenant en premier d'artillerie de la marine à la 12e compagnie, à Cherbourg, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Morel (Joseph-Esprit), promu au grade de capitaine en second..	225
1860. 15 août....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Les sous-officiers d'artillerie de la marine candidats au grade de sous-lieutenant sont admis, dans les colonies, à justifier des connaissances exigées.	386
1860. 25 août....	Circulaire de M. le ministre de la marine, portant notification d'une décision impériale du 22 août 1860, qui applique dans le corps de l'artillerie de la marine les appellations en usage dans l'artillerie de terre..	436

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 20 sept.....	Dépêche ministérielle n° 302 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Envoi d'une circulaire du ministre de la marine, portant notification d'une décision impériale du 22 août 1860, qui applique dans le corps de l'artillerie de la marine les appellations en usage dans l'artillerie de terre.....	436
	Artillerie (Direction d').	
1860. 12 mars...	Dépêche ministérielle n° 63 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). MM. Buffet (Jean-Baptiste), garde d'artillerie de 1re classe (section des comptables), et Bernard (Eugène), ouvrier d'état, sont destinés pour la Guyane, en remplacement de MM. Peuget, garde d'artillerie de 2e classe, et Équilbec, ouvrier d'état.....	149
1860. 28 avril...	Dépêche ministérielle n° 118 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Buffet, garde de 1re classe d'artillerie de la marine (section des comptables), destiné pour la Guyane, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.....	225
1860. 7 mai.....	Décision qui fixe la solde et le supplément à allouer au sieur Coadelot, deuxième maître armurier à la direction d'artillerie à Cayenne.	229
1860. 14 juillet..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 5e bureau). Avis du décret impérial du 25 juin 1860, qui nomme M. Chardon (Augustin) garde d'artillerie de 2e classe, avec destination pour la Guyane, en remplacement de M. Peuget.....	370
1860. 18 août....	Dépêche ministérielle n° 299 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Dispositions rela-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tives aux gratifications qui peuvent être accordées aux employés de l'artillerie.....	388
	Voir *Budgets*.	
	Arsenaux.	
1860. 7 mars....	Circulaire ministérielle (marine : direction du matériel, bureau des constructions navales). Envoi d'un règlement sur le traitement des ouvriers des ports de France envoyés dans les colonies.....	164
1860. 7 mars....	Règlement sur le salaire et les autres conditions du traitement des ouvriers des arsenaux de France envoyés dans les colonies.	165
	Assesseurs.	
1860. 21 avril...	Décret impérial portant nomination des membres du collége des assesseurs.....	242
1860. 27 avril...	Décision portant réintégration, maintien et nominations provisoires de membres dans le collége des assesseurs appelés à faire partie des cours d'assises de la colonie....	145
	Assises.	
	Voir *Cours d'assises*.	
	Assistance judiciaire.	
1860. 28 novemb.	Décision qui désigne MM. Poupon (Charles-Laurent-Théophile), avoué, et de Saint-Michel-Dunezat, notaire, pour faire partie, pendant un an, du bureau de l'assistance judiciaire.....	513
	Assistance mutuelle.	
1860. 27 février..	Décision qui autorise divers ouvriers de la ville de Cayenne à se constituer en société d'assistance mutuelle.....	80

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Association.	
	Voir *Mères de famille.*	
	Atelier d'outillage.	
	Voir *Iles du Salut.*	
	Attributions.	
	Voir *Discipline.*	
	Autorisation de mariage.	
	Voir *Mariage.*	
	Avances.	
	Voir *Effets d'habillement.*	
	Avances de fonds.	
	Voir *Fonds.*	
	Avaries.	
	Voir *Navires.*	
	Avoué.	
	Voir *Officiers ministériels.*	
	B	
	Baduel.	
	Voir *Habitations domaniales.*	
	Banques coloniales.	
1859. 15 décemb.	Dépêche ministérielle n° 101 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Banques coloniales. —	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Remplacement du directeur en cas d'absence	9
1859. 15 décemb.	Dépêche ministérielle n° 102 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Banques coloniales. — Au sujet de l'état mensuel des prêts sur cession de récoltes	10
1860. 24 janvier.	Décision qui nomme M. Lalanne (Célestin) directeur intérimaire de la banque de la Guyane	36
1860. 26 janvier.	Arrêté portant approbation des comptes présentés par l'administration de la banque de la Guyane et autorisant la distribution du dividende	36
1860. 27 juillet..	Arrêté portant approbation des comptes présentés par l'administration de la banque et autorisation de procéder au payement du dividende	326
	Bâtiments de la division ou de la station.	
	Voir *Division navale.*	
	Bâtiment-hôpital.	
1860. 23 février..	Dépêche ministérielle n° 48 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Répartition de la place à bord du bâtiment-hôpital pour le matériel à renvoyer	112
	Batteries.	
1860. 7 février...	Ordre qui fixe l'imputation du traitement des gardiens de batteries	97
	Bibliothèque.	
	Voir *Santé (Service de).*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Bétail de boucherie.	
	Voir *Boucherie.*	
	Boucherie.	
1860. 22 février..	Décision réglant à nouveau la composition de la commission chargée de la recette du bétail de boucherie.....	78
1860. 14 juin....	Décision qui autorise le transport par l'administration aux sieurs Fabens et Franchi, chargés du service de la boucherie du gouvernement, des contrats d'engagement de douze immigrants.....	257
1860. 15 juin....	Décision qui nomme une commission chargée de visiter les hangar, bâtiments, habitations et parcs à mettre à la disposition des sieurs Fabens et Franchi, entrepreneurs de la boucherie.....	259
1860. 30 juin....	Règlement concernant le service de la boucherie du gouvernement à Cayenne.....	277
1860. 18 juillet..	Décision qui licencie, par suppression d'emploi, le sieur Taupiac (Michel), second commis de la boucherie.....	335
1860. 18 août....	Ordre qui fixe les jours et heures de l'abatage des animaux de boucherie destinés aux divers services.....	359
	Boulangerie.	
1860. 2 mai.....	Décision qui nomme une commission chargée d'examiner les dispositions qui réglementent à la Martinique le service de la boulangerie, et d'en proposer l'application à la Guyane, avec les modifications dont elles paraîtraient susceptibles.....	183
	Bourda et Montjoly.	
	Voir *Montjoly.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Bourg.	
	Voir *Montsinéry*.	
	Bourses dans les écoles du gouvernement.	
1859. 5 novemb.	Dépêche ministérielle n° 155 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Instructions relatives à l'envoi en France de boursiers coloniaux et autres dans les écoles du gouvernement.....	61
1859. 17 décemb.	Dépêche ministérielle n° 359 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la nomination à bourse entière des jeunes Nessler et Chapuis, de la Guyane, aux lycées de Colmar et de Rennes.....	94
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 1060 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Au sujet de l'envoi en France des boursiers coloniaux ou autres destinés aux lycées de la métropole.....	340
1860. 29 juin....	Circulaire ministérielle n° 227 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Au sujet des crédits inscrits au budget du service local pour l'entretien en France des boursiers créoles.....	312
1860. 27 août....	Dépêche ministérielle n° 1397 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Le jeune Chatelier (Philippe-Marie-Émile) est désigné pour occuper la bourse devenue vacante au titre de la Guyane, par suite de la terminaison des études du jeune de Saint-Quantin (Narcisse).....	417
	Voir *Collége de Cayenne*.	
	Budgets.	
1860. 28 juin....	Dépêche ministérielle n° 230 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	maritimes, 3e bureau). Au sujet de la rédaction des projets de budgets du matériel de l'artillerie et du génie.....	342
	Voir *Comptabilité générale des finances.*	
	Bulletin agricole, commercial et industriel.	
1859. 30 décemb.	Dépêche ministérielle n° 119 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Instructions relatives à la rédaction du Bulletin agricole, commercial et industriel de la colonie.....	12
	Bulletin officiel de la Guyane.	
	Voir *Imprimerie du gouvernement.*	
	Bureau de bienfaisance.	
	Voir *Legs.*	
	C	
	Cabotage.	
1860. 26 novemb.	Décision qui nomme le sieur Élisabeth (Gustave) maître au petit cabotage.....	513
	Cacaos.	
	Voir *Tarifs.*	
	Cacaoyers.	
	Voir *Primes.*	
	Cachetage.	
	Voir *Sous marqués.*	
	Cadastre.	
1860. 20 juillet..	Décision qui nomme les membres de la com-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	mission chargée de dresser le cadastre pour les années 1861, 1862 et 1863.....	322
	Cafés.	
	Voir *Tarifs*.	
	Céféiers.	
	Voir *Primes*.	
	Caisse de la dotation de l'armée.	
	Voir *Dotation de l'armée*.	
	Caisse de l'immigration.	
	Voir *Immigration*.	
	Caisse de réserve.	
	Voir *Comptabilité générale des finances*.	
	Caisse des transportés.	
1860. 20 mai....	Décision qui nomme provisoirement agent comptable de la transportation M. Granger, sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de marine.....	189
	Camp Saint-Denis.	
1860. 27 avril...	Décision portant maintien du salaire journalier de 1 fr. 62 cent. alloué aux deux immigrants indien et africain employés au camp Saint-Denis, l'un comme infirmier et l'autre comme cuisinier.....	226
	Canaux et routes.	
	Voir *Routes*.	
	Cérémonies publiques.	
	Voir *Préséances*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Cessions.	
	Voir *Charbon de terre, Vivres.*	
	Char funèbre.	
	Voir *Hôpitaux.*	
	Charbon de terre.	
1860. 29 mai....	Dépêche ministérielle n° 485 (marine: direction du matériel, bureau des approvisionnements généraux). Au sujet des cessions de charbon qui seront faites à des services étrangers à la marine.....	248
	Chefs du service administratif des pénitenciers.	
1860. 31 janvier.	Décision qui détermine les pièces périodiques à fournir aux différents détails de l'administration du chef-lieu par les chefs du service administratif des établissements pénitentiaires.....	47
1860. 21 juin....	Décision qui porte de 1,700 à 2,500 francs le maximum des fonds d'avances à maintenir sur les établissements pénitentiaires des îles du Salut.....	264
1860. 21 juin....	Décision qui charge M. Rateau, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, d'y remplir les fonctions de chef du service administratif.....	316
1860. 3 août.....	Décision portant augmentation de l'indemnité de gestion et de responsabilité accordée au chef du service administratif de Saint-Laurent (Maroni).....	509
1860. 14 décemb.	Décision qui fixe l'indemnité de gestion et de responsabilité accordée aux chefs du service administratif des établissements pénitentiaires.....	606
	Voir *Commissariat de la marine*, pour ceux qui appartiennent à ce corps.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Chefs de pénitenciers.	
	Voir *Commandants des pénitenciers.*	
	Cimetières.	
	Voir *Établissements dangereux et insalubres.*	
	Classement.	
	Voir *Hôpitaux.*	
	Classes.	
	Voir *Collége de Cayenne, Écoles.*	
	Clergé.	
	Voir *Culte (Service du).*	
	Clôtures d'exercices.	
	Voir *Comptabilité générale des finances.*	
	Code de justice maritime.	
	Voir *Justice militaire et maritime.*	
	Collége de Cayenne.	
1860. 9 février...	Décision concernant la régularisation des dépenses d'entretien du collége de Cayenne.	70
1860. 27 juillet..	Décision qui augmente la solde du sieur Sulluy (Alexis), portier du collége de Cayenne.	337
1860. 19 novemb.	Décision qui fixe la rentrée des classes au collége de Cayenne.....	500
1860. 21 novemb.	Décision portant concessions de bourses dans le collége de Cayenne, pour l'année scolaire 1860-1861.....	501
	Voir *Agent spécial des services régis par économie, Culte (Service du).*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Collége des assesseurs.	
	Voir *Assesseurs*.	
	Commandant de la marine.	
1860. 14 janvier.	Ordre portant que le service de la marine, par suite de la maladie de M. le capitaine de frégate Quoniam, sera dirigé par M. le lieutenant de vaisseau Maudet, capitaine de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, et que, en cas d'absence, cet officier sera provisoirement remplacé par M. Sibour, lieutenant de vaisseau, capitaine de *l'Oyapock*, agissant sous les ordres directs du gouverneur.....	57
1860. 14 mars...	Dépêche ministérielle n° 253 (marine : direction du matériel, bureau des approvisionnements généraux). Il est expressément recommandé de toujours faire revêtir de l'attache du commandant de la marine les demandes à adresser en France pour le service des bâtiments de la flotte ou de la marine locale.....	149
1860. 22 mars...	Dépêche ministérielle (marine : direction du personnel, bureau du personnel militaire et civil). M. le capitaine de frégate Féréol de Leyritz est désigné pour remplir les fonctions de commandant de la marine à la Guyane française, en remplacement de M. Quoniam.....	149
	Commandant militaire.	
1859. 28 décemb.	Dépêche ministérielle n° 340 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 10 décembre 1859, qui élève M. Masset (Antoine-Alphonse), lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine, au grade de colonel, pour exercer, hors cadre, les fonctions de commandant militaire à la Guyane française.....	54
1860. 10 janvier.	Décision qui appelle M. Dugat, chef d'esca-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	dron de gendarmerie, à remplir intérimairement les fonctions de commandant militaire à la Guyane, en remplacement de M. le lieutenant-colonel Masset, titulaire de l'emploi, partant pour France.....	56
1860. 30 juin....	Décision qui appelle M. Colomb, lieutenant-colonel d'infanterie de marine, commandant la portion de corps du 3e régiment en station dans la colonie, à remplir les fonctions intérimaires de commandant militaire, en remplacement de M. Dugat, chef d'escadron de gendarmerie.....	290
1860. 26 sept....	Décision qui prescrit à M. le colonel Masset, arrivant de France, de reprendre les fonctions de commandant militaire, dont était intérimairement chargé M. le lieutenant-colonel Colomb.....	423
	Commandants des pénitenciers.	
1860. 12 février..	Décision qui nomme M. Letoulat, lieutenant d'infanterie de la marine, commandant particulier de Saint-Louis (Maroni).....	75
1860. 12 février..	Décision qui nomme M. Césari, capitaine d'infanterie de la marine, commandant supérieur des îles du Salut et de Kourou..	75
1860. 31 mars...	Décision qui nomme M. Saint-Gès, garde du génie de 2e classe, chef du pénitencier de Sainte-Marie, jusqu'à son entière évacuation.....	122
1860. 7 avril....	Décision qui nomme M. Stahl, enseigne de vaisseau, commandant particulier par intérim des pénitenciers 8 et 8 *bis*, en remplacement de M. Lamendour, partant en congé.....	143
1860. 9 avril....	Décision qui autorise M. Lamendour, lieutenant de vaisseau, commandant les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, porteur d'un congé de convalescence, à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	prendre, à défaut de bâtiment de l'État, la voie des paquebots à vapeur anglais pour se rendre en France.....	153
1860. 10 mai....	Décision qui nomme M. Robert (Bernard-Joseph-François-Yves), capitaine adjudant-major au 3e régiment d'infanterie de marine, commandant supérieur par intérim des établissements pénitentiaires du Maroni, pendant la durée de l'absence de M. Mélinon, commandant titulaire.....	187
1860. 19 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Mélinon (Nicolas-Joseph), commandant supérieur des établissements pénitentiaires du Maroni....	231
1860. 21 juin....	Décision qui nomme M. l'enseigne de vaisseau Rateau commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, pendant la durée de l'absence de M. Babeau.	315
1860. 29 juin....	Décision qui accorde un congé provisoire de convalescence pour France à M. Babeau (Pélage-Adolphe), commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges.....	289
1860. 19 juillet..	Décision qui nomme M. le lieutenant d'état-major d'infanterie de marine Ronmy commandant particulier du pénitencier de Saint-Louis du Maroni, en remplacement de M. le lieutenant Letoulat, appelé à d'autres fonctions.....	320
1860. 1er août...	Décision qui nomme M. le lieutenant d'infanterie de marine Letoulat commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. le capitaine Châtelain.....	347
1860. 5 sept.. ..	Décision qui nomme provisoirement M. Romieu, habitant propriétaire, commandant particulier du pénitencier de Saint-Georges, en remplacement de M. Rateau, partant pour France.....	391

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 16 octobre.	Décision qui charge M. le sous-lieutenant d'infanterie de marine Brousmiche (Jean-Marie-Auguste) du commandement du pénitencier de Saint-Louis (Maroni) pendant la durée de l'absence de M. Ronmy, commandant titulaire.....	448
1860. 10 décemb.	Décision portant rappel au chef-lieu, pour être remis à la disposition du directeur du génie, de M. Saint-Gès, garde du génie, commandant particulier de Sainte-Marie, et concernant l'exercice du commandement particulier de ce pénitencier.....	634
1860. 26 décemb.	Décision qui augmente l'indemnité de frais de bureau allouée à M. Rochet, commandant particulier du pénitencier de Kourou.	635
	Comité consultatif des colonies.	
1860. 15 février...	Dépêche ministérielle n° 53 (Algerie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Dispositions relatives à l'imputation, sur les budgets locaux des colonies, du traitement du secrétaire du comité consultatif des colonies.....	111
	Comité d'exposition.	
	Voir *Exposition coloniale.*	
	Comité d'immigration.	
	Voir *Immigration.*	
	Commis-greffier.	
	Voir *Conseils de guerre et de révision, Ordre judiciaire.*	
	Commissaires-commandants.	
	Voir *Administration des quartiers de la colonie.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Commissaires de police.	
	Voir *Police urbaine.*	
	Commissaire spécial de l'immigration.	
	Voir *Immigration.*	
	Commissariat de la marine.	
1859. 15 décemb.	Dépêche ministérielle n° 334 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Anquetil, commis de la marine, est destiné pour la Guyane française, en remplacement de M. Joyau, employé du même grade, qui passe dans le cadre de la Martinique.....	51
1860. 1er janvier.	Ordre qui augmente la solde de M. Méteran (Pierre-Félix-Athénodore), écrivain temporaire de la marine.....	52
1860. 5 janvier..	Ordre qui met à la disposition du garde-magasin du matériel M. Augier (Alphonse-Marius), écrivain de la marine, attaché au bureau des fonds.....	55
1860. 10 janvier.	Décision qui nomme M. Rousseau-Saint-Philippe (Charles-Amédée) écrivain temporaire de la marine.....	56
1860. 18 janvier.	Dépêche ministérielle n° 3 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis est donné qu'une prolongation de congé est accordée à M. Tartara, sous-commissaire de la marine, à l'expiration duquel il cessera de faire partie du cadre de la Guyane française.	94
1860. 20 janvier.	Dépêche ministérielle n° 5 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Guérin (Jules), écrivain de la marine à Bordeaux, est destiné pour la Guyane française.....	123
1860. 20 janvier.	Décision qui met M. Maugey (Nicolas-Phi-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lippe), commis de la marine, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur....	58
1860. 23 janvier.	Décision portant acceptation de la démission de M. Rousseau-Saint-Philippe (Charles-Amédée), écrivain temporaire de la marine.	59
1860. 25 janvier.	Ordre qui appelle M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, attaché au bureau du garde-magasin du matériel, à continuer ses services au détail des subsistances.....	60
1860. 1er février..	Décision qui nomme M. Hersilie (Étienne-Édouard) écrivain temporaire de la marine.	96
1860. 8 février...	Ordre qui enjoint à M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, agent comptable provisoire à Kourou, de remettre le service à M. Guérin (Just-Aimé), titulaire de l'emploi, de retour de congé, et d'opérer sa rentré au chef-lieu.....	98
1860. 14 février..	Circulaire ministérielle n° 39 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Au sujet du recrutement des écrivains du commissariat de la marine aux colonies.....	109
1860. 14 février..	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à un sous-commissaire, et à un écrivain de la marine.....	101
1860. 20 février..	Dépêche ministérielle n° 45 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Desmazes, commis de la marine à la Guyane, est destiné pour la Martinique et est remplacé par M. Bladou, commis de la marine des Antilles...	123
1860. 1er mars...	Décision qui augmente les appointements de M. Voisin (Gustave), écrivain provisoire de la marine.....	124

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er mars...	Ordre qui appelle M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, de retour de Kourou, où il était provisoirement chargé de la comptabilité du pénitencier flottant *le Castor*, à continuer ses services au bureau du garde-magasin des subsistances.....	125
1860. 9 mars....	Circulaire ministérielle n° 56 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Nominations et mutations dans le commissariat de la marine aux colonies. — Envoi d'une liste de classement.....	135
1860.....	Liste de classement, par ordre de mérite, des candidats qui se sont présentés au concours d'aide-commissaire en 1858.....	139
1860, 15 mars...	Décision qui augmente les appointements de M. Viriot (Eugène), écrivain de la marine.	127
1860. 20 mars...	Décision qui accorde à M. Vérand (André-César), commissaire de la marine, ordonnateur à la Guyane, un congé de convalescence pour France, avec autorisation de prendre la voie des packets.....	129
1860. 24 mars...	Ordre qui appelle M. Candolle (Ernest), écrivain de la marine, provenant de la direction de l'intérieur, où il était détaché, à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements.....	129
1860. 26 mars...	Dépêche ministérielle n° 76 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Virgile, aide-commissaire de la marine, à Cayenne, est admis, par décret impérial du 10 mars 1860, à faire valoir ses droits à la pension de retraite, et M. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice), aide-commissaire de la marine, à la Guadeloupe, est destiné pour la Guyane, en son remplacement.....	150
1860. 26 mars...	Décision qui accorde un congé de convales-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cence pour France à M. Ducoing (Louis-René), commissaire adjoint de la marine.	130
1860. 27 mars...	Ordre en vertu duquel M. Mouttet, commis de la marine, chargé du service administratif à la Montagne-d'Argent, passe en la même qualité à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Saint-Père (Laurent-Henry), employé du même grade.....	130
1860. 27 mars...	Ordre qui charge M. Lidin (Eugène-Alexandre), écrivain de la marine, du service administratif à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Mouttet, commis de la marine.	130
1860. 28 mars...	Ordres portant nominations de deux chefs du service administratif des pénitenciers de Saint-Louis (Maroni) et de Sainte-Marie de la Comté.....	131
1860. 29 mars...	Ordre qui appelle M. Bassigny (Édouard), écrivain de la marine, employé au bureau du garde-magasin des subsistances, à servir au secrétariat de l'ordonnateur.....	131
1860. 4 avril....	Décision qui appelle M. Guérin (Jules), écrivain de la marine, arrivé de France, à continuer ses services au bureau de la comptabilité centrale des fonds.....	152
1860. 7 avril....	Décision qui autorise M. Ducoing, commissaire adjoint de la marine, porteur d'un congé de convalescence, à se rendre, à défaut de bâtiment de l'État et de marine de commerce relevant directement pour la métropole, par la voie du commerce, aux Antilles, où il sera pourvu à son passage en France.....	152
1860. 10 avril...	Décision qui augmente les appointements de M. Zulima (Louis), écrivain de la marine.	153
1860. 14 avril...	Décisions en vertu desquelles MM. Le Doulx de Glatigny, commissaire de la marine, contrôleur colonial, et Noyer, commis-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	saire adjoint de 1re classe, sont appelés, le premier aux fonctions d'ordonnateur par intérim, en remplacement de M. Vérand, qui a obtenu un congé de convalescence, et le second à celles de contrôleur colonial par intérim, en remplacement du titulaire ci-dessus dénommé.....	154
1860. 14 avril...	Décision qui augmente les appointements de M. de Saint-Quantin (Narcisse), écrivain de la marine.....	154
1860. 16 avril...	Circulaire ministérielle n° 99 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de nominations et de destinations dans le commissariat de la marine.....	225
1860. 16 avril...	Ordre qui met M. Convents (Sosthènes-Alexandre), aide-commissaire de la marine, ex-chef du service administratif à Sainte-Marie, à la disposition du contrôleur colonial.....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui destine M. Saint-Père (Laurent-Henry), commis de la marine, ex-chef du service administratif à l'îlet la Mère, à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements.....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui destine M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, employé au détail des subsistances, à continuer ses services à celui des hôpitaux, en remplacement de M. Cacaret, officier du commissariat du même grade.....	156
1860. 16 avril...	Ordres qui chargent M. Cuinier (Étienne), sous-commissaire de la marine, chef du bureau de la comptabilité centrale des fonds, de la direction du détail des revues, armements et inscription maritime, en remplacement de M. le commissaire adjoint de la marine Noyer, nommé contrôleur colonial par intérim, et, cumulativement et	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	à titre provisoire, de celle du détail des hôpitaux, en remplacement de M. le commissaire adjoint Ducoing, qui a obtenu un congé de convalescence pour France.....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui charge M. Devilly (Auguste-Armand), sous-commissaire de la marine, de la direction du bureau de la comptabilité centrale des fonds, en remplacement de M. Cuinier, officier du commissariat du même grade.....	156
1860. 16 avril...	Décision qui appelle M. Subran (Jean-Benoît-Amédée), sous-commissaire de la marine, employé au détail des revues, armements et inscription maritime, mis à la disposition du contrôleur colonial, à remplir les fonctions de chef du bureau central du contrôle colonial, en remplacement de M. Devilly (Auguste-Armand), officier du commissariat du même grade.....	156
1860. 16 avril...	Ordre qui appelle M. Cacaret (Victor-Bertrand), aide-commissaire de la marine au détail des hôpitaux, à continuer ses services à celui des subsistances.....	226
1860. 19 avril...	Ordre qui appelle M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de la marine, ex-chef du service administratif à Saint-Louis (Maroni), à continuer ses services au détail des subsistances.....	157
1860. 28 avril...	Décision qui autorise M. Joyau (Victor-Marie-Henry), aide-commissaire de la marine, détaché à la direction de l'intérieur, appelé à continuer ses services à l'île de la Réunion, à partir pour la Martinique, où il attendra des ordres relativement à sa nouvelle destination.....	158
1860. 19 mai....	Ordres qui autorisent MM. Dupeyrat (Pierre-Joseph-Henry), aide-commissaire de la marine, à prendre passage sur le transport mixte *la Cérès*, pour se rendre à sa destination.....	230

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 25 mai....	Dépêche ministérielle n° 152 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis des décrets des 25 avril et 16 mai 1860, portant nominations et mutations dans le commissariat de la marine aux colonies.....	284
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 166 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Approbation de la nomination de cinq écrivains de la marine.	329
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 168 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination donnée à quatre aides-commissaires de la marine.	329
1860. 9 juin.....	Ordre qui met M. Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de 2e classe de la marine, provenant de la Guadeloupe, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.....	285
1860. 11 juin....	Ordre qui autorise M. Derussat (Vincent), commissaire adjoint de 2e classe de la marine, à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à la Guadeloupe, sa nouvelle destination.....	286
1860. 27 juin....	Décision qui appelle M. de Chicourt (Pierre-Marie-Maurice), sous-commissaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du détail des hôpitaux, en remplacement de M. Cuinier (Pierre-Étienne), officier du commissariat du même grade.....	288
1860. 12 juillet..	Ordre qui appelle M. Quemener (Jacques-Alfred), aide-commissaire de la marine, à prendre la direction du service administratif à Saint-Laurent du Maroni, en remplacement de M. Joubert (Charles-Henry-Alfred), officier du commissariat du même grade.....	332
1860. 24 juillet..	Dépêche ministérielle n° 224 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 12 juillet 1860, qui nomme M. Henry (Paul-Henry), écrivain de la marine à la Guyane, à l'emploi de commis entretenu de la marine, avec destination pour les établissements de la Côte-d'Or et du Gabon..	371
1860. 26 juillet..	Ordre qui appelle M. Joubert (Charles-Henry-Alfred), aide-commissaire de la marine, ex-chef du service administratif à Saint-Laurent (Maroni), à continuer ses services au secrétariat de l'ordonnateur.....	336
1860. 27 juillet..	Ordre qui charge M. Léchelle (Honoré-Henry), sous-commissaire de la marine, de la direction du détail des travaux et approvisionnements, en remplacement de M. Girard (Hippolyte-Auguste), officier du commissariat du même grade.....	336
1860. 27 juillet..	Décision qui autorise M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de la marine, à contracter mariage avec Mlle Martial (Laure-Léontine-Adèle).....	372
1860. 30 juillet..	Dépêche ministérielle n° 284 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). M. Emler (Nicolas-Georges), commis de marine, détaché à la direction de l'intérieur de la Guyane, est destiné, sur sa demande, à servir à l'île de la Réunion.....	371
1860. 8 août.....	Décision qui autorise M. d'Heureux, sous-commissaire de la marine, nommé contrôleur colonial aux îles Saint-Pierre et Miquelon, à se rendre en France par la voie du packet.....	374
1860. 11 août....	Ordre qui appelle M. Berteau (Gabriel), aide-commissaire de la marine, à remplir les fonctions de chef du bureau central du contrôle, en remplacement de M. le sous-commissaire Subran, décédé.....	375
1860. 13 août....	Ordre qui nomme M. Joubert (Charles-Henry-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Alfred), aide-commissaire de la marine, chef du secrétariat de l'ordonnateur, en remplacement de M. d'Heureux (Ernest), sous-commissaire, partant pour France...	375
1860. 13 août....	Ordre qui appelle M. Girard (Hippolyte-Auguste), sous-commissaire de la marine, chef du détail des subsistances, à prendre cumulativement la direction du détail des travaux et approvisionnements, en remplacement de M. le sous-commissaire Léchelle.	375
1860. 13 août....	Ordre qui appelle M. Léchelle (Honoré-Henry), sous-commissaire de la marine, à prendre la direction du détail des revues, armements et inscription maritime, en remplacement de M. Cuinier, officier du commissariat du même grade.....	375
1860. 17 août....	Dépêche ministérielle n° 274 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la marine, en date du 9 août 1860, qui admet M. Brache, commissaire adjoint de 2e classe de la marine, à faire valoir ses droits à la retraite.....	416
1860. 24 août....	Dépêche ministérielle n° 289 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 17 août 1860, qui nomme M. Caillard (Albert) employé auxiliaire de la marine à la Guyane.....	417
1860. 26 sept....	Dépêche ministérielle n° 308 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination pour la Guyane de M. Labarbe, aide-commissaire de la marine.....	458
1860. 28 sept....	Décision qui autorise M. Michaux (François-Charles), aide-commissaire de la marine, appelé à continuer ses services à la Martinique, à prendre passage sur la frégate mixte *l'Amazone*, pour se rendre à sa destination.....	424

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 28 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence à M. Delafon (Mathieu-Émile), commis de la marine.....	424
1860. 1er octobre.	Ordre qui appelle M. Mussard-Duchaudy (Jean-Louis-Aristide), aide-commissaire de la marine, arrivant de la Guadeloupe, à prendre les fonctions de garde-magasin des subsistances, en remplacement de M. Gilbert-Desvallons, officier du commissariat du même grade.....	459
1860. 15 octobre.	Ordre qui appelle M. Caillard (Albert), envoyé de France comme écrivain temporaire de la marine, à servir au bureau des travaux et approvisionnements.....	463
1860. 15 octobre.	Décision qui autorise M. Gilbert-Desvallons (Pierre-François-Amilcar), aide-commissaire de la marine, à prendre passage sur le packet pour se rendre à la Guadeloupe, où il est appelé à servir.....	463
1860. 17 octobre.	Décision réglant le concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine dans le service colonial à ouvrir à la Guyane, en 1860.....	449
1860. 3 novemb..	Arrêté relatif à l'examen d'écrivain de la marine à faire passer à M. Caillard, écrivain auxiliaire.....	477
1860. 14 novemb.	Arrêté qui nomme un membre et le secrétaire du jury pour le concours d'aide-commissaire et l'examen d'écrivain de la marine..	500
1860. 6 décemb..	Décision qui appelle M. Vendôme (Frédéric), écrivain de la marine, de retour de congé de France, à continuer ses services au détail des travaux et approvisionnements...	633
1860. 28 décemb.	Décisions qui augmentent les appointements de cinq écrivains de la marine.....	636

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 28 décemb.	Décisions qui augmentent les appointements de deux écrivains provisoires de la marine.	636
	Voir *Division navale, pour les officiers et employés du commissariat embarqués, Intérieur (Direction de l') et Secrétariat du gouvernement, pour ceux qui y sont détachés.*	
	Commissions.	
	Voir *les objets auxquels elles se rapportent.*	
	Commutation de peine.	
	Voir *Transportés.*	
	Compagnie aurifère de l'Approuague.	
1860. 7 mars....	Décision qui met M. Vernier (Gabriel-Victor), conducteur des ponts et chaussées, à la disposition de la compagnie des mines d'or de l'Approuague.....	126
	Compagnie de Jésus (R. P. de la).	
	Voir *Mission religieuse des pénitenciers.*	
	Comptabilité générale des finances.	
1859. 19 décemb.	Dépêche ministérielle n° 108 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Envoi du budget du service colonial pour l'exercice 1860. — Nouvelle classification à suivre dans les relevés mensuels de comptabilité.....	11
1860. 10 janvier.	Arrêté portant que les dépenses coloniales de la Guyane à la charge de l'État seront provisoirement faites, en 1860, conformement au budget de 1859.....	23
1860. 10 janvier.	Arrêté portant ouverture d'un crédit de 3,065 fr. 57 cent. pour payement de diverses créances sur exercices clos.....	29

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 26 janvier.	Arrêté qui rend exécutoires dans la colonie les budgets des recettes et des dépenses du service local, exercice 1860.....	41
1860. 26 janvier.	Budget des recettes ordinaires du service local pour l'exercice 1860.....	42
1860. 26 janvier.	Budget des dépenses ordinaires du service local pour l'exercice 1860.....	43
1860. 26 janvier.	Arrêté portant virement d'un crédit de 10,000 francs du chapitre Ier au chapitre II du budget du service local, exercice 1859.	251
1860. 10 février..	Arrêté relatif au payement de dépenses des exercices clos de 1855, 1856 et 1857, sur les fonds du service local, exercice 1860.....	70
1860. 13 mars...	Arrêté relatif au payement sur les fonds du service local, exercice 1860, d'une somme de 2,136 fr. 48 cent. pour solde dû, pendant le premier trimestre 1858, à l'administration des postes.....	252
1860. 27 mars...	Arrêté portant ouverture au compte du service local, exercice courant, d'un crédit de 22 fr. 81 cent. pour le payement de diverses créances appartenant à des exercices clos.....	119
1860. 30 avril...	Dépêche ministérielle n° 142 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Invitation d'envoyer les projets de budget en double exemplaire, l'un en cahier, l'autre en extraits séparés.....	178
1860. 7 mai.....	Arrêté relatif au payement d'une somme de 1,840 fr. 03 cent. sur les fonds du service local, exercice 1860, au titre des exercices clos 1857 et 1858.....	185
1860. 20 juin....	Arrêté modifiant la répartition par articles des crédits alloués aux chapitres I et II de la section 2, service local, exercice 1859..	263

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 3 août....	Dépêche ministérielle n° 298 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 4e bureau). Dispositions prises pour que les administrations de la Martinique, de la Guadeloupe et du Sénégal puissent payer des dépenses relatives aux services pénitentiaires.....	381
1860. 21 août....	Arrêté portant ouverture d'un crédit de 9,798 fr. 60 cent. sur l'exercice 1860, pour payement de dépenses de l'exercice clos 1859.....	365
1860. 11 octobre.	Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,495 fr. 60 cent. pour payement de diverses créances sur exercice clos.	444
1860. 26 octobre.	Arrêté portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 14,484 fr. 33 cent. pour payement de diverses créances sur exercices clos.....	453
1860. 26 octobre.	Décision concernant le versement à la caisse de réserve de l'excédant des recettes sur les dépenses de l'exercice 1859.....	456
1860. 12 novemb	Arrêté portant ouverture, sur les fonds du service local, d'un crédit de la somme de 477 fr. 93 cent., pour payement d'une créance au profit du sieur Bayssié, huissier, sur exercice clos.....	483
1860. 10 décemb.	Arrêté portant virement de crédit d'une somme de 45,000 francs de l'article 2 du chapitre XIV à l'article 1er du même chapitre, exercice 1860.....	600
1860. 10 décemb.	Arrêté portant ouverture d'un crédit de la somme de 2,734 fr. 88 cent. sur l'exercice courant, pour payement de créances de l'exercice clos 1859.....	601
1860. 28 décemb.	Arrêté portant que les dépenses à faire dans la colonie, pour le compte des services	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	coloniaux, en 1861, continueront, jusqu'à l'arrivée des états trimestriels, à être effectuées conformément au budget de l'exercice 1860.....	627
	Comptables des matières (Corps des).	
1860. 1er janvier.	Ordre qui nomme le sieur Lhuerre (Charles-Adrien), écrivain temporaire de la marine, distributeur du matériel.....	52
1860. 8 février...	Ordre qui charge le sieur Drapet (Guillaume-Marie), magasinier de 1re classe, de la comptabilité du *Gardien* et de *la Proserpine*, en remplacement du sieur Corre (François-Prosper).....	98
1860. 8 février...	Ordre qui charge le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, de la comptabilité du matériel à Saint-Laurent (Maroni).....	98
1860. 17 février..	Décision qui nomme le sieur Zéphirin (Benoît-Anésippe-Eugène) distributeur de 1re classe du matériel.....	102
1860. 18 février..	Ordre qui destine le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, pour l'île la Mère, où il sera chargé de la comptabilité des vivres et du matériel, en remplacement du sieur Banzet, magasinier de la même classe, rappelé au chef-lieu...	102
1860. 1er mars...	Ordre qui appelle le sieur Drapet (Guillaume-Marie), magasinier de 1re classe chargé de la comptabilité des vivres et du matériel sur les pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*, à continuer ses services au magasin du matériel à Cayenne.....	124
1860. 5 mars....	Décision portant acceptation de la démission du sieur Lhuerre (Charles-Adrien), distributeur du matériel.....	125
1860. 5 mars....	Décision qui nomme le sieur Hersilie (Jean-Édouard), écrivain temporaire de la ma-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	rine, distributeur du matériel, en remplacement du sieur Lhuerre, démissionnaire.	126
1860. 20 avril...	Décision qui autorise le sieur Huchet (Armand-Louis), distributeur de 1re classe du matériel, à contracter mariage avec la demoiselle Rose-Laurentine Pierre.....	157
1860. 23 mai....	Ordre qui destine le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, chargé de la comptabilité du matériel et des vivres à l'îlet la Mère, à servir, en la même qualité, à la Montagne-d'Argent...	232
1860. 23 mai....	Ordre qui charge le sieur Banzet (Louis-Adolphe), magasinier de 3e classe, de la comptabilité du matériel et des vivres à l'îlet la Mère, en remplacement du sieur Olivier.....	232
1860. 30 mai....	Ordre qui rappelle au chef-lieu, pour y continuer ses services, le sieur Démazure (François-Eugène), magasinier de 3e classe, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à la Montagne-d'Argent.....	234
1860. 31 mai....	Ordre qui destine le sieur Bourquin, distributeur du matériel, à servir aux îles du Salut, en remplacement du sieur Flotte (Jules-Auguste).....	234
1860. 29 juin....	Ordre qui rappelle au chef-lieu le sieur Gleize (Jean-Fortuné), distributeur du matériel, chargé de la comptabilité des vivres et du matériel à Montjoly et le met à la disposition du commandant des pénitenciers flottants *le Gardien* et *la Proserpine*.....	289
1860. 29 juin....	Ordre qui nomme M. Trillet (Antoine), régisseur de l'habitation de Bourda, distributeur du matériel, pour être employé à Montjoly, et chargé de la comptabilité des vivres et du matériel de cet établissement.	289
1860. 31 juillet..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et mari-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	times, 2e bureau). Destination pour la Guyane du sieur Picon (Fortuné), ancien chef d'équipe de l'armée d'Italie, en qualité de distributeur du matériel, en remplacement du sieur Boivin, révoqué.....	371
1860.. 4 août....	Ordre qui appelle le sieur Démazure (Eugène-François), magasinier de 3e classe, à continuer ses services à Saint-Louis (Maroni), en qualité de centralisateur de la comptabilité du matériel et des vivres, en remplacement du sieur Blanchard.....	373
1860 14 sept.....	Ordre qui appelle le sieur Lavy (Constant), distributeur de 3e classe du matériel à l'îlet la Mère, à servir sur le pénitencier flottant *le Gardien*.....	420
1860. 12 octobre.	Dépêche ministérielle n° 319 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 24 septembre 1860, qui nomme le sieur Fargette (Charles-Auguste) à un emploi de magasinier de 3e classe du matériel, en remplacement du sieur Cablat, décédé...	507
1860. 19 octobre.	Ordre qui rappelle au chef-lieu, pour y continuer ses services, le sieur Lebrun (Alexandre-Pierre-Vigor), distributeur de 1re classe du matériel aux îles du Salut, en remplacement du sieur Stanis, décédé.....	463
1860. 26 octobre.	Dépêche ministérielle n° 330 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Séverin, magasinier de 3e classe, est nommé magasinier de 1re classe, au titre colonial.....	508
1860. 30 octobre.	Ordre qui suspend de son emploi le sieur Olivier (Louis-Pierre-Aimable), magasinier de 3e classe, et le met en subsistance à bord du *Gardien*, en attendant une occasion pour son renvoi en France.....	466
	Voir *Port (Direction du)*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Comptage.	
	Voir *Sous marqués.*	
	Comptes.	
	Voir *Banques coloniales.*	
	Comté (La).	
	Voir *Établissements pénitentiaires.*	
	Concierges.	
	Voir *les divers établissements auxquels ils sont attachés.*	
	Concours.	
	Voir *les divers services auxquels ils se rapportent*	
	Condamnations.	
1860. 26 mai....	Circulaire ministérielle (marine: direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Pièces à transmettre au ministre dans le cas de condamnation prononcée contre un membre de la Légion d'honneur, un décoré de la médaille militaire ou un titulaire de médailles commémoratives.....	339
	Voir *Conseils de guerre et de révision, Cours d'assises*	
	Condamnés.	
1860. 15 sept....	Décision qui nomme le sieur Bourgeais (René-Julien) surveillant des condamnés sur les travaux.....	421
	Conducteurs des travaux agricoles.	
1860. 1er janvier.	Décision qui nomme le sieur Abraham conducteur de travaux agricoles à Saint-Georges...	95
1860. 1er août...	Décision qui augmente la solde du sieur Claude (Nicolas), conducteur de travaux agricoles à Saint-Laurent (Maroni).....	372
	Conducteur du char funèbre.	
	Voir *Char funèbre.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Conduites de retour.	
	Voir *Retour*.	
	Congés.	
	Voir *les divers services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. auxquels ils sont accordés.*	
	Congrégation de Saint-Paul de Chartres (Sœurs de la).	
	Voir *Hôpitaux*.	
	Congrégation de Saint-Joseph de Cluny (Sœurs de la).	
1860. 2 juillet...	Décisions qui accordent des congés de convalescence pour France à trois religieuses de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny.	330
1860. 14 juillet..	Décision qui autorise la sœur Chassie (Eudoxie), de la congrégation de Saint-Joseph de Cluny, à prendre la voie du packet pour se rendre à la Martinique, où elle est appelée à servir.....	334
	Conseils de guerre et de révision.	
1860. 19 janvier.	Décision qui nomme M. Charrière, chef de bataillon d'infanterie de la marine, président du conseil de révision, en remplacement de M. Masset, commandant militaire, parti pour France.....	58
1860. 3 février...	Décision portant nomination de juges aux premier et deuxième conseils de guerre permanents de la colonie.....	69
1860. 30 mars...	Décision qui nomme le sieur Guérin-Dumartrait, adjudant sous-officier au 3e régiment d'infanterie de la marine, greffier au deuxième conseil de guerre permanent de la Guyane, en remplacement du sergent-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	major Guélaud, promu au grade de sous-lieutenant.....	226
1860. 4 juillet.:.	Décision qui nomme M. Colomb, lieutenant-colonel au 3e régiment d'infanterie de la marine, président du conseil de révision..	317
1860. 31 juillet..	Arrêté portant recommandation à la clémence impériale en faveur du transporté Marchet (François), condamné à la peine de mort par jugement du deuxième conseil de guerre.....	327
1860. 4 août.....	Arrêté ordonnant l'exécution d'un jugement du deuxième conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne à la peine de mort le nommé Seyvet (Joseph), transporté de la 3e catégorie.....	349
1860. 22 août....	Décision qui nomme le sieur Oubre (François), sergent-major au 3e régiment d'infanterie de la marine, greffier près le premier conseil de guerre permanent de la colonie, en remplacement du sieur Sorel (Alexandre), sous-officier du même grade, passé brigadier à pied dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane.....	377
1860. 20 sept....	Décision ordonnant l'exécution d'un jugement du premier conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne le nommé Fléchais (Frédéric), transporté de la 1re catégorie, à deux années de travaux forcés.....	397
1860. 20 sept....	Décision ordonnant l'exécution d'un jugement du premier conseil de guerre permanent de la colonie, qui condamne le nommé Brouchier (François-Justinien), transporté de la 1re catégorie, à cinq années de travaux forcés.....	398
1860. 3 octobre..	Décision portant nominations de membres des conseils de guerre et de révision.....	442
1860. 17 octobre.	Décision qui pourvoit au remplacement de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	plusieurs membres des conseils de guerre et de révision.....	451
1860. 30 décemb.	Décision portant nomination du commissaire impérial près le conseil de révision et d'un membre du même conseil.....	631
	Conseil privé.	
1860. 26 janvier.	Arrêté qui nomme provisoirement M. de Saint-Michel-Dunezat (Jean-Baptiste-François), notaire à Cayenne, conseiller privé suppléant, en remplacement de M. J. Dechamp, décédé.....	60
1860. 15 juillet..	Décision qui accorde un congé de six mois pour France, pour affaires personnelles, à M. Virgile, conseiller privé suppléant.....	335
1860. 31 août....	Décret impérial qui nomme M. de Saint-Michel-Dunezat conseiller privé suppléant à la Guyane française, en remplacement de M. Dechamp, décédé.....	457
	Consulat.	
1860. 12 octobre.	Décision qui autorise M. Lalanne (Gustave), sur la demande de M. Chaton, consul du Vénézuéla à Cayenne, à gérer le consulat pendant l'absence du titulaire.....	462
	Contraintes.	
	Voir *Porteurs de contraintes.*	
	Contrats d'engagement.	
	Voir *Immigrants.*	
	Contributions.	
1860. 12 janvier.	Décision qui nomme le sieur Bassières (Jean-Alexandre-Louis), surveillant rural de 1re classe à Tonnégrande, porteur de contraintes au même quartier.....	56

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 16 janvier.	Dépêche ministérielle n° 15 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). Approbation de l'arrêté qui donne décharge au trésorier et aux percepteurs de la colonie de la somme de 104,450 fr. 53 cent., par suite de l'apurement des rôles	65
1860. 26 mars...	Dépêche ministérielle n° 90 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). Le ministre approuve l'arrêté du 28 décembre 1859, portant tarif des droits de patente à la Guyane	141
1860. 28 mai....	Arrêté rapportant le règlement du 14 février 1859, relatif aux poursuites en matière de contributions directes et assimilées de la Guyane française, et édictant sur cette matière un nouveau règlement et un nouveau tarif	190
1860. 28 mai....	Réglement relatif aux poursuites en matière de contributions directes et assimilées de la Guyane française	191
1860. 28 mai....	Tarif des frais de poursuites pour le recouvrement des contributions directes et assimilées de la Guyane française	218
1860. 3 juillet...	Décision qui nomme M. Garret (Bernard-Eugène) percepteur des contributions du quartier de Kaw, en remplacement de M. Brissot (Pierre-Bazile)	331
1860. 9 juillet...	Décision portant nominations et mutations dans le personnel des percepteurs des divers quartiers de la colonie	331
1860. 13 juillet..	Décision portant acceptation de la démission de M. Couy (Alexandre), percepteur des contributions du quartier de l'Ile-de-Cayenne	333

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 27 juillet..	Décision portant nomination du percepteur des contributions du quartier de l'Ile-de-Cayenne.....	337
1860. 20 août....	Décision réglant le nombre des porteurs de contraintes dans les quartiers de la colonie.	360
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme M. Dechamp (Jean-Marie-Philippe-Victor), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, percepteur des contributions au quartier du Tour-de-l'Ile....	421
1860. 10 octobre.	Decisions portant nominations de porteurs de contraintes dans les divers quartiers de la colonie.....	461
1860. 11 octobre.	Décision portant acceptation de la démission de M. Chauvin (Joseph-Adolphe-Victor) de ses fonctions de percepteur des contributions au quartier de Montsinéry, et nommant, en son remplacement, M. Sophie (Marie-Théophile-Jean-Pierre-Eléodore)...	461
1860. 11 octobre.	Arrêté portant organisation du service de la perception des contributions de la ville de Cayenne.....	445
1860. 10 décemb.	Arrêté portant tarif pour la perception des contributions de toute nature à la Guyane française, pendant l'année 1861.....	589
1860. 24 décemb.	Décision portant nomination des membres de la commission instituée par l'article 7 du décret colonial du 11 juillet 1837, pour l'examen et la vérification des rôles de contributions.....	607
	Contrôle colonial.	
	Voir *Commissariat de la marine.*	
	Convalescents.	
	Voir *Convalescence.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Convalescence.	
1860. 2 mai.....	Extrait d'un rapport de M. le premier médecin en chef de la Martinique, relatif à l'envoi des convalescents à la Martinique et à la Guadeloupe.....	385
1860. 9 août.....	Dépêche ministérielle n° 253 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Envoi des convalescents à la Martinique et à la Guadeloupe..	384
	Voir *Congés*.	
	Convoi de retour.	
	Voir *Retour*.	
	Corps militaire des surveillants.	
1860. 12 janvier.	Décision qui révoque de leur emploi les surveillants de 3e classe des pénitenciers Bouveret (Alexandre) et Souchet (François-Amédée).....	56
1860. 1er février..	Décision qui accorde un congé pour affaires de famille au sieur Espirac (Charles-Laurent), surveillant de 2e classe des pénitenciers.....	96
1860. 14 février..	Décision qui accorde un congé provisoire de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à huit surveillants des pénitenciers.....	101
1860. 2 avril....	Dépêche ministérielle n° 88 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décès à l'hôpital de Dijon (Côte-d'Or) du sieur Crévoisier (François), surveillant de 2e classe à la Guyane française, en convalescence en France.....	224
1860. 7 avril....	Décision qui casse de son grade le sieur	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Cosson (Nicolas-François), surveillant de 2e classe, et le remet surveillant de 3e classe.	132
1860. 28 avril...	Décision qui nomme le sieur Cyrille (Philis-Joseph-Sigismond), ex-sergent au 2e régiment d'infanterie de marine, à un emploi de surveillant de 3e classe.....	158
1860. 19 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à trois surveillants des pénitenciers.....	231
1860. 25 mai....	Décision qui charge provisoirement le surveillant de 1re classe Stévenot (Jean-Baptiste) de la tenue des écritures relatives au corps militaire des surveillants, pendant la durée du congé accordé au surveillant de 1re classe Costy, et lui alloue l'indemnité annuelle pour frais de bureau prévue par la décision du 28 septembre 1858....	233
1860. 25 mai....	Décision qui nomme le sieur Stévenot (Jean-Baptiste), surveillant de 1re classe, vaguemestre par intérim du corps militaire des surveillants, pendant la durée du congé accordé au surveillant Costy.....	233
1860. 20 juin....	Dépêche ministérielle n° 214 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Au sujet du mode de payement des créances individuelles des surveillants éloignés du chef-lieu de la colonie.....	341
1860. 21 juillet..	Dépêche ministérielle n° 219 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décès à Paris du surveillant de 3e classe Lévesque (Alphonse-Auguste).....	370
1860. 31 juillet..	Dépêche ministérielle n° 238 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Approbation de la nomination du sieur Cyrille (Philis-Joseph-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Sigismond) à un emploi de surveillant de 3e classe.....	372
1860. 10 août....	Décision qui nomme provisoirement le sieur Duvergé (Pierre) surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	374
1860. 14 août....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Reichert (Jean), surveillant de 1re classe des pénitenciers, est autorisé à s'embarquer pour la Guyane, où il a fixé sa résidence; il y attendra la remise de son brevet de pension, et, jusque là, continuera à toucher sa demi-solde d'Europe.....	416
1860. 14 août....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies: direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la nomination du sieur Le Drant à un emploi de surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	416
1860. 14 août....	Décision portant nominations et promotions dans le corps militaire des surveillants des établissements pénitentiaires de la Guyane.	356
1860. 16 août....	Dépêche ministérielle n° 273 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la guerre, qui nomme le sieur Moyse (Achille), surveillant de 2e classe des pénitenciers, à un emploi de surveillant de 2e classe à l'atelier des travaux publics à Mers-el-Kébir (Algérie)....	416
1860. 19 sept	Décision qui révoque le sieur Tousseux (Alphonse) de son emploi de surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	422
1860. 24 sept	Décision qui accorde un congé provisoire pour France, pour affaires de famille, au sieur Julhe (Pierre-Roméo), surveillant de 3e classe des pénitenciers.....	422
1860. 28 sept....	Décision qui accorde un congé de convales-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cence pour France à deux surveillants des pénitenciers.....	423
1860. 26 octobre.	Dépêche ministérielle n° 328 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la radiation provisoire du sieur Dupin, surveillant de 3e classe, des contrôles du corps militaire des surveillants.....	508
1860. 28 décemb.	Décision portant nominations et promotions dans le corps militaire des surveillants...	611
	Correspondance.	
1859. 10 octobre.	Décret impérial concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français dans l'Inde, par la voie des services britanniques.....	2
1859. 13 novemb.	Décret impérial concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce.....	6
1859. 13 novemb.	Règlement pour l'exécution du décret impérial du 13 novembre 1859, concernant l'échange des correspondances entre la France et les établissements français de l'Océanie, par la voie des paquebots britanniques et des bâtiments de la marine impériale ou du commerce.....	8
1859. 30 novemb.	Dépêche ministérielle n° 91 *bis* (Algérie et colonies : direction des finances, 2e bureau). Notification du décret du 10 octobre 1859, relatif aux dépêches échangées, par la voie des paquebots britanniques, entre la France et les établissements français dans l'Inde.....	1
1859. 7 décemb..	Dépêche ministérielle n° 94 (Algérie et colonies : direction de l'administration co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	loniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Notification du décret du 13 novembre 1859, qui étend à nos établissements de l'Océanie les dispositions des décrets des 26 novembre 1856 et 19 mai 1859, concernant l'échange des correspondances et des imprimés de toute nature.....	5
1859. 13 décemb.	Dépêche ministérielle n° 2089 (Algérie et colonies : cabinet). Affaires en retard. — Recommandations d'adresser à la fin de chaque trimestre un relevé des affaires soumises au département, et qui n'auraient pas encore reçu de solution.....	105
1860. 21 avril...	Circulaire ministérielle n° 125 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Les administrations coloniales sont invitées à ne pas transmettre par la voie des paquebots anglais des caisses contenant des lettres, et susceptibles, par cette raison, d'être taxées comme correspondances.....	175
1860. 22 mai....	Circulaire ministérielle n° 179 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e et 4e bureaux). Au sujet de la transmission des dépêches par la voie des paquebots anglais. — Invitation de veiller à ce qu'il n'y ait pas abus dans ces envois.....	247
1860. 31 juillet..	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Suppression des duplicata et triplicata dans la correspondance coloniale..	379
	Cour d'assises.	
1860. 12 juin....	Arrêté ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises, portant condamnation à huit ans de reclusion contre le nommé Persinet.....	256

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 28 décemb.	Arrêté ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises de Cayenne, portant condamnation à dix ans de reclusion contre le nommé Portes (Antoine-Maurice).....	628
1860. 28 décemb.	Arrêté ordonnant l'exécution d'un arrêt de la cour d'assises de Cayenne, portant condamnation aux travaux forcés contre les nommés Ramassamy et Bora, immigrants indiens.....	630
	Voir *Assesseurs.*	
	Courses d'embarcations.	
	Voir *Fête nationale.*	
	Courtiers de commerce.	
1811. 22 novemb.	Décret portant que les ventes publiques de marchandises pourront être faites, dans tous les cas, par les courtiers de commerce.....	408
1812. 17 avril....	Décret qui détermine le mode d'exécution de celui du 22 novembre 1811, relatif aux ventes publiques de marchandises par les courtiers de commerce.....	408
1819. 9 avril...	Ordonnance du roi concernant les ventes publiques de marchandises par le ministère des courtiers.....	411
1841. 25 juin...	Loi sur les ventes aux enchères de marchandises neuves.....	412
1851. 28 novemb.	Décret du président de la République sur l'institution des courtiers agents de change à la Martinique.....	406
1860. 30 juin....	Décret impérial sur les courtiers agents de change à la Guyane française.....	404
1860. 26 sept....	Arrêté promulguant à la Guyane le décret impérial du 30 juin 1860, sur les agents de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	change et courtiers, ensemble divers autres actes législatifs antérieurs s'y rattachant..	402
	Crédits.	
	Voir *Bourses dans les écoles du gouvernement, Comptabilité générale des finances.*	
	Crédit colonial.	
1860. 24 octobre.	Décret impérial qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société de crédit colonial.....	503
1860. 30 octobre.	Instructions relatives au mode à suivre pour réaliser, près de la compagnie de crédit colonial, l'ouverture de crédits destinés à la construction ou à l'amélioration des usines à sucre.....	504
1860. 28 novemb.	Arrêté portant promulgation du décret impérial en date du 24 octobre 1860, qui autorise la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société de crédit colonial.....	502
	Culte (Service du).	
1859. 8 novemb.	Dépêche ministérielle n° 172 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la radiation de M. l'abbé de Kgariou du cadre du clergé de la Guyane et de son remplacement par M. l'abbé Schaal.....	94
1860. 4 janvier..	Décision qui nomme M. l'abbé Puech aumônier du pénitencier de Saint-Georges et desservant de la paroisse du quartier d'Oyapock.....	54
1860. 5 mars....	Dépêche ministérielle n° 694 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la décision du 29 février 1860, qui attache M. l'abbé Caminade, du clergé de la Guyane, au clergé de la Guadeloupe...	224

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 15 mars...	Décision qui autorise M. l'abbé Brunetti (Jules-Marie), aumônier du collége de Cayenne, à s'absenter pendant un mois, pour se rendre en mission au Para.....	128
1860. 21 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Brunetti (Jules), aumônier du collége de Cayenne.....	231
1860. 19 juin....	Décision qui nomme provisoirement M. l'abbé Schaal (Charles-François) aumônier du collége de Cayenne, en remplacement de M. l'abbé Brunetti (Jules), parti pour France.....	288
1860. 13 juillet..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. l'abbé Mahé (Pierre), curé de Cayenne.....	333
1860. 30 octobre.	Dépêche ministérielle n° 1674 (Algérie et colonies : secrétariat général, 3e bureau). Avis de la décision du 25 octobre 1860, qui attache M. l'abbé Le Strat au clergé de la Guyane, en remplacement de M. l'abbé Caminade, passé à la Guadeloupe.....	631
	Voir *Mission religieuse des pénitenciers.*	
	Cumul.	
1860. 12 octobre.	Circulaire ministérielle n° 381 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Demande d'un état nominatif des fonctionnaires de la marine qui cumulent la jouissance de leur pension avec le traitement d'emplois civils.....	471
	Curatelle.	
1860. 16 janvier.	Décision qui annule celle du 1er juillet 1859, relative au supplément annuel accordé au receveur-curateur, pour frais d'écrivain à la curatelle des successions des transportés.	33

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	D	
	Dames de Saint-Joseph de Cluny.	
	Voir *Sœurs de Saint-Joseph de Cluny.*	
	Dames de Saint-Paul de Chartres.	
	Voir *Sœurs de Saint-Paul de Chartres.*	
	Danses.	
1860. 20 sept....	Arrêté concernant les danses au tambour ou au tambourin dans les campagnes.....	400
	Décès.	
	Voir les différents services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. décédés.	
	Décharge.	
	Voir *Percepteurs, Trésorier.*	
	Décisions gracieuses.	
	Voir *Transportés.*	
	Décorations étrangères.	
	Voir *Ordres étrangers.*	
	Délégations.	
1860. 3 avril....	Circulaire ministérielle n° 93 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e et 3e bureaux). Au sujet des indications à donner dans les déclarations de délégations sur la résidence des délégataires.....	470
1860. 8 mai.....	Dépêche ministérielle n° 151 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	et des colonies, 2e bureau). Instructions relatives à l'envoi distinct pour chaque bureau des états de délégations provenant des officiers, fonctionnaires et agents du service local.....	246
	Demandes.	
	Voir *Bâtiments de la division navale ou de la station locale.*	
	Denrées coloniales.	
	Voir *Douanes, Mercuriales.*	
	Dépêches.	
	Voir *Correspondance.*	
	Dépenses.	
	Voir *Collége de Cayenne, Comptabilité générale des finances, Marins.*	
	Dépôt.	
	Voir *Dotation de l'armée.*	
	Dépôt d'internement.	
	Voir *Internement.*	
	Dépôt légal.	
	Voir *Publications coloniales.*	
	Désarmement administratif.	
	Voir *Division navale.*	
	Désertion.	
	Voir *Effets d'habillement.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Desservants.	
	Voir *Culte (Service du)*.	
	Détenus.	
	Voir *Condamnés*.	
	Direction d'artillerie.	
	Voir *Artillerie (Direction d')*.	
	Direction du génie.	
	Voir *Génie (Direction du)*.	
	Direction de l'intérieur.	
	Voir *Intérieur (Direction de l')*.	
	Direction des pénitenciers.	
	Voir *Pénitenciers (Direction des)*.	
	Direction des ponts et chaussées.	
	Voir *Ponts et chaussées (Direction des)*.	
	Direction du port.	
	Voir *Port (Direction du)*.	
	Discipline.	
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 197 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Les trésoriers et percepteurs ne peuvent être assujettis à la peine des arrêts prononcés par le décret du 21 juin 1858.....	308
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 198 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	et des colonies, 4e bureau). Attributions des ordonnateurs et des gouverneurs ou commandants sur les trésoriers payeurs et autres comptables.....	308
	Dividende.	
	Voir *Banques coloniales.*	
	Division navale.	
1860. 14 janvier.	Décision portant nomination d'une commission chargée de procéder au récolement de tous les objets de matériel, des vivres et des ustensiles existant à bord des avisos à vapeur *le Surveillant* et *l'Oyapock*, entrant en désarmement administratif.....	32
1860. 17 janvier.	Ordre qui enjoint au sieur Gravier (Jean-Laurent-Marius), deuxième maître de manœuvre de 1re classe, second à bord de la goëlette *la Vigilante*, de débarquer de ce bâtiment et de prendre le commandement de la goëlette *l'Ile-Madame*.....	58
1860. 1er février..	Ordre qui enjoint à M. Guibert (Alexandre), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et de prendre le commandement de l'aviso à vapeur *l'Économe*, en remplacement de M. Brice, lieutenant de vaisseau, arrivé au terme de son commandement, et qui embarque sur *l'Abeille*.	95
1860. 10 février..	Ordre qui enjoint à M. Masson (Émile), enseigne de vaisseau, d'embarquer sur *l'Abeille*, pour y remplir les fonctions de second.....	100
1860. 14 février..	Ordres qui enjoignent à MM. Couy (Émile-Joseph) et Lormier, enseignes de vaisseau, de débarquer du ponton flottant *le Gardien* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*.....	101
1860. 16 février..	Ordre qui enjoint à M. Brice (François-Didier),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lieutenant de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur la frégate *l'Amazone*, pour rentrer en France.....	102
1860. 17 février..	Ordre qui prescrit à M. l'Helgoualc'h (Adolphe-Auguste), chirurgien de 3e classe de la marine, d'embarquer sur *le Flambeau*, en qualité de chirurgien-major, pendant la maladie de M. Godefroy.....	102
1860. 14 mars...	Ordre qui prescrit à M. Maudet, lieutenant de vaisseau, de remettre le commandement de l'aviso à vapeur *l'Abeille* à M. Masson, enseigne de vaisseau, qui l'exercera à titre provisoire pendant le temps que M. Maudet remplira par intérim les fonctions de commandant de la marine.....	127
1860. 29 mars...	Ordre qui enjoint au sieur Gravier (Jean-Marius-Laurent), second maître de manœuvre, commandant de *l'Ile-Madame*, d'en remettre le commandement au sieur Bigoin (Aimé-François), quartier-maître de manœuvre de 1re classe, et de prendre celui de la goëlette *l'Ile-d'Énet*, en remplacement du sieur Chassériau, premier maître de timonerie, appelé à commander provisoirement la goëlette *l'Aurore*.....	131
1860. 12 avril...	Ordre qui enjoint à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de débarquer du *Gardien* et d'embarquer en subsistance sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*....	153
1860. 15 avril...	Décision qui nomme M Stahl (Frédéric), enseigne de vaisseau, second du transport flottant *le Gardien*, commandant par intérim de ce bâtiment, en remplacement de M. Lamendour, lieutenant de vaisseau, commandant titulaire, partant pour France en congé de convalescence.....	155
1860. 15 mai....	Décision portant nomination d'une commission chargée de procéder au récolement de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tous les objets de matériel et des ustensiles existant à bord des navires composant la station navale de la Guyane, et qui se trouvent dans la colonie depuis plus de quatre ans.....	253
1860. 28 mai....	Ordre qui prescrit à M. Rateau, enseigne de vaisseau, mis à la disposition du service pénitentiaire pour une mission spéciale, de remettre le commandement de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix* à M. Masson, officier du même grade.....	233
1860. 29 mai....	Ordre qui prescrit à M. Masson, enseigne de vaisseau, capitaine provisoire de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de ce bâtiment et de prendre le commandement de la goëlette de l'État *l'Ile-d'Aix*, en remplacement de M. Rateau, officier du même grade.	233
1860. 29 mai....	Ordre qui enjoint à M. Maudet, lieutenant de vaisseau, commandant de la marine par intérim, de débarquer de la goëlette *l'Ile-d'Enet*, en cessant ses fonctions de commandant de la marine, et de reprendre le commandement de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, qui était provisoirement exercé par M. l'enseigne de vaisseau Masson.....	233
1860. 12 juin....	Ordre qui enjoint à M. Couy, enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et d'embarquer, en qualité de second, sur l'aviso à vapeur *l'Oyapock*....	286
1860. 17 juin....	Ordre qui prescrit à M. Guidobono-Visconti (Lionel-Richard-Lovell), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*.....	287
1860. 18 juin....	Ordre qui enjoint à M. Guidobono-Visconti (Lionel-Richard-Lovell), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et de prendre le commandement de la goëlette *l'Aurore*, en remplacement de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	M. Chassériau, premier maître de timonerie de 1re classe, qui passe sur l'aviso à vapeur *le Flambeau*, en qualité d'officier..	287
1860. 27 juin....	Ordre qui prescrit à M. Quinton (Ernest-Georges-Émile-Joseph), secrétaire particulier du commandant de la marine, de débarquer de la goëlette *l'Ile-d'Énet* et d'embarquer sur la goëlette *l'Ile-d'Aix*.	288
1860. 29 juin....	Ordre qui enjoint à M. Chassériau (Philippe-Louis-Auguste), premier maître de timonerie de 1re classe, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et de prendre le commandement de la goëlette *l'Ile-d'Énet*, en remplacement du sieur Gravier, deuxième maître de manœuvre.....	289
1860. 12 juillet..	Ordre qui enjoint à M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *le Flambeau* et de prendre le commandement de la goëlette *la Pourvoyeuse*, en remplacement de M. Rouault-Coligny (Adolphe-Marie), officier du même grade.....	333
1860. 12 juillet..	Ordre qui prescrit à M. Rouault-Coligny, enseigne de vaisseau, de remettre le commandement de la goëlette *la Pourvoyeuse* à M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), officier du même grade.....	333
1860. 4 sept.....	Décision qui prescrit à M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, de s'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Acheron*, pour y remplir, à titre provisoire, les fonctions de chirurgien-major, en remplacement de M. Thomas, officier de santé du même grade, décédé.....	418
1860. 13 sept....	Décision qui appelle M. Rouault-Coligny (Adolphe-Marie), enseigne de vaisseau, second de l'aviso à vapeur *l'Abeille*, à en prendre provisoirement le commandement, en remplacement de M. le lieutenant de vaisseau Maudet, capitaine titulaire, malade..	420

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 14 sept.....	Ordre qui maintient sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, pour y remplir les fonctions de son nouveau grade, M. Carron (Charles-André), premier maître de timonerie, promu au grade d'enseigne de vaisseau.....	420
1860. 25 sept....	Ordre qui prescrit à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de retour de congé de France, de débarquer de la frégate mixte *l'Amazone* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*.....	422
1860. 1er octobre.	Ordre qui enjoint à M. Lamendour (Yves-Marie), lieutenant de vaisseau, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Abeille* et d'embarquer sur *le Gardien*, dont il reprendra le commandement, qu'exerçait provisoirement M. Stahl, enseigne de vaisseau. ...	460
1860. 1er octobre.	Ordre qui enjoint à M. Stahl, enseigne de vaisseau, de reprendre ses fonctions de second sur *le Gardien*.....	460
1860. 13 octobre.	Ordre qui enjoint à M. Larrouy (Antoine-Désiré), écrivain de la marine, chargé de la comptabilité des bâtiments légers de la station, de débarquer de l'aviso à vapeur *l'Oyapock* et d'embarquer sur l'aviso à vapeur *le Casabianca*, en qualité d'officier d'administration, en remplacement de M. Sablier, commis de marine.....	463
1860. 15 octobre.	Décision qui enjoint à M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, d'embarquer sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, pour y remplir, à titre provisoire, l'emploi de chirurgien-major, pendant la maladie de M. Ponty.....	463
1860. 9 novemb..	Ordre qui prescrit à M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, embarqué provisoirement sur l'aviso à vapeur *l'Abeille*, de débarquer de	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	ce bâtiment, pour être mis à la disposition de M. le chef du service de santé.....	632
	Voir *Commandant de la marine.*	
	Documents périodiques.	
1860. 28 février..	Circulaire ministérielle n° 62 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Marche à suivre pour l'envoi des états et documents périodiques...	113
	Voir *Gendarmerie.*	
	Dotation de l'armée.	
1860. 1er février..	Instructions relatives aux dépôts faits par des officiers à la caisse de la dotation de l'armée.	140
1860. 12 mars...	Dépêche ministérielle n° 83 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Caisse de la dotation de l'armée. — Envoi d'une circulaire du ministre de la guerre relative au remboursement des sommes versées par les officiers.....	139
1860. 21 avril...	Circulaire ministérielle n° 126 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 4e bureau). Au sujet de versements faits à la caisse de la dotation de l'armée dans les colonies, en vue de se procurer des moyens de remise.....	177
1860. 7 août.. ..	Circulaire ministérielle n° 248 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Communication concernant le service de la dotation de l'armée aux colonies.....	383
	Douanes (Service des).	
1859. 31 décemb.	Tarif d'importation pour le premier semestre 1860.....	16

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 5 janvier..	Décision qui pourvoit au remplacement de deux membres de la commission instituée, par l'arrêté du 7 décembre 1830, pour vérifier la qualité et arrêter les prix courants des denrées coloniales et marchandises à la Guyane française.....	15
1860. 30 janvier.	Circulaire ministérielle n° 28 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Notification d'une décision ministérielle portant admission en franchise dans nos colonies, et sous les conditions déterminées, des produits de la pêche du hareng à Terre-Neuve.....	66
1860. 23 mars...	Dépêche ministérielle n° 89 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). M. Douillard, vérificateur de 3e classe des douanes à la Guadeloupe, est nommé au même emploi à la Guyane.....	150
1860. 21 avril...	Dépêche ministérielle n° 124 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). M. Houllier, vérificateur des douanes à la Guyane, est nommé à un emploi de commis de 1re classe, au traitement de 2,400 francs, à la Basse-Terre (Guadeloupe).....	225
1860. 18 mai....	Ordre qui prescrit à M. Douillard (Alfred), vérificateur de 3e classe des douanes, arrivé dans la colonie, de prendre son service...	230
1860. 21 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au sieur Cruon (Louis), préposé des douanes.....	231
1860. 23 mai....	Loi concernant le tarif des sucres, des cafés, du cacao et du thé.....	235
1860. 13 juin....	Ordre qui autorise M. Houllier (Auguste-Rosalie), vérificateur de 3e classe des	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	douanes, appelé à continuer ses services à la Guadeloupe, en qualité de commis de 1re classe, à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à sa nouvelle destination.....	287
1860. 20 juin....	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de la révision du tarif d'importation.....	262
1860. 28 juin....	Décision qui nomme M. Isnard (Henry), négociant, membre de la commission chargée de la révision du tarif d'importation, en remplacement de M. Delmosé.....	289
1860. 28 juin....	Tarif d'importation pour le deuxième semestre 1860.....	270
1860. 21 juillet..	Décision relative à l'armement du canot de la douane par quatre transportés de la direction du port et à l'imputation du supplément à eux alloué.....	335
1860. 28 juillet..	Loi relative aux grandes pêches maritimes..	467
1860. 1er août...	Décision portant commission du sieur Martin (Thomas-Alfred), en qualité de préposé matelot des douanes.....	372
1860. 27 décemb.	Décision qui nomme les membres de la commission chargée de la révision du tarif d'importation.....	611
	E	
	Écoles primaires gratuites.	
	Voir *Instruction publique.*	
	Économie.	
1860. 10 février..	Décision portant fixation de la somme mensuelle à payer à M. le supérieur des frères de Ploërmel par la caisse de l'agent spécial	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	des services régis par économie, pour faire face aux dépenses qu'exigent au collége l'exercice du culte, l'emploi d'un homme de peine et l'achat de balais.....	99
1860. 28 février..	Décision portant qu'une somme de 2,000 fr. sera mise à la disposition de l'agent spécial des services régis par économie, à la direction de l'intérieur, pour payer au fur et à mesure les achats d'objets demandés par le département de l'Algérie et des colonies, et qui doivent figurer à l'exposition des produits coloniaux.....	104
	Effets d'habillement.	
	Voir *Habillement.*	
	Embarcations.	
	Voir *Police de la rade.*	
	Emplois civils.	
	Voir *Cumul.*	
	Emprisonnement.	
	Voir *Marins.*	
	Enquête.	
	Voir *Avaries.*	
	Enregistrement (Service de l').	
1859. 10 novemb.	Arrêté qui remet en vigueur les dispositions de l'article 4 du chapitre Ier, titre Ier de l'ordonnance du 31 décembre 1828, sur l'enregistrement.....	67
1860. 8 février...	Dépêche ministérielle n° 45 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). M. de Saint-Quantin (Émile-Édouard) est nommé à l'emploi de commis receveur	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	de l'enregistrement et des domaines à Cayenne.....	123
1860. 6 mars....	Décision qui nomme M. Céide (Désiré-Amélius-Irénée) commis receveur provisoire de l'enregistrement, en remplacement de M. Lagrandeur, démissionnaire.....	126
1860. 17 août....	Décision qui appelle M. de Saint-Quantin (Edouard-Émile), commis receveur de l'enregistrement et des domaines, employé au 1er bureau, à continuer ses services au 2e bureau.....	376
	Établissements dangereux et insalubres.	
1860. 28 juin....	Arrêté portant création d'un cimetière public à Iracoubo.....	268
	Établissements pénitentiaires.	
1860. 4 février...	Décision qui nomme le sieur Dranem (Placide) conducteur de la machine à vapeur de Saint-Georges.....	97
1860. 14 février.	Décision qui accorde un congé provisoire de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à un ouvrier ajusteur, chef de l'atelier d'outillage aux îles du Salut.....	101
1860. 16 mars...	Décision en vertu de laquelle le sieur Gillet, employé comme conducteur des travaux de la machine à Saint-Laurent du Maroni, passe provisoirement, en qualité de chef de l'atelier des machines, sur le pénitencier des îles du Salut.....	128
1860. 2 avril....	Décision qui attache, jusqu'à nouvel ordre, le sieur Antoinette (Jean-Charles), en qualité d'ouvrier maçon, à l'établissement de Saint-Laurent du Maroni.....	151
1860. 1er juin....	Décision qui ordonne à M. l'enseigne de vaisseau Rateau de se rendre à Saint-Georges,	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	pour y diriger les réparations de la machine à vapeur et y monter un appareil distillatoire, et règle la fixation et l'imputation de sa solde.....	283
1860. 2 novemb..	Décision portant que le deuxième maître de manœuvre Gravier sera détaché à l'établissement pénitentiaire de la Comté, pour l'installation des radeaux destinés à amener au chef-lieu une partie du matériel.....	475
1860. 11 décemb.	Décision concernant la comptabilité relative aux produits réalisés dans les établissements pénitentiaires.....	602
1860. 27 décemb.	Décision qui nomme le sieur Equilbec (Alexandre), ouvrier d'État à la direction d'artillerie, chef de l'atelier d'outillage des îles du Salut.....	635
	Voir *Chefs de pénitenciers.*	
	État civil.	
1860. 27 avril ...	Arrêté conférant au sieur Philippe le nom patronymique de Philibert.....	146
1860. 21 juin...	Décision qui charge M. Rateau, commandant particulier de l'établissement pénitentiaire de Saint-Georges, d'y remplir les fonctions d'officier de l'état civil.....	316
1860. 18 août....	Dépêche ministérielle n° 7963 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). États des décès d'Européens. — Instructions.....	434
1860. 5 sept.....	Décision qui appelle M. Azémia (Jean-Ernest), agent comptable du pénitencier de Saint-Georges, à y remplir les fonctions d'officier de l'état civil.....	393
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 369 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau).	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Mesure d'ordre pour l'envoi distinct des états nominatifs de décès.....	439
	Voir *Gendarmerie.*	
	États de décès.	
	Voir *État civil.*	
	États et documents périodiques.	
	Voir *Correspondance, Documents périodiques.*	
	États de mutations.	
	Voir *Mutations (États de).*	
	État-Major du gouverneur.	
1860. 14 février..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Albert, lieutenant au 30e régiment d'infanterie de ligne, officier d'ordonnance du gouverneur.....	101
1860. 19 février..	Décision qui détache provisoirement à l'état-major particulier du gouverneur, avec les fonctions d'officier d'ordonnance, M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau.....	103
1860. 12 juillet..	Ordre qui enjoint à M. Pontillon (Hippolyte-Adolphe), enseigne de vaisseau, de cesser d'être détaché à l'état-major particulier du gouverneur.....	333
1860. 13 août....	Décision qui appelle M. Pontillon, enseigne de vaisseau, capitaine de la goëlette *la Pourvoyeuse*, à remplir les fonctions d'officier d'ordonnance auprès du gouverneur, pendant le séjour de son bâtiment à Cayenne.....	376
1860. 26 sept....	Décision qui prescrit à M. Albert, lieutenant d'infanterie de ligne, officier d'ordonnance du gouverneur, de retour de congé, de reprendre ses fonctions.....	423
	Voir *Remonte.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	État-Major de l'infanterie de la marine.	
1859. 25 octobre.	Décision portant que les dispositions de la décision ministérielle du 15 septembre 1859, qui nomme à l'état-major de leur arme MM. Césari, capitaine, et Disnematin, lieutenant d'infanterie de la marine, auront leur effet à compter du 1er novembre 1859.	150
1860. 26 janvier.	Dépêche ministérielle n° 16 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de S. Exc. le ministre de la marine, du 5 janvier 1860, qui autorise le passage de M. le lieutenant d'infanterie de marine Ronmy à l'état-major de l'arme et son maintien à la Guyane, pour être employé dans les pénitenciers.....	123
1860. 4 février...	Dépêche ministérielle n° 23 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de S. Exc. le ministre de la marine, du 26 janvier 1860, qui admet M. le capitaine Ligier et M. le lieutenant Derbès, du 3e régiment d'infanterie de marine, dans l'état-major de l'arme, pour être employés dans les établissements pénitentiaires de la Guyane.....	123
1860. 28 février..	Décision portant que les dispositions de la dépêche ministérielle du 26 janvier 1860, qui attache à l'état-major de son arme M. Ronmy, lieutenant d'infanterie de la marine, auront leur effet à compter du 1er mars 1860.....	151
1860. 15 mars...	Décision portant que les dispositions de la dépêche ministérielle du 25 janvier 1860, qui attache à l'état-major de leur arme MM. Ligier, capitaine, et Derbès, lieutenant d'infanterie de la marine, auront leur effet à compter du 16 mars 1860.....	151
	Examens.	
	Voir les divers objets qu'ils concernent.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Excédant de recette.	
	Voir *Caisse de réserve.*	
	Exercices clos.	
	Voir *Comptabilité générale des finances.*	
	Exposition coloniale.	
1859. 30 décemb.	Arrêté constitutif de l'exposition permanente de l'Algérie et des colonies.....	429
1860. 29 février..	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers). Exposition. — Palais de l'industrie, porte Sud, n° 16. — Comités locaux à organiser pour l'exposition.	427
1860. 22 octobre.	Décision portant création pour la Guyane française d'un comité d'exposition chargé de faire connaître les ressources naturelles du pays et de préparer les envois pour l'exposition des colonies.....	452
	Voir *Agent spécial des services régis par économie.*	
	Extradition.	
1860. 18 octobre.	Décret impérial portant promulgation de la convention d'extradition entre les colonies françaises et les colonies néerlandaises des Indes occidentales conclue, le 3 août 1860, entre la France et les Pays-Bas.....	472
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 406 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). Avis de la promulgation de la convention d'extradition conclue, le 3 août 1860, entre la France et les Pays-Bas.....	472
	F	
	Fabrique de Cayenne.	
1860. 27 avril...	Décision portant que l'allocation de 360 francs par an attribuée, par l'arrêté du 1er avril	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	1854, au supérieur de la mission de la transportation, pour le service de la geôle, sera payée, à l'avenir, au président du conseil de fabrique de la paroisse de Cayenne, qui a, jusqu'à présent, pourvu à la fourniture des objets nécessaires.....	158
	Ferme-pépinière.	
	Voir *Baduel.*	
	Fêtes nationales.	
1860. 26 juillet..	Ordre fixant le programme pour la célébration de la fête nationale du 15 août 1860.....	323
1860. 10 août....	Décision réglant les courses d'embarcations annoncées pour le jour de la fête nationale du 15 août et les prix à accorder.....	353
	Feuille officielle de la Guyane.	
	Voir *Imprimerie du Gouvernement.*	
	Fonds.	
	Voir *Agent spécial des services régis par économie, Chefs du service administratif des pénitenciers.*	
	Formules.	
	Voir *Substances vénéneuses.*	
	Fournitures de bureau.	
1860. 12 sept....	Décision qui prescrit à la direction de l'intérieur de livrer au caporal chef du poste d'infanterie de marine créé dans la paroisse de Rémire les fournitures de bureau nécessaires au service de ce poste.....	419
	Frais de bureau.	
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 164 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et ma-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	ritimes, 3e bureau). Au sujet des frais de bureau des officiers du génie du service colonial.....	249
	Voir les divers services auquels appartiennent les officiers, employés, etc. qui en jouissent	
	Frais de Culte.	
	Voir *Fabrique de Cayenne.*	
	Franchise.	
	Voir *Douanes (Service des).*	
	Frères de Ploërmel.	
	Voir *Institut des frères de Ploërmel.*	
	Frères laïques.	
	Voir *Compagnie de Jésus (RR. PP. de la).*	
	G	
	Gabrielle (Domaine la).	
	Voir *Habitations domaniales.*	
	Garçons de bureau.	
	Voir *Solde.*	
	Gardes d'artillerie.	
	Voir *Artillerie (Direction d').*	
	Gardes du génie.	
	Voir *Génie (Direction du).*	
	Gardes des matières.	
	Voir *Ponts et chaussées (Direction des).*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Gardes de police.	
	Voir *Police urbaine.*	
	Gardien et Proserpine.	
	Voir *Division navale, Établissements pénitentiaires.*	
	Gardiens de batteries.	
	Voir *Batteries.*	
	Gendarmerie.	
1860. 3 février...	Décision qui supprime la brigade de gendarmerie établie au quartier de Kaw.....	69
1860. 19 avril...	Circulaire ministérielle n° 9 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Demande de l'envoi des rapports mensuels des commandants de gendarmerie.....	242
1860. 14 juillet..	Circulaire ministérielle n° 214 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Documents périodiques à fournir par les compagnies de gendarmerie coloniale.....	344
1860. 24 juillet..	Dépêche ministérielle n° 229 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 5 juillet 1860, par laquelle M. le ministre de la guerre approuve le passage de M. Gonnot, lieutenant de la garde de Paris, à la résidence de Kourou (Guyane française), en remplacement de M. Coste, sous-lieutenant dans la compagnie de gendarmerie de la Guyane, décédé à Blois (Loir-et-Cher)..	371
1860. 28 juillet..	Circulaire ministérielle n° 236 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau), prescrivant d'apostiller, pour les hommes mariés, sur les contrôles des compagnies de gendarmerie, la date de la célébration du mariage.....	345

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 9 août.....	Dépêche ministérielle n° 254 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Au sujet de la liquidation des pensions des militaires de la gendarmerie coloniale.....	384
1860. 20 août....	Dépêche ministérielle n° 281 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la guerre, en date du 7 août 1860, qui autorise le sieur Deschamps (Nicolas), brigadier à pied de la compagnie de gendarmerie de la Guyane, à passer dans l'arme à pied de la garde de Paris.....	416
1860. 8 sept.....	Dépêche ministérielle n° 293 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 31 août 1860, par laquelle M. le ministre de la guerre désigne pour passer à Villefranche (Haute-Garonne) M. Gonnot, lieutenant de gendarmerie, précédemment destiné pour la Guyane.....	457
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 337 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 29 septembre 1860, qui nomme M. Ragon, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Guyane, au grade de sous-lieutenant, pour occuper un emploi de son grade dans la même compagnie.....	508
1860. 2 novemb..	Décision portant que le maréchal des logis de gendarmerie Ragon sera détaché à Saint-Georges, pour y être chargé, sous les ordres du commandant de l'établissement, de tous les détails du service et de la discipline..	476
1860. 29 novemb.	Décision portant que le maréchal des logis Bouchard (Jean-François) sera détaché à Saint-Georges, en remplacement de M. Ragon, nommé sous-lieutenant.....	506
	Voir *Commandant militaire, Successions.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Génie (Direction du).	
1860. 12 janvier.	Décision qui alloue une indemnité mensuelle à M. Carat, garde du génie.....	31
1860. 9 mars....	Dépêche ministérielle n° 60 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Avis du décret impérial du 8 février 1860, par lequel MM. Aubry et Rochet, gardes du génie de 2e classe, ont été promus à la 1re classe de leur grade.	148
1860. 14 mars...	Dépêche ministérielle n° 64 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Pierron, garde de 2e classe du génie, est désigné pour servir à la Guyane, en remplacement de M. Bournot.....	149
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 163 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Avis du décret du 19 mai 1860, par lequel M. Merlin, capitaine de 1re classe chef du génie à la Guyane française, est promu au grade de chef de bataillon du génie et maintenu à sa position dans la colonie.....	282
1860. 2 juillet...	Décision portant augmentation du traitement d'un piqueur et d'un écrivain de la direction du génie.....	330
1860. 12 octobre.	Décision qui nomme le sieur Maurras (Charles) piqueur à la direction du génie, en remplacement du sieur Bassières (Gustave), parti pour France.....	462
1860. 28 sept....	Décision qui charge M. Laflèche, capitaine du génie, de remplir intérimairement les fonctions de sous-directeur des fortifications pendant la durée du congé de M. le chef de bataillon Merlin.....	414
1860. 29 sept....	Décision qui accorde un congé de convales-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cence pour France à M. Merlin, chef de bataillon du génie.....	425
	Voir *Budgets*.	
	Génie (Troupes du).	
1860. 8 janvier.	Décision qui appelle M. Vachon (Louis-Marie-Ernest), lieutenant en premier du génie, à prendre le commandement du détachement du 3e régiment du génie à la Guyane française.....	55
	Génie (Compagnie indigène d'ouvriers du).	
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 338 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 27 septembre 1860, qui nomme M. Aubry (Michel-Charles), garde de 1re classe du génie à la Guyane française, sous-lieutenant dans la compagnie indigène d'ouvriers du génie à l'île de la Réunion.....	509
	Gens de mer.	
1860. 7 avril....	Décret sur le repatriement et les conduites de retour des gens de mer.....	298
1860. 10 avril...	Circulaire ministérielle (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). Notification d'un décret sur le repatriement et les conduites de retour des gens de mer.....	294
	Geôle.	
	Voir *Prisons*.	
	Grâces.	
	Voir *Transportés*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Grandes pêches maritimes.	
	Voir *Pêches maritimes.*	
	Gratifications.	
	Voir *Rations.*	
	Greffier.	
	Voir *Conseils de guerre et de révision, Ordre judiciaire.*	
	H	
	Habillement.	
1860. 19 mai....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Les avances en effets d'habillement constituent, en cas de désertion, la circonstance aggravante prévue aux numéros 2 des articles 310 et 314 du Code de justice maritime.....	307
	Voir *Conducteur du char funèbre, Surveillants ruraux.*	
	Habitations domaniales.	
1860. 1er janvier.	Décision qui augmente la solde du sieur Magdeleine (François-Félix), régisseur de l'habitation domaniale la Gabrielle.....	53
1860. 1er février..	Décision qui autorise l'emploi à Baduel des nommés Blaise (Eugène) et Saint-Plice (Azor), ouvriers charpentiers, pour la confection d'un entourage pour le bétail de cet établissement, et fixe leurs salaires...	95
1860. 2 avril....	Décision qui approuve le remplacement des travailleurs qui ont été retirés du domaine de Baduel, autorise la dépense à laquelle donnera lieu la cession de trois travailleurs immigrants et en fixe l'imputation.....	152

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 30 avril...	Décision portant acceptation de la démission de M. Sy (Henry), régisseur de la ferme-pépinière de Baduel.....	159
1860. 1er mai....	Décision qui nomme M. Voisin (Paul-Philibert) gérant de la ferme-pépinière de Baduel, en remplacement de M. Sy (Henry), démissionnaire.....	227
1860. 6 août. ...	Décision qui détache le nommé Suzon (Gustave), ouvrier d'art, sur l'habitation domaniale la Gabrielle, pour y effectuer divers travaux de réparations, et fixe sa solde pour tout le temps de sa mission...	373
1860. 17 août....	Décision qui révoque le sieur Roch (Rodibert) de son emploi de contre-maître sur l'habitation domaniale la Gabrielle.....	376
1860. 1er sept....	Décision qui nomme le sieur Byzance (Adolphe) contre-maître chargé de la direction des travaux sur le domaine la Gabrielle, en remplacement du sieur Roch (Rodibert), révoqué.....	417
1860. 20 octobre.	Décision qui autorise l'envoi de trois ouvriers d'art sur l'habitation domaniale la Gabrielle et fixe les différentes prestations à leur allouer pendant leur séjour sur ce domaine..	464
	Harengs.	
	Voir *Franchise*.	
	Hattes.	
	Voir *Ménageries*.	
	Honneurs et préséances.	
	Voir *Préséances*.	
	Hôpitaux.	
1860. 10 janvier.	Arrêté portant tarif des retenues à exercer	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	sur la solde des fonctionnaires, employés ou agents divers du service colonial, et fixant leur classement dans les salles des hôpitaux de la colonie.....	24
1860. 10 janvier.	Tableau de classement par salle, dans les hôpitaux de la colonie, des fonctionnaires et agents non assimilés aux corps militaires traités aux frais de l'État et de la colonie.....	26
1860. 14 janvier.	Ordre qui nomme le sieur Jail (Étienne) portier de l'hôpital militaire de Cayenne..	57
1860. 26 janvier.	Arrêté portant tarif pour le remboursement de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane française, pendant l'année 1860.....	39
1860. 4 février...	Décision qui accorde une indemnité journalière aux deux transportés mis à la disposition de M. le médecin en chef, comme écrivain et garçon d'amphithéâtre.....	97
1860. 9 mai.....	Décision portant modification de la disposition du 25 mai 1857, qui règle l'habillement du conducteur et de l'aide-conducteur du char funèbre de l'hôpital militaire de Cayenne.....	186
1860. 21 mai....	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France à deux religieuses de la congrégation de Saint-Paul de Chartres et au sieur Chabus (François-Auguste) infirmier-major à l'hôpital militaire de Cayenne.....	231
1860. 3 sept.....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à deux sœurs hospitalières de Saint-Paul de Chartres, avec passage sur l'aviso à vapeur *l'Achéron*, se rendant à la Martinique, où il sera pourvu à leur passage pour France sur les packets.....	418
1860. 10 décemb.	Arrêté portant tarif pour le remboursement	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	de la journée de traitement dans les hôpitaux de la Guyane française, pendant l'année 1861	597
	I	
	Iles du Salut.	
	Voir *Établissements pénitentiaires.*	
	Immigrants.	
	Voir *Baduel, Boucherie, Camp Saint-Denis, Immigration.*	
	Immigration.	
1860. 20 janvier.	Décision qui nomme M. Maugey (Nicolas-Philippe) commissaire spécial de l'immigration	33
1860. 14 février..	Circulaire ministérielle n° 49 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Rappel des prescriptions relatives aux rapports à fournir par les chirurgiens des navires de l'immigration	110
1860. 20 février..	Décision concernant les appointements de M. Maugey, commissaire spécial de l'immigration, et les fournitures de bureau à accorder pour le service de l'immigration.	103
1860. 31 mars...	Circulaire ministérielle n° 109 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Au sujet des chirurgiens délégués pour l'immigration..	169
1860. 27 avril...	Arrêté réglant la prime à accorder aux immigrants de toute origine qui contracteront des rengagements dans la colonie	313
1860. 5 mai.....	Circulaire ministérielle n° 147 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 1er bureau). Mode de payement du supplément de 1,800 francs accordé aux chirurgiens délégués pour l'immigration par le règlement du 19 mars 1859.	244
1860. 16 juin....	Décision portant que remise sera faite par l'administration de l'ordonnateur à la direction des établissements pénitentiaires de cinq immigrants qui étaient employés à la garde du bétail sur l'habitation de Bourda.	261
1860. 31 juillet..	Ordre qui prescrit à M. Bonnet (Amédée-Désiré), commis à la direction de l'intérieur, de prendre passage sur le navire du commerce *la Jeune-Pauline*, pour se rendre à la Martinique, à l'effet de recevoir les immigrants chinois que cette colonie doit céder à celle de la Guyane.....	338
1860. 21 août....	Arrêté établissant la proportion dans laquelle la caisse de l'immigration et les colons devront contribuer au payement de la prime pour l'introduction dans la colonie d'un convoi de cent immigrants chinois.....	361
1860. 25 août....	Circulaire ministérielle n° 325 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). Décomposition de la solde fixe attribuée aux chirurgiens délégués de l'immigration.	390
1860. 3 sept	Arrêté portant prélèvement d'une somme de 87,216 fr. 50 cent. sur la caisse de l'immigration, pour être expédiée à la Martinique par l'aviso à vapeur *l'Achéron*, en remboursement des avances faites par cette colonie à l'occasion de la cession à la Guyane de cent immigrants chinois.....	418
1860. 12 novemb.	Arrêté concernant l'expédition d'un convoi de retour pour les immigrants africains provenant du navire *les Cinq-Frères*, et qui, à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	l'expiration de leur temps de travail convenu, ont déclaré opter pour le repatriement.....	480
1850. 12 novemb.	Arrêté établissant la proportion dans laquelle la caisse de l'immigration et les colons devront concourir au payement de la prime d'introduction des coolies indiens introduits par *le Réaumur*.....	478
1860. 14 novemb.	Décision relative à diverses dispositions concernant les immigrants chinois employés par l'administration.....	511
1860. 10 décemb.	Décision qui nomme les membres de la commission pour procéder à la visite du navire américain *le Laurence*, chargé de transporter à la côte d'Afrique des immigrants africains à repatrier.....	599
1860. 28 décemb.	Arrêté sur la répartition des immigrants à leur arrivée et le régime de leur protection à la Guyane française.....	613
1860. 28 décemb.	Décision qui désigne M. Lalanne, conseiller privé, pour remplir les fonctions de vice-président du comité d'immigration.....	635
	Importation.	
	Voir *Douanes (Service des)*.	
	Impôt personnel.	
1860. 14 janvier.	Dépêche ministérielle n° 8 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). Approbation de l'arrêté portant augmention de l'impôt personnel.....	63
	Imprimerie du gouvernement.	
1860. 29 février.	Dépêche ministérielle n° 63 (Algérie et colonies : direction de l'administration colo-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	niale et des services financiers, 2e bureau). M. Bénard, chef de l'imprimerie du gouvernement de la Guyane française, est nommé chef de celle de la Martinique et est remplacé à la Guyane par M. Carron, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à la Guadeloupe..*	124
1860. 12 avril...	Décision qui accorde un congé de six mois sans solde, pour affaires personnelles, au sieur Harmois (André-Hippolyte), relieur à l'imprimerie du gouvernement, à Cayenne.	226
1860. 15 avril...	Décision qui appelle M. Décret (Léon), sous-chef à l'imprimerie du gouvernement à la Guyane, à remplacer provisoirement M. Bénard (Auguste-François), nommé chef de l'imprimerie du gouvernement à la Martinique.....	153
1860. 16 avril...	Décision qui autorise M. Bénard (Auguste-François), nommé chef de l'imprimerie du gouvernement à la Martinique, à prendre passage avec sa famille, à défaut de bâtiment de l'État, sur le navire du commerce *le Jeune-Édouard*, pour se rendre à sa destination.....	155
1860. 5 mai.....	Décision qui alloue une indemnité annuelle à M. Décret, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à Cayenne, chargé provisoirement de la direction dudit établissement, pour tout le temps que durera l'intérim.....	228
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 185 (Algérie et colonies : direction de l'administration colonial et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Avis de la décision du 8 mai 1860, qui nomme M. Décret, sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à Cayenne, à l'emploi de chef de cet établissement, en remplacement de M. Carron, démissionnaire.....	282
1860. 14 juillet..	Circulaire ministérielle n° 262 (Algérie et co-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	lonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers). Demande d'envoi d'un exemplaire du journal et du Bulletin officiels de la colonie à destination de la Nouvelle-Calédonie.....	344
1860. 1er sept....	Décision qui nomme le sieur Marie (Albert-Jules) apprenti relieur à l'imprimerie du gouvernement.....	417
1860. 3 octobre..	Décision qui charge provisoirement M. Varlet, écrivain de la marine, de la tenue des écritures de l'imprimerie du gouvernement, en remplacement de M. Delafon, commis de la marine, parti pour France.....	460
1860. 4 octobre..	Décision qui révoque le sieur Lhuerre (Jules-Emilien-Elvidius) de son emploi d'apprenti typographe à l'imprimerie du gouvernement.....	460
1860. 31 octobre.	Dépêche ministérielle n° 401 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Avis de la décision du 29 octobre 1860, qui nomme M. Sailer à l'emploi de sous-chef de l'imprimerie du gouvernement à la Guyane française.....	509
	Imprimés.	
	Voir *Correspondance.*	
	Imputation de solde.	
	Voir *Solde et les différents accessoires.*	
	Indemnités.	
	Voir *Traitement de table* et les divers services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. qu'elles concernent.	
	Indigents.	
	Voir *Assistance judiciaire, Secours.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Infanterie de la marine.	
1859. 3 décemb..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision de M. le ministre de la marine, du 3 décembre 1859, qui nomme M. le capitaine Danos, du 3e régiment d'infanterie de la marine, à Cayenne, à l'emploi d'adjudant-major vacant dans le 2e régiment de l'arme.....	51
1860. 23 janvier.	Dépêche ministérielle n° 10 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Colomb, lieutenant-colonel à la portion centrale du 3e régiment d'infanterie de la marine, à Rochefort, est appelé à prendre le commandement des compagnies dudit régiment en station à Cayenne.....	95
1860. 10 juillet..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Plane, chef de bataillon au 3e régiment d'infanterie de la marine.....	332
1860. 20 octobre.	Dépêche ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés). Avis du décret du 1er octobre 1860, qui nomme M. Brousmiche (Jean-Marie-Auguste), sous-lieutenant au 3e régiment d'infanterie de la marine, à Cayenne, au grade de lieutenant au 2e régiment. — Remplacement de cet officier à Cayenne par M. le sous-lieutenant Bourzac (Louis-Ernest), élève sortant de l'école impériale de Saint-Cyr.....	508
	Voir *Commandant militaire*, *État-Major de l'infanterie de la marine.*	
	Infirmiers.	
	Voir *Hôpitaux.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Institut des frères de Ploërmel.	
1860. 2 juillet...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Denis (Mathurin), frère de Ploërmel.....	330
	Instruction publique.	
1860. 27 mars...	Arrêté pour l'organisation des écoles primaires gratuites dans les quartiers de la colonie.....	115
1860. 27 mars...	Décision qui autorise l'ouverture d'une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles au bourg de Roura.....	117
1860. 27 mars...	Décision qui autorise l'ouverture d'une école primaire gratuite mixte de garçons et de filles au bourg de Kourou.....	118
1860. 1er mai....	Décision qui charge M. Archambault (Pierre-Hippolyte) de la direction de l'école primaire gratuite de garçons et de filles créée au bourg de Kourou.....	182
1860. 28 juin....	Arrêté portant que les enfants des deux sexes dans la colonie, âgés de quatre à six ans, seront admis gratuitement dans les écoles primaires du chef-lieu.....	267
1860. 8 sept.....	Décision qui fixe l'époque des examens dans les différents établissements d'instruction publique de la ville de Cayenne.....	394
1860. 26 octobre.	Décision qui fixe l'époque de la rentrée des classes dans les divers établissements d'instruction publique à Cayenne.....	455
	Intérieur (Direction de l').	
1860. 1er mars...	Décision qui nomme M. Pathos (Auguste-Eugène) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	124
1860. 16 avril ...	Décision qui nomme M. Brun (Mathias-Jules-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Élisée-Louis-Jean-Jacques) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	155
1860. 19 avril...	Décision portant acceptation de la démission de M. Bally (Jean-Marais), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	157
1860. 4 mai.....	Décision qui accorde un congé de deux mois à moitié de solde, pour cause de maladie, à M. Rique, écrivain à la direction de l'intérieur.....	228
1860. 5 mai.....	Décision qui nomme M. Lesage (Jean-Louis-Nicolas-Edouard) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Bally (Jean-Marais), démissionnaire.	229
1860. 14 mai....	Dépêche ministérielle, n° 164, qui notifie la décision de S. Exc. le ministre de l'Algérie et des colonies, en date du 5 mai 1860, portant nominations dans le service de la direction de l'intérieur à la Guyane.....	281
1860. 21 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Ménard (Pierre-Gabriel-Frédéric), commis à la direction de l'intérieur.....	231
1860. 1er juin....	Décision qui nomme M. Giraud (Charles-Adolphe) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	284
1860. 1er juin....	Décision qui conserve à M. Viriot (Joseph-Amédée), écrivain à la direction de l'intérieur, son supplément annuel de 150 francs, et accorde le même supplément à MM. Arnoult, commis, et Millelot, écrivain de 1re classe à ladite direction.....	284
1860. 1er juin....	Décision qui augmente la solde de quatre employés de la direction de l'intérieur...	283
1860. 4 juin.....	Décision qui nomme M. Gadoulet (Isidore-Atilius) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	284

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 11 juin....	Décision qui met M. Derussat (Vincent), commissaire adjoint de 2e classe de la marine, détaché à la direction de l'intérieur, à la disposition de l'ordonnateur.....	286
1860. 11 juin....	Décision qui nomme M. Sévené (Charles-Émile), sous-commissaire de 2e classe de la marine, chef du bureau de l'administration et du contentieux à la direction de l'intérieur, en remplacement de M. Derussat (Vincent), commissaire adjoint de 2e classe, appelé à servir à la Guadeloupe...	286
1860. 21 juin....	Décision qui autorise M. Marville (Félix-Martin), commis à la direction de l'intétérieur, à contracter mariage avec la demoiselle Niotte (Marie-Louise-Rosine-Aimée).	288
1860. 10 juillet..	Décision portant acceptation de la démissi de M. Rique (Louis), écrivain à la directio de l'intérieur.....	332
1860. 25 juillet..	Décision qui nomme M. Bertille (Elphège-Joseph-Pascal) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	336
1860. 24 août....	Décision qui ouvre un concours pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.....	367
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme M. Bayssié (Amédée-Joseph-Célestin) écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	421
1860. 11 octobre.	Décision portant nomination des membres du jury d'examen pour l'admission à l'emploi d'écrivain de la direction de l'intérieur.	443
1860. 2 novemb..	Décision qui nomme M. Lesage (Jean-Louis-Nicolas-Édouard), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, pourvu du diplôme de bachelier ès lettres, écrivain de 2e classe à la même direction.....	510
1860. 20 novemb	Décision portant acceptation de la démission	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du sieur Bertille jeune de son emploi d'écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	512
1860. 21 novemb.	Décisions portant nominations d'écrivains à à la direction de l'intérieur.....	512
1860. 21 novemb.	Décision qui augmente le traitement de M. Décret (Louis-Léon), écrivain de la marine détaché à la direction de l'intérieur..	512
1860. 28 décemb.	Ordre qui met M. Cuinier (Pierre-Étienne), sous-commissaire de la marine, chargé de la gestion du trésor en qualité de fondé de pouvoirs de M. de la Tranchade, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.	636
1860. 31 décemb.	Décision qui porte à la 1re classe de son emploi M. Dupeyrou (Jacques-Augustin), écrivain de 2e classe à la direction de l'intérieur.....	637
1860. 31 décemb.	Décision qui porte à la 2e classe de son emploi M. Ribeiro (Joseph-René-César-Hippolyte), écrivain de la marine détaché à la direction de l'intérieur.....	637
1860. 31 décemb.	Décision qui augmente la solde de M. Pathos (Auguste-Eugène), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur.....	638
1860. 31 décemb.	Décision qui augmente la solde du sieur Millelot, magasinier à la direction de l'intérieur.....	638
	Internement.	
1860. 6 février...	Ordre qui fixe l'imputation du supplément et des frais de bureau accordés à M. Douillard, directeur des établissements de Bourda et de Montjoly.....	97
1860. 16 juin....	Décision portant que remise sera faite, par l'administration de l'ordonnateur à la direction des pénitenciers, de l'habitation de Montjoly.....	261

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er juillet..	Ordre qui met M Douillard (Edmond), aide-commissaire de la marine, directeur de l'habitation domaniale de Montjoly, à la disposition de M. le directeur des pénitenciers.....	329
1860. 6 août.....	Décision qui nomme M. Douillard, aide-commissaire de la marine, directeur de la propriété de Montjoly.....	352
	Inventaires.	
	Voir les divers objets auxquels ils se rapportent.	
	J	
	Jésuites.	
	Voir *Compagnie de Jésus (RR. PP. de la)*.	
	Journaux.	
	Voir *Postes (Service des)*.	
	Jugements.	
	Voir *Conseils de guerre et de révision, Cours d'assises*.	
	Jurisprudence.	
1860. 14 janvier.	Dépêche ministérielle n° 9 (Algérie et colonies: direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Communications relatives aux décisions gracieuses intervenues en faveur des nommés Delpeuch, Bourgeois, Martine et Besson. — Interprétation de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854, en ce qui touche l'obligation de résidence des condamnés libérés par suite de grâce, réduction ou commutation de peine.....	64
	Justice militaire et maritime.	
1860. 10 avril...	Circulaire ministérielle (marine : direction	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Examen de questions sur l'exercice du recours en révision.	240
1860. 26 juin....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Rappel à l'exécution des articles 162, 163 et 170 du Code de justice maritime.....	432
	Voir *Conseils de guerre et de révision.*	
	L	
	Légalisation.	
	Voir *Signatures-types.*	
	Légion d'honneur (Ordre impérial de la)	
1859. 30 décemb.	Dépêche ministérielle n° 346 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis des décrets du 28 décembre 1859, portant diverses nominations dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur.....	52
1860. 12 août....	Décret portant nomination de M. Néraudeau, capitaine au 3e régiment d'infanterie de marine, comme chevalier de la Légion d'honneur.....	415
1860. 14 août....	Décret portant promotion de M. Tardy de Montravel, gouverneur de la Guyane française, au grade de commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur.....	415
1860. 14 août....	Décret portant nominations dans l'ordre impérial de la Légion d'honneur.....	415
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 309 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 18 septembre 1860, qui nomme M. Landois	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	(François), surveillant de 2e classe des pénitenciers, au grade de chevalier de la Légion d'honneur.....	458
	Voir *Condamnations.*	
	Legs.	
1860. 20 sept....	Arrêté qui autorise le bureau de bienfaisance de la ville de Cayenne à accepter le legs de la somme de 500 francs qui lui a été fait par M. Ferjus (Alexandre).....	399
	Libérés.	
	Voir *Dépôt d'internement, Transportés.*	
	Lieutenants-commissaires-commandants	
	Voir *Commissaires-commandants.*	
	M	
	Machine à vapeur.	
	Voir *Établissements pénitentiaires.*	
	Magasin à poudre.	
1860. 24 janvier.	Extrait d'un rapport adressé au ministre par M. le directeur du dépôt des fortifications des colonies, au sujet des dépenses des réparations faites aux paratonnerres des magasins à poudre.....	180
1860. 30 avril...	Circulaire ministérielle n° 120 (Algérie et colonies : direction des affaire militaires et maritimes, 3e bureau). Les dépenses des réparations faites aux paratonnerres des magasins à poudre sont supportées par le service de l'artillerie.....	179
	Magistrature.	
	Voir *Ordre judiciaire.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Mana.	
	Voir *Quartiers de la colonie.*	
	Mandats d'articles d'argent.	
	Voir *Articles d'argent.*	
	Marchandises.	
	Voir *Ventes publiques de marchandises.*	
	Mariages.	
	Voir les divers services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. qu'ils concernent.	
	Marins.	
1860. 17 mars...	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime), Sur le renvoi en France des marins de l'État condamnés à l'emprisonnement.... :	467
1860. 27 sept....	Dépêche ministérielle (marine : direction du personnel, bureau de la solde, des revues et de l'habillement). Interdiction d'imputer sur la solde des marins des dépenses non prévues ou interdites par les règlements..	585
	Voir *États de mutations, Pénitencier maritime.*	
	Matériel.	
	Voir *Artillerie (Direction d'), Bâtiment-hôpital, Établissements pénitentiaires, Génie (Direction du).*	
	Médailles commémoratives.	
	Voir *Condamnations.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Médailles d'honneur.	
1860. 4 février...	Dépêche ministérielle n° 6906 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Avis d'une décision de S. Exc. le ministre de la marine, en date du 28 octobre 1859, qui décerne deux médailles d'honneur en argent à la dame Bagot et au sieur Effort..	148
1860. 26 juillet..	Dépêche ministérielle n° 232 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision du 29 juin 1860, par laquelle M. le ministre de la marine a décerné au sieur Gustave Élisabeth, patron de la goëlette *la Jeune-Adélie*, une médaille de 2e classe en argent.	371
	Médaille militaire.	
1859. 30 décemb.	Dépêche ministérielle n° 346 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 28 décembre 1859 qui confère la médaille militaire à un surveillant de 1re classe....	52
1860. 30 juin....	Circulaire de M. le grand chancelier de la Légion d'honneur, relative à une décision impériale du 12 juin 1860, pour un nouveau mode de payement du traitement de la médaille militaire.....	470
1860. 14 août....	Décret conférant la médaille militaire à deux surveillants des pénitenciers.....	415
1860. 14 sept.....	Dépêche ministérielle n° 298 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du 15 août 1860, qui confère la médaille militaire au brigadier de gendarmerie Collin (Jean-Baptiste-Joseph) et au gendarme Marcoz (François).....	457
1860. 28 sept....	Dépêche ministérielle n° 309 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis du décret du	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	18 septembre 1860 qui confère la médaille militaire à MM. Dedieu (François) et Mégny (Nicolas), surveillants de 2e classe.....	458
1860. 5 octobre..	Circulaire ministérielle n° 317 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Exécution d'une décision impériale, du 12 juin 1860, pour un nouveau mode de payement du traitement de la médaille militaire.....	469
	Voir *Condamnations.*	
	Ménageries.	
1860. 6 décemb..	Décision qui institue une commission chargée d'étudier les causes stationnaires des ménageries à la Guyane, et de proposer les moyens d'y remédier.....	588
1860. 14 décemb.	Décision qui nomme le sieur Taupiac (Michel) gardien de la ménagerie du gouvernement à Organabo.....	634
1860. 27 décemb.	Décision qui place M. Chalot à la tête des hattes du gouvernement à Organabo.	635
	Mercuriales.	
1860. 1er janvier.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	13
1860. 1er février..	Mercuriale du prix des denrées de la colonie	68
1860. 1er mars...	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	114
1860. 1er avril...	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	142
1860. 1er mai....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	181
1860. 31 mai....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	254
1860. 30 juin....	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	317
1860. 1er août...	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	347
1860. 1er sept. .	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	391

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er octobre.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	440
1860. 2 novemb..	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	475
1860. 1er décemb.	Mercuriale du prix des denrées de la colonie.	587
	Mères de famille.	
1860. 24 décemb.	Décision relative à l'association dite *des Mères de famille*, fondée par le supérieur des prêtres de la congrégation du Saint-Esprit et du Saint-Cœur de Marie, à Cayenne....	608
	Mesures.	
	Voir *Poids et Mesures.*	
	Militaires.	
	Voir *Successions.*	
	Missions.	
	Voir les divers objets qu'elles concernent.	
	Mission religieuse des pénitenciers.	
1860. 14 février.	Décision qui accorde un congé provisoire de de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à un frère coadjuteur de la compagnie de Jésus.....	101
1860. 19 mars...	Décision qui autorise le R. P. Bertrand et le frère Bonat, de la compagnie de Jésus, à prendre passage à bord du navire du commerce *l'Hermance-et-Jenny*, pour rentrer en France, en congé de convalescence....	128
1860. 31 mars...	Dépêche ministérielle n° 104 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 2e bureau). Le R. P. Beigner est remplacé par le R. P. Girre, en qualité de supérieur de la mission religieuse des pénitenciers de la Guyane française...	150

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 2 mai.....	Dépêche ministérielle n° 145 (Algérie et colonies: direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies). Le frère coadjuteur Pineau (René) est désigné pour faire partie de la mission religieuse affectée aux pénitenciers de la Guyane française.....	280
1860. 19 mai....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au R. P. Leroy, de la compagnie de Jésus.....	231
1860. 5 juillet...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France au frère laïque Gross, de la congrégation de Jésus.....	331
1860. 28 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à un R. P. de la compagnie de Jésus et à un frère de la même compagnie.....	423
	Voir *Culte (Service du), Frais de culte.*	
	Montjoly.	
	Voir *Dépôt d'internement.*	
	Montsinéry.	
	Voir *Quartiers de la colonie.*	
	Monument.	
1860. 30 avril...	Décision qui nomme une commission chargée de recueillir les souscriptions de la Guyane française pour l'érection du monument destiné à perpétuer le souvenir de M. l'amiral Bruat.....	147
	Mutations (États de).	
1860. 25 mai....	Dépêche ministérielle n° 154 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Rappel à l'exécution de la circulaire du 8 juin 1859, con-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	cernant l'envoi des états de mutations trimestriels des états-majors de l'artillerie et du génie employés aux colonies.....	282
1860. 6 juillet...	Circulaire ministérielle n° 1792 (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime). États de mutations des marins inscrits dans les quartiers de la métropole. — Renseignements à consigner sur ces états.....	343
	N	
	Navires.	
1860. 18 mai....	Circulaire ministérielle (marine : direction de l'administration, bureau de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). Perte de navire et avaries. — Enquête approfondie à laquelle il y a lieu de procéder pour en découvrir les causes.....	304
	Navires de la division ou de la station.	
	Voir *Division navale.*	
	Noms patronymiques.	
	Voir *État civil.*	
	Notaires.	
	Voir *Officiers ministériels.*	
	Notes confidentielles.	
1859. 6 décemb..	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Au sujet d'une erreur qui s'est glissée dans la dépêche du 27 octobre 1859, concernant l'envoi des notes confidentielles.	62
1860. 25 janvier.	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Notes confidentielles. — Instruc-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tions concernant l'envoi de ces pièces au département de l'Algérie et des colonies...	108
1860. 31 janvier.	Circulaire ministérielle n° 5660 (Algérie et colonies : secrétariat général). Notes confidentielles concernant la magistrature.....	108
	Notices individuelles.	
1860. 19 sept.....	Dépêche ministérielle n° 10441 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Instructions pour la rédaction des notices individuelles.....	469
	O	
	Obligation de résidence.	
	Voir *Résidence.*	
	Officier d'ordonnance du gouverneur.	
	Voir *État-major du gouverneur.*	
	Officiers de l'état civil.	
	Voir *État civil.*	
	Officiers ministériels.	
1860. 26 janvier.	Arrêté qui nomme M. de Saint-Michel-Dunezat notaire à Cayenne, en remplacement de M. Dechamp, décédé.....	37
1860. 12 avril...	Arrêté qui nomme provisoirement M. Poupon (Charles-Laurent-Théophile) avoué près la Cour et le tribunal civil de la colonie, en remplacement de M. de Saint-Michel Dunezat, nommé notaire.....	153
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 6995 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Avis de la nomination définitive de M. Poupon (Charles-Laurent-Théophile) comme avoué	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	près la Cour impériale et le tribunal civil de la colonie, en remplacement de M. Dunezat, nommé notaire au même lieu.....	370
	Officiers de santé.	
	Voir *Santé (Service de)*.	
	Ordres d'embarquement.	
	Voir *Passagers*.	
	Ordres étrangers.	
1860. 20 octobre.	Dépêche ministérielle n° 391 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 1er bureau). M. Tardy de Montravel, capitaine de vaisseau, gouverneur de la Guyane française, est nommé commandeur de l'ordre du Chêne, et M. Bontemps, sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du gouvernement, officier du même ordre.....	507
	Ordre judiciaire.	
1859. 22 décemb.	Dépêche ministérielle n° 5258 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Avis du décret du 16 décembre 1859, qui nomme M. Pain, juge de paix au deuxième arrondissement de Brest, second substitut du procureur impérial près le tribunal de première instance de Cayenne, en remplacement de M. Fraissynaud, démissionnaire.	51
1860. 14 février..	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. de Guilhemanson, procureur impérial à Cayenne.....	101
1860. 20 février..	Arrêté portant diverses nominations provisoires dans l'ordre judiciaire de la colonie.	77
1860. 25 avril...	Décret impérial portant nominations dans la magistrature coloniale.....	279
1860. 22 mai....	Ordre qui prescrit à M. Desvieux, greffier du	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	tribunal de première instance de Cayenne, de retour de congé de France, de reprendre ses fonctions, et à M. Lagrandeur, chargé de l'intérim, de reprendre ses fonctions de commis greffier	232
1860. 9 juin.....	Décision qui autorise M. Borde, juge auditeur au tribunal de première instance de Cayenne, nommé juge au tribunal de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), à prendre passage sur l'aviso à vapeur *le Fulton*, pour se rendre à sa destination	286
1860. 11 juillet..	Dépêche ministérielle [n° 7438 (Algérie et colonies : secrétariat général, 2e bureau). Il est accordé à M. Habasque, conseiller à la Cour impériale de la Guyane, un congé de six mois, avec deux tiers du traitement d'Europe	370
1860. 1er août...	Décision qui accorde un congé de convalescence pour la Martinique à M. Brandt, commis greffier à la Cour impériale de la Guyane	373
1860. 4 août.....	Arrêté qui nomme M. Mouriè conseiller provisoire à la Cour impériale, et qui prescrit à M. de Ligonier de reprendre ses fonctions de juge impérial	351
	Ouvrages périodiques.	
	Voir *Santé (Service de)*.	
	Ouvriers.	
	Voir *Arsenaux, Société*.	
	Ouvriers d'État.	
	Voir *Artillerie (Direction d')*.	
	P	
	Pain.	
	Voir *Rations*.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Palais de justice.	
1860. 4 avril....	Décision qui nomme la nommée Adélaïde Caroli, veuve Makadé (Philippe), employée au palais de justice pour le service du greffe de la Cour impériale, en remplacement de son mari, décédé.....	282
	Paratonnerres.	
	Voir *Magasins à poudre.*	
	Paroisses.	
	Voir *Culte (Service du).*	
	Passages.	
	Voir *Passagers.*	
	Passagers.	
1860.....	Renseignement sur les conditions de passage à bord des packets de la compagnie des Indes occidentales, Amérique centrale, Panama et le Pacifique.....	159
1860. 9 février...	Dépêche ministérielle n° 32 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Passages à bord des bâtiments de l'État chargés du service postal entre la Guyane, Surinam et Démérary.....	109
1860. 29 mars...	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Indication à porter sur les ordres d'embarquement.....	239
1860. 5 mai.....	Circulaire ministérielle n° 174 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Recommandations nouvelles au sujet des réserves à observer dans la concession des passages de retour aux familles de fonctionnaires voyageant sans eux.....	245

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 18 juin....	Circulaire ministérielle n° 212 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Au sujet des concessions de passages de rapatriement aux individus d'origine étrangère.....	310
1860. 27 sept....	Décision relative aux passages accordés, à titre de remboursement, sur les bâtiments de l'Etat qui se rendent en France.....	423
	Patente.	
	Voir *Contributions.*	
	Pêches maritimes (Grandes).	
	Voir *Grandes pêches maritimes.*	
	Pénitenciers (Direction des).	
1860. 5 mars....	Décision portant acceptation de la démission de M. Dédons, écrivain à la direction des établissements pénitentiaires.....	226
1860. 8 mars....	Décision qui nomme M. Leborgne (Léon) écrivain provisoire à la direction des pénitenciers, en remplacement de M. Dédons, démissionnaire.....	126
1860. 1er décemb.	Décision qui nomme M. Bayssié (Alexandre-Antoine) écrivain provisoire à la direction des pénitenciers, en remplacement de M. Leborgne, démissionnaire.....	632
	Pénitencier maritime.	
1860. 10 février..	Circulaire ministérielle (marine : cabinet du ministre; 2e section, direction de l'inscription maritime, de la police de la navigation et des pêches). Les marins condamnés à un emprisonnement d'un an au moins par les tribunaux maritimes commerciaux subiront désormais leurs peines dans le pénitencier maritime établi à Brest.	161
1860. 6 mars....	Circulaire ministérielle (marine : direction	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Pièces dont doivent être accompagnés les marins dirigés sur le pénitencier maritime de Brest.....	163
	Pension.	
1859. 13 novemb.	Décret qui accorde une pension annuelle sur les fonds de la caisse des invalides de la marine au sieur Vouland (François-Régis), soldat d'infanterie de la marine.....	95
1860. 3 sept.....	Dépêche ministérielle n° 4897 (marine : administration de l'établissement des Invalides, bureau des invalides et des pensions). Avis du décret du 22 août 1860, qui règle la pension de Mme Fessard, née Malin (Marie-Charlotte-Élisabeth), veuve d'un ancien procureur impérial à Gorée.....	457
	Voir *Cumul.*	
	Percepteurs.	
	Voir *Contributions, Discipline.*	
	Perte de navires.	
	Voir *Navires.*	
	Pièces périodiques.	
	Voir *Chefs du service administratif des pénitenciers.*	
	Pilotage.	
	Voir *Port (Direction du).*	
	Pilotes lamaneurs.	
	Voir *Port (Direction du).*	
	Plantons militaires.	
1860. 10 janvier.	Décision qui met à la charge du budget métropolitain les indemnités et prestations	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	accordées aux plantons militaires employés chez les principaux fonctionnaires.....	30
	Poids et mesures.	
1860. 12 novemb.	Arrêté portant organisation du service de la vérification des poids et mesures à la Guyane française.....	484
1860. 12 novemb.	Tarif des droits à percevoir pour la vérification des poids et mesures et instruments de pesage et de mesurage.....	495
1860. 12 novemb.	Tableau des professions assujetties à la vérification, et assortiment des poids et mesures dont les industriels de chaque profession sont tenus de se pourvoir.....	496
	Rade (Police de la).	
1860. 3 décemb..	Décision qui autorise le navire commandant la rade à arrêter les embarcations qui lui paraîtront suspectes.....	588
	Police rurale.	
1860. 7 janvier..	Décision qui remet à la 3e classe de son emploi le sieur Roger (Michel), surveillant rural de 2e classe.....	55
1860. 7 janvier..	Décisions qui nomment les sieurs Samba et Moussa surveillants ruraux de 3e classe...	55
1860. 23 janvier.	Décision qui licencie le sieur Talmond (Raphaël), surveillant rural de 3e classe au quartier de Tonnégrande.....	59
1860. 1er février..	Décision qui nomme le sieur Ponnet (Désiré-Claude) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Talmond, révoqué.	96
1860. 23 février..	Décision portant révocation du sieur Caly, surveillant rural de 3e classe.....	403
1860. 21 mars...	Décision qui nomme le sieur Amab (François)	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Caly, révoqué.....	129
1860. 30 mars...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Pawlosky (Raphaël), surveillant rural de 3e classe.....	132
1860. 1er avril...	Décision relative au remboursement de la valeur des effets reçus par les surveillants ruraux révoqués après quelques mois de service.....	509
1860. 2 avril....	Décision portant acceptation de la démission du sieur Bassières (Jean), surveillant rural de 1re classe.....	151
1860. 7 avril....	Décision qui porte à la 1re classe de son emploi le sieur Pierre-Maxime (Virginie), surveillant rural de 2e classe.....	152
1860. 16 avril...	Décision qui nomme le sieur Guisoulphe (Gustave-Paul-Auguste) surveillant rural de 2e classe.....	155
1860. 2 mai.....	Décision qui nomme le sieur Tabel (Toussaint) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Samba no 3.....	228
1860. 8 mai.....	Décision portant acceptation de la démission du sieur Nemouté (Félix), surveillant rural de 3e classe du quartier d'Iracoubo.....	229
1860. 29 mai....	Décision qui nomme le sieur Dominique surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Nemouté (Philibert), démissionnaire.....	234
1860. 4 juin.....	Décision qui nomme le sieur Batra (Cyprien) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Pawlosky (Cyprien), démissionnaire.....	284
1860. 4 juin.....	Décision qui nomme le sieur Soret (Antoine-Léon) surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Roger (Michel), passé à la 3e classe.....	284

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 1er juillet..	Décision qui nomme le sieur Germain (Antoine) surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Romain (Similien-Louis-Marie), démissionnaire.....	330
1860. 10 août....	Décision qui nomme le sieur Berho (Jean) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Moussa-Karta, licencié...	374
1860. 16 août....	Décision qui nomme le sieur Raucourt (Jean) surveillant rural de 3e classe, en remplacement du sieur Clérim (Gabriel-Charlotte), licencié.....	376
1860. 5 sept.....	Décision qui nomme le sieur Moussa surveil-veillant rûral au quartier de Kourou, en remplacement du sieur Xaveiro, démissionnaire.....	458
1860. 6 sept.....	Décision qui licencie le nommé Richard (Michel), surveillant rural.....	419
1860. 10 sept....	Décision qui nomme le sieur Calvel (Jean-Baptiste) surveillant rural de 2e classe, en remplacement du sieur Baudil, démissionnaire.....	419
1860. 6 décemb..	Décisions qui nomment trois surveillants ruraux de 3e classe.....	633
1860. 16 décemb.	Décision qui nomme le sieur Charlotte (Charles-Léon) surveillant rural de 2e classe.	635
	Police urbaine.	
1860. 15 janvier.	Décision qui nomme le sieur Verdal (Édouard) garde de police à Cayenne, en remplacement du sieur René (Émilien), démissionnaire.....	57
1860. 17 janvier.	Décision portant acceptation de la démission du sieur Jail (Étienne), archer de police urbaine.....	58
1860. 18 janvier.	Décision qui confirme le sieur Stanis (Phili-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	bert), archer de police, dans ses fonctions provisoires de caporal de police.....	58
1860. 9 février...	Décision qui nomme le sieur Calvel (Jean-Baptiste) garde de police urbaine.....	99
1860. 24 février..	Décisions portant nominations dans la police urbaine, à Cayenne.....	103
1860. 2 mars....	Décision qui prescrit à M. Deparis, commissaire de police à Cayenne, de retour de congé, de reprendre ses fonctions.....	125
1860. 2 mars....	Décision qui nomme M. Mandel commissaire adjoint de police à Cayenne.....	125
1860. 19 mars...	Décision qui licencie de ses fonctions le sieur Octave (Jean-Baptiste), archer de police urbaine, et le met à la disposition du commissaire de l'inscription maritime.....	128
1860. 30 mars...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Debrand (Pierre), garde de police urbaine.....	151
1860. 8 avril....	Décision qui nomme le sieur Samba n° 3 archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Octave (Jean-Baptiste), licencié..	153
1860. 15 avril...	Décision portant révocation du sieur Jomère (Théodore), archer de la police urbaine..	155
1860. 21 avril...	Décision qui nomme le Yolof Fara N'Diaye archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Jomère (Théodore), révoqué.....	157
1860. 21 avril...	Décision qui nomme le sieur Debrand (Pierre) garde de police urbaine.....	157
1860. 11 mai....	Décision portant révocation du sieur Germain (Joseph-Godefroy), archer de police urbaine.	230
1860. 31 mai....	Décision qui nomme le sieur Samba n° 1 archer de la police urbaine, en remplacement	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	du sieur Germain (Joseph-Godefroy), révoqué	234
1860. 8 juin.....	Décision qui révoque le sieur Bibert (Charles-Tauride), archer de police urbaine.....	285
1860. 1er août...	Décision qui nomme le sieur Véroli (Moïse) archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Bibert (Charles-Tancrède), révoqué.....	372
1860. 21 août....	Décision qui nomme le sieur Océany (Félix) archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Michotte-Brice, démissionnaire.....	377
1860. 24 août....	Décision qui révoque le sieur Calvel (Jean-Baptiste), garde de police urbaine.....	377
1860. 14 sept.....	Décison qui révoque le sieur Normand (Augustin), archer de la police urbaine.....	420
1860. 15 sept.....	Décision qui nomme le sieur Bonté (Jean-Baptiste) archer de la police urbaine, en remplacement du sieur Normand (Augustin), révoqué.....	421
1860. 24 sept....	Décision qui nomme le sieur Élisabeth, dit *Covis* (Louis-Auguste-Vincent), garde de police urbaine.....	422
1860. 30 décemb.	Décision qui nomme le sieur Toussaint (Eugène-Antoine) brigadier de la police urbaine.	637
1860. 30 décemb.	Décision qui nomme le sieur Philibert (Stanislas) archer caporal de la police urbaine.	637
	Ponts.	
1860. 10 février..	Arrêté portant autorisation à Mme veuve Nony de construire un pont sur la route de la Magdeleine.....	72
	Ponts et chaussées (Direction des).	
1860. 1er janvier.	Décision qui augmente la solde du sieur Sil-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	vain (Louis-Auguste-Léonidas), écrivain à la direction des ponts et chaussées.....	53
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 163 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Avis du décret du 19 mai 1860, par lequel M. Merlin, capitaine de 1re classe du génie, directeur des ponts et chaussées à la Guyane française, est promu au grade de chef de bataillon et maintenu dans sa position dans la colonie.	282
1860. 29 juillet..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Joffroy, garde des matières à la direction des ponts et chaussées.....	337
1860. 29 juillet..	Décision qui nomme provisoirement le sieur Vaumoron (René), agent comptable à la direction des ponts et chaussées, garde des matières, en remplacement de M. Joffroy, démissionnaire.....	337
1860. 10 août....	Décision qui alloue au sieur Félix Pascal, piqueur des ponts et chaussées, chargé de la direction et de la surveillance des travaux à exécuter par les transportés sur la route de Kourou à Karouabo, un supplément de 3 francs par jour pendant la durée de ce service.....	374
1860. 28 sept....	Décision qui charge M. Laffèche, capitaine du génie, de remplir intérimairement les fonctions de directeur des ponts et chaussées, pendant la durée du congé accordé à M. le chef de bataillon Merlin.....	414
	Population.	
	Voir *Recensement*.	
	Port (Direction du).	
1860. 1er janvier.	Décision qui nomme le sieur Vial (Jacques-Eugène-Alexis-César) pilote au port de Cayenne, en remplacement du sieur Vernier, décédé.....	52

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 10 janvier.	Décision qui met le traitement du sieur Pluvier (Alexandre), commis de comptabilité à la direction du port, à la charge du budget métropolitain, et en fixe l'imputation.....	55
1860. 19 janvier.	Décision portant nomination d'un quartier-maître de manœuvre à l'emploi provisoire d'adjoint au lieutenant de port à Cayenne.	34
1860. 24 janvier.	Décision qui nomme le sieur Véronique (Marius-Sextius-Antoine-Léonard) aspirant pilote au port de Cayenne.....	59
1860. 1er février..	Décision qui accorde une indemnité mensuelle au sieur Imbert (Joseph-Léon-Pierre), contre-maître charpentier à la direction du port.....	96
1860. 13 avril...	Décision qui nomme le sieur Amédée-Armand aspirant pilote au port de Cayenne.	154
1860. 30 avril...	Dépêche ministérielle n° 123 (Algérie et colonies: direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Le sieur Guieu, maître voilier à la direction du port de Cayenne, est nommé maître entretenu de 3e classe.....	280
1860. 6 juin.....	Décision qui nomme provisoirement le sieur Laurent (Jean), matelot de 1re classe de la goëlette *la Pourvoyeuse*, adjoint au lieutenant de port, en remplacement du sieur Foucou, démissionnaire.....	284
1860. 27 juillet..	Arrêté qui pourvoit au service du pilotage à Cayenne, à toute heure du jour et de la nuit.....	325
1860. 26 sept....	Dépêche ministérielle n° 363 (Algérie et colonies: direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Approbation d'un arrêté du 27 juillet 1860, sur le service du pilotage à Cayenne.....	458

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Porte-clefs.	
	Voir *Prisons*.	
	Porteurs de contraintes.	
	Voir *Contributions*.	
	Portiers.	
	Voir les divers établissements auxquels ils sont attachés.	
	Postes (Service des).	
1860. 7 mars....	Circulaire ministérielle n° 79 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers de l'Algérie et des colonies, 3e bureau). Instructions au sujet de l'affranchissement des journaux à destination de la métropole.....	134
	Voir *Correspondance*.	
	Poste.	
1860. 17 août....	Circulaire ministérielle (marine : direction du personnel, bureau des corps organisés et de la justice maritime). Au sujet de l'application des dispositions pénales édictées contre l'abandon du poste.....	433
	Postes militaires.	
1860. 10 août....	Décision qui prescrit l'envoi à la paroisse de Rémire de six hommes d'infanterie de marine, commandés par un caporal, pour y tenir garnison.....	374
	Poudres.	
1860. 10 décemb.	Arrêté portant fixation du prix des poudres pendant l'année 1861.....	596

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Poursuites.	
	Voir *Contributions*.	
	Préséances.	
1859. 11 août....	Avis du Conseil d'État sur les préséances et le rang individuel dans les cérémonies publiques.....	382
1860. 7 août.....	Dépêche ministérielle n° 1134 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Préséances. — Rang individuel dans les cérémonies publiques. — Communication d'un avis du Conseil d'État en date du 11 août 1859.....	382
	Prêts sur récoltes.	
	Voir *Banques coloniales*.	
	Prévôts.	
	Voir *Santé (Service de)*.	
	Prime.	
1860. 21 août....	Arrêté portant création d'une prime à allouer pour les plantations de caféiers et de cacaoyers.....	362
1860. 20 octobre.	Dépêche ministérielle n° 392 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Avis de l'approbation de l'arrêté du 21 août 1860, portant création d'une prime à allouer pour les plantations de caféiers et de cacaoyers.....	507
	Voir *Immigrants*.	
	Prisons.	
1860. 24 février..	Décision qui nomme le sieur Magloire porte-clefs à la grande geôle de Cayenne, en remplacement du sieur Michaud, révoqué.	103

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 10 sept....	Décision qui nomme le sieur Calvel (Jean-Baptiste) concierge de la prison de Kourou, en remplacement du sieur Baudil, démissionnaire.....	419
1860. 26 sept....	Décision portant acceptation de la démission de Mme Petit, porte-clefs à la maison de correction des femmes à Cayenne.....	423
1860. 27 octobre.	Décision qui nomme le sieur Dauphine (Jacques-Victor-Auguste), concierge de la prison des femmes à Cayenne, concierge de la grande geôle.....	465
1860. 27 octobre.	Décision qui nomme le sieur Valette (Benoît-Joseph), concierge de la grande geôle à Cayenne, concierge de la prison des femmes.	465
1860. 27 octobre.	Décision qui nomme la dame Valette, née Bureau (Félicité), porte-clefs à la prison des femmes.....	465
1860. 9 novemb..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Cyrille (Barthélemy) de son emploi de porte-clefs à la geôle de Cayenne..	511
1860. 11 novemb.	Décision qui nomme le sieur Sicard (Pierre) porte-clefs à la geôle de Cayenne, en remplacement du sieur Cyrille (Barthélemy), démissionnaire.....	511
1860. 6 décemb..	Décision portant acceptation de la démission du sieur Sicard (Pierre), porte-clefs à la grande geôle de Cayenne.....	633
1860. 7 décemb..	Décision qui nomme le sieur Jomère (Théodore) porte-clefs à la grande geôle de Cayenne.....	633
	Prix courants.	
	Voir *Denrées coloniales, Marchandises.*	
	Produits.	
	Voir *Établissements pénitentiaires.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Programme.	
	Voir *Fêtes nationales.*	
	Proserpine.	
	Voir *Gardien et Proserpine.*	
	Publications coloniales.	
1860. 15 avril...	Circulaire ministérielle (Algérie et colonies : cabinet). Instructions relatives au dépôt légal des publications coloniales.....	171
	Q	
	Quartiers de la colonie (Administ^on^ des).	
1860. 12 janvier.	Décision portant acceptation de la démission offerte par M. Pain (Th.) de ses fonctions de commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande.....	56
1860. 22 janvier.	Décision qui nomme M. Hélène (Frédéric), secrétaire de mairie à Tonnégrande, lieutenant-commissaire-commandant de ce quartier.....	59
1860. 15 avril...	Décision portant acceptation de la démission de M. Viriot (Ernest), commissaire-commandant du quartier d'Oyapock.....	154
1860. 17 avril...	Décision portant acceptation de la démission du sieur Jean-Louis (Léopold), secrétaire de mairie.....	157
1860. 1^er^ mai....	Décision qui nomme M. Brissot (Pierre-Basile), secrétaire-greffier du quartier de Kaw, commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, en remplacement de M. Pain (Théophile), démissionnaire.....	227
1860. 4 mai.....	Décision qui nomme M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Étienne), secrétaire de mai-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	rie au quartier de Roura, commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Viriot (Ernest), démissionnaire.....	228
1860. 1er juin....	Décision qui appelle M. Bertille (Herménégilde-Joseph-André), secrétaire de mairie au quartier d'Oyapock, à continuer ses services au quartier de Macouria, en remplacement de M. Sophie (Éléodore), destiné pour un autre quartier.....	283
1860. 1er juin....	Décision qui nomme M. Pain (Jean-Théophile) secrétaire de mairie au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Bertille.....	283
1860. 3 juillet...	Décision qui nomme M. Garret (Bernard-Eugène) secrétaire-greffier au quartier de Kaw en remplacement de M. Brissot (Pierre-Basile).....	331
1860. 7 juillet...	Décision portant révocation de M. Coüy (Félix), commissaire-commandant du quartier d'Approuague.....	331
1860. 9 juillet...	Décision portant nominations et mutations dans le personnel des commissaires-commandants et secrétaires-greffiers de divers quartiers de la colonie.....	331
1860. 13 juillet..	Décision portant acceptation de la démission de M. Coüy (Alexandre), commissaire-commandant du quartier de l'île de Cayenne..	333
1860. 27 juillet..	Décision portant nomination du commissaire-commandant du quartier de l'Île-de-Cayenne	337
1860. 9 août.....	Décision qui nomme M. Brissot (Pierre-Basile), commissaire-commandant du quartier de Tonnégrande, aux mêmes fonctions au quartier de Kaw, en remplacement de M. Favard (Jacques), décédé.....	374
1860. 11 août...	Décision qui nomme M. Garret (Bernard-Eugène), secrétaire greffier au quartier	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	d'Approuague, lieutenant-commissaire-commandant dudit quartier, en remplacement de M. Bassigny (Eugène-André-René).....	375
1860. 23 août....	Décision portant acceptation de la démission de M. Léopold Léger, lieutenant-commissaire-commandant du quartier de Kaw..	377
1860. 15 sept....	Décision qui nomme M. Déchamp (Jean-Marie-Philippe-Victor), écrivain provisoire à la direction de l'intérieur, secrétaire de mairie au quartier du Tour-de-l'Ile.....	421
1860. 17 sept.....	Décision qui nomme M. Bassigny (Eugène-André-René), secrétaire greffier du quartier de Roura, lieutenant-commissaire-commandant dudit quartier.....	421
1860. 29 sept....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. Giraud (Philippe), commissaire-commandant du quartier de Roura.....	424
1860. 1er octobre.	Décision qui nomme le sieur Guisoulphe (Jules-Paul-Auguste), surveillant rural de 2e classe à Roura, secrétaire greffier par intérim audit quartier, en remplacement de M. Bassigny (Eugène-André-René), appelé à d'autres fonctions.....	459
1860. 1er octobre.	Décision qui nomme M. Bassigny (Eugène-André-René), secrétaire greffier et lieutenant-commissaire-commandant à Roura, commissaire-commandant par intérim audit quartier, en remplacement de M. Giraud (Philippe), parti pour France.....	459
1860. 10 décemb.	Décision qui appelle M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Étienne), commissaire-commandant d'Oyapock, aux mêmes fonctions au quartier de Tonnégrande.....	634
1860. 10 décemb.	Décision qui appelle M. Bourny (Pierre), commissaire-commandant d'Iracoubo, aux	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	mêmes fonctions au quartier d'Oyapock, en remplacement de M. Gaumont (Jean-Marie-Charles-Etienne).....	634
1860. 10 décemb.	Décision qui nomme M. Marin (Henry) commissaire-commandant du quartier d'Iracoubo, en remplacement de M. Bourny (Pierre).....	634
	Quartiers de la colonie.	
1860. 10 février..	Arrêté concernant le mode à suivre pour l'exécution, par la voie de réquisition, des travaux de réparations et d'entretien de divers canaux et routes dans les quartiers de la colonie.....	73
1860. 7 mai.....	Arrêté qui assujettit les contribuables du quartier de Mana à une réquisition de six journées de travail par an, pour assurer les besoins des services publics.....	184
1860. 12 juin....	Arrêté qui règle le mode à suivre pour exécuter les travaux publics dans le bourg de Tonnégrande.....	255
1860. 12 juillet..	Arrêté prescrivant qu'un bourg sera fondé dans le quartier de Montsinéry.....	319
1860. 3 octobre..	Décision qui nomme une commission chargée de réviser les arrêtés relatifs au quartier de Mana.....	441
	Voir *Écoles primaires gratuites.*	
	R	
	Radeaux.	
	Voir *Comté (La).*	
	Rang individuel.	
	Voir *Cérémonies publiques.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Rapports.	
	Voir *Gendarmerie*, *Immigration*.	
	Rationnaires.	
	Voir *Rations de vivres*.	
	Rations de vivres.	
1859. 27 décemb.	Décision portant qu'une ration de vingt-cinq centilitres de vin de campagne sera accordée aux infirmiers et cuisiniers des hôpitaux, aux boulangers et aux ouvriers forgerons sur les établissements pénitentiaires, en remplacement de six centilitres de tafia.	250
1860. 10 février..	Décision qui fixe, pour le personnel libre et pour celui de la transportation, le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine.....	71
1860. 22 février..	Décision qui fixe le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine au personnel libre et à celui des transportés.....	79
1860. 24 février..	Décision qui comprend M. l'aumônier du pénitencier *le Gardien* au nombre des rationnaires du gouvernement.....	104
1860. 25 mars...	Décision qui fixe le nombre de repas de viande fraîche à délivrer par semaine, à Cayenne, au personnel libre et à celui de la transportation.....	115
1860. 27 mars...	Décision qui accorde, jusqu'à son départ pour France, une ration journalière, telle que la reçoivent les surveillants employés au chef-lieu, à la jeune Aubert (Régina), fille d'un surveillant de 2e classe, restée orpheline et sans ressources dans la colonie, par suite du décès de ses père et mère.....	130
1860. 4 avril....	Décision portant modification dans la composition du pain des transportés.....	143

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 25 avril ...	Décision qui accorde à l'officier et à la brigade de gendarmerie de Kourou la ration journalière allouée aux troupes de la garnison et aux agents divers du service pénitentiaire.....	144
1860. 7 mai.....	Décision qui autorise la délivrance d'une ration journalière par les magasins de l'État, en faveur du deuxième maître armurier Coadelot, à charge de remboursement.....	229
1860. 27 mai....	Décision qui accorde, à titre de gratifications, trois rations supplémentaires de pain par semaine et par individu aux transportés employés dans les chantiers d'exploitation de bois à Kourou, et à ceux affectés aux transports des bois en rivière.....	283
1860. 29 mai...,	Décision réglant à nouveau les délivrances de viande fraîche aux divers rationnaires de l'État.....	223
1860. 6 juin.....	Décision qui accorde à M. Gaumont, commissaire-commandant du quartier d'Oyapock, la ration journalière de vivres, sauf remboursement.....	285
1860. 12 juillet..	Décision qui accorde à Mme Huchet, femme du distributeur comptable de Sainte-Marie de la Comté, la cession d'une ration journalière de vivres, sauf remboursement....	332
1860. 15 juillet..	Décision qui accorde au sieur Bourquin, distributeur du matériel aux îles du Salut, une ration supplémentaire de vivres, pour les besoins de sa famille, à charge de remboursement de la valeur.....	334
1860. 1er août...	Décision portant modification dans les distributions de vin faites sur les établissements pénitentiaires, en ration au personnel libre et en gratification aux transportés.....	348
1860. 14 août....	Circulaire ministérielle (marine : directions de l'administration et de la comptabilité	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	générale, bureaux des subsistances, hôpitaux et chiourmes, du service intérieur et des archives). Envoi du décret du 21 juillet 1860, fixant la composition des rations à délivrer dans le département de la marine.	585
1860. 14 août....	Décision qui rapporte certaines dispositions contenues dans celle du 1er août 1860, relative aux distributions de vin sur les pénitenciers.....	355
1860. 14 août....	Décision accordant, à l'occasion de la fête nationale du 15 août 1860, aux transportés internés sur les établissements pénitentiaires, une ration extraordinaire de vingt-trois centilitres de vin.....	359
1860. 22 sept....	Arrêté portant modification dans les jours de délivrance de viande fraîche. — Autorisation provisoire d'abattre des taureaux et d'en délivrer la chair aux rationnaires de l'État.	401
1860. 8 octobre..	Décision qui accorde des gratifications de vin et de pain aux hommes employés au chantier de l'Oyapock, et une ration supplémentaire de vin au surveillant chargé en chef du chantier.....	509
1860. 17 octobre.	Arrêté qui règle les distributions de viande fraîche à Cayenne et dans les établissements pénitentiaires.....	450
1860. 20 octobre.	Décision qui accorde la ration journalière de vivres aux sieurs Calvel et Vouland, employés, le premier comme adjoint au piqueur des ponts et chaussées pour les travaux de la route de Kourou à Iracoubo, le second aux îles du Salut.....	464
1860. 30 novemb.	Décision qui accorde, à titre gratuit, à M. l'abbé Le Basque, curé de Roura, la ration de vivres allouée au personnel libre des pénitenciers, pendant tout le temps qu'il fera le service sur le pénitencier de Sainte-Marie, à la Comté.....	513

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Recensement.	
1860. 20 juillet..	Décision prescrivant le recensement général de la population de la ville de Cayenne...	321
	Recettes.	
	Voir *Comptabilité générale des finances.*	
	Récolement d'inventaire.	
	Voir *Inventaires.*	
	Recours en révision.	
	Voir *Révision.*	
	Réduction de peine.	
	Voir *Transportés.*	
	Remboursement.	
	Voir *Effets d'habillement.*	
	Remonte.	
1839. 30 novemb.	Dépêche ministérielle n° 327 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Dispositions relatives à la remonte des officiers attachés à l'état-major du gouverneur	3
	Rengagements.	
	Voir *Immigrants.*	
	Rentrée des classes.	
	Voir *Classes.*	
	Repatriement.	
	Voir *Gens de mer, Immigration.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Réquisition.	
	Voir *Canaux et Routes.*	
	Résidence.	
	Voir *Délégations, Transportés.*	
	Retenues.	
	Voir *Hôpitaux, Saisies-Arrêts.*	
	Retour.	
	Voir *Rapatriement.*	
	Retraite.	
	Voir les divers services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. qui y sont admis.	
	Révision.	
	Voir *Justice militaire et maritime.*	
	Revues de liquidation.	
1860. 30 avril...	Circulaire ministérielle n° 119 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). Au sujet de la transmission en France des revues de liquidation.	179
	Rôles.	
	Voir *Contributions.*	
	Routes.	
	Voir *Quartiers de la colonie.*	
	S	
	Saint-Laurent	
	Voir *Établissements pénitentiaires.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Saint-Georges.	
	Voir *Établissements pénitentiaires.*	
	Saisies-Arrêts.	
1860. 25 sept....	Circulaire ministérielle n° 361 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 4e bureau). Les dispositions de la loi du 19 pluviôse an III et du 29 ventôse an IX, reproduites dans le règlement du 31 octobre 1840, continueront à être en vigueur aux colonies ; elles consacrent deux sortes de retenues, une sur la solde des employés militaires, l'autre sur le traitement des employés civils.....	437
	Santé (Service de).	
1859. 28 décemb.	Dépêche ministérielle n° 341 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Venturini (Pierre-François), pharmacien de 3e classe de la marine, est destiné à servir à la Guyane française, en remplacement de M. Daube, officier de santé du même grade, rattaché au service des ports.....	51
1860. 1er janvier.	Ordre qui charge M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Nieger (Jules), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine.	53
1860. 2 janvier..	Décision rendant applicable à Saint-Louis (Maroni) la décision du 21 septembre 1854, portant allocation d'un supplément annuel au chef du service de santé de Saint-Georges, chargé cumulativement des fonctions de pharmacien comptable.....	44
1860. 2 janvier..	Ordre qui appelle M. Eyrolles (Barthélemy-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Cerf-Mayer, officier de santé entretenu de la même classe, rentrant en France.	53
1860. 2 janvier..	Ordre qui appelle M. Kuhuel (Jean-Baptiste-Félix), chirurgien de 1re classe de la marine, à prendre la direction du service de santé à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Lozach (Jean-Baptiste), officier de santé du même grade, rentrant en France.....	54
1860. 2 janvier..	Ordre qui appelle M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical de Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Prouteaux (Georges), officier de santé entretenu de 3e classe, rentrant en France.....	54
1860. 9 janvier..	Ordre qui rappelle au chef-lieu M. Bon (Théophile), chirurgien de 3e classe de la marine, détaché à Sainte-Marie de la Comté.....	55
1860. 12 janvier.	Ordre qui appelle M. Ollet (Joseph), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à servir à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Blanchon (Joseph-Sainte-Marie-Tony), officier de santé entretenu du même grade, appelé à servir à la Martinique.....	56
1860. 16 janvier.	Ordre qui appelle M. Dolley (Louis-Victor), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. l'Helgoualc'h (Adolphe-Auguste), officier de santé entretenu de la même classe.....	57
1860. 16 janvier.	Décision qui charge M. Lozach, chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Kuhuel, officier de santé du même grade.....	57
1860. 16 janvier.	Ordre qui charge M. Royre (Pierre-Gabriel),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire.....	57
1860. 20 janvier.	Dépêche ministérielle n° 4 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Chauvelot, chirurgien auxiliaire, décédé.....	94
1860. 21 janvier.	Ordre qui appelle M. Weissenthanner (Alphonse), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Caillard, officier de santé auxiliaire de la même classe.....	59
1860. 30 janvier.	Ordre qui désigne M. Rech (Georges-Louis), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, pour aller remplacer momentanément à Saint-Laurent (Maroni) M. Eyrolles, officier de santé du même grade, appelé à Cayenne en témoignage.....	60
1860. 2 février..	Ordre qui appelle M. Bardon (Étienne-Édouard), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Reybaud (Marius), officier de santé entretenu du même grade.....	96
1860. 8 février...	Décision qui met M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.....	98
1860. 9 février...	Décision qui autorise une permutation entre MM. Kühuel (Jean-Baptiste-Félix) et Lozach (Jean-Baptiste), chirurgiens de 1re classe de la marine.....	99
1860. 9 février...	Décisions qui autorisent quatre chirurgiens de la marine à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour rentrer en France....	99

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 9 février...	Décision qui autorise M. Blanchon (José-Sainte-Marie-Tony), chirurgien de 3e classe de la marine, à prendre passage sur le transport *l'Amazone*, pour se rendre à la Martinique, où il est appelé à servir.....	99
1860. 11 février .	Décision qui charge M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Lozach, officier de santé du même grade, partant pour France.....	100
1860. 11 février..	Circulaire ministérielle n° 34 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Dispositions relatives à la conservation des ouvrages périodiques envoyés pour la bibliothèque du service de santé.....	133
1860. 14 février..	Décisions qui accordent un congé de convalescence pour France, avec autorisation de prendre passage sur le transport *l'Amazone*, à deux chirurgiens de la marine.....	101
1860. 1er mars...	Ordre qui appelle M. Jaquolot (Jules-Pierre-Marie), chirurgien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service de santé à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade.....	124
1860. 2 mars....	Dépêche ministérielle n° 52 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Cros, officier de santé du même grade.....	148
1860. 5 mars....	Ordre qui charge M. Soligniac (Gustave), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, du service médical de Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de M. [illegible]sch (Louis-Gustave), officier de santé entretenu de 2e classe.....	125

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 6 mars....	Ordre qui appelle M. Livrand (Jean-Thomas), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut.....	126
1860. 14 mars...	Ordre qui charge M. Chauvin (Jean-Pierre-Élie), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, du service pharmaceutique à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Marion (Amédée-Ernest-Louis), officier de santé entretenu de la même classe..	127
1860. 14 mars...	Ordre qui appelle M. Foll (Gustave-Louis), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Antoine (Ferdinand), officier de santé du même grade.	127
1860. 15 mars...	Ordre qui met à la disposition de l'ordonnateur M. l'Helgoualc'h, chirurgien de 3e classe de la marine, débarqué de l'aviso à vapeur *le Flambeau*.....	128
1860. 16 mars...	Dépêche ministérielle n° 66 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 3e bureau). M. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Gay, officier de santé du même grade.....	149
1860. 16 mars...	Ordre qui appelle M. Rech (Georges-Louis), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Thérond (Isidore-Julie), officier de santé entretenu de la même classe.....	128
1860. 21 mars...	Ordre qui appelle M. Dutrey (Antoine), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Cros (Marcel), chirurgien auxiliaire de la même classe.....	129
1860. 27 mars...	Ordre qui nomme M. Thérond (Isidore-Julie),	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	chirurgien de 2e classe de la marine, prévôt de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Vidal (Émile-Léon), officier de santé de la même classe.....	130
1860. 31 mars...	Ordre qui charge M. Marion (Amédée-Louis-Ernest), pharmacien de 3e classe de la marine, du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Doué (Marius), officier de santé de 2e classe...	132
1860. 31 mars...	Ordre qui appelle M. l'Helgoualc'h (Adolphe-Auguste), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Catel (Jules), officier de santé de la même classe.....	132
1860. 26 avril...	Ordre qui appelle M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Kjhuel (Jean-Baptiste-Élie), officier de santé du même grade.....	158
1860. 1er mai....	Décision qui charge provisoirement M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Chéron, chirurgien de 1re classe de la marine.....	227
1860. 1er mai....	Ordre qui charge M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Royre (Pierre-Gabriel), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	227
1860. 10 mai....	Dépêche ministérielle n° 136 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de la décision, du 5 mai 1860, de M. le ministre de la marine, qui autorise M. Doué, pharmacien de 2e classe à la Guyane française, à contracter mariage avec Mlle Lalanne (Anne-Joséphine).....	281

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 10 mai....	Ordres qui mettent à la disposition de M. le médecin en chef MM. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, et Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de la même classe, arrivés de France.....	229
1860. 10 mai....	Ordre qui nomme M. Oui (Jules-Alexandre-Philippe), pharmacien de 3e classe de la marine, prévôt de pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Gay (Jules), officier de santé du même grade.....	230
1860. 19 mai....	Ordres qui autorisent MM. Gay (Jules), pharmacien de 3e classe de la marine, et Cros (Marcel), chirurgien auxiliaire, à prendre passage sur le transport mixte *la Cérès*, pour se rendre à leur destination.	230
1860. 21 mai....	Décision qui charge M. Khuel (Jean-Baptiste), chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil à Cayenne, en remplacement de M. Chéron, officier de santé du même grade.....	232
1860. 21 mai....	Décision qui prescrit à M. Vidal (Émile-Léon), chirurgien de 2e classe de la marine, chargé provisoirement du service civil, de cesser ses fonctions.....	232
1860. 31 mai....	Dépêche ministérielle n° 165 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Avis de l'approbation par M. le ministre de la marine d'une permutation autorisée provisoirement entre deux chirurgiens de 1re classe.....	282
1860. 2 juin.....	Dépêche ministérielle n° 171 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Destination donnée à six chirurgiens de la marine.....	329
1860. 7 juin.....	Ordre qui appelle M. Bisch (Louis-Gustave), chirurgien de 2e classe de la marine, à	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Castillon, officier de santé du même grade.....	285
1860. 14 juin....	Ordre qui appelle M. Nieger (Jules), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services à l'îlet la Mère, en remplacement de M. Rech (Georges), officier de santé auxiliaire du même grade...	287
1860. 30 juin....	Dépêche ministérielle (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Daube, pharmacien de 3e classe de la marine, ayant terminé son temps de service colonial, est autorisé à rentrer en France, par la première occasion, pour subir les épreuves du concours de 2e classe.....	370
1860. 30 juin....	Ordre qui appelle M. Legrand (Jean-François), chirurgien de 3e classe de la marine, à servir à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Ollet (Joseph), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	290
1860. 3 juillet...	Ordre qui met M. Rech (Georges), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à la disposition de M. le directeur de l'intérieur, pour être chargé de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Pupier, chirurgien auxiliaire de 3e classe.....	330
1860. 14 juillet..	Ordre qui appelle M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	334
1860. 14 juillet..	Ordre qui charge M. Castillon (Jean-Baptiste-Henry), chirurgien de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade.....	334

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 14 juillet..	Ordre qui appelle M. Royre (Pierre-Gabriel), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Eyrolles (Barthélemy-Joseph-Eugène), officier de santé du même grade.....	334
1860. 14 juillet..	Ordre qui appelle M. Garnier, chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Dolley (Louis-Victor), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	334
1860. 27 juillet..	Ordre qui appelle M. Antoine (Ferdinand), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Weissenthanner (Alphonse), officier de santé du même grade.	336
1860. 30 juillet..	Ordre qui appelle M. Catel (Jules), chirurgien de 3e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Sainte-Marie de la Comté, en remplacement de M. Soligniac (Gustave), officier de santé auxiliaire du même grade.....	338
1860. 30 juillet..	Ordre qui appelle M. Ollet (Joseph), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services à l'Ilet la Mère, en remplacement de M. Bardon, officier de santé du même grade.....	338
1860. 4 août.....	Ordre qui charge M. Rech (Georges), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, de l'administration et du service médical de la léproserie de l'Acarouany, en remplacement de M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe.....	373
1860. 14 août....	Décision qui autorise M. Daube, pharmacien de 3e classe de la marine, à prendre passage sur le packet pour se rendre en France.	376
1860. 16 août....	Ordre qui appelle M. Feningre (Hippolyte), pharmacien auxiliaire de 3e classe de la	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	marine, à continuer ses services à Saint-Laurent (Maroni), par permutation avec M. Chauvin, officier de santé du même grade	376
1860. 18 août....	Ordre qui rappelle au chef-lieu M. Dutrey (Clair-Marie-Antoine), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, détaché aux îles du Salut	377
1860. 3 sept.....	Ordre qui appelle M. Eyrolles (Barthélemy-Joseph-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Jaquolot (Jules-Pierre-Marie), officier de santé entretenu du même grade	418
1860. 8 sept.....	Ordre qui appelle M. Pupier (Pierre-Auguste), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Livrand (Jean-Thomas), officier de santé du même grade.	419
1860. 10 sept....	Dépêche ministérille nº 295 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). M. Brove, chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, est destiné pour la Guyane, en remplacement de M. Caillard, officier de santé du même grade	457
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle M. Bisch (Louis-Gustave), chirurgien de 2e classe de la marine aux îles du Salut, à prendre la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni), en remplacement de M. Coste (Baptiste), officier de santé du même grade	420
1860. 14 sept.....	Ordre qui appelle M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Bisch (Louis-Gustave), officier de santé entretenu du même grade	421

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 18 sept.....	Circulaire ministérielle n° 301 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Un certificat constatant ses services coloniaux doit être délivré, avant son embarquement, à tout officier de santé de la marine rappelé en France.....	435
1860. 28 sept....	Décision qui autorise M. Bardon (Etienne-Édouard), chirurgien auxiliaire de 3e classe de la marine, démissionnaire, à rentrer en France sur la frégate mixte *l'Amazone*.....	424
1860. 28 sept....	Décisions qui autorisent deux chirurgiens de 2e classe et un chirurgien de 3e classe de la marine, ayant terminé leur temps de service colonial, à rentrer en France.....	424
1860. 1er octobre.	Ordre qui appelle M. Thérond (Isidore-Julie), chirurgien de 2e classe de la marine, à continuer ses services sur le pénitencier flottant *le Castor*, à Kourou, en remplacement de M. l'Helgoualc'h, officier de santé de 3e classe.....	459
1860. 1er octobre.	Ordre qui charge M. Jaquolot, chirurgien de 2e classe de la marine, du service extérieur de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Castillon, officier de santé du même grade, rentrant en France.....	460
1860. 2 octobre..	Ordre qui nomme M. Coste (Baptiste), chirurgien de 2e classe de la marine, prévôt de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Thérond (Isidore-Julie), officier de santé du même grade.....	460
1860. 27 octobre.	Ordre qui appelle M. Kuhuel (Jean-Baptiste-Élie), chirurgien de 1re classe de la marine, à prendre la direction du service médical à Saint-Laurent (Maroni), en remplacement de M. Chéron (Jules-François), officier de santé du même grade.....	465
1860. 1er novemb.	Décision qui charge provisoirement M. Thaly	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	(Jacques-Henry-Flamet), chirurgien de 2e classe de la marine, du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Kühnel, officier de santé de 1re classe.....	510
1860. 6 novemb..	Ordre qui appelle M. Martin (Joseph-François), pharmacien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service pharmaceutique aux îles du Salut, en remplacement de M. Marion (Amédée-Louis-Ernest), pharmacien de 3e classe.....	510
1860. 15 novemb.	Ordre qui nomme M. Venturini (Pierre-François), pharmacien de 3e classe de la marine, prévôt de pharmacie de l'hôpital militaire de Cayenne, en remplacement de M. Oui, officier de santé du même grade.....	512
1860. 16 novemb.	Décision qui charge M. Chéron (Jules-François), chirurgien de 1re classe de la marine, du service civil de la ville de Cayenne, en remplacement de M. Thaly (Jacques-Henry-Flamet), chirurgien de 2e classe de la marine.....	512
1860. 23 novemb.	Décision qui autorise M. Dieudonné (Saint-Amand-Frédéric-Eugène), chirurgien auxiliaire de 2e classe de la marine, à contracter mariage avec Mlle Rose-Ernestine Claude.	513
1860. 5 décemb..	Décision qui appelle M. Audouit (Paul-Edmond-Volcy), chirurgien de 2e classe de la marine, à continuer ses services aux îles du Salut, en remplacement de M. Piétri (Jean-Thomas-Bernard), chirurgien auxiliaire de la même classe.....	633
1860. 30 décemb.	Décision qui appelle M. Mesmin (Jules-André-Jérémie), chirurgien de 3e classe de la marine, à continuer ses services à la Montagne-d'Argent, en remplacement de M. Legrand (Jean-François), officier de santé du même grade.....	636
1860. 31 décemb.	Décision qui appelle M. Thaly (Jacques-Henry)...	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	chirurgien de 2e classe de la marine, à prendre la direction du service médical de l'îlet la Mère, en remplacement de M. Nieger (Jules), officier de santé auxiliaire de la même classe.....	637
	Voir, pour les officiers de santé embarqués, *Division navale.*	
	Secours.	
1860. 20 janvier.	Décision qui accorde un secours annuel à Mme Devez, veuve d'un piqueur des ponts et chaussées.....	58
1860. 27 mars...	Décision en vertu de laquelle l'indemnité mensuelle qui était payée, au compte du service local, à la dame veuve Gravier, à titre d'indigente, est continuée à son fils, âgé de huit ans et devenu orphelin par la mort de sa mère.....	130
1860. 9 juin.....	Décision qui porte à 20 francs le secours mensuel de 10 francs accordé à la veuve Abezou.	286
1860. 23 juillet..	Décision qui accorde, par continuation, à la dame Ursule (Henriette), veuve Duchâteau (Joseph), le secours mensuel que recevait son mari.....	336
	Secrétaire-Archiviste.	
1860. 8 mars....	Décision qui accorde un congé de convalescence de deux mois, pour la Guadeloupe, à M. Bontemps, aide-commissaire de la marine.....	126
1860. 14 mars...	Décision qui appelle M. Maugey, commissaire spécial de l'immigration, à remplir cumulativement les fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement pendant la durée du congé de convalescence accordé à M. Bontemps.....	127
1860. 28 avril...	Décision qui prescrit à M. Bontemps, sous-	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	commissaire de la marine, de retour de congé, de reprendre ses fonctions de secrétaire-archiviste et de chef du secrétariat du gouvernement.....	158
1860. 1er mai....	Arrêté qui règle le traitement de M. Bontemps (Albert), sous-commissaire de la marine, chef du secrétariat du gouvernement et secrétaire-archiviste du conseil privé.....	182
1860. 1er mai....	Décision relative à l'imputation de la solde de M. Cochet-Dubelle, écrivain de la marine au secrétariat du gouvernement.....	227
1860. 28 juillet..	Ordre qui appelle M. Cochet-Dubelle (Antony-Scipion-Marie), écrivain de la marine au secrétariat du gouvernement, à continuer ses services au bureau des fonds.....	337
	Secrétariat du gouvernement.	
	Voir *Secrétaire-Archiviste.*	
	Secrétaires de mairie.	
	Voir *Administration des quartiers de la colonie.*	
	Secrétaires-Greffiers.	
	Voir *Administration des quartiers de la colonie.*	
	Services civils.	
	Voir *Santé (Service de).*	
	Service extérieur de l'hôpital militaire.	
	Voir *Santé (Service de).*	
	Services publics.	
	Voir *Quartiers de la colonie.*	
	Signatures-types.	
1860. 6 juin.....	Dépêche ministérielle n° 648 (Algérie et colonies : secrétariat général, 1er bureau). Demande d'envoi des signatures-types dont	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	la légalisation peut être demandée au ministère.....	341
	Société.	
	Voir *Assistance mutuelle, Crédit colonial.*	
	Sœurs de Saint-Joseph de Cluny.	
	Voir *Sœurs institutrices.*	
	Sœurs de Saint-Paul de Chartres.	
	Voir *Sœurs hospitalières.*	
	Sœurs hospitalières.	
	Voir *Hôpitaux.*	
	Sœurs institutrices.	
	Voir *Congrégation des dames de Saint-Joseph de Cluny.*	
	Solde.	
1860. 18 février..	Décision qui augmente la solde annuelle de tous les garçons de bureau au service du commissariat de la marine et du contrôle colonial.....	76
	Voir les divers services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. qu'elle concerne.	
	Souscriptions.	
	Voir *Monument.*	
	Sous marqués.	
1860. 12 juillet..	Décision qui supprime l'indemnité annuelle accordée au trésorier de la colonie pour le comptage et le cachetage des sous marqués.	332
	Station locale.	
	Voir *Division navale.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Substances vénéneuses.	
1860. 20 octobre.	Circulaire ministérielle n° 394 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 2e bureau). Envoi d'exemplaires de documents relatifs aux formules arrêtées pour la préparation et la vente des substances vénéneuses....	586
	Subvention.	
	Voir *Vidanges*.	
	Successions.	
1860. 20 février..	Arrêté portant nouvelles dispositions relatives à l'envoi en France des produits des successions des militaires des détachements des corps de troupe de l'armée de terre décédés aux colonies.....	174
1860. 20 avril...	Circulaire ministérielle n° 114 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Nouvelles dispositions relatives à l'envoi en France des produits des successions des militaires des détachements des corps de troupe de l'armée de terre décédés aux colonies.....	172
1860. 23 août....	Dépêche ministérielle n° 285 (Algérie et colonies : direction des affaires militaires et maritimes, 2e bureau). Au sujet de la liquidation des successions des gendarmes..	389
	Voir *Curatelle*.	
	Sucres.	
	Voir *Tarifs*.	
	Suppléments.	
	Voir les divers services auxquels appartiennent les officiers, employés, etc. qu'ils concernent.	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Surveillance.	
	Voir *Transportés.*	
	Surveillants des pénitenciers.	
	Voir *Corps militaire des surveillants.*	
	Surveillants ruraux.	
	Voir *Police rurale.*	
	T	
	Tafia.	
	Voir *Acidulage.*	
	Tarifs.	
	Voir les diverses matières qu'ils concernent.	
	Terrains.	
	Voir *Transportation.*	
	Thé.	
	Voir *Tarifs.*	
	Timbres-Postes.	
1860. 27 sept....	Circulaire ministérielle n° 365 (Algérie et colonies : direction de l'administration coloniale et des services financiers, 3e bureau). Au sujet du remboursement de la valeur des timbres-postes coloniaux inutilement employés par les envoyeurs.....	438
	Traitement.	
	Voir *Solde.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	Traitement de table.	
1860. 1er janvier.	Décision qui supprime l'indemnité journalière accordée à l'officier commandant les troupes à Saint-Louis (Maroni).....	13
1860. 1er janvier.	Décision qui abroge celle du 28 septembre 1859, qui alloue une indemnité journalière, à titre de traitement de table, au chirurgien chargé de la direction du service médical à Saint-Louis (Maroni).....	53
1860. 19 juillet..	Décision qui accorde une indemnité journalière, à titre de traitement de table, à l'employé d'administration et à l'officier de santé détachés à Sainte-Marie de la Comté.	335
	Transportation.	
1860. 30 mai....	Décret relatif à l'affectation de terrains pour le service de la transportation.....	396
1860. 13 sept....	Arrêté portant promulgation du décret du 30 mai 1860, relatif à l'affectation de terrains pour le service de la transportation.....	935
	Transportés.	
1859. 16 décemb.	Règlement sur le régime des transportés employés hors pénitenciers, modifié conformément aux prescriptions de la dépêche ministérielle du 11 janvier 1860, n° 25...	81
1860. 15 janvier.	Annexe au règlement du 16 décembre 1859, sur le régime des transportés hors pénitenciers..	93
1860. 28 mars...	Décision qui accorde, à titre exceptionnel, une solde de 1 fr. 25 cent. par jour au sieur Ainard, transporté, 4e catégorie, 2e section, employé à Montjoly comme forgeron et maréchal ferrant.....	131
1860. 29 mars...	Décision concernant la surveillance sur les travaux des transportés mis à la disposition des directions.....	120

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
1860. 30 mai....	Décision qui autorise le transporté Gourdon (Joseph) et la femme Monier (Flavie-Félicité-Henriette), tous deux internés au Maroni et appartenant à la 1re catégorie, à contracter mariage.....	223
1860. 26 juin....	Décision qui autorise dix transportés de la 1re catégorie, concessionnaires à Saint-Laurent du Maroni, à contracter mariage avec des femmes transportées de la même catégorie, internées sur le même établissement.....	265
1860. 28 juin....	Décision qui autorise le transporté Yvon, n° 937, concessionnaire à Saint-Laurent du Maroni, à contracter mariage avec la femme Guidicelli (Catherine), n° 30, transportée internée sur le même pénitencier.....	289
1860. 16 juillet..	Décision qui autorise le transporté de la 1re catégorie Regnier (François), n° 849, concessionnaire à Saint-Laurent (Maroni), et la femme Nourissier (Marie), veuve Audonnet, n° 11, transportée de la même catégorie, à contracter mariage.....	335
1860. 30 juillet..	Décision qui autorise le transporté de la 1re catégorie Thésard (Louis), n° 3641, concessionnaire à Saint-Laurent (Maroni), et la femme Parcheminal (Marie-Louise), n° 16, transportée de la même catégorie, à contracter mariage.....	338
1860. 15 octobre.	Décision qui fixe la solde journalière des transportés employés sur la route du dégrad des Cannes et sur celle de Kourou à Iracoubo.....	463
1860. 12 novemb.	Décision qui supprime l'article 9 du règlement du 16 décembre 1859, sur le régime des transportés employés hors pénitenciers, inséré aux pages 81 et suivantes du Bulletin officiel de l'année 1860.....	511
1860. 14 novemb.	Décision qui accorde au nommé Cossard,	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	transporté de la 4e catégorie, 2e section, remplissant l'emploi de contre-maître à l'atelier des constructions et réparations des embarcations des pénitenciers 8 et 8 *bis*, la solde de 1 franc par journée de travail.	632
1860. 29 décemb.	Décision qui autorise deux transportés libérés, concessionnaires au Maroni, à contracter mariage avec deux femmes transportées de la 1re catégorie, également internées à Saint-Laurent (Maroni).....	536
	Voir *Conseils de guerre et de révision, Douanes, Hôpitaux, Jurisprudence.*	
	Travaux publics.	
1860. 30 juillet..	Voir *Quartiers de la colonie.*	
	Trésorier.	
1860. 13 août....	Décision qui accorde un congé de convalescence pour France à M. de la Tranchade (Charles-Pierre Normand), trésorier payeur de la colonie.....	337
1860. 28 décemb.	Décision qui autorise M. Cuinier (Pierre-Etienne), sous-commissaire de la marine, à remplir les fonctions de trésorier payeur à la Guyane, en qualité de fondé de pouvoir de M. de la Tranchade, titulaire de cette charge, qui a obtenu un congé de convalescence pour France.....	375
	Ordre qui maintient dans ses fonctions au trésor, jusqu'au retour dans la colonie du trésorier titulaire, M. Cuinier (Pierre-Étienne), sous-commissaire de la marine, mis à la disposition de M. le directeur de l'intérieur.....	636
	Voir *Contributions, Discipline, Sous marqués.*	
	Tribunaux maritimes commerciaux.	
	Voir *Pénitencier maritime.*	

DATES.	ANALYSE.	PAGES.
	U	
	Usines à sucre.	
	Voir *Crédit colonial.*	
	V	
	Ventes publiques de marchandises.	
	Voir *Courtiers de commerce.*	
	Versements.	
	Voir *Caisse de réserve, Dotation de l'armée.*	
	Viande fraîche.	
	Voir *Rations.*	
	Vidanges.	
1860. 10 février..	Décision qui accorde une subvention mensuelle à Mme veuve Gustave, entrepreneuse des vidanges de la ville.....	99
	Vinaigre.	
	Voir *Acidulage.*	
	Virement.	
	Voir *Comptabilité générale des finances.*	
	Visa.	
	Voir *Demandes.*	
	Visite.	
	Voir *Immigration.*	
	Vivres.	
	Voir *Rations de vivres.*	